

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIX

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 2263. — Lettonie et Tchécoslovaquie.	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas de passeports entre les deux Etats. Riga, le 24 décembre 1929	9
N° 2264. — Danemark et Haïti.	
Traité d'arbitrage et de conciliation. Signé à Washington, le 5 avril 1928	19
N° 2265. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique.	
Accord relatif à l'échange des colis postaux entre Ceylan et les Iles Philippines, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Colombo, le 7 mars 1928, et à Manille, le 6 avril 1929	27
N° 2266. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Etat libre d'Irlande, et Lithuanie.	
Echange de notes concernant les relations commerciales, telles qu'elles ont été réglées par l'échange de notes du 6 mai 1922. Londres, les 28 novembre et 10 décembre 1929	47
N° 2267. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse.	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux entre Ceylan et la Suisse. Signé à Berne, le 6 novembre, et à Colombo, le 10 décembre 1929	53
N° 2268. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve, et Union des Républiques soviétistes socialistes.	
Notes échangées à l'occasion de la reprise des relations diplomatiques. Londres, les 20 et 21 décembre 1929	61

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIX

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2263. — Latvia and Czechoslovakia.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the two States. Riga, December 24, 1929	9
No. 2264. — Denmark and Haiti.	
Treaty of Arbitration and Conciliation. Signed at Washington, April 5, 1928	19
No. 2265. — Great Britain and Northern Ireland and United States of America.	
Agreement for the Direct Exchange of Parcels by Parcel Post between Ceylon and the Philippine Islands, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Colombo, March 7, 1928, and at Manilla, April 6, 1929	27
No. 2266. — Great Britain and Northern Ireland and Irish Free State and Lithuania.	
Exchange of Notes in regard to Commercial Relations as regulated by the Exchange of Notes of May 6, 1922. London, November 28 and December 10, 1929	47
No. 2267. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland.	
Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels between Ceylon and Switzerland. Signed at Berne, November 6, and at Colombo, December 10, 1929	53
No. 2268. — Great Britain and Northern Ireland, India, Canada, Australia, New Zealand, Union of South Africa, Irish Free State and Newfoundland and Union of Soviet Socialist Republics.	
Notes exchanged on the Occasion of the Resumption of Diplomatic Relations. Lon- don, December 24 and 25, 1929	61

	Pages
N° 2269. — Allemagne, Belgique, Finlande et Suède	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 23 septembre 1929, et à Bruxelles, le 30 septembre 1929... ..	71
N° 2270. — Allemagne, Finlande, Hongrie, Suède et Tchécoslovaquie.	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 26 septembre 1929, à Prague, le 18 octobre 1929, et à Budapest, le 29 octobre 1929	85
N° 2271. — France et Suède.	
Echange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Paris, les 19 décembre 1929 et 25 janvier 1930	99
N° 2272. — France et Tchécoslovaquie :	
Convention commerciale, avec protocole de signature, signés à Paris, le 2 juillet 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	105
N° 2273. — Allemagne et Estonie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Tallinn (Reval), le 7 décembre 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	259
N° 2274. — Allemagne et Salvador :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. San Salvador, les 13 et 19 février 1929	317
N° 2275. — Allemagne et Estonie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Reval, le 30 avril 1929	325
N° 2276. — Allemagne et Siam :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Bangkok, les 9 avril, et 6 et 7 mai 1929	333
N° 2277. — Allemagne et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des extraits de casiers judiciaires. Paris, le 20 novembre 1929... ..	339
N° 2278. — Estonie, Finlande, Lettonie et Lithuanie :	
Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie. Signé à Helsinki, le 27 décembre 1929, à Tallinn, le 31 décembre 1929, à Riga, le 2 janvier 1930, et à Kaunas, le 14 janvier 1930	343

No. 2269. — Germany, Belgium, Finland and Sweden.

Agreement regarding Telephone Service between Belgium and Finland, through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Germany-Sweden and Sweden-Finland and of the Lines of Communications established on German and Swedish Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 23, 1929, and at Brussels, September 30, 1929 ...

71

No. 2270. — Germany, Finland, Hungary, Sweden and Czechoslovakia.

Agreement regarding Telephone Service between Finland and Hungary through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Finland-Sweden and Sweden-Germany and of the Lines of Communication established on Swedish, German and Czechoslovak Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 26, 1929, at Prague, October 18, 1929, and at Budapest, October 29, 1929 ...

85

No. 2271. — France and Sweden.

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, December 19, 1929, and January 25, 1930 ...

99

No. 2272. — France and Czechoslovakia :

Commercial Convention, with Protocol of Signature, signed at Paris, July 2, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ...

105

No. 2273. — Germany and Estonia :

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Tallinn (Reval), December 7, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ...

259

No. 2274. — Germany and Salvador :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas. San Salvador, February 13 and 19, 1929 ...

317

No. 2275. — Germany and Estonia :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Reval, April 30, 1929 ...

325

No. 2276. — Germany and Siam :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Bangkok, April 9, and May 6 and 7, 1929 ...

333

No. 2277. — Germany and France :

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the reciprocal Communication of Extracts from Records of Criminal Courts. Paris, November 20, 1929 ...

339

No. 2278. — Estonia, Finland, Latvia and Lithuania :

Agreement regarding the Telephone Service between Finland and Lithuania, through the Intermediary of the Sub-marine Cable Finland-Estonia and of the Lines of Communication established on Estonian and Latvian Territories. Signed at Helsinki, December 27, 1929, at Tallinn, December 31, 1929, at Riga, January 2, 1930, and at Kaunas, January 14, 1930* ...

343

N° 2279. — Autriche et Luxembourg :

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des bulletins de casiers judiciaires. Vienne, le 18 janvier, et Luxembourg, le 30 janvier 1930 ... 357

N° 2280. — Finlande et Italie :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la légalisation des certificats d'origine. Helsinki, le 15 août 1929 363

N° 2281. — Belgique et Espagne :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption réciproque des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur. Bruxelles, le 31 janvier 1930 369

N° 2282. — Etats-Unis d'Amérique et Portugal :

Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 1^{er} mars 1929 375

N° 2283. — Norvège et Mexique :

Arrangement concernant l'échange des colis-postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Mexico, le 5 décembre 1928, et à Oslo, le 14 juin 1929 381

N° 2284. — Pays-Bas et Turquie :

Echange de notes concernant le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Angora, le 21 novembre 1929 395

N° 2285. — Etats-Unis d'Amérique et Pologne :

Traité de conciliation. Signé à Washington, le 16 août 1928 401

N° 2286. — Etats-Unis d'Amérique et Pologne :

Traité d'arbitrage, signé à Washington, le 16 août 1928 407

N° 2287. — Allemagne, Danemark, Italie et Suisse :

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à Copenhague, le 31 juillet, à Rome, le 16 octobre, à Berlin, le 29 octobre, et à Berne, le 18 novembre 1929 413

N° 2288. — Brésil et Venezuela :

Echange de notes pour l'exécution des stipulations relatives à la délimitation de la frontière entre les deux pays, contenues dans le protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928. Caracas, le 7 novembre 1929 425

N° 2289. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :

Echange de notes au sujet de la remise de la concession britannique de Chinkiang. Nankin, le 31 octobre 1929 439

N° 2290. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :

Echange de notes au sujet des demandes d'indemnités pour pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927. Nankin, le 9 novembre 1929 451

	Page
No. 2279. — Austria and Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the mutual Communication of Extracts from the Records of Criminal Courts. Vienna, January 18, and Luxemburg January 30, 1930	357
No. 2280. — Finland and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Legalisation of Certificates of Origin. Helsinki, August 15, 1929	363
No. 2281. — Belgium and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding mutual Exemption from Direct Taxes on Automobiles and other Motor or Steam Vehicles. Brussels, January 31, 1930	369
No. 2282. — United States of America and Portugal :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, March 1, 1929	375
No. 2283. — Norway and Mexico :	
Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Mexico, December 5, 1928, and at Oslo, June 14, 1929	381
No. 2284. — The Netherlands and Turkey :	
Exchange of Notes regarding the Provisional Settlement of the Commercial Relations between the two Countries. Angora, November 21, 1929	395
No. 2285. — United States of America and Poland :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, August 16, 1928	401
No. 2286. — United States of America and Poland :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, August 16, 1928	407
No. 2287. — Germany, Denmark, Italy and Switzerland :	
Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Italy through the Intermediary of the Lines of Communication established on German and Swiss Territories. Signed at Copenhagen, July 31, at Rome, October 16, at Berlin, October 29, and at Berne, November 18, 1929	413
No. 2288. — Brazil and Venezuela :	
Exchange of Notes for the Execution of the Provisions regarding the Frontier Delimitation between the two Countries, contained in the Protocol signed at Rio-de-Janeiro, July 24, 1928. Caracas, November 7, 1929	425
No. 2289. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes regarding the Rendition of the British Concession at Chinkiang. Nanking, October 31, 1929	439
No. 2290. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes regarding Claims for Losses sustained by British Subjects at Chinkiang in 1927. Nanking, November 9, 1929	451

N° 2263.

**LETTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas de passeports entre les deux Etats. Riga, le 24 décembre 1929.

**LATVIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the two States. Riga, December 24, 1929.

N° 2263. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
LETTON ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ACCORD
RELATIF A L'ABOLITION DES VISAS DE PASSEPORTS. RIGA,
LE 24 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 janvier 1930.

VYSLANECTVÍ
REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ
V. RÍŽE.
LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
A RIGA.
N° 2200/1929.

RIGA, le 24 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu que les Gouvernements de la République tchécoslovaque et de la Lettonie ont résolu d'abolir les visas de passeports entre les deux États, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement tchécoslovaque accepte l'accord auquel ont abouti les négociations entre les deux gouvernements relatives à cette question et dont le texte suit :

Article premier.

Les citoyens de l'un des deux États peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre État soit requis, entrer dans le territoire de celui-ci et quitter ce territoire par les points de frontière officiellement désignés à cet effet, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national pour l'étranger valable et qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs des passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes auxquelles l'un des deux gouvernements aurait délivré des passeports pour étrangers (passeports provisoires, cartes d'identité, etc.).

Pour les enfants ressortissants lettons âgés plus de quatorze ans, seront appliquées les stipulations ci-dessus. Les enfants de moins de quatorze ans peuvent être inscrits dans le passeport du père ou de la mère.

Pour les enfants ressortissants tchécoslovaques au-dessous de quinze ans, il suffira de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2263. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS. RIGA, DECEMBER 24, 1929.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 30, 1930.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
AT RIGA.

No. 2200/1929.

RIGA, *December 24, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that the Governments of the Czechoslovak Republic and of Latvia have decided to abolish passport visas as between the two States, I have the honour to inform Your Excellency that the Czechoslovak Government accepts the agreement which has resulted from the negotiations between the two Governments on this matter, and the text of which follows :

Article I.

Citizens of one of the two States may at any time, and without a visa of the competent authorities of the other State being required, enter the territory of the other State and leave it by the frontier points officially designated for that purpose, on condition that they are in possession of a valid national passport for foreign travel which clearly establishes the nationality of the holder.

Only persons holding national passports shall be entitled to this privilege, which shall not be granted to persons to whom one of the two Governments may have issued passports for foreigners (provisional passports, identity cards, etc.).

The above provisions shall apply to children of Latvian nationality over fourteen years of age. Children under fourteen years of age may be entered on the passport of their father or mother.

In the case of children of Czechoslovak nationality under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce instead of the passport a certificate issued by the authorities and indicating their name,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou lieu de séjour permanent. Ces certificats pour enfants devront — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être munis de la photographie du titulaire sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat. !

Article 2.

Si des groupes de citoyens de l'un de deux Etats désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu du passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de l'autorité compétente de l'autre Etat. Le visa collectif sera délivré gratuitement.

Il ne pourra pas toutefois être fait usage de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, l'interdiction d'entrée à l'égard des personnes indésirables, la surveillance des étrangers (entrée, séjour dépassant deux mois, éloignement du pays, refoulement à la frontière), ainsi que concernant la protection du marché national du travail.

Article 4.

Chaque gouvernement pourra éloigner de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui enfreindraient les prescriptions concernant la surveillance des étrangers (entrée, séjour) ;
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur, relatives à la protection du marché national du travail ;
- c) Pour tout autre motif légal.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930, il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Ā. VRABEC.

A Son Excellence
Monsieur Antons Balodis,
Ministre des Affaires étrangères de Lettonie,
à Riga.

age, nationality and domicile or place of permanent residence. These certificates for children must, in the case of children over ten years of age, bear the photograph of the holder, which shall be stamped by the authorities issuing the certificate.

Article 2.

Should a number of citizens of one of the two States desire to cross the frontier in groups, it shall be sufficient for such groups to be provided with a collective list taking the place of a passport, issued by the competent authorities of one of the two States, and bearing the visa of the competent authority of the other State. The collective visa shall be granted free of charge.

Collective lists may not, however, be made out for the conveyance of workmen.

Article 3.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two States concerning the closing of the frontier, prohibition of the entry of undesirable persons, supervision of foreign nationals (entry, stay for more than two months, expulsion from the country, refusal at the frontier) or those relating to the protection of the home labour market.

Article 4.

Each Government may expel nationals of the other State from its territory :

- (a) If they do not comply with the regulations concerning the supervision of foreigners (entry, stay in the country) ;
- (b) If their activities as workmen or employees contravene the provisions in force concerning the protection of the home labour market ;
- (c) For any other reason valid in law.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on January 15, 1930. It shall cease to take effect one month after denunciation by one or other of the two States.

I have the honour to be, etc.,

Č. VRABEC.

To His Excellency
M. Antons Balodis,
Minister for Foreign Affairs of Latvia,
Riga.

LATVIJAS ĀRLIETU MINISTRIS.
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
RIGA.

N° A. 872. III/25682.

Le 24 décembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vu que les Gouvernements de la Lettonie et de la République tchécoslovaque ont résolu d'abolir les visas de passeport entre les deux Etats, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Lettonie accepte l'accord auquel ont abouti les négociations entre les deux gouvernements relatives à cette question et dont le texte suit :

Article premier.

Les citoyens de l'un des deux Etats peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre Etat soit requis, entrer dans le territoire de celui-ci et quitter ce territoire par les points de frontière officiellement désignés à cet effet à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national pour l'étranger valable et qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs des passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes auxquelles l'un des deux gouvernements aurait délivré des passeports pour étrangers (passeports provisoires, cartes d'identité, etc.).

Pour les enfants ressortissants lettons âgés de plus de quatorze ans, seront appliqués les stipulations ci-dessus. Les enfants de moins de quatorze ans peuvent être inscrits dans le passeport du père ou de la mère.

Pour les enfants ressortissants tchécoslovaques au-dessous de quinze ans, il suffira de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ces certificats pour enfants devront — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être munis de la photographie du titulaire sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article 2.

Si des groupes de citoyens de l'un de deux Etats désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu du passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de l'autorité compétente de l'autre Etat. Le visa collectif sera délivré gratuitement.

Il ne pourra pas toutefois être fait usage de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, l'interdiction d'entrée à l'égard des personnes indésirables, la surveillance des étrangers (entrée, séjour dépassant deux mois, éloignement du pays, refoulement à la frontière), ainsi que concernant la protection du marché national du travail.

Article 4.

Chaque gouvernement pourra éloigner de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

a) Qui enfreindraient les prescriptions concernant la surveillance des étrangers (entrée, séjour) ;

LATVIAN MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS,
RIGA.

A 872. III/25682.

December 24, 1929.

SIR,

In view of the fact that the Governments of Latvia and the Czechoslovak Republic have decided to abolish passport visas as between the two States, I have the honour to inform you that the Latvian Government accepts the agreement which has resulted between the two Governments on this matter and the text of which follows :

Article 1.

Citizens of one of the two States may at any time, and without a visa of the competent authorities of the other State being required, enter the territory of the other State and leave it by the frontier points officially designated for that purpose, on condition that they are in possession of a valid national passport for foreign travel which clearly establishes the nationality of the holder.

Only persons holding national passports shall be entitled to this privilege, which shall not be granted to persons to whom one of the two Governments may have issued passports for foreigners (provisional passports, identity cards, etc.).

The above provisions shall apply to children of Latvian nationality over fourteen years of age. Children under fourteen years of age may be entered on the passport of their father or mother.

In the case of children of Czechoslovak nationality under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce instead of the passport a certificate issued by the authorities and indicating their name, age, nationality and domicile or place of permanent residence. These certificates for children must, in the case of children over ten years of age, bear the photograph of the holder, which shall be stamped by the authorities issuing the certificate.

Article 2.

Should a number of citizens of one of the two States desire to cross the frontier in groups, it shall be sufficient for such groups to be provided with a collective list taking the place of a passport, issued by the competent authorities of one of the two States, and bearing the visa of the competent authority of the other State. The collective visa shall be granted free of charge.

Collective lists may not, however, be made out for the conveyance of workman.

Article 3.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two States concerning the closing of the frontier, prohibition of the entry of undesirable persons, supervision of foreign nationals (entry, stay for more than two months, expulsion from the country, refusal at the frontier) or those relating to the protection of the home labour market.

Article 4.

Each Government may expel nationals of the other State from its territory :

(a) If they do not comply with the regulations concerning the supervision of foreigners (entry, stay in the country) ;

- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur, relatives à la protection du marché national du travail ;
c) Pour tout autre motif légal.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930. Il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux États.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

A. BALODIS.

Monsieur C. Vrabc,
Chargé d'Affaires de la République tchécoslovaque,
Riga.

- (b) If their activities as workmen or employees contravene the provisions in force concerning the protection of the home labour market ;
(c) For any other reason valid in law.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on January 15, 1930. It shall cease to take effect one month after denunciation by one or other of the two States.

I have the honour to be, etc.

A. BALODIS.

To M. Č. Vrabec,
Chargé d'Affaires of the Czechoslovak Republic,
Riga.

N° 2264.

DANEMARK ET HAITI

Traité d'arbitrage et de conciliation.
Signé à Washington, le 5 avril
1928.

DENMARK AND HAITI

Treaty of Arbitration and Concilia-
tion. Signed at Washington, April
5, 1928.

N° 2264. — TRAITÉ D'ARBITRAGE¹ ET DE CONCILIATION ENTRE LE DANEMARK ET HAÏTI. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 31 janvier 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, considérant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale et la disposition facultative concernant l'article 36, paragraphe 2, de ce Statut², animés du désir d'assurer, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser le Danemark et Haïti, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Constantin BRUN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington, D. C. ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

M. Hannibal PRICE, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti à Washington, D.C. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente de Justice internationale tous les différends et tous les litiges entre le Danemark et Haïti qui n'auront pu être résolus par la voie diplomatique ou par la procédure de conciliation mentionnée à l'article 2.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 4 décembre 1929.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2264. — TREATY² OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN DENMARK AND HAITI. SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 5, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 31, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, considering the Statute of the Permanent Court of International Justice and the Optional Clause concerning Article 36, paragraph 2, of the said Statute³, desirous of ensuring the peaceful settlement, in accordance with the principles established by the Covenant of the League of Nations, of all disputes and difficulties of any nature whatsoever which may arise between Denmark and Haiti, have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Constantin BRUN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington, D. C. ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

M. Hannibal PRICE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Haiti at Washington, D. C. ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to the Permanent Court of International Justice all differences and all disputes between Denmark and Haiti which it has not been possible to settle through the diplomatic channel or by the procedure for conciliation mentioned in Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided by other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of the said Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, December 4, 1929.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

Article 2.

S'il s'élève entre le Danemark et Haïti un différend n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, les Hautes Parties contractantes s'engagent à le soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à un commissaire nommé d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

Au cas où cet accord ne pourrait s'établir dans un délai de six mois à compter du moment où l'une des Parties a adressé une invitation à cet égard à l'autre Partie, la nomination du commissaire sera effectuée, à la requête d'une des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes, par le vice-président ou au besoin par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est pas leur ressortissant.

Article 3.

Le commissaire réglera lui-même la procédure et fera un rapport comportant un projet de règlement du différend, s'il y a lieu.

Les travaux du commissaire devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter de sa nomination.

Article 4.

A défaut d'accord entre les Parties sur la base du rapport du commissaire et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de simple requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale, qui décidera conformément aux règles contenues dans son Statut.

Les Parties conviennent que les différends qui, de l'avis de la Cour, ne seraient pas d'ordre juridique, peuvent être réglés par la Cour suivant les principes du droit et de l'équité.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette contestation ne sera soumise à l'une des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence de la Cour déclarait qu'une décision ou une mesure prise par la Justice ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 7.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 2.

Should a dispute arise between Denmark and Haiti which it has not been possible to settle within a reasonable period of time through the diplomatic channel, the High Contracting Parties undertake to submit it for investigation and conciliation to a Commissioner appointed by mutual agreement between the High Contracting Parties.

Should it not be possible to arrive at such an agreement within six months as from the date on which one of the Parties addressed an invitation to that effect to the other Party, the Commissioner shall be appointed, at the request of one of the Parties, by the President of the Permanent Court of International Justice, or should he be a national of one of the High Contracting Parties by the Vice-President, or, if necessary, by the senior member of the Court who is not a national of one of the High Contracting Parties.

Article 3.

The Commissioner shall himself lay down the procedure and shall submit a report, including, if required, a proposal for the settlement of the dispute.

Unless the Parties agree otherwise, the work of the Commissioner must be completed within six months dating from his appointment.

Article 4.

Failing agreement between the Parties on the basis of the Commissioner's report, and after three months' notice has been given, either Party shall be entitled to bring the matter by simple application before the Permanent Court of International Justice, which shall give a decision in accordance with the rules contained in its Statute.

The Parties agree that disputes which in the opinion of the Court are not of a juridical character may be settled by the Court according to the principles of law and equity.

Article 5.

In the case of a dispute the subject of which according to the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national Courts, including the administrative tribunals, of that Party, the said dispute shall not be submitted to any of the procedures provided for by the present Treaty until a final decision has been given by the competent national judicial authority.

Article 6.

Should the award of the Court declare that a decision or measure of the judicial authorities or any other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and should the constitutional law of that State not permit or only partially permit the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the injured Party shall be awarded equitable satisfaction of another kind.

Article 7.

Any disputes which may arise with regard to the interpretation or execution of the present Treaty shall be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Washington, D. C.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, à l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant le commissaire ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, D. C., le 5 avril 1928.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) H. PRICE.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Washington, D. C.

It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged and shall remain in force for ten years from that date. Unless it is denounced six months before the expiration of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If, upon the expiration of the present Treaty, any procedure in virtue of this Treaty is pending before the Commissioner, or before the Permanent Court of International Justice, it shall pursue its course until its final completion.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Washington, D. C. , April 5, 1928.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) H. PRICE.

N° 2265.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Accord relatif à l'échange des colis postaux entre Ceylan et les Iles Philippines, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Colombo, le 7 mars 1928, et à Manille, le 6 avril 1929.

**GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Agreement for the Direct Exchange of Parcels by Parcel Post between Ceylon and the Philippine Islands, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Colombo, March 7, 1928, and at Manilla, April 6, 1929.

No. 2265. — AGREEMENT FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST BETWEEN CEYLON AND THE PHILIPPINE ISLANDS, WITH DETAILED REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT COLOMBO, MARCH 7, 1928, AND AT MANILLA, APRIL 6, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 février 1930.

THE POST OFFICES OF THE PHILIPPINE ISLANDS and CEYLON agree to effect a regular direct exchange on uninsured parcels between Manilla and Colombo.

AGREEMENT.

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Philippine Islands posted in Ceylon shall not exceed 11 lbs. in weight, 3ft 6 in. in length, or 6ft in length and girth combined.

A parcel for Ceylon posted in the Philippine Islands shall not exceed 5 Kg. in weight, 1.05 metres in length and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article II.

PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea. It shall include also any surcharge levied in accordance with Article IV hereafter. In all cases postage shall be fully prepaid with postage stamps of the country of origin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2265. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LES ILES PHILIPPINES, ET RÉGLEMENT D'EXÉCUTION Y ANNEXÉ. SIGNÉS A COLOMBO, LE 7 MARS 1928, ET A MANILLE, LE 6 AVRIL 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 8, 1930.

Les Administrations des postes des îles Philippines et de Ceylan conviennent d'effectuer un échange régulier de colis postaux non assurés entre Manille et Colombo.

ACCORD.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Un colis déposé à Ceylan à destination des îles Philippines ne doit pas peser plus de 11 livres anglaises ni mesurer en longueur plus de 3 pieds 6 pouces ou plus de 6 pieds en longueur et pourtour réunis.

Un colis déposé dans les îles Philippines à destination de Ceylan ne doit pas peser plus de 5 kg., ni dépasser 1,05 mètre en longueur et 55 décimètres cubes en volume.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans le cas d'erreur évidente.

Article II.

AFFRANCHISSEMENT PRÉALABLE.

1. Sauf pour les colis réexpédiés ou retournés à l'expéditeur, l'affranchissement préalable des colis sera obligatoire.

2. La taxe d'affranchissement comprendra les sommes revenant à chacune des administrations qui participent au transport par terre ou par mer. Elle comprendra également une surtaxe perçue conformément à l'article IV ci après. Dans tous les cas, la taxe d'affranchissement doit être intégralement acquittée au préalable en timbres-poste du pays d'origine, soit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In the Philippine Islands, for a parcel not exceeding 1 kg in weight, 1 peso Philippine currency ; and for parcels weighing more than 1 kg, 60 centavos Philippine currency for each kilo or fraction of a kilo.

In Ceylon the postage rates shall be for a parcel not exceeding 3 lbs. in weight Rs. 1.50, not exceeding 7 lbs., Rs. 2.50 and not exceeding 11 lbs., Rs. 3.50 Ceylon currency.

Article III.

ADDITIONAL RATE.

Each Postal Administration shall have the right to impose on parcels originating in or addressed to its Offices an additional rate of 25 centimes per parcel.

Article IV.

SEA RATE AND SEA CONVEYANCE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

From Ceylon Parcel Mails shall be forwarded in closed sacks through the intermediary of Hongkong and from the Philippines the service shall be effected direct.

Article V.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Ceylon may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs a fee, the amount of which is to be fixed according to its own regulations, but which shall in no case exceed 50 centimes per parcel in Ceylon and 20 centavos in the Philippine Islands, whatever its weight.

Article VI.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article VII.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

- A. Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;
- B. Articles of an obscene or immoral nature ;
- C. Articles the admission of which is not permitted by law or by the customs or other regulations ;
- D. Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

Dans les îles Philippines, 1 peso en monnaie philippine pour les colis ne pesant pas plus d'un kilog. et 60 centavos en monnaie philippine par kilog. ou fraction de kilog. pour les colis pesant plus d'un kilog.

A Ceylan, la taxe d'affranchissement sera de Rs 1,50 en monnaie de Ceylan pour les colis ne pesant pas plus de 3 livres, de Rs 2,50 pour les colis ne pesant pas plus de 7 livres et de Rs 3,50 pour les colis ne pesant pas plus de 11 livres.

Article III.

TAXE SUPPLÉMENTAIRE.

Chaque administration des postes aura le droit de percevoir une taxe additionnelle de 25 centimes par colis sur les colis provenant de ses bureaux ou adressés à ces mêmes bureaux.

Article IV.

TAXES ET TRANSPORT MARITIMES.

Chacune des deux administrations des postes aura le droit de fixer les taxes relatives au service maritime qu'elle assure.

Les expéditions de colis en provenance de Ceylan seront faites par l'intermédiaire de Hongkong dans des sacs fermés. Le service des colis en provenance des îles Philippines sera effectué directement.

Article V.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des postes de Ceylan pourra exiger, pour le factage et le dédouanement, une taxe à fixer d'après ses propres règlements, mais qui ne doit en aucun cas dépasser 50 centimes par colis à Ceylan et 20 centavos dans les îles Philippines, quel que soit le poids du colis.

Article VI.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES FRAIS.

Les droits de douane et les autres frais ne relevant pas de la poste doivent être payés par les destinataires des colis, à l'exception des cas pour lesquels des dispositions contraires sont prévues par le présent accord.

Article VII.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postal :

A. Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques et les cartouches chargées ainsi que les allumettes).

B. Des articles présentant un caractère obscène ou immoral.

C. Des articles dont l'importation n'est pas autorisée par la loi ou par les règlements douaniers ou autres.

D. Des lettres ou des communications ayant un caractère de correspondance personnelle, ainsi que des plis ou paquets de toute nature, portant une adresse autre que celle du destinataire du colis (il est toutefois permis d'insérer dans un colis une facture ouverte

(It is, however, permissible to inclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also).

E. Live animals (except bees which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coins, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured or other precious articles in unsealed and unregistered parcels.

3. The parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel. Nevertheless, the fact that the parcel contains a letter or communication which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin; they shall be disposed of by the administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article VIII.

REDIRECTION.

A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this agreement to another country provided the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article IX.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provision of Article IX of the Detailed Regulations.

Article X.

NONDELIVERY.

In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself

réduite à ses énonciations constitutives, et une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur).

E. Des animaux vivants (excepté les abeilles qui doivent être enfermées dans des boîtes, de manière à éviter tout danger pour les fonctionnaires des postes, tout en permettant le contrôle du contenu).

2. Il est interdit d'expédier des monnaies, de l'or ou de l'argent, travaillé ou non, ou toute autre matière précieuse, sauf par colis scellés et recommandés.

3. Les colis indûment acceptés par la poste doivent être retournés à leur bureau d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à agir autrement. Dans ce dernier cas, le bureau d'expédition doit être informé d'une manière précise du sort réservé aux colis. Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance personnelle ne doit en aucun cas entraîner le retour de ce colis à son bureau d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses et les articles présentant un caractère obscène ou immoral ne devront pas être retournés au bureau d'origine. L'administration qui trouve ces articles dans le courrier agira à leur égard conformément aux dispositions de ses propres règlements intérieurs.

Article VIII.

RÉEXPÉDITION.

Un colis peut être réexpédié à la suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration du pays de destination pourra percevoir la taxe de réexpédition prescrite par ses règlements intérieurs. Un colis peut, de même, être réexpédié de l'un des deux pays qui sont parties au présent accord dans un tiers pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour son transport ultérieur et que la taxe postale supplémentaire soit payée d'avance au moment de la réexpédition, ou que la preuve documentaire soit faite de l'intention du destinataire d'acquitter cette taxe.

Les taxes additionnelles, imposées du fait de la réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant, ne seront pas annulées en cas d'une nouvelle réexpédition ou d'un retour au bureau d'origine, mais elles seront recouvrées, suivant le cas, sur le destinataire ou sur l'expéditeur, sans préjudice du paiement de tous autres frais spéciaux encourus, dont l'annulation n'est pas acceptée par le pays de destination.

Article IX.

COLIS AHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis indûment reçus ou irrégulièrement admis à l'expédition doivent être expédiés conformément aux dispositions de l'article IX du Règlement de détail.

Article X.

NON-REMISES.

Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui ne pourra pas être remis à l'adresse indiquée sera renvoyé sans préavis à l'expéditeur, aux frais de celui-ci, après avoir été conservé pendant la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que, dans le cas où le colis ne pourra pas être remis à l'adresse indiquée ; il soit : *a)* considéré comme tombé au rebut ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera

of this facility his request may appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to one of the following forms :— “ If not deliverable as addressed, abandon ” “ If not deliverable as addressed, deliver to ”. The same request must also be written on the cover of the parcel.

The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered from the senders.

Article XI.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article XII.

SALE, DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article XIII.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination but shall be treated in accordance with its legislation.

Article XIV.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

When an enquiry is the outcome of an irregularity in the Postal Service the enquiry fee shall be refundable.

Article XV.

RESPONSIBILITY.

The Postal Administration of either of the contracting countries will not be responsible for the loss or damage of any parcel, but either country is at liberty to indemnify the sender of any parcel mailed therein which may be lost or destroyed in each territory and before transmission to the country of destination.

admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande pourra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes : « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, mettre au rebut », « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, délivrer à ». La même demande doit être également écrite sur l'emballage du colis.

Les taxes dues pour des colis retournés par suite de leur non-remise doivent être recouvrées sur les expéditeurs.

Article XI.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux parties du présent accord s'engagent à inviter leurs administrations respectives des douanes à annuler les droits de douane sur les colis retournés à leur pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés dans un tiers pays.

Article XII.

VENTE, DESTRUCTION.

Les articles susceptibles de détérioration ou de décomposition peuvent, seuls, être vendus immédiatement et sans avis préalable ni formalités légales, même s'ils sont en cours de route, à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les articles détériorés ou putréfiés seront détruits.

Article XIII.

COLIS TOMBÉS AU REBUT.

Les colis qui ne peuvent pas être délivrés à leurs destinataires et qui sont abandonnés par les expéditeurs, ne seront pas retournés par le bureau de destination, mais seront traités conformément à la législation du pays.

Article XIV.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

1. Une taxe qui ne sera pas supérieure à 1 franc peut être imposée pour chaque demande de renseignements concernant un colis.

2. Les demandes de renseignements ne seront acceptées que pendant une période d'un an, à partir du jour qui suit la date de dépôt du colis.

Quand une demande de renseignements est provoquée par une irrégularité dans le service postal, la taxe perçue sera remboursée.

Article XV.

RESPONSABILITÉ.

L'administration des postes de chacun des deux pays contractants ne sera pas responsable de la perte ou de l'avarie d'un colis. Toutefois, chaque pays sera libre d'indemniser l'expéditeur d'un colis, mis à la poste dans ses bureaux, qui pourrait être perdu ou détruit sur son territoire avant qu'il soit transmis au pays de destination.

Article XVI.

ACCOUNTS.

Each country shall retain to its own use the whole of the postage and other fees which it collects on said parcels; consequently this agreement will give rise to no separate account between the two countries.

Article XVII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

The francs and centimes mentioned in this agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of Stockholm ¹.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstance either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following detailed regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of the Postal Administration of Ceylon and the Postal Administration of the Philippine Islands shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article XVIII.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned duly authorized for that purpose have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate and signed at Colombo the 7th day of March, 1928.

(Signed) M. S. SRESHTA,
Postmaster General of Ceylon.

Approved, April 11, 1929.

(Signed) Filemon PEREZ,
Secretary of Commerce and Communications
of the Philippine Islands.

(Signed) Juan RUIZ,
Acting Director of Posts of the Philippine
Islands.

Signed at Manilla, the 6th day of April, 1929.

¹ Vol. XL, page 19; vol. L, page 166; vol. LXXII, page 454; et vol. XCII, page 372, de ce recueil.

Article XVI.

COMPTABILITÉ.

Chaque pays conservera à son profit la totalité des taxes postales et autres droits perçus par lui sur les colis. En conséquence cet accord ne nécessitera aucune comptabilité spéciale entre les deux pays.

Article XVII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont les francs et centimes-or tels qu'ils sont définis par la Convention de Stockholm de l'Union postale universelle ¹.

2. Les colis ne devront être soumis à des taxes autres que celles prévues par le présent accord, qu'avec le consentement mutuel des deux administrations.

3. Dans les circonstances extraordinaires, chaque administration peut suspendre provisoirement, en tout ou en partie, le service des colis postaux, à condition d'en aviser immédiatement, et s'il le faut télégraphiquement, l'autre administration.

4. En vue d'assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont élaboré le règlement de détail ci-après. Les autres points de détail qui ne sont ni fixés par les dispositions générales du présent accord, ni prévus par ledit règlement pourront, être réglés de temps à autre d'un commun accord entre les parties.

5. La législation intérieure de l'Administration des postes de Ceylan et de l'Administration des postes des îles Philippines continuera à être applicable à tous les cas non prévus par les stipulations du présent accord et du règlement de détail relatif à son exécution.

Article XVIII.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur à une date à fixer conjointement par les deux administrations et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à partir de la date à laquelle il sera dénoncé par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire et signé à Colombo, le 7 mars 1928.

(Signé) M. S. SRESHTA.
Postmaster general de Ceylan.

Approuvé le 11 avril 1929.

(Signé) Filemon PEREZ.
Secrétaire au Commerce et aux Communications
des Iles Philippines.

(Signé) Juan RUIZ.
Directeur p. i. des Postes des Iles Philippines

Signé à Manille, le 6 avril 1929.

¹ Vol. XL, page 19; Vol. L, page 166; Vol. LXXII, page 454; and Vol. XCII, page 372, of this Series.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN CEYLON AND THE PHILIPPINE ISLANDS
DATED AT COLOMBO 7TH MARCH, 1928, AND AT MANILLA ON 6TH AND 11TH APRIL, 1929.

Article I.

CIRCULATION.

Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.

*Article II.*METHOD OF TRANSMISSION
PROVISION OF BAGS.

Exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

A label shewing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctively labelled.

The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 Kg. (80 lbs).

Each bag containing parcel mails shall be stencilled in large characters :

PARCEL POST
BETWEEN
PHILIPPINE ISLANDS
AND
CEYLON.

The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between Ceylon and the Philippine Islands and not for any other service and either of the contracting Administrations shall be required to make good the value of any bag which it fails to return. Responsibility for the loss of empty mail bags shall be determined by mutual communication.

The bags not required by either of the Administration for the despatch of parcels shall be returned empty advised on a parcel bill.

Article III.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR L'EXÉCUTION DE L'ACCORD CONCERNANT LE SERVICE DE COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LES ILES PHILIPPINES, SIGNÉ A COLOMBO, LE 7 MARS 1928, ET A MANILLE, LES 6 ET 11 AVRIL 1929.

Article premier.

TRANSPORTS.

Chaque administration devra transporter par les routes et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit à travers son territoire.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés sur leur destination véritable par la voie la plus directe dont dispose l'administration qui les réexpédie.

*Article II.*MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.
PROVISIONS DE SACS.

L'échange de colis entre les deux pays s'effectuera par les bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations.

L'échange de colis entre les deux pays s'effectuera en sacs convenablement clos et scellés.

Une étiquette indiquant le bureau d'échange du pays d'origine et le bureau d'échange du pays de destination sera attachée à l'ouverture de chaque sac, le nombre de colis contenus dans le sac étant indiqué sur le dos de l'étiquette.

Le sac contenant les feuilles de route et autres documents devra être marqué d'une façon distincte.

Le poids de chaque sac de colis ne sera pas supérieur à 36 kg. (80 livres anglaises).

Chaque sac contenant des colis postaux devra porter l'inscription suivante en caractères de grande dimension, marqués au pochoir :

PARCEL POST
BETWEEN
PHILLIPPINES ISLANDS
AND
CEYLON.

Les sacs doivent être utilisés exclusivement pour l'échange de colis entre Ceylan et les îles Philippines et pour aucun autre service. Chacune des deux administrations contractante sera tenue de bonifier la valeur des sacs qu'elle n'aurait pas renvoyés. La responsabilité pour la perte de sacs postaux vides sera établie par un échange de communications entre les deux administrations.

Les sacs qui ne sont pas utilisés par l'une des deux administrations pour l'expédition de colis devront être renvoyés vides et portés sur une feuille de route.

Article III.

FIXATION DE TARIFS D'ÉQUIVALENCE.

Pour l'établissement des taxes à percevoir sur les colis, chaque administration sera libre d'adopter tels tarifs d'équivalence approximative qu'elle jugera convenables en sa propre monnaie.

Article IV.

MAKE UP OF PARCELS.

Every Parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed ; however, parcels bearing addresses written with copying ink pencils on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure Officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article V.

SPECIAL PACKING.

Liquids and substances which easily liquify shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or card board ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

Article VI.

DESPATCH NOTES IN CUSTOMS DECLARATION.

Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by the Customs Declarations according to the regulations of the country of destination and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article VII.

SERIAL NO. AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial No. and the name of the Office of Posting. An Office of Posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article VIII.

DATE STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of Posting on the address side with a stamp shewing the place and date of posting.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis devra :

a) Porter le nom et l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas autorisées. Toutefois, on pourra accepter des colis portant une adresse écrite au crayon indélébile sur une surface préalablement humectée. Les adresses doivent être écrites sur le colis même ou sur une étiquette fixée de telle façon qu'elle ne puisse s'en détacher. L'expéditeur sera invité à insérer dans le colis une copie de l'adresse avec indication de sa propre adresse.

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et assure la préservation du contenu.

Les matières susceptibles de blesser les fonctionnaires des postes ou d'endommager les autres colis, doivent être emballés de manière à prévenir tous les risques.

Article V.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

Les liquides et substances facilement liquéfiables devront être expédiés dans un emballage double. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), il sera aménagé un espace rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber, en cas de bris, tout le contenu liquide.

Les matières colorantes comme l'aniline, etc., ne seront admises que si elles sont enfermées dans des boîtes métalliques résistantes, placées dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients. Les matières en poudre, non colorantes, devront être enfermées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, enveloppées dans un emballage de toile ou de parchemin.

Article VI.

BULLETINS D'ENVOI ET DÉCLARATIONS DE DOUANE.

Chaque colis sera accompagné d'un bulletin d'envoi et de la déclaration de douane faite conformément aux règlements en vigueur dans le pays de destination. La déclaration de douane sera solidement fixée au bulletin d'envoi.

Les deux administrations n'assument aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations de douane.

Article VII.

NUMÉROS DE SÉRIE ET LIEU DE DÉPÔT.

Les colis et les bulletins d'envoi y relatifs doivent porter une étiquette indiquant le numéro d'ordre et le nom du bureau de dépôt. Un bureau de dépôt ne doit pas utiliser deux ou plus de deux séries d'étiquettes à la fois, à moins que chaque série ne porte une marque distinctive.

Article VIII.

ESTAMPILLE DE DATE.

Les bulletins d'envoi doivent être frappés du côté de l'adresse par le bureau d'expédition d'une estampille indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article IX.

RETRANSMISSION.

The Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it. When an Office returns such a parcel to the office from which it has been directly received the error shall be reported by means of a verification note.

The parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the Office of Origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be replaced by a Substitute Note, the name of the Office of Origin of the parcel and the original serial No. shall be entered both on the parcel and the Despatch Note.

Article X.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article X, Section II of the Agreement, the office of destination need not comply with it, but may return the parcel to the office of origin, after retention for the period prescribed by the Regulations of the country of destination.

II. The Office which returns the parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in a manuscript or by means of stamp impression or a label.

III. A parcel to be returned to the sender shall be entered in the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " Column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article XI.

SALE, DESTRUCTION.

When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article XII of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article XII.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article XIII.

PARCEL BILL.

Parcels shall be entered individually by the Despatching Office of Exchange on a parcel bill similar to the specimen annexed. The Despatch Notes, Customs Declarations, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

Article IX.

RÉACHEMINEMENT.

L'administration qui réachemine un colis expédié dans une fausse direction, ne prélèvera sur ce colis ni droit de douane ni autres droits ne concernant pas le service postal. Quand une administration renverra un colis de cette nature au bureau dont elle l'a directement reçu; l'erreur doit être signalée par un bulletin de vérification.

Le colis sera réacheminé dans son emballage d'origine et accompagné du bulletin d'envoi du bureau d'expédition. Si, pour une raison quelconque, le colis doit être pourvu d'un bulletin d'envoi de remplacement, le nom du bureau d'expédition du colis et le numéro de série initial devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'envoi.

Article X.

RETOUR DES COLIS NON DÉLIVRÉS.

Si l'expéditeur d'un colis qu'il n'a pas été possible de délivrer a formulé une demande non prévue au paragraphe 2 de l'article X de l'accord, le bureau de destination n'est pas tenu de s'y conformer, mais peut renvoyer le colis au bureau d'origine après l'avoir gardé pendant le laps de temps prescrit par les règlements du pays de destination.

II. Le bureau qui retourne le colis à l'expéditeur doit indiquer avec clarté et concision la cause pour laquelle le colis n'a pu être délivré. Cette information doit être fournie par écrit ou au moyen d'un cachet ou d'une étiquette imprimée.

III. Un colis retourné à l'expéditeur doit être inscrit sur la feuille de route avec la mention « Retour » dans la colonne « Observations ». Il sera soumis à la même procédure et taxé de la même façon que les colis réexpédiés par suite d'un changement d'adresse du destinataire.

Article XI.

VENTE, DESTRUCTION.

Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article XII de l'accord, il sera établi un procès-verbal de vente ou de destruction.

Le produit de la vente devra être affecté en premier lieu au remboursement des taxes grevant le colis. Le solde éventuel sera envoyé au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, les frais d'envoi étant à la charge de ce dernier.

Article XII.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES COLIS.

Pour les demandes de renseignements concernant les colis, il sera adopté un formulaire analogue au spécimen annexé au règlement de détail de l'accord de l'Union postale universelle, relatif au service des colis postaux. Ces formulaires seront envoyés, pour être mis en usage, aux bureaux désignés par les deux administrations. L'utilisation de ces formulaires sera faite d'après les modalités convenues entre les deux administrations.

Article XIII.

FEUILLES DE ROUTE.

Le bureau d'échange faisant l'expédition des colis ouvrira séparément chaque colis sur une feuille de route, analogue au spécimen ci-annexé. Les bulletins d'expédition, les déclarations de douane, etc., devront être envoyés en même temps que la feuille de route.

Each Despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in an annual series for each Office of Exchange of destination with date and as far as possible shall enter the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the following year.

Article XIV.

CHECK BY OFFICERS OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative bill, and if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

Article XV.

COMMUNICATION AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on the points of Detail in connection with the working of the service.

Article XVI.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the parcel post agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate and signed at Colombo the 7th day of March 1928.

(Signed) M. S. SRESHTA,
Postmaster General, Ceylon.

(Signed) Juan RUIZ,
Acting Director of Posts of the Philippine Islands.

Signed at Manilla, the 6th day of April, 1929.

Approved, April 11, 1929.

(Signed) Filemon PEREZ,
*Secretary of Commerce and Communications
of the Philippine Islands.*

Chaque bureau d'échange faisant l'expédition de colis devra numéroter les feuilles de route par série annuelle pour chacun des bureaux d'échange de destination, avec indication de la date et, autant que possible, du nom du navire transportant le courrier. Mention du dernier numéro de l'année devra être faite l'année suivante.

Article XIV.

VÉRIFICATION PAR LES FONCTIONNAIRES DU BUREAU D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

A la réception d'un courrier comprenant soit des colis soit des sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent ou, s'il s'agit de sacs vides, à la vérification de ces sacs, en comparant avec les indications portées sur la feuille de route correspondante. Les manquants et les autres irrégularités seront, s'il y a lieu, signalés par un bulletin de vérification.

Article XV.

CORRESPONDANCE ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration fournira à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le service.

Article XVI.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT DE DÉTAIL.

Le présent règlement de détail entrera en vigueur le jour de la mise en vigueur de l'Accord relatif au service des colis postaux, et aura la même durée que cet accord. Les administrations intéressées auront, toutefois, la faculté de modifier, de temps à autre, et d'un commun accord les détails de ce règlement.

Fait en double exemplaire et signé à Colombo, le 7 mars 1928.

(Signé) M. S. SRESHTA,
Postmaster General, Ceylan.

(Signé) Juan RUIZ,
Directeur p. i. des Postes des Iles Philippines.

Signé à Manille, le 6 avril 1929.

Approuvé, le 11 avril 1929.

(Signé) Filemon PEREZ,
*Secrétaire au Commerce et aux Communications
des Iles Philippines.*

N° 2266.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET LITHUANIE**

Echange de notes concernant les relations commerciales, telles qu'elles ont été réglées par l'échange de notes du 6 mai 1922. Londres, les 28 novembre et 10 décembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRISH FREE STATE
AND LITHUANIA**

Exchange of Notes in regard to Commercial Relations as regulated by the Exchange of Notes of May 6, 1922. London, November 28 and December 10, 1929.

No. 2266. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM AND IN THE IRISH FREE STATE AND THE LITHUANIAN GOVERNMENT IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS AS REGULATED BY THE EXCHANGE OF NOTES¹ OF MAY 6, 1922. LONDON, NOVEMBER 28-DECEMBER 10, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1930.

No. I.

M. BIZASKAS TO MR. HENDERSON.

LITHUANIAN LEGATION.

LONDON, November 28, 1929.

SIR,

Acting upon instructions from my Government, I have the honour to communicate the following :

In connexion with the exchange of notes of the 6th May, 1922¹, by which the principle of most-favoured-nation treatment was adopted as the basis of commercial relations between the then United Kingdom on the one hand and Lithuania on the other, I have the honour to inform you that it is the desire of my Government that the general undertaking given by the Lithuanian Government with regard to the grant of most-favoured-nation treatment should not be regarded as requiring them to accord the benefit of any customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Lithuania in favour of Latvia or Estonia in regard to Latvian or Estonian goods respectively, so long as such preferences or facilities are not extended by Lithuania to any other foreign country.

If there is no objection to such an arrangement, the Lithuanian Government would propose that it should be regarded as coming into force on the receipt from you of a note to the effect that the above arrangement is acceptable to His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State.

I have, etc.

K. BIZASKAS, Minister.

¹ Vol. XIII, page 25 ; et vol. XXIV, page 174, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2266. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET DANS L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT LITHUANIEN, CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES, TELLES QU'ELLES ONT ÉTÉ RÉGLÉES PAR L'ÉCHANGE DE NOTES² DU 6 MAI 1922. LONDRES, LES 28 NOVEMBRE ET 10 DÉCEMBRE 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8, 1930.

N^o I.

M. BIZAUSKAS A M. HENDERSON.

LÉGATION DE LITHUANIE.

LONDRES, le 28 novembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous communiquer ce qui suit :

En ce qui concerne l'échange de notes du 6 mai 1922, par lequel le principe du traitement de la nation la plus favorisée a été adopté comme base des relations commerciales entre le « Royaume-Uni » (selon la désignation usitée à l'époque), d'une part, et la Lithuanie d'autre part, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement désire que l'engagement général pris par le Gouvernement lithuanien au sujet de l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne soit pas considéré comme l'obligeant à accorder le bénéfice de tous privilèges douaniers ou autres facilités de quelque nature que ce soit, qui sont ou pourraient être accordés par la Lithuanie, en faveur de la Lettonie ou de l'Estonie, à l'égard de marchandises lettonnes ou estoniennes, respectivement, tant que lesdits privilèges ou facilités ne sont pas également accordés par la Lithuanie à un autre pays étranger quelconque.

Si cet arrangement ne soulève pas d'objection, le Gouvernement lithuanien propose qu'il soit considéré comme étant entré en vigueur à la date où sera parvenue votre réponse à l'effet que l'engagement en question est accepté par les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat libre d'Irlande.

Veillez agréer, etc.

K. BIZAUSKAS, ministre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information. •

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XIII, page 25 ; and Vol. XXIV, page 174, of this Series.

No. 2.

MR. HENDERSON TO M. BIZAUSKAS.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *December 10, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 28th November last, in which you were good enough to inform me that it is the desire of your Government, in connexion with the exchange of notes of the 6th May, 1922, that the general undertaking given by the Lithuanian Government with regard to the grant of most-favoured-nation treatment should not be regarded as requiring them to accord the benefit of any customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Lithuania in favour of Latvia or Estonia in regard to Latvian or Estonian goods respectively, so long as such preferences or facilities are not extended by Lithuania to any other foreign country.

2. In reply thereto I have the honour to inform you that the above arrangement is acceptable to His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State. I understand that the arrangement shall be regarded as coming into force on the receipt of this note.

I have, etc.

For the Secretary of State :
H. J. SEYMOUR.

N^o 2.

M. HENDERSON A M. BIZASKAS.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 10 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note, en date du 28 novembre dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que votre gouvernement désire, en ce qui concerne l'échange de notes du 6 mai 1922, que l'engagement général pris par le Gouvernement lithuanien au sujet de l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne soit pas considéré comme l'obligeant à accorder le bénéfice de tous privilèges douaniers ou autres facilités de quelque nature que ce soit, qui sont ou pourraient être accordés par la Lithuanie, en faveur de la Lettonie et de l'Estonie, à l'égard de marchandises lettonnes ou estoniennes respectivement, tant que lesdits privilèges ou facilités ne sont pas également accordés par la Lithuanie à un autre pays étranger quelconque.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat libre d'Irlande acceptent l'arrangement ci-dessus. Il est entendu que cet arrangement sera considéré comme étant entré en vigueur dès réception de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

H. J. SEYMOUR.

N° 2267.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

Arrangement concernant l'échange
des colis-postaux entre Ceylan et
la Suisse. Signé à Berne, le 6
novembre, et à Colombo, le 10
décembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

Agreement concerning the Exchange
of Postal Parcels between Ceylon
and Switzerland. Signed at Berne,
November 6, and at Colombo,
December 10, 1929.

No. 2267. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN CEYLON AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 6, AND AT COLOMBO, DECEMBER 10, 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 février 1930.

FIRST PART.

The undersigned Postal Administrations mutually agree to introduce the service of a direct exchange of Postal Parcels in closed mails on the basis of the provisions of the Parcel Post Agreement¹ of Stockholm and the relative regulations, subject to the following additional and modifying clauses :

Article 1.

EXTENT OF THE SERVICE.

Insured and uninsured parcels up to a weight of 10 Kg. (22 pounds Avoirdupois) shall be admitted for transportation. Parcels from Ceylon addressed to Switzerland shall not exceed 3 feet 6 inches in length or 6 feet in length and girth combined. A parcel for Ceylon posted in Switzerland shall not exceed 55 cubic decimetres in volume and 125 centimetres in length.

The maximum amount of the declared value shall be fixed at 2000 francs (£80 Sterling). Cumbersome, urgent or Trade Charge parcels shall not be admitted. Parcels addressed to Ceylon for express delivery are admitted up to a weight of 5 Kg. only.

Article 2.

CREDITS.

Both Administrations shall inform each other of the charges which are due to them on parcels addressed to their own country and on parcels in transit through their territory. The responsibility for the transit charges due to the intermediary offices for the conveyance of the mails shall lie with the Administration despatching the mails. The Post Office of Ceylon shall be entitled to fix its territorial and other charges without regard to those prescribed by the Parcel Post Agreement of the Postal Union.

Article 3.

PROHIBITIONS.

Postal Parcels shall not contain any article the importation of which is prohibited in Ceylon and Switzerland in accordance with the list of prohibited articles published by the International Bureau.

¹ Vol. XL, page 307 ; vol. L, page 172 ; vol. LXXII, page 462 ; et vol. XCII, page 375, de ce recueil.

N^o 2267. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LA SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 6 NOVEMBRE, ET A COLOMBO, LE 10 DÉCEMBRE 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 8, 1930.

PREMIÈRE PARTIE

Les Administrations des postes soussignées conviennent d'introduire un service d'échange direct de colis postaux en dépêches closes sur la base des dispositions de l'Arrangement¹ des colis postaux de Stockholm et du Règlement y relatif, avec les exceptions suivantes :

Article premier.

ÉTENDUE DU SERVICE.

Sont admis au transport les colis avec et sans valeur déclarée jusqu'au poids de 10 kg. (22 livres avoirdupois). Les colis de Ceylan à destination de la Suisse ne doivent pas dépasser 3 pieds 6 pouces en longueur ou la somme de 6 pieds pour la longueur et le plus grand pourtour mesurés ensemble. Pour les colis de Suisse à destination de Ceylan, le volume ne doit pas dépasser 55 décimètres cubes et aucune dimension ne peut être supérieure à 125 centimètres.

Le montant maximum de la valeur déclarée est fixé à 2000 fr. (80 livres sterling).

Les colis encombrants, urgents ou contre remboursement ne sont pas admis et les colis par exprès à destination de Ceylan le sont jusqu'au poids de 5 kg. seulement.

Article 2.

BONIFICATIONS.

Les deux administrations s'informent mutuellement des droits qui leur reviennent pour les colis à destination de leur propre pays et pour les colis transitant par leur territoire. Les droits de transit revenant aux Offices intermédiaires pour le transport des dépêches tombent à la charge de l'administration expéditrice des dépêches. L'Administration des postes de Ceylan est autorisée à fixer ses droits territoriaux et autres sans égard à ceux prévus par l'Arrangement international concernant l'échange des colis postaux.

Article 3.

INTERDICTIONS.

Les colis postaux ne peuvent contenir aucun objet dont l'importation est interdite dans l'île de Ceylan ou en Suisse, conformément à la « Liste des objets interdits, etc. », publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle.

¹ Vol. XL, page 307 ; Vol. L, page 172 ; Vol. LXXII, page 462 ; and Vol. XCII, page 375, of this Series.

Article 4.

WITHDRAWAL — ALTERATION OF ADDRESS.

The withdrawal of parcels or alteration of address is not admitted.

Article 5.

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT.

An acknowledgment of delivery shall be obtainable for insured parcels only.

Article 6.

NON-DELIVERY.

The senders are required to mention, on the back of the Despatch Note and on the parcel, the manner in which their parcels are to be disposed of in case of non-delivery. The request may contain :

- (a) That the parcel may be treated as abandoned.
- (b) That the parcel may be delivered to another address in the Country of Destination.

No other request shall be admitted.

In the absence of such a request, parcels which cannot be delivered shall be returned to the office of origin, without previous notification, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

Article 7.

EXCEPTION TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Apart from the instances stipulated in Article 37 of the Agreement of Stockholm, the two Administrations shall be relieved of all responsibility in respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any articles, in gold or silver exceeding 2000 francs (£80) in value if not packed in a box of which the length and girth combined shall not be less than 1 m. 05 (3' 6").

SECOND PART.

Article I.

METHOD OF TRANSMISSION.

The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices of Colombo and Geneva 2 or by any other office subsequently appointed.

Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed, the weight of each bag not to exceed 50 Kg.

A label showing the exchange office of origin and destination, the number and date of despatch of the mail, and the number of parcels enclosed, shall be attached to each bag. The bag containing the waybill must be indicated by the letter F drawn in a conspicuous manner on the label.

Article 4.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

Le retrait de colis ou la modification de l'adresse ne sont pas admis.

Article 5.

AVIS DE RÉCEPTION.

Un avis de réception ne peut être obtenu que pour les colis avec valeur déclarée.

Article 6.

REBUTS.

Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison. Il peut être demandé :

- a) Que le colis soit traité comme abandonné ;
- b) Que le colis soit délivré à une autre adresse dans le pays de destination.

Aucune autre demande n'est admise.

Si cette prescription n'est pas observée, les colis tombés en rebut sont renvoyés au bureau d'origine, sans avis préalable, après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination.

Article 7.

EXCEPTION AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

A part les cas prévus à l'article 37 de l'Arrangement de Stockholm, les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité pour les colis renfermant des pierres fines, de la bijouterie ou tout autre objet en or ou en argent avec une valeur supérieure à 2000 fr. (80 £), dont l'emballage ne consiste pas en une boîte mesurant au moins 1 m. 05 (3' 6") de longueur et de pourtour additionnés.

DEUXIÈME PARTIE

Article premier.

MODE DE TRANSMISSION.

L'échange des colis a lieu entre les bureaux de Colombo et de Genève, 2, ou de tout autre bureau désigné ultérieurement.

Les dépêches sont formées au moyen de sacs, dûment ficelés et plombés, dont le poids ne doit pas dépasser 50 kg.

Chaque sac doit être muni d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'origine et de destination, le numéro et la date d'expédition de la dépêche, ainsi que le nombre des colis renfermés dans le sac. Le sac renfermant la feuille de route est désigné par la lettre F tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

The express parcels and parcels intended for delivery to the addresses free of charge shall be placed together, and, as far as possible in the bag containing the parcel bill. If all such parcels cannot be placed together in one bag, the labels of the other bags containing such parcels should be indicated by a special remark.

Besides, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The labels of these bags shall bear a distinctive sign, agreed upon between the two Administrations.

Bags should be superscribed "Postes Ceylon-Suisse" and with a number. They shall be used only in the relations between the two contracting countries. In order that responsibility can be determined in case of loss, each office of exchange should mention on the parcel bill the numbers of the bags used for the mail and of the receptacles returned empty.

The cost of purchase and of maintenance of the bags shall be shared by the two Administrations in proportion to the traffic of each despatching country.

Article 2.

CUSTOMS DECLARATION.

Customs declaration of parcels addressed to Ceylon, as far as possible, may be drawn up in the English language and of parcels addressed to Switzerland in German, French or Italian languages.

Article 3.

NON-DELIVERY — ADVICE OF.

No advice of non-delivery shall be issued. Undelivered parcels are returned to office of origin conforming to the conditions of Article 6 of the first part of this Agreement.

Article 4.

PARCEL BILL.

Insured parcels, parcels for express delivery and free of all charges, and those returned or redirected must be entered in a separate parcel bill.

This Agreement comes into force on the January 1930 and may be cancelled at any time by either of the Contracting parties on twelve months notice.

Done and signed in triplicate.

COLOMBO, 10th December 1929.

BERNE, 6th November 1929.

(Signed) H. A. BURDEN,
Postmaster General.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes :*
(Signed) FURRER.

Les colis à remettre par exprès ou francs de droits doivent être emballés ensemble et, autant que possible, placés dans le sac renfermant la feuille de route. Si tous les objets de l'espèce ne peuvent être insérés dans ce sac, les étiquettes des autres sacs renfermant de tels envois doivent être munie d'une mention spéciale.

En outre, des sacs distincts doivent être formés pour les colis avec valeur déclarée. Les étiquettes de ces sacs doivent porter un signe distinctif, à convenir entre les deux administrations.

Les sacs sont munis de la suscription « Postes Ceylan-Suisse », ainsi que d'un numéro. Ils ne doivent être utilisés que dans les relations entre les deux pays contractants. Afin de pouvoir déterminer les responsabilités en cas de perte, chaque bureau d'échange doit indiquer sur la feuille de route tant les numéros des sacs utilisés pour la confection de la dépêche que ceux des récipients renvoyés vides.

Les frais d'acquisition et d'entretien des sacs sont supportés par les deux administrations proportionnellement au trafic des colis expédiés.

Article 2.

DÉCLARATIONS EN DOUANE.

Les déclarations en douane pour les colis à destination de Ceylan doivent, autant que possible, être libellés en langue anglaise, et celles pour les colis à destination de la Suisse, en langue allemande, française ou italienne.

Article 3.

REBUTS. AVIS DE NON-REMISE.

Aucun avis de non-remise n'est établi. Les colis tombés en rebut sont renvoyés à l'origine conformément aux dispositions de l'article 6 de la première partie du présent arrangement.

Article 4.

FEUILLE DE ROUTE.

Les colis avec valeur déclarée, les colis à remettre par exprès ou francs de tous droits et les objets renvoyés ou réexpédiés doivent être inscrits sur une feuille de route distincte.

Le présent arrangement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1930 et peut être résilié en tout temps par chacune des deux Parties contractantes moyennant un avertissement préalable de douze mois.

Ainsi fait et signé en triple expédition.

COLOMBO, le 10 décembre 1929.

(Signé) H. A. BURDEN,
Postmaster General.

BERNE, le 6 novembre 1929.

Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes :
(Signé) FURRER.

N° 2268.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, INDE,
CANADA,
AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINE,
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET TERRE-NEUVE, ET UNION
DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES
SOCIALISTES**

Notes échangées à l'occasion de la reprise
des relations diplomatiques. Londres, les
20 et 21 décembre 1929.

**GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, INDIA,
CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA,
IRISH FREE STATE
AND NEWFOUNDLAND AND
UNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS**

Notes exchanged on the Occasion of the
Resumption of Diplomatic Relations. Lon-
don, December 20 and 21, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2268. — NOTES EXCHANGED BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA, CANADA, AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH-AFRICA, THE IRISH FREE STATE AND NEWFOUNDLAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, ON THE OCCASION OF THE RESUMPTION OF DIPLOMATIC RELATIONS. LONDON, DECEMBER 20 AND 21, 1929.

N^o 2268. — NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, L'INDE, LE CANADA, L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION SUD-AFRICAINE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET TERRE-NEUVE, ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, A L'OCCASION DE LA REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES. LONDRES, LES 20 ET 21 DÉCEMBRE 1929.

Textes officiels anglais et russe communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1930.

English and Russian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8, 1930.

No 1.

M. GREGORI SOKOLNIKOV
TO MR. ARTHUR HENDERSON.

EMBASSY
OF THE UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS.

December 20, 1929.

SIR,

By clause 7 of the protocol signed on the 3rd October last by the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union

N^o 1.

M. GREGORI SOKOLNIKOV
A M. ARTHUR HENDERSON

AMBASSADE
DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Le 20 décembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Aux termes de la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre dernier par l'Ambassadeur des Soviets à Paris, au nom du Gouvernement de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

The terms of that article were as follows :

“ The Contracting Parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a State to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organisations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries.”

It was further agreed that effect should be given to this clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to His Royal Highness the Prince of Wales the letters accrediting me as Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to His Majesty the King, I have the honour, by the direction of the People's Commissary for Foreign Affairs and on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, to confirm the undertaking contained in the article quoted above, and to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I am instructed to add that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will

l'Union des Républiques soviétistes socialistes et par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les deux gouvernements se sont engagés à confirmer la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Cet article est ainsi conçu :

« Les Parties contractantes affirment solennellement leur désir et leur intention de vivre en paix et amitié l'une avec l'autre, de respecter scrupuleusement le droit indéniable d'un Etat de gouverner comme il l'entend dans sa pro-jurisdiction, de s'interdire et d'interdire à toutes personnes et organisations soumises à son contrôle direct ou indirect, y compris les organisations recevant de lui une assistance financière, toute action, apparente ou secrète, susceptible de compromettre d'une manière quelconque la tranquillité ou la prospérité d'une partie quelconque du territoire de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou destinée à troubler les relations de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes avec leurs voisins ou tout autre pays. »

Il a été convenu, en outre, que cette clause du susdit protocole entrerait en vigueur au plus tard le jour où les ambassadeurs respectifs présenteraient leurs lettres de créances.

Ayant présenté, ce jour, à S. A. Royale, le Prince de Galles, les lettres m'accréditant comme Ambassadeur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes auprès de Sa Majesté le Roi, j'ai l'honneur, d'ordre du Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de confirmer l'engagement contenu dans l'article cité plus haut et de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes considère cet engagement comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le Gouvernement de l'Inde.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socia-

be happy to receive, in accordance with clause 7 of the protocol of the 3rd October, a corresponding declaration from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.

G. SOKOLNIKOV.

No. 2.

MR. ARTHUR HENDERSON
TO M. GREGORI SOKOLNIKOV,

FOREIGN OFFICE.

December 20, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note, dated to-day, in which your Excellency confirms, on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, the pledge regarding propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

2. In taking due note of this declaration, I have the honour to inform your Excellency that, in accordance with the understanding between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as recorded in the protocol of the 3rd October, 1929, His Majesty's Ambassador in Moscow has been instructed to inform the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, for their part, also regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

listes sera heureux de recevoir, conformément à la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre, une déclaration correspondante du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde.

Veillez agréer, etc.

G. SOKOLNIKOV.

N° 2.

M. ARTHUR HENDERSON
A M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

20 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note, en date de ce jour, dans laquelle Votre Excellence confirme, au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

2. En prenant note de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union de Républiques soviétistes socialistes, comme il est indiqué dans le Protocole du 3 octobre 1929, l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou a reçu ordre de faire connaître au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, en ce qui les concerne, considèrent également l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, comme ayant pleine force et effet entre eux-mêmes et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

No. 3.

NOTE VERBALE HANDED TO MR. ARTHUR HENDERSON BY M. GREGORI SOKOLNIKOV ON DECEMBER 20, 1929.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in giving the undertaking contained in article 16 of the general treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland, and confirmed by the notes exchanged to-day, have considered that undertaking as extending also to the Dominions (Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland). Consequently, as soon as the Government of any Dominion shall have regulated their relations with the Union of Soviet Socialist Republics in such manner as the circumstances of the particular case may require, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will be ready to repeat, on this basis of reciprocity, the undertaking above referred to in a separate exchange of notes with such Dominion.

LONDON, *December 20, 1929.*

No. 4.

MR. ARTHUR HENDERSON
TO M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

December 20, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your *note verbale*, dated to-day, I have the honour to inform your Excellency that the attitude of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as indicated in your note, is being communicated to His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland.

2. Further, I have the honour, at the instance of His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State

N° 3.

NOTE VERBALE REMISE A M. ARTHUR HENDERSON PAR M. GREGORI SOKOLNIKOV, LE 20 DÉCEMBRE 1929.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en prenant l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, et confirmé par les notes échangées ce jour, a considéré cet engagement comme s'étendant aussi aux Dominions (Canada, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve). En conséquence, aussitôt que le Gouvernement d'un Dominion quelconque aura réglé ses relations avec l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la manière requise par les circonstances de ce cas particulier, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera prêt à renouveler, sous réserve de réciprocité, l'engagement ci-dessus mentionné dans un échange de notes séparé avec ce Dominion.

LONDRES, *le 20 décembre 1929.*

N° 4.

M. ARTHUR HENDERSON
A M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

20 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note verbale datée de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est donné avis de l'attitude du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, telle que la définit votre note, aux Gouvernements de Sa Majesté au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine, dans l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve.

2. En outre, j'ai l'honneur, à la demande des Gouvernements de Sa Majesté au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine, dans

and Newfoundland to state that each of these Governments will regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

No. 5.

SIR ESMOND OVEY TO M. MAXIM LITVINOV.

MOSCOW, *December 21, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

By clause 7 of the protocol signed on the 3rd October last by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

The terms of that article were as follows :

“ The contracting parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a State to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organisations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries.”

l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve, de déclarer que chacun de ces gouvernements considérera l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union de Républiques soviétistes socialistes, comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veillez agréer; etc.

Arthur HENDERSON.

N° 5.

SIR ESMOND OVEY A M. MAXIM LITVINOV.

MOSCOU, *le 21 décembre 1929.*

EXCELLENCE,

Aux termes de la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre dernier par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et par l'Ambassadeur des Soviets à Paris, au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, les deux gouvernements se sont engagés à confirmer la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Cet article est ainsi conçu :

« Les Parties contractantes affirment solennellement leur désir et leur intention de vivre en paix et amitié l'un avec l'autre, de respecter scrupuleusement le droit indéniable d'un Etat de gouverner comme il l'entend dans sa propre juridiction, de s'interdire et d'interdire à toutes personnes et organisations soumises à son contrôle direct ou indirect y compris les organisations recevant de lui une assistance financière, toute action, apparente ou secrète, susceptible de compromettre d'une manière quelconque la tranquillité ou la prospérité d'une partie quelconque du territoire de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou destinée à troubler les relations de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes avec leurs voisins ou tout autre pays. »

It was further agreed that effect should be given to this clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics the letters accrediting me as His Britannic Majesty's Ambassador to the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour, by the direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Government of India, to confirm the undertaking contained in the article quoted above, and to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I am instructed to add that His Majesty's Government in the United Kingdom will be happy to receive, in accordance with clause 7 of the protocol of the 3rd October, a corresponding declaration from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I avail, etc.

Esmond OVEY.

Il a été convenu, en outre, que cette clause du susdit protocole entrerait en vigueur au plus tard le jour où les Ambassadeurs respectifs présenteraient leurs lettres de créance.

Ayant présenté, ce jour, au Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes les lettres m'accréditant comme Ambassadeur de Sa Majesté britannique auprès de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, de confirmer l'engagement contenu dans l'article cité plus haut et de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, ainsi que le Gouvernement de l'Inde, considèrent cet engagement comme ayant pleine force et effet entre eux-mêmes et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni sera heureux de recevoir, conformément à la clause 7 du Protocole du 3 octobre, une déclaration correspondante du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veillez agréer, etc.

Esmond OVEY.

№ 6.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 21-го декабря 1929 г.

Милостивый Государь
Господин Посол,

Имею честь подтвердить получение ноты от 21-го декабря сего года, в которой Вы подтверждаете от имени Правительства Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительства Индии обязательство касательно пропаганды, изложенное в статье 16-ой Общего Договора, подписанного 8-го августа 1924 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Великобританией и Северной Ирландией.

Принимая к сведению означенную декларацию, имею честь известить Вас, что, в соответствии с соглашением, достигнутым между Правительством Союза Советских Социалистических Республик и Правительством Его Величества в Соединенном Королевстве и изложенном в Протоколе от 3-го октября 1929 года, Послу Союза

Советских Социалистических Республик в Лондоне поручено уведомить Правительство Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительство Индии, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик со своей стороны также считает обязательство, изложенное в статье 16-ой Договора, подписанного 8-го августа 1924 года, вошедшим в силу и действие между ним и Правительством Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительством Индии.

Примите, Господин Посол, уверения в совершенном моем уважении.

(подп.) М. Литвинов.

Сэру Эсмонду Овий,
чрезвычайному и полномочному
Послу Великобритании,
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. MAXIM LITVINOV A SIR ESMOND OVEY.

MOSCOU, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 21 décembre dans laquelle vous confirmez, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

En prenant note de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, comme il est indiqué dans le Protocole du 3 octobre 1929, l'Ambassadeur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à Londres a reçu ordre de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi qu'au Gouvernement de

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. MAXIM LITVINOV TO SIR ESMOND OVEY.

MOSCOW, December 21, 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 21st December, in which you confirm, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India the pledge regarding propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

In taking due note of this declaration I have the honour to inform you that, in accordance with the understanding between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, as recorded in the protocol of the 3rd October, 1929, the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in London has been instructed to inform His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that the Government of the Union

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

l'Inde, que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en ce qui le concerne, considère également l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité signé le 8 août 1924 comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le Gouvernement de l'Inde.

Veillez agréer, etc.

M. LITVINOV.

of Soviet Socialist Republics, for their part, also regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.

M. LITVINOV.

N° 2269.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
FINLANDE ET SUÈDE**

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 23 septembre 1929, et à Bruxelles, le 30 septembre 1929.

**GERMANY, BELGIUM, FINLAND
AND SWEDEN**

Agreement regarding Telephone Service between Belgium and Finland, through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Germany-Sweden and Sweden-Finland and of the Lines of Communications established on German and Swedish Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 23, 1929, and at Brussels, September 30, 1929.

N° 2269. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA BELGIQUE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1929, A STOCKHOLM, LE 10 SEPTEMBRE 1929, À BERLIN, LE 23 SEPTEMBRE 1929, ET A BRUXELLES, LE 30 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 10 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg² sont appliquées au service téléphonique entre la Belgique et la Finlande par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées respectivement à M. le comptable des téléphones, 5, rue de la Paille, à Bruxelles, et à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsinki.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur provisoirement le 15 juillet 1929, et définitivement, le 21 décembre 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2269. — AGREEMENT ² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN BELGIUM AND FINLAND, SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2, 1929, at STOCKHOLM, SEPTEMBER 10, 1929, at BERLIN, SEPTEMBER 23, 1929, AND at BRUSSELS, SEPTEMBER 30, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 10, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Belgium and Finland by the submarine cables between Germany and Sweden and between Sweden and Finland and by connections through German and Swedish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg ³, shall be applied to the telephone service between Belgium and Finland by means of connections through German and Swedish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LISTS OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the Telephone Accountant, 5 rue de la Paille, Brussels, or to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors, as the case may be.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally on July 15, 1929, and finally on December 21, 1929.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations allemande et suédoise se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Disposition additionnelle :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

Disposition additionnelle :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are not allowed.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the German and Swedish Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Additional clause :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

"The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : During the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate."

Paragraphe 7 (3).

Disposition additionnelle :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

CONVERSATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.

Les conversations fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues dans l'avis du C. C. I. ayant pour titre « Conversations fortuites à heure fixe. »

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les demandes de renseignements sont acceptées dans les conditions suggérées par le C. C. I. Toutefois, les taxes afférentes à ces demandes entrent dans les comptes internationaux.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Belgique ne comprend qu'une seule zone.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26^e méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26^e méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

BELGIQUE.

A deux francs-or pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;

De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;

Paragraph 7 (3).

Additional clause :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2, (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth ($1/25$) of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the I. C. C. under the heading : “ Casual calls at a fixed hour ”.

REQUEST FOR INFORMATION.

Requests for information are allowed under the conditions proposed by the I. C. C. The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION K. — RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Belgian territory constitutes a single zone.

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and west of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone N comprises the systems situated south of 62° N and east of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62° N and $64^{\circ}30'$ N.

Zone E comprises the systems situated north of $64^{\circ}30'$ N.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

BELGIUM

Two gold francs for any call, whatever the office of origin and destination.

FINLAND

For any call from or to :

- Zone A — One gold franc 20 centimes ;
- Zone B — Three gold francs 60 centimes ;
- Zone C — Four gold francs 80 centimes ;

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;

De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

Paragraphe 4.

PARTS DE TRANSIT.

La part de transit revenant à chacune des Administrations allemande et suédoise par unité de taxe, y comprises les quote-parts afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins entre l'Allemagne et la Suède et entre la Suède et la Finlande est fixée comme suit pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination :

ALLEMAGNE.

Sept francs-or.

SUÈDE.

Six francs-or.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

Pour le trafic avec les bourses, l'avis 21 du C. C. I. relatif aux conversations de bourse est applicable.

La surtaxe prévue au paragraphe 5 (1) de cet avis sera perçue, excepté pour les conversations à heure fixe, par abonnement ou sur demande fortuite.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Zone D — Four gold francs 80 centimes ;
 Zone E — Six gold francs.

These amounts include the Finish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

Paragraph 4.

TRANSIT QUOTAS.

The transit quota of the German and Swedish Administrations per unit fee, including the quotas for the use of the submarine cables between Germany and Sweden and between Sweden and Finland, is fixed as follows for any call, whatever the office of origin and destination :

Seven gold francs.

GERMANY.

Six gold francs.

SWEDEN.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his not replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

As regards Stock Exchange communications, Recommendation 21 of the I. C. C. relating to Stock Exchange calls shall be applicable.

The surcharge provided for under paragraph 5 (1) of that Recommendation shall be levied, except in the case of subscription or casual calls at a fixed hour.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise ou allemande, les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titres « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quadruple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées, le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, et les dispositions concernant les conversations fortuites à heures fixes et les demandes de renseignements, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier et section O, paragraphe 2 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les quatre administrations.

Chacune des quatre administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additional clause :

As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish or German Administrations, the four Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading : " Regulations for the operation of international transit traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in four copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations. Each transit Administration shall enter the respective amounts due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7 and the provisions concerning casual calls at a fixed hour and requests for informations, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1 and Section O, paragraph 2 above, may be amended by agreement among the four Administrations concerned.

Each of the four Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes, dès qu'il sera devenu définitif, selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés.

Il aura une durée indéterminée et pourra être réalisé en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait en quadruple expédition :

BRUXELLES, le 30 septembre 1929.

*Le Directeur général
des Télégraphes et des Téléphones de Belgique,
(L. S.) Arth. SADZOT.*

STOCKHOLM, le 10 septembre 1929.

*Le Directeur Général des Télégraphes de Suède,
(S. L.) A. HAMILTON.*

BERLIN, le 23 septembre 1929.

*Pour le Ministre
des Postes et des Télégraphes d'Allemagne,
(L. S.) FEYERABEND.*

HELSINKI, le 2 septembre 1929.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes de Finlande,
(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.*

Article 5.

The present Agreement shall come into force on the date fixed by the Contracting Administrations as soon as it has become definitive under the legislation of each of the States concerned.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies, signed at :

BRUSSELS, *September 30, 1929.*

(L. S.) Arth. SADZOT,
Director-General of Belgian Telegraphs and Telephones.

STOCKHOLM, *September 10, 1929.*

(L. S.) A. HAMILTON,
Director-General of Swedish Telegraphs.

BERLIN, *September 23, 1929.*

(L. S.) FEYERABEND,
For the Minister of German Posts and Telegraphs.

HELSINGFORS, *September 2, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT,
Director-General of Finnish Posts and Telegraphs.

**ALLEMAGNE, FINLANDE, HONGRIE,
SUÈDE ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 26 septembre 1929, à Prague, le 18 octobre 1929, et à Budapest, le 29 octobre 1929.

**GERMANY, FINLAND, HUNGARY,
SWEDEN AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding Telephone Service between Finland and Hungary through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Finland-Sweden and Sweden-Germany and of the Lines of Communication established on Swedish, German and Czechoslovak Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 26, 1929, at Prague, October 18, 1929, and at Budapest, October 29, 1929.

N^o 2270. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1929, A STOCKHOLM, LE 10 SEPTEMBRE 1929, A BERLIN, LE 26 SEPTEMBRE 1929, A PRAGUE, LE 18 OCTOBRE 1929, ET A BUDAPEST, LE 29 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 10 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale² de Saint-Pétersbourg sont appliqués au service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsinki, respectivement au Bureau de poste Budapest 4. Ces services transmettent la commande à la maison chargée de la vente du document demandé ; cette maison se fait envoyer le montant du prix d'achat, puis, lorsqu'elle a reçu l'argent, envoie directement ce document à la personne intéressée, sous forme soit de lettre, soit de colis postal.

¹ Entré en vigueur provisoirement le 5 juillet 1929, et définitivement, le 21 décembre 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2270. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND HUNGARY. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2, 1929, AT STOCKHOLM, SEPTEMBER 10, 1929, AT BERLIN, SEPTEMBER 26, 1929, AT PRAGUE, OCTOBER 18, 1929, AND AT BUDAPEST, OCTOBER 29, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 10, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Hungary by the submarine cables between Finland and Sweden and between Sweden and Germany and by connections through Swedish, German and Czechoslovak territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg³ shall be applied to the telephone service between Finland and Hungary by means of connections through Swedish, German and Czechoslovak territory, subject to the following amplifications and additions.

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made either to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors or to the Post Office, Budapest 4, as the case may be. Applications will be forwarded by those Offices to the firm entrusted with the sale of the publication ordered; the latter, after obtaining payment, will forward the publication direct to the person concerned either by letter or by parcel post.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally on July 5, 1929; and finally, on December 21, 1929.

³ Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; Vol. LXXXVIII, page 347; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATION D'ETAT.

Paragraphe 1 (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, les Administrations suédoise, allemande et tchécoslovaque se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1 (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1 (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Disposition additionnelle :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés ».

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is ten times that for an ordinary private call during the same rate period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish, German and Czechoslovak Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Additional clause :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sunday's and holidays to be excepted. "

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, § 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

Disposition additionnelle :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation [Section L, § 1 (1)] et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Disposition additionnelle :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, § 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu ».

SECTION K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3 et 4.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Aland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26^e méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26^e méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de la Hongrie ne comprend qu'une seule zone.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;

De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

“ The additional call is regarded as a new call [Section L, paragraph 1 (1)] and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Additional clause :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Aland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and west of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62° N and east of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62° N and 64°30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64°30' N.

Hungarian territory constitutes a single zone.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to :

Zone A — one gold franc 20 centimes ;
 Zone B — three gold francs 60 centimes ;
 Zone C — four gold francs 80 centimes ;

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;
De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

HONGRIE.

Pour toute conversation originaire ou à destination de la Hongrie deux francs-or.

PARTS DE TRANSIT.

La part revenant à chaque administration de transit, par unité de taxe, est fixée comme suit pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination :

SUÈDE.

Six francs-or.

ALLEMAGNE.

Cinq francs-or 20 centimes.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Deux francs-or 40 centimes.

Les taxes susmentionnées comprennent la quote-part des Administrations suédoise et allemande afférente à l'utilisation des câbles sous-marins.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Zone D — four gold francs 80 centimes ;
 Zone E — six gold francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

HUNGARY.

For any call from or to Hungary : two gold francs.

TRANSIT QUOTAS.

The quota of each transit Administration per unit fee for any calls, whatever the office of origin and destination, is fixed as follows :

SWEDEN.

Six gold francs.

GERMANY.

Five gold francs 20 centimes.

CZECHOSLOVAKIA.

Two gold francs 40 centimes.

The above-mentioned fees include the quota of the Swedish and German Administrations for the use of the submarine cables.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his non-replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. ["AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC] "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, allemande ou tchécoslovaque, les cinq Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (*Livre rose*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre rose*, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION Q. — COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quintuple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit, à moins de contestation de sa part, incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier, section O, paragraphe 2, et la nouvelle section après la section O ci-dessus pourront être modifiées de commun accord par les cinq administrations.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additional clause.

As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish, German or Czechoslovak Administration, the five Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading: "Regulations for the operation of international transit traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR: REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Casual calls at a fixed hour" (*Pink Book*, page 112).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Requests for information" (*Pink Book*, page 113). The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in five copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations. Each transit Administration shall, unless it disputes the figures, enter the respective amounts due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1, Section O, paragraph 2 and the new section after Section O above may be amended by agreement among the five Administrations concerned.

Chacune des cinq administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Article 5.

Le service téléphonique commencera à la date fixée par les administrations contractantes.

Article 6.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement.
Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en cinq exemplaires signés :

A HELSINKI, le 2 septembre 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

A STOCKHOLM, le 10 septembre 1929.

(L. S.) A. HAMILTON.

A BERLIN, le 26 septembre 1929.

Der Reichpostminister in Vertretung :

(L. S.) FEYERABEND.

A PRAHA, le 18 octobre 1929.

(L. S.) F. NOSEK.

A BUDAPEST, le 29 octobre 1929.

Le Directeur général :

(L. S.) SZALAY.

Each of the five Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify, as regards its own territory, the limits of the zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

The telephone service shall come into operation on the date fixed by the Contracting Administrations.

Article 6.

The present Agreement shall come into force immediately.
It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done in five copies, signed at :

HELSINGFORS, *September 2, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

STOCKHOLM, *September 10, 1929.*

(L. S.) A. HAMILTON.

BERLIN, *Septembre 26, 1929.*

(L. S.) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of Germany.

PRAGUE, *October 18, 1929.*

(L. S.) F. NOSEK.

Budapest, *October 29, 1929.*

(L. S.) SZALAY,
Director-General.

N° 2271.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Paris, les 19 décembre 1929 et 25 janvier 1930.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, December 19, 1929, and January 25, 1930.

N^o 2271. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. PARIS, LES 19 DÉCEMBRE 1929 ET 25 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 février 1930.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 19 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement de la République au sujet de l'exonération des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritimes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement est prêt à mettre en vigueur l'accord indiqué ci-après, si le Gouvernement français veut bien faire une déclaration identique.

Le Gouvernement suédois s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire de la Suède.

En conséquence, l'impôt sur le revenu institué par l'Ordonnance royale du 28 septembre 1928 relative à l'impôt d'Etat sur le revenu et le capital ne pourra en aucun cas être appliqué aux entreprises françaises.

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon suédois appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation suédoises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la Loi du 31 juillet 1917, et de l'impôt sur le revenu prévu par la Loi du 29 juin 1872 et le Décret du 6 décembre suivant.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} janvier 1930.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître aussitôt que possible la réponse du Gouvernement français.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Albert EHRENSVÄRD.

Son Excellence,
Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 4 février 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2271. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. PARIS, DECEMBER 19, 1929, AND JANUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 10, 1930.

I.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *December 19, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations between the Royal Swedish Government and the Government of the French Republic concerning exemption from taxes on the profits of maritime shipping enterprises, I have the honour to inform you that my Government is prepared to put the following agreement into force, if the French Government will be good enough to make an identical declaration.

The Swedish Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside Swedish territory

Consequently, the income tax levied in virtue of the Royal Decree of September 28, 1928, concerning the Government tax on income and capital may in no case be applied to French enterprises.

The French Government, for its part, undertakes not to levy any tax assessed on the profits made in France by sea-going vessels flying the Swedish flag and owned by individuals or companies established outside France.

Consequently, Swedish shipping enterprises will be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits levied under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The present agreement shall take effect as from January 1, 1930.

I should be obliged if you would be so good as to communicate the French Government's reply to me as soon as possible.

I have the honour, etc.

(Signed) Albert EHRENSVÄRD.

His Excellency,
M. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 25 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre de la Légation en date du 19 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé à mettre en vigueur l'accord indiqué ci-après, relatif à l'exonération des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritimes.

Le Gouvernement français s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon suédois appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation suédoises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la Loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la Loi du 29 juin 1872 et le Décret du 6 décembre suivant.

Le Gouvernement suédois, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors du territoire de la Suède.

En conséquence, l'impôt sur le revenu institué par l'Ordonnance royale du 28 septembre 1928 relative à l'impôt d'Etat sur le revenu et le capital ne pourra en aucun cas être appliqué aux entreprises françaises.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} janvier 1930.

Veillez agréer, etc.

*Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :*

*l'Ambassadeur de France,
Secrétaire général :*

(Signé) BERTHELOT.

Monsieur le comte Albert Ehrensvärd,
Ministre de Suède,
Paris.

Pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 4 février 1930.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *January 25, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the letter from your Legation dated December 19 last, I have the honour to inform you that the Government of the French Republic is prepared to put into force the following agreement concerning exemption from taxes on the profits of maritime shipping enterprises.

The French Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made in France by sea-going vessels flying the Swedish flag and owned by individuals or companies established outside France.

Consequently, Swedish shipping enterprises will be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits levied under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The Swedish Government, for its part, undertakes not to levy any tax on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside Swedish territory.

Consequently, the income tax levied in virtue of the Royal Decree of September 28, 1928, concerning the Government tax on income and capital may in no case be applied to French enterprises.

The present agreement shall take effect as from January 1, 1930.

I have the honour, etc.

pp. *The Minister for Foreign Affairs :*

(Signed) BERTHELOT,
Ambassador of France,
Secretary-General.

Count Albert Ehrensvärd,
Swedish Minister,
Paris.

N° 2272.

**FRANCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention commerciale, avec protocole de signature, signés à Paris, le 2 juillet 1928, et échange de notes y relatif de la même date.

**FRANCE
AND CZECHOSLOVAKIA**

Commercial Convention, with Protocol of Signature, signed at Paris, July 2, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2272. — CONVENTION COMMERCIALE ¹ ENTRE LA FRANCE ET
LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A PARIS, LE
2 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 février 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ayant reconnu que pour développer les échanges et la coopération économique entre les deux pays, il était utile de substituer une nouvelle convention commerciale à celle qui avait été conclue le 17 août 1923 ² et complétée le 18 août 1924 ², ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, d'une part :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ; et
M. BOKANOWSKI, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des Téléphones et de l'Aéronautique, d'autre part :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Stefan OSUSKÝ, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République tchécoslovaque ; et
M. Vojtěch VANÍČEK, consul général ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire douanier français seront admis, sur le territoire douanier de la République tchécoslovaque, au bénéfice des droits les plus réduits que la République tchécoslovaque accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance.

Sans préjudice de la disposition ci-dessus, les produits naturels ou fabriqués, énumérés à la liste A, seront admis à leur importation sur le territoire douanier de la République tchécoslovaque au bénéfice des droits conventionnels stipulés à ladite liste.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 9 avril 1929.

² Vol. XLIV, page 21, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2272. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PARIS, JULY 2, 1928.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 13, 1930.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, recognising that, in order to develop trade and economic co-operation between the two countries, it would be expedient to substitute a new commercial Convention for that which was concluded on August 17, 1923³, and amplified on August 18, 1924³, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ; and
M. BOKANOWSKI, Minister for Trade, Industry, Posts, Telegraphs, Telephones and the Air ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Stefan OSUSKÝ, Czechoslovak Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary ; and
M. Vojtěch VANFČEK, Consul-General ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Natural or manufactured products from French Customs territory shall be admitted into the Customs territory of the Czechoslovak Republic at the lowest rates which the Czechoslovak Republic grants, or may in future grant, to any other Power.

Nevertheless, the natural or manufactured products enumerated in List A shall be required, on their importation into the Customs territory of the Czechoslovak Republic, to pay the conventional duties defined in the above-mentioned list ; this clause shall not be held to constitute a derogation from the preceding paragraph.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, April 9, 1929.

³ Vol. XLIV, page 21, of this Series.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque sont exprimés en couronnes tchécoslovaques, dont la relation avec les monnaies à la parité de l'or est fixée par la loi.

Dans le cas où la relation ainsi fixée par la loi changerait de façon à accuser une différence de 10 p. 100 au moins, pendant la durée d'un mois, sur le cours moyen de la couronne tchécoslovaque, par rapport au dollar ou à la livre sterling ou au cours moyen de ces deux monnaies, le Gouvernement tchécoslovaque introduirait des coefficients de manière à compenser la différence ci-dessus de la relation entre le cours de la couronne tchécoslovaque stabilisé par la loi et le cours moyen desdites monnaies. Dans ce cas le Gouvernement tchécoslovaque modifierait les coefficients au moins une fois tous les mois, d'après la relation des cours du change établie régulièrement par la Banque nationale de Tchécoslovaquie.

La cote de la Bourse, soit de Prague, soit de New-York, soit de Londres, sera prise pour base des cours du change à établir.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste B, bénéficieront sans limitation à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie énumérés à la liste C, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum indiqués à ladite liste.

Les droits fixés à la liste C resteront applicables aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera pas une différence de plus de 20 p. 100 par rapport à l'indice du mois de juillet 1928.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits pourront être majorés et devront être diminués en proportion de l'indice, sans que toutefois la rectification puisse intervenir sinon à la fin d'un trimestre. La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Les réductions opérées ne pourront toutefois excéder 60 p. 100 du taux des droits inscrits au tarif.

Article III.

Pour les produits énumérés aux listes A et C, chacune des Hautes Parties contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre, le bénéfice des avantages résultant des modifications apportées aux nomenclatures douanières ou aux méthodes de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

En aucun cas, il ne pourra résulter des modifications susmentionnées aucune aggravation de l'incidence moyenne des droits prévus ou aucune discrimination au détriment des produits du territoire douanier de l'autre Partie contractante.

Article IV.

Dans le cas où les produits tchécoslovaques importés en France au bénéfice des articles précédents seraient soumis à une tarification *ad valorem*, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat (prix de facture) de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée.

Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

The Customs duties of the Czechoslovak tariff shall be expressed in Czechoslovak crowns, the relationship of which to gold standard currencies is determined by law.

Should the relationship thus determined by law vary to the extent of not less than 10% during any one month from the average quotation of the Czechoslovak crown, as compared with the dollar or the pound sterling, or the average quotation for these two currencies, the Czechoslovak Government would introduce coefficients to compensate the above difference in the relationship between the rate of the Czechoslovak crown as stabilised by law and the average rate for the said currencies. In such case, the Czechoslovak Government would modify the coefficients at least once every month according to the relationship of exchange quotations regularly drawn up by the National Bank of Czechoslovakia.

The official exchange quotations in Prague, New York or London shall be taken as the basis for the rates of exchange to be prepared.

Article II.

Natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia, except those set out in List B, shall, without any limitations as to their importation into French Customs territory, be granted the rates of the minimum tariff and most-favoured-nation treatment.

In addition, the natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia enumerated in List C shall, on their importation into French Customs territory, be granted the minimum tariff rates set out in the said list.

The duties shown in List C shall remain applicable so long as the official index-number of wholesale prices does not differ by more than 20 % from the index-number for July 1928.

If such a difference should occur, the duties may be increased, and must be reduced proportionately to the index-number. Such adjustments may, however, only be made at the end of a quarter. The same procedure shall be followed, in the same proportions and under the same conditions, at every subsequent change in the index-number of wholesale prices.

The reductions in duty may not, however, exceed 60% of the rates set out in the tariff.

Article III.

As regards the products specified in Lists A and C, each of the High Contracting Parties shall grant to the products of the Customs territory of the other such advantages as may accrue from changes in Customs nomenclature or methods of classification made in tariffs in virtue of administrative or legal measures or of conventions concluded with other Powers.

In no case may such changes lead to any increase in the average duties prescribed or to any discrimination against the products of the Customs territory of the other Contracting Party.

Article IV.

Should Czechoslovak products imported into France under the terms of the preceding Articles be subjected to *ad valorem* duties, the value to be declared for the assessment of Customs duty shall be that which the goods possess at the place and time at which they are presented to the Customs. It shall comprise the purchase price (as shown in the invoice) of the goods plus all charges payable in respect of their importation (transport, freight, export duties, insurance, commission, cost of packing not separately assessable, etc.) as far as the place of importation, exclusive of import duties.

Nevertheless, the value computed in this manner shall if necessary be rectified in accordance with any variations in price which may have occurred since the time of purchase.

La déclaration doit être appuyée d'une facture visée par l'autorité diplomatique ou consulaire française, ou, à défaut, par les organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auront été préalablement agréés par le Gouvernement français. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le service français des douanes peut exiger la production des marchés, contrats, correspondances et autres documents relatifs aux opérations sans que toutefois ces documents, non plus que la facture, lient obligatoirement son appréciation.

A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au Ministère français du Commerce et de l'Industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barèmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les Départements ministériels compétents.

Le Gouvernement tchécoslovaque réglera le dédouanement des marchandises soumises dans la République tchécoslovaque à des droits *ad valorem*, sur la base du prix de facture majoré conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission. Toutefois, pour les véhicules automobiles, les Hautes Parties contractantes ont déterminé, par une disposition spéciale, les bases sur lesquelles la tarification sera appliquée et le dédouanement effectué.

Les deux gouvernements s'engagent à prendre en considération, sans pour cela renoncer à leur pouvoir d'appréciation, tous éléments d'estimation transmis comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance, lesdits éléments devant servir notamment au cas où la présomption de fraude sur les prix facturés pourrait entraîner l'application d'amendes ou de pénalités.

Article V.

Il y aura, entre les territoires des deux Parties contractantes, une liberté réciproque de commerce et de navigation.

Elles se réservent, toutefois, le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires.
- 3^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.
- 4^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles.
- 5^o Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique.
- 6^o Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres.
- 7^o Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits similaires.
- 8^o Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou qui feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

The declaration must be supported by an invoice certified by the French diplomatic or consular authorities or, failing these, by such organisations as are competent for the purpose, offer the necessary guarantees, and have previously been approved by the French Government. Such approval may be withdrawn if it should be shown that the said organisations no longer offer the necessary guarantees.

The French Customs authorities may require the production of the relevant contracts of purchase and other contracts, correspondence etc., but shall not necessarily be bound in all cases to value the goods in accordance with these documents or the invoice.

As regards a number of products or goods which will be enumerated in decrees issued after consultation with an advisory inter-ministerial committee sitting at the French Ministry of Commerce and Industry, the dutiable value may be that indicated in the official price returns or in scales of prices prepared by agreement with the industrial and commercial associations concerned and approved by the competent Government departments.

The Czechoslovak Government shall regulate the clearing of goods subject in the Czechoslovak Republic to *ad valorem* duties, on the basis of the invoice prices plus (in conformity with Czechoslovak law) the cost of packing, carriage to the Czechoslovak frontier, insurance and commission. In the case of motor vehicles, however, the High Contracting Parties have, in a special provision, defined the basic rules to govern their tariff classification and clearance through the Customs.

The two Governments agree to take into consideration, without, however, thereby renouncing the right to form their own decision, any evidence as to the value of the goods which is transmitted to them as emanating from reliable industrial bodies competent to furnish it. This evidence shall be used more especially in cases where a presumption of fraud in regard to the invoice prices might involve the imposition of fines or other penalties.

Article V.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the two Contracting Parties.

They nevertheless reserve the right to make exceptions to this principle, for the reasons set out below, provided such prohibitions or restrictions are at the same time applied to all other countries situated in like circumstances :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security.
- (2) Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds.
- (3) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies.
- (4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects and harmful parasites.
- (5) Export prohibitions or restrictions issued for the protection of national treasures of artistic, historic or archaeological value.
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities.
- (7) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of native products of the same kind.
- (8) Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Article VI.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre, bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute Puissance tierce.

Article VII.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne s'étend pas :

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en règle générale, ne peut excéder quinze kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune ;

b) Au régime spécial que la France pourrait instituer en matière tarifaire pour des importations destinées à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec elle pendant les années 1914 à 1918.

Article VIII.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Les produits français soumis, à leur importation dans la République tchécoslovaque, à la taxe dite de manipulation, bénéficieront des taux les plus favorables, sans que ces taux, pour les produits énumérés à la liste D, puissent jamais être supérieurs à ceux qui y sont portés. Tous produits qui actuellement ne sont pas soumis à la taxe de manipulation ne pourront être à l'avenir grevés d'une taxe supérieure à 1 p. 100 de leur valeur.

Article IX.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation du produit, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie contractante, sous réserve des mesures que chacun des deux gouvernements pourrait être amené à appliquer pour la répression de la concurrence déloyale.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article XI.

En ce qui concerne la nationalité de la marchandise importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, celle-ci, dans le cadre de sa législation propre, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Natural or manufactured products exported from the Customs territory of one of the High Contracting Parties to the Customs territory of the other shall be accorded, in respect of export duties and charges, the most favourable treatment which either of the High Contracting Parties accords, or may hereafter accord, to any third Power.

Article VII.

Most-favoured-nation treatment, as defined in the previous Articles, shall not include :

(a) Any advantages which either of the High Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to adjacent countries with the object of facilitating frontier traffic, within a zone which shall not, as a general rule, exceed fifteen kilometres in depth on either side of the frontier.

(b) The special tariff régime which France may institute in regard to imports intended to facilitate financial settlements with the countries with which she was at war during the period 1914-1918.

Article VIII.

The internal duties levied in the territory of one of the High Contracting Parties, no matter on whose behalf, in respect of the production, movement, make-up or consumption of a natural or manufactured product, must not under any pretext constitute a heavier charge on the products of the other Party or be imposed under more onerous conditions than the internal taxes on like native products.

French products subject on their importation into the Czechoslovak Republic to what are known as "handling" duties shall be accorded the most favourable rates, though these rates shall never, in the case of the products enumerated in List D, exceed the rates specified therein. Products which are not at present subject to handling duties may not in the future be burdened with a duty greater than 1 % of their value.

Article IX.

As regards the regulation of unrestricted trade, and particularly the sale, offering for sale movement and consumption of the product, no distinction shall be made between native products and the products of the other Contracting Party, apart from the measures which either Government may be obliged to adopt in order to prevent unfair competition.

Article X.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in the matter of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transshipment of goods and to all other operations to which goods may be subjected in importation, exportation or transit, as well as in the matter of charges connected therewith.

Article XI.

As regards the nationality of goods imported from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other, the latter shall apply most-favoured-nation treatment in accordance with its own legislation.

Article XII.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine :

Les produits du sol ou de l'industrie de la Tchécoslovaquie importés en France en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers, importés en transit par le territoire de la Tchécoslovaquie vers le territoire de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer ;

Les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Tchécoslovaquie en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire de la Tchécoslovaquie.

Article XIII.

En considération de la situation géographique spéciale de la République tchécoslovaque, la France consent à accorder le bénéfice de la droiture aux marchandises originaires et en provenance de la République tchécoslovaque même si elles ont été transportées avec emprunt de la mer à condition qu'elles soient en provenance de l'un des ports européens ci-après : Gdynia, Dantzig, Stettin, Lubeck, Hambourg, Brème, Rotterdam, Anvers, Gênes, Venise, Trieste, Fiume, Sussak, Split, Braïla, Galatz, et que, pour la justification du transport, elles soient accompagnées de tous documents justificatifs (lettre de voiture ou connaissance fluvial, original ou duplicata, et connaissance maritime), et, pour la justification d'origine, dans les cas où celle-ci ne serait pas suffisamment établie par les documents de transport, du certificat d'origine afférent aux matières énumérées dans les observations préliminaires du tarif douanier français et établi en conformité des dispositions de l'article XIV ci-après.

Article XIV.

Pour l'application des articles I, II et XXX, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés dans leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

1^o S'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays ;

2^o S'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité visée à l'article XI ci-dessus.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes, de chacune des Hautes Parties contractantes ; ils seront établis selon les formules adoptées par l'administration des douanes ou par les chambres de commerce officiellement reconnues du pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés du visa consulaire.

Les certificats d'origine délivrés par les chambres de commerce officiellement reconnues seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination.

Lorsque le certificat d'origine visé par l'autorité consulaire portera la mention de la valeur de la marchandise, il pourra tenir lieu de facture consulaire. Dans ce cas, aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par l'autorité consulaire pour l'attestation de la valeur de la marchandise.

Sont dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, les colis de 5 kg. et moins importés par voie aérienne, ainsi que les échantillons de voyageurs de commerce.

Article XII.

The following shall not be liable, on importation, to Customs duties or charges other or higher than would be leviable if they were imported direct from the country of origin :

Czechoslovak natural or manufactured products imported into France after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural or manufactured products of third countries which are imported into France after passing in transit through Czechoslovakia, provided that the consignments are sent direct and are not conveyed by sea.

French natural or manufactured products which are imported into Czechoslovakia after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural or manufactured products of third countries which are imported into Czechoslovakia after passing in transit through France.

Article XIII.

In view of the special geographical situation of the Czechoslovak Republic, France agrees to regard goods originating in and coming from the Czechoslovak Republic as having been consigned direct even if they are transported by sea, provided they come from one of the following European ports : Gdynia, Danzig, Stettin, Lübeck, Hamburg, Bremen, Rotterdam, Antwerp, Genoa, Venice, Trieste, Fiume, Susak, Split, Braila, Galatz, and provided they are accompanied, as evidence of the route they have followed, by all evidential documents (waybill or riverbill of lading — original or duplicate — and maritime bill of lading) and, as evidence of origin, when this is not sufficiently proved by the transport documents, by the certificate of origin pertaining to the articles specified in the preliminary observations to the French Customs tariff established in accordance with the provisions of Article XIV below.

Article XIV.

As regards the application of Articles I, II and XXX, the High Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory be accompanied by a certificate of origin attesting :

(1) In the case of raw materials properly so-called or natural products, that they originate in the other country ;

(2) In the case of a manufactured products, that, as regards the raw materials incorporated in it and the labour expended upon it, it satisfies the conditions required by the importing country for the recognition of nationality as mentioned in Article XI above.

Certificates of origin shall be issued either by the Customs authorities or by the competent Chambers of Commerce of each of the High Contracting Parties ; they shall be drawn up in accordance with the forms adopted by the Customs Administration or officially recognised Chambers of Commerce in the exporting country ; they shall be made out either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination. In the former case, the two countries reserve the right to require a translation.

Certificates of origin issued by the Customs authorities shall not require a consular visa.

Certificates of origin issued by the officially recognised Chambers of Commerce shall be *visés* free of charge by the consular authorities of the country of destination.

When the certificate of origin *visé* by the consular authority mentions the value of the goods, it may serve as a substitute for a consular invoice. In this case, no additional charge shall be levied by the consular authorities for attesting the value of the goods.

No certificates of origin shall be required in the case of postal packets and consignments by post, packets weighing 5 kg. and less imported by air, and commercial travellers' samples.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties contractantes acceptent comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans les pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article XV.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les tractations commerciales, notamment à réprimer et à prohiber, par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées conformément à sa propre législation, l'importation, l'entreposage, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture et papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions, ou signes quelconques comportant directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Article XVI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner une application effective à la Convention¹ internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington le 2 juin 1911, ainsi qu'aux divers arrangements complémentaires concernant la propriété industrielle² tels qu'ils ont été signés à La Haye le 5 novembre 1925.

Article XVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer l'emploi de fausses appellations géographiques d'origine des produits vinicoles, pour autant qu'ils soient originaires des territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractante et que les appellations d'origine soient dûment protégées dans le pays de production et notifiées à l'autre Partie. La notification devra viser la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations d'origine et la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

Seront notamment réprimées par la saisie ou la prohibition ou par d'autres sanctions appropriées, conformément à la législation de chaque pays, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, des marques, des noms, des inscriptions ou des signes quelconques, comportant de fausses appellations d'origine sciemment employées.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'Administration, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu, association ou syndicat, conformément à la Législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; et vol. XCII, page 403, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

Should goods originating in a third country not be imported direct from the country of origin into the territory of one of the High Contracting Parties, but pass in transit through the territory of the other, each of the High Contracting Parties shall, except in the case of suspected fraud or malpractice, accept the certificates issued by the competent authorities of the other Contracting Party as evidence of origin, on the same footing as those issued in the country of origin, provided they satisfy the regulations in the matter.

In any case in which either of the Governments notifies the other that fraudulent practices have taken place in connection with the issue of the said certificates, the Government to which the complaint is made shall immediately institute a special enquiry into the alleged facts, shall communicate the results of the said enquiry to the Government making the complaint and shall, if necessary, take all measures in its power to prevent the continuance of the said fraudulent practices.

Article XV.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all necessary steps effectively to protect natural or manufactured products originating in the other country against unfair competition in trade, and in particular to punish and prohibit by confiscation or such other penalties as may be provided under its laws, the importation, warehousing, sale and offering for sale within its territory of all products which, on themselves or their immediate make-up or on their containers, labels, packing, invoices, waybills or other trade documents, bear any marks, names, writing or signs that either directly or indirectly connote a false indication of the origin, kind, nature or specific qualities of these products or goods.

Article XVI.

The High Contracting Parties undertake to give effective application to the International Convention¹ of March 20, 1883, for the protection of industrial property, revised at Washington on June 2, 1911, and also to the various additional agreements concerning industrial property² as signed at The Hague on November 5, 1925.

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all the necessary steps to punish the use of false geographical appellations of origin for products of the wine industry, provided these products originate in the territory of one or other of the High Contracting Parties and that the appellations are duly protected in the country of production and have been notified to the other Party. Such notice must mention the boundaries of the region to which these appellations apply, and the procedure followed in issuing a certificate of origin.

The importation, exportation, warehousing, manufacture, distribution, sale, or offering for sale of the above-mentioned products shall be punished by confiscation or prohibition or by other appropriate penalties provided by the laws of each country, whenever any marks, names, devices, or signs whatsoever constituting false indications of origin knowingly employed, appear on the barrels, bottles, wrappings or cases containing these products.

Goods contravening this provision may be confiscated or other penalties imposed, either on the initiative of the Administration, or on the application of the Public Prosecutor or of an interested party — whether an individual, association or union — in conformity with the legislation of each of the Contracting Parties.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; and Vol. XCII, page 403, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

L'interdiction de se servir d'une appellation géographique pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications telles que : « genre », « façon », « type », ou autres.

Aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique. Seront reconnues de la même manière, les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, dès à présent, à appliquer les dispositions du présent article, pour la France : aux fromages de Roquefort, et, pour la Tchécoslovaquie : aux houblons ainsi qu'à la bière de Plzeň (Pilsen).

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à effectuer, dans le plus bref délai possible, les notifications prévues au paragraphe premier du présent article.

Les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à étudier ultérieurement l'extension éventuelle des dispositions qui précèdent à d'autres produits tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

Article XVIII.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique ou chez les personnes qui produisent des marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants, dans leurs bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance.

Les personnes munies d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec elles des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Elles devront se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Les cartes de légitimation industrielle devront être conformes au modèle établi par la Convention¹ internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières. Elles seront exemptes du visa consulaire ou autre.

Article XIX.

En ce qui concerne les échantillons et modèles, les Hautes Parties contractantes appliqueront les dispositions contenues dans la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Le délai de réexportation sera, sauf prorogation, fixé à six mois.

Article XX.

Les dispositions des articles XVIII et XIX ne portent pas préjudice aux prescriptions régissant les professions ambulantes et le colportage dans les deux pays, chacune des Hautes Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 391 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

The clause prohibiting the use of a geographical appellation for products of the wine industry other than those which are rightly entitled thereto shall be operative even when the real origin of the products is mentioned or when the false labels are accompanied by qualifying words such as "sort", "kind", "type", or others.

No geographical appellation of origin of the products of the wine industry of one of the Contracting Parties, if it is legally protected in the country of production and has been duly notified to the other Party, may be regarded as a generic name. Delimitations and specifications referring to these appellations shall likewise be recognised.

The High Contracting Parties also undertake forthwith to apply the provisions of this Article, in the case of France, to Roquefort cheese, and, in the case of Czechoslovakia, to hops and Pilsen beer.

The High Contracting Parties undertake to exchange, as soon as possible, the notifications referred to in paragraph 1 of the present Article.

The High Contracting Parties declare that they are ready to consider at a later stage the possibility of extending the above provisions to other products deriving their specific qualities from the soil or climate.

Article XVIII.

Merchants, manufacturers, and other traders of either of the two countries, who prove by the production of a trader's identity card issued by the authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the fees and taxes established by law, shall be entitled in the other country to make purchases, either in person or through travellers in their employ, from merchants or in places of public sale, or from producers of goods. They may also accept orders, even on samples or patterns, from merchants at their offices or from persons who make use in their business of goods of the kind offered. They shall not be liable to any fees or dues in respect of the activities mentioned in this paragraph.

Holders of a trader's identity card shall be entitled to carry with them samples or patterns, but not goods.

They must observe the regulations in force in each country.

The trader's identity card must correspond to the form shown in the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923. No consular or other visa shall be required.

Article XIX.

As regards samples and patterns, the High Contracting Parties shall apply the provisions contained in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The time-limit for re-exportation shall, unless it is prolonged, be fixed at six months.

Article XX.

The provisions of Articles XVIII and XIX shall not in any way affect the provisions applicable to itinerant trades and hawking in the two countries, each of the High Contracting Parties reserving full legislative freedom in this respect.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 324; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 391; Vol. LXXXVIII, page 319; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

Article XXI.

1. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant.

2. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront toute liberté de posséder, louer ou occuper des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre et d'acquérir la possession de ces biens par achat, donation, succession, disposition testamentaire ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les lois de l'Etat où les biens sont situés pour les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils en auront la disposition aux mêmes conditions.

3. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne sont pas traités moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée en matière de réquisition ou de prestation, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 en ce qui concerne les réquisitions et prestations militaires personnelles.

4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sont exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils sont exempts de toute taxe, de quelque nature que ce soit, imposée au lieu de service militaire personnel, ainsi que de toutes prestations ou réquisitions militaires personnelles.

5. Aucune mesure de limitation, de disposition, de restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, affectant la propriété ou l'usage des biens, droits ou intérêts des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ne pourra être prise par l'autre Partie, qui ne soit applicable dans les mêmes conditions aux biens, droits ou intérêts de ses nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. L'application de ces mesures sera subordonnée au paiement d'une juste indemnité si, du moins, cette indemnité est accordée aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

6. En matière d'impôts et de taxes de toute nature, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie ou profession, du même traitement et de la même protection, auprès des autorités et juridictions fiscales, que les nationaux. Si les lois de l'un des deux Etats soumettent actuellement ou soumettaient à l'avenir, à la condition de réciprocité, l'octroi aux étrangers du traitement national en matière fiscale, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer, par le présent article, qu'elles considèrent cette condition de réciprocité comme réalisée.

Les dispositions du paragraphe 6 ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant ; soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, étant entendu que les ressortissants des deux Etats jouiront, sous ce rapport, du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée, visé aux alinéas précédents, ne s'étend pas aux avantages qu'une des Hautes Parties contractantes auraient accordés ou accorderait à un Etat tiers, en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaires réciproques en matière d'obligations ou de pénalités fiscales.

Article XXII.

1. Les sociétés par actions et autres sociétés, civiles, commerciales, financières, d'assurances, les compagnies assurant les communications et les compagnies de transport, et, en général, toutes

Article XXI.

1. Nationals of each of the two High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy most-favoured-nation treatment in respect of travelling, residence and establishment, the conduct of trade, industry, or any other occupation and in respect of all rights and interests connected therewith.

2. The nationals of each of the two High Contracting Parties shall have full liberty to own, lease or occupy movable and immovable property in the territory of the other, and to acquire the ownership of such property by purchase, gift, inheritance, testamentary disposition or otherwise, under the same conditions as are applicable, according to the laws of the country in which the property is situated, to the nationals of any third State. They shall have control of such property under the same conditions.

3. The nationals of each of the two High Contracting Parties shall not, in the territory of the other Party, be treated less favourably than the nationals or citizens of the most favoured nation in the matter of requisitions or contributions, subject to the provisions of paragraph 4 concerning compulsory personal military services and requisitions.

4. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from all compulsory military service, whether in the army or national guard or militia. They shall be exempt from all taxes of any kind whatsoever, levied in lieu of personal military service and from all personal military services or requisitions.

5. No measure of limitation, disposal, restriction or expropriation for reasons of public utility or interest affecting the ownership or use of the property, rights or interests of the nationals of one of the two High Contracting Parties may be applied by the other Party unless it is applicable under the same conditions to the property, rights and interests of its own nationals or the nationals of the most favoured nation. These measures may not be applied unless fair compensation is paid, at any rate in cases where such compensation is granted to nationals of the country or to nationals of the most favoured nation.

6. As regards taxes and imposts of all kinds, as well as all other fiscal charges in the nature of taxes, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect in the territory of the other Party, both for their persons and their property, rights and interests, including their trade, industry and occupation, the same treatment and the same protection at the hands of the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as nationals of the country. Should the laws of either of the two countries, now or at some future date, make the granting to foreigners of national treatment in fiscal matters conditional upon reciprocity, the High Contracting Parties hereby declare in the present Article that they regard this condition of reciprocity as being fulfilled.

The provisions of paragraph 6 shall not prevent the possibility of levying what are known as "visitors' taxes" or charges connected with the carrying out of police formalities, it being understood that the nationals of the two countries shall enjoy in this respect the treatment accorded to nationals of the most favoured nation.

The most-favoured-nation treatment referred to in the preceding paragraphs shall not apply to the facilities which one of the High Contracting Parties may have granted or may in the future grant to a third State with a view to bringing its own taxation into line with that levied by the other State, particularly with a view to avoiding double taxation or to ensuring reciprocal judicial protection and assistance in the matter of the payment of taxes and the punishment of defaulters.

Article XXII.

1. Joint stock companies and other civil, commercial, financial and insurance companies, traffic and transport companies and, in general, all companies constituted for business purposes

les sociétés de caractère économique constituées conformément aux lois de l'un des deux Etats et ayant leur siège sur leur territoire seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement.


2. La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après leurs statuts et la loi de leur pays d'origine.

3. Lesdites sociétés constituées sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois de l'autre Etat, sur le territoire de ce dernier, exercer leur activité, s'y établir et y créer des filiales, succursales et agences.

4. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'article XXI, pour les ressortissants en ce qui concerne le droit de posséder, louer, occuper, acquérir la possession de tous biens, meubles et immeubles et d'en disposer, en matière de réquisition et prestations, en cas de mesures de limitation, disposition, restriction ou expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général.

5. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'article XXI pour les ressortissants, en ce qui concerne les impôts et la protection en matière fiscale. Toutefois, en ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, chacune des deux Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Article XXIII.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes se réfèrent à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921¹ sur la liberté du transit. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques. 

Article XXIV.

Pour toutes les questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées, établis à Genève le 9 décembre 1923².

Article XXV.

En ce qui concerne la navigation sur les fleuves internationaux, les Hautes Parties contractantes se réfèrent aux actes régissant cette navigation et, notamment, à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921³ sur le régime des voies navigables d'intérêt international et à la Convention internationale de Paris du 23 juillet 1921⁴, établissant le statut définitif du Danube internationalisé. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; et vol. XCVI, page 181, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

³ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

⁴ Vol. XXVI, page 173, de ce recueil.

in conformity with the laws of one of the two countries and having their seat in their territory, shall be recognised by the other Party as being properly constituted.

2. The legality of their constitution and their right to appear in the courts shall be decided by reference to their articles of association and to the law of their country of origin.

3. Such companies constituted in the territory of one of the two High Contracting Parties may, if they conform to the laws of the other country, conduct business in the territory of the latter, establish themselves and set up subsidiary enterprises, branches and agencies therein.

4. These companies, as well as their agencies, branches and subsidiary enterprises shall enjoy the treatment laid down in Article XXI for nationals as regards the right of possessing, leasing, occupying and acquiring the ownership of all movable and immovable property and of disposing of the same, as regards requisitions and contributions, and all steps for the limitation, disposal, restriction or expropriation of such property for reasons of public policy or in the interests of the community.

5. These companies and their agencies, branches and subsidiary enterprises shall enjoy the treatment laid down in Article XXI for nationals as regards taxation and protection in fiscal matters. Nevertheless, as regards taxation assessed on capital, income or profits, each High Contracting Party shall only tax the companies of the other Party, according to the nature of the taxes, on the basis of that part of the companies' capital which they have invested in its territory, or of the property they possess, the securities held, the profits realised or the transactions concluded therein.

Article XXIII.

On all questions relating to international transit the High Contracting Parties shall refer to the Barcelona Convention and Statute, of April 20, 1921¹ on Freedom of Transit. The provisions of these Acts shall continue to govern their mutual relations.

Article XXIV.

In all questions relating to the international régime of railways, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Railways drawn up at Geneva on December 9, 1923².

Article XXV.

As regards navigation on international rivers, the High Contracting Parties shall refer to the Acts governing such navigation, and in particular to the Barcelona Convention and Statute of April 20, 1921³, on the Régime of Navigable Waterways of International Concern, and to the International Convention of Paris of July 23, 1921⁴, instituting the definitive Statute of the Internationalised Danube. The provisions of these Acts shall continue to govern their mutual relations.

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; Vol. XCII, page 363; and Vol. XCVI, page 181, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55; Vol. L, page 180; Vol. LIX, page 383; Vol. LXIII, page 417; Vol. LXIX, page 92; Vol. LXXVIII, page 472; Vol. LXXXIII, page 403; Vol. LXXXVIII, page 336; Vol. XCII, page 381; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

³ Vol. VII, page 35; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 306; Vol. XIX, page 281; Vol. XXIV, page 156; Vol. L, page 160; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 71; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

⁴ Vol. XXVI, page 173, of this Series.

Article XXVI.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties contractantes conviennent de mettre immédiatement en application, pour leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut de Genève du 9 décembre 1923¹ sur le régime international des ports maritimes.

Les bâtiments tchécoslovaques pourront se rendre dans un ou plusieurs ports français, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à ne prendre ou laisser prendre par les organismes placés sous son contrôle aucune mesure et à ne conclure avec des gouvernements ou organismes étrangers aucun accord ayant pour effet d'éliminer ou de défavoriser d'une manière quelconque, par rapport aux pavillons tchécoslovaque ou tiers, les navires et le commerce maritime français, pour ce qui concerne notamment le transport des biens, passagers et émigrants soit de la Tchécoslovaquie, soit d'un Etat étranger, qui traverseraient une partie du territoire tchécoslovaque, et quelle que soit la voie ou le port emprunté ou à emprunter. De son côté, le Gouvernement français prend le même engagement en ce qui concerne les navires et le commerce maritime tchécoslovaques.

Article XXVII.

Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront dans le territoire de l'autre Partie du traitement national ou du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers quelconque en tout ce qui concerne le transport des émigrants provenant de leurs territoires respectifs, ou y ayant passé en transit et s'embarquant dans un port quelconque.

Le présent article n'affecte toutefois en rien les dispositions des lois et règlements relatifs aux conditions auxquelles est subordonné soit l'autorisation du transport des émigrants, soit l'établissement d'agences par ces compagnies ou entreprises.

Article XXVIII.

La nationalité des navires sera reconnue par les deux Hautes Parties contractantes conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes du pays auquel appartient le navire.

Tout navire tchécoslovaque qui serait contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure de se réfugier dans un port français y jouira, à tous égards, du traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée. Il en sera de même au cas d'échouement ou de naufrage d'un navire tchécoslovaque sur les côtes du territoire français.

Article XXIX.

Les bateaux d'une des Hautes Parties contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront dans les eaux intérieures de l'autre Partie contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des deux Parties contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

Article XXVI.

Subject to the following supplementary provisions, the High Contracting Parties agree to bring into force immediately, in their mutual relations, the provisions of the Geneva Convention and Statute of December 9, 1923¹, on the International Régime of Maritime Ports.

Czechoslovak vessels may enter a French port or ports either to land the whole or part of their passengers or cargo coming from abroad, or to take on board the whole or part of their passengers or cargo for conveyance abroad.

The Czechoslovak Government agrees not to take, or to allow organisations under its control to take, any measure, and not to conclude with foreign Governments or organisations any agreement, the effect of which would be to eliminate French vessels and maritime trade, or to place them at any disadvantage whatsoever, as compared with the Czechoslovak flag or with the flags of third countries, particularly as regards the transport of goods, passengers and emigrants, whether from Czechoslovakia or from a foreign country, passing through any part of Czechoslovak territory, no matter what route or port is or may be used. The French Government enters into a like undertaking with regard to Czechoslovak vessels and maritime trade.

Article XXVII.

The vessels, shipping companies or emigration enterprises of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the treatment accorded to nationals or the most favourable treatment accorded to any third country in all matters connected with the transport of emigrants coming from their respective territories or passing through those territories and embarking at any port.

The present Article shall not, however, in any way affect the laws and regulations concerning the conditions to which authorisation for the transportation of emigrants, or the establishment of agencies by the above-mentioned companies or enterprises are subject.

Article XXVIII.

The nationality of vessels shall be recognised by both the High Contracting Parties in accordance with the laws and regulations of each, and shall be established from the documents and certificates on board issued by the competent authorities of the country to which the vessel belongs.

Any Czechoslovak vessel which may be compelled by stress of weather or *vis major* to seek shelter in a French port shall in all respects enjoy therein the treatment granted to the vessels of the most favoured nation. The same shall apply to the stranding or shipwreck of a Czechoslovak vessel on the coast of French territory.

Article XXIX.

Vessels of one of the High Contracting Parties and their crews and cargoes shall enjoy on the inland waters of the other Contracting Party, as well as in its inland ports open to traffic, the same treatment as the vessels, crews and cargoes of the most favoured nation.

As regards all charges and dues in respect of inland navigation, neither of the Contracting Parties shall treat the vessels of the other Party, their crews and cargoes, on its inland waterways

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

ouverts au trafic, les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons, moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui appartiennent à des Tchécoslovaques ou à une compagnie tchécoslovaque, de même que tous les bateaux qui appartiennent à des Français ou qui, d'après le droit français, sont reconnus comme bateaux français, sont considérés dans l'esprit du présent accord comme bateaux des Hautes Parties contractantes.

Article XXX.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial, pour tous les produits bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée.

A leur importation sur le territoire douanier tchécoslovaque, les produits naturels ou fabriqués des colonies françaises dites assimilées bénéficieront, s'ils sont repris à la liste C, des taux de droits et avantages fixés à ladite liste et, qu'ils soient repris ou non à la liste C, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront des tarifs douaniers les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre Puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées, des protectorats et des territoires sous mandat français jouiront, à leur importation en Tchécoslovaquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XXXI.

Les dispositions des articles III, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV, relatives aux échanges commerciaux entre les deux pays, s'appliqueront aux colonies françaises et à la Tunisie.

Article XXXII.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce tchécoslovaques bénéficieront en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XXXIII.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas la Tchécoslovaquie à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

Article XXXIV.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour se reconnaître la faculté, au cas où interviendraient dans leur régime douanier, commercial ou monétaire, des modifications de nature

or in its inland ports open to traffic, less favourably than its own vessels, crews and cargoes or than those of the most favoured nation.

The provisions of the two foregoing paragraphs shall not apply to the carrying trade between two ports belonging to the same national inland system.

All vessels belonging to Czechoslovaks or to a Czechoslovak company, and all vessels belonging to Frenchmen or recognised according to French law as French vessels, shall be regarded for the purpose of the present Convention as vessels of the High Contracting Parties.

Article XXX.

Natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia, when imported into the so-called assimilated French colonies, i. e. colonies having substantially the same Customs system as the home country, shall be accorded the minimum tariff, whether this tariff is the tariff of the home country or a special tariff, for all products enjoying most-favoured-nation treatment.

On importation into Czechoslovak Customs territory, the natural or manufactured products of the so-called assimilated French colonies shall, if they are enumerated in List C, be accorded the rates of duty and the advantages set forth in the said List and, whether they are enumerated in List C or not, enjoy most-favoured-nation treatment.

In the so-called non-assimilated colonies, i. e. those having a special Customs system, and in Tunis, products originating in and coming from Czechoslovakia shall be accorded the lowest rates of duty which are or may hereafter be granted to any other Power in pursuance of tariff measures or commercial agreements.

Products of the so-called non-assimilated French colonies and of the French protectorates and mandated areas shall be accorded most-favoured-nation treatment on their importation into Czechoslovakia.

Article XXXI.

The provisions of Articles III, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII and XIV relating to trade between the two countries shall apply to the French colonies and Tunis.

Article XXXII.

In ports of the French colonies, Czechoslovak merchant vessels shall, provided they comply with the rules laid down to ensure public order and security and with local laws and regulations, enjoy most-favoured-nation treatment.

Article XXXIII.

The granting of most-favoured-nation treatment shall not entitle Czechoslovakia to claim the benefit of such preferential treatment as France has accorded or may hereafter accord within her Customs territory to French colonies, protectorates and mandated areas or which French colonies or protectorates have accorded or may hereafter accord to France, French colonies, protectorates and mandated areas.

Article XXXIV.

The High Contracting Parties agree that, if any changes occur in their Customs, commercial or monetary systems of such a nature as to affect adversely the application of the present Convention,

à altérer l'application de la présente convention, de présenter à tout moment toute demande tendant à obtenir une modification ou adaptation de la présente convention sans avoir à recourir à sa dénonciation préalable.

Si les négociations relatives à cette demande n'aboutissaient point dans un délai de deux mois, la partie lésée pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Article XXXV.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907¹, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article XXXVI.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Elle entrera en vigueur à une date au sujet de laquelle les deux gouvernements se mettront d'accord.

Les Hautes Parties contractantes pourront dénoncer la présente convention à partir du 1^{er} avril 1929 pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 2 juillet 1928.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) (Signé) Stefan OSUSKY.

(L. S.) (Signé) VANÍČEK.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

they may at any time submit a request to secure a modification or adjustment of the present Convention without having first of all to denounce it.

If the negotiations concerning such a request do not succeed within two months, the injured Party may denounce the present Convention, which shall then terminate two months thereafter.

Article XXXV.

Any disputes which may arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall by common consent be submitted by means of a special agreement (*compromis*) either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure prescribed by its Statute, or to a court of arbitration, under the conditions and according to the procedure prescribed by the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties regarding the special agreement (*compromis*) and after one month's notice, either Party shall be entitled to submit the dispute direct, by making application, to the Permanent Court of International Justice.

Article XXXVI.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris. It shall come into force on a date to be determined by agreement between the two Governments.

As from April 1, 1929, the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Convention, such denunciation to take effect three months thereafter.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris in duplicate on July 2, 1928.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.
(L. S.) (Signed) M. BOKANOWSKI.
(L. S.) (Signed) Stefan OSUSKY.
(L. S.) (Signed) VANŤEK.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

LISTE A.

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
	II. ÉPICES.	kč.
ex 4	Poivre (noir, blanc et rouge [espagnol, même paprika], poivre long ; poivre en poudre) ; piment (poivre de la Jamaïque) ; gingembre :	
ex 8	Poivre (noir, blanc, long)	144,00
	Cardamome, safran, vanille :	
	Safran vanille	600,00
	III. FRUITS DU MIDI.	
ex 9	Figues :	
	b) Sèches :	
	1 ^o En boîtes, caissettes ou petits paniers	200,00
	2 ^o En chapelets ou autrement conditionnées	120,00
ex 12	Oranges :	
	Mandarines	90,00
ex 14	Dattes, pistaches, bananes :	
	Dattes	200,00
16	Amandes :	
	a) Sèches, décortiquées ou non	200,00
	b) Non mûres, en coques	112,50
ex 17	Pignons de pin non mondés ; caroubes ; azeroles ; châtaignes, noix de coco et noix similaires exotiques comestibles ; olives fraîches, sèches ou salées :	
	Olives fraîches, sèches ou salées	28,00
	VII. FRUITS, LÉGUMES, PLANTES ET PARTIES DE PLANTES.	
ex 35	Fruits :	
	Raisins frais, ainsi que raisins foulés :	
	Raisins de table frais :	
	Du 1 ^{er} mars au 31 juillet	240,00
	Autres périodes	300,00
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	ex a) Fruits fins de table :	
	Abricots, pêches, brugnons, du 1 ^{er} mars au 31 mai	100,00
	Légumes :	
40	Truffes	150,00
ex 43	Légumes non spécialement dénommés et autres plantes potagères, frais :	
	ex a) Légumes fins de table :	
	Artichauts	65,00
	Aubergines, du 1 ^{er} novembre au 30 septembre	65,00
	Choux-fleurs, du 1 ^{er} novembre au 30 avril	52,00
	Fèves et petits pois, escarolles, endives, chicorées frisées, du 1 ^{er} novembre au 31 mai	65,00
	Carottes en bottes, épinards, du 1 ^{er} novembre au 31 mars	156,00
	Champignons frais	65,00
	Asperges, du 1 ^{er} novembre au 31 mars	130,00
	Pomme de terre de primeurs, du 15 février au 31 mars	130,00
	Laitue, du 1 ^{er} novembre au 30 avril	156,00

LIST. A.

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
	II. SPICES.	
ex 4	Pepper (black, white and red [Spanish pepper as well as paprika], long pepper; pepper dust); pimento [Jamaica pepper]; ginger:	
	Pepper (white, black, long)	144.00
ex 8	Cardamoms, saffron, vanilla:	
	Saffron, vanilla	600.00
	III. SOUTHERN FRUITS.	
ex 9	Figs:	
	(b) Dried:	
	(1) In small boxes, cases, or baskets	200.00
	(2) Strung or otherwise packed	120.00
ex 12	Oranges:	
	Tangerine oranges	90.00
ex 14	Dates, pistachio nuts, bananas:	
	Dates	200.00
16	Almonds:	
	(a) Dried, with or without the husk	200.00
	(b) Unripe, in the shell	112.50
ex 17	Pine kernels with the shell; carob-beans, azaroles, chestnuts, cocoanuts and similar exotic edible nuts; olives, fresh, dried or salted:	
	Olives, fresh dried or salted	28.00
	VII. FRUIT, VEGETABLES, PLANTS AND PARTS OF PLANTS:	
ex 35	Fruit:	
	Grapes, fresh, also pressed grapes:	
	Dessert table grapes:	
	From March 1 to July 31	240.00
	Other periods	300.00
ex 37	Fruits not specially mentioned, fresh:	
	ex (a) Fine table fruit:	
	Apricots, peaches and nectarines, from March 1 to May 31	100.00
40	Vegetables:	
	Truffles	150.00
ex 43	Vegetables not specially mentioned, and other kitchen-garden produce, fresh:	
	ex (a) Vegetables for table use:	
	Artichokes	65.00
	Aubergines, from November 1 to September 30	65.00
	Cauliflowers, from November 1 to April 30	52.00
	Beans, green peas, prickly lettuce, endives, crinkly chicory, from November 1 to May 31	65.—
	Carrots in clumps, spinach, from November 1 to March 31	156.00
	Fresh mushrooms	65.—
	Asparagus, from November 1 to March 31	130.00
	Early potatoes, from February 15 to March 31	130.00
	Lettuce, from November 1 to April 30	156.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	Plantes et parties de plantes :	
	Semences :	
ex 49	Semences de trèfle :	
	a) Semences de sainfoin (esparcettes)	35,00
	ex b) Autres :	
	Semences de luzerne	50,00
	Semences de trèfle violet	168,00
ex 52	Semences non spécialement dénommées :	
	Semences non spécialement dénommées, à l'exception des graines de betteraves à sucre, de betteraves fourragères et de conifères.	60,00
ex 54	Fleurs et feuilles d'ornements et plantes vivantes :	
	Fleurs d'ornement (y compris les branches avec fruits d'ornement) coupées, liées en bouquets ou non, même montées sur fil métallique :	
	a) Fraîches :	
	Du 1 ^{er} décembre au 31 mars	500,00
	Autres périodes	750,00
ex 56	Plantes vivantes (même en pots ordinaires, en baquets ou similaires) :	
	c) Oignons à fleurs, tubercules à fleurs et souches (rhizomes, bulbes).	48,00
	IX. ANIMAUX AUTRES.	
76	Coquillages et crustacés de mer (tels que : huîtres, homards, araignées de mer, crabes, tortues), frais, même cuits, mais non dépouillés de leur coquille ou carapace	240,00
	XI. GRAISSES.	
	Graisses techniques et acides gras :	
ex 94	Cire végétale :	
	ex b) Carnauba et autres cires végétales non spécialement dénommées :	
	2 ^o Préparées (blanchies, teintes, sous forme de tablettes ou de boules), même mélangées avec d'autres matières	420,00
ex 95	Acide stéarique (stéarine), acide palmitique (palmitine) :	
	Acide stéarique (stéarine)	210,00
ex 97	Dé gras et acide oléique :	
	a) Acide oléique	90,00
	XII. HUILES GRASSES.	
ex 104	Huiles d'olive, de maïs, de pavot, de sésame, d'arachide, de faîne et de tournesol, en tonneaux, en outres ou en vessies :	
	Huiles d'olive en tonneaux, accompagnées d'un certificat de pureté délivré par les autorités françaises à ce habilités	30,00
	Huiles d'arachide, accompagnées d'un certificat délivré par les labora- toires à ce habilités attestant que l'huile a bien été extraite de graines et coques d'arachides	36,00
ex 106	Huiles grasses, en bouteilles, cruches et récipients analogues pesant moins de 25 kilogrammes :	
	ex b) Huiles du N ^o 104 :	
	Huile d'olive accompagnée d'un certificat de pureté délivré par les autorités françaises à ce habilités :	
	En bouteilles	54,00
	En estagnons	81,00
	Huile d'arachide accompagnée d'un certificat délivré par les labora- toires à ce habilités, attestant que l'huile a bien été extraite de graines et coques d'arachides	129,60
	Autres du N ^o 104 : En bouteilles.	144,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
	Plants and parts of plants :	
	Seeds :	
ex 49	Clover seeds :	
	(a) Esparcet seeds	35.00
	ex (b) Other :	
	Lucerne seeds	50.00
	Crimson clover seeds	168.00
ex 52	Seeds not specially mentioned :	
	Seeds not specially mentioned, except sugar-beet, fodder beet and coniferous seeds	60.00
ex 54	Ornamental flowers and leaves, also living plants :	
	Ornamental flowers (also branches with ornamental fruit), cut, loose, or tied together, wired or not :	
	(a) Fresh :	
	From December 1 to March 31	500.00
	Other periods	750.00
ex 56	Living plants (in ordinary pots, tubs, or the like, or not) :	
	Bulbs and roots of flowers, and root stocks (rhizomes, bulbs)	48.00
	IX. ANIMALS, OTHER.	
76	Shellfish and sea crustaceans (e. g., oysters, lobsters, sea spiders, crabs, turtles) fresh, boiled or not, but not taken out of the shell.	240.00
	XI. FATS AND GREASE.	
	Fats and fatty acids for technical purposes :	
ex 94	Vegetable wax :	
	ex (b) Carnauba and other hard vegetable wax not specially mentioned :	
	(2) Prepared (bleached, coloured, moulded into tablets or balls) mixed or not with other materials	420.00
ex 95	Stearic acid (stearine), palmitic acid (palmitine) :	
	Stearic acid (stearine)	210.00
ex 97	Degras and oleic acid :	
	(a) Oleic acid	90.00
	XII. FATTY OILS.	
ex 104	Olive, maize, poppy-seed, sesamum, ground-nut, beechnut and sunflower oils in barrels, leather bags and bladders :	
	Olive oils in barrels accompanied by a certificate of purity issued by the competent French authorities	30.00
	Groundnut oils accompanied by a certificate issued by the competent laboratories attesting that the oil has been extracted from the seeds and husks of ground-nuts	36.00
ex 106	Fatty oils, in bottles, jars and similar receptacles weighing less than 25 kg. :	
	ex (b) Oils included in No. 104 :	
	Olive oil accompanied by a certificate of purity issued by the competent French authorities :	
	In bottles	54.00
	In copper bottles	81.00
	Ground-nut oil accompanied by a certificate issued by the competent laboratories attesting that the oil has been extracted from the seed and husks of ground-nuts	129.60
	Other oils included in No. 104 : In bottles	144.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
	XIII. BOISSONS.	kč.
ex 108	Spiritueux distillés :	
	a) Cognac :	
	Cognacs et armagnacs en bouteilles, originaires et en provenance de France, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises, à ce habilités, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	1.000,00
	Cognac et armagnacs en fûts, originaires et en provenance de France, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises, à ce habilités, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	3.000,00
	Eaux-de-vie de vin autres, originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnées d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	3.000,00
	ex b) Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux, distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances ; eaux-de-vie de France :	
	Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux, distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances	2.200,00
	Fruits conservés à l'alcool	1.530,00
	ex c) Arack, rhum :	
	Rhum	1.196,00
	ex d) Autres spiritueux distillés :	
	Eaux-de-vie naturelles de fruits	1.640,00
ex 109	Vin, vin de fruits, moût de raisin et de fruits, jus de fruits et de baies, non condensés ; hydromel :	
	ex a) En tonneaux :	
	Vins de Bordeaux et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	210,00
	ex b) En bouteilles :	
	Vins de Bordeaux et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	420,00
ex 110	Vins mousseux :	
	Vins de Champagne et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	1.100,00
	XIV. COMESTIBLES.	
ex 114	Articles de boulangerie (biscuits, cakes, gâteaux, oublies, etc.) :	
	Biscuits sucrés	385,00
ex 119	Fromages :	
	ex a) Fromages fins de table :	
	Camembert, Brie, Coulommiers, Pont-l'Evêque, Pont-d'Or, Munster, Géromé, Livarot, Roquefort, Bleu-d'Auvergne, Port-Salut, fromages dits à la crème ou double crème, comme demi-sel, bondons, petits carrés	294,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
	XIII. BEVERAGES.	kč.
ex 108	Distilled spirituous liquors : (a) Cognac : Cognacs and armagnacs, in bottles, originating in and coming from France and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation or origin	1,000.00
	Cognacs and armagnacs, in casks, originating in and coming from France and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation of origin.	3,000.00
	Other spirits of wine originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation of origin.	3,000.00
	ex (b) Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors, mixed with sugar or other substances ; French brandy : Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors, mixed with sugar or other substances	2,200.00
	Fruits preserved in alcohol	1,530.00
	ex (c) Arrack, rum : Rum	1,196.00
	ex (d) Other distilled spirituous liquors : Natural brandy from fruits	1,640.00
ex 109	Wine, fruit wine, wine and fruit must, juice of fruits and berries, not inspissated, mead : ex (a) In casks : Bordeaux wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin, accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation	210.00
	ex (b) In bottles : Bordeaux wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation	420.00
ex 110	Sparkling wine : Champagne wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation.	1,100.00
	XIV. COMESTIBLES.	
ex 114	Bakers' produce (biscuits, cakes, wafers, etc., Sweetened biscuits	385.00
ex 119	Cheese : ex (a) Fine cheese for the table : Camembert, Brie, Coulommiers, Pont-l'Evêque, Mont-d'Or, Munster, Gêromé, Livarot, Roquefort, Blue Auvergne, Port-Salut, cheeses known as cream or double-cream, such as " demi-sel ", " bondons ", " petits-carrés "	294.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 127	Cacao en pâte, chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat :	
	Farines alimentaires au chocolat	720,00
	Chocolats en blocs ou en plaques	1.050,00
ex 128	Poisson, viande et crustacés, en conserve :	
	Pâtés de foie, galantine de volailles	600,00
129	Légumes en conserve (à l'exception des légumes desséchés du N° 44 a) .	420,00
ex 130	Conserves de fruits, moût condensé, jus de fruits et de baies condensés :	
	tamarins :	
	Jus de pectine condensé	200,00
ex 131	Comestibles de toute sorte, en boîtes, en bouteilles et autres récipients semblables hermétiquement fermés (exceptés ceux rangés sous les N°s 114, 126 et 127) :	
	Sardines, maquereaux et thons à l'huile	360,00
	Conserves de truffes et de légumes	420,00
	Conserves de poissons et de gibier	600,00
ex 132	Comestibles non spécialement dénommés :	
	Farines alimentaires	480,00
	Bonbons et condiments	720,00
	XVII. MINÉRAUX.	
ex 148	Terres colorantes :	
	Calcinées, moulues, lavées, comprimées	30,00
	XVIII. MATIÈRES MÉDICINALES ET DE PARFUMERIE.	
151	Jus de réglisse condensé, en caisses ou sous forme de pains	150,00
ex 154	Eaux de senteur (sans alcool), telles que : eau de fleur d'oranger, de rose, de lavande, de fenouil, de menthe poivrée, de millefleurs et autres analogues :	
	b) En récipients pesant brut moins de 10 kilogrammes	97,50
ex 155	Huiles essentielles :	
	ex b) Non spécialement dénommées :	
	Essences naturelles	600,00
	XIX. MATIÈRES POUR LA TEINTURE ET LE TANNAGE.	
163	Extraits de matières tinctoriales non spécialement dénommés :	
	a) Liquides	60,00
	b) Solides	100,00
	XXII. COTON, FILS ET ARTICLES DE COTON.	
	<i>Même mélangés d'autres matières textiles végétales, mais sans mélange de laine ou de soie.</i>	
183	Fils de coton :	
	Simple, écru :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	126,00
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 anglais	171,00
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	297,00
	d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 70 anglais	306,00
	e) Au-dessus du N° 70 jusqu'au N° 90 anglais	342,00
	f) Au-dessus du N° 90 anglais	279,50

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 127	Cocoa in paste, chocolate and chocolate substitutes, and manufactures of chocolate :	
	Alimentary flours, of chocolate	720.00
	Chocolate in blocks or slabs	1,050.00
ex 128	Preserves of fish, meat and shellfish :	
	Goose livers, galantine of poultry	600.00
129	Preserves of vegetables (except kiln-dried vegetables, No. 44 (a))	420.00
ex 130	Fruit preserves, inspissated must, inspissated juice of fruits and berries ; tamarinds :	
	Inspissated juice of pectine	200.00
ex 131	All comestibles in tins, bottles and similar hermetically sealed receptacles (except those mentioned in Nos. 114, 126 and 127) :	
	Sardines, mackerel and tunny	360.00
	Preserves of truffles and vegetables	420.00
	Preserves of fish and game	600.—
ex 132	Comestibles not specially mentioned :	
	Alimentary flours	480.00
	Bonbons and condiments	720.00
XVII. MINERALS.		
ex 148	Colouring earths :	
	Burned, ground, washed, compressed	30.00
XVIII. MEDICINAL WARES AND PERFUMERY.		
151	Liquorice, inspissated, in boxes or moulded into tablets.	150.00
ex 154	Fragrant waters (without alcohol), such as orange-blossom, rose, lavender, fennel, peppermint and " mille-fleurs " waters and the like :	
	(b) In receptacles of less than 10 kg. gross weight	97.50
ex 155	Essential oils :	
	ex (b) Not specially mentioned :	
	Natural essences	600.00
XIX. DYEING AND TANNING MATERIALS.		
163	Dyeing extracts not specially mentioned :	
	(a) Liquids	60.00
	(b) Solids	100.00
XXII. COTTON, YARN AND WARES THEREOF.		
<i>Mixed or not with other Vegetable Textile Materials, but not mixed with Wool or Silk.</i>		
	Yarn :	
183	Single, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	126.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	171.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	297.00
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	306.00
	(e) Over No. 70 and up to No. 90 English	342.00
	(f) Over No. 90 English	279.50

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	Fils de coton (suite) :	
184	Doubles écrus :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	171,00
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 anglais	216,00
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	342,00
	d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 70 anglais	351,00
	e) Au-dessus du N° 70 anglais	387,00
185	A trois bouts ou plus, retordus une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	216,00
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29	261,00
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	387,00
	d) Au-dessus du N° 50 anglais	450,00
186	A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	261,00
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 anglais	297,00
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	450,00
	d) Au-dessus du N° 50 anglais	513,00
188	Fils accommodés pour la vente au détail :	
	a) Simples ou doubles ; à trois bouts ou plus, retordus une fois	830,00
	b) A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois	900,00
ex 189	Articles en coton :	
	Ordinaires, c'est-à-dire tissus faits de fils du N° 50 et au-dessous ayant 38 fils ou moins par carré de 5 millimètres de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex a) Unis, même à croisement simple :	
	4° Imprimés en 1 jusqu'à 4 couleurs ou tissés en deux couleurs	1.420,00
	5° Imprimés en 5 couleurs ou plus, ou tissés en plus de deux couleurs	1.520,00
	ex b) Façonnés :	
	3° Teints	1.420,00
	4° Imprimés en 1 jusqu'à 4 couleurs ou tissés en 2 couleurs	1.660,00
	5° Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en plus de 2 couleurs	1.760,00
ex 191	Fins, c'est-à-dire tissus faits de fils au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 100 inclusivement, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex a) Unis, même à croisement simple :	
	2° Blanchis	2.600,00
	3° Teints	2.800,00
	4° Imprimés, tissés de fils teints	3.000,00
193	Velours et tissus veloutés, même rubans et velours	3.800,00
199	Articles de passementerie et boutons	2.203,50
ex 200	Articles à point de maille ou de tricot :	
	a) Tissus à points de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre) :	
	1° Écrus	2.640,00
	2° Blanchis, teints, imprimés, à points de maille ou de tricot en couleurs	2.880,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
	Yarn (continued) :	
184	Of two threads, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	171.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	216.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	342.00
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	351.00
	(e) Over No. 70 English	387.00
185	Of three or more threads, single twist, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	216.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	261.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	387.00
	(d) Over No. 50 English	450.00
186	Of three or more threads, cable twist, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	261.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	297.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	450.00
	(d) Over No. 50 English	513.00
188	Yarn, prepared for retail sale :	
	(a) Of one or two threads ; of three or more threads, single twist.	830.00
	(b) Of three or more threads, cable twist.	900.00
	Cotton Goods :	
ex 189	Common, i. e. tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side 38 threads or less, with the exception of tissues known as Baghdad and Madras :	
	ex (a) Plain, simple, twilled or not :	
	(4) Printed in one, two, three or four colours, or woven in two colours	1,420.00
	(5) Printed in five or more colours or woven in more than two colours	1,520.00
	ex (b) Figured :	
	(3) Dyed	1,420.00
	(4) Printed in one, two, three or four colours, or woven in two colours	1,660.00
	(5) Printed in five or more colours, or woven in more than two colours	1,760.00
ex 191	Fine, i. e. tissues made of yarns over No. 50 up to No. 100 inclusive, with the exception of tissues known as Baghdad or Madras :	
	ex (a) Plain, simple, twilled or not :	
	(2) Bleached	2,600.00
	(3) Dyed	2,800.00
	(4) Printed woven with coloured yarns	3,000.00
193	Velvet and tissues resembling velvet, also velvet ribbons	3,800.00
199	Passementerie and buttonmakers' wares	2,203.50
ex 200	Knitted wares and hosiery :	
	(a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre):	
	(1) Unbleached	2,640.00
	(2) Bleached, dyed, printed, knitted or netted in colours.	2,880.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	XXIII. LIN, CHANVRE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES, NON SPÉCIALEMENT DÉNOMMÉES, FILS ET ARTICLES DE CES MATIÈRES SANS MÉLANGE DE COTON, DE LAINE OU DE SOIE.	
	Fils :	
ex 204	Fils de lin (filaments ou étoupe de lin), fils de ramie :	
	c) Retors :	
	Écrus	516,00
	Autres	645,00
	d) Préparés pour la vente au détail :	
	1° Simples :	
	Écrus	516,00
	Autres	645,00
	2° Retors :	
	Écrus	996,00
	Autres	1.245,00
213	Velours et tissus veloutés (coupés ou non)	3.000,00
	XXIV. LAINE, FILS DE LAINE ET ARTICLES EN LAINE, MEME MÉLANGÉS AVEC D'AUTRES MATIÈRES TEXTILES, A L'EXCEPTION DE LA SOIE.	
	Fils :	
225	Fils de laine peignée, non spécialement dénommés :	
	a) Écrus, simples :	
	1° Jusqu'au N° 45 métrique	156,00
	2° Au-dessus du N° 45 métrique	274,00
	b) Écrus, à deux ou plusieurs bouts :	
	1° Jusqu'au N° 45 métrique	220,00
	2° Au-dessus du N° 45 métrique	376,00
	c) Blanchis, teints, imprimés, simples :	
	1° Jusqu'au N° 45 métrique	406,00
	2° Au-dessus du N° 45 métrique	532,00
	d) Blanchis, teints, imprimés, à deux ou plusieurs bouts :	
	1° Jusqu'au N° 45 métrique	532,00
	2° Au-dessus du N° 45 métrique	672,00
	e) Mélangés, teints en laine ou imprimés, de même que les fils peignés mélangés avec de la laine non teinte (blanche écrue) :	
	1° Simples	462,00
	2° A deux ou plusieurs bouts, même en fils de différentes couleurs.	532,00
226	Fils cardés et fils non spécialement dénommés, du genre des fils cardés :	
	a) Écrus, simples	195,00
	b) Écrus, doubles ou à plusieurs bouts	300,00
	c) Blanchis, teints imprimés :	
	1° Simples	348,00
	2° Doubles ou à plusieurs bouts	456,00
229	Articles en laine :	
	Tissus de laine non spécialement dénommés, même imprimés :	
	a) Pesant plus de 700 grammes par mètre carré	1.700,00
	b) Pesant plus de 200 grammes jusqu'à 700 grammes par mètre carré	2.500,00
	c) Pesant 200 grammes et moins par mètre carré	3.000,00
230	Velours et tissus façon velours (à poil coupé ou non), même imprimés	4.000,00
ex 233	Articles à point de maille ou de tricot :	
	a) Tissus à point de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	3.600,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per per 100 kg.
		kd.
	XXIII. FLAX, HEMP, JUTE AND OTHER VEGETABLE TEXTILE MATERIALS NOT SPECIALLY MENTIONED ; YARNS AND WARES THEREOF NOT MIXED WITH COTTON, WOOL OR SILK.	
	Yarn :	
ex 204	Linen yarn (flax fibre or flax tow) ; ramie yarn :	
	(c) Twisted :	
	Unbleached	516.00
	Other	645.00
	(d) Prepared for retail sale :	
	(1) Single :	
	Unbleached	516.00
	Other	645.00
	(2) Twisted :	
	Unbleached	996.00
	Other	1,245.00
213	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	3,000.00
	XXIV. WOOL, WOOLLEN YARN AND WOOLLEN WARES, MIXED OR NOT WITH OTHER TEXTILE MATERIALS, EXCEPT SILK.	
	Yarn :	
225	Combed yarn, not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	156.00
	(2) Over No. 45 metric	274.00
	(b) Unbleached, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	220.00
	(2) Over No. 45 metric	376.00
	(c) Bleached, dyed, printed, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	406.00
	(2) Over No. 45 metric	532.00
	(d) Bleached, dyed, printed, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	532.00
	(2) Over No. 45 metric	672.00
	(e) Mixed, dyed, or printed in the wool, also combed yarn mixed with unbleached wool :	
	(1) Single	462.00
	(2) Of two or more threads, also yarns of threads of different colours	532.00
226	Carded yarn and spun yarn resembling carded, not specially mentioned.	
	(a) Unbleached, single	195.00
	(b) Unbleached, of two or more threads	300.00
	(c) Bleached, dyed, printed :	
	(1) Single	348.00
	(2) Of two or more threads	456.00
	Woollen wares :	
229	Woollen tissues, not otherwise mentioned, printed or not :	
	(a) Weighing more than 700 grs. per square metre	1,700.00
	(b) Weighing more than 200 grs. and up to 700 grs. per square metre.	2,500.00
	(c) Weighing 200 grs. or less per square metre.	3,000.00
230	Velvet and tissues resembling velvet with cut or uncut pile, printed or not.	4,000.00
ex 233	Knitted wares and hosiery :	
	(a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre).	3,600.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 238	Feutres et articles en feutre (à l'exception des tapis de pied) : ex b) Autres feutres et articles en feutre : 1° Non imprimés : Feutres en plaques rectangulaires ; feutres façonnés pour usages techniques	I. 440,00 I. 800,00
	XXV. SOIE ET ARTICLES EN SOIE, MÊME MÉLANGÉS AVEC D'AUTRES MATIÈRES TEXTILES.	
ex 242	Soie (dévidée ou moulinée) même retorse : c) Teinte : 1° En noir	741,00 936,00
246	Fils retors à coudre de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combinés avec d'autres matières textiles, blanchis ou teints, conditionnés pour la vente au détail	I. 248,00
247	Articles entièrement en soie (en soie, bourre de soie, ou soie artificielle) : Articles entièrement en soie, brodés	14.000,00
248	Tulles et tissus à réseaux, façon tulle ; gazes (de même crêpe et crêpons tissés), dentelles et fichus en dentelles : Tulles et tissus à réseaux façon tulle	13.200,00
	Gazes (de même crêpe et crêpons tissés) : a) Écrus : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	7.500,00 9.500,00
	b) Teints : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	9.500,00 11.500,00
	2° Autres	10.500,00 12.500,00
	c) Autres : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	10.500,00 12.500,00
	2° Autres	12.500,00
	Dentelles et fichus de dentelles : a) Aériennes (chimiques)	9.450,00
	b) Autres	11.500,00
249	Tissus à bluter, de soie	6.000,00
250	Tissus entièrement en soie, non spécialement dénommés : a) Écrus : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	6.000,00 8.000,00
	2° Autres	8.000,00
	b) Teints : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	6.500,00 9.000,00
	2° Autres	9.000,00
	c) Imprimés, tissés de fils teints : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	7.000,00 10.000,00
	2° Autres	10.000,00
251	Velours et tissus façon velours (à poil coupé ou non)	14.000,00
252	Articles à points de maille ou de tricot : a) Tissus à points de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	19.500,00 22.750,00
	b) Bas et chaussettes	18.200,00
	c) Gants	9.000,00
	d) Non spécialement dénommés : 1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	9.000,00 15.000,00
	2° Autres	15.000,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 238	Felt and felt wares (except carpets) : ex (b) Other and felt wares : (1) Not printed : Felt in rectangular slabs ; felts manufactured for technical purposes.	1,440.00
	Other	1,800.00
	XXV. SILK AND SILK WARES, MIXED OR NOT WITH OTHER TEXTILE MATERIALS.	
ex 242	Silk (real or spun), twisted or not : (c) Dyed :	
	(1) Black	741.00
	(2) Other colours	936.00
246	Twist (sewing) of silk, floss silk or artificial silk, combined or not with other textile materials, bleached or dyed, prepared for retail sale	1,248.00
247	Wares wholly of silk (pure silk, floss silk or artificial silk) : Wares wholly of silk, embroidered	14,000.00
248	Tulle and netted materials resembling tulle ; gauze (also woven crape and veiling) ; lace and lace kerchiefs : Tulle and netted materials resembling tulle	13,200.00
	Gauze (also woven crape and veiling) : (a) Unbleached :	
	(1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	7,500.00
	(2) Other	9,500.00
	(b) Dyed :	
	(1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	9,500.00
	(2) Other	11,500.00
	(c) Other :	
	(1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	10,500.00
	(2) Other	12,500.00
	Lace and lace kerchiefs : (a) Aérienne (chemical)	9,450.00
	(b) Other	11,500.00
249	Silk bolting cloth	6,000.00
250	Tissues wholly of silk, not specially mentioned : (a) Unbleached :	
	(1) Of artificial silk, not mixed with pure or floss silk	6,000.00
	(2) Other	8,000.00
	(b) Dyed :	
	(1) Artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	6,500.00
	(2) Other	9,000.00
	(c) Printed, woven with dyed yarn :	
	(1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	7,000.00
	(2) Other	10,000.00
251	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	14,000.00
252	Knitted wares and hosiery : (a) Knitted stuffs and hosiery in pieces (to be sold by the metre)	19,500.00
	(b) Stockings and socks	22,750.00
	(c) Gloves	18,200.00
	(d) Not specially mentioned :	
	(1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk	9,000.00
	(2) Other	15,000.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
253	Rubannerie :	
	a) Brodée ou en tulle, gaze et autres tissus du N° 248.	14.000,00
	b) Rubans en velours et rubans à effets analogues à ceux du velours .	13.000,00
	c) Autres :	
	1° Non façonnée :	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie .	10.000,00
	Autres	12.000,00
	2° Façonnée :	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie . .	11.000,00
	Autres.	13.000,00
254	Articles de passementerie et boutons :	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	12.000,00
	Autres.	15.000,00
	Articles en mi-soie (en soie, bourre de soie ou soie artificielle avec d'autres matières textiles) :	
255	Articles en mi-soie, brodés ; tulles et tissus à réseaux façon tulle, gazes (ainsi que crêpe et crêpon tissés) ; dentelles et fichus en dentelles :	
	Articles en mi-soie, brodés ; gazes (ainsi que crêpe et crêpon tissés)	9.000,00
	Tulles et tissus à réseaux façon tulle	18.000,00
	Dentelles et fichus de dentelles	6.875,00
256	Tissus mi-soie, non spécialement dénommés	5.600,00
257	Velours et tissus veloutés (à poil coupé ou non).	14.400,00
258	Articles à point de maille ou de tricot :	
	a) Tissus à point de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	9.000,00
	b) Bas et chaussettes	10.550,00
	c) Gants	8.450,00
	d) Non spécialement dénommés	6.000,00
259	Rubannerie :	
	a) Brodée ou en tulle, gaze et autres tissus du N° 255	15.000,00
	b) Rubans velours et rubans à effets analogues à ceux du velours .	12.000,00
	c) Autres :	
	1° Rubans en mi-soie genre faille, ayant 6 centimètres ou moins de largeur, teints en noir, gris ou brun (rubans à chapeaux)	5.850,00
	2° Non façonnés, autres	7.000,00
	3° Façonnés	8.450,00
260	Articles de passementerie et boutons	5.070,00
XXVI. ARTICLES CONFECTIONNÉS.		
261	Fleurs artificielles finies, entièrement ou partiellement fabriquées avec des matières textiles	13.200,00
263	Plumes de parure spprêtées et ouvrages de ces plumes	13.750,00
264	Fourrures artificielles en plumes :	
	a) En plumes d'autruche et autres plumes fines semblables.	16.500,00
	b) En autres plumes :	
	1° Confectionnées, ainsi que bandes pour garnitures	9.300,00
	2° Non spécialement dénommées	7.200,00
265	Ouvrages de perruquier et autres ouvrages en cheveux	4.500,00
268	Chapeaux de dames et de fillettes, de toute sorte :	
	a) Non garnis	6,40
	b) Garnis	10,40

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
253	Ribbons and tapes : (a) Embroidered or made of tulle, gauze or other tissues specified in No. 248	14,000.00
	(b) Velvet ribbons and ribbons producing an effect similar to velvet	13,000.00
	(c) Other : (1) Not figured : Of artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	10,000.00
	Other	12,000.00
	(2) Figured : Of artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	11,000.00
	Other	13,000.00
254	Passenterie and button-makers' wares : Artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	12,000.00
	Other	15,000.00
	Wares of half silk (of silk, floss silk or artificial silk, not combined with other textile materials) :	
255	Wares of half silk, embroidered; tulle and netted materials resembling tulle; gauze (also woven crape and veiling); lace and lace kerchiefs : Wares of half silk, embroidered; gauze (also woven crape and veiling) Tulle and netted materials resembling tulle	9,000.00 18,000.00
	Lace and lace kerchiefs	6,875.00
256	Wares of half silk, not specially mentioned	5,600.00
257	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	14,400.00
258	Knitted wares and hosiery : (a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre)	9,000.00
	(b) Stockings and socks	10,550.00
	(c) Gloves	8,450.00
	(d) Not specially mentioned	6,000.00
259	Ribbons and tapes : (a) Embroidered or of tulle, gauze or other tissues enumerated under No. 255	15,000.00
	(b) Velvet ribbons and ribbons producing an effect similar to velvet	12,000.00
	(c) Other : (1) Ribbed ribbons of half silk, 6 cm. or less in width, dyed black, grey or brown (hat bands)	5,850.00
	(2) Not figured, other	7,000.00
	(3) Figured	8,450.00
260	Passenterie and button-makers' wares	5,070.00
XXVI. MADE UP ARTICLES.		
261	Artificial flowers, finished, wholly or partly of textile materials	13,200.00
263	Ornamental feathers, prepared, and articles made thereof	13,750.00
264	Artificial furs (made of feathers) : (a) Of ostrich and similar fine feathers	16,500.00
	(b) Of other feathers : (1) Made up, also trimmings	9,300.00
	(2) Not specially mentioned	7,200.00
265	Wigmakers' and other wares of human hair	4,500.00
268	Women and girls' hats of all kinds (a) Untrimmed	each 6.40
	(b) Trimmed	10.40

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
271	Éventails de toutes sorte : a) En matières ordinaires b) En ou avec des matières fines c) En ou avec des matières très fines d) Avec monture en métaux précieux : 1° En or 2° En argent	2.250,00 3.750,00 7.875,00 15.875,00 11.250,00
272	Parapluies et ombrelles recouverts de tissus : a) Sans monture en métaux précieux : 1° Garnis ou fabriqués en dentelles ou broderies 2° Entièrement en soie 3° En mi-soie 4° En autres tissus b) Avec montures en métaux précieux : 1° En or 2° En argent	Par pièce, 50,00 34,00 17,00 10,00 92,50 57,50
273	Garnitures fabriquées avec des cordons, des cordonnets, de la chenille et des passementeries similaires, même ultérieurement confectionnées (mais non avec des dentelles ou des broderies) : a) Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie, ou soie artificielle b) En autres matières textiles	Par 100 kg. 19.500,00 5.200,00
XXVII. ARTICLES DE BROSSERIE ET DE TAMISERIE.		
276	Articles de brosse, non spécialement dénommés (à l'exception des brosses en fil métallique, pour usages techniques), avec montures : a) En matières ordinaires b) En matières fines c) En matières très fines d) En métaux précieux : 1° D'or 2° D'argent	756,00 840,00 2.184,00 9.520,00 6.720,00
XXIX. PAPIER ET ARTICLES EN PAPIER.		
ex 292	Papier : Papier préparé pour la photographie : b) Sensibilité à la lumière	600,00
295	Papier de tenture	200,00
XXX. CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.		
311	Chaussures, même combinées avec des textiles de toute sorte ou avec d'autres matières : Talons Autres	720,00 600,00
ex 312	Articles en caoutchouc mou, non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Bandages pleins pour automobiles	507,00
315	Tissus et étoffes à points de maille, recouverts, enduits, renforcés avec du caoutchouc ou réunis au moyen d'une couche intérieure de caoutchouc, si les fils entrant dans leur composition sont : a) Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie ou soie artificielle b) En autres matières textiles, même en feutres de matières textiles	2.100,00 910,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
271	Fans of all kinds :	
	(a) Of common materials	2,250.00
	(b) Of or with fine materials	3,750.00
	(c) Of or with very fine materials	7,875.00
	(d) With mounting of precious metals :	
	(1) Of gold	15,875.00
	(2) Of silver	11,250.00
272	Umbrellas and sunshades covered with material :	
	(a) Not mounted with precious metals :	each
	(1) Ornamented, or of lace and embroidery	50.00
	(2) Of all silk material	34.00
	(3) Of half silk material	17.00
	(4) Of other materials	10.00
	(b) Mounted with precious metals :	
	(1) Of gold	92.50
	(2) Of silver	57.50
273	Ornamented articles made of cord, chenille and similar trimmings, also further worked up (but without lace or embroidery) :	per 100 kg.
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk	19,500.00
	(b) Of other textiles	5,200.00
XXVII. BRUSH AND SIEVE-MAKERS' WARES.		
276	Brushmakers' wares not specially mentioned (except wire brushes for technical purposes), mounted :	
	(a) With common materials	756.00
	(b) With fine materials	840.00
	(c) With very fine materials	2,184.00
	(d) With precious metals :	
	(1) Gold	9,520.00
	(2) Silver	6,720.00
XXIX. PAPER AND PAPER WARES.		
	Paper :	
ex 292	Paper prepared for photographic purposes :	
	(b) Sensitised	600.00
295	Wallpaper	200.00
XXX. INDIA-RUBBER AND GUTTAPERCHA AND WARES THEREOF.		
311	Boots and shoes, combined or not with textiles of all kinds or with other materials :	
	Heels	720.00
	Other	600.00
ex 312	Wares of soft india-rubber, not specially mentioned, combined or not with fine or common materials :	
	Solid tyres for automobiles	507.00
315	Woven and knitted materials, covered, impregnated, or coated with india-rubber or with internal layers of india-rubber, if yarns used therein consist :	
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk	2,100.00
	(b) Of other textile materials, also felt of such materials	910.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
316	Tissus, articles à points de maille et passementerie élastique si les fils entrant dans leur composition sont :	
	a) Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie ou soie artificielle	2.100,00
	b) En autres matières textiles :	
	1° Élastiques pour chaussures	1.190,00
	2° Autres	1.300,00
ex 320	Articles pour usages techniques :	
	a) Tissus pour garnitures de cardes, destinés aux fabriques de cardes, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	24,50
	e) Pneumatiques (chambres à air et enveloppes) :	
	1° Pour bicyclettes	1.000,00
	2° Autres	1.100,00
XXXII. CUIR ET ARTICLES EN CUIR.		
	Cuir :	
328	Cuir de bœuf et de cheval, travaillé à la façon du cuir à semelles (même pour courroies de transmission) :	
	a) En croupons :	
	1° Tanné à l'aide d'écorces	493,00
	2° Tanné à l'aide de matières minérales	714,00
	b) Autres (sauf les déchets de cuir) :	
	1° Tanné à l'aide d'écorces :	
	Cuir factice	178,50
	Autres	390,00
	2° Tanné à l'aide de matières minérales :	
	Cuir factice	178,50
	Autres	595,00
	c) Déchets de cuir	245,00
333	Cuir de bouc, de chèvre et de chevreau, préparé, à l'exception de la peau pour gants et du cuir verni	1.350,00
335	Peaux de toutes espèces, pour gants	620,00
336	Cuir verni de toute sorte	800,00
ex 337	Cuir non spécialement dénommé ; parchemin :	
	Cuir non spécialement dénommé, à l'exception des imitations de cuir exotique : parchemin	450,00
XXXIII. FOURRURES.		
346	Pelleteries confectionnées :	
	a) En peaux communes	5.400,00
	b) En peaux fines	12.960,00
XXXIV. ARTICLES EN BOIS, ARTICLES EN MATIÈRES A TOURNER ET A SCULPTER.		
ex 361	Articles non spécialement dénommés en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
	ex c) En écume de mer, lave, celluloid et matières à sculpter artificielles semblables (à l'exception des imitations des matières dénommées en d) et en e), même combinées avec des matières ordinaires ou d'autres matières fines :	
	Films cinématographiques	1.200,00
	Peignes, épingles, barrettes à cheveux	1.800,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kd.
316	Elastic tissues, knitted wares and haberdashery, if yarns used therein consist :	
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk.	2,100.00
	(b) Of other textile materials :	
	(1) Shoe elastic	1,190.00
	(2) Other	1,300.00
ex 320	Articles for technical purposes :	
	(a) Card-clothing tissues for carding factories, by permission and under control	24.50
	(e) Pneumatic tyres (inner and outer tubes) :	
	(1) For bicycles	1,000.00
	(2) Other	1,100.00
XXXII. LEATHER AND LEATHER WARES.		
	Leather :	
328	Cow and horse hide, worked like sole leather (also for transmission belts) :	
	(a) In bark pieces :	
	(1) Bark-tanned	493.00
	(2) Mineral-tanned	714.00
	(b) Other (except waste leather) :	
	(1) Bark-tanned :	
	Artificial leather	178.50
	Other	390.00
	(2) Mineral-tanned :	
	Artificial leather	178.50
	Other	595.00
	(c) Waste leather	245.00
333	Buck, goat, and kid skins, prepared, except glove leather and lacquered (patent) leather	1,350.00
335	Glove leather of all kinds	620.00
336	Lacquered (patent) leather of all kinds	800.00
ex 337	Leather not specially mentioned ; parchment :	
	Leather not specially mentioned, except imitations of exotic leather ; parchment	450.00
XXXIII. FURRIERS' WARES.		
346	Furs made up :	
	(a) Of common skins	5,400.00
	(b) Of fine skins	12,960.00
XXXIV. WOODEN WARES, WARES OR MATERIALS FOR TURNING AND CARVING.		
ex 361	Wares, not specially mentioned, of materials other than wood for turning and carving :	
	ex (c) Of merschaum, lava, celluloid and similar artificial materials for carving (except imitations of materials mentioned under (d) and (e), combined or not with common or other fine materials :	
	Cinematograph films	1,200.00
	Combs, pins, hair-combs	1,800.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 361 (suite)	Articles non spécialement dénommés, etc.	
	ex e) En ivoire, nacre, écaille, véritables ou imités, même combinés avec des matières ordinaires, fines ou d'autres matières très fines : Peignes, épingles, barrettes à cheveux en imitation	1.800,00
366	Bouchons, semelles et autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires : Bouchons Autres	480,00 360,00
XXXV. VERRE ET ARTICLES EN VERRE.		
380	Verre en feuilles : Plaques sèches pour photographies sensibles à la lumière	585,00
XXXVIII. FER ET ARTICLES EN FER.		
ex 428	Fer et articles semi-ouvrés en fer : Fer brut, fer et acier vieux, en débris et en déchets pour la refonte et l'affinage :	
	a) Fer brut	9,50
429	Fer en loupes ; lingots	21,20
430	Massiaux en fer fondu et massiaux en fer puddlé, brames, platines	30,15
431	Fer et acier en barres battues, laminées ou étirées : a) Non façonnées b) Façonnées c) D'ornement, agrémentées d) Apprêtées, ne rentrant pas sous le lettre e) e) Nickelées, plaquées de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium ou polies	39,00 45,50 58,50 75,60 98,00
432	Tôles et plaques : a) Brutes, noires, ayant en épaisseur : 1° 2 millimètres ou plus : 5 millimètres ou plus Moins de 5 millimètres jusqu'à 2 millimètres 2° Moins de 2 millimètres jusqu'à 1 millimètre 3° Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre 4° Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre 5° Moins de 0,4 millimètre jusqu'à 0,25 millimètre 6° Moins de 0,25 millimètre b) Dressées ou décapées, ayant en épaisseur : 1° 1 millimètre ou plus 2° Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre 3° Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre 4° Moins de 0,4 millimètre c) Étamées, zinguées, plombées, cuivrées, recouvertes de laiton, vernies, adoucies, ayant en épaisseur : 1° 1 millimètre ou plus : a) Étamées, zinguées, plombées b) Autres 2° Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre : a) Étamées, zinguées, plombées b) Autres 3° Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre : a) Étamées, zinguées, plombées b) Autres	58,50 61,75 65,00 71,50 78,00 84,50 91,00 78,00 84,50 91,00 100,80 117,00 133,00 123,50 140,00 130,00 150,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 361 (continued)	Wares, not specially mentioned, etc. ex (e) Of ivory, mother-of-pearl, tortoiseshell, real or imitation, combined or not with common, fine, or other very fine materials :	
	Imitation combs, pins, hair-combs	1,800.00
366	Stoppers, soles and other wares of cork, combined or not with common materials :	
	Stoppers	480.00
	Other	360.00
	XXXV. GLASS AND GLASSWARE.	
380	Sheet glass : Dry plates for photographic purposes, sensitised	585.00
	XXXVIII. IRON AND IRON WARES.	
ex 428	Iron and partly manufactured iron :	
	Pig iron, old iron and steel, scrap and waste for melting and reheating and rolling :	
	(a) Pig iron	9.50
429	Bloom iron, ingots	21.20
430	Billets of cast iron and billets of puddled iron, blooms and puddled bars	30.15
431	Iron and steel in bars or rods, hammered, rolled or drawn :	
	(a) Not shaped	39.00
	(b) Shaped	45.50
	(c) Ornamental iron	58.50
	(d) Finished, not mentioned under (e)	75.60
	(e) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished	98.00
432	Sheets and plates :	
	α) Rough (black plate) of a thickness of :	
	(1) 2 mm. or more :	
	5 mm. or more	58.50
	Less than 5 mm. down to 2 mm.	61.75
	(2) Less than 2 mm. and down to 1 mm.	65.00
	(3) Less than 1 mm. down to 0.6 mm.	71.50
	(4) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm.	78.00
	(5) Less than 0.4 mm. and down to 0.25 mm.	84.50
	(6) Less than 0.25 mm.	91.00
	β) Dressed or pickled, of a thickness of :	
	(1) 1 mm. or more	78.00
	(2) Less than 1 mm. and down to 0.6 mm.	84.50
	(3) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm.	91.00
	(4) Less than 0.4 mm.	100.80
	(c) Coated with tin, zinc, lead, copper or brass, varnished, smoothed, of a thickness of :	
	(1) 1 mm. or more :	
	(a) Coated with tin, zinc or lead	117.00
	(b) Other	133.00
	(2) Less than 1 mm. and down to 0.6 mm. :	
	(a) Coated with tin, zinc, or lead	123.50
	(b) Other	140.00
	(3) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm. :	
	(a) Coated with tin, zinc, or lead	130.00
	(b) Other	150.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
432 (suite)	Tôles et plaques : c) Etamées, zinguées, plombées, etc. 4° Moins de 0,4 millimètre : α) Étamées, zinguées, plombées β) Autres d) Nickelées, plaquées de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium, ou polies e) Avec dessins de couleur ou par estampage, moirées, laquées	201,60 168,00 168,00 182,70
433	Tôles et plaques, perforées à l'emporte-pièce trouées, embouties ou découpées : a) Tôles noires b) Dressées ou décapées c) Autres	238,00 235,20 403,20
434	Fil de fer : a) Fil de fer : Laminé Autres, ayant en grosseur : 1° -1,5 millimètre ou plus 2° Moins de 1,5 millimètre jusqu'à 0,5 millimètre 3° Moins de 0,5 millimètre b) Étamé, zingué, plombé, cuivré, recouvert de laiton, verni, ayant en grosseur : 1° 1,5 millimètre ou plus 2° Moins de 1,5 millimètre jusqu'à 0,5 millimètre 3° Moins de 0,5 millimètre c) Nickelé, plaqué de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium ou poli	61,20 79,80 105,00 126,00 120,00 151,20 176,40 201,60
435	Fil de fer trempé : a) Brut b) Poli ou autrement travaillé	134,40 319,20
437	Articles en fer : Cylindres en fonte non malléable : a) Bruts, même frottés b) Ayant subi un autre travail ordinaire ou fin	42,00 126,00
438	Tuyaux en fonte non malléable, y compris les pièces de raccord de même espèce : a) Bruts, même frottés, même recouverts d'asphalte ou de goudron, avec parois ayant en épaisseur : 1° 7 millimètres ou plus 2° Moins de 7 millimètres b) Ayant subi un autre travail ordinaire; avec parois ayant en épaisseur : 1° 7 millimètres ou plus 2° Moins de 7 millimètres c) Finement travaillés, avec parois ayant en épaisseur : 1° 7 millimètres ou plus 2° Moins de 7 millimètres	50,00 95,55 109,20 172,90 195,00 222,95
439	Tuyaux en fer malléable, laminés ou étirés, ou en fonte malléable, même avec collets bordés, soudés ou corroyés, à l'exception des pièces de raccord de même espèce, tuyaux ondulés : a) Bruts, même frottés, avec pas-de-vis ou avec collets forés ou tournés b) Ayant subi un autre travail ordinaire c) Finement travaillés	173,60 224,00 324,80
440	Tuyaux en tôles et en plaques, rivés, soudés ou agrafés : a) Bruts ou ayant subi un travail ordinaire : 1° Tuyaux de poêle, même parties coudées en tôle noire 2° Autres b) Finement travaillés	238,00 294,00 406,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
432 (continued)	Sheets and plates : (c) Coated with tin, zinc, lead, etc. (4) Less than 0.4 mm. : α) Coated with tin, zinc, or lead β) Other (d) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished (e) With designs (coloured or impressed), watered, lacquered.	201.60 168.00 168.00 182.70
433	Sheets and plates, pierced, perforated, punched or cut out : (a) Black plate (b) Dressed or pickled (c) Other	238.00 235.20 403.20
434	Wire : (a) Wire : Rolled Other, of a thickness of : (1) 1.5 mm. or more (2) Less than 1.5 mm. and down to 0.5 mm. (3) Less than 0.5 mm. (b) Coated with tin, zinc, lead, copper, brass, varnished, of a thickness of : (1) 1.5 mm. or more (2) Less than 1.5 mm. and down to 0.5 mm. (3) Less than 0.5 mm. (c) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished	61.20 79.80 105.00 126.00 120.00 151.20 176.40 201.60
435	Hardened (tempered) wire : (a) Rough (b) Polished or otherwise further worked	134.40 319.20
437	Iron wares : Cylinders of non-malleable cast iron : (a) Rough, scoured or not (b) Otherwise ordinarily or finely worked	42.00 126.00
438	Pipes of non-malleable cast iron, including joints for the same : (a) Rough, scoured or not, covered or not with asphalt or tar, with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm. (b) Otherwise ordinarily worked ; with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm. (c) Finely worked, with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm.	50.00 95.55 109.20 172.90 195.00 222.95
439	Pipes of malleable iron, rolled or drawn, or of malleable cast iron, with or without bored, soldered, or welded flanges, except joints for the same, corrugated piping : (a) Rough, scoured or not, with screws or with bored or turned flanges (b) Otherwise ordinarily worked (c) Finely worked	173.60 224.00 324.80
440	Pipes made from plates and sheets, rivetted, soldered or folded : (a) Rough or ordinary worked : (1) Stove pipes and elbow-joints of black sheet iron (2) Other (b) Finely worked	238.00 294.00 406.00

Numéros du tarif douanier tchéo- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
441	Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) et brides en fer malléable : a) Bruts ou ayant subi un travail ordinaire : 1° Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) 2° Brides b) Finement travaillés : 1° Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) 2° Brides	280,00 215,60 380,00 294,00
445	Articles en tôle, non spécialement dénommés : ex a) En tôle noire non travaillée (brute) : Roues nues pour avions et automobiles ex b) En tôle noire, grossièrement recouverts d'un enduit, ou en tôle dressée, même grossièrement recouverts d'un enduit : Roues nues pour avions et automobiles ex c) Adoucis, recouverts d'un enduit fin ou vernis, plombés, zingués, étamés (même en fer-blanc) ; même combinés avec des matières ordinaires : Roues nues pour avions et automobiles ex d) Peints, imprimés, bronzés, laqués ; émaillés ou en tôle à dessins ; mêmes combinés avec des matières ordinaires : ex 2° Autres : Roues nues pour avions et automobiles ex e) Polis, cuivrés, recouverts de laiton, nickelés, plaqués de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium, ou argentés ; même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Roues nues pour avions et automobiles	50,00 50,00 80,00 130,00 200,00
447	Accessoires pour fixer les rails : éclisses, coins, clous pour rails, plaques de jonction, anneaux de fixation, etc. (à l'exception des vis, des boulons à vis, et des écrous), traverses de chemins de fer, coussinets	126,00
449	Roues et roues accouplées de chemins de fer, finies, d'un diamètre : a) De 36 centimètres et plus b) Moins de 36 centimètres	174,40 240,00
450	Appareil de garage, pièces pour croisements, chariots transporteurs, chan- gements de voies, appareils pour freins, tampons de choc et matériel de chemins de fer analogue, lourd : a) Bruts, même frottés b) Ayant subi un autre travail ordinaire	168,00 240,00
453	Outils : Grosses tenailles pour forgerons, leviers, pieds de biche, perforateurs de roche, à l'exception des tarières de profondeurs même passés à la meule sur le tranchant ou sur l'arête, perforateurs de roche creux	144,00
457	Limes et râpes, mesurant dans la partie à entailles : a) Plus de 250 millimètres b) De 150 à 250 millimètres c) Moins de 150 millimètres	450,00 760,00 950,00
458	Scies et lames de scies non dentées, même entièrement ou partiellement polies ou nickelées : a) Scies à découper b) Autres	1.462,50 900,00
459	Fraises et alésoirs (excepté les alésoirs angulaires), tarières à vis et tarières à spirales, coussinets ou coins à vis ; alènes ; tous ces outils même entièrement ou partiellement polis ou nickelés, pesant par pièce : a) 250 grammes ou plus b) Moins de 250 grammes	1.125,00 1.593,75

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kd.
441	Pipe joints (fittings) and flanges of malleable (wrought) iron :	
	(a) Rough, ordinarily worked :	
	(1) Pipe joints (fittings)	280.00
	(2) Flanges	215.60
	(b) Finely worked :	
	(1) Pipe joints (fittings)	380.00
	(2) Flanges	294.00
445	Wares of sheet iron not specially mentioned :	
	ex (a) Of rough black sheet iron, unworked :	
	Bare wheels for aircraft and motor cars	50.00
	ex (b) Of black sheet, coarsely primed or of dressed sheet iron, coarsely primed or not :	
	Bare wheels for aircraft and motor cars	50.00
	ex (c) Smoothed, finely primed or varnished, coated with lead, zinc, tin (also of tin plate) ; combined or not with common materials :	
	Bare wheels for aircraft and motor cars	80.00
	ex (d) Painted, impressed, bronzed, lacquered ; enamelled or of sheet iron with designs ; combined or not with common materials :	
	ex 2 Other :	
	Bare wheels for aircraft and motor cars	130.00
	ex (e) Polished, coated with copper or brass or nickelled, plated with copper, alloys of copper, aluminium, or silvered ; combined or not with fine or common materials :	
	Bare wheels for aircraft and motor cars	200.00
447	Fastenings for rails ; fish-plates, wedges, spikes, bed-plates, locking washers, etc., (except screws, screw bolts and screw nuts), railway sleepers, chairs	126.00
449	Railway wheels and sets of wheels, finished, with a diameter of :	
	(a) 36 cm. or more	174.40
	(b) Less than 36 cm.	240.00
450	Shunting appliances, flags, transversers, sidings, brake apparatus, buffers and similar heavy railway material :	
	(a) Rough, scoured or not	168.00
	(b) Otherwise ordinarily worked	240.00
453	Tools and implements, etc. :	
	Heavy forging tongs, levers, crowbars and rock drills, except augers for deep drilling, smoothed or not on the cutting edge or on the narrow side, hollow rock drills	144.00
457	Files and rasps, the working (cut) part of the file being :	
	(a) Over 250 mm. long	450.00
	(b) From 150 to 250 mm. long	760.00
	(c) Less than 150 mm. long	950.00
458	Saws and non-toothed saw-blades, whether or not wholly or partly polished or nickelled :	
	(a) Fret saws	1,462.50
	(b) Other saws	900.00
459	Cutting files ; broaches (except corner broaches), screw and spiral borers ; cutting-dies ; awls ; and these wholly or partly polished, nickelled or not, weighing each :	
	(a) 250 grs. or more	1,125.00
	(b) Less than 250 grs.	1,593.75

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 460	Fers à rabot et ciseaux à froid, ciseaux de menuisiers, outils de forage non autrement dénommés, étampés, poinçons et autres outils non spécialement dénommés ; tous ces objets même entièrement ou partiellement polis ou nickelés : Fers à rabots et ciseaux à froid.	1.125,00
461	Clous et pointes : a) Clous à chaussures et broquettes, clous à ferrer ; clous coupés non spécialement dénommés b) Pointes en fil de fer, même frottées c) Clous autres : 1° Bruts, même frottés 2° Ayant subi un autre travail ordinaire ; non combinés avec d'autres matières d) Finement travaillés, ainsi que clous de toute sorte, avec têtes d'autres matières ordinaires : Clous et clavettes. Autres.	288,00 128,00 216,00 240,00 344,00 432,00
462	Écrous et boulons non filetés ; rivets : a) Bruts, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1° 14 millimètres ou plus 2° Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3° Moins de 7 millimètres. b) Ayant subi un travail ordinaire ou fin, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1° 14 millimètres ou plus 2° Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3° Moins de 7 millimètres.	120,00 190,00 240,00 190,00 240,00 290,00
463	Vis, écrous et boulons filetés : a) Bruts, ayant en épaisseur dans la tige et, respectivement, en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1° 14 millimètres ou plus 2° Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3° Moins de 7 jusqu'à 4 millimètres 4° Moins de 4 millimètres b) Ayant subi un travail ordinaire ou fin, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1° 14 millimètres ou plus 2° Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3° Moins de 7 jusqu'à 4 millimètres 4° Moins de 4 millimètres.	215,00 290,00 360,00 430,00 290,00 360,00 430,00 500,00
470	Acier à ressorts (acier laminé sous forme de rubans, en bottes ou anneaux, rendu élastique par la trempe), même poli, ayant en épaisseur : a) 0,5 millimètre ou plus b) Moins de 0,5 millimètre	270,00 630,00
ex 479	Ouvrages de coutellerie et leurs parties : c) Ciseaux (excepté les ciseaux grossiers pour usages industriels ou agricoles), même très finement travaillés d) Couteaux de poche et à ressort de toute espèce, même très finement travaillés. e) Tous autres articles de coutellerie, même très finement travaillés.	2.100,00 1.800,00 2.100,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč,
ex 460	Planes and mortise irons, chisels, gimlets (borers), dies, stamps and other tools not specially mentioned ; all these wholly or partly polished, nickelled or not :	
	Planes and mortise irons	1,125.00
461	Nails and tacks :	
	(a) Shoemakers' nails of all kinds ; horse-shoe nails, cut nails not specially mentioned	288.00
	(b) Tacks, scoured or not	128.00
	(c) Nails, other :	
	(1) Rough, scoured or not	216.00
	(2) Otherwise ordinarily worked ; not combined with other materials	240.00
	(d) Finely worked, and all nails with heads of other common materials :	
	Nails and iron pegs	344.00
	Other	432.00
462	Nuts and bolts, without screw thread ; rivets :	
	(a) Rough, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(1) 14 mm. or more	120.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	190.00
	(3) Less than 7 mm.	240.00
	(b) Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(1) 14 mm. or more	190.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	240.00
	(3) Less than 7 mm.	290.00
463	Screws, nuts and bolts, with screw thread :	
	(a) Rough, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(1) 14 mm. or more	215.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	290.00
	(3) Less than 7 and down to 4 mm.	360.00
	(4) Less than 4 mm.	430.00
	(b) Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(1) 14 mm. or more	290.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	360.00
	(3) Less than 7 mm. and down to 4 mm.	430.00
	(4) Less than 4 mm.	500.00
470	Steel for springs (steel flattened in squares or rings made springy by hardening), polished iron, of a thickness of :	
	(a) 0.5 mm. or more	270.00
	(b) Less than 0.5 mm.	630.00
ex 479	Cutlery and parts thereof :	
	(c) Shears and scissors (except large ones for industrial and agricultural purposes), very finely worked or not	2,100.00
	(d) Pocket-knives and clasp-knives of all kinds, very finely worked or not.	1,800.00
	(e) All other cutlery, very finely worked or not.	2,100.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	XXXIX. MÉTAUX COMMUNS ET ARTICLES EN MÉTAUX COMMUNS.	
	Articles en métal :	
ex 517	Articles non spécialement dénommés, en cuivre et autres métaux communs ou alliages de métaux communs non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires :	
	ex a) Ayant subi un travail ordinaire :	
	Frotteurs en bronze sans monture	550,00
ex 520	Articles de toutes sortes en aluminium et alliages similaires à l'aluminium même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	b) Autres :	
	Pots à lait	1.200,00
	Feuilles en aluminium	1.500,00
	Autres	1.600,00
ex 521	Articles en métaux communs ou alliages de métaux combinés avec des matières fines :	
	Avertisseurs pour cycles, motocycles et automobiles	1.050,00
ex 522	Articles en métaux ou alliages de métaux communs entièrement ou partiellement dorés ou argentés, plaqués d'or ou d'argent ou combinés avec des matières très fines :	
	Phares et lanternes électriques pour motocycles et automobiles. . .	4.995,00
	XL. MACHINES, APPAREILS ET LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, EN BOIS, EN FER OU EN MÉTAUX COMMUNS, A L'EXCEPTION DE CEUX RANGÉS DANS LES CLASSES LXI ET XLII.	
ex 529	Machines-outils :	
	Machines-outils à travailler le bois	360,00
537	Machines et appareils non spécialement dénommés, en métaux communs (c'est-à-dire avec plus de 50% de métaux communs).	400,00
	XLI. MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES ET OBJETS SERVANT A DES USAGES ÉLECTROTECHNIQUES.	
ex 543	Appareils électriques et dispositifs électrotechniques (régulateurs, résistances, appareils de démarrage, etc.) non spécialement dénommés :	
	Dispositifs électriques de démarrage, d'éclairage et de signaux pour véhicules à moteurs et avions ; accumulateurs : balais en charbon, montés	1.200,00
ex 545	Accumulateurs avec plaques de plomb, ainsi qu'électrodes de plomb pour Accumulateurs	432,00
	XLII. MOYENS DE TRANSPORT.	
	Véhicules pour routes :	
ex 553	Motocyclottes, même avec side-car, side-car importés séparément, automobiles (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur et carrosseries, importés séparément :	
	b) Automobiles à voyageurs (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur et carrosseries, importées séparément	43 % ad valorem
	c) Camions automobiles, autobus, automobiles combinés d'une manière inséparable avec une installation de travail, châssis avec ou sans moteur, ainsi que carrosseries importées séparément . .	43 % ad valorem

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kd.
	XXXIX. BASE METALS AND WARES THEREOF.	
	Metal wares :	
ex 517	Articles not specially mentioned, of copper and other not otherwise mentioned base metals or alloys thereof, combined or not with common materials :	
	ex (a) Ordinarily worked :	
	Floor polishers of bronze, unmounted	550.00
ex 520	Wares of all kinds, of aluminium and alloys of the nature of aluminium, combined or not with common or fine materials :	
	(b) Other :	
	Milk jugs	1,200.00
	Aluminium sheets	1,500.00
	Other	1,600.00
ex 521	Wares of base metals or alloys thereof, combined with fine materials :	
	Bells for cycles, motor cycles and motor cars.	1,050.00
ex 522	Wares of base metals or alloys thereof, wholly or partly gilt or silvered, plated with gold or silver or combined with other very fine materials :	
	Electric lamps for motor cycles and motor cars	4,995.00
	XL. MACHINERY, APPARATUS AND PARTS THEREOF OF WOOD, IRON OR BASE METAL, EXCEPT THOSE INCLUDED IN CLASSES LXI AND XLII.	
ex 529	Machine tools :	
	Machine tools for wood-working.	360.00
537	Machines and apparatus not specially mentioned, of base metals, <i>i. s.</i> containing more than 50% of base metals	400.00
	XLI. ELECTRICAL MACHINES AND APPARATUS AND ELECTRO-TECHNICAL NECESSITIES.	
ex 543	Electrical apparatus and electro-technical appliances (regulators, resistances, starters and the like), not specially mentioned :	
	Electrical starting, lighting and signalling appliances for motor vehicles and aircraft ; accumulators ; mounted carbon brushes.	1,200.00
ex 545	Accumulators with lead plates and electrodes therefor :	
	Accumulators.	432.00
	XLII. VEHICLES AND VESSELS.	
	Load vehicles :	
ex 553	Motor bicycles, with or without side-car (side-cars imported separately), automobiles, including motor tricycles, chassis, with or without engine and coachwork, imported separately :	
	(b) Touring cars (including motor tricycles), chassis, with or without engine and coachwork, imported separately	43% <i>ad valorem</i>
	(c) Motor lorries, motor buses, automobiles combined in some inseparable manner with working apparatus, chassis, with or without engine and coachwork, imported separately	43% <i>ad valorem</i>

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
554	Moteurs pour automobiles et avions : a) Pour automobiles, pesant par pièce : 1° Jusqu'à 50 kg. 2° Plus de 50 kg. jusqu'à 250 kg. 3° Plus de 250 kg. : Plus de 250 kg. jusqu'à 500 kg. Plus de 500 kg. b) Pour avions	4.800,00 3.300,00 3.000,00 2.700,00 12.000,00
	XLIII. MÉTAUX PRÉCIEUX, PIERRES PRÉCIEUSES ET DEMI-PRÉCIEUSES ET ARTICLES FABRIQUÉS AVEC CES MATIÈRES ; MONNAIES.	
ex 568	Ouvrages en argent et autres articles non spécialement dénommés, etc. : a) Couteaux, fourchettes et cuillers ainsi que manches de couteaux et de fourchettes, pesant par pièce plus de 10 grammes. b) Couteaux, fourchettes et cuillers, ainsi que manches de couteaux et de fourchettes, pesant par pièce 10 grammes ou moins.	300,00 390,00
	XLIV. INSTRUMENTS ET HORLOGERIE.	
	Instruments (à l'exception de ceux rangés dans la classe XLI et des instruments de musique) :	
ex 574	Instruments de mathématique et de physique : Compteurs pour automobiles et motocycles Compteurs à l'eau	par kg. 10,50 12,75
ex 575	Instruments d'optique : ex b) Jumelles de théâtre et de campagne et autres instruments d'optique : ex 1° Avec montures autres qu'en métaux précieux ou en aluminium : Jumelles de théâtre et de campagne ex 2° Avec montures en argent ou en aluminium : Jumelles de théâtre et de campagne ex 3° Avec montures en or ou en platine : Jumelles de théâtre et de campagne	36,00 45,00 75,00
ex 589	Horlogerie : Horloges et mouvements d'horloges non spécialement dénommés ; cadres d'horloges ; pignons avec tenons fixés et roues rivées : Horlogerie pour automobiles	par 100 kg. 1.435,00
	XLVI. MATIÈRES CHIMIQUES AUXILIAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES.	
ex 599	Sels et autres combinaisons spécialement dénommées : Sels de potassium, de sodium et d'ammonium spécialement dénommés : ex i) Bicarbonate de potasse et de soude (soude bicarbonatée) ; borax raffiné ; sulfite de sodium, solide ; bisulfite de sodium solide ; hyposulfite de sodium, solide : ex 2. Hyposulfite de sodium, solide (antichlore) ex o) Sulfure de potassium et de sodium, ainsi que foie de soufre sulfure d'ammonium ; chlorate de potassium et de sodium ; phosphate de sodium : Chlorate de sodium	100,00 192,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
554	Motors for automobiles and aircraft : (a) For automobiles, weighing each : (1) Up to 50 kg. (2) Over 50 kg. and up to 250 kg. (3) Over 250 kg. and up to 500 kg. Over 500 kg. (b) For aircraft	kč. per 100 kg. 4,800.00 3,300.00 3,000.00 2,700.00 12,000.00
ex 568	XLIII. PRECIOUS METALS AND PRECIOUS AND SEMI-PRECIOUS STONES AND ARTICLES MADE THEREOF : BULLION AND SPECIE. Silver wares and other wares not specially mentioned etc : (a) Knives and forks and spoons also knife and fork handles, weighing over 10 grammes each (b) Knives and forks and spoons also knife and fork handles weighing 10 grammes or less each	300.00 390.00
ex 574	XLIV. INSTRUMENTS, CLOCKS AND WATCHES, Instruments (except those belonging to Class XLI, and musical instruments): Mathematical and physical instruments : Indicators for motor-cars and motor bicycles Water meters	per kg. 10.50 12.75
ex 575	Optical instruments : ex (b) Opera glasses, field glasses and other optical instruments : ex (1) Mounted with materials other than precious metals or aluminium : Opera glasses and field glasses ex (2) Mounted in silver or aluminium : Opera glasses and field glasses ex (3) Mounted with gold or platinum : Opera glasses and field glasses	36.00 45.00 75.00
ex 589	Clocks and watches : Clocks, and works for clocks, not specially mentioned ; frames for clocks ; pinions with pins set in and wheels riveted on : Clocks for automobiles	per 100 kg. 1,435.00
ex 599	XLVI. CHEMICAL AUXILIARY SUBSTANCES AND CHEMICAL PRODUCTS. Salts and other combinations specially mentioned : Potassium, sodium and ammonium salts specially mentioned : ex (i) Bicarbonate of potassium and of sodium (bicarbonated sodium); refined borax, sulphite of sodium, solid ; bi-sulphite of sodium, solid ; hyposulphite of sodium, solid : ex (2) Hyposulphite of sodium, solid ex (o) Sulphide of potassium and of sodium, also liver of sulphur sulphide of ammonia ; chlorate of potassium and of sodium ; phosphate of sodium : Chlorate of sodium	100.00 192.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 600	Sels et autres combinaisons spécialement dénommées (<i>suite</i>) : Sels de calcium, de strontium, de baryum et de magnésium spécialement dénommés : ex c) Chlorure de calcium impur; analine (sulfate de chaux artificiel); sulfure de baryum brut; carbonate de baryum artificiel : Carbonate de baryum artificiel	25,00
	ex l) Carbonate de calcium artificiel; phosphate de calcium artificiel; carbure de calcium; nitrate de strontium; chlorure de baryum; nitrate de baryum : Chlorure de baryum et nitrate de baryum	144,00
ex 602	Carbonate de chaux précipité	120,00
	Combinaison de cuivre, de plomb, de zinc et d'étain, spécialement dénommés : a) Sulfate de cuivre; sulfate d'Admont (sulfate de fer et de cuivre mélangés)	90,00
608	Cirage : a) Noir, non liquide	135,00
	b) Autres ainsi que « crème » pour le cuir	675,00
611	Colles de toute sorte, y compris l'ichtiocolle : Colle de poisson, liquide, en fûts	130,00
	Colles autres	175,50
ex 619	Collodion, chloroforme, alcool méthylique (esprit-de-bois), acétone, acide acétique concentré : ex b) Autres : Chloroforme	1.200,00
ex 620	Éther : ex b) Éthers autres simples, ainsi que tous les éthers composés, de même que l'éther céanthique : Chlorure d'éthyle : 2° En autres contenants que tonneaux	4.500,00
ex 622	Matières chimiques auxiliaires et produits chimiques, non spécialement dénommés : Acétate de cellulose	8% ad valorem
	XLVII. VERNIS, COULEURS, PRODUITS MÉDICINAUX ET PARFUMERIE.	
	Vernis : 623 Vernis à l'huile, (sans addition de résine, de térébenthine ou d'huile minérale) : a) En tonneaux	par 100 kg. 270,00
	b) En récipients de fer-blanc, bouteilles, etc.	540,00
ex 626	Couleurs : Couleurs non spécialement dénommées : Extraits à base de campêche	180,00
ex 628	Bleu d'outremer	493,20
	Encres, poudres d'encre, cire à cacheter : Encres	360,00
ex 630	Médicaments et parfumerie : Médicaments préparés, ainsi que toutes matières, qui par leurs inscriptions, étiquettes, enveloppes et similaires, sont qualifiés médicaments, même pour animaux; ouates et pansements préparés pour usage médicaux : Savons médicaux	684,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 600	Salts and other combinations specially mentioned (<i>continued</i>) : Calcium, strontium, barium and magnesium salts specially mentioned :	
	ex (c) Chloride of lime, unrefined : fine-ground gypsum (artificial sulphate of lime) ; sulphate of barium (crude) ; artificial carbonate of barium :	
	Artificial carbonate of barium	25.00
	ex (l) Artificial calcium carbonate ; artificial calcium phosphate ; calcium carbide ; strontium nitrate ; barium chloride ; barium nitrate :	
	Barium chloride and barium nitrate	144.00
	Precipitated carbonate of lime	120.00
ex 602	Copper, lead, zinc and tin salts, specially mentioned :	
	(a) Copper vitriol ; vitriol of copper and iron mixed	90.00
608	Boot polishing materials :	
	(a) Blacking, not liquid	135.00
	(b) Other, also so-called cream for leather cleaning	675.00
611	Glue of all kinds, also isinglass :	
	Fish-glue, liquid, in casks	130.00
	Other glue	175.50
ex 619	Collodion, chloroform, methyl alcohol (wood spirit), acetone, acetic acid, concentrated :	
	ex (b) Other :	
	Chloroform	1,200.00
ex 620	Ethers :	
	ex (b) Other simple or compound ethers, also oenanthic ether :	
	Ethyl chloride :	
	(2) In receptacles other than casks	4,500.00
ex 622	Chemical auxiliary materials and products not specially mentioned :	
	Acetate of cellulose	8% <i>ad valorem</i>
	XLVII. VARNISHES, COLOURS, PHARMACEUTICAL WARES AND PERFUMERY.	
	Varnishes :	
623	Oil varnishes (without the addition of resin, turpentine or mineral oil) :	per 100 kg.
	(a) In casks	270.00
	(b) In tin canisters, bottles and the like	540.00
	Colours :	
ex 626	Colours not specially mentioned :	
	Extracts with a base of campeachy	180.00
	Ultramarine blue	493.20
ex 628	Ink, ink powders and sealing wax :	
	Ink	360.00
	Pharmaceutical wares and perfumery :	
ex 630	Pharmaceutical wares, prepared and all substances which by the inscriptions thereon, by their labels or wrappers etc. purport to be medicines (even for animals) ; wadding and bandages for medicinal purposes :	
	Pharmaceutical soaps	684.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
631	Vinaigres, graisses et huiles, parfumés :	
	a) En contenants de 5 kg. et plus	360,00
	b) En contenants de moins de 5 kg.	1.350,00
632	Essences alcooliques aromatiques.	2.700,00
633	Articles de parfumerie (ainsi que toutes les substances et les mélanges odorants, qui en raison de leur conditionnement, de leurs étiquettes, des instructions pour leur emploi, etc., sont qualifiés articles de parfumerie) ; cosmétiques :	
	a) Ne contenant pas d'alcool (fards, poudre de toilette parfumée, huiles pour les cheveux, pommades, pâtes dentifrices, pastilles parfumées à brûler)	2.700,00
	b) Contenant de l'alcool	4.500,00
637	Savons :	
	a) Ordinaires	120,00
	b) Fins, c'est-à-dire parfumés ou en tablettes, en boules, en boîtes, en pots	648,00

LISTE B.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
3	Anes et ânesses.
16 B	Viandes congelées.
17 <i>quater</i>	Museau de bœuf découpé, etc.
18 <i>quater</i>	Tortues mortes.
20 <i>ter</i>	Viandes boucanées pour la nourriture des animaux, etc.
29	Poil de Messine.
34 <i>bis</i>	Oeufs de vers à soie.
40	Os calcinés à blanc.
42	Oreillons.
43	Autres produits et dépouilles à l'état brut.
44	Produits de pêche, français.
ex 45	Poissons de mer, frais.
48	Huitres.
49	Homards et langoustes.
50	Moules et autres coquillages pleins.
51	Graisses de poissons.
52	Blanc de baleine et de cachalot.
53	Rogues de morue et de maquereau.
54	Fanons de baleine, bruts.
55	Peaux de chiens de mer et de phoques, brutes.
56	Corail brut.
57	Perles fines.
58	Vessies natatoires de poissons, etc.
59	Éponges de toutes sortes, brutes.
60	Éponges de toutes sortes, préparées.
62	Dents d'éléphants.
63	Écailles de tortues.

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kd.
631	Vinegar, fats and oils, perfumed :	
	(a) In packets weighing 5 kg. or more	360.00
	(b) In packets weighing less than 5 kg.	1,350.00
632	Alcoholic aromatic essences	2,700.00
633	Articles of perfumery (and all scented substances or mixtures which, by their wrappers, labels, directions for use, etc., purport to be articles of perfumery) : cosmetics :	
	(a) Not containing alcohol (rouge, perfumed face-powder, hair-oil, pomades, toothpaste, fumigated pastilles)	2,700.00
	(b) Containing alcohol	4,500.00
637	Soap :	
	(a) Common	120.00
	(b) Fine, <i>i. e.</i> perfumed, or in tablets, balls, packets or pots.	648.00

LIST B.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
3	Asses.
16 (B)	Frozen meat.
17 (d)	Muzzles of oxen, cut up, etc.
18 (d)	Turtles, dead.
20 (c)	Meat, Smoke-dried for animal feeding, etc.
29	" Poil de Messine " (a silk used for fishing lines).
34 (b)	Silkworms' eggs.
40	Bones, calcined white.
42	Parings and gluestock.
43	Other raw animal products and wastes.
44	Productions of French fisheries.
ex 45	Salt water fish, fresh.
48	Oysters.
49	Lobsters.
50	Mussels and other shellfish.
51	Fish oils.
52	Spermaceti.
53	Roe of cod and of mackerel.
54	Whalebone in the rough.
55	Dogfish skins and sealskins.
56	Coral, rough.
57	Pearls, fine.
58	Fish sounds, etc.
59	Sponges of all kinds, in the rough.
60	Sponges of all kinds, prepared.
62	Elephants' teeth.
63	Tortoiseshell.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
65	Coquillages.
66	Os et sabots de bétail, bruts.
75	Biscuits de mer et pain.
75 bis	Pain de régime, de gluten.
75 ter	Pain spécial pour la pâque israélite.
78	Manioc brut ou desséché.
78 bis	Sagou, salep, arrow-root, etc.
82	Dari, millet, etc.
ex 85	Amandes, bananes, dattes, figues.
90	Sucres des colonies et possessions françaises.
ex 94	Biscuits sucrés des colonies et possessions françaises.
96	Café.
99	Poivre.
100	Piment.
101	Amomes et cardamomes.
102	Cannelle.
103	Cassia lignea.
104	Muscades.
105	Macis.
106	Girofle.
107	Vanille.
108	Thé.
ex 109	Tabac en feuilles ou en côtes.
ex 110	Huile d'olive, de touloucouna, d'illipé et de palmiste.
114	Gommes à l'état naturel.
115 quater	Résines et autres produits résineux exotiques autres que de pin et de sapin, etc.
117	Baumes.
118	Camphre.
119	Caoutchouc, balata, gutta-percha, etc.
120	Glu.
121	Manne.
122	Aloès.
123	Opium.
125	Sarcocolle, kino et autres sucs végétaux desséchés.
ex 126	Racines de guimauve ou d'althéa, etc. (fraîches ou sèches).
126 ter	Écorces.
126 quater	Lichens médicinaux.
134	Liège brut, etc.
138	Bois fins ou bois des îles.
139	Bois odorants.
140	Bois de teinture.
ex 141	Coton non égrené, égrené en masse.
142 bis	Chanvre, etc.
143	Jute, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
144 bis	Ramie ou china-grass.
145	Joncs et roseaux bruts, chiendent, piassava, istle, sparte, fibres de coco.
ex 145 bis	Chiendent, piassava, istle peivnés et coupés.
147	Écorces de tilleul pour cordages.
148	Coques de cocos et Calebasses vides.
149	Grains dur à tailler.
150	Garance.
151	Curcuma.
152	Quercitron.
153	Lichens tinctoriaux propres à la fabrication de l'orseille.
154	Écorces à tan, etc.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
65	Shells.
66	Bones and hoofs of cattle, in the rough.
75	Ships' biscuits and bread.
75 (b)	Bread for dieting and bread made of gluten.
75 (c)	Passover bread.
78	Manioc, crude or dessicated.
78 (b)	Sago, salep, arrowroot, etc.
82	<i>Dari</i> , millet, etc.
ex 85	Almonds, bananas, dates, figs.
90	Sugar from the French colonies and possessions.
ex 94	Sweet biscuits from the French colonies and possessions.
96	Coffee.
99	Pepper.
100	Pimento.
101	Amomums and cardamoms.
102	Cinnamon.
103	Cassia lignea.
104	Nutmeg.
105	Mace.
106	Cloves.
107	Vanilla.
108	Tea.
ex 109	Tobacco, leaf or stalk.
ex 110	Olive oil, <i>touloucouna illipé</i> and palm-kernel oils.
114	Gums in the natural state.
115 (d)	Resins and other resinous products, exotic (not including those of pine and fir), etc.
117	Balsams.
118	Camphor.
119	India-rubber, balata, guttapercha, etc.
120	Bird lime.
121	Manna.
122	Aloes.
123	Opium.
125	Sarcocolla, kino and other dried vegetable juices.
ex 126	Roots of marshmallow and althea, etc. (fresh or dried).
126 (c)	Peels and barks.
126 (d)	Medicinal lichens.
134	Cork, rough etc.
138	Exotic woods, and boxwood.
139	Scented woods.
140	Dye woods.
ex 141	Cotton, not ginned, ginned (<i>en masse</i>).
142 (b)	Hemp, etc.
143	Jute, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
144 (b)	Ramie or china grass.
145	Canes and reeds in the rough, dog grass, piassava, istle, esparto, coco fibre.
ex 145 (b)	Dog grass, piassava, istle, combed and cut.
147	Lime bark for rope-making.
148	Cocoanut shells and empty calabashes.
149	Hard seeds for carding.
150	Madder.
151	Turmeric.
152	Quercitron.
153	Dye lichens for the fabrication of orchill.
154	Tan barks, etc.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
155	Sumac, fustet, épine-vinette, etc.
156	Noix de galle et avelanèdes, etc.
156 bis	Safran.
159	Truffes, etc.
164 bis	Levures, etc.
177 bis	Staff et moulages en plâtre, non coloriés.
188	Marne.
188 bis	Glace (eau congelée).
189	Soufre.
195	Jais.
196	Succin.
200	Or et platine.
201	Argent (à l'exception de l'argent battu en feuilles).
204	Minerai de fer.
205 bis	Ferro alliage, etc.
212 bis	Paille de fer, etc.
219	Chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages pour la refonte.
219 bis	Déchets de fer, etc.
220	Mâchefer, etc.
222	Plomb.
223	Étain.
225	Nickel (à l'exception du nickel battu laminé).
226	Mercure natif.
227	Antimoine.
228	Arsenic.
229	Cadmium brut.
230	Bismuth (étain de glace).
231	Manganèse (minerai).
232	Cobalt (minerai).
07	} Acide nitrique.
07 bis	
08	
09	
010	Acide sulfonitrique.
013 bis	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz.
015	Ammoniaque commercialement pure, etc.
016	Ammoniaque liquide anhydre.
018	Chlorure double d'ammonium et de zinc.
035	Oxychlorure de carbone.
054	Hydrogène comprimé.
059	Oxygène comprimé et liquéfié.
059 bis	Azote comprimé.
059 ter	Acétylène, etc.
0137 bis	Lessives résiduelles de carnallite.
0268 bis	Résorcine, etc.
0318	Quinaldine, quinoléine.
0319	Méthylquinoléine, etc.
0321 bis	Paracrésidine.
0331	Nitroso-analgésine.
0332	Bromo-analgésine.
0334	Benzylidène, amino-analgésine.
0336 bis	Diamidodiphénylurée, etc.
0350	Cocaïne pure et ses sels.
0356	Glycyrrhizine ou glycyrrhizate d'ammoniaque.
283	Cochenille.
284	Kermès animal.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
155	Sumach, fustic, barberry, etc.
156	Valonia and gall-nuts, etc.
156(b)	Saffron.
159	Truffles, etc.
164 (b)	Yeast, etc.
177 (b)	Plastic decorations (<i>staff</i>), and mouldings of plaster not coloured.
188	Marl.
188 (b)	Ice (frozen water).
189	Sulphur.
195	Jet.
196	Yellow amber.
200	Gold and platinum.
201	Silver (except silver hammered in leaves).
204	Iron ore.
205 (b)	Ferro-alloys, etc.
212 (b)	Iron shavings, etc.
219	Scrap iron and waste of old manufactures, for re-smelting.
219 (b)	Iron waste, etc.
220	Dross and scoriae from furnaces, etc.
222	Lead.
223	Tin.
225	Nickel (except nickel hammered in bars).
226	Mercury, native.
227	Antimony.
228	Arsenic.
229	Cadmium, crude.
230	Bismuth (<i>étain de glace</i>).
231	Manganese (ore).
232	Cobalt (ore).
07	Nitric acid.
07 (b)	
08	
09	
010	Sulphonitric acid.
013 (b)	Ammoniac water derived from the purification of gas.
015	Ammonia, commercially known as pure, etc.
016	Ammonia, liquid anhydrous.
018	Bichloride of ammonia and zinc.
035	Oxichloride of carbon.
054	Compressed hydrogen.
059	Compressed and liquefied oxygen.
059 (b)	Compressed nitrogen.
059 (c)	Acetylene, etc.
0137 (b)	Residual lyes of carnallite.
0268 (b)	Resorsine.
0318	Quinaldine, quinoleine.
0319	Methylquinoleine, etc.
0321 (b)	Paracresidine.
0331	Nitrosoanalgesine.
0332	Bromoanalgesine.
0334	Benzylideneamino-analgesine.
0336 (b)	Diamidodiphenylurea, etc.
0350	Cocaine, pure and its salts.
0356	Glycyrrhizime (glycyrrhizate of ammonia).
283	Cochineal.
284	Animal <i>Kermès</i> .

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
285	Laque en teinture ou en trochisques. Tablettes.
286	Indigo.
288	Pâte de pastel grossière.
289	Cachou en masse.
290	Rocou.
292	Maurelle.
319 bis	Tapiocas (à l'exception des produits indigènes).
324	Colles de poissons, etc.
333	Tuyaux de drainage.
335	Pipes de terre.
400	Semelles en fils de jute.
403	Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés.
495 bis	Monnaies.
ex 521	Linotypes.
629	Corail taillé, non monté.
631	Fanons de baleine.
631 bis	Baleines de corne.

LISTE C.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 26	Plumes à lit :		
	Brutes	100 kg.	exemptes
	Apprêtées et duvet brut ou apprêté	»	85,00
69	Avoine :		
	Grains	»	15,00
	Grains concassés et boulanges, ne contenant pas plus de 10% de farine	»	22,50
	Farines	»	25,00
70	Orge :		
	Grains	»	15,00
	Grains concassés et boulanges, ne contenant pas plus de 10% de farine	»	22,50
	Farines	»	25,00
ex 74	Malt, orge germée :		
	Entier	Valeur	15%
80	Légumes secs :		
	Fèves et féverolles :		
	En branches ou en gousses	100 kg.	3,00
	En grains	»	7,00
	Décortiquées, brisées ou cassées	»	20,00
	Pois pointus (pois chiches) ¹	»	exempts

¹ La farine de pois chiches suit le régime de la farine de pois ordinaires selon le cas. Les pois chiches conservés par la méthode Chevallier-Appert ou tout autre procédé analogue sont taxés comme « légumes conservés ».

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
285	Lac-dye or lac in tablets.
286	Indigo.
288	Paste for pastels, coarse.
289	Catechu in the mass.
290	Arnotto.
292	Dyers' litmus (maurelle).
319 (b)	Tapioca (except native products).
324	Isinglass, etc.
333	Drainpipes.
335	Tobacco pipes of clay.
400	Soles (for shoes) of jute yarn.
403	Tissues of phormium tenax, abaca, and all other vegetable fibres not separately distinguished.
495 (b)	Coin.
ex 521 (d)	Linotype machines.
629	Coral, cut but not mounted.
631	Whale fin.
631 (b)	Imitation whalebone, made of horn.

LIST. C.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 26	Bed feathers :		
	Raw	100 kg.	free
	Prepared and down, raw or prepared	"	85.00
69	Oats :		
	Grain	"	15.00
	Crushed, and grist not containing more than 10% of meal	"	22.50
	Meal	"	25.00
70	Barley :		
	Grain	"	15.00
	Crushed, and grist not containing more than 10% of meal	"	22.50
	Meal	"	25.00
ex 74	Malt (germinated barley) :		
	Whole	<i>ad valorem</i>	15%
80	Pulse :		
	Beans and horse beans :		
	In clusters or pods	100 kg.	3.00
	In grain	"	7.00
	Decorticated, broken or split	"	20.00
	Chick peas ¹		free

¹ Chick pea flour is dutiable as ordinary pea flour as the case may be. Chick peas preserved by the Chevallier-Appert method or by any other similar process are dutiable as "preserved vegetables".

Numéris du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
80 (suite)	Légumes secs :		
	Haricots :		
	En grains nature ¹	100 kg.	15,00
	En grains triés, calibrés ¹	»	25,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	30,00
	Lentilles :		
	En grains	»	20,00
	Décortiquées, brisées ou cassées	»	35,00
	Pois :		
	En grains	»	15,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	30,00
	Autres :		
	En grains	»	10,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	20,00
ex 115	Poix de brasseur contenant :		
	Jusqu'à 15% de parafine, d'ozokérite, etc.	»	8,00
ex 126 bis	Herbes, fleurs et feuilles médicinales :		
	Fleurs de camomille romaine, de sureau, tilleul, mélisse mondée, mélisse bouquet, mélilot	»	80,00
128 bis	Bois communs équarris ou sciés :		
	Traverses pour voies ferrées, en bois tendre ou dur ayant d'épaisseur :		
	80 millimètres et au-dessus	»	1,90
	Moins de 80 millimètres	»	2,25
	Autres, ayant d'épaisseur :		
	80 millimètres et plus	»	3,25
	De 35 millimètres exclus à 80 millimètres exclus	»	3,50
	De 2 millimètres exclus à 35 millimètres inclus, non compris les feuilles et feuillets de placage	»	4,50
136 bis	Paille ou laine de bois :		
	Non teinte, ni préparée, ni gommée	»	7,00
	Teinte, préparée chimiquement ou gommée	»	10,00
ex 141	Coton hydrophile :		
	Non imprégné ou pharmaceutique	»	120,00
	Même imprégné ou pharmaceutique	»	125,00
	Ouate de cellulose :		
	Non aseptisée, ni teinte, ni gaufrée ni imperméabilisée	»	140,00
	Aseptisée, teinte, gaufrée ou imperméabilisée	»	150,00
160	Houblon, y compris les déchets de houblon	»	125,00
ex 163	Racines de chicorée :		
	Sèches non torréfiées	»	17,00
168	Pâte de cellulose :		
	Mécaniques :		
	Sèches	»	6,50 ²
	Humides	»	3,25 ²
	Chimiques :		
	Sèches	»	13,00 ²
	Humides	»	6,50 ²

¹ Un arrêté ministériel déterminera les caractéristiques des haricots en grains nature et des haricots triés et calibrés.

² Sous réserve des mesures de contrôle arrêtées par les ministres compétents, les pâtes de bois importées en vue de la fabrication du papier autre que de fantaisie à la mécanique, pesant plus de 35

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
80 (continued)	Pulse :		
	Haricot beans :		
	In grain, in natural state ¹	100 kg.	15.00
	In grain sorted, calibrated ¹	"	25.00
	Decorticated, broken or split	"	30.00
	Lentils :		
	In grain	"	20.00
	Decorticated, broken or split	"	35.00
	Peas :		
	In grain	"	15.00
	Decorticated, broken or split	"	30.00
	Other :		
	In grain	"	10.00
	Decorticated, broken or split	"	20.00
ex 115	Brewers' pitch, containing :		
	Up to 15% of paraffin, ozokerite, etc.	"	8.00
ex 126 (b)	Medicinal herbs, flowers, and leaves :		
	Flowers of Roman camomile, elder, lime-tree, balm- mint, in leaves or bunches, and honey locust.	"	80.00
128 (b)	Common woods squared or sawn :		
	Railway sleepers of soft and hard wood :		
	80 mm. in thickness and above	"	1.90
	Less than 80 mm. in thickness	"	2.25
	Other :		
	80 mm. in thickness and above.	"	3.25
	Less than 80 mm. and more than 35 mm. in thickness	"	3.50
	35 mm. or less and more than 2 mm. in thickness, not including veneering sheets, large and small	"	4.50
136 (b)	Straw or wool of wood :		
	Not dyed, prepared, or gummed	"	7.00
	Dyed, chemically prepared, or gummed	"	10.00
ex 141	Absorbent cotton :		
	Not impregnated or pharmaceutical	"	120.00
	Even if impregnated or pharmaceutical	"	125.00
	Cellulose wadding :		
	Not made aseptic, neither dyed, goffered, nor rendered waterproof	"	140.00
	Made aseptic, dyed, goffered, or rendered waterproof.	"	150.00
160	Hops, including waste thereof	"	125.00
ex 163	Chicory roots :		
	Dry, not roasted	"	17.00
168	Cellulose pulp :		
	Treated by mechanical pressure :		
	Dry	"	6.50 ²
	Moist	"	3.25 ²
	Chemical :		
	Dry	"	13.00 ²
	Moist	"	6.50 ²

¹ A ministerial decree shall determine the characteristics of haricot beans in grain, in natural state, and of haricot beans sorted and calibrated.

² Subject to measures of supervision drawn up by the competent Ministers, wood pulp imported with a view to the manufacture by mechanical pressure of paper other than fancy paper, weighing more than

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
172 ter	Bière	100 kg. brut	64,00 ¹
174 quater	Eaux minérales	100 kg.	15,00
176 ter	Monuments funéraires et parties de ces monuments en granit (porphyroïde ou autre, non compris l'écaussine) :		
	A. Non polis ni adoucis :		
	a) Sciés ou taillés à surface plane d'une épaisseur de :		
	0 m. 20 ou plus	»	20,00
	0 m. 04 à 0 m. 20 exclus.	»	25,00
	Moins de 0 m. 04	»	30,00
	b) Moulurés, tournés	»	70,00
	c) Sculptés	»	140,00
	B. Polis ou bien adoucis (c'est-à-dire polis mats) :		
	a) Unis, c'est-à-dire non moulurés, ni tournés, ni sculptés ayant d'épaisseur :		
	Jusqu'à 0 m. 06	»	100,00
	Plus de 0 m. 06	»	60,00
	b) Moulurés, tournés	»	150,00
	c) Sculptés	»	300,00
ex 178 bis	Abrasifs :		
	Artificiels, purs ou mélangés d'abrasifs naturels ou d'autres matières :		
	Carborundum ou carborandum (carbone de silicium) broyé ou en grains	»	70,00
ex 178 quater B	Meules à aiguiser ou à polir et autres agglomérés en abrasifs, même avec frettes métalliques :		
	En abrasifs artificiels purs ou mélangés d'abrasifs naturels ou d'autres matières, pesant par unité :		
	500 grammes et moins	»	220,00
	De 500 grammes à 10 kg.	»	190,00
	10 kg. et plus	»	170,00
ex 194	Cire minérale ou ozokérite :		
	Raffinée	»	254,00
207 ter	Acier fin pour outils	»	75,00
207 quater	Aciers spéciaux contenant ² :		
	Au moins 0,5 % de nickel, sauf les tôles.	»	75,00
	De 0,5% à 6% de chrome	»	75,00
	De 0,5% à 6% de tungstène	»	75,00
	De 0,2% à 2% de molybdène.	»	75,00
	De 0,1% à 0,5% de vanadium	»	75,00
	De 0,0% à 0,5% de titane	»	75,00

grammes par mètre carré et du papier dit de fantaisie couché en blanc, destinés à l'impression des journaux et des publications périodiques ainsi qu'à l'édition, restent admissibles aux droits ci-après :

Pâtes mécaniques sèches	100 kg.	1,50
» » humides	100	0,75
Pâtes chimiques sèches	100	3,—
» » humides	100	1,50

¹ Y compris la taxe de fabrication.

² Ne sont soumis au régime du N° 207 quater que les aciers spéciaux ne contenant qu'un ou deux au plus des éléments ci-dessus, pourvu que, dans ce dernier cas, la teneur de chacun de ces deux éléments ne soit pas supérieure aux limites indiquées pour chacun d'eux.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
172 (c)	Beer	100 kg. gross	64.00 ¹
174 (d)	Mineral waters	100 kg.	15.00
176 (c)	Sepulchral monuments and parts of these monuments, in porphyroid or other granite, not including <i>ecaussine</i> :		
	A. Not polished or smoothed :		
	(a) Cut or sawn with a flat surface, having a thickness of :		
	0 m. 20 or more	”	20.00
	0 m. 04 up to 0 m. 20 exclusive	”	25.00
	Less than 0 m. 04	”	30.00
	(b) Moulded, turned	”	70.00
	(c) Sculpted	”	140.00
	B. Polished or smoothed :		
	(a) Simple, that is to say, without mouldings and not turned or sculpted, with a thickness of :		
	0.06 m. or less	”	100.00
	More than 0.06 m.	”	60.00
	(b) With mouldings and turned	”	150.00
	(c) Sculpted	”	300.00
ex 178 (b)	Abrasives :		
	Artificial, pure or mixed with natural abrasives or other materials :		
	Carborandum or carborandum (silicon carbide), ground or in grains	”	70.00
ex 178 (d)	Grindstone and polishing stones and other made-up abrasives, even with metallic hoops :		
B.	Of artificial abrasives, pure or mixed with natural abrasives or other materials, weighing each :		
	500 gr. or less	”	220.00
	From 500 gr. to 10 kg.	”	190.00
	10 kg. or more	”	170.00
ex 194	Mineral wax or ozokerite :		
	Refined	”	254.00
207 (c)	Fine steel for tools	”	75.00
207 (d)	Special steel containing at least ² :		
	0.5% of nickel	”	75.00
	0.5% to 6% of chromium	”	75.00
	0.5% to 6% of tungsten	”	75.00
	0.2% to 2% of molybdenum	”	75.00
	0.1% to 0.5% of vanadium	”	75.00
	0.1% to 0.5% of titanium	”	75.00

35 gr. per square metre, and of fancy paper coated in white, intended for the printing of newspapers and periodicals, shall be subject to the following duty :

Mechanical pulps, dry	100 kg.	1.50
Mechanical pulps, moist	”	0.75
Chemical pulps, dry	”	3.—
Chemical pulps, moist	”	1.50

¹ Including the manufacturing tax.

² No. 207 (d) only includes special steel containing not more than one or two of the above elements provided that in the latter case the content of each of these two elements does not exceed the limits indicated for each of them.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
207 <i>quinquiès</i>	Aciers spéciaux contenant : Plus de 6% de chrome Plus de 6% de tungstène Plus de 2% de molybdène Plus de 0,5% de vanadium Plus de 0,5% de titane ou tous autres éléments rares	100 kg. » » » »	300,00 300,00 300,00 300,00 300,00
ex 221	Bronze en poudre	»	500,00
0135	Magnésie : Naturelle calcinée Calcinée pure	» Valeur	exempte 5%
0144	Chlorures et oxydes de mercure	»	5%
0157	Carbonate de potasse	100 kg.	28,00
0175	Oxyde de zinc	»	60,00
0194	Alcool méthylique (méthylène) brut	»	60,00
0195	Alcool méthylique (méthylène) rectifié	»	120,00
0195 bis	Alcool méthylique (méthylène) pur à moins de 1% d'acétone	»	140,00
0200	Acétone	»	100,00
0202	Solvants à base d'acétone et d'acétate de méthyle	»	90,00
ex 301	Crayons, mines pour crayons et pastels :		
	Composés, c'est-à-dire à gaine :		
	A gaine en tout autre bois que le bois blanc non teinté intérieurement, en simili-bois, en papier, etc. et avec mine de graphite ou d'ardoise, de forme ronde, c'est-à-dire à section circulaire :		
	Vernis	Le kg.	11,25
	Les mêmes qu'au paragraphe précédent, mais de forme autre que ronde, c'est-à-dire carrés, hexagonaux, triangulaires, aplatis ou à toute autre section non circulaire, qu'ils soient ou non vernis	»	12,00
	Avec mine de couleur, sanguine, indigo, vermillon, etc. et à gaine en bois blanc ou autre, en simili-bois, en papier, etc. :		
	Ronds ou à section circulaire :		
	Non vernis	»	10,50
	Vernis	»	11,50
	De toute autre forme ou section :		
	Vernis ou non vernis	»	14,00
	Avec mine à copier et crayons avec mine à base de graisse, cire, beurre de cacao, blanc de calcium, etc. et de noir de fumée ou d'une autre matière colorante, crayons vitrographiques, céramographiques, dermatographiques, etc., pour écrire sur le verre, le métal, la porcelaine, la peau, etc., quelles qu'en soient la gaine et la forme	»	18,00
	Crayons pour carnets ou portefeuilles ne dépassant pas 6 millimètres $\frac{1}{2}$ de diamètre pour les crayons ronds ou 19 millimètres de pourtour pour les autres formes :		
	Sans tête	»	12,50
	Avec tête ou garniture en os, métal, celluloïd, caséine durcie ou toute autre matière	»	20,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
207(e)	Special steel containing : More than 6% of chromium » » 6% of tungsten » » 2% of molybdenum » » 0.5% of vanadium » » 0.5% of titanium or all other rare ele- ments	100 kg. » » » »	300.00 300.00 300.00 300.00 300.00
ex 221	Bronze powder	»	500.00
0135	Magnesium : Natural, calcined Pure, calcined	» <i>ad valorem</i>	free 5%
0144	Chorides and oxides of mercury	»	5%
0157	Carbonate of potash	100 kg.	28.00
0175	Zinc oxide	»	60.00
0194	Methylic alcohol (methylene), crude	»	60.00
0195	Methylic alcohol (methylene), rectified	»	120.00
0195 (b)	Methylic alcohol (methylene) pure, containing less than 1% of acetone	»	140.00
0200	Acetone	»	100.00
0202	Solvents with a base of acetone and methyl acetate . .	»	90.00
ex 301	Pencils, leads for pencils and pastels : Composite, viz. : in sheath or casing :		
	With casing of any other wood than white wood not dyed through, of wood substitutes, paper, etc. and with graphite or slate filling, rounded shape, <i>i. e.</i> with circular section :		
	Varnished	per kg.	11.25
	The same as in the preceding paragraph, other than rounded shape <i>i. e.</i> square, hexagonal, triangular, flat, or with any other but circular section, whether varnished or not	»	12.00
	With coloured filling (sanguine, indigo, vermilion, etc.) cased in white or other wood, wood substitutes, paper, etc. :		
	Round or with circular section :		
	Unvarnished	»	10.50
	Varnished	»	11.50
	Of all other shapes or sections :		
	Varnished or unvarnished	»	14.00
	Copying leads and pencils with filling with base of grease, wax, cocoabutter, chalk, etc. and lamp black or of other colouring matter (vitrographic, ceramo- graphic, dermographic, etc. pencils) for writing on glass, metal, porcelain, skin, etc. irrespective of casing or shape	»	18.00
	Pencils for note-books or pocket-books with diameter of not more than 6½ mm. for round pencils and with contour of not more than 19 mm. for other shapes :		
	Without tip	»	12.50
	With tip or ornamentation of bone, metal, celluloid, hardened caseine or any other material	»	20.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 301 (suite)	Crayons, mines pour crayons et pastels : Mines pour crayons, mines à écrire ou à dessiner sur toutes matières, mines lithographiques, pastels, sanguines en bâtons, craies de couleur sèches autres que celles prévues ci-dessus, craies colorées et combinées avec des matières grasses et autres articles analogues, ayant de diamètre : Jusqu'à 3 millimètres ½ Plus de 3 millimètres ½ jusqu'à 7 millimètres Plus de 7 millimètres	Le kg. " "	60,00 45,00 32,00
308quater	Couleurs céramiques ; compositions vitrifiables et émaux autres que ceux constitués par un oxyde ou sel métallique dénommé	Valeur	15 %
317	Chicorée brûlée ou moulue et succédanés de chicorée torréfiés en grains ou moulus	100 kg.	34,10
318	Amidons non parfumés : De froment, d'épeautre ou méteil D'autres grains	" "	180,00 150,00
ex 331	Poteries réfractaires en terre commune : Creusets, cornues, cazettes, mouffles Autres pièces évidées ou creuses autres que les briques	" "	9,00 8,00
341	Autres en pâtes fines avec ou sans décoration, reliefs ou émail	"	Droits et coefficients des faïences fines selon l'espèce
341 bis	Faïences sanitaires ou grès sanitaires (ex 340, ex 341, ex 345, ex 346) : En terre commune ou en terre fine : a) Blanc, y compris les nuances crème et ivoire b) Décorées	" " "	56,00 110,00
ex 342	Carreaux et pavés céramiques cuits en grès : Unicolores, sans ornementation Multicolores, décorés ou perforés	" "	18,00 26,00
345	Faïences fines et majoliques : Poteries à pâte fine : Non décorées : En biscuit Couvertes d'un vernis de couleur uniforme	" " "	42,00 54,00
346	Décorées : En biscuit Vernies	" "	72,00 96,00
346 bis	Pièces en faïence pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau (vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc.) comportant des parties en métal commun nickelé, lorsque la proportion du métal n'excède pas 10% du poids total (ex 343 à 346)	Valeur	18 %
347 A	Porcelaine décorée : Blanche Décorée Décorée et d'épaisseur renforcée Porcelaine de laboratoire Statuettes de fabrication récente Parian et biscuit	100 kg. " " Valeur " "	100,00 300,00 250,00 20 % 20 % 18 %

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 301 (continued)	Pencils, leads for pencils and pastels : Leads for pencils, leads for writing or drawing on materials of any kind, lithographic leads, pastels, sanguines in sticks, dry coloured crayons (chalks) other than those mentioned above, coloured chalks combined with fatty materials and other analogous articles, having a diameter of :	per kg.	60.00
	Up to 3½ mm.	"	45.00
	More than 3½ mm. up to 7 mm.	"	32.00
308 (d)	Germanic colours ; preparations for colouring glass or enamel other than those consisting of an oxide or metallic salt specially provided for	<i>ad valorem</i>	15%
317	Chicory, roast or ground and chicory substitutes scorched, in grains or ground	100 kg.	34.10
318	Starch not perfumed : Of wheat, spelt or meslin Of other grains	"	180.00
		"	150.00
ex 331	Fire-proof pottery of common clay : Crucibles, retorts, saggars, muffle-mills Other hollow ware than bricks	"	9.00
		"	8.00
341	Other stoneware, of fine paste, with or without decoration, reliefs or enamel	"	Duty and coefficient as fine faience according to kind.
341 (b)	Sanitary faience or stoneware (ex. 340, ex. 341, ex. 345, ex. 346) : Of common or fine clay : (a) White (including cream or ivory-coloured) (b) Decorated	"	56.00
		"	110.00
ex 342	Ceramic paving tiles and blocks of baked stoneware : Of one colour, without ornamentation Of many colours, decorated or perforated	"	18.00
		"	26.00
345	Fine faience and majolica : Pottery of fine paste : Not decorated : Biscuit china Covered with a glaze of one uniform colour	"	42.00
		"	54.00
346	Decorated : Biscuit china Varnished	"	72.00
		"	96.00
346 (b)	Articles of faience for table or toilet use or for the furnishing and decoration of dwellings and for office articles (vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc.) containing parts of a base metal, nickelled, whenever the proportion of the metal does not exceed 15% of the total weight (ex. 343 to 346)	<i>ad valorem</i>	18%
347 A	Decorated porcelain : White Decorated Decorated and of extra thickness Laboratory porcelain Statuettes of recent manufacture Parian and biscuit	100 kg.	100.00
		"	300.00
		"	250.00
		<i>ad valorem</i>	20%
		"	20%
		"	18%

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
347 B	Porcelaine décorée : Services à thé et à café ^{1, 2} : a) Avec filet simple unicolore autre que doré b) Avec filet simple doré ou double filet couleur et or c) Avec tous autres dessins	100 kg. » »	260,00 280,00 300,00
347 bis A	Pièces pour l'électricité, en faïence, porcelaine, grès blanc ou de couleur, poterie, verre, cristal, etc. : Sans partie de métal ni d'autres matières : Isolateurs à cloche : 1° De 90 millimètres de diamètre et au-dessous 2° De 90 à 200 millimètres 3° De 200 millimètres et au-dessus Autres qu'à cloche, pesant : 1° Au-dessus de 10 grammes 2° 10 grammes et moins	» » » » »	75,00 140,00 180,00 210,00 300,00
ex 347 bis B	Avec parties ou garnitures : En fonte moulée ou malléable, fer, acier, tôle de fer ou d'acier, en cuivre, plomb, étains ou zinc purs ou alliés	»	Droits du N° 347 bis A majorés de 65%.
347quater	Pièces en porcelaine pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau (vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc.) comportant des parties en métal commun nickelé, lorsque la proportion du métal n'excède pas 17 % du poids total (ex 347) .	Valeur	18 %
ex 348	Glaces : Glaces polies ou doucies en blanc, mesurant moins de 10 millimètres d'épaisseur et un demi-mètre carré et plus de superficie : A. Carrées ou rectangulaires, à bords bruts de coupe, ayant de superficie : Un demi-mètre carré à 1 mètre carré Plus de 1 mètre carré à 2 mètres carrés Plus de 2 mètres carrés B. Carrées ou rectangulaires à bords travaillés découpés autrement qu'en carrés ou rectangles, chanfreinés, biseautés, gravés ou dépolies, émaillés ou décorés	Mètre carré » » »	14,00 16,00 19,00 Droits ci-dessus majorés de 20 %.

¹ On entend par service à thé ou à café :

a) Soit un ensemble de 15 pièces (12 tasses avec soucoupes, 1 théière ou cafetière d'une capacité de 12 tasses, 1 sucrier, 1 crémier).

b) Soit un ensemble de 9 pièces (6 tasses avec soucoupes, 1 théière ou cafetière d'une capacité de 6 tasses, 1 sucrier, 1 crémier).

² Pour faciliter le dédouanement, les services d'une des trois catégories prévues ci-dessus devront, pour l'acquittement des droits, faire l'objet, dans la mesure du possible, d'envois séparés.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
347 B	Decorated porcelaine : Tea and coffee services : ¹ ² (a) With a simple thread of one colour, except gilt. (b) With a simple gilt thread or thread made up of a colour and of gold (c) With any other designs	100 kg. „ „	260.00 280.00 300.00
347 (b)A	Articles for electricity, of faience, porcelain, white or coloured stoneware, earthenware, glass, crystal, etc. : Without parts of metal or other material : Insulators, bell-shaped : (1) Of 90 mm. diameter or less (2) Above 90 mm. and up to 200 mm. (3) 200 mm. and over Other than bell-shaped, weighing : (1) More than 10 gr. (2) 10 gr. or less	„ „ „ „ „	75.00 140.00 180.00 210.00 300.00
ex 347 (b)B	With parts or mountings : Of moulded or malleable cast iron, wrought iron, steel, sheet iron or steel, copper lead, tin or zinc, pure or alloyed	„	Dutiable under No. 347 (b) A with a surtax of 65%.
347 (d)	Articles of porcelain for table or toilet use, for furnishing or for ornamenting dwellings, and office articles (vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc.) containing parts of a base metal nickelled, when the proportion of the metal does not exceed 17% of the total weight (ex 347)	<i>ad valorem</i>	18%
ex 348	Plate glass : Polished or smooth, transparent, less than 10 mm. thick and half a square metre or more in area : A. Square or rectangular, having rough-cut edges with area of : ½ sq. m. — 1 sq. m. More than 1 sq. m. and up to 2 sq. m. „ „ 2 sq. m. B. Square or rectangular with worked edges, cut otherwise than in squares or rectangles, chamfered, bevelled, engraved or roughed, enamelled or decorated	per sq. m. „ „ „	14.00 16.00 19.00 Duties as above increased by 20%.

¹ Tea service or coffee service includes :

(a) Either 15 pieces (12 cups with saucers, one tea-pot or coffee-pot holding 12 cups, one sugar basin, one cream jug).

(b) Or 9 pieces (6 cups, with saucers, one tea-pot or coffee-pot holding 6 cups, one sugar basin, one cream jug).

² In order to facilitate Customs clearance, the services belonging to one of the three categories mentioned above must for the purposes of Customs duty be consigned, as far as possible, separately.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
348 <i>quinquidès</i>	Plaques ou morceaux de glaces ou dalles polies, de glaces ou dalles opaques ou de couleur, mesurant moins d'un demi-mètre carré de superficie :		
	Carrés ou rectangulaires, à bords bruts de coupe . . .	100 kg.	50,00
	Autres y compris les plaques de propreté et les plaques pour cadres ou autres, chanfreinées, biseautées, gravées ou décorées de toutes dimensions	»	150,00
ex 350	Gobeletterie de verre ou de cristal :		
	A. Articles pour l'éclairage autres que lampes, lustres, pièces de lustrerie, appliques, etc. :		
	Verres ou cheminées d'éclairage :		
	Perforés de trous ou d'encoches sur le corps de la pièce	Valeur	200,00
	Autres	»	120,00
	Réflecteurs, abat-jour, globes, tulipes, garde-brise ou verrines :		
	1° Blancs ou teintés dans la masse et unicolores :		
	a) Même rodés, flettés sur les bords ou percés, unis ou avec reliefs ou ornements, obtenus par un seul moulage	»	90,00
	b) Les mêmes avec bords rebrûlés	»	130,00
	c) Même dégradés, façonnés à la main ou par un second moulage, après moulage du corps de l'objet ¹	»	230,00
	2° Autres (avec surface flettée ou avec parties taillées, gravées ou dépolies, multicolores, doublés par superposition de verres de nuances différentes, décorés ou revêtus d'incrustations, d'applications, garnis ou montés en métal non précieux, etc.) . .	»	20 %
ex 351	Verres à vitres :		
	Ordinaires :		
	Pour les verres dont la superficie ne dépasse pas 0 m ² 50	100 kg.	60,00
	Pour ceux dont la superficie excède 0 m ² 50	»	70,00
	Verres à vitres étirés d'une épaisseur de :		
	3 millimètres et demi et moins	»	Droit des verres à vitres.
	Plus de 3 millimètres et demi	»	Droit des verres à vitres ordinaires majoré de 30 %.
352	Verres de montres :		
ex 357	Bruts, y compris les verres de fausses montres	100 kg.	120,00
	Verres d'optique, bruts :		
	Verres d'optique ordinaire en moulages tels que condensateurs, verres lenticulaires sur une ou deux faces pour lanternes, phares de voitures, lampes électriques de poche de forme ronde, ovale, rectangulaire, etc. : miroirs Mangin et sphériques, oculaires, viseurs, rétroviseurs	Valeur	18 %

¹ Ne sont pas considérés comme « façonnés » les objets de l'espèce non dégradés, unis, à bords circulaires sans festons, ni ondulations, ni découpages, simplement ouverts à la main.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
348 (c)	Slabs or pieces of polished plate glass or tiles of opaque or coloured plate glass or tiles less than $\frac{1}{4}$ sq. m. in area :		
	Square or rectangular, with rough-cut edges.	100 kg.	50.00
ex 350	Others, including finger-plates and slabs for frames or other purposes, chamfered, bevelled, engraved or decorated, of all sizes	"	150.00
	Hollow glass of glass and crystal :		
	A. Articles for lighting purposes, other than lamps, chandeliers, parts thereof, brackets, etc. :		
	Glasses or chimneys for lighting purposes :		
	Perforated with holes or notches on the body of the article	<i>ad valorem</i>	200.00
	Others.	"	120.00
	Reflectors, shades, globes, tulips, draught-protectors or bulbs :		
	(1) White or tinted in the mass and of one colour :		
	(a) Even smoothed or emery-ground on the edges or pierced, plain or with reliefs or ornamentation obtained by a single moulding	"	90.00
	(b) The same with edges burnt again.	"	130.00
	(c) Even dulled, figured by hand or by a second moulding after moulding of the body of the object ¹	"	230.00
	(2) Others (with surface emery-ground or partially cut, engraved or dulled, multi-coloured, flashed with glass of other colours, decorated or with incrustations or applications, ornamented or set with non-precious metals, etc.).	"	20%
ex 351	Window glass :		
	Ordinary :		
	For panes the area of which does not exceed 50 sq. cm.	100 kg.	60.00
	For panes the area of which exceeds 50 sq. cm.	"	70.00
	Framed window glass, having a thickness of :		
	$3\frac{1}{2}$ mm. or less	"	Dutiable as window-glass.
	More than $3\frac{1}{2}$ mm.	"	Dutiable as ordinary window-glass plus 30%.
352	Watch glasses :		
ex 357	Rough, including glasses for toy watches	100 kg.	120.00
	Optical glasses, unworked :		
	Ordinary optical glasses in shaped mouldings such as condensers, lens-glasses shaped on one or two faces for lanterns, carriage-lamps, electric pocket-torches, round, oval, rectangular, etc. ; Mangin mirrors, and spherical glasses, eyepieces, view-finders, reflex view-finders	<i>ad valorem</i>	18%

¹ Articles of this kind not dulled, of one colour, with circular edges without festoons, waves, not cut out, shall not be regarded as "figured".

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 359	Bouteilles, fioles et flacons ordinaires, pleins ou vides, d'une capacité de :		
	½ litre et plus	100 kg.	23,80
	1 décilitre ½ à ½ litre exclus	»	38,00
359 quinquiès	Bouteilles à bague percée	»	Tarif des bouteilles, selon l'espèce, majoré de 5 francs par 100 kg.
			190,00
361 quater	Tubes en verre, simplement coupés	»	
367 B	Fils polis, ficelles, cordages en papier, cellulose ou textile	.....	Droits des fils polis, ficelles et cordages en chanvre, selon l'espèce, diminués de 20 %.
ex 382	Tissus de lin pur :		
	Unis ou ouvrés, pesant aux 100 mètres carrés et présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 millimètres de côté, après division du total par 2 ^{1, 2} :		
	Écrus :		
	40 kg. et plus :		
	6 fils et au-dessous	Le kg.	1,60
	7 et 8 fils	»	2,25
	9 et 10 fils	»	3,00
	11 et 12 fils	»	3,50
	Plus de 12 fils	»	4,50
	25 kg. inclusivement à 40 kg. exclusivement :		
	6 fils et au-dessous	»	3,00
	7 et 8 fils	»	4,25
	9 et 10 fils	»	5,20
	11 et 12 fils	»	6,50
	13 et 14 fils	»	8,00
	15, 16 et 17 fils	»	9,00
	18, 19 et 20 fils	»	13,00
	21, 22 et 23 fils	»	15,00
	Plus de 23 fils	»	17,50
	15 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement :		
	7 et 8 fils et au-dessous	»	4,50
	9 et 10 fils	»	5,25
	11 et 12 fils	»	6,50
	13 et 14 fils	»	8,00
	15, 16 et 17 fils	»	9,00
	18, 19 et 20 fils	»	14,00
	21, 22 et 23 fils	»	20,00
	Plus de 23 fils	»	25,00

¹ Dans le compte des fils de chaîne et de trame, les fractions de fil sont négligées ; la somme des deux nombres est divisée par 2 ; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil est comptée comme fil entier, sauf pour les catégories au-dessus de 20 fils. Les fils retors, ainsi que les fils juxtaposés ou assemblés, sont comptés pour autant d'unités qu'ils contiennent de fils simples, à moins de dispositions spéciales contraires.

² Les tissus comportant un encadrement tissé en fil retors, en gros fil ou en fils simples plus serrés que ceux du tissu de fond, acquittent les droits des tissus, selon la catégorie, augmentés de 5 %.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 359	Bottles, phials and flasks, common, full or empty, of a capacity of :	100 kg.	23.80
	Half a litre or more	»	38.00
359 (e)	One and a half decilitres to half a litre exclusive . . .	»	Dutiable as bottles, according to kind, plus 5 fr. per 100 kg.
	Bottles with perforated ring	»	190.00
361 (d)	Glass tubes simply cut	»	Same duty as on cords and braids of hemp, according to kind, less 20%.
367 B	Cords and braids, plaited, of paper, cellulose or textilose	.....
ex 382	Tissues of pure linen :		
	Plain or figured, containing in warp and woof in the square of 5 mm. side, after dividing the aggregate by 2 ^{1 2} :		
	Unbleached :		
	Weighing 40 kg. and more per 100 sq. metres :		
	6 threads or less	kg.	1.60
	7 and 8 threads.	»	2.25
	9 and 10 »	»	3.00
	11 and 12 »	»	3.50
	More than 12 threads	»	4.50
	25 kg. inclusive to 40 kg. exclusive per 100 sq. metres :		
	6 threads or less	»	3.00
	7 or 8 threads	»	4.25
	9 or 10 »	»	5.20
	11 or 12 »	»	6.50
	13 or 14 »	»	8.—
	15, 16 or 17 threads	»	9.—
	18, 19 or 20 »	»	13.00
	21, 22 or 23 »	»	15.00
	More than 23 threads	»	17.50
	15 kg. inclusive to 25 kg. exclusive per 100 sq. metres :		
	7 or 8 threads and less	»	4.50
	9 or 10 »	»	5.25
	11 and 12 »	»	6.50
	13 or 14 »	»	8.00
	15, 16 or 17 threads	»	9.00
	18, 19 or 20 »	»	14.00
	21, 22 or 23 »	»	20.00
	More than 23 threads	»	25.00

¹ In counting the threads, both of the warp and woof, fractions of threads are ignored ; the aggregate is divided by 2 ; if the quotient be fractional, the fraction shall be considered as a whole thread except for categories above 20 threads. Twisted threads and parallel or group threads are counted as the number of single threads they contain, unless the contrary is specially indicated.

² Tissues with a border of twisted threads, thicker threads or single threads more closely woven than those of the main tissue pay the duties on the tissues, according to class, increased by 5 %.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 382 (suite)	<p>Tissus de lin pur : Unis ou ouvrés, etc. Ecrus : 10 kg. inclusivement à 15 kg. exclusivement : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus 7 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus Au-dessous de 7 kg. : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus</p>	Le kg. » » » » » » » » » » » » » » » » » » »	18,00 20,00 25,00 30,00 40,00 45,00 25,00 30,00 40,00 45,00 60,00 70,00 30,00 35,00 40,00 50,00 65,00 75,00
ex 382 bis	Toiles spéciales à fromages, en lin ou chanvre, unies, écrues encollées ou non, mesurant au plus 2 m. 50 sur 1 m. 50 ou carrées de 2 mètres de côté, présentant au fond du tissu 6 fils au plus en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté après division du total par 2, suivant types déposés dans les bureaux d'importation.	»	1,00
ex 383	Tissus de lin pur, unis ou ouvrés, blanchis, crévés, lavés, lessivés ou apprêtés. . . . .	.....	Droits des tissus écrus des catégories correspondantes-majorées de 40 %.
ex 384	Les mêmes, imprimés, teints, brochés ou ouvragés. . . . .	.....	Droits des tissus unis ou ouvrés, blanchis, crévés, etc., majorés de 15 %.
404	<p>Tissus de coton pur : Unis, croisés et coutils, écrus, présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté, ceux pesant par 100 mètres carrés : 13 kg. et plus : 27 fils et moins 28 à 35 fils 36 à 43 fils 44 fils et plus</p>	Le kg. » » »	4,00 5,00 6,00 7,50

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 382 (continued)	Tissues of pure linen ; Plain or figured, etc. Unbleached : 10 kg. inclusive to 15 kg. exclusive : 14 threads or less 15 or 16 threads 17 or 18 " 19 or 20 " 21 or 22 " 23 threads or more 7 kg. inclusive to 10 kg. exclusive : 14 threads or less 15 or 16 threads 17 or 18 " 19 or 20 " 21 or 22 " 23 threads or more Less than 7 kg. or 100 sq. metres : 14 threads or less 15 or 16 threads 17 or 18 " 19 or 20 " 21 or 22 " 23 threads and more	kg. "	18.00 20.00 25.00 30.00 40.00 45.00 25.00 30.00 40.00 45.00 60.00 70.00 30.00 35.00 40.00 50.00 65.00 75.00
ex 382 (b)	Cheese cloths of linen or hemp, plain, unbleached, sized or not, measuring not more than 2 metres 50 by 1 metre 50 or than 2 metres sq., containing in warp and woof not more than 6 threads in a sq. of 5 mm. side, after dividing the aggregate by 2, in conformity with samples deposited in the Customs houses of importation	"	1.00
ex 383	Tissues of pure linen, plain or figured, bleached, cream-coloured, washed, lye-washed, or dressed . . . . .	.....	Duties on unbleached tissues of the corresponding classes increased by 40%.
ex 384	The same, printed, dyed, figured, woven or figured . . . . .	.....	Duties on tissues plain or figured, bleached, cream-coloured, etc. increased by 15%.
404	Tissues of pure cotton : Plain, twilled and drilled, unbleached, containing in warp and woof in a sq. of 5 mm. side, weighing : 13 kg. and more : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more	kg. "	4.00 5.00 6.00 7.50

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
404 (suite)	Tissus de coton pur :		
	Unis, croisés et coutils écrus, etc.		
	11 kg. inclusivement à 13 kg. exclusivement :	Le kg.	4,50
	27 fils et moins	"	5,50
	28 à 35 fils	"	6,50
	36 à 43 fils	"	8,50
	44 fils et plus	"	
	9 kg. inclusivement à 11 kg. exclusivement :		
	27 fils et moins	"	5,50
	28 à 35 fils	"	7,00
	36 à 43 fils	"	9,00
	44 fils et plus	"	11,00
	7 kg. inclusivement à 9 kg. exclusivement :		
	27 fils et moins	"	7,00
	28 à 35 fils	"	8,50
	36 à 43 fils	"	10,50
	44 fils et plus	"	15,00
	5 kg. inclusivement à 7 kg. exclusivement :		
	27 fils et moins	"	8,50
	28 à 35 fils	"	9,00
	36 à 43 fils	"	11,00
44 fils et plus	"	17,00	
3 kg. inclusivement à 5 kg. exclusivement :			
27 fils et moins	"	15,00	
28 à 35 fils	"	16,00	
36 à 43 fils	"	20,00	
44 fils et plus	"	30,00	
Moins de 3 kg.	"	35,00	
405	Tissus de coton de toutes sortes, décolorés ou blanchis . . . . .	.....	Droits des tissus écrus, selon l'espèce, majorés de 20 %.
406	Tissus de coton de toutes sortes, teints . . . . .	.....	Droits des tissus écrus, selon l'espèce, majorés de 2 francs par kg.
406 bis	Tissus de coton de toutes sortes, mercerisés ¹ . . . . .	.....	Droits des tissus écrus, blanchis, teints ou imprimés, majorés de 0 fr. 70 par kg.
406 ter	Tissus de coton gommés, apprêtés, amidonnés, pour triplure, etc.	Le kg.	8,50

¹ Les tissus gaufrés comportant 30 hachures et plus aux 5 millimètres de côté sont assimilés aux tissus mercerisés. Les tissus à la fois mercerisés et gaufrés n'acquiescent qu'une seule fois la surtaxe.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
404 (continued)	<p>Tissues of pure cotton : Plain, twilled and drilled, etc. 11 kg. inclusive to 13 kg. exclusive : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more 9 kg. inclusive to 11 kg. exclusive : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more 7 kg. inclusive to 9 kg. exclusive : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more 5 kg. inclusive to 7 kg. exclusive : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more 3 kg. inclusive to 5 kg. exclusive : 27 threads or less 28 to 35 threads 36 to 43 " 44 threads and more Less than 3 kg.</p>	<p>kg. "</p>	<p>4.50 5.50 6.50 8.50 5.50 7.00 9.00 11.00 7.00 8.50 10.50 15.00 8.50 9.00 11.00 17.00 15.00 16.00 20.00 30.00 35.00</p>
405	Tissues of cotton of all kinds, scoured or bleached . . . . .	. . . . .	Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 20%.
406	Tissues of cotton of all kinds, coloured . . . . .	. . . . .	Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 2 fr. per kg.
406 (b)	Tissues of cotton of all kinds, mercerised ¹. . . . .	. . . . .	Duties on unbleached, coloured or printed tissues increased by 0.70 fr. per kg.
406 (c)	Tissues of cotton, gummed, dressed, starched, for hat linings, etc.	kg.	8.50

¹ Tissues of this kind goffered, counting 30 hatchings or more to the 5 mm. side are assimilated to mercerised tissues. Tissues both mercerised and goffered only pay the surtax once.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
407 .	<p>Tissus de coton de toutes sortes, imprimés :</p> <p>Mouchoirs, foulards, cache-nez, fichus, châles de coton, unis ou croisés, même moirés, frappé ou gaufrés, en pièces ou découpés, même avec franges tissées ou nouées, même avec ourlet simple, imprimées, pour les impressions :</p> <p>De une et deux couleurs</p> <p>De trois couleurs</p> <p>De quatre à six couleurs</p> <p>De sept couleurs et plus</p> <p>Autres, pour les impressions :</p> <p>De une et deux couleurs</p> <p>De trois à six couleurs</p> <p>De sept couleurs et plus</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 20 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 22 fr. 50 par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 35 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 55 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus, écrus, selon l'espèce, augmentés de 26 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 38 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 60 francs par 100 mètres carrés.</p>

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
407	<p>Tissues of cotton of all sorts, printed :</p> <p>Kerchiefs, foulards, mufflers, fichus, shawls of pure cotton, plain even moirés, dry-stamped or goffered, in the piece or cut out, with or without woven or knotted fringes, with or without a simple hem, for the printing :</p> <p>Of one or two colours</p> <p>Of 3 colours</p> <p>Of 4 to 6 colours</p> <p>Of 7 or more colours</p> <p>Others, for the printing :</p> <p>Of 1 or 2 colours</p> <p>Of 3 to 6 colours</p> <p>Of 7 colours or more</p>		<p>Same duty as on unbleached tissues, according to kind, increased by 20 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 22 fr. 50 per 100 sq. metr.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 35 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 55 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 26 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 38 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 60 fr. per 100 sq. metres.</p>

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
408	Tissus de coton pur : Percaline enduite pour relieure, cartonnage, etc. : Sans gaufrage Gaufrée Dite toile à calquer ou transparente	Le kg. " " " "	12,50 14,00 12,00
408 bis	Tissus recouverts d'un enduit, etc.	" "	11,00
411	Tissus de toutes sortes en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout ou partie : Avec des fils blanchis. Avec des fils teints. Avec des fils glacés ou mercerisés (écrus, blanchis ou teints) . . . . .	..... ..... .....	Droits des tissus écrus, selon l'espèce, majorés de 50%, plus le droit afférent au blanchiment et, le cas échéant, au mercerisage ou gaufrage et à l'impression. Droits des tissus écrus, selon l'espèce, majorés de 50%, plus le droit afférent à la teinture et, le cas échéant, au mercerisage ou gaufrage et à l'impression. Droits des tissus écrus, selon l'espèce, majorés de 50%, plus, s'il y a lieu, le droit afférent au blanchiment, à la teinture ou à l'impression, avec application dans tous les cas du droit de glaçage ou mercerisage en fils.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
408	Tissues of pure cotton : Glazed percaline, for bookbinding, cartons, etc. : Not stamped Stamped Coloured tracings or transparent cloth	kg. " "	12.50 14.00 12.00
408 (b)	Tissues coated with a composition, etc.	"	11.00
411	Tissues of all sorts, of pure or mixed cotton, manufactured wholly in part : With bleached threads . . . . .	. . . . .	Duties on cot- ton tissues unbleached according to kind, incre- ased by 50%, plus the duty leviable for bleaching and the duties for mercerising, goffering and printing.
	With dyed threads . . . . .	. . . . .	Duties on un- bleached cot- ton tissues, according to kind, incre- ased by 50% plus the duty leviable for dyeing and the duties for mercerising, goffering and printing.
	With threads glazed or mercerised (unbleached, bleached or dyed) . . . . .	. . . . .	Duties on un- bleached cot- ton tissues, according to kind, incre- ased by 50% plus the duty leviable for bleaching, dyeing or printing and in every case the duties on the glazing and merce- rising of threads.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
412	Tissus de coton pur, brillantés ou façonnés, écrus . . . . .	.....	Droits des tissus de coton unis, écrus, majorés de 30 %.
412 bis	Tissus bouclés, genre serviettes éponges ou autres tissus avec armures, nids d'abeille, œils de perdrix et similaires	.....	Droits des tissus de coton brillantés, façonnés selon l'espèce et la classe, majorés de 20 %.
	Les mêmes, tissés à la Jacquard . . . . .	.....	Droits ci-dessus, majorés de 30 %.
413, 406 bis et 411	Piqués, couvertures et couvre-pieds en piqué et reps, pesant aux 100 mètres carrés :		
	Plus de 18 kg., écrus	Le kg.	11,05
	18 kg. et moins, écrus	»	15,30
414, 406 bis et 411	Basins, damassés et linge de table pesant 14 kg. et plus aux 100 mètres carrés, écrus	»	10,20
	Tissus de coton pur :		
	Tulles-bobinots pour rideaux, couvre-lits, couvre-édredons, voiles de fauteuils, etc. (à l'exclusion des bandes):		
415, 406 bis et 411	A. Ordinaires, c'est-à-dire à chaîne droite et à une seule trame, présentant en chaîne sur une largeur de 25 millimètres (a) :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	10,20
	De 8 à 10 fils inclus	»	14,45
	De 10 à 12 fils inclus	»	18,70
	Au-dessus de 12 fils	»	25,50
416, 406 bis et 411	B. Autres qu'ordinaires (à chaîne jacquardée, à deux ou plusieurs trames) [a] :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	13,26
	De 8 à 10 fils inclus	»	18,79
	De 10 à 12 fils inclus	»	24,31
	Au-dessus de 12 fils	»	33,15
417, 406 bis et 411	C. Articles encadrés (a) :		
	1° Ordinaires :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	11,73
	De 8 à 10 fils inclus	»	16,66
	De 10 à 12 fils inclus	»	21,50
	Au-dessus de 12 fils	»	29,32
	2° Autres qu'ordinaires :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	15,21
	De 8 à 10 fils inclus	»	21,59
	De 10 à 12 fils inclus	»	27,96
	Au-dessus de 12 fils	»	38,16

a) Le comptage des fils est effectué dans les parties mates de la chaîne. Chaque fil de chaîne est compté pour une unité sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les fils simples et les fils retors.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
412	Brilliant or figured tissues of pure cotton, unbleached		Duties on simple cotton tissues unbleached, increased by 30 %.
412 (b)	Piled tissues, sponge towelling or other tissues with honeycomb, huckaback and similar fancy effects		Duties on brilliants or figured tissues of cotton according to kind and class, increased by 20%
	The same, Jacquard woven		Duties as above increased by 30%.
413, 406 (b) and 411	Piqués, covers and counterpanes, quilted, and reps weighing per 100 square metres : More than 18 kg., unbleached 18 kg. and less, unbleached	kg. "	11.05 15.30
414, 406 (b) and 411	Dimity, damask and table linen, weighing 14 kg. and more per 100 square metres, unbleached.	"	10.20
415, 406 (b) and 411	Tissues of pure cotton : Bobbinet (tulle), for curtains, counterpanes, quilt covers, armchair covers, etc. (with the exception of bands) : A. Common, <i>i. e.</i> with straight warp and single woof containing in warp in a width of 25 mm. : ¹		
416, 406 (b) and 411	Unbleached : Up to 8 threads inclusive From 8 to 10 threads inclusive From 10 to 12 threads " More than 12 threads.	" " " "	10.20 14.45 18.70 25.50
416, 406 (b) and 411	B. Other than common, <i>i. e.</i> with Jacquard warp, with two or more woofs ¹ : Unbleached : Up to 8 threads inclusive From 8 to 10 threads inclusive From 10 to 12 threads " More than 12 threads	kg. " " "	13.26 18.79 24.31 33.15
417, 406 (b) and 411	C. Articles, bordered : ¹ (1) Common : Unbleached : Up to 8 threads inclusive From 8 to 10 threads inclusive From 10 to 12 threads " More than 12 threads	" " " "	11.73 16.66 21.50 29.32
417, 406 (b) and 411	(2) Other than common : Unbleached : Up to 8 threads inclusive From 8 to 10 threads " From 10 to 12 threads " More than 12 threads	" " " "	15.21 21.59 27.96 38.16

¹ The threads are counted in the dull part of the warp. Each thread of the warp shall be counted, no distinction being made between single and twisted threads.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
418, 406 bis et 411 419	Tissus de coton pur : Couvertures écruées Bonneterie de coton, y compris la bonneterie dite de fil de Perse ou de fil d'Écosse (en fil de coton retors) et de béraudine :	Le kg.	3,32
	1° Tissus en pièces, pesant au mètre carré :		
	Mailles simples :		
	a) Sans fantaisie :		
	Moins de 100 grammes	»	26,00
	De 100 grammes à 140 grammes	»	19,00
	Plus de 140 grammes	»	12,00
	b) Avec fantaisie à la main ou à la mécanique :		
	Catégorie A . . . . .	.....	Droits des tis- sus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 25 %.
	Catégorie B . . . . .	.....	Droits des tis- sus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 50 %.
	Mailles complexes :		
	a) Tissu simple face . . . . .	.....	Droits des tis- sus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 60 %.
	b) Tissu double face . . . . .	.....	Droits des tis- sus à simple face, selon l'espèce, ma- jorés de 40 %.
	2° Ganterie :		
	a) Sans fantaisie	Le kg.	80,00
	b) Avec fantaisie	»	Droits ci-des- sus majorés de 18 %.
	3° Bas et chaussettes	Valeur	20 %
	4° Autres objets en tous genres, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non :		
	a) Sans fantaisie		
	b) Avec fantaisie à la main ou à la mécanique :		
	Catégorie A	Le kg.	25,00
	Catégorie B	»	31,25
430	Toiles cirées :		
	a) Pour emballage	»	37,50
431	b) Autres :		
	Sur tissu écru, décrué et blanchi	»	1,80
	Sur tissu entièrement ou partiellement teint, imprimé	»	4,25
	ou bien en fils teints ou chinés	»	5,00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 433	Tissus de coton mélangé, le coton dominant en poids :		
	Étoffes autres :		
	Crêpe de santé, en coton, mélangé de laine, le coton dominant en poids	Le kg.	5,50
435	Passenterie mélangée de soie	»	50,00
	Tissus de laine pure :		
438	Étoffes pour ameublement (autres que celles visées au numéro 438 bis) pesant plus de 400 grammes au mètre carré	»	15,00
ex 440 à 441	Tissus de laine pour habillement, draperies et autres pesant au mètre carré, lisières comprises, 250 grammes au plus le mètre carré	»	15,00
		Le mètre carré	80,00
		»	100,00
		»	125,00
		»	160,00
		»	260,00
442	Tapis { A. A points noués ou enroulés, de toute origine, y compris les imitations	»	340,00
	{ B. A la Jacquard, bouclés ou veloutés	»	8,00
	{ C. Unis ou imprimés	»	6,00
	{ D. Chenilles et Axminster	»	4,50
	{ E. Autres	»	9,50
		»	8,00
444	Fez ou bonnets rouges (ex 445)	La pièce	3,50
451	Couvertures tissées :		
	A la Jacquard	100 kg.	800,00
	Autres	»	400,00
453 bis	Velours pour ameublements :		
	Unis	Le kg.	15,00
	Jacquardés	»	20,00
456 bis	Tissus de poils mohair purs ou mélangés, etc.	»	30,00
ex 460	Vêtements, pièces de lingerie, non visés ailleurs, etc.	Valeur	15 %
460 sexiès	Articles confectionnés, autres	100 kg.	Droit du tissu le plus imposé augmenté de 10 %.
ex 461	Papier ou carte autre que de fantaisie :		
	b) Papier sulfurisé, simili-sulfuré	»	100,00
	Papier pergaminé, etc.	»	110,00
	c) Papier dit « Kraft » et similaires	»	80,00
	f) Papier non dénommé ci-dessus, etc.	»	100,00
	g) Papier non dénommé, etc. :		
	Plus de 35 grammes	»	65,00
	35 grammes ou moins { Papier pour condensateur	Valeur	11 %
	{ Autre	100 kg.	100,00
	Papier ou carte dit de fantaisie :		
	m) Papier autre, etc.	»	180,00
462	Cartons en feuilles, plaques, etc. :		
	a) Carton brut à pâte de couleur, etc.	»	56,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients	
ex 433	Tissues of cotton, mixed with other fabrics, the cotton predominating in weight : Other stuffs : <i>Crêpe-de-santé</i> of cotton mixed with wool, the cotton predominating in weight	kg.	5.50	
435	Trimmings mixed with silk	"	50.00	
438	Tissues of pure wool : Stuffs for furniture (other than those coming under No. 438 (b), weighing more than 400 gr. to the square metre	"	15.00	
ex 440 to 441	Woollen tissues for clothing, drapery, etc., weighing per square metre, lists included, 250 gr. or less.	"	15.00	
442	Carpets { A. Made with knotted or twisted pile of any origin, including imitation B. From the Jacquard looms, chenille and velveteed carpets C. Plain or printed D. Chenille and Axminster E. All other	Up to 120 rows	per sq. m.	80.00
		From 121 to 200 rows	"	100.00
		From 201 to 300 "	"	125.00
		From 301 to 400 "	"	160.00
		From 401 to 500 "	"	260.00
		501 rows or more	"	340.00
			"	8.00
			"	6.00
	"	4.50		
	"	9.50		
	"	8.00		
444	Fezzes or red caps (ex 445)	each	3.50	
451	Blankets, woven : By the Jacquard looms	100 kg.	800.00	
	Others.	"	400.00	
435 (b)	Velvets for furniture : Plain	kg.	15.00	
	Jacquard	"	20.00	
456 (b)	Tissues of Angora goats' hair, pure or mixed, etc.	"	30.00	
ex 460	Clothing, underclothing, not mentioned elsewhere, etc..	<i>ad valorem</i>	15%	
460 (f)	Other made up articles	100 kg.	Duty on the most highly taxed tissue plus 10%.	
ex 461	Paper or paper board other than fancy : (b) Paper sulphurised or imitation sulphurised	100 kg.	100.00	
	Parchment paper etc.	"	110.00	
	(c) Kraft and similar papers	"	80.00	
	(f) Paper not specified above, etc.	"	100.00	
	(g) Paper not specified above, etc. : More than 35 gr.	"	65.00	
	35 gr. or less {	Paper for condensers	<i>ad valorem</i>	11%
		Other	100 kg.	100.00
		Paper or paper board, fancy : (m) Papers other than those included in the preceding items, etc.	"	180.00
462	Cardboard in sheets, plates, etc. : (a) Rough board of natural colour pulp, etc.	"	56.00	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
464 bis	Bobines et tubes coniques, etc. : En carton ordinaire ou de collage En carton comprimé ou durci, etc.	100 kg. »	100,00 250,00
465 bis	Objets en carton, etc. : Laqués, etc.	»	390,00
477 bis	Cuir artificiel, etc.	Valeur	6 %
481	Bottines ou souliers brodequins : En tissus de laine, de coton ou de chanvre, même avec semelles de cuir ou de peau En tissus de laine, de coton ou de chanvre, garnis de peau quelconque, en mouton, chèvre noire, croûte de vache Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maroquinée ni vernie En chèvre couleur, chevreau ou peau imitation, chevreau, en maroquin, en poulain, veau mégis, ciré, naturel, verni, glacé, ou en toute autre peau non dénommée, en tissus de soie pure ou mélangée	» » » » »	15 % 15 % 12 % 15 %
482 A	Souliers découverts : En tissus de laine, de coton ou de chanvre, sans garnitures fantaisie ni broderies, avec semelles de cuir ou de peau En tissus de laine, de coton ou de chanvre, avec garnitures fantaisie ou broderies, mouton, chèvre noire Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maroquinée, ni vernie En chèvre couleur, chevreau ou peau imitation chevreau, en maroquin, en poulain, en veau mégis, ciré naturel, verni glacé, ou en toute autre peau non dénommée, en tissus de soie pure ou mélangée	» » » »	15 % 15 % 12 % 15 %
482 B	Souliers montant jusqu'à la cheville : Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maroquinée ni vernie En toute autre peau	» »	12 % 15 %
482 bis	Chaussures de tous genres pour enfants ou autres en pelleterie ou garnie de pelleterie	»	18 %
483	Chaussures pour enfants avec semelles de cuir ou de peau ayant moins de 17 centimètres de long : En tout ou partie de peau, ou en tissus de soie pure ou mélangée, cousues Autres	» »	15 % 15 %
484	Gants : En pelleterie, fourrés de pelleterie, avec ou sans parties de peau, de tissus, de bonneterie, etc. De tous genres de peau, avec ou sans parties en tissus, bonneterie, etc.	» »	20 % 20 %
496 bis	Bijouterie fausse, etc. : Aluminium, etc. Cuivre, etc. Zinc, plomb, etc.	» » »	20 % 20 % 20 %

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
464 (b)	Conical or cylindrical bobbins, etc. : Of ordinary board or paste-board Of compressed or hardened board, etc.	100 kg. "	100.00 250.00
465 (b)	Articles of board, etc. : Lacquered etc.	"	390.00
477 (b)	Artificial leather, etc.	<i>ad valorem</i>	6%
481	Boots or half-boots : Of woollen, cotton or hemp tissues, with or without soles of leather or skin Of woollen, cotton or hemp tissues, combined with leather of sheep, black goat, or calf Leather soles, uppers of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of coloured goatskin, kid or imitation thereof, morocco, coltskin, calfskin, tawed, waxed, natural, varnished, glazed, or of any other leather not mentioned; of silk tissue pure or mixed	" " " "	15% 15% 12% 15%
482 A	Low shoes : Of woollen, cotton or hemp tissues, without fancy trimming or embroidery, and with leather or skin soles Of woollen, cotton, or hemp tissue, with fancy trimmings or embroidery, of sheepskin, black goat Leather soles, uppers of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of coloured goatskin, kid or imitation thereof, morocco, coltskin, calf, waxed, natural, varnished, glazed, or of any other leather not mentioned; of silk tissue, pure or mixed	" " " "	15% 15% 12% 15%
482 B	Shoes up to the ankle : Leather soles, upper of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of any other skin	" "	12% 15%
482 (b)	Footwear of all kinds for children or others, of peltry or combined with peltry	"	18%
483	Children's footwear with soles of leather or skin, having less than 17 cm. in length : Wholly or partly of skin, or of pure or mixed silk tissue, sewn Others.	" "	15% 15%
484	Gloves : Of fur, lined with fur, with or without parts of skin, tissue, hosiery, etc. Of any kind of leather or skin with or without parts of tissue, hosiery, etc.	" "	20% 20%
496 (b)	Imitation jewellery, etc. : Of aluminium, etc. Of copper, etc. Of zinc, lead, etc.	" " "	20% 20% 20%

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)					
510 A	Machines et mécaniques ¹ . Machines à vapeur fixes et machines de navigation toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur, compresseurs d'air et de gaz divers et tous moteurs non-dénomés ailleurs.	A piston, pesant par unité:	100.000 kg. et plus	100 kg.	70,00			
			50.000 à 100.000 kg. exclusivement	»	85,00			
			25.000 à 50.000 » »	»	95,00			
			5.000 à 25.000 » »	»	125,00			
			1.000 à 5.000 » »	»	140,00			
			250 à 1.000 » »	»	160,00			
			Moins de 250 kg.	»	180,00			
			Sans piston.	Turbines à vapeur	pesant par unité:	100.000 kg. et plus	»	87,50
						50.000 à 100.000 kg. exclusivement	»	106,25
						25.000 à 50.000 » »	»	118,75
						5.000 à 25.000 » »	»	156,25
						1.000 à 5.000 » »	»	175,00
						250 à 1.000 » »	»	380,00
						50 à 250 » »	»	600,00
						Moins de 50 kg.	Valeur	20 %
Autres, pesant par unité:						100.000 kg. et plus	100 kg.	145,00
						50.000 à 100.000 kg. exclusivement	»	175,00
						10.000 à 50.000 » »	»	225,00
						1.000 à 10.000 » »	»	275,00
						250 à 1.000 » »	»	380,00
						50 à 250 » »	»	600,00
						Moins de 50 kg.	Valeur	20 %

¹ L'importateur doit fournir une déclaration mentionnant la désignation, le poids et la nature des pièces composant la machine, ainsi qu'un plan ou dessin de cette machine. Sauf disposition spéciale contraire, toute machine *incomplète*, qu'elle forme ou non un groupement, doit être taxée au tarif des pièces détachées, à moins que la somme des droits calculés sur cette base ne soit inférieure au produit du taux afférent à la machine complète de même poids que la partie importée, auquel cas ce dernier taux est applicable à ladite partie en pièce.

Les machines importées *sans volant* ne sont pas considérées comme incomplètes. Le volant suit dans tous les cas le régime qui lui est propre. La même règle est applicable en ce qui concerne les *fontes de foyer*.

Toutefois, la disposition relative aux machines sans volant ne s'étend pas aux moteurs à combustion interne ou à explosion pesant 500 kg. ou moins par appareil.

A moins de prescriptions spéciales contraires, les moteurs, appareils et engins électriques compris dans les machines ou fonctionnant avec elles doivent être soumis à leur tarif propre, s'il est plus élevé que celui des machines et pièces de machines. De même, les tubes de fer ou d'acier emboutis ou sans soudure acquittent le tarif des tubes de l'espèce, si celui-ci est supérieur au tarif des machines, chaudières, pièces de machines et de chaudières.

Les métaux principaux qui entrent dans la construction des machines et chaudières sont : la fonte de fer, le fer, la fonte malléable, l'acier, la fonte aciéreuse et le cuivre pur ou allié. Le zinc, l'étain, le magnésium, le nickel pur ou allié, et le métal nickelé, l'aluminium ou les métaux assimilés y sont en moindre proportion. Les autres matières composantes, telles que bois, amiante, caoutchouc, etc., ne modifient la tarification des machines que s'il en est ainsi ordonné par une disposition légale ou réglementaire. Sauf prescription spéciale contraire, les pièces et parties en aluminium ou en métal assimilé, en nickel pur ou allié et nickelées ou assimilées, moins fortement taxées comme machines ou pièces de machines, acquittent séparément le tarif des ouvrages de l'espèce, à moins qu'il n'en soit déjà tenu compte dans la tarification, ou qu'elles ne représentent pas plus de 5 % du poids total de l'objet.

Les transmissions intermédiaires nettement séparées des machines sont taxées suivant le tarif qui lui est propre, sauf dispositions spéciales contraires ; les tracteurs, châssis, trucks, chariots, pontons, etc., qui supportent les machines, sont imposés distinctement au tarif qui les concerne.

Sauf dispositions spéciales contraires, les machines et chaudières dans lesquelles le cuivre pur ou allié domine en poids acquittent le tarif du N° 527, à moins que celui-ci ne soit inférieur à la taxe propre des appareils. Pour les appareils de chauffage et de cuisson, le tarif du N° 527 est exigible dans les conditions indiquées dès que la proportion de cuivre atteint 25 % du poids total.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
510 A	Machines and machinery ¹ . Steam engines, stationary and marine engines without boilers; steam pumps, various air and gas compressors and all motors not elsewhere specified in the tariff: Without piston: Steam turbines, weighing each: Others, weighing each:	100,000 kg. and more	100 kg. 70.00
		50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 85.00
		25,000 » » » 50,000 » »	» 95.00
		5,000 » » » 25,000 » »	» 125.—
		1,000 » » » 5,000 » »	» 140.00
		250 » » » 1,000 » »	» 160.00
		Less than 250 kg.	» 180.00
		100,000 kg. and more	» 87.50
		50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 106.25
		25,000 » » » 50,000 » »	» 118.75
		5,000 » » » 25,000 » »	» 156.25
		1,000 » » » 5,000 » »	» 175.00
		250 » » » 1,000 » »	» 380.00
		50 » » » 250 » »	» 600.00
Less than 250 kg.	<i>ad valorem</i> 20%		
100,000 kg. and more	100 kg. 145.00		
50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 175.00		
10,000 » » » 50,000 » »	» 225.00		
1,000 » » » 10,000 » »	» 275.00		
250 » » » 1,000 » »	» 380.00		
50 » » » 250 » »	» 600.00		
Less than 50 kg. ²	<i>ad valorem</i> 20%		

¹ The importer must furnish a declaration showing the description, weight and kind of the pieces composing the machine, as well as a plan or drawing of the machine. Save special regulations to the contrary, all *incomplete* machines, whether or not forming a group, are taxable at the rates applicable to component parts unless the total duty so calculated is less than the duty for a complete machine of the same weight as the imported part, in which case the latter rate is applicable to the part or piece.

Engines imported *without the flywheel* are not considered as incomplete. Flywheels are in all cases dutiable at the rates applicable thereto. The same rule applies to *grate bars*.

The provision relating to machines imported without flywheels does not apply to internal combustion or explosion engines weighing 500 kg. or less each.

Save special regulations to the contrary, electric motors, apparatus and engines included in the machines, or functioning with them, are dutiable at the rates appropriate to them if higher than those applicable to the machines or machine parts. In the same way, flanged or weldless tubes of iron or steel are dutiable at the rates applicable to each if such duty is higher than the duty on machines, boilers or parts of machines or boilers.

The chief metals which enter into the construction of engines and boilers are: Cast iron, wrought iron, malleable cast iron, steel, steel pig, copper and copper alloys. Zinc, tin, magnesium, nickel (pure or alloyed), nickelled metals, aluminium and assimilated metals are used to a less extent. Other component materials such as wood, asbestos, rubber, etc. affect the classification only if so indicated in special provisions or regulations. Save where special regulations to the contrary exist, pieces or parts of aluminium or assimilated metal, of pure or alloyed nickel, and nickelled or similarly treated pieces or parts, less heavily taxed if considered as machines or machine parts, are dutiable separately as such wares, unless account has already been taken thereof in classification or unless they do not represent more than 5 % of the total weight of the article.

Intermediary transmissions, completely separate from the machines, are dutiable at their appropriate rates, save special regulations to the contrary. Tractors, chassis, trucks, carriages, pontoons, etc. which carry the machines are separately dutiable.

Save special regulations to the contrary, machines and boilers in which copper or copper alloy predominates in weight come under Tariff No. 527 unless this duty is less than the duty applicable to the apparatus itself. For cooking or heating apparatus Tariff No. 527 is applied in the conditions indicated, when the weight of copper is 25 % of the total weight.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)			
510 B	Pompes sans piston (pompes centrifuges) et compresseurs sans piston, pesant par unité :	100.000 kg. et plus	100 kg. 108,75			
		50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 131,25			
		10.000 à 50.000 » »	» 168,75			
		1.000 à 10.000 » »	» 206,25			
		250 à 1.000 kg. { Pompes centrifuges exclusivement { Compresseurs . . .	» 250,00			
		50 à 250 kg. { Pompes centrifuges exclusivement { Compresseurs . . .	» 285,00			
		Moins de 50 kg.	Valeur 450,00 15 %			
510 C	Compresseurs à piston à plus de deux phases de compression pesant par unité :	100.000 kg. et plus	100 kg. 70,00			
		50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 85,00			
		25.000 à 50.000 » »	» 95,00			
		5.000 à 25.000 » »	» 125,00			
		1.000 à 5.000 » »	» 147,00			
		250 à 1.000 » »	» 175,00			
		Moins de 250 kg.	» 200,00			
510 D	Machines motrices à combustion interne ou à explosion, à gaz, à essence, à pétrole, à alcool, etc., pesant par unité :	Moteurs Diesel et moteurs à gaz.	100.000 kg. et plus. { Moteurs à gaz. { au delà de 700.000 kg. . de 400.000 à 700.000 kg. inclusivement . . . de 100.000 à 400.000 kg. inclusivement . . . Moteur Diesel			
				50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 125,00	
				10.000 à 50.000 » »	» 135,00	
				5.000 à 10.000 » »	» 150,00	
				2.500 à 5.000 » »	» 160,00	
				1.000 à 2.500 » »	» 165,00	
				250 à 1.000 » »	» 170,00	
				Moins de 250 kg.	» 180,00	
				Autres.	100.000 kg. et plus	» 250,00
					50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 325,00
					10.000 à 50.000 » »	» 135,00
					5.000 à 10.000 » »	» 150,00
					2.500 à 5.000 » »	» 170,00
					1.000 à 2.500 » »	» 180,00
250 à 1.000 » »	» 190,00					
Moins de 250 kg.	» 200,00					
511 bis	Machines à vapeur demi-fixes, y compris les chaudières, pesant par unité :	50 tonnes et plus	» 250,00			
		Moins de 50 tonnes	» 325,00			
512 bis A	Pompes pesant par unité :	10.00 kg. et plus	» 80,00			
		1.000 à 10.000 kg. exclusivement . . .	» 90,00			
		500 à 1.000 kg. exclusivement . . .	» 100,00			
		150 à 500 kg. exclusivement . . .	» 110,00			
		Moins de 150 kg.	» 140,00			

Suite de la note page 196

Les appareils de service et de sûreté restent passibles de leur tarif propre, sauf lorsqu'ils sont fixés aux machines et chaudières d'une manière fixe et permanente.

Les machines motrices et chaudières destinées à la navigation, ainsi que leurs accessoires commandés à l'étranger avant le décret du 30 août 1927, en vertu de contrats de construction de navires dûment enregistrés avant cette date, sont exemptées de coefficients.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
510 B	Pumps without piston (centrifugal pumps) and compressors without piston, weighing each :	100 kg.	108.75 131.25 168.75 206.25 250.00 285.00 325.00 450.00
510 C	Compressors with piston, more than two-phase compression weighing each :	100 kg.	70.00 85.00 95.00 125.00 147.00 175.00 200.00
510 D	Internal combustion engines or explosion motors (gas, petrol, oil, alcohol, etc.) weighing each :	ad valorem	15% 100.00 110.00 125.00 135.00 150.00 160.00 165.00 170.00 180.00 250.00 325.00 135.00 150.00 170.00 180.00 190.00 200.00 250.00 325.00
511 (b)	Semi-stationary steam engines, including boilers, weighing each :		105.00 125.00
512 (b) (A)	Pumps, weighing each :		80.00 90.00 100.00 110.00 140.00

Continuation of the note page 187.

Service or safety apparatus are dutiable at their appropriate rates, unless permanently fixed or attached to the machines or boilers.

Engines and boilers intended for navigation and their accessory parts ordered from abroad prior to the Decree of August 30th, 1927, in virtue of contracts for the construction of vessels duly registered before that date shall be exempt from coefficients.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)			
616	Machines préparatoires intermédiaires ou de finissage	100 kg.	140,00			
	Matériel de blanchisserie et de teinturier-dégraiseur	»	115,00			
	Machines autres non dénommées pour l'industrie textile	»	135,00			
518	Métiers à tisser { Métiers à tisser la soie.	Automatiques	»	130,00		
		A plusieurs navettes	»	110,00		
		Autres	»	90,00		
	Métiers à tisser { Métiers à tisser autres	Automatiques	»	110,00		
		A plusieurs navettes	»	90,00		
		Autres	»	85,00		
522	Machines pour l'agriculture et l'horticulture (moteurs non compris).	Ecrémeuses et appareils centrifuges similaires ¹ pesant par unité	plus de 35 kg. 35 kg. ou moins	100 kg. ² » ²	260,00 320,00	
		Charrues doubles, dites brabant	»	»	90,00	
		Pressoirs à vin, à cidre ou poiré, à huile, pesant 400 kg. et plus, continus	»	»	75,00	
		Cultivateurs, herbes à ressorts, râtaux à cheval, rateaux faneurs, faneuses, charrues simples <i>monosors</i> ³	»	»	70,00	
		Faucheuses-moissonneuses, moissonneuses-lieuses, moissonneuses-javeleuses ³	»	»	60,00	
		Autres pesant par unité (c)	400 kg. et plus moins de 400 kg.	» »	» »	80,00 100,00

¹ Les appareils à bâti, en fonte moulée inséparables bénéficient d'une réduction de 25% du poids net.

² Les pièces détachées travaillées qui sont importées pour la réparation et l'entretien de machines d'origine étrangère (à l'exclusion des écrémeuses) et qui sont reprises aux Nos 532, 533 et 535bis A (robinetterie exceptée) acquittent 50 % des droits prévus auxdits articles pour les pièces travaillées. Les conditions d'application des présentes dispositions sont réglées par des arrêtés ministériels.

³ La perception des droits sur les machines pour l'agriculture et l'horticulture s'effectue sur le poids légal forfaitaire obtenu en multipliant le poids brut par un coefficient fixé selon l'emballage et selon chaque catégorie de machines, par décret contresigné par les ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Finances.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
516	Machines for preparatory, intermediate or finishing operations : { Machines for cleaning, opening, preparing, drying or carbonising textile materials or waste ; auxiliary machines for twisting, throwing or beaming, and machines to prepare for weaving ; machines for dyeing, bleaching, dressing, finishing or auxiliary and similar operations for textile products in any condition Plant for bleaching and for dyeing and scouring (grease removal) Other unspecified machines for the industry	100 kg. „ „	140.00 115.00 135.00
518	Weaving looms : { Silk weaving looms : { Automatic { With several shuttles { Other { Other weaving looms : { Automatic { With several shuttles { Other	„ „ „ „ „ „	130.00 110.00 90.00 110.00 90.00 85.00
522	Agricultural and horticultural machines (not including) : { Cream-separators and similar centrifugal apparatus ¹ , weighing each : { More than 35 kg { 35 kg. or less Ploughs with double shares known as Brabant ploughs Presses for wine, cider or perry, and oil, weighing : 400 kg. and more, continuous Cultivators, spring harrows, horse rakes, haymakers, rakes, hay-making machines, ploughs with single shares ² Mowers, reapers, combined reaper-binders ³ Other ³ , weighing each : { 400 kg. and more { Less than 400 kg.	100 kg. ³ „ ³ „ „ „ „ „ „ „ „ „ „	260.00 320.00 90.00 75.00 70.00 60.00 80.00 100.00

¹ On centrifugal apparatus with inseparable frames of moulded cast iron a reduction of 25 % on the nett weight is allowed.

² Component parts, worked, imported for the repair and upkeep of machines of foreign origin (except cream-separators) and mentioned again in Nos. 532, 533 and 535 (b) A (except parts of taps) pay 50 % of the duties prescribed in those numbers for worked, component parts of machines. The rules for the application of the present provision shall be fixed by ministerial decrees.

³ By a Decree countersigned by the Ministers of Agriculture, Commerce and Finance, duties on agricultural and horticultural machines are assessed on an average legal weight obtained by multiplying the gross weight by a coefficient fixed according to the packing and to each category of machine.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
523	<p>Machines à coudre.</p> <p>Têtes de machines y compris les parties nickelées.</p> <p>Bâtis et transmission.</p> <p>A usages spéciaux à une ou plusieurs aiguilles ou cro- chets, à points de na- vette ou de chaînette, exécutant les travaux autres que des piqûres simples ou parallèles, tels que broderies, sou- taches, jours, festons, boutonniers, arrêts, crochetages, points de zigzag, d'ornement, points cachés, piqûres de couvre-pieds, à coudre les boutons, etc., pesant par unité</p> <p>Autres</p>	<p>100 kg.</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p>	<p>55,20</p> <p>700,00</p> <p>750,00</p> <p>800,00</p> <p>500,00</p>
523 bis	<p>Machines à coudre.</p> <p>Tables, tablettes, bancs, coffrets, tiroirs, galeries, rallonges, etc., en bois, avec ou sans parties en autres matières . . .</p> <p>Coffrets en tôle de fer ou d'acier avec ou sans accessoires en autres matières . .</p>	<p>»</p> <p>»</p>	<p>Tarif des <i>Meu- bles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, se- lon le cas, ma- jorés de 20 % (N° 592-592 bis).</i></p> <p>Régime des <i>Ou- vrages non dé- nommés en tôle de fer ou d'acier, selon l'espèce (N° 568).</i></p>
525 bis A	<p>Machines pour la minoterie et moulins à cylindres.</p> <p>Broyeurs à grains et à graines, pesant . . .</p> <p>Autres appareils</p>	<p>Plus de 1.000 kg. . .</p> <p>Autres</p>	<p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>90,00</p> <p>105,00</p> <p>105,00</p>
525 octies B	<p>Moulins à vent, élévateurs d'eau, pesant par unité :</p> <p>25.000 kg. et plus</p> <p>15.000 à 25.000 kg. exclusivement . . .</p> <p>10.000 à 15.000 »</p> <p>7.500 à 10.000 »</p> <p>5.000 à 7.500 »</p> <p>1.000 à 5.000 »</p> <p>250 à 1.000 »</p> <p>100 à 250 »</p> <p>Moins de 100 kg.</p>	<p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p> <p>»</p>	<p>60,00</p> <p>65,00</p> <p>70,00</p> <p>75,00</p> <p>80,00</p> <p>80,00</p> <p>100,00</p> <p>110,00</p> <p>140,00</p>

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
523	Sewing machines. Sewing machine heads, including the nickelled parts. Stands and transmission gear For special purposes with one or several needles or hooks and shuttle or lockstitch making other than plain or parallel stitch, such as embroidering, braiding, hem-stitching, festoons, button holes, fastening stitch, crochet work, zig-zag stitches, ornamental stitches, invisible stitches, quilting, button sewing etc., weighing each Other	100 kg. " " " "	55.20 700.00 750.00 800.00 500.00
523 (b)	Sewing machines : Tables, tablets, benches, covers, drawers, galleries, extensions etc. of wood, with or without parts of other materials. . Covers of sheet iron or sheet steel, with or without accessories of other materials	" " "	Duties on Furniture other than of bentwood, other than chairs, as the case may be, increased by 20% (Nos 592 to 592 b) Dutiable as Manufactures of sheet iron or steel, not mentioned, according to kind. (No. 568.)
525 (b) A	Milling machinery and cylinder mills : Grain and seed crushers, weighing : Other apparatus	More than 1,000 kg. . Other "	90.00 105.00 105.00
525 (h) B	Windmills, water-lifting apparatus, weighing each : 25,000 kg. and more 15,000 up to 25,000 kg. exclusive . . . 10,000 " " 15,000 " " . . . 7,500 " " 10,000 " " . . . 5,000 " " 7,500 " " . . . 1,000 " " 5,000 " " . . . 250 " " 1,000 " " . . . 100 " " 250 " " . . . Less than 100 kg.	" " " " " " " " " "	60.00 65.00 70.00 75.00 80.00 80.00 100.00 110.00 140.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
	Appareils de distillation et de rectification pour alcool, pétrole, glycérine, etc., contenant moins de 5 p. 100 de cuivre, pesant par unité :		
	25.000 kg. et plus	100 kg.	54,00
	15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	60,00
	10.000 à 15.000 »	»	65,00
	7.500 à 10.000 »	»	75,00
	5.000 à 7.500 »	»	80,00
	1.000 à 5.000 »	»	90,00
	250 à 1.000 »	»	120,00
	100 à 250 »	»	130,00
	Moins de 100 kg.	»	140,00
525 octiès B (suite)	Appareils pour l'industrie chimique ayant un revêtement intérieur ou extérieur de plomb, le poids de ce plomb dépassant 33 p. 100 du poids total, pesant par unité :		
	25.000 kg. et plus	»	60,00
	15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	65,00
	10.000 à 15.000 »	»	70,00
	7.500 à 10.000 »	»	75,00
	5.000 à 7.500 »	»	80,00
	1.000 à 5.000 »	»	80,00
	250 à 1.000 »	»	120,00
	100 à 250 »	»	130,00
	Moins de 100 kg.	»	140,00
525 noniès	Appareils de sucrerie et raffinerie, etc. :		
	25.000 kg. et plus	»	90,00
	15.000 » à 25.000 kg. exclusivement	»	98,00
	10.000 » à 15.000 »	»	105,00
	7.500 » à 10.000 »	»	112,50
	5.000 » à 7.500 »	»	120,00
	1.000 » à 5.000 »	»	135,00
	250 » à 1.000 »	»	180,00
	100 » à 250 »	»	195,00
	Moins de 100 kg.	»	210,00
527	Appareils à sucre à chauffage pour brasseries, distilleries, parfumeries, pharmacies, cuisines où le cuivre et le bronze dominant en poids, pesant :		
	5.000 kg. et plus	»	185,00
	250 à 5.000 kg. exclusivement	»	250,00
	Moins de 250 kg.	»	295,00
527 bis	Appareils frigorifiques, pesant, par appareil		
	10.000 kg. et plus	»	85,00
	500 à 10.000 kg. exclus.	»	120,00
	Moins de 500 kg.	»	175,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
	Distillation and rectification machinery for alcohol, oil, glycerine etc., containing less than 5% of copper, weighing each :	25,000 kg. and more	100 kg. 54.00
		15,000 up to 25,000 kg. exclusive	" 60.00
		10,000 " " 15,000 " "	" 65.00
		7,500 " " 10,000 " "	" 75.00
		5,000 " " 7,500 " "	" 80.00
		1,000 " " 5,000 " "	" 90.00
		250 " " 1,000 " "	" 120.00
		100 " " 250 " "	" 130.00
	Less than 100 kg.	" 140.00	
525 (h) B (continued)	Apparatus for the chemical industry, having an inner or outer coating of lead, the weight of this lead exceeding 33% of the total weight, weighing each :	25,000 kg. and more	" 60.00
		15,000 up to 25,000 kg. exclusive	" 65.00
		10,000 " " 15,000 " "	" 70.00
		7,500 " " 10,000 " "	" 75.00
		5,000 " " 7,500 " "	" 80.00
		1,000 " " 5,000 " "	" 80.00
		250 " " 1,000 " "	" 120.00
		100 " " 250 " "	" 130.00
	Less than 100 kg.	" 140.00	
525 (i)	Apparatus for sugar works and refineries, etc. weighing :	25,000 kg. and more	" 90.00
		15,000 up to 25,000 kg. exclusive	" 98.00
		10,000 " " 15,000 " "	" 105.00
		7,500 " " 10,000 " "	" 112.50
		5,000 " " 7,500 " "	" 120.00
		1,000 " " 5,000 " "	" 135.00
		250 " " 1,000 " "	" 180.00
		100 " " 250 " "	" 195.00
	Less than 100 kg.	" 210.00	
527	Sugar machinery, heating apparatus for breweries, distilleries, perfume factories, pharmacies and kitchens, in which copper and bronze predominate in weight, weighing :	5,000 kg. and more	" 185.00
		250 up to 5,000 kg. exclusive	" 250.00
		Less than 250 kg.	" 295.00
527 (b)	Freezing apparatus weighing per apparatus	10,000 kg. or more	" 85.00
		500 to 10,000 kg. exclusive	" 120.00
		Less than 500 kg.	" 175.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
533 A	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, pesant par unité ^{1 2} :	Brutes En fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, pesant par unité.	Plus de 1.000 kg.	100 kg.	60,00
			Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus	»	80,00
			Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus	»	95,00
			Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus	»	120,00
			Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus	»	150,00
			Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus	»	190,00
			Plus de 200 grammes jusqu'à 500 gr. inclus.	»	230,00
			200 grammes et moins	»	250,00
		En fonte malléable, pesant par unité.	Plus de 1.000 kg. . . . .	.....	Mêmes droits que les pièces correspondantes en fer ou en acier, du présent numéro.
			Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus . . . . .	.....
			Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus. . . . .	.....
		Travaillées	Bâtis de moteurs à gaz de moteurs Diesel et de machines à vapeur, pesant par unité	5.000 kg. et plus . . . . .	»	85,00
2.500 à 5.000 kg. exclus.	»		100,00		
1.000 à 2.500 exclus.	»		115,00		
1.000 kg. et au-dessous . . . . .	.....		Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe du présent numéro.		
Cylindres de laminoirs pesant par unité.	5.000 kg. et plus.			100 kg.	
2.500 à 5.000 kg. exclus.	»	90,00			
1.000 à 2.500 kg. exclus.	»	100,00			
300 à 1.000 kg. exclus.	»	135,00			
En acier coulé.	300 kg. et au-dessous	(poids net).	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe du présent numéro.		

¹ Les pièces détachées de cadres porteurs de châssis d'automobiles suivent le régime des pièces détachées automobiles (N° 614 ter).

² Pour les pièces de tracteurs et de machines pour l'agriculture ou l'horticulture (autres qu'écremeuses et appareils centrifuges similaires), voir ci-dessus le renvoi du N° 522.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients	
533 A	Component parts of machines, of steering or braking apparatus, or of shafting of wrought or stamped iron or steel, of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each ¹ :	Rough :	Of wrought or stamped iron or steel, of moulded iron or steel. More than 1,000 kg. 100 kg. 60.00 More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive " 80.00 More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive " 95.00 More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive " 120.00 More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive " 150.00 More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive " 190.00 More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive " 230.00 200 gr. or less " 250.00	
			Worked :	Of malleable cast iron : More than 1,000 kg. Same duties as the corresponding parts of iron or steel given under this number. More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive 100 kg. 160.00 More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive " 180.00 200 gr. or less " 200.00 Stands of gas engines, Diesel engines, weighing each : 5,000 kg. or more " 85.00 2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive " 100.00 1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive " 115.00 1,000 kg. and under Duty as for worked component parts, according to class, under this number.
				Cylinders for rolling mills weighing each. Of cast steel : 5,000 kg. and more 100 kg. 80.00 2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive " 90.00 1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive " 100.00 300 kg. up to 1,000 kg. exclusive " 135.00 300 kg. or less (net weight) Duty on other worked component parts under the present number, according class.

¹ Component parts of carrying frames for motor chassis are dutiable as component parts of automobiles (No. 614c).

² For parts of agricultural or horticultural tractors or machines (other than cream-separators and similar centrifugal apparatus) see above note to No. 522.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)																																																							
533 A (suite)	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer, ou en acier moulé, en fonte malléable, pesant par unité (suite)	Travaillées (suite)	Cylindres de laminoirs pesant par unité (suite). En acier forgé.	<table border="0"> <tr> <td>5.000 kg. et plus</td> <td>100 kg.</td> <td>96,00</td> </tr> <tr> <td>2.500 à 5.000 kg. exclus.</td> <td>»</td> <td>108,00</td> </tr> <tr> <td>1.000 à 2.500 kg. exclus.</td> <td>»</td> <td>120,00</td> </tr> <tr> <td>300 à 1.000 kg. exclus.</td> <td>»</td> <td>162,00</td> </tr> <tr> <td>300 kg. et au-dessous .</td> <td>.....</td> <td>Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.</td> </tr> <tr> <td>Pistons de moteurs à gaz ; pignons pour l'attaque de laminoirs pesant par unité.</td> <td>100 kg.</td> <td>110,00 120,00</td> </tr> <tr> <td>1.000 kg. et au-dessous .</td> <td>.....</td> <td>Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.</td> </tr> <tr> <td>Plaques pour convertisseurs, cages de laminoirs, châssis pour trains de rouleaux de laminoirs, pesant par unité</td> <td>100 kg.</td> <td>75,00 95,00 115,00</td> </tr> <tr> <td>Plus de 5.000 kg.</td> <td>»</td> <td></td> </tr> <tr> <td>2.500 à 5.000 kg. inclus.</td> <td>»</td> <td></td> </tr> <tr> <td>1.000 à 2.500 kg. inclus.</td> <td>»</td> <td></td> </tr> <tr> <td>1.000 kg. et au-dessous .</td> <td>.....</td> <td>Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.</td> </tr> <tr> <td>Cylindres de moteurs à gaz pesant par unité.</td> <td>100 kg.</td> <td>120,00</td> </tr> <tr> <td>Plus de 1.000 kg.</td> <td>.....</td> <td>Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.</td> </tr> <tr> <td>1.000 kg. et au-dessous .</td> <td>.....</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Tirants de chaudières pesant par unité.</td> <td>100 kg.</td> <td>180,00</td> </tr> <tr> <td>De 1 à 15 kg.</td> <td>.....</td> <td>Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.</td> </tr> <tr> <td>Autres (moins de 1 kg. ou bien plus de 15 kg.) . .</td> <td>.....</td> <td></td> </tr> </table>	5.000 kg. et plus	100 kg.	96,00	2.500 à 5.000 kg. exclus.	»	108,00	1.000 à 2.500 kg. exclus.	»	120,00	300 à 1.000 kg. exclus.	»	162,00	300 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.	Pistons de moteurs à gaz ; pignons pour l'attaque de laminoirs pesant par unité.	100 kg.	110,00 120,00	1.000 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.	Plaques pour convertisseurs, cages de laminoirs, châssis pour trains de rouleaux de laminoirs, pesant par unité	100 kg.	75,00 95,00 115,00	Plus de 5.000 kg.	»		2.500 à 5.000 kg. inclus.	»		1.000 à 2.500 kg. inclus.	»		1.000 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.	Cylindres de moteurs à gaz pesant par unité.	100 kg.	120,00	Plus de 1.000 kg.	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.	1.000 kg. et au-dessous		Tirants de chaudières pesant par unité.	100 kg.	180,00	De 1 à 15 kg.	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.	Autres (moins de 1 kg. ou bien plus de 15 kg.)	
			5.000 kg. et plus	100 kg.	96,00																																																					
			2.500 à 5.000 kg. exclus.	»	108,00																																																					
			1.000 à 2.500 kg. exclus.	»	120,00																																																					
			300 à 1.000 kg. exclus.	»	162,00																																																					
			300 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.																																																					
			Pistons de moteurs à gaz ; pignons pour l'attaque de laminoirs pesant par unité.	100 kg.	110,00 120,00																																																					
			1.000 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.																																																					
			Plaques pour convertisseurs, cages de laminoirs, châssis pour trains de rouleaux de laminoirs, pesant par unité	100 kg.	75,00 95,00 115,00																																																					
			Plus de 5.000 kg.	»																																																						
2.500 à 5.000 kg. inclus.	»																																																									
1.000 à 2.500 kg. inclus.	»																																																									
1.000 kg. et au-dessous	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.																																																								
Cylindres de moteurs à gaz pesant par unité.	100 kg.	120,00																																																								
Plus de 1.000 kg.	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.																																																								
1.000 kg. et au-dessous																																																									
Tirants de chaudières pesant par unité.	100 kg.	180,00																																																								
De 1 à 15 kg.	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.																																																								
Autres (moins de 1 kg. ou bien plus de 15 kg.)																																																									

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients				
533 A (continued)	Component parts of machines, of steering or braking apparatus or of shafting of wrought or stamped iron or steel of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each (continued).	Worked (continued)	Cylinders for rolling mills weighing each (continued)				
			5,000 kg. and more . . .	100 kg.	96.00		
			2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive	"	108.00		
			1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive	"	120.00		
			300 kg. up to 1,000 kg. exclusive	"	162.00		
			Of wrought steel :	300 kg. or less	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.		
			Pistons of gas Engines ; driving wheels for rolling mills, each weighing :	More than 5000 kg. . .		100 kg.	110.00
			1,000 kg. up to 5,000 kg. inclusive	"		120.00	
			1,000 kg. and less	"		Duty on other worked component parts under the present number according to class.	
			Plates for transformers ; rolling mill cages ; chassis for feed-rollers of rolling mills, weighing each :	More than 5,000 kg. . .			100 kg.	75.00
			2,500 kg. up to 5,000 kg. inclusive	"		95.00	
			1,000 kg. up to 2,500 kg. inclusive	"	115.00		
1,000 kg. and under	"	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.					
Cylinders of gas engines, weighing each :	More than 1,000 kg. . .		100 kg.	120.00			
1,000 kg. and less	"	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.					
Boiler rods, weighing each :	From 1 kg. to 15 kg. . .		100 kg.	180.00			
Others (less than 1 kg. or more than 15 kg.)	"	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.					

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)							
533 A (suite)	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer, ou en acier moulé, en fonte malléable, pesant par unité (suite)	Cylindres cannelés pour machines textiles.	Travaillées (suite)	Plus de 1.000 kg.	100 kg.	130,00				
				Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus.	»	200,00				
				Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus.	»	225,00				
				Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus.	»	250,00				
				Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus.	»	200,00				
				Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus.	»	350,00				
				Plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes inclus.	»	375,00				
				200 grammes et moins	»	400,00				
				Lamelle pour casse-fils automatiques ou casse-chafnes	»	Tarif du N° 531				
				533 quinquidés	Autres			Plus de 1.000 kg.	»	130,00
Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus.	»	200,00								
Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus.	»	225,00								
Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus.	»	250,00								
Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus.	»	300,00								
Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus.	»	350,00								
Plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes inclus.	»	375,00								
200 grammes et moins	»	400,00								
533 sexidés	Éléments de turbines à vapeur, etc. :							Aubes	Le kg.	10,00
								Autres.	Valeur	17 %
ex 549	Pièces détachées de chaudières, etc. :			Brutes	100 kg.	80,00				
				Travaillées	»	110,00				
				Foyers cylindriques pour chaudières, etc. :	»	40,00				
				Bruts						
				Travaillés	»	55,00				
				Coutellerie :	»	500,00				
				Couteaux de cuisine et de boucher						
				Rasoirs à main :						
				Fins, comportant une lame avec marque ou décor doré ou métallisé, etc.			3,000			
				Couteaux fermants :						
A une seule lame	1.800,00									
A plusieurs lames, pesant par douzaine :										
500 grammes et plus	2.200,00									
Moins de 500 grammes	2.700,00									
Ciseaux :	Autres, ayant de longueur :			Moins de 12 centimètres	»	1.800,00				
				De 12 centimètres et moins de 25	»	1.500,00				
				De 25 centimètres et plus	»	1.000,00				

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients			
533 (a) (continued)	Component parts of machines, of steering or braking apparatus or of shafting of wrought or stamped iron or steel of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each (continued).	Worked (continued).	Grooved cylinders for textile machines, weighing :	More than 1,000 kg.	100 kg.	130.00
				More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive	"	200.00
				More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive	"	225.00
				More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive	"	250.00
				More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive	"	300.00
				More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive	"	350.00
				More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive	"	375.00
				200 gr. and less	"	400.00
				Small blades for automatic thread-breakers or warp-breakers	"	Dutiable as under No. 531.
				More than 1,000 kg.	"	130.00
				More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive	"	200.00
				More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive	"	225.00
				More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive	"	250.00
				Others : weighing each :	"	300.00
More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive	"	350.00				
More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive	"	375.00				
More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive	"	400.00				
200 gr. or less	"	400.00				
533 (e)	Elements of turbines driven by steam, etc. :					
	Float boards	kg.	10.00			
	Other	ad valorem	17%			
533 (f)	Component parts of boilers, etc. :					
	Rough	100 kg.	80.00			
	Worked	"	110.00			
	Rotors for boilers, etc. :					
	Rough	"	40.00			
	Worked	"	55.00			
ex 549	Cutlery :					
	Kitchen and butchers' knives	"	500.00			
	Razors, hand :					
	Fine, containing a blade with a gilt or metallised mark or ornament, etc.	"	3,000.00			
	Clasp knives :					
	With a single blade	"	1,800.00			
	With several blades weighing per dozen :					
	500 gr. and more	"	2,200.00			
	Less than 500 gr.	"	2,700.00			
	Scissors :					
	Other, measuring :					
	Less than 12 cm.	"	1,800.00			
	From 12 cm. to 25 cm. exclusive	"	1,500.00			
	25 cm. or over	"	1,000.00			

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)	
ex 549 (suite)	Couteaux de table : A manche en bois fin, os, corne noire, celluloïd, etc. . .	100 kg.	2.000,00	
	A manche bois commun ou métal commun	»	750,00	
	D'une seule pièce tout fer ou acier	»	400,00	
	Tondeuses, pesant par pièce :			
	Moins de 110 grammes	»	2.500,00	
	110 grammes et plus	»	1.500,00	
	Pièces détachées	»	2.200,00	
	Coutellerie commune, autre :			
	Coupe-volailles, tire-bouchons de poche à levier, pinces à casser ou à couper le sucre, etc.	»	1.800,00	
	Formés d'un bouton de porcelaine blanche ou de couleur de faïence, de poterie ou de verre et d'un dispositif en fil de fer, d'acier, de cuivre ou de zinc. Bouchons spéciaux y assimilés			
566 quater	Bouchons mécaniques	Sans rondelle de caoutchouc } Sans impressions	»	100,00
		Sans rondelle de caoutchouc } Avec impressions	»	125,00
		Avec rondelle de caoutchouc } Sans impressions	»	125,00
		Avec rondelle de caoutchouc } Avec impressions	»	156,25
		Boutons en porcelaine, faïence, poterie ou verre	»	40,00
	Parties et pièces détachées de bouchons mécaniques			
	Dispositifs en fils de fer, acier, cuivre ou zinc	»	60,00	
		»	50,00	
ex 568	Articles de ménage et tous ouvrages en fer, acier, ou en tôle noire non dénommés : Vernissés, sans décors ni impressions, par décalcomanie ou autrement :			
	Une ou deux teintes	»	90,00	
	Étamés-unis ou fer-blanc nu	»	145,00	
	Émaillés-unis, même dégradés, granités	»	145,00	
	Émaillés-marbrés sans or ou autre métal, ni impressions ou décoré par décalcomanie ou autrement	»	170,00	
ex 573	Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze : Articles d'orfèvrerie :			
	Nos ciselés, ni gravés, ni ornements par matricage, estampage ou autrement	Le kg.	8,00	
	Autres	»	13,00	
ex 574	Ouvrages en cuivre pur allié de zinc ou d'étain : Articles de lampisterie et de ferblanterie :			
	Becs de lampes et becs à gaz en cuivre pur ou allié, associé ou non au fer-blanc (autres que pour acétylène) et leurs pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis ou étamés	100 kg.	550,00	

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients																						
ex 549 (continued)	<p>Table knives :</p> <p>With handle of fine wood, bone, black horn, celluloid, etc.</p> <p>With handle of common wood or common metal</p> <p>In one piece, wholly of iron or steel</p> <p>Clippers, weighing each :</p> <p>Less than 110 gr.</p> <p>110 gr. or more</p> <p>Component parts</p> <p>Other common cutlery :</p> <p>Poultry-carvers, pocket-corkscrews worked on the lever principle, nippers for breaking or cutting sugar, etc.</p>	100 kg. " " " " " "	2,000.00 750.00 400.00 2,500.00 1,500.00 2,200.00 1,800.00																						
566 (d)	<p>Mechanical stoppers.</p> <table border="0"> <tr> <td rowspan="4" style="vertical-align: middle;"> <p>Made of a head of porcelain either white or coloured, of faience, pottery or glass and with a device of steel, copper or zinc wire ; special stoppers assimilated thereto. . .</p> </td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Without india-rubber ring.</td> <td>Without printing</td> <td>"</td> <td>100.00</td> </tr> <tr> <td>With printing .</td> <td>"</td> <td>125.00</td> </tr> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">With india-rubber ring.</td> <td>Without printing</td> <td>"</td> <td>125.00</td> </tr> <tr> <td>With printing .</td> <td>"</td> <td>156.25</td> </tr> </table> <p>Component parts and detached pieces of mechanical stoppers. . .</p> <table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;"> <p>Heads of porcelain, faience, pottery or glass.</p> </td> <td>Not printed . .</td> <td>"</td> <td>40.00</td> </tr> <tr> <td>Printed</td> <td>"</td> <td>60.00</td> </tr> </table> <p>Devices of steel, copper or zinc wire</p>	<p>Made of a head of porcelain either white or coloured, of faience, pottery or glass and with a device of steel, copper or zinc wire ; special stoppers assimilated thereto. . .</p>	Without india-rubber ring.	Without printing	"	100.00	With printing .	"	125.00	With india-rubber ring.	Without printing	"	125.00	With printing .	"	156.25	<p>Heads of porcelain, faience, pottery or glass.</p>	Not printed . .	"	40.00	Printed	"	60.00	" " " " " " " " "	100.00 125.00 125.00 156.25 40.00 60.00 50.00
<p>Made of a head of porcelain either white or coloured, of faience, pottery or glass and with a device of steel, copper or zinc wire ; special stoppers assimilated thereto. . .</p>	Without india-rubber ring.			Without printing	"	100.00																			
			With printing .	"	125.00																				
	With india-rubber ring.		Without printing	"	125.00																				
		With printing .	"	156.25																					
<p>Heads of porcelain, faience, pottery or glass.</p>	Not printed . .	"	40.00																						
	Printed	"	60.00																						
ex 568	<p>Household wares and all other articles of iron, steel or black sheet iron, not otherwise specified :</p> <p>Varnished, without ornament or printing, by counter-tracing or otherwise :</p> <p>In one or two colours</p> <p>In plain sheets</p> <p>Plain enamelled, graded or not granited</p> <p>Enamel-marbled without gold or other metal and not printed or decorated by counter-tracing or otherwise</p>	" " " " "	90.00 145.00 145.00 170.00																						
ex 573	<p>Objects of art and ornament, of copper or bronze :</p> <p>Coppersmiths' wares :</p> <p>Not chiselled, engraved or ornamented by means of matrices, stamping or otherwise</p> <p>Other</p>	kg. "	8.00 13.00																						
ex 574	<p>Articles of copper, pure or alloyed with zinc or tin :</p> <p>Lamp-makers' and tinsmiths' wares :</p> <p>Lamp-burners and gas-burners of copper, pure or alloyed, whether combined or not with tin plate (other than for acetylene) and component parts, whether polished or not burnished, varnished or tinned</p>	100 kg.	550.00																						

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)																																				
ex 574 (suite)	Ouvrages en cuivre pur, etc. Articles de lampisterie, lanternes, lanternes-tempête, suspensions et articles d'éclairage autres que les becs de lampes et à gaz et les objets d'art ou d'ornement, en fer, zinc, étain ou cuivre pur ou allié, ou bien formés de l'association de ces métaux, ainsi que leurs parties ou pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis, étamés, plombés ou galvanisés : Lampes de mine à flamme à huile ou à essence Autres articles	100 kg. "	350,00 430,00																																				
	Articles de ferblanterie (autres que lampisterie) formés de l'association du cuivre pur ou allié et du fer blanc non classés ailleurs	"	310,00																																				
	<table border="1" style="border-collapse: collapse;"> <tr> <td data-bbox="366 955 418 1575" rowspan="6" style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.</td> <td data-bbox="418 955 453 1575" rowspan="6" style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Autres objets.</td> <td data-bbox="496 943 730 1230" rowspan="2">En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td data-bbox="730 840 869 1161" rowspan="6" style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :</td> <td data-bbox="895 840 1130 955">50 kg. et plus</td> <td data-bbox="1185 840 1286 890">Le kg.</td> <td data-bbox="1420 840 1512 890">1,25</td> </tr> <tr> <td data-bbox="895 955 1130 1046">25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement</td> <td data-bbox="1185 955 1286 1005">"</td> <td data-bbox="1420 955 1512 1005">1,40</td> </tr> <tr> <td data-bbox="895 1046 1130 1138">10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement</td> <td data-bbox="1185 1046 1286 1097">"</td> <td data-bbox="1420 1046 1512 1097">1,60</td> </tr> <tr> <td data-bbox="895 1138 1130 1230">1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement</td> <td data-bbox="1185 1138 1286 1189">"</td> <td data-bbox="1420 1138 1512 1189">1,90</td> </tr> <tr> <td data-bbox="895 1230 1130 1322">Moins de 1 kg.</td> <td data-bbox="1185 1230 1286 1281">"</td> <td data-bbox="1420 1230 1512 1281">2,05</td> </tr> <tr> <td data-bbox="895 1322 1130 1575" rowspan="3">Pièces coulées, estampées ou forgées brutes Batterie de cuisine Autres objets. { Pour usage technique Autres</td> <td data-bbox="1185 1322 1286 1373">"</td> <td data-bbox="1420 1322 1512 1373">3,10</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1185 1373 1286 1423">"</td> <td data-bbox="1420 1373 1512 1423">5,00</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1185 1423 1286 1474">"</td> <td data-bbox="1420 1423 1512 1474">6,50</td> </tr> <tr> <td data-bbox="366 1322 418 1575" rowspan="3">En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td data-bbox="418 1322 453 1575" rowspan="3"></td> <td data-bbox="730 1391 1130 1441">Batterie de cuisine.</td> <td data-bbox="1185 1391 1286 1441">"</td> <td data-bbox="1420 1391 1512 1441">5,00</td> </tr> <tr> <td data-bbox="730 1441 1130 1533" rowspan="2">Autres objets. { Pour usage technique Autres</td> <td data-bbox="1185 1441 1286 1492">"</td> <td data-bbox="1420 1441 1512 1492">6,50</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1185 1492 1286 1542">"</td> <td data-bbox="1420 1492 1512 1542">7,50</td> </tr> </table>	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.	En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.	Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :	50 kg. et plus	Le kg.	1,25	25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement	"	1,40	10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement	"	1,60	1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement	"	1,90	Moins de 1 kg.	"	2,05	Pièces coulées, estampées ou forgées brutes Batterie de cuisine Autres objets. { Pour usage technique Autres	"	3,10	"	5,00	"	6,50	En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.		Batterie de cuisine.	"	5,00	Autres objets. { Pour usage technique Autres	"	6,50	"	7,50		
Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.					En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.	Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :	50 kg. et plus	Le kg.	1,25																													
				25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement				"	1,40																														
				10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement		"		1,60																															
				1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement		"		1,90																															
				Moins de 1 kg.		"		2,05																															
		Pièces coulées, estampées ou forgées brutes Batterie de cuisine Autres objets. { Pour usage technique Autres	"	3,10																																			
"	5,00																																						
"	6,50																																						
En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.		Batterie de cuisine.	"	5,00																																			
		Autres objets. { Pour usage technique Autres	"	6,50																																			
			"	7,50																																			
ex 579																																							
590	<table border="1" style="border-collapse: collapse;"> <tr> <td data-bbox="366 1705 401 1839" rowspan="3" style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Meubles</td> <td data-bbox="401 1705 565 1839" rowspan="2">En bois courbé, montés ou non montés.</td> <td data-bbox="591 1620 861 1770">Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.</td> <td data-bbox="878 1620 1130 1735">Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement</td> <td data-bbox="1185 1705 1286 1756">100 kg.</td> <td data-bbox="1420 1705 1512 1756">180,00</td> </tr> <tr> <td data-bbox="878 1735 1130 1786">Autres</td> <td data-bbox="1185 1735 1286 1786">"</td> <td data-bbox="1420 1735 1512 1786">115,00</td> </tr> <tr> <td data-bbox="591 1793 861 1919">Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.</td> <td data-bbox="878 1786 1130 1901">Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement</td> <td data-bbox="1185 1786 1286 1836">"</td> <td data-bbox="1420 1786 1512 1836">140,00</td> </tr> </table>	Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.	Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.	Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement	100 kg.	180,00	Autres	"	115,00	Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.	Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement	"	140,00																									
Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.			Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.	Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement	100 kg.	180,00																																
			Autres	"	115,00																																		
	Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.	Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement	"	140,00																																			
602 bis	Ouvrages de tournerie : Vernis ou cirés, etc. Autres.	100 kg. "	100,00 60,00																																				

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients																										
ex 574 (continued)	<p>Articles of copper, pure, etc. Lamp wares, lanterns, hurricane lamps, hanging lamps and light appliances, other than lamp- and gas-burners, and art wares or ornamental wares of iron, zinc, tin or copper, pure or alloyed, or formed by combinations of these metals, and detached and component parts, whether or not polished, burnished, varnished, tinned, lead-coated or galvanised : Mine-lamps with oil or petrol flame Other articles Tinsmiths' wares (other than lamp-ware) formed by combinations of pure copper or copper alloy and tin plate not classed elsewhere</p>	100 kg.	350.00																										
		"	430.00																										
		kg.	1.25																										
		"	1.40																										
		"	1.60																										
		"	1.90																										
		"	2.05																										
		"	3.10																										
		"	5.00																										
		"	6.50																										
		"	7.50																										
		"	5.00																										
ex 579	<p>Articles of nickel, pure or alloyed, of nickel plate or in nickelled metals.</p> <table data-bbox="361 1005 1137 1602"> <tr> <td data-bbox="361 1005 434 1602">Other :</td> <td data-bbox="434 1005 755 1216">Of nickel, pure or alloyed, including steel or iron-nickel or plated with nickel pure or alloyed, not specified or classified elsewhere :</td> <td data-bbox="755 838 876 1143">Parts simply hammered, punched or pressed, weighing each :</td> <td data-bbox="876 838 1137 1216">50 kg. and more 25 kg. inclusive up to 50 kg. exclusive 10 kg. inclusive up to 25 kg. exclusive 1 kg. inclusive up to 10 kg. exclusive Less than 1 kg. ough parts welded, stamped or wrought Kitchen utensils Other ar- ticles : { For technical purposes Other</td> <td data-bbox="1194 1258 1295 1285">"</td> <td data-bbox="1456 1258 1520 1285">6.50</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1194 1283 1295 1311">"</td> <td data-bbox="1456 1283 1520 1311">7.50</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1194 1308 1295 1336">"</td> <td data-bbox="1456 1308 1520 1336">5.00</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1194 1398 1295 1425">"</td> <td data-bbox="1456 1398 1520 1425">6.50</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1194 1423 1295 1451">"</td> <td data-bbox="1456 1423 1520 1451">7.50</td> </tr> </table>	Other :	Of nickel, pure or alloyed, including steel or iron-nickel or plated with nickel pure or alloyed, not specified or classified elsewhere :	Parts simply hammered, punched or pressed, weighing each :	50 kg. and more 25 kg. inclusive up to 50 kg. exclusive 10 kg. inclusive up to 25 kg. exclusive 1 kg. inclusive up to 10 kg. exclusive Less than 1 kg. ough parts welded, stamped or wrought Kitchen utensils Other ar- ticles : { For technical purposes Other	"	6.50				"	7.50				"	5.00				"	6.50				"	7.50		
Other :	Of nickel, pure or alloyed, including steel or iron-nickel or plated with nickel pure or alloyed, not specified or classified elsewhere :	Parts simply hammered, punched or pressed, weighing each :	50 kg. and more 25 kg. inclusive up to 50 kg. exclusive 10 kg. inclusive up to 25 kg. exclusive 1 kg. inclusive up to 10 kg. exclusive Less than 1 kg. ough parts welded, stamped or wrought Kitchen utensils Other ar- ticles : { For technical purposes Other	"	6.50																								
			"	7.50																									
			"	5.00																									
			"	6.50																									
			"	7.50																									
590	<table data-bbox="373 1710 1137 1940"> <tr> <td data-bbox="373 1710 425 1940">Furniture.</td> <td data-bbox="425 1710 598 1940">Of bentwood, fitted or not :</td> <td data-bbox="598 1618 876 1940">Chairs, separate pieces and parts of chairs, including sittings, palmettes etc. : Furniture, other than chairs, separate pieces and parts of such furniture :</td> <td data-bbox="876 1607 1137 1940">Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other</td> <td data-bbox="1194 1710 1295 1738">100 kg.</td> <td data-bbox="1425 1710 1520 1738">180.00</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1194 1735 1295 1763">"</td> <td data-bbox="1425 1735 1520 1763">115.00</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1237 1880 1251 1896">"</td> <td data-bbox="1425 1880 1520 1907">140.00</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td data-bbox="1237 1905 1251 1921">"</td> <td data-bbox="1425 1905 1520 1933">100.00</td> </tr> </table>	Furniture.	Of bentwood, fitted or not :	Chairs, separate pieces and parts of chairs, including sittings, palmettes etc. : Furniture, other than chairs, separate pieces and parts of such furniture :	Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other	100 kg.	180.00				"	115.00				"	140.00				"	100.00							
Furniture.	Of bentwood, fitted or not :	Chairs, separate pieces and parts of chairs, including sittings, palmettes etc. : Furniture, other than chairs, separate pieces and parts of such furniture :	Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other Painted, varnished, waxed, lacquered, pokered or otherwise decorated. Other	100 kg.	180.00																								
			"	115.00																									
			"	140.00																									
			"	100.00																									
602 (b)	<p>Manufactures of turned wood : Varnished, waxed, etc. Other</p>	"	100.00																										
		"	60.00																										

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 604	Violons sans boîte, sans archet ou autres accessoires finis ou non finis, vernis ou non :		
	Antérieurs à 1801. { Non filetés ¹	La pièce	2,55
	Filetés	»	6,80
	Autres { Non filetés ¹	Valeur	35 %
	Filetés	»	35 %
	Cithares, banjos et harpes éoliennes	La pièce	15,00
	Guitares de toute espèce, sans archets, sans boîtes ou autres accessoires, finies ou non finies, vernies ou non :		
	Antérieures à 1801	»	6,80
	Autres	Valeur	35 %
	Serinettes	La pièce	13,00
	Vielles	»	40,00
	Harpes	»	550,00
	Violoncelles, etc.	Valeur	45 %
	Contrebasses en bois, etc.	»	45 %
	Mandolines, etc.	»	45 %
	Accordéons, concertinos ou concertinas et instruments assimilés comportant :		
	Un rang de touches, avec ou sans basses	La pièce	5,00
	Deux rangs de touches :		
	Avec seize basses ou moins	»	10,00
	Avec plus de seize basses	»	17,00
	Trois rangs de touches :		
	Avec seize basses ou moins	»	24,00
	Avec plus de seize basses	»	36,00
	Plus de trois rangs de touches :		
	Avec quarante-huit basses ou moins	»	48,00
	Avec plus de quarante-huit basses	»	60,00
	Harmonicas à bouche, etc.	100 kg.	294,00
626	Chapeaux de feutre de poils ou de laine et poils :		
	En cloches, y compris les plateaux et chemises, non apprêtés, ni dressés, ni tournurés	Valeur	12 %
	Autres :		
	Non garnis	»	14 %
	Partiellement garnis ou garnis chapeliers avec ou sans coiffe	»	14 %
627	Chapeaux de feutre de laine :		
	En cloches, y compris les plateaux et chemises, non apprêtés, ni dressés, ni tournurés	»	12 %
	Autres :		
	Non garnis	»	14 %
	Partiellement garnis ou garnis chapeliers avec ou sans coiffe	»	14 %
636	Porte-mines, porte-crayons, etc.	»	14 %
641	Pipes, tuyaux, etc.	»	20 %
641 bis	Tabletterie de celluloid (ivoire et écailles factices, etc.), de caséine durcie, bakélite, albertol, plastose, cellophane, acétate de cellulose et matières plastiques analogues, y compris les peignes, barrettes, déméloirs, etc.	Le kg.	30,00
		Le kg.	20,00

¹ Les instruments filetés sont ceux qui portent autour de la table et au fond un filet incrusté ou marqué. Les instruments dans lesquels ce filet est simplement colorié ou tracé en noir sont considérés comme non filetés.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients	
ex 604	Violins without cases, bows or other accessories, finished or not, varnished or not :			
	Dating back before 1801	each	2.55	
		Without incisions ¹	"	6.80
		With incisions	"	35 ⁰ / ₁₀₀
	Other	Without incisions ¹	ad valorem	35 ⁰ / ₁₀₀
		With incisions	"	35 ⁰ / ₁₀₀
	Zithers, banjos, aeolian harps.	each	15.00	
	Guitars of all kinds, without bows, cases or other accessories, finished or not finished, varnished or not :			
	Dating back before 1801	"	6.80	
	Other	ad valorem	35 ⁰ / ₁₀₀	
	Bird organs	each	13.00	
	Hurdy-gurdies	"	40.00	
	Harps	"	550.00	
	Violoncellos, etc.	ad valorem	45 ⁰ / ₁₀₀	
	Double basses of wood, etc.	"	45 ⁰ / ₁₀₀	
	Mandolines, etc.	"	45 ⁰ / ₁₀₀	
	Accordions, concertinos or concertinas and similar instruments containing :			
	One row of keys with or without basses	each	35.00	
	Two rows of keys :			
	With sixteen basses or less	"	10.00	
	With more than sixteen basses	"	17.00	
	Three rows of keys :			
With sixteen basses or less	"	24.00		
With more than sixteen basses	"	36.00		
More than three rows of keys :				
With forty-eight basses or less	"	48.00		
With more than forty-eight basses	"	60.00		
Harmonicas (mouth, etc.)	100 kg.	204.00		
626 Hats of hair felt or of wool and hair felt :				
Shapes and tops of hats, not prepared or shaped	ad valorem	12 ⁰ / ₁₀₀		
Other :				
Not trimmed	"	14 ⁰ / ₁₀₀		
Partly trimmed or trimmed hats with or without crown	"	14 ⁰ / ₁₀₀		
627 Hats of woollen felt :				
Shapes including felt shapes and thin shapes, neither dressed, blocked nor with formed brims	"	12 ⁰ / ₁₀₀		
Other :				
Not trimmed	"	14 ⁰ / ₁₀₀		
Partly trimmed or trimmed hats with or without crown	"	14 ⁰ / ₁₀₀		
636 Penholders and component parts	"	20 ⁰ / ₁₀₀		
641 Pipes etc.	kg.	30.00		
641 (b) Small wares (tableterie) of celluloid (imitation ivory and tortoiseshell, etc.), of hardened caseine, bakelite, albertol, plastose, cellophane, cellulose acetate and of like plastic materials, including combs, barrettes, rake-combs, etc.	kg.	20.00		

¹ Instruments "with incisions" are those which have an inlaid or checkered incision round the covering board and at the bottom. Instruments in which this incision is simply coloured or pressed in black is regarded as "without incision".

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
641 bis (suite)	Linge dit <i>américain</i> (faux-cols, manchettes, devants de chemises, plastrons, etc.) en celluloïd ou matière analogue, avec ou sans tissus Tabletterie de caoutchouc durci	Valeur »	18 % Voir : <i>Ouvrages en caoutchouc durci, ébonite.</i>
	Tabletterie d'os, de corne, de bambou, de corozo ou d'autres matières	Le kg.	20,00
	Tabletterie de gélatine avec ou sans impressions	Valeur	20 %
	Tabletterie d'autres matières { Pipes, fume-cigares, fume-cigarettes et tuyaux en celluloïd, bakélite, caséine durcie et matières analogues montés ou non, autrement qu'en ambre, copal, nacre, écaille, ivoire, ambroïde, avec ou sans métal commun. Les mêmes en bois ou roseau, montés ou garnis autrement qu'en ambre, copal, nacre, écaille, ivoire, ambroïde ou garnis de métal commun	»	18 %
644	Brosserie : Commune montée en bois : Garnie de fibres végétales, etc. Garnie de fibres animales, etc. Garnie de matières végétales et animales, etc. Fine : Montée en bois, en os, etc. Autre, etc.	100 kg. » » » » Valeur	273,00 546,00 409,50 1.200,00 20 %
644 bis	Pinceaux et brosses à peindre ou à dessiner : En poils de porc ou de sanglier, en crins ou en matières végétales : Manches en bois commun non peint, ni teint, ni verni, ni ciré, avec ou sans virole métallique, même nickelée Manches autres Autres Plumeaux et plumasseaux	Le kg. » Valeur »	3,00 5,00 15 % 20 %
ex 645	Boutons : De fantaisie en métal, etc. Dits boutons pression, etc. : Boutons à coudre Boutons à rivets Les mêmes, revêtus de celluloïd ou de matières analogues De caséine durcie, etc. De corozo : Pour pantalons Autres	Le kg. » » » » » » » »	10,00 9,50 12,50 18,50 23,00 6,00 14,00
ex 646	Articles de bimbeloterie, etc. : 1° a) Jouets en métal, etc. b) Animaux, poupées, etc. 2° Engins sportifs, etc. : c) Objets non dénommés, etc.	» » » »	7,00 10,50 7,50
646 bis	Jeux et jouets, etc. : Jeux et jouets en métal, etc. Automates fins de tous genres, etc.	» »	11,50 36,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
641 (b) (continued)	Linen, so-called American (collars, cuffs, shirt-fronts and dickies, etc.) of celluloid or like material, with or without tissue Small wares (<i>tabletterie</i>) of hardened rubber	<i>ad valorem</i> "	18% See <i>Manufactures of hardened rubber, ebonite.</i>
	Small wares of bone, horn, bamboo, corozo or other material	kg.	20.00
	Small wares of gelatine, with or without printing	<i>ad valorem</i>	20 %
	Small wares of other materials. { Pipes, cigar-holders, cigarette-holders and stems of celluloid, bakelite, hardened caseine and like materials, mounted or not, except of amber, copal, mother-of-pearl, tortoise-shell, ivory, amberoid, with or without common material. The same of wood or reed, mounted or fitted otherwise than with amber, copal, mother-of-pearl, tortoise-shell, ivory, amberoid, or fitted with common metal	"	18 %
644	Brushmakers' wares : Common, mounted in wood : With vegetable fibres, etc. With animal fibres, etc. With vegetable and animal fibres, etc. Fine : Mounted in wood, bone, etc. Other, etc.	100 kg. " " " <i>ad valorem</i>	273.00 546.00 409.50 1200.00 20 %
644 (b)	Brushes for painting or drawing of pigs' or boars' bristles, horsehair or vegetable materials :		
	With handles of common wood, not painted, dyed, varnished or waxed, with or without a metal ring, even if nickelled	kg.	3.00
	With other handles	"	5.00
	Others	<i>ad valorem</i>	15 %
	Feather brooms and feather dusters	"	20 %
ex 645	Buttons : Fancy buttons, of metal, etc. Press buttons, etc. : To be sewn on To be rivetted on The same, covered with celluloid or similar material	kg. " " "	10.00 9.50 12.50 18.50
	Of hardened caseine, etc.	"	23.00
	Of corozo :		
	For trousers	"	6.00
	Other	"	14.00
ex 646	Playthings (<i>bimbeloterie</i>) etc. :		
	(1) (c) Metal toys, etc.	"	7.00
	(e) Animals, dolls, etc.	"	10.50
	(2) Toy engines, etc. :		
	(e) Articles not mentioned, etc.	"	7.50
646 (b)	Games and toys, etc. : Games and toys of metal, etc. Fine automatons of every kind, etc.	" "	11.50 36.00

LISTE D.

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Taux de la taxe
ex 10	Raisins secs Malaga	5 %
	Autres raisins	1/2 %
ex 52	Graines de betterave à sucre	1/4 %
	Semences de conifère	1/2 %
ex 108	ex 1.	
	a) Cognac	1 %
	ex b) Liqueurs autres que le kirsch	1 %
	c) Arack, rhum	1/2 %
	ex 2. Autres eaux-de-vie	2 %
ex 109	Moût de raisins, vins de fruits non concentrés, hydromel	1/2 %
ex 134	Bois scié (d'après l'essence du bois)	1 ou 5 %
ex 150	Terres et matières minérales, calcinées, chaux calcinées	1/2 %
ex 164	Goudrons autres que goudron provenant de la distillation du bois	1/2 %
ex 169	(Cire de lignite)	1/2 %
ex 173	Térébenthine, huile de térébenthine, etc., à l'exception de l'huile de résine	1/2 %
ex 369	Tiges et tubes en verre de moins de 8 millimètres	1/2 %
ex 380	Plaques sèches pour la photographie	1/2 %
ex 519	Articles non spécialement dénommés en métal anglais, etc., autres que couverts de table en acier étamé	1/2 %
ex 531	Machines à rouleaux pour l'impression des tissus, excepté celles pour l'impression sur tissus de soie	1/2 %
540	Appareils pour T. S. F. et pièces détachées	5 %
ex 553	Véhicules automobiles, etc., autres que motocycles et carrosseries d'auto- mobiles importées séparément	1/2 %
ex 597	Litharge en écailles et en morceaux	1/2 %
ex 604	Nitrobenzol, anthracène brut, naphthaline brute, acide phénique brut	1/2 %
620 a)	Éther éthylique	1/2 %
640	Allumettes	1/2 %
643	Cartouches vides	1/2 %
644	Cartouches chargées	1/2 %

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord en date de ce jour, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ont décidé d'en préciser au présent protocole les conditions d'application, suivant les dispositions ci-après :

Ad Article premier (liste A) :

Ad nos 108 a) ex-109 et 110 du tarif tchécoslovaque. — La Tchécoslovaquie pourra soumettre à la double condition d'origine et de provenance l'application des droits conventionnels prévus à la liste A pour les produits ci-après énumérés : cognacs, armagnacs et eaux-de-vie de vin autres (n° 108 a) vins (ex n° 109) et vins mousseux (n° 110 du tarif tchécoslovaque), ainsi que pour tous autres articles pour lesquels cette double condition serait exigée de tous pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée.

LIST D.

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty
ex 10	Malaga raisins	5%
	Other raisins	$\frac{1}{2}$ %
ex 52	Beet-sugar seed	$\frac{1}{4}$ %
	Seeds of conifer	$\frac{1}{2}$ %
ex 108	ex 1	
	(a) Cognac	1%
	ex (b) Liqueurs other than kirsch	1%
	(c) Arrack, rum	$\frac{1}{2}$ %
	ex 2 Other distilled spirituous liquors	2%
ex 109	Grape-must, wine of fruits not inspissated, mead	$\frac{1}{2}$ %
ex 134	Timber sawn, (according to the essence of the wood)	1 or 5%
ex 150	Earths and mineral substances, calcinated, calcinated lime	$\frac{1}{2}$ %
ex 164	Tars other than tar distilled from wood	$\frac{1}{2}$ %
ex 169	Lignite wax	$\frac{1}{2}$ %
ex 173	Turpentine, turpentine oil, etc., except resinous oil	$\frac{1}{2}$ %
ex 369	Glass rods and tubes of less than 8 mm.	$\frac{1}{2}$ %
ex 380	Dried plates for photographic purposes	$\frac{1}{2}$ %
ex 519	Articles not specially mentioned of Britannia metal, etc., except table covers of plated steel	$\frac{1}{2}$ %
ex 531	Machines with rollers for printing tissues, except those for the printing of silk tissues	$\frac{1}{2}$ %
540	Wireless sets and parts thereof	5%
ex 553	Automobiles, etc., except motor-cycles and bodies of automobiles imported separately	$\frac{1}{2}$ %
ex 597	Litharge in flakes and pieces	$\frac{1}{2}$ %
ex 604	Nitro-benzol, crude anthracine, crude naphthalene, crude carbolic acid	$\frac{1}{2}$ %
620(a)	Ethylic aether	$\frac{1}{2}$ %
640	Matches	$\frac{1}{2}$ %
643	Empty cartridges	$\frac{1}{2}$ %
644	Loaded	$\frac{1}{2}$ %

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the time of signing the agreement of to-day's date, the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have decided to define in the present Protocol the conditions of its application, in accordance with the following provisions :

Ad Article I (List A) :

Ad Nos. 108 (a), ex- 109 and 110 of the Czechoslovak tariff. — Czechoslovakia may subordinate to the double condition of origin and provenance the application of the conventional duties mentioned in List A for the following products : cognacs, armagnacs and other eaux-de-vie made from grapes (No. 108 (a)), wine (ex No. 109) and sparkling wine (No. 110 of the Czechoslovak tariff), and for all other articles for which this double condition may be imposed on all countries benefiting by the most-favoured-nation clause.

Ad n° 127 du tarif tchécoslovaque. — Les farines alimentaires ayant une teneur en cacao analogue à celle du produit dit « Phosphatine Falières » bénéficieront du droit de 720 couronnes prévu à la liste A.

Ad n° 155 b) du tarif tchécoslovaque. — S'il est exigé un certificat relatif à la nature des produits visés sous ce numéro (huiles essentielles autres non spécialement dénommées), il suffira d'une attestation de l'exportateur certifiée par la Chambre de commerce dont il relève, et déclarant qu'il s'agit bien d'une essence naturelle d'origine végétale et non alcoolique.

Ad n° 163 a) du tarif tchécoslovaque. — Seront considérés comme extraits liquides, les extraits à base de campêche qui contiennent au plus 30 p. 100 de cendres.

Ad n° 229 du tarif tchécoslovaque. — Les draps feutrés tissés sans fin, destinés à des usages techniques, bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100 par rapport aux droits autonomes actuellement en vigueur.

Ad n° 237 du tarif tchécoslovaque : Tapis à points noués. — Si pour cet article la Tchécoslovaquie modifiait le tarif actuel (3.375 couronnes aux 100 kg.), elle ne pourrait le majorer de plus de 50 p. 100 par rapport au taux de ce tarif.

Ad classe XXV du tarif tchécoslovaque : Soieries. — Si la Tchécoslovaquie, soit pour des raisons intérieures, soit du fait de la modification de ses échanges avec certains pays, est amenée à établir une nomenclature ou une tarification nouvelle des produits soyeux, elle ne pourra l'instituer que de l'assentiment du Gouvernement français. Celui-ci s'engage à cet effet à entrer en négociation à toute demande qui lui sera adressée par le Gouvernement tchécoslovaque. Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de quatre mois à dater de la demande, chacune des Hautes Parties contractantes pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Ad nos 298 à 300 du tarif tchécoslovaque. — Les imprimés rédigés en français, repris sous ces numéros, qui ont pour but exclusif de recommander des produits de l'industrie française ou d'en indiquer le mode d'emploi, bénéficieront d'une réduction de 50 p. 100 du droit afférent aux positions douanières sous lesquelles ils sont classés.

Ad n° 299 du tarif tchécoslovaque. — La franchise sera accordée aux journaux de modes, sous condition qu'ils paraissent au moins quatre fois par an, sous la forme de journal, et portent l'indication du rédacteur (éditeur), du montant de l'abonnement ou du prix du numéro, et qu'ils aient, en outre, un contenu littéraire (romans, feuilletons) ou technique (revue des modes ou articles similaires, ou bien description d'une certaine étendue des modèles reproduits). Ce régime sera appliqué même dans le cas où les journaux en question ne sont pas brochés, mais se composent de feuilles libres, mais paginées.

Ad n° 334 du tarif tchécoslovaque : Cuir de mouton, d'agneau, etc. — Si la tarification actuelle était augmentée, elle ne pourrait l'être que pour le cuir noir et l'augmentation ne pourrait dépasser 50 p. 100 du taux du tarif actuel. Un abaissement compensatoire serait simultanément établi pour le cuir de couleur naturelle.

Ad n° 445 du tarif tchécoslovaque. — Les compteurs à eau bénéficieront d'un droit égal aux $\frac{3}{8}$ des droits prévus selon l'espèce.

Ad nos 483 et 484 du tarif tchécoslovaque. — Les roues nues pour automobiles et avions bénéficieront, selon l'espèce, d'un droit égal au quart des droits prévus sous les nos 483 et 484.

Ad nos 528 et 554 du tarif tchécoslovaque. — Les carburateurs classés sous ces positions, seront admis au droit dont bénéficient les carburateurs repris au n° 537.

Ad n° 630 du tarif tchécoslovaque : Produits pharmaceutiques préparés, en sirops et solutions. — Si la Tchécoslovaquie établit un droit spécifique dont l'incidence sur certains produits classés sous ce numéro dépasse 15 p. 100 *ad valorem*, il est entendu que, sous réserve de la justification de la valeur, l'importateur pourra réclamer au lieu de l'application du droit spécifique, l'application d'un droit égal à 15 p. 100 de cette valeur.

Ad No. 127 of the Czechoslovak tariff. — Alimentary flours containing a proportion of cocoa similar to that in "Phosphatine Falières" shall only be required to pay the duty of 720 crowns specified in List A.

Ad No. 155 (b) of the Czechoslovak tariff. — If a certificate concerning the nature of the products referred to in this item (essential oils, not specially mentioned) is required, an affidavit by the exporter certified by his Chamber of Commerce shall be sufficient. The affidavit must state that the product is a natural essence of vegetable and non-alcoholic origin.

Ad No. 163 (a) of the Czechoslovak tariff. — Extracts having a basis of logwood containing at the most 30% ash shall be regarded as liquid extracts.

Ad No. 229 of the Czechoslovak tariff. — Endless-woven, felted cloth for technical use, shall be accorded a reduction of 30% as compared with the autonomous duties at present in force.

Ad No. 237 of the Czechoslovak tariff: knotted carpets. — If Czechoslovakia modifies her present tariff (3,375 crowns per 100 kg.), she may not increase it more than 50% as compared with the above rate.

Ad Class XXV of the Czechoslovak tariff: Silk wares. — If Czechoslovakia, either for internal reasons or as a result of changes in her trade with other countries, is obliged to establish a new nomenclature or tariff classification for silk products, she shall only apply such alterations with the consent of the French Government. The latter undertakes for this purpose to enter into negotiations in respect of every request which may be addressed to it by the Czechoslovak Government. If these negotiations do not succeed within four months from the date on which the request is made, either of the High Contracting Parties may denounce the present Convention, such denunciation to take effect two months thereafter.

Ad Nos. 298 to 300 of the Czechoslovak tariff. — Printed matter in French, dealt with under these numbers, the sole object of which is to advertise products of French industry or indicate how these products should be used, shall be accorded a reduction of 50% on the duties applying to the Customs items under which they are placed.

Ad No. 299 of the Czechoslovak tariff. — Fashion papers shall be admitted duty free provided they are published at least once a quarter in the form of a periodical, and include the editor's or publisher's name, the charge for subscriptions or price of each number and also contain literary matter (stories or serials) or technical matter (review of fashions or similar articles or a description of some of the models reproduced). This shall apply even when the periodicals in question are not bound but consist of loose (but numbered) sheets.

Ad No. 334 of the Czechoslovak tariff: Sheep and lambskin leather, etc. — If the present rates are increased, they may only be so in the case of black leather, and the increase may not exceed 50% of the present tariff rate. A reduction shall at the same time be made by way of compensation on natural-coloured leather.

Ad No. 445 of the Czechoslovak tariff. — Water-gauges shall be accorded a duty equal to three-fifths of the duties charged according to the variety of article.

Ad Nos. 483 and 484 of the Czechoslovak tariff. — Naked wheels for automobiles and aeroplanes shall be granted, according to the variety of article, a duty equal to one-fourth of the duties leviable under Nos. 483 and 484.

Ad Nos. 528 and 554 of the Czechoslovak tariff. — Carburettors classified under these items shall be allowed to enter at the same rate as the carburettors mentioned under No. 537.

Ad No. 630 of the Czechoslovak tariff: Pharmaceutical wares, prepared in the form of syrups or solutions. — If Czechoslovakia establishes a specific duty which would amount to more than 15% *ad valorem* on certain products classified under this heading, it is understood that, provided he proves the value, the importer may claim instead of the application of the specific duty the application of a duty equal to 15% of the said value.

Ad n° 637 a) du tarif tchécoslovaque. — Seront classés sous ce numéro, avec droit de 120 couronnes par 100 kilogrammes, les savons dits de Marseille, non parfumés, en blocs pesant au moins 500 grammes, étampés, comportant, la marque, le nom du fabricant, la composition du produit ou autres indications similaires, chaque bloc étant présenté sous enveloppe séparée.

Ad Article II.

(Liste B.)

Seront seuls exceptés du traitement prévu à l'article II, les produits repris à la liste B établie par le Gouvernement tchécoslovaque, comme n'intéressant pas son exportation, étant donné que si le Gouvernement tchécoslovaque justifiait ultérieurement d'un intérêt pour l'un quelconque de ces produits, ledit produit serait admis, immédiatement et inconditionnellement, en France, au bénéfice du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée.

(Liste C.)

Le tarif minimum sera appliqué aux matières de toutes espèces servant d'emballage à toutes les marchandises bénéficiant du tarif minimum, si ces matières sont, d'après les prescriptions douanières, dédouanées séparément.

Les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, bénéficiant des avantages prévus à la présente convention, jouiront, en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt et d'origine, des taux applicables aux produits identiques originaires ou en provenance de tous autres pays.

Ad n° 211 du tarif français. — Les feuilles de fer blanc décorées au vaporisateur et non émaillées sont admises aux droits du n° 211 (fer étamé).

Ad n° 350 B du tarif français. — Gobeletterie de verre et de cristal : Les pièces pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau, vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc., repris sous la position « autres » sont passibles d'un droit de 20 p. 100 *ad valorem* lorsque lesdites pièces sont garnies ou montées de métal non précieux, quelle que soit la partie de métal.

Ad n° 362 du tarif français. — Les objets autres qu'en verre soufflé ne présentant qu'une tubulure travaillée par soufflage au chalumeau, tubes à essais, ampoules pour sérum, réfrigérants, seront repris comme objets en verre non dénommés.

Ad n° 362 du tarif français. — Les verres et glaces genre « Triplex » c'est-à-dire composés de feuilles de verre à vitre ou de glace séparées par une pellicule en celluloïd ou en matière similaire, suivent le régime du n° 362 (objets en verre non dénommés).

Ad n° 533 A du tarif français. — Les frettes ou anneaux de rotors pour générateurs d'électricité, contenant jusqu'à 8 p. 100 de nickel, suivent le régime des pièces détachées de machines, de timonerie, etc. travaillées, telles qu'elles sont reprises au n° 533 A.

Ad n° 568 du tarif français. — Les boîtes pour lampes électriques de poche en métal commun sont admises comme articles en fer, en acier, etc., même lorsqu'elles sont présentées munies de connexions et parties isolées que comportent normalement les objets de l'espèce pour l'emploi de fabrication courante.

Ad n° 573, 577, 578, 579, 579 bis du tarif français. — Les articles de cuisine et de ménage nickelés ne seront, en aucun cas, assujettis aux droits de l'orfèvrerie de table nickelée.

Ad n° 635 quater du tarif français. — Verrerie et ustensiles pour instruments scientifiques et pour laboratoires. — 1° Les objets de l'espèce, autres qu'en verre soufflé, ne présentant qu'une tubulure ajoutée ou travaillée par soufflage au chalumeau, seront classés sous le n° 362 « Objets en verre non dénommés ».

2° Les mortiers et pilons actuellement classés sous le n° 362 seront classés sous le n° 350 c (gobeletterie autre).

Ad 637 (a) of the Czechoslovak tariff. — The following shall be classified under this number and shall be subject to a duty of 120 crowns per 100 kg. : soap known as "Marseilles" soap, unscented, in bars weighing at least 500 grammes, embossed with the mark, manufacturer's name, composition of the product or other similar indications, each bar being submitted in a separate wrapping.

Ad Article II.

(List B).

The only products exempted from the treatment mentioned in Article II shall be those taken from List B prepared by the Czechoslovak Government as being of no concern to Czechoslovak exports, while, if the Czechoslovak Government subsequently proved that it was interested in any of these products, the product in question would immediately and unconditionally be accorded in France the minimum tariff and most-favoured-nation treatment.

(List C).

The minimum tariff shall be applied to articles of every kind used for packing all the goods accorded the minimum tariff, if these articles are, according to the Customs regulations, passed separately through the Customs.

Products originating in and coming from Czechoslovakia receiving the advantages prescribed in the present Convention shall, as regards warehousing and "origin" surcharges be accorded the rates applicable to like products originating in or coming from all other countries.

Ad No. 211 of the French tariff. — Tinplate ornamented with an evaporisator and not enamelled shall be admitted under the duties of No. 211 (iron, tinned).

Ad No. 350 B of the French tariff. — Table glass ("gobeletterie") of glass or crystal : Articles for table or toilet use, for furnishing, or for ornamenting dwellings and office articles, vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc. under the item "others" shall be subject to a 20 % *ad valorem* duty when they are ornamented or set with non-precious metal, whatever the metal part may be.

Ad No. 362 of the French tariff. — Articles other than blown-glass goods, only having one tube produced by the blow-pipe, test-tubes, ampoules for serum, coolers, shall be treated as articles of glass not specially mentioned.

Ad No. 362 of the French tariff. — "Triplex" glasses and mirrors, *i. e.* glasses and mirrors consisting of sheets of plate-glass or mirror glass separated by a thin covering of celluloid or like material, shall be treated as if they come under No. 362 (articles of glass not specially mentioned).

Ad No. 533 A of the French tariff. — Retaining or rotor rings for electric generators containing up to 8% nickel, shall be treated as component parts of machines, of steering apparatus, etc., wrought, as mentioned in No. 533 A.

Ad No. 568 of the French tariff. — Cases for electric pocket-lamps in common metal may enter as iron, steel, etc. articles even when they are submitted with connections and spare parts which normally accompany these articles for their current make-up.

Ad Nos. 573, 577, 578, 579, 579 b of the French tariff. — Nickel kitchen and household utensils shall not in any case be required to pay the duties levied on nickelled tableware.

Ad No. 635 d of the French tariff. — Glassware and utensils for scientific instruments and laboratories. — (1) Articles of this kind other than of blown glass, having only one tube added or wrought by the blow-pipe shall be classified under No. 362 "Glassware not specially mentioned".

(2) Mortars and pestles, at present classified under No. 362, shall be classified under No. 350 c (table-glass, other.)

Ad Article IV.

Pour l'application de l'alinéa 5 de l'article IV ci-dessus, le Gouvernement français déclare que cet article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer, pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs.

Il est entendu, d'autre part, que si les mercuriales officielles et barèmes spéciaux qui sont visés à l'article IV, et en conformité desquels seraient ajustés les prix portés sur facture, apparaissaient au Gouvernement tchécoslovaque comme fondés sur des évaluations contestables, il pourrait demander au Gouvernement français toutes informations relatives à ces bases d'évaluation.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'article IV ne seront pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614 *ter* du tarif français et 553 du tarif tchécoslovaque.

En Tchécoslovaquie, conformément à la disposition spéciale inscrite à l'article IV, le dédouanement des voitures automobiles (n° 553 du tarif tchécoslovaque) soumises dans la République tchécoslovaque à des droits *ad valorem*, sera effectué sur la base des prix réels pratiqués dans le pays d'origine majorés conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission.

À cet effet le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à prendre en considération, sans pour cela renoncer à son pouvoir d'appréciation, outre les factures présentées par les importateurs, tous les éléments d'estimation à lui transmis par le Gouvernement français comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance.

Ce régime sera maintenu et les modalités d'application en demeureront invariables aussi longtemps que durera le système des licences d'importation. Toutefois les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entrer en négociations quatre mois avant la date prévue au présent protocole (*ad* article V) pour l'ouverture des négociations relatives au contingentement, à l'effet de substituer un régime de droits spécifiques au régime prévu par le présent accord. Au cas où une entente interviendrait, l'institution du régime de droits spécifiques entraînerait le retour à la libre importation des véhicules automobiles. Si au contraire l'entente sur la tarification ne peut être établie, la question fera, de même que celle du contingentement prévue à l'article V, l'objet de négociations, sans préjudice de la faculté de dénonciation que le présent protocole de signature (*ad* article V) prévoit dans le cas de l'insuccès de ces négociations.

Ad Article V.

Par dérogation à son régime actuel d'importation, la Tchécoslovaquie accorde à la France, pour les articles ci-après les contingents d'importation annuels suivants :

Numéros du tarif tchécoslovaque			
49 b) 2.	Semences de luzerne	7.000	quintaux.
49 b) 3.	Semences de trèfle violet	1.000	quintaux.
109 et 110.	Vin et vin mousseux	120.000	hectolitres.
553.	Véhicules automobiles de toute espèce .	1.000	voitures.

Étant donné les réserves faites par la Tchécoslovaquie en vertu de l'article 6 de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève, le 8 novembre 1927¹, en ce qui concerne le vin, les semences de trèfle violet, ainsi que les véhicules automobiles, dont sera saisie la Conférence internationale convoquée sous les auspices de la Société des Nations pour le 3 juillet 1928, et, en attendant les résultats de cette

¹ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

Ad Article IV.

As regards the application of paragraph 5 of Article IV above, the French Government declares that this article is not intended to substitute internal prices for actual prices abroad as a basis for the levying of duties, but to fix — and only for products the value of which cannot be determined on other bases — an average value, to obtain which account shall be taken both of prices at home and actual prices on the principal foreign markets.

It is, moreover, understood that if the official price returns or scales of prices mentioned in Article IV, according to which the invoice prices are adjusted, appear to the Czechoslovak Government to be based on uncertain estimates, the Czechoslovak Government may ask the French Government to supply all information concerning the bases on which the estimate was made.

The High Contracting Parties agree that the provisions of Article IV shall not apply to automobiles coming under No. 614 (c) of the French tariff and No. 553 of the Czechoslovak tariff.

In Czechoslovakia, in accordance with the special provisions included in Article IV, automobiles (No. 553 of the Czechoslovak tariff) subject in Czechoslovakia to *ad valorem* duties shall be taxed on the basis of the actual prices obtaining in the country of origin, plus — in accordance with Czechoslovak law — the cost of packing, transport as far as the Czechoslovak frontier, insurance and commission.

For this purpose the Czechoslovak Government — without thereby renouncing the right to form its own decision — undertakes to consider, in addition to the invoices submitted by importers, all the evidence transmitted to it by the French Government as emanating from reliable industrial bodies competent to furnish it.

This régime shall be maintained and the methods of application shall remain unchanged for as long as the system of import licences obtains. Nevertheless, the High Contracting Parties agree to enter into negotiations four months before the date laid down in the present Protocol (*ad Article V*) for the opening of negotiations concerning quotas, with a view to substituting a system of specific duties for the system laid down in the present Agreement. Should an agreement be reached, the establishment of the régime of specific duties would mean that automobiles could once again be imported free. If, on the other hand, no agreement concerning classification can be reached, the question, like the question of quotas mentioned in Article V, shall be the subject of negotiations, without prejudice to the right of denunciation provided for in the present Protocol of Signature (*ad Article V*), in the event of these negotiations proving unsuccessful.

Ad Article V.

As exceptions to her present import régime, Czechoslovakia grants to France the following annual import quotas in respect of the following articles :

Number in Czechoslovak Tariff		
49 (b) 2	Lucerne seed	7,000 quintals
49 (b) 3	Esparcet	1,000 quintals
109 and 110	Wine and sparkling wine	120,000 hectolitres
553	Automobiles of all kinds.	1,000 vehicles

In view of the reservations made by Czechoslovakia in virtue of Article 6 of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, signed at Geneva on November 8th, 1927¹, as regards wine, esparcet and automobiles — which reservations will be dealt with by the International Conference convened under the auspices of the League of Nations for July 3rd, 1928 — and pending the results of this international action, the High Contracting

¹ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

action internationale, les Hautes Parties contractantes s'engagent, dans le cas où, quatre mois après la mise en vigueur de ladite convention internationale, des prohibitions ou des restrictions à l'importation ou à l'exportation, intéressant l'une des Hautes Parties contractantes, existeraient sur le territoire de l'autre, à entrer en négociations, à la demande de la Partie intéressée.

Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, chacune des Hautes Parties contractantes pourrait dénoncer la présente convention commerciale pour prendre fin deux mois après.

Ad Article VIII.

Les dispositions de l'article VIII, alinéa premier, visent également les taxes sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la taxe compensatoire sur le charbon, il est entendu qu'elle sera calculée par rapport au prix de la marchandise importée selon les procédés et la méthode appliquée aux produits de la nation la plus favorisée.

Ad Article XI.

Pour l'application de l'article XI, le Gouvernement français considérera comme s'étendant aux produits originaires et en provenance de Tchecoslovaquie énumérés ci-après, en ce qui concerne la détermination de leur nationalité, la disposition réglementaire suivant laquelle les marchandises ou les produits qui ont subi dans un pays tiers étranger, bénéficiant d'un tarif douanier plus favorable que leur pays d'origine une transformation complète, sont réputées originaires dudit pays tiers, sans qu'il y ait, d'ailleurs, à distinguer si la transformation a été effectuée ou non sous un régime de contrôle douanier :

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
ex 34	Jaunes d'œufs.
74	Malt.
ex 96	Café torréfié ou succédanés du café.
110 bis	Huiles cuites ou oxydées.
ex 128,	Bois équarris ou scié, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque.
ex 133 bis	
136 bis	Paille ou laines de bois.
ex 175	Marbres taillés, polis, ornés de moulures ou ayant reçu une autre ouvraison.
ex 175 bis	Albâtre sculpté ou autrement ouvré.
ex 177	Pierres travaillées, ciselées, ornées de moulures.
178 bis	Émeris pulvérisés. Corindons en grains.
178 ter	Émeris appliqués sur papier et sur tissus ; agglomérés en meules, etc.
178 quater	Pierre à affûter et à aiguiser les outils.
ex 180	Ardoises, nues ou encadrées, spécialement destinées à l'écriture ou au dessin.
180 bis	Ardoises avec encadrement en bois verni ou en bois blanc, munies d'un abaque ou d'une gaine métallique pour le crayon.
ex 200	Or battu en feuilles et en poudre inpalpable.
ex 201	Argent battu en feuilles.
ex 203	Aluminium en feuilles ou en poudre, laminé, forgé ou fondu.
ex 221	Cuivre pur ou allié de zinc, laminé ou battu ; en planches, en fil ou non ; cuivre doré ou argenté : en masses ou en lingots, battu, étiré, laminé ou filé sur fil ou sur soie, bronze en poudre.
ex 223	Étain pur ou allié, battu ou laminé, étiré en fils et plaques d'étain.
ex 224	Zinc laminé.
ex 225	Nickel, produits de première fusion, pur, affiné, battu, laminé, en fils ; nickel allié au cuivre avec ou sans zinc, en lingots ou masses, battu, laminé et en fils.

Parties undertake at the request of the Party concerned, to enter into negotiations, in case, four months after the coming into force of the said International Convention, there still exist in the territory of the other Party any import or export prohibitions or restrictions affecting either of the High Contracting Parties.

If these negotiations do not prove successful within one month, either of the High Contracting Parties may denounce the present Commercial Convention, such denunciation to take effect two months later.

Ad Article VIII.

The provisions of paragraph 1 of Article VIII also apply to the turnover taxes.

As regards the compensatory tax on coal, it is agreed that this shall be calculated with reference to the price of the imported commodity in accordance with the method applied to products of the most favoured nation.

Ad Article XI.

For the purposes of Article XI, the French Government shall regard as applying to the following products originating in and coming from Czechoslovakia — so far as concerns the determination of their nationality — the regulation whereby goods or products which have undergone complete transformation in a third country enjoying a more favourable Customs tariff than the country of origin of the goods or products, shall be considered as originating in the said third country irrespective of whether the transformation did or did not take place under a régime of Customs control :

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
ex 34	Yolks of eggs.
74	Malt.
ex 96	Coffee roasted or coffee substitutes.
110 (b)	Oils, boiled or oxidised.
ex 128,	Wood sawn or squared, impregnated or having undergone any form of chemical preparation.
ex 133 (b)	
136 (b)	Straw or wool or wood.
ex 175	Marble, cut, polished, moulded or otherwise worked.
ex 175 (b)	Alabaster, carved, or otherwise worked.
ex 177	Stone, worked, chiselled, moulded.
178 (b)	Emery in powder. Corundum in grits.
178 (c)	Emery when applied on paper or on tissue ; grindstones of emery, etc.
178 (d)	Stone for setting and sharpening tools.
ex 180	Slates, plain or framed, intended specially for writing or drawing.
180 (b)	Slates, with frames of varnished or white wood, with abacus or with metal sheaths for the pencil.
ex 200	Gold, hammered in leaves and in dust.
ex 201	Silver, hammered in leaves.
ex 203	Aluminium in leaves or in powder, rolled, forged or cast.
ex 221	Copper, pure or alloyed with zinc, rolled or hammered ; in plates, polished wire or not ; copper gilt or silvered : in lumps or ingots, hammered, drawn, rolled or spun on thread or on silk, bronze powder.
ex 223	Tin, pure or alloyed, hammered or rolled, drawn in wire and in tin plates.
ex 224	Zinc, rolled.
ex 225	Nickel, products of first fusion, pure, hammered, rolled, in wire ; nickel alloyed with copper with or without zinc, in ingots or in crude lumps, hammered, rolled and in wire.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
ex 298	Laques et couleurs analogues, sauf à l'état brut.
301	Crayons.
ex 301 bis	Mines pour crayons.
317	Chicorée, brûlée ou moulue et succédanés de chicorée en grains ou moulus.
380, 381 bis	Filés de soie.
476	Peaux préparés.
ex 493	Pelleteries non spécialement dénommées, préparées ou en morceaux cousus.
494	Pelleteries ouvrées ou confectionnées.
577	Poteries ou autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine, de zinc ou de plomb.
578	Ouvrages en zinc de toute espèce.
579 bis	Ouvrages en aluminium autres que la bijouterie et ouvrages en bronze d'aluminium.
ex 585	Capsules de poudre fulminante de chasse, de tir.
594	Baguettes et moulures en bois.
594 bis	Cadres en bois de toutes dimensions.
603 quater	Ouvrages en bois : placages, contreplacage et autres (concession limitée aux espèces de bois existant en Tchécoslovaquie).
ex 620 ter	Mica en feuilles ou en plaques.

Ad Article XIII.

Pour l'application des articles I et II, chacune des Hautes Parties contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire :

- 1^o Changement de mode de transports ;
ou, sous le contrôle du Service des Douanes du pays intermédiaire :
- 2^o Modification du conditionnement extérieur des marchandises ;
- 3^o Division en plusieurs lots ;
- 4^o Assortiment.

Comme justification du transport direct, les déclarants devront produire à la douane du pays de destination :

a) Dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement de mode de transport ;

b) Dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes du pays intermédiaire attestant :

- L'identité des marchandises ;
- Les manutentions exécutées ;
- Qu'au moment de leur départ du lieu d'origine, elles avaient bien le pays d'importation pour destination ;
- Qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être récusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
ex 298	Varnish and assimilated paints, except in the raw state.
301	Pencils.
ex 301 (b)	Lead for pencils.
317	Chicory, roast or ground, and chicory substitutes scorched in grains or ground.
380, 381 (b)	Silk yarns.
476	Skins and hides, prepared.
ex 493	Peltries, not specially mentioned, prepared or in sewn pieces.
494	Peltries, worked or made up into articles.
577	Tin pots and other manufactures of tin, pure or alloyed with antimony, zinc or lead.
578	Zinc wares of all sorts.
579 (b)	Manufactures of aluminium, other than jewellery and manufactures of aluminium bronze.
ex 585	Percussion caps for sporting purposes and target practices.
594	Beadings and mouldings of wood.
594 (b)	Frames of wood of all sizes.
603 (d)	Wooden wares : veneer and ply wood and others (concession restricted to species of wood found in Czechoslovakia).
ex 620 (c)	Mica in sheets or plates.

Ad Article XIII.

For the purposes of applying Articles I and II each of the High Contracting Parties agrees not to regard as an interruption of through transport by land unloadings and re-loadings undertaken in the territory of the other Party in the course of transport, even in the following cases :

- (1) A change in the means of transport ;
or, under the control of the Customs service of the intermediate country ;
- (2) A modification of the external make-up of the goods ;
- (3) Division into several lots ;
- (4) Sorting.

As proof of through transport, the declarers must present to the Customs office of the country of destination :

(a) In the first case mentioned above, the original invoices, despatch notes, waybills, and all transport documents establishing that, at the time of leaving the country of origin, the goods were intended for the country of import, and that they have not remained at intermediate points beyond the time necessary for transshipment and for effecting the change in the means of transport ;

(b) In the three other cases, certificates of the Customs service of the intermediate country, attesting :

The identity of the goods ;
The handling to which they were subjected ;
That at the time of leaving the place or origin they were destined for the country of importation ;

That they did not remain at intermediate points beyond the time necessary to make the change in their external make-up or to divide them into lots or sort them.

These different documents may be rejected by the Customs Service of the country of importation if there is suspicion of fraud or substitution.

Ad Article XIV.

En attendant que la réglementation française actuellement à l'étude en matière de justification d'origine soit entrée en application, seront dispensés de la justification d'origine à l'entrée en France les produits ci-après importés de la Tchécoslovaquie :

Bois ronds, bruts, bois sciés ou équarris, briques, chaux, ciments, dolomie, écaussines brutes ou travaillées, ardoises pour toitures, dalles et tables, houille, laine, levures de bière, marbres, pavés en pierres naturelles, pierres de construction brutes ou ouvrées, pierres concassées pour l'empierrement des routes, plâtre, sabots en bois, tuiles, poissons et crustacés de pêche tchécoslovaque.

Amidon, fruits conservés en boîtes ou récipients en verre, contenus dans des emballages immédiats portant en caractères indélébiles des marques tchécoslovaques.

Armes, automobiles, calorifères en fonte et en tôle, carreaux en ciment comprimé, cheminées en fonte et en tôle, coffres-forts, cuisinières en fonte et en tôle, fourneaux de cuisine en fonte et en tôle, poêles en fonte et en tôle (la dispense du certificat d'origine s'étend aux calorifères, cheminées, cuisinières, poêles et fourneaux de cuisine en tôle émaillée ou bien ornés de faïences), instruments de musique, machines et mécaniques, motocyclettes, rails, side-cars, revêtus d'une marque indélébile de fabrique tchécoslovaque.

Superphosphates et scories en sacs revêtus de marques de fabrique tchécoslovaque.

Houblons accompagnés du certificat d'origine spécial délivré par un des offices de marquage de houblon.

Il est entendu que, dans tous les cas, le service des douanes conservera la faculté de recourir à l'expertise légale lorsque l'origine des envois lui paraîtra douteuse.

Ad Article XVII.

Pour l'application de l'article XVII, il est entendu que :

1^o L'alinéa 4 vise expressément l'emploi des appellations géographiques d'origine sous la forme substantive ; les autres emplois pouvant prêter à confusion tombent sous la législation respective de chaque pays ;

2^o L'expression « produits vinicoles » s'entend expressément du vin et de ses dérivés et ne vise en aucune manière les plants et cépages produisant le raisin ;

3^o Seront admis au bénéfice du droit conventionnel ou de droits plus favorables qui pourraient être institués par la Tchécoslovaquie au bénéfice d'une Puissance tierce :

a) Les vins français originaires de régions délimitées par la législation française ;

b) Tous les vins français bénéficiaires d'une appellation déposée, contre laquelle aucun recours n'a été introduit depuis une durée d'un an ;

c) Tous autres vins originaires et en provenance de France, d'Algérie, des colonies ou pays de protectorats français, purs de tout mélange ou coupage avec des vins d'origine étrangère et pouvant ultérieurement bénéficier d'une appellation d'origine conformément à la législation française.

Les vins repris sous le paragraphe a) seront accompagnés d'une attestation d'origine conforme au modèle (1) ci-joint ; la même attestation d'origine accompagnera les vins repris sous le paragraphe b) lorsque le Gouvernement français aura notifié au Gouvernement tchécoslovaque les appellations visées audit paragraphe et que celui-ci aura pris les mesures administratives nécessaires ; dans tous les autres cas, les vins devront être accompagnés du certificat d'origine conforme au modèle (2) ci-joint.

* * *

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour que des négociations soient ouvertes, dans un délai de deux mois à dater de la mise en vigueur de la présente

Ad Article XIV.

Pending the entry into force of the French regulations at present being considered in regard to proof of origin, the following products, when imported from Czechoslovakia, shall not be required to furnish proof of origin on their entry into France :

Wood, rounded, rough, sawn or squared, bricks, lime, limestone, cement, dolomite, *écaussines*, rough or worked, slates for roofs, paving blocks, coal, wool, brewers' yeast, marble, paving stones of natural stone, stone for building purposes, rough or worked, stone broken up in pieces for road-making, plaster, wooden sabots, tiles, fish and crustaceans products of Czechoslovak fisheries ;

Starch, fruits preserved in tins or glass receptacles bearing on their immediate packing indelible Czechoslovak marks ;

Arms, automobiles, heaters of cast and sheet iron, slabs of pressed cement, fireplaces of cast and sheet iron, safes, kitchen and cooking ranges and stoves of cast and sheet iron (exemption from the certificate of origin shall extend to heaters, fireplaces, stoves, kitchen and cooking ranges of enamelled sheet iron or ornamented with faience), musical instruments, machinery, motor bicycles, rails and side-cars bearing an indelible Czechoslovak trade mark ;

Superphosphates and slag in sacks bearing Czechoslovak trade marks ;

Hops, accompanied by the special certificate of origin issued by one of the hop-marking offices.

It is agreed that in all cases the Customs Service shall retain the right to have recourse to an expert enquiry when the origin of the consignments appears to be doubtful.

Ad Article XVII.

For the purposes of applying Article XVII it is agreed that :

(1) Paragraph 4 expressly refers to the use of geographical appellations of origin in a substantive form ; other uses liable to cause confusion come under the respective laws of each country ;

(2) The term " products of the wine industry " denotes wine and its derivatives, and in no sense refers to plants and wines producing the grape ;

(3) The following shall be granted the conventional duty or any more favourable duties which may be established by Czechoslovakia in favour of a third Power :

(a) French wines originating in areas defined by French law ;

(b) All French wines with a registered appellation against which no appeal has been made in the course of the past year ;

(c) All other wines originating in and coming from France, Algeria and the French colonies or protectorates, not mixed or diluted with wines of foreign origin and entitled subsequently to benefit by an appellation of origin in conformity with French law.

The wines mentioned under paragraph (a) shall be accompanied by a certificate of origin in conformity with Model 1 attached ; the same certificate of origin shall accompany the wines mentioned under paragraph (b) when the French Government has notified to the Czechoslovak Government the appellations referred to in the said paragraph and when the latter has taken the necessary administrative steps ; in all other cases the wines must be accompanied by the certificate of origin in conformity with Model 2 attached.

* * *

The High Contracting Parties agree to take all necessary measures in order that negotiations may be opened within two months of the coming into force of the present Convention with a view

convention en vue de conclure une convention spéciale destinée à faciliter, dans toute la mesure du possible, le trafic réciproque des matières végétales et animales entre les deux pays tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux en la matière.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.
 (L. S.) (Signé) M. BOKANOWSKI.
 (L. S.) (Signé) Stefan OSUSKY.
 (L. S.) (Signé) VANÍČEK.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
 Chef du Service du Protocole
 P. de Fouquières.

MODÈLE N° 1.

ANNEXE AD ARTICLE XVII

ATTESTATION D'APPELLATION D'ORIGINE
 POUR PRODUITS VINICOLES EXPORTÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Je soussigné (caractère de l'agent départemental) du service de la répression des fraudes, atteste par la présente que l'envoi désigné ci-dessous,
 provenant de (nom du vendeur) à
 destiné à (nom de l'acheteur) à
 selon facture du à moi présentée et concernant :

Marque	Numéro	Nombre	Emballage	Produit	Litres	Poids

comporte (contenu) litres de (produit d'origine française (lieu de production)
 justifiant du droit à l'appellation d'origine
 en vertu de la législation française.

Fait à (siège du service départemental)
 le

Signature,

Timbre humide
 de l'Administration.

OBSERVATION. — Cette attestation est à présenter par le vendeur au Consulat général de la République tchécoslovaque à Paris pour la légalisation.

to the conclusion of a special Convention intended as far as possible to facilitate the exchange of vegetable and animal materials between the two countries, while at the same time safeguarding their vital interests in this matter.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

(L. S.) (Signed) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) (Signed) Stefan OSUSKY.

(L. S.) (Signed) VANÍČEK.

MODEL No. 1.

ANNEX TO ARTICLE XVII.

ATTESTATION OF APPELLATION OF ORIGIN
FOR PRODUCTS OF THE WINE INDUSTRY EXPORTED TO CZECHOSLOVAKIA.

I, the undersigned (quality of departmental agent), of the service for the prevention of customs fraud, hereby certify that the consignment specified below,
coming from (name of seller) at
consigned to (name of buyer) at
as per invoice of submitted to me and referring to :

Mark	Serial Number	Number of Articles	Packing	Product	Litres	Weight

contains litres of (product
of French origin) (place of production)
entitled to the appellation of origin under French law.

Done at (seat of departmental service)
on

Signature,

Stamp of
Administration.

NOTE. — This attestation is to be submitted by the seller for legalisation to the Consulate-General of the Czechoslovak Republic in Paris.

MODÈLE N° 2.

ANNEXE AD ARTICLE XVII

CERTIFICAT D'ORIGINE POUR LES VINS EXPORTÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Je soussigné¹
certifie par la présente que l'envoi désigné ci-dessous, provenant de (nom du vendeur) destiné à
(nom de l'acheteur) à
selon facture du à moi présentée et concernant :

Marque	Numéro	Nombre	Emballage	Produit	Litres	Poids

comporte (contenu) litres de (produit) originaires de France, d'Algérie,
des colonies ou pays de protectorats français, et pouvant ultérieurement bénéficier d'une appellation
d'origine.

Fait à , le

Signature,

Timbre humide
de l'Administration.

OBSERVATION. — Ce certificat est à présenter par le vendeur à l'autorité consulaire tchécoslovaque compétente selon son domicile (siège) pour visa.

¹ En Algérie, dans les colonies et pays de protectorats français, le certificat sera délivré par l'autorité à ce habilitée dont la désignation sera notifiée au Gouvernement tchécoslovaque.

Ad Article XXI.

Les Hautes Parties contractantes entendent que les dispositions de la présente convention concernant le traitement des étrangers s'appliquent aux personnes des ouvriers, employés et autres salariés admis sur leur territoire, comme à toute autre personne étrangère. Elles n'ont cependant point entendu régler, par les dispositions de la présente convention, les conditions et garanties afférentes au séjour temporaire et à l'établissement permanent de la main d'œuvre étrangère, des employés et autres personnes salariées ; ni se prononcer sur les mesures que certains Etats sont amenés à prendre pour la protection du marché national du travail.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à examiner avec bienveillance la question du traitement des travailleurs et employés de l'une des Parties dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne la protection des travailleurs et employés et l'assurance sociale, afin de garantir, de part et d'autre, à ces travailleurs et employés, par des arrangements appropriés, un traitement leur offrant des avantages aussi équivalents que possible. Ces arrangements seront fixés par une convention spéciale.

MODEL No. 2.

ANNEX TO ARTICLE XVII.

CERTIFICATE OF ORIGIN FOR WINE EXPORTED TO CZECHOSLOVAKIA.

I, the undersigned¹
 hereby certify that the consignment specified below,
 coming from (name of seller) at
 consigned to (name of buyer) at
 as per invoice of submitted to me and referring to :

Mark	Serial Number	Number of Articles	Packing	Product	Litres	Weight

contains _____ litres of (product) originating in France, Algeria and the French colonies or protectorates, and subsequently entitled to an appellation of origin.

Done at _____ on (date)

Signature,

Stamp of
Administration.

NOTE. — This certificate is to be submitted by the seller to be *visé* by the Czechoslovak consular authority competent in his place of residence.

¹ In Algeria and in the French colonies and protectorates the certificate shall be issued by the competent authority whose name shall be notified to the Czechoslovak Government.

Ad Article XXI.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the present Convention regarding the treatment of foreigners shall apply to workmen, employees and other wage-earners admitted into their territory, in the same way as to any other foreigner. They have not, however, intended to regulate by means of these provisions the conditions and guarantees relating to the temporary residence and permanent establishment of foreign labourers, employees and other wage-earners, nor to express any opinion on the measures which certain States are called upon to adopt for the protection of the home labour market.

The High Contracting Parties undertake to give sympathetic consideration to the question of the treatment of the workmen and employees of one of the Parties in the territory of the other, as regards their protection and social insurance, with a view to guaranteeing to the workmen and employees of the two Parties, by means of suitable arrangements, treatment which will offer them advantages as nearly equivalent as possible. These arrangements shall be laid down in a special convention.

Ad Article XXII.

Les deux Hautes Parties contractantes sont toutefois d'accord pour ne pas établir, par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise aux sociétés de tous autres pays.

Si la loi de l'une des Hautes Parties contractantes soumet à une autorisation préalable et révoicable l'établissement sur son territoire des sociétés de l'autre Partie, celle-ci est en droit de réclamer une application de cette loi qui assure à ses sociétés des possibilités et des garanties d'établissement équivalentes en fait à celles qu'elle accorde elle-même. Si cette équitable réciprocité ne lui paraissait pas réalisée, elle pourrait demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de l'établir, par des mesures appropriées, sur la base du régime le plus libéral. Dans le cas où les négociations entamées ne donneraient pas de résultat dans le délai d'un mois à dater de la demande, l'État demandeur pourra dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Si, par suite de changements apportés, après la signature de la présente convention, aux lois et règlements de l'une des Hautes Parties contractantes, le traitement résultant de la clause de la nation la plus favorisée devenait, dans son ensemble, moins favorable dans un Etat que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer, sur la base du régime le plus libéral, une légitime réciprocité. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de chacun des deux Etats.

Ad Articles XXI et XXII.

Les dispositions de la présente convention relatives au droit d'établissement n'apportent aucune dérogation aux traités spéciaux conclus entre les Hautes Parties contractantes.

Ad Article XXVI.

Dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent accord, les Hautes Parties contractantes examineront en commun l'équivalence de leurs législations respectives sur le jaugeage des navires de commerce ainsi que sur la sécurité de la navigation et l'hygiène à bord desdits navires en vue d'arriver, s'il y a lieu, à une reconnaissance réciproque de la valeur des certificats délivrés en vertu de ces législations.

Les dispositions de l'article XXVI, en tant qu'elles prévoient l'égalité complète de traitement entre les entreprises de navigation des deux pays, leurs navires et leurs biens, s'appliqueront également dans la zone tchécoslovaque des ports de Hambourg et de Stettin visée aux articles 363 et 364 du Traité de Versailles.

Ad Article XXVII.

En ce qui concerne l'application de l'article XXVII, le Gouvernement tchécoslovaque, prenant texte de sa législation qui soumet à une concession préalable et à un contrôle d'Etat l'activité, en matière d'émigration, des compagnies maritimes et agences d'émigration, tant nationales qu'étrangères, déclare qu'il n'a donné son adhésion au Statut et à la Convention de Genève sur le régime international des ports maritimes qu'en faisant, en ce qui touche l'émigration, la réserve prévue à l'article 12 dudit statut.

Le Gouvernement tchécoslovaque déclare toutefois que les entreprises de navigation françaises auxquelles des concessions pour le transport des émigrants ont été accordées, continueront à en bénéficier tant qu'elles se conformeront aux conditions auxquelles l'octroi de la concession est subordonné. Les demandes éventuelles de concessions présentées par d'autres entreprises françaises de navigation seront également accueillies favorablement par ce gouvernement si ces entreprises se conforment à la législation en vigueur.

Ad Article XXII.

Nevertheless, the two High Contracting Parties agree not to create, by means of previous authorisation, any obstacle to the establishment of companies engaged in activities such as are generally permitted to the companies of all other countries.

If the law of one of the High Contracting Parties makes the establishment in its territory of companies of the other Party dependent upon a previous and revocable authorisation, the latter Party may claim that this law shall be applied in such a way as to ensure to its companies facilities and guarantees in regard to establishment equivalent in effect to those which it itself grants. If the said Party does not consider that this equitable reciprocity has been realised, it may request the immediate opening of negotiations with a view to establishing such reciprocity by suitable measures on the most liberal basis. Should the negotiations fail to reach a successful result within one month from the date of the request, the applicant State may denounce the present Convention with effect as from two months later.

If, in consequence of changes in the laws and regulations of one of the High Contracting Parties made after signature of the present Convention, the treatment resulting from the most-favoured-nation clause should, as a whole, become less favourable in one country than in the other, negotiations shall be entered into with a view to determining the measures calculated to ensure legitimate reciprocity on the most liberal basis. These measures, once agreed upon, shall be put into force by the Governments of the High Contracting Parties in the territory of each of the two States.

Ad Article XXI and XXII.

The provisions of the present Convention relating to the right of establishment shall not in any way affect the special treaties concluded between the High Contracting Parties.

Ad Article XXVI.

Within three months of the coming into force of the present Convention, the High Contracting Parties shall jointly examine the equivalence of their respective laws on the tonnage measurement of merchant vessels, and on safety of navigation and health on board the said vessels, with a view to securing, if necessary, the mutual recognition of the value of certificates issued under those laws.

The provisions of Article XXVI, in so far as they provide for complete equality of treatment between the shipping undertakings of the two countries, their vessels and their property, shall also apply in the Czechoslovak zone of the ports of Hamburg and Stettin, referred to in Articles 363 and 364 of the Treaty of Versailles.

Ad Article XXVII.

With regard to the application of Article XXVII, the Czechoslovak Government, in conformity with its legislation, which makes the emigration activities of shipping companies and emigration agencies, both national and foreign, subject to a previous concession and State control, declares that its accession to the Statute and Convention of Geneva on the international régime of maritime ports, was made subject, as regards emigration, to the reservation provided for in Article 12 of the said Statute.

Nevertheless, the Czechoslovak Government declares that French shipping enterprises to which concessions have been granted for the transport of emigrants shall continue to enjoy these concessions as long as they comply with the conditions under which the concession was granted. Any requests for concessions submitted by other French shipping enterprises shall also be favourably considered by the Czechoslovak Government, provided these enterprises comply with the laws in force.

Le Gouvernement français, prenant acte des déclarations faisant l'objet des paragraphes précédents, déclare qu'il ne fera pas usage du droit qu'il fonde sur la contre-réserve qu'il a formulée en signant lesdites Convention et Statut de Genève, aussi longtemps qu'il ne sera point porté atteinte à l'exercice des concessions accordées aux Compagnies françaises qui en bénéficient déjà et que le Gouvernement tchécoslovaque agira équitablement avec les compagnies françaises qui pourraient requérir ultérieurement une concession d'émigration.

Le Gouvernement français consent de même à ne pas appliquer immédiatement des mesures compensatoires, au cas où il croirait les intérêts français lésés, et à entreprendre avec le Gouvernement tchécoslovaque, en vue de faire droit auxdits intérêts, des négociations qui devront être ouvertes immédiatement et aboutir à un accord dans le délai d'un mois de la demande adressée par le Gouvernement français. Si, à l'expiration de ce délai, l'accord n'a pu être réalisé, la France pourra se déclarer déliée des obligations des articles XXVI et XXVIII de la présente convention, les rapports des Parties contractantes n'étant plus dès lors régis, en matière maritime, que par la loi intérieure de chacune d'elles et par les conventions internationales auxquelles elles sont également parties.

Toutefois, les mesures compensatoires visées ci-dessus ne pourront être prises par le Gouvernement français que dans un délai de deux mois après la clôture des négociations. Il en sera de même des mesures de rétorsion que le Gouvernement tchécoslovaque croirait devoir prendre.

Ad Articles XXX et XXXI.

En ce qui concerne l'accès et le séjour des ressortissants tchécoslovaques dans les colonies françaises, le Gouvernement français n'établira pas de mesures de discrimination à leur détriment.

Il assurera le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, qui sont ou seraient admis à s'établir sur le territoire des colonies françaises, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public ou de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien de ne pas établir de discrimination à l'encontre des ressortissants tchécoslovaques, en ce qui concerne leur accès et leur séjour en Tunisie et d'accorder également aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, établis sur le territoire tunisien, le bénéfice des droits communs aux ressortissants des diverses Puissances, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien d'étendre aux ports de la Tunisie les dispositions de l'article XXVI, réserve faite pour la pêche et le cabotage.

En ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce et le régime des échantillons et modèles, le Gouvernement français s'engage à ne prendre dans ses colonies et en Tunisie aucune mesure discriminatoire dirigée spécialement contre les intérêts tchécoslovaques.

Ad Article XXXIV.

Il est bien entendu que la faculté reconnue par l'article XXXIV à chacune des Hautes Parties contractantes de réclamer des modifications ou adaptations de la présente convention ne vise point le cas des réductions de tarif que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourrait instituer par voie autonome ou accorder contractuellement à une Puissance tierce, le bénéfice de ces réductions étant immédiatement et inconditionnellement assuré par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

The French Government, taking note of the declarations contained in the preceding paragraphs, declares that it will not avail itself of the right which it derives from the counter-reservation made when signing the said Convention and Statute of Geneva, as long as there is no interference with the exercise of the concessions granted to those French companies which already enjoy them, and provided that the Czechoslovak Government deals equitably with those French companies which may subsequently apply for an emigration concession.

The French Government also agrees not immediately to apply compensatory measures, should it consider French interests to be injured, and to enter into negotiations with the Czechoslovak Government with a view to taking account of the said interests, such negotiations to be opened immediately and to result in an agreement within one month of the application submitted by the French Government. If, on the expiry of this time-limit, no agreement has been reached, France may declare herself released from the obligations contained in Articles XXVI and XXVIII of the present Convention, the relations of the Contracting Parties in maritime matters being thenceforth governed by the domestic law of each of them and by the international conventions to which they are also parties.

Nevertheless, the compensatory measures referred to above may only be taken by the French Government within two months of the closing of negotiations. The same shall apply to any measures of retortion which the Czechoslovak Government may see fit to adopt.

Ad Articles XXX and XXXI.

With regard to the access to and the residence of Czechoslovak nationals in the French colonies the French Government shall establish no discriminatory measures to their disadvantage.

It shall ensure most-favoured-nation treatment to Czechoslovak nationals, physical persons or companies, that are or may in future be allowed to establish themselves in the territory of the French colonies, subject to observance of the laws on public order or security and of local legislation.

The French Government shall recommend the Government of Tunis not to discriminate against Czechoslovak nationals, as regards their access to and residence in Tunis, and also to grant to Czechoslovak nationals, physical persons or companies, established in Tunisian territories, the enjoyment of the rights common to the nationals of the different Powers, subject to observance of the laws on public order and security and of local legislation.

The French Government shall recommend the Tunisian Government to extend the provisions of Article XXVI to the ports of Tunis, except as regards fishing and the coasting trade.

With regard to the treatment of commercial travellers and the system of samples and patterns, the French Government agrees not to adopt, either in its colonies or in Tunis, any discriminatory measure specially directed against Czechoslovak interests.

Ad Article XXXIV.

It is agreed that the right granted by Article XXXIV to each of the High Contracting Parties to claim modifications or adjustments of the present Convention shall not cover tariff reductions which one or other of the High Contracting Parties may establish by autonomous measures, or grant by treaty to a third Power, the benefit of these reductions being immediately and unconditionally assured through the operation of the most-favoured-nation clause.

DÉCLARATION ANNEXE

En vue d'améliorer dans un avenir aussi prochain que possible le statut actuel de leurs échanges, les Hautes Parties contractantes se concerteront sur la possibilité de mettre en vigueur immédiatement la plus grande partie possible des dispositions de la présente convention, qui, d'après leur législation respective, n'exigent pas l'approbation préalable du Parlement.

A la demande de l'une d'elles, elles rechercheront le moyen de donner à celle qui, en vertu de sa législation, est à même de mettre en application la part la plus large des dispositions de la convention, soit l'assurance d'une procédure rapide devant le Parlement de l'autre, soit, pour l'accomplissement des concessions par elle-même consenties, un délai s'étendant jusqu'à la ratification par l'autre de l'ensemble de la convention.

ECHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me faire part, au cours des négociations, du désir manifesté par le Gouvernement tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement français l'insertion dans le traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaques désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire connaître au Gouvernement tchécoslovaque qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun règlement concernant d'admission des commis voyageurs étrangers. Cette réglementation va être mise à l'étude, mais elle ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Je suis heureux de vous donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Monsieur Osusky,
Ministre de Tchécoslovaquie,
à Paris.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

ANNEXED DECLARATION.

With a view to improving the present state of their commercial relations at as early a date as possible, the High Contracting Parties shall jointly consider the possibility of putting immediately into force as many as possible of the provisions of the present Convention which, under their respective laws, do not require previous approval by Parliament.

At the request of one of them, they shall seek means of giving to that Party which, under its laws, is able to put into force the greater part of the provisions of the Convention, either an assurance of rapid procedure in the other's Parliament or, for the putting into effect of the concessions granted by itself, a time-limit extending until the ratification by the other Party of the whole Convention.

EXCHANGE OF NOTES

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, *July 2, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the course of the negotiations, you informed me of the Czechoslovak Government's desire to obtain from the French Government the inclusion in the commercial treaty of stipulations granting facilities of access and residence to Czechoslovak commercial travellers wishing to carry on their occupation in the territory of the French colonial possessions.

I have the honour to request you to inform the Czechoslovak Government that there are at present no regulations in the French colonies concerning the admission of foreign commercial travellers. It is proposed to study such regulations, but they cannot be finally fixed until after consultation with the local Governments.

I am glad to be able to assure you that, as soon as these regulations have been put into force, the French Government will apply them with all possible consideration for the requirements of commercial travellers of Czechoslovak nationality.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me faire connaître, pour répondre au désir manifesté, au cours des négociations, par le Gouvernement tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement français l'insertion dans le traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaques désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises, qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun règlement concernant l'admission des commis voyageurs étrangers et que cette réglementation qui va être mise à l'étude, ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Vous avez bien voulu cependant me donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

(Signé) Stefan OSUSKY.

Copie certifiée conforme :
Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont abouti à la convention commerciale en date de ce jour, la délégation française a demandé que les garanties ci-après lui soient données pour l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques repris au n° 633 du tarif tchécoslovaque des douanes :

1° Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seraient exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices ;

2° Les certificats sanitaires pourraient être délivrés, soit par les laboratoires officiels, soit par les experts assermentés, dont la liste serait communiquée par le Gouvernement français au Gouvernement tchécoslovaque ;

3° Lesdits certificats, qui seraient remis au Consulat tchécoslovaque compétent, seraient valables, lorsqu'ils seraient afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans ;

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the wish expressed by the Czechoslovak Government during the negotiations with the French Government to include in the commercial treaty stipulations granting facilities of access and residence to Czechoslovak commercial travellers desiring to carry on their occupation in the territory of the French colonial possessions, you were good enough to inform me that there were at present no regulations in the French colonies concerning the admission of foreign commercial travellers and that these regulations, which it was proposed to study, could not be finally fixed until after consultation with the local Governments.

You have, however, assured me that, as soon as these regulations are put into force, the French Government will apply them with all possible consideration for the requirements of commercial travellers of Czechoslovak nationality.

I have the honour to thank you for this communication and to be, etc.,

M. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

(Signed) Stefan OSUSKY.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, July 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

During the negotiations which concluded in the commercial convention of this day's date, the French Delegation requested that the following guarantees should be given to it for the purpose of applying the regulations established by Czechoslovakia for the cosmetics coming under No. 633 of the Czechoslovak Customs tariff :

- (1) The health certificates provided for in the said regulations shall only be required in respect of tinctures, depilatories, rouge, fumigating pastilles, face-creams and toothpaste;
- (2) The health certificates may be issued either by the official laboratories or by sworn experts, a list of whom will be communicated to the Czechoslovak Government by the French Government ;
- (3) The said certificates, which will be forwarded to the competent Czechoslovak consulate, will, provided they referred to specified marks, be valid for three years ;

4° A la demande du Gouvernement tchécoslovaque le Gouvernement français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, a teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Osusky,
Ministre de la République tchécoslovaque,
à Paris.

(Signé) A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, et en réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous donner les assurances suivantes, en ce qui touche l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques, repris au n° 633 du tarif tchécoslovaque des douanes :

1° Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seront exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices ;

2° Les certificats sanitaires pourront être délivrés, soit par des laboratoires officiels, soit par des experts assermentés, dont la liste sera communiquée par le Gouvernement français au Gouvernement tchécoslovaque ;

3° Lesdits certificats qui seront remis au Consulat tchécoslovaque compétent seront valables, lorsqu'ils seront afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans ;

4° A la demande du Gouvernement tchécoslovaque, le Gouvernement français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, la teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

(Signé) Stefan OSUSKY.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

(4) At the request of the Czechoslovak Government, the French Government will communicate to it the list of firms which specialise in the manufacture of or trade in cosmetics.

It is agreed that in the case of cosmetics contained in a metal wrapper, the lead content of the said wrapper may not exceed 1%, at any rate if this same stipulation is also imposed upon national products.

I have the honour to be, etc.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

(Signed) A. BRIAND.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's letter of this day's date, I have been instructed by my Government to give you the following assurances with regard to the application of the regulations established by Czechoslovakia in respect of the cosmetics coming under No. 633 of the Czechoslovak Customs tariff :

(1) The health certificates provided for in the said regulations shall only be required in respect of tinctures, depilatories, rouge, fumigating pastilles, face-creams and toothpaste ;

(2) The health certificates may be issued either by the official laboratories or by sworn experts, a list of whom will be communicated to the Czechoslovak Government by the French Government ;

(3) The said certificates, which will be forwarded to the competent Czechoslovak Consulate, will, provided they referred to specified marks, be valid for three years ;

(4) At the request of the Czechoslovak Government, the French Government will communicate to it the list of firms which specialise in the manufacture of or trade in cosmetics.

It is agreed that, in the case of cosmetics contained in a metal wrapper, the lead content of the said wrapper may not exceed 1%, at any rate if this same stipulation is also imposed upon the national products.

I have the honour to be, etc.

M. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

(Signed) Stefan Osusky.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour l'application de l'article II de l'accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'article 6 de l'Accord¹ commercial franco-allemand du 17 août 1927, d'une part, et l'article II de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, que les garanties prévues à l'article VIII de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très supérieures à celles de l'article 6 de l'Accord franco-allemand, puisque celui-ci réserve au Gouvernement français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, il n'est nullement dans la pensée du Gouvernement français, que le système choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'article 6 de l'Accord franco-allemand.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur Osusky,
Ministre de la République tchécoslovaque,
à Paris.

(Signé) A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit par sa lettre de ce jour :

« Pour l'application de l'article II de l'Accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'article 6 de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, d'une part, et de l'article II de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, que les garanties prévues à l'article VIII de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très

¹ Vol. LXXVI, page 5, de ce recueil.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, July 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

For the purpose of applying Article II of the commercial convention concluded this day, you requested that the disparity of treatment resulting from the provisions of Article 6 of the Franco-German Commercial Agreement¹ of August 17, 1927, on the one hand, and from Article II of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention, on the other hand, should in no case operate to the disadvantage of Czechoslovakia.

I have the honour to declare on behalf of my Government that the guarantees provided in Article VIII of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention are in fact distinctly superior to those of Article 6 of the Franco-German Agreement, since the latter reserves to the French Government the right to determine what restrictions it may see fit to make in regard to the most-favoured-nation clause.

Nevertheless, the French Government has no wish whatever that the system chosen in this matter by Czechoslovakia should at any time result in her receiving treatment less favourable than that granted to Germany in virtue of the provisions of Article 6 of the Franco-German Agreement.

I have the honour to be, etc.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

(Signed) A. BRIAND.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you were good enough to communicate to me the following :

" For the purpose of applying Article II of the commercial convention concluded this day, you requested that the disparity of treatment resulting from the provisions of Article 6 of the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, on the one hand, and from Article II of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention on the other hand, should in no case operate to the disadvantage of Czechoslovakia.

" I have the honour to declare on behalf of my Government that the guarantees provided in Article VIII of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention are in fact

¹ Vol. LXXVI, page 5, of this Series.

supérieures à celles de l'article 6 de l'Accord franco-allemand, puisque celui-ci réserve au Gouvernement français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

» Néanmoins, il n'est nullement dans la pensée du Gouvernement français que le système de garantie choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'Article 6 de l'Accord franco-allemand.

» Veuillez agréer, etc. »

En prenant acte de cette communication, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Stefan OSUSKY.

Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 avril 1929.
Jan Opočenský
Directeur des Archives.

distinctly superior to those of Article 6 of the Franco-German Agreement, since the latter reserves to the French Government the right to determine what restrictions it may see fit to make in regard to the most-favoured-nation clause

“ Nevertheless, the French Government has no wish whatever that the system chosen in this matter by Czechoslovakia should at any time result in her receiving treatment less favourable than that granted to Germany in virtue of the provisions of Article 6 of the Franco-German Agreement.

“ I have the honour to be, etc. ”

In taking note of this communication, I have the honour to be, etc.

(Signed) Stefan Osusky.

M. A. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 2273.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

**Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final, signés à
Tallinn (Reval), le 7 décembre
1928, et échange de notes y
relatif de la même date.**

GERMANY AND ESTONIA

**Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol, signed at
Tallinn (Reval), December 7, 1928,
and Exchange of Notes relating
thereto of the same date.**

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2273. — HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTAG¹ ZWISCHEN
DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK ESTLAND.
GEZEICHNET IN TALLINN (REVAL) AM 7. DEZEMBER 1928.

*Textes officiels allemand et estonien communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 février 1930.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DIE ESTNISCHE REGIERUNG in gleicher Weise von dem Wunsche geleitet, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten mehr und mehr zu festigen und auszudehnen, haben beschlossen, einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Eckhard von SCHACK ;

DIE ESTNISCHE REGIERUNG :

Den Minister des Auswärtigen Jaan LATTIK,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, im Gebiete des anderen Teiles in Bezug auf Handel, Gewerbe und Schiffahrt dieselben Vorrechte, Befreiungen und Vergünstigungen aller Art geniessen, welche den Inländern und den Angehörigen des meistbegünstigten Staates zustehen oder zustehen werden ; sie haben ferner wie die Inländer volle Freiheit in den von den Landesgesetzen bestimmten Grenzen im Gebiete des anderen Teiles jede Art von Handel, Gewerbe oder Beruf auszuüben, soweit nicht die Eigenschaft als Inländer nach den genannten Gesetzen eine unerlässliche Bedingung für eine berufliche Tätigkeit bildet.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teiles können, vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten, das Gebiet des anderen Teiles frei betreten, darin reisen, sich aufhalten und niederlassen sowie dieses Gebiet jederzeit frei verlassen. Sie werden dabei keinen anderen oder lästigeren allgemeinen oder örtlichen Beschränkungen oder Auflagen irgendwelcher Art unterworfen sein, als die Inländer oder, soweit besondere Bestimmungen für Ausländer bestehen, die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Angehörigen des einen Teiles sollen im Gebiete des anderen Teiles in gleicher Weise wie die Angehörigen des meistbegünstigten Staates befugt sein, bewegliches oder unbewegliches Vermögen zu erwerben, zu besitzen und darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen sowie Erbschaften vermöge letzten Willens oder kraft Gesetzes zu erwerben.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 9 juillet 1929.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 2273. — KAUBANDUS¹- JA LAEVANDUSLEPING SAKSA RIIGI JA EESTI VABARIIGI VAHEL, 7 DETSEMBRIL, 1928 A.

German and Estonian official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place February 13, 1930.

SAKSA RIIGIPRESIDENT ja EESTI VABARIIGI VALITSUS, juhitud võrdselt soovist kindlustada ja arendada rohkem ja rohkem kaubandussuhteid mõlema riigi vahel, on otsustanud sõlmida Kaubandus- ja Laevanduslepingu ja on nimetanud seks otstarbeks endi Täisvolinikkudeks :

SAKSA RIIGIPRESIDENT :

Härra Dr. Eckhard VON SCHACK'I, Saatkonnanõunikreferendi Välisametis ;

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Jaan LATTIK'U, Välisministri,

Kes pärast endi hääs ja nõutud vormis leitud täisvolituste vastastikku esitamist leppisid kokku järgmistes artiklites :

Artikkel 1.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud peavad, niivõrt kui käesolev Leping ei sisalda erandeid, teise Lepinguosalise territooriumil kasutama kaubanduse, tööduse ja laevasõidu suhtes samu eesõigusi, vabastusi ja igasuguseid soodustusi, mis omased nütüd või edaspidi oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikkudele ; samuti on neil võrdselt oma maa kodanikkudega täielik vabadus maa seadustega kindlaks määratud piirides tegutseda teise Lepinguosalise territooriumil igasuguse kaubanduse, tööduse või elukutse alal, niivõrt kui omadus olla omamaalaseks ei ole nimetatud seaduste järgi mõödapääsmatuks tingimuseks mõnel tegevusalal tegutsemisel.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud võivad, eeldusel et nad peavad kinni maa seadustest, vabalt sissesõita teise Lepinguosalise territooriumile, seal reisida, viibida ja elama asuda, samuti sealt territooriumilt igal ajal vabalt lahkuda. Seejuures ei allu nad muudele või koormavamatele üldistele või kohalikkudele kitsendustele või maksudele, ükskõik mis liiki, kui oma maa kodanikud, või, niivõrt kui välismaalaste kohta maksivad erilised määrused, enamsoodustatud riigi kodanikud.

Ühe Lepinguosalise kodanikud peavad teise Lepinguosalise territooriumil olema õigustatud võrdselt enamsoodustatud riigi kodanikkudega omandama ja valdama vallas- või kinnisvara ning temaga müügi, vahetuse, annetamise, testamendi läbi või muul viisil vabalt talitama, samuti ka omandama pärandusi testamendi või seaduse põhjal.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 9, 1929.

Artikel 2.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teiles geniessen im Gebiete des anderen Teiles sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Inländer und die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Bestimmungen des Abs. 1 und alle sonstigen steuerlichen Bestimmungen dieses Vertrages finden entsprechende Anwendung auf juristische Personen und die in Artikel 5 genannten Gesellschaften.

Artikel 3.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile geniessen im Gebiet des anderen Teiles in Beziehung auf den gerichtlichen und behördlichen Schutz ihrer Person und ihrer Güter die gleiche Behandlung wie die Inländer und die Angehörigen des meistbegünstigten Staates. Sie haben auf dem Gebiete des anderen Teiles zur Verfolgung und Verteidigung ihrer Rechte freien Zutritt zu den Gerichten und anderen dem Rechtsschutz dienenden Organen und geniessen in dieser Beziehung die gleichen Rechte, die den Inländern und den Angehörigen des meistbegünstigten Staates zustehen. Sie sollen wie diese frei sein, ihre Anwälte und sonstigen Rechtsbeistände unter denjenigen Personen auszuwählen, die zur Ausübung dieses Berufes nach den Gesetzen des Landes zugelassen sind.

Soweit zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen keine besonderen Abkommen bestehen, werden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 24 der Internationalen Zivilprozesskonvention, die im Haag am 17. Juli 1905¹ abgeschlossen ist, von jedem der vertragschliessenden Teile zugunsten der Angehörigen des anderen Teiles angewandt.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teiles sind in Friedens- und Kriegszeit im Gebiet des anderen Teiles von jeder staatlichen Arbeitspflicht einschliesslich der Spanndienste sowie von allen persönlichen militärischen Dienstleistungen und von etwaigen Ersatzleistungen befreit.

Gleiches gilt von allen sonstigen militärischen Zwangsleistungen oder Requisitionen sowie von allen Kontributionen und Zwangsanleihen. Ausgenommen sind, unter der Voraussetzung der Gewährung der Inländerbehandlung, Requisitionen von Kraft- und Motorwagen, Wagen, Pferden und anderen Lasttransportmitteln im Kriegsfall sowie die aus irgendeinem Rechtstitel mit dem Besitz eines Grundstücks verbundenen Lasten, weiterhin die zwangsweise Einquartierung und andere besondere militärische Zwangsleistungen oder Requisitionen, zu denen alle Landeseinwohner als Eigentümer oder Bewohner von Gebäuden oder Land herangezogen werden sollen.

In keinem Fall dürfen die Staatsangehörigen des anderen Teiles ungünstiger behandelt werden als die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Im Falle der im zweiten Absatz dieses Artikels behandelten militärischen Anforderungen sowie bei Enteignungen zum öffentlichen Nutzen, mag es sich um den dauernden oder um einen vorübergehenden Gebrauch handeln, sollen die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles im Gebiete des anderen Teiles für die angeforderten oder ihnen entzogenen Vermögenswerte eine angemessene Entschädigung erhalten. Bei Festsetzung und Zahlung dieser Entschädigung sollen sie keineswegs ungünstiger behandelt werden als die Inländer oder die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auch auf juristische Personen und die in Artikel 5 bezeichneten Gesellschaften Anwendung.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

Artikkel 2.

Ühe Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil niihästi oma isiku kui oma varanduste, õiguste ja huvide suhtes, mis puutub maksustamise (maksud ja tollid), lõivudesse, niivõrt kui nad on sarnased maksudele, ja muudesse sarnastesse koormatistesse, igatpidi, sama käsitlust ja sama kaitset finants-ametvõimude juures ja finants-kohtutes nagu oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikud.

Esimese lõike määrused ja kõik muud maksustamise puutuvad käesoleva Lepingu määrused leiavad vastavat tarvitusele võtmist juriidiliste isikute ja artiklis 5. nimetatud seltside kohta.

Artikkel 3.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil oma isiku ja oma varanduste kohtuliku ja ametvõimude poolt antava kaitse suhtes sama käsitlust kui oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikud. Neil on teise Lepinguosalise territooriumil oma õiguste maksmapanekul ja kaitset vaba juurepääs kohtutele ja muudele õigusliku kaitse ülesandeid täitvatele organitele ning nad kasutavad ses suhtes samu õigusi, mis omased oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikkudele. Nad peavad nagu needki olema vabad valima omale advokaate ja muid juriidilisi nõuandjaid nende isikute hulgas, kel maa seaduste järgi on lubatud sel elukutse alal tegutseda.

Niivõrt kui mõlema Lepinguosalise vahel ei ole olemas erilisi kokkuleppeid, käsitleb kumbki Lepinguosaline teise Lepinguosalise kodanikkude suhtes 17. juulil 1905¹ a. Haagis sõlmitud Rahvusvahelise Tsiviilprotsessi-konventsiooni artiklite 1-24 määrusi.

Artikkel 4.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud on rahuja sõjaajal teise Lepinguosalise territooriumil vabastatud kõigest riiklikust töökohustusest, sealhulgas küüdikohustused, kui ka kõigist isiklikkudest sõjaväelistest teenistuskohustustest ning nende asemel nõuda võidavatest kohustustest.

Sama maksab kõigi muude sõjaväeliste sundkohustuste või rekvisitsioonide, samuti ka kõigi kontributsioonide ja sundlaenude kohta. Erandatud on, oma kodanikkudele antava käsitluse kindlustamise eeldusel, jõu- ja mootorvankrite, vankrite, hobuste ja muude veovahendite rekvisitsioonid sõja korral, samuti ka mõne maatüki valdamisega mõne õigustiitli põhjal seotud koormatisted, ning veel sunduslik korterisse paigutamine ja muud erilised sõjaväelised sundkohustused või rekvisitsioonid, millest kõik maa elanikud hoonete või maa omanikkudena või nende kasutajatena osa peavad võtma.

Milgi juhtumisel ei tohi teise Lepinguosalise kodanikud saada ebasoodsama käsitluse osaliseks kui enamsoodustatud riigi kodanikud.

Käesoleva artikli teises lõikes käsitatud sõjaväeliste nõuete juhtumisel, samuti ka üldkasulikuks otstarbeks võõrandamisel, ükskõik kas tegemist kestva või möödamineva tarvitamisega, peavad ühe Lepinguosalise kodanikud teise Lepinguosalise territooriumil nõutud või neilt võetud varandusväärtuste eest kohast tasu saama. Selle tasu kindlaksmääramisel ja maksmisel ei tohi nad milgi tingimusel ebasoodsama käsitluse osaliseks saada kui oma maa või enamsoodustatud riigi kodanikud.

Käesoleva artikli määrused leiavad tarvitusele võtmist ka juriidiliste isikute ja artiklis 5. tähendatud seltside kohta.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vpl. 99, page 990.

Artikel 5.

Aktiengesellschaften und Handelsgesellschaften jeder Art einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Versicherungs-, Verkehrs- und Transportgesellschaften, die im Gebiete des einen vertragsschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach seinen Gesetzen zu Recht bestehen, werden auch in dem Gebiete des anderen Teiles als zu Recht bestehend anerkannt; ebenso werden sie, in Ansehung der Geschäftsfähigkeit und des Rechts vor Gericht aufzutreten, nach den Gesetzen ihres Heimatlandes beurteilt.

Ihre Zulassung zu geschäftlicher Tätigkeit auf dem Gebiete des anderen Teiles richtet sich nach den dort jeweils geltenden Gesetzen und Vorschriften.

In jedem Falle sollen sie sowohl hinsichtlich der Voraussetzung ihrer Zulassung, der Ausübung ihrer Tätigkeit als auch in jeder anderen Beziehung dieselben Rechte, Vorteile und Befreiungen wie gleichartige Unternehmungen des meistbegünstigten Staates geniessen.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teiles geniessen im Gebiete des anderen Teiles diejenigen Rechte und Vorteile, die den Staatsangehörigen des meistbegünstigten Staates hinsichtlich der Gründung von Aktiengesellschaften oder sonstigen Handelsgesellschaften der im ersten Absatz bezeichneten Art oder hinsichtlich der Beteiligung an solchen Gesellschaften gewährt werden.

Artikel 6.

Unbeschadet der weiteren Vorteile, die sich aus der Meistbegünstigung ergeben, sollen Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende des einen vertragsschliessenden Teiles (die durch eine von den Behörden ihres Landes ausgestellte Ausweiskarte nachweisen, dass sie in dem Staat, in dem sie ihren Wohnsitz haben, zur Ausübung ihres Handels oder ihres Gewerbebetriebes berechtigt sind, und dass sie dort die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten), befugt sein, selbst oder durch in ihren Diensten stehende Reisende (unter Beobachtung der vorgeschriebenen Förmlichkeiten in dem Gebiete des anderen Teiles) bei Kaufleuten oder offenen Verkaufsstellen oder bei Personen, welche die Waren erzeugen, Warenkäufe zu machen. Sie können ferner bei Kaufleuten oder bei anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen suchen und sind berechtigt, Warenproben und Muster, jedoch keine Waren mitzuführen.

Die mit einer Ausweiskarte versehenen deutschen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen für die bezeichnete Tätigkeit in Estland keiner höheren Abgabe unterworfen werden als die Handlungsreisenden im Ausland ansässiger estnischer Geschäftshäuser oder die Handlungsreisenden des meistbegünstigten Landes. Die mit einer solchen Ausweiskarte versehenen estnischen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen in Deutschland mit gleich hohen Abgaben belegt werden, wie sie in Estland von deutschen Handlungsreisenden zur Erhebung gelangen.

Die Ausweiskarten müssen dem Muster der Anlage A entsprechen und von der zuständigen Behörde des Entsendestaates ausgestellt sein. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Behörden namhaft machen, die zur Ausstellung der Ausweiskarten befugt sind. Ein konsularischer oder anderer Sichtvermerk für die Ausweiskarten wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit nicht gefordert.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, auf den Hausierhandel und auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder Handel noch ein Gewerbe betreiben. Die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Hinsicht die volle Freiheit ihrer Gesetzgebung vor.

Artikel 7-

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote zu behindern.

Artikkel 5.

Igat liiki aktsiaseltse ja kaubandusseltse, sealhulgas tööstus-, rahandus-, kinnitus-, ühenduspidamise- ja transportseltsid, kelle asukoht on ühe Lepinguosalise territooriumil ja kes tema seaduste järgi õiguslikult maksvad, tunnustatakse ka teise Lepinguosalise territooriumil õiguslikult maksvateks; samuti otsustatakse nende teguvõime ja kohtus ülesastumise õiguse üle nende kodumaa seaduste järgi.

Neile lubaandmine äriliseks tegevuseks teise Lepinguosalise territooriumil korraldatakse seal iga kord maksvate seaduste ja eeskirjade järgi.

Igal juhtumisel peavad nad, niihästi mis puutub neile lubaandmise eeldusse, nende tegevuse teostamise, kui ka igas muus suhtes kasutama samu õigusi, soodustusi ja vabastusi nagu enamsoodustatud riigi sama liiki ettevõtted.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil samu õigusi ja soodustusi, mis antakse enamsoodustatud riigi kodanikkudele, aktsiaseltside või muude esimeses lõikes tähendatud liiki kaubandusseltside asutamise või nendest seltsidest osavõtmise suhtes.

Artikkel 6.

Ilma et see riivaks muid enamsoodustusest tekkivaid hõlbustusi, peavad ühe Lepinguosalise kaupmehed, vabrikandid ja muud ärimed, kes tõendavad oma maa ametvõimude poolt välja antud legitimatsioonikaardiga, et neil oma alalise elukoha riigis on lubatud oma kaubanduse või oma äri alal tegutseda ja et nad seal tasuvad seaduslikke makse, olema õigustatud, ettekirjutatud vorminõuete täitmise eeldusel, ise või nende teenistuses seisvate reisijate läbi, tegema teise Lepinguosalise territooriumil kaupade oste kaupmeeste juures või avalikkudes müügikohtades või kaupu produtseerivate isikute juures. Samuti võivad nad kaupmeeste või muude isikute juures, kelle äri alal pakutavat liiki kaubad leiavad tarvitamist, otsida tellimisi ja nad on õigustatud kaasas pidama kaubaproove ja mustreid, kuid mitte kaupu.

Legitimatsioonikaardiga varustatud Saksa ärimed (kaubareisijad) ei tohi tähendatud tegevuse eest Eestis alluda mõnele kõrgemale maksule kui välismaal asuvate Eesti kaubamajade või enamsoodustatud maa kaubareisijad. Sarnaste legitimatsioonikaartidega varustatud Eesti ärimed (kaubareisijad) tohib Saksamaal maksustada sama kõrgete maksudega, milledega maksustatakse Saksa kaubareisijaid Eestis.

Legitimatsioonikaardid peavad vastama käesoleva Lepingu lisa A muustrile ja olema välja antud saateriigi kompetentse ametvõimu poolt. Lepinguosalised pooled teevad edaspidi üksteisele teatavaks need ametvõimud, kes on õigustatud legitimatsioonikaarte välja andma. Legitimatsioonikaartide konsulaar või muud legaliseerimist ei nõuta vastastikususe eeldusel.

Käesoleva artikli määrused ei leia tarvitamist ühest paigast teise liikumise teel äriajamise, rändkauplemise ja tellimiste otsimise kohta isikute juures, kes ei tegutseda kaubanduse ega äri alal. Lepinguosalised reserveerivad endale ses suhtes seadusandluse täieliku vabaduse.

Artikkel 7.

Lepinguosalised kohustuvad mitte takistama vastastikust läbikäimist ükskõik milliste sisse- või väljaveokeeldudega.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie auf alle Staaten oder auf die Staaten anwendbar sind, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, in folgenden Fällen stattfinden :

- a) mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit ;
- b) mit Rücksicht auf die öffentliche Gesundheit oder zum Schutz von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge sowie von Pflanzen gegen Entartung und Aussterben ;
- c) mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät und unter ausserordentlichen Umständen auf anderen Kriegsbedarf ;
- d) mit Beziehung auf Waren, die im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden oder bilden werden, ferner zu dem Zweck, für fremde Waren alle anderen Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inland festgesetzt sind oder festgesetzt werden.

Artikel 8.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet und verpflichten sich, die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen internationalen Abkommens über die Freiheit der Durchfuhr anzuwenden.

Es besteht Einverständnis darüber, dass auch in dieser Beziehung der Grundsatz der Meistbegünstigung gilt.

Artikel 9.

Die in der Anlage B aufgeführten Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs unterliegen bei der Einfuhr nach Estland und die in der Anlage C aufgeführten Gewerbeerzeugnisse estnischen Ursprungs unterliegen bei der Einfuhr nach Deutschland keinen anderen oder höheren als den in diesen Anlagen angegebenen Zöllen.

Artikel 10.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse jedes vertragschliessenden Teiles werden bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teiles sowie bei der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen Teiles in Ansehung des Betrages, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie in Ansehung aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt.

Artikel 11.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Estland eingeführt werden, und estnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Deutschland eingeführt werden, sowie Boden- und Gewerbeerzeugnisse anderer Länder, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nach dem Gebiet des anderen Teiles eingeführt werden, dürfen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie aus dem Ursprungsland unmittelbar oder durch irgend ein anderes Land eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert worden sind.

Artikel 12.

Innere Abgaben, die in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft, auf der Erzeugung,

Erandid selles võivad aset leida, niivõrt kui nad tarvitusele võetavad kõigi või nende riikide kohta, millede juures leiduvad samad eeldused :

- a) Arvestades avaliku julgeolekuga ;
- b) Arvestades avaliku tervishoiuga, või loomade või taimede kaitsega haiguste või kahjurite vastu samuti ka taimede kaitseks degenerereerumise ja väljasuremise vastu ;
- c) relvade, laskemoona ja sõjamaterjali suhtes ja erakorralistes oludes muu sõjavastuse kohta ;
- d) kaupade kohta, mis moodustavad ühe Lepinguosalise territooriumil nüüd või edaspidi mõne riigimonopoli eseme, samuti ka eesmärgiga, läbi viia vööraste kaupade kohta kõiki muid keelde või kitsendusi, mis sisemise seadusandlusega kindlaks on määratud nüüd või edaspidi sama liiki kodumaa kaupade tootlemise, müügi, edasitoimetamise või tarvitamise kohta sisemaal.

Artikkel 8.

Lepinguosalised kindlustavad üksteisele vastastiku transiidi vabaduse läbi endi territooriumi ja kohustuvad tarvitusele võtma transiidi vabaduse kohta käiva rahvusvahelise Konventsiooni, sõlmitud Barcelonas 20. aprillil 1921. a., määrused.

On kokkulepitud, et ka ses suhtes on maksev enamsoodustuse põhimöte.

Artikkel 9.

Lisas B loetletud Saksa päritoluga tööstussaadused ei allu sisseveol Eestisse ja Lisas C loetletud Eesti päritoluga tööstussaadused ei allu sisseveol Saksamaale muudele või kõrgematele kui neis Lisades tähendatud tollidele.

Artikkel 10.

Kummagi Lepinguosalise loodus- ja tööstussaadusi käsitatakse nende sisseveol teise Lepinguosalise territooriumile samuti ka väljaveol teise Lepinguosalise territooriumile tollide ja makside ulatuse, võtmise ja kindlustamise, samuti ka kõigi tolli vorminöuete suhtes enamsoodustuse põhimötte järgi.

Artikkel 11.

Saksa loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi teiste maade territooriumi Eestisse, ja Eesti loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi teiste maade territooriumi Saksamaale, samuti ka teiste maade loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi ühe Lepinguosalise territooriumi teise Lepinguosalise territooriumile, ei tohi nende sisseveol alluda muudele või kõrgematele tollidele või maksudele kui siis, kui nad oleksid sisseveetud päritolumaalt vahetult või läbi mõne muu maa.

See määrus maksab niihästi vahetult läbiveetud kui ka nende kaupade kohta, mis läbiveol on ümberlaaditud, ümberpakitud või laostatud.

Artikkel 12.

Sisemised maksud, mis nüüd või edaspidi ühe Lepinguosalise territooriumil kas riigi või mõne kogukonna või mõne muu korporatsiooni huvides lasuvad mõne kauba tootlemisel, valmistamisel

der Zubereitung oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen die Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen oder des meistbegünstigten Landes.

Artikel 13.

Die unten genannten Gegenstände werden von jedem vertragschliessenden Teil unter der Bedingung der Wiederausfuhr oder der Wiedereinfuhr und unter Vorbehalt der erforderlichen Aufsichtsmaßnahmen frei von jeder Ein- und Ausfuhrabgabe gelassen :

a) Handelsübliche Umschliessungen aller Art sowie Schutzdecken und andere Verpackungsmittel, auch Webebäume, Holz- und Papprollen, die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles zum Zwecke der Ausfuhr von Waren eingeführt oder, nachdem sie nachweislich dazu gedient haben, aus dem Gebiete des anderen Teiles wieder zurückgebracht werden ;

b) Werkzeuge, Instrumente und mechanische Geräte, die ein Unternehmer des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles einführt, um dort durch sein Personal Montierungs-, Versuchs- oder andere ähnliche Arbeiten vornehmen zu lassen, gleichviel, ob die genannten Gegenstände durch Versendung eingeführt oder durch das Personal selbst eingebracht werden ;

c) Maschinenteile zum Ausproben ;

d) Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), die auf Ausstellungen oder Mustermessen gebracht werden ;

e) Möbelwagen und Möbelkästen, die über die Grenze zu dem Zwecke gebracht werden, Gegenstände aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles zu befördern, auch wenn sie auf der Rückreise eine neue Ladung tragen, gleichgültig, an welchem Ort diese neue Ladung aufgenommen worden ist, nicht aber, wenn sie inzwischen zu reinen Inlandstransporten verwendet worden sind ; beide Beförderungsmittel einschliesslich des zum üblichen Gebrauch während der Beförderung dienenden Zubehörs und bei Gewährung einer Frist für die Wiederausfuhr von sechs Monaten.

Artikel 14.

Die nach dem Tarif mit Zöllen belegten und von keinem Verbot betroffenen Warenproben und Muster, die von den Fabrikanten oder Kaufleuten, die ihren Sitz im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile haben, persönlich oder von ihren Geschäftsreisenden mitgeführt werden, können in das Gebiet jedes der vertragschliessenden Teile vorläufig zollfrei eingeführt werden, wenn der Eingangszoll hinterlegt oder Sicherheit geleistet wird, die die etwaige Zahlung dieses Zolles sicherstellt.

Um an dieser Vergünstigung teilzuhaben, müssen die Fabrikanten oder Kaufleute und die Geschäftsreisenden sich nach den einschlägigen Zollgesetzen — Ausführungsbestimmungen und Förmlichkeiten — des Einfuhrlandes richten ; diese Gesetze und Ausführungsbestimmungen können von den Beteiligten den Besitz einer Ausweiskarte der in Artikel 6 Abs. 3 angegebenen Art verlangen.

Bei der Anwendung dieses Artikels gelten als Warenproben oder Muster alle Gegenstände, die eine bestimmte Ware vorstellen, unter dem doppelten Vorbehalt, dass einerseits die Nämlichkeit der genannten Gegenstände bei ihrer Wiederausfuhr ausreichend festgestellt werden kann, und dass andererseits die Gesamtheit der eingeführten Gegenstände nicht solche Mengen oder Werte darstellt, dass die Gegenstände handelsüblich nicht mehr als Proben gelten können.

Die Zollbehörden beider vertragschliessenden Teile werden für die spätere Anerkennung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster die Zeichen, die daran von der Zollbehörde des anderen Vertragsteils angebracht sind, unter der Bedingung als hinreichend ansehen, dass die Warenproben oder Muster ein Musterpass begleitet, der von den Zollbehörden des letzteren Staates beglaubigt ist. Jedoch dürfen von der Zollbehörde des Einfuhrlandes ergänzende Zeichen auf den Warenproben

või tarvitamisel, ei tohi teise Lepinguosalise saadusi milgi ettekäändel tabada kõrgemalt või koormavamalt kui oma enda või enamsoodustatud maa sama liiki saadusi.

Artikkel 13.

Kumbki Lepinguosaline jätab alamal nimetatud esemed uuesti välja -või sisseveo tingimusel ning nõuetavate järevalve abinõude eeldusel vabaks igasugu sisse- ja väljaveomaksust ;

a) Kaubanduses tarvitavad igasugused pakendid, kui ka kaitsekatted ja muud pakkimisvahendid, samuti ka poompuid, puu- ja papprullid, mis veetakse ühe Lepinguosalise territooriumilt teise Lepinguosalise territooriumile kaupade väljavoo eesmärgiga või, kui tõendatakse, et neid seks on vaja, teise Lepinguosalise territooriumilt jälle tagasi tuuakse ;

b) Tööriistad, instrumendid ja mehaanilised riistad, mis ühe Lepinguosalise mõni ettevõtja viib teise Lepinguosalise territooriumile, et seal oma personaaliga monteerimise, katse või muid sarnaseid töid lasta ette võtta, ükskõik kas nimetatud esemed tuuakse sisse saadetisena või personali endaga.

c) Masinaosad järeiproovimiseks ;

d) Kaubad (toiduained väljaarvatud), mis viiakse näitustele ja muustrimessidele ;

e) Mööblivankrid ja mööblikastid, mis tuuakse üle piiri eesmärgiga toimetada esemeid ühe Lepinguosalise territooriumilt teise Lepinguosalise territooriumile, ka siis kui nad tagasireisul kannavad uut laadungit, ükskõik millisel kohal see uus laadung peale on võetud, kuid mitte siis kui neid vahepeal on vaja, puht sisemaalisteks transportideks ; mõlemad edasitoimetamisvahendid ühes edasitoimetamise kestvusel harilikuks tarvitamiseks kuuluvate päraldistega ja kuue kuulise uuesti väljavoo tähtsaja kindlustamisel.

Artikkel 14.

Tariifi järgi tollidele alluvad ja mõne keelu alla mitte kuuluvad kaubaproovid ja muustrid, mida toovad kaasa vabrikandid või kaupmehed, kelle asukoht ühe Lepinguosalise territooriumil, isiklikult või nende ärireisijad, võib sisse tuua kummagi Lepinguosalise territooriumile esialgselt tollivabalt, kui sisselaske toll deponeeritakse või tagatis antakse, mis kindlustab selle tolli eventuaalset maksmist.

Et sellest soodustusest osa saada, peavad vabrikandid või kaupmehed ja ärireisijad kohanema sisseveomaa sellekohastele tolliseadustele-täitmismäärustele ja vorminõuetele ; need seadused ja täitmismäärused võivad nõuda asjaosalistelt artiklis 6. lõige 3. täbendatud liiki legitimatsioonikaardi omamist.

Käesoleva artikli käsitamisel tuleb lugeda kaubaproovideks või muustriteks kõik esemed, mis kujutavad teatavat kaupa, neil kahel eeldusel, et ühelt poolt võib nimetatud esemete autentsust nende uuesti väljaveol küllaldaselt kindlaks teha, ja et, teiselt poolt, sissetoodud esemed koostatult ei moodusta sarnaseid hulkasid või väärtusi, et neid esemeid kaubanduslikus mõttes ei saa lugeda proovideks.

Kummagi Lepinguosalise tollivõimud loevad kaubaproovide või muustrite autentsuse hiljem tunnustamiseks küllaldaselt märgid, mida teise Lepinguosalise tollivõimud neile kinnitanud, tingimusel et kaubaproove või muustreid saadab muustripass, mis tõestatud viimase riigi tollivõimude poolt. Siiski võivad sisseveomaa tollivõimud kõigil juhtumistel teha täiendavaid märke kaubaproovidele või muustritele, kus see ametvõim loeb seda täiendust ilmtingimata vajaliseks

oder Mustern in allen Fällen angebracht werden, wo diese Behörde diese Ergänzung für die Sicherung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster bei ihrer Wiederausfuhr für unerlässlich hält. Ausser in diesem letzten Falle wird die Zollbeschau lediglich darin bestehen, die Übereinstimmung der Warenproben mit dem Musterpass festzustellen und den Betrag der etwa zu erhebenden Abgaben aller Art zu bestimmen.

Die Wiederausfuhrfrist wird auf mindestens sechs Monate festgesetzt. Die Zollverwaltung des Einfuhrlandes kann die Frist verlängern. Nach Ablauf der Frist wird für die nicht wiederausgeführten Warenproben die Zahlung der Abgaben gefordert werden.

Die Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabenbeträge oder die Freigabe der sonstigen Sicherheitsleistung für die Bezahlung dieser Beträge erfolgt unverzüglich bei allen Zollstellen an der Grenze oder im Innern des Landes, denen die Befugnis hierzu beigelegt ist, und gegebenenfalls unter Abzug der Abgabenbeträge für die Warenproben oder Muster, die zur Wiederausfuhr nicht gestellt werden. Die Regierungen beider vertragschliessenden Teile werden die Liste der Zollstellen veröffentlichen, denen die genannten Befugnisse erteilt sind.

Die Bestimmungen dieses Artikels, ausser denen über die Ausweiskarte, sind auf tarifmässig mit Zöllen belegte und nicht verbotene Warenproben und Muster anwendbar, die von im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile ansässigen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handelsreisenden eingeführt werden, ohne dass diese Fabrikanten, Kaufleute oder Handlungsreisenden die genannten Warenproben oder Muster begleiten.

Edelmetallwaren, die von Handlungsreisenden als Muster vorläufig zollfrei eingeführt werden, sind auf Verlangen vom Punzierungszwange zu befreien, wenn entsprechende Sicherstellung geleistet wird, die den Betrag der Punzierungsgebühr nicht übersteigen darf; werden sie nicht rechtzeitig wieder ausgeführt, so verfällt die hinterlegte Sicherheit unbeschadet der durch die Gesetzgebung vorgesehenen Strafen.

Artikel 15.

Als Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Teile werden auch solche Erzeugnisse dritter Länder angesehen, die im Gebiet des einen Teiles be- oder verarbeitet worden sind, und zwar auch dann, wenn die Be- oder Verarbeitung im zollbegünstigten Verkehr erfolgt ist.

Artikel 16.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird Behörden bezeichnen, die befugt und verpflichtet sind, auf Verlangen verbindliche Auskunft über Zolltarifsätze und die Tarifierung bestimmt bezeichneter Waren zu geben.

Artikel 17.

Bei der Einfuhr von Erzeugnissen des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen wird im allgemeinen die Vorlage von Ursprungszeugnissen nicht gefordert.

Wenn jedoch einer der vertragschliessenden Teile Erzeugnisse eines dritten Landes mit höheren Abgaben als die Erzeugnisse des anderen Teiles belegt oder wenn er die Erzeugnisse eines dritten Landes Einfuhrverboten oder Beschränkungen unterwirft, denen die Erzeugnisse des anderen Teiles nicht unterliegen, so kann er, wenn erforderlich, die Anwendung der ermässigten Abgaben für die Erzeugnisse des anderen Teiles oder deren Zulassung zur Einfuhr von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig machen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass der Handel nicht durch überflüssige Förmlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

Die genannten Ursprungszeugnisse können in Deutschland von der Zollbehörde des Versandorts im Innern oder an der Grenze oder von der zuständigen Industrie-, Handels- oder Landwirtschaftskammer, in Estland vom Handels- und Industrieministerium oder von der zuständigen Handels- und Industriekammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die oben bezeichneten Stellen oder auch auf wirtschaftliche Vereinigungen

kaubaproovide või mustrite autentsuse kindlustamiseks nende uuesti väljaveol. See viimane juhtumine välja arvatud, seisab tolliülevaldus ainult kaubaproovide mustripassidele vastavuse kindlakstegemises ja tasumisele tulla võivate igasuguste maksude ulatuse kindlaksmääramises.

Uuesti väljaveo tähtaeg määratakse kindlaks vähemalt 66 kuu peale. Sisseveomaa tollivalitsus võib seda tähtaega pikendada. Pärast tähtaja möödumist nõutakse uuesti väljaviimata kaubaproovide eest maksude tasumist.

Sisseveol deponeeritud maksude summade tagasimaksmine või nende summade maksmise muude tagatiste vabaksandmine sünnib viibimata kõigis selleks õigustatud tollipunktides piiril ja sisemaal, ja antud juhtumisel maha arvates maksude summasid kaubaproovide või mustrite eest, mida ei esitata uuesti väljaveoks. Kummagi Lepinguosalise Valitsused avaldavad edaspidi nende tollipunktide nimestiku, millele antakse nimetatud õigustused.

Käesoleva artikli määrused, väljaarvatud need, mis käivad legitimatsioonikaardi kohta, on maksvad tariifide järgi tollidele alluvate ja mitte keelatud kaubaproovide ja mustrite kohta, mis ühe Lepinguosalise territooriumil asuvate vabrikantide, kaupmeeste või kaubareisijate poolt sisse tuakse, ilma et need vabrikandid, kaupmehed või kaubareisijad saadaksid nimetatud kaubaproove või mustreid.

Kallismetallkaubad, mida kaubareisijad sisse muustrina toovad esialgselt tollivabalt, tulevad nõudmise peale vabastada proovisunnist, kui antakse vastav tagatis, mis ei tohi ületada proovimise lõivu summat; kui neid õigel ajal uuesti välja ei veeta, konfiskeeritakse deponeeritud tagatis, ilma et see riivaks seadusandlusega ettenähtud trahve.

Artikkel 15.

Ühe Lepinguosalise tööstussaadusteks loetakse ka mõne kolmanda maa niisuguseid saadusi, mis ühe Lepinguosalise territooriumil ümber- või läbitöötatud ning ka siis, kui see ümber- või läbitöötamine on sündinud tolli mõttes kergendatud läbilaskmise korras.

Artikkel 16.

Iga Lepinguosaline nimetab edaspidi ametvõimud, kes on õigustatud ja kohustatud andma nõudmise peale siduvaid teateid tollitariifi määrade ja kindlasti äratähendatud kaupade kohta tariifide tarvitamise asjus.

Artikkel 17.

Ühe Lepinguosalise saaduste sisseveol teise Lepinguosalise territooriumile ei nõuta üldiselt päritolutunnistuste esitamist.

Kui siiski üks Lepinguosaline paneb mõne kolmanda maa saadused kõrgemate maksude alla kui teise Lepinguosalise saadused või kui ta mõne kolmanda maa saadused paneb sisseveokeeldude või -kitsenduste alla, millele teise Lepinguosalise saadused ei allu, siis võib ta tarviduse korral madalamate maksude tarvitusele võtmise teise Lepinguosalise saaduste suhtes või nende sisseveoks luba andmise teha olenevaks päritolutunnistuste esitamisest.

Lepinguosalised kohustuvad selle eest hoolitsema, et kaubandust ei takistataks üleliigsete vorminõuetega päritolutunnistuste väljaandmisel.

Nimetatud päritolutunnistusi võivad välja anda Saksamaal saatkoha tollivõim sisemaal või piiril või kompetentne tööstus-, kaubandus- või põllumajanduskoda, Eestis kaubandus- tööstusministeerium või kompetentne kaubandus- tööstuskoda. Mõlemad valitsused võivad kokkuleppida, volitada veel muid peale ülaltähendatud asutuste või ka kummagi maa majanduslikke organisatsioone välja andma päritolutunnistusi, mida teise maa tollivõimudel tuleb vastu võtta.

eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen, die von den Zollbehörden des anderen Landes anzunehmen sind. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden. Die Beglaubigung erfolgt kostenlos.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Ausfuhrlandes abgefasst sein; im letzteren Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine Übersetzung verlangen.

Wenn Erzeugnisse dritter Länder über das Gebiet des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen eingeführt werden, sollen die Zollbehörden des letztgenannten Teiles auch die in dem Gebiet des erstgenannten Teiles nach den Bestimmungen dieses Artikels ausgestellten Ursprungszeugnisse annehmen.

Artikel 18.

Bei der Beförderung der Reisenden und ihres Gepäcks auf den Eisenbahnen der vertragschliessenden Teile wird bei gleichen Bedingungen zwischen den Angehörigen des einen und des anderen Teiles kein Unterschied bezüglich der Preise, der Art der Beförderung sowie der damit zusammenhängenden Abgaben und Steuern gemacht.

Artikel 19.

Die von Estland nach einer deutschen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehr durch deutsches Gebiet versandten Güter werden auf den deutschen Eisenbahnen in Bezug auf die Abfertigung, auf die Preise und die Art der Beförderung sowie die damit zusammenhängenden Steuern und Abgaben nicht ungünstiger behandelt als gleichartige Gütertransporte, die zwischen deutschen Eisenbahnstationen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke versandt werden.

Der gleiche Grundsatz gilt für die estnischen Eisenbahnen in Bezug auf Güter, die von Deutschland nach einer estnischen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehr durch estnisches Gebiet versandt werden.

Diese Grundsätze finden wechselseitig auch Anwendung auf Gütertransporte des einen Teiles, die mit Schiffen in Seehäfen und Flusshäfen des anderen Teiles getragen und dort auf Eisenbahnen aufgeliefert werden.

Artikel 20.

Die Bestimmungen der Artikel 18 und 19 erstrecken sich nicht auf die Ermässigungen der Beförderungspreise für milde Zwecke, zugunsten des öffentlichen Unterrichts- oder Erziehungswesens, auf die bei der Beförderung von Personen oder Güter in Fällen eines öffentlichen Notstandsereignisses gewährten Ermässigungen sowie auf Erleichterungen, die bei Militärtransporten gewährt werden, oder die auf öffentliche Beamte und Angestellte, auf das Eisenbahnpersonal oder andere ähnliche Personengruppen oder ihre Familienangehörigen anwendbar sind.

Artikel 21.

Personen und Waren, die mit der Eisenbahn in Häfen ankommen und von dort mit deutschen Schiffen weiterbefördert werden, sowie Personen und Waren, die mit deutschen Schiffen in Häfen ankommen und von dort mit der Eisenbahn weiterbefördert werden, werden auf den estnischen Eisenbahnen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke weder in Bezug auf die Abfertigung noch hinsichtlich der Beförderung oder hinsichtlich der Beförderungspreise oder der mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben ungünstiger behandelt werden als Personen und Waren, die in den gleichen Häfen mit estnischen Schiffen oder Schiffen einer

Juhtumisel kui tunnistused pole välja antud seks volitatud riikliku ametvõimu poolt, võib sihtmaa valitsus nõuda, et need tunnistused oleksid tõestatud tema diplomaatilise või konsulaar ametvõimu poolt, kes on kompetentne kaupade saatetkoha suhtes. Tõestamine sünnib maksuta.

Päritolutunnistused võivad olla kokku seatud nii hästi sihtmaa kui ka väljaveomaa keeles; viimasel juhtumisel võivad sihtmaa tolliametid nõuda tõlget.

Kui kolmandate maade saadused veetakse üle ühe Lepinguosalise territooriumi teise Lepinguosalise territooriumile, peavad viimaseks nimetatud Lepinguosalise tollivõimud vastu võtma ka esimeseks nimetatud Lepinguosalise territooriumil käesoleva artikli määruste järgi välja antud päritolutunnistusi.

Artikkel 18.

Reisijate ja nende pagasi edasitoimetamisel Lepinguosaliste raudteedel ei tehta samade tingimuste juures mingit vahet ühe või teise Lepinguosalise kodanikkude vahel, mis puutub hindadesse, edasitoimetamise viisisse, samuti ka sellega üheskäivatesse maksudesse ja lõivudesse.

Artikkel 19.

Eestist mõnesse Saksa raudteejaama või transiitliikumises läbi Saksa territooriumi saadetud kaupu, mis puutub ärasaatesse, hindadesse ja edasitoimetamise viisisse, samuti ka sellega üheskäivatesse lõivudesse ja maksudesse, ei käsitata ebasoodsamalt kui samalaadilisi kaubatransporte, mis saadetakse Saksa raudteejaamade vahel samas suunas ja samal ühendusliiniosal.

Sama põhimõtte on maksev ka Eesti raudteede kohta, mis puutub Saksamaalt mõnesse Eesti raudteejaama või transiitliikumises läbi Eesti territooriumi saadetavatesse kaupadesse.

Need põhimõtted leiavad vastastiku käsitamist ka ühe Lepinguosalise kaubatransportide suhtes, mis tuuakse laevadel teise Lepinguosalise merevõi jõesadamatesse ja sealt edasi antakse raudteedele.

Artikkel 20.

Artiklite 18 ja 19 määrused ei laiene edasitoimetamise hinnaalandustele heategevaks otstarbeks, avaliku kooli- või kasvatuskorralduse kasuks, ega hinnaalandustele, mis antakse isikute või varanduste edasitoimetamisel mõne avaliku hädaseisukorra juhtumistel, samuti ka kergendustele, mis antakse sõjaväetransportidele või mida võib käsitada avalikkude ametnikkude ja teenijate, raudteepersonaali või muude sarnaste isikute gruppide või nende perekonnaliigete kohta.

Artikkel 21.

Isikuid ja kaupsid, mis tulevad raudteel sadamatesse ja sealt edasi saadetakse Saksa laevadega, samuti isikuid ja kaupsid, mis tulevad Saksa laevadel sadamatesse ja sealt raudteel edasi saadetakse, ei käsitata Eesti raudteedel samas suunas ja samal ühendusliiniosal, mis puutub ärasaatesse, edasitoimetamisesse või edasitoimetamishindadesse või edasitoimetamisega ühendusesseisvatesse avalikkudesse maksudesse, ebasoodsamalt kui isikuid ja kaupsid, mis tulnud samadesse sadamatesse Eesti või mõne muu riigi laevadel või mis edasi saadetakse samadest sadamatest Eesti või teiste riikide laevadega. Sama on maksev Saksa raudteedel isikute ja kaupade

anderen Nation ankommen oder von dort mit estnischen Schiffen oder Schiffen anderer Nationen weiterbefördert werden. Dasselbe gilt auf den deutschen Eisenbahnen für Personen und Waren, die mit der Eisenbahn in Häfen ankommen und von dort mit estnischen Schiffen weiterbefördert werden, sowie für Personen und Waren, die mit estnischen Schiffen in Häfen ankommen und von dort mit Eisenbahnen weiterbefördert werden.

Artikel 22.

Die deutschen Seeschiffe und ihre Ladungen sollen in Estland und die estnischen Seeschiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland wie die eigenen Schiffe und die Schiffe des meistbegünstigten Staates behandelt werden, gleichviel von wo die Schiffe auslaufen oder wohin sie bestimmt sind und gleichviel woher die Ladungen stammen und wohin sie bestimmt sind. Dies gilt besonders auch in Bezug auf jede Art von Abgaben und Gebühren, die in den Häfen, Bassins, Reeden und Buchten der vertragschliessenden Länder als Entgelt erhoben werden.

Die Behandlung der Schiffe und ihrer Ladungen nach Abs. 1 dieses Artikels findet keine Anwendung

1. auf die Küstenschifffahrt ;
jedoch soll es den deutschen und den estnischen Seeschiffen freistehen, aus einem Hafen des einen der vertragschliessenden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes zu fahren, sei es, um dort die aus dem Ausland mitgebrachte Ladung ganz oder teilweise zu löschen oder um eine nach dem Ausland bestimmte Ladung einzunehmen oder zu ergänzen ;

2. Auf die Küstenfischerei innerhalb der Hoheitsgewässer und die der eigenen Fischerei gewährten Vergünstigungen.

Artikel 23.

Die deutschen Seeschiffe, welche nach einem estnischen Hafen, und die estnischen Seeschiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, um daselbst nur ihre Ladungen zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzten Teil ihrer Ladung irgendeine Abgabe zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach den für die eigene und den für die Schifffahrt des meistbegünstigten Staates bestimmten Sätzen erhoben werden dürfen.

Artikel 24.

Die Nationalität der Seeschiffe wird von den vertragschliessenden Teilen gemäss den im Heimatlande geltenden Gesetzen und Verordnungen anerkannt und durch die an Bord befindliche, von der zuständigen Behörde ausgestellte Urkunde (Schiffszertifikat) nachgewiesen.

Die von dem einen vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Massgabe der zwischen den vertragschliessenden Teilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Teile anerkannt.

Die Regeln und Vorschriften der inländischen Gesetzgebung über die Ausrüstung, Einrichtung und Sicherheitsbedingungen der Schiffe des einen vertragschliessenden Teiles werden auch in den Häfen des anderen Teiles anerkannt.

Artikel 25.

Wenn ein Schiff eines der vertragschliessenden Teile an den Küsten des anderen Teiles strandet oder Schiffbruch leidet, sollen Schiff und Ladung dieselben Vergünstigungen und Befreiungen

kohta, mis tulevad raudteel sadamatesse ja seal edasi saadetakse Eesti laevadega, samuti ka isikute ja kaupade kohta, mis tulevad Eesti laevadel sadamatesse ja seal raudteel edasi saadetakse.

Artikkel 22.

Saksa merelaevu ja nende laadungeid Eestis ja Eesti merelaevu ning nende laadungeid Saksamaal peab käsutama nagu oma ning enamsoodustatud riigi laevu, ükskõik kust laevad tulevad või kuhu nad on sihitud ning ükskõik kust laadungid on pärit ja kuhu nad on sihitud. Sama on maksev eriti ka igasuguste maksude ja lõivude suhtes, mida võetakse tasuna Lepinguosaliste maade sadamates, basseinides, reidides ja merelahtedes.

Laevade ja nende laadungite käsitlemine käesoleva artikli esimese lõike järgi ei leia tarvitusele võtmist :

1. Rannalaevasõidu kohta ;

Süüski peab Saksa ja Eesti merelaevadel olema vabadus sõita ühest ühe Lepinguosalise maa sadamast teise või mitmesse sama maa sadamasse, olgu välismaalt kaasa toodud laadungi täielikuks või osaliseks lossimiseks või et mõned välismaale määratud laadungid peale võtta või täiendada ;

2. Rannakalapüügi kohta territoriaalvetes ja oma kalapüügile kindlustatud soodustuste kohta.

Artikkel 23.

Saksa merelaevad, mis tulevad mõnesse Eesti sadamasse, ja Eesti merelaevad, mis tulevad mõnesse Saksa sadamasse, et seal ainult oma laadungeid täiendada või üht osa neist lossida, peavad, eeldusel, et nad toimivad vastava riigi seaduste ja eeskirjade järgi, laeval hoidma selle osa oma laadungist, mis on sihitud muusse sama või mõne teise riigi sadamasse, ja võima seda uuesti välja, viia, ilma et nad oleksid kohustatud maksma oma laadungi selle viimase osa eest mingit maksu, peale järelvalvemaksude, mida tohib võtta ainult oma ja enamsoodustatud riigi laevade kohta kindlaks määratud määrade järgi.

Artikkel 24.

Merelaevade rahvust tunnustatakse Lepinguosaliste poolt kodumaal maksvate seaduste ja korralduste kohaselt ja tõendatakse kompetentse ametasutuse poolt väljaandtud laeval leiduva dokumendiga (laevatunnistus).

Ühe Lepinguosalise poolt välja antud laevamootkirju tunnustatakse teise Lepinguosalise poolt Lepinguosaliste vahel sõlmitud või edaspidi sõlmitavate erikokkulepete kohaselt.

Sisemaalise seadusandluse reegleid ja eeskirju ühe Lepinguosalise laevade varustuse, sisseseade ja julgeoleku tingimuste kohta tunnustatakse ka teise Lepinguosalise sadamates.

Artikkel 25.

Kui ühe Lepinguosalise laev randub teise Lepinguosalise randadel või saab laevaõnnetuse osaliseks, kasutab laev ja ladung samu soodustusi ning vabastusi, mida kindlustab selle maa

geniessen, welche die Gesetzgebung dieses Landes den eigenen Schiffen und denen des meistbegünstigten Staates in gleicher Lage gewährt. Es soll dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person wie für das Schiff und Ladung Hilfe und Beistand wie den Angehörigen des eigenen Landes geleistet werden.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 26.

Soweit die Bestimmungen dieses Vertrages die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung betreffen, sind sie nicht anwendbar :

a) Auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Vergünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von in der Regel nicht mehr als 15 km beiderseits der Grenze ;

b) Auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen ;

c) Auf Vergünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile durch ein Abkommen einem anderen Staat einräumt, um die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere eine Doppelbesteuerung zu verhüten oder um Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen oder Steuerstrafsachen zu sichern ;

d) Auf Vergünstigungen, die Estland an Finnland, Lettland, Litauen oder die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken durch besondere Abkommen jetzt oder in Zukunft gewährt, jedoch nur so lange, als diese Vergünstigungen nicht auch einem dritten Lande mit Ausnahme der genannten Staaten zugestanden werden.

Artikel 27.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Verträge über die Beseitigung von Doppelbesteuerung und die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen baldmöglichst abzuschliessen.

Artikel 28.

Wenn über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages einschliesslich des Schlussprotokolls eine Streitigkeit entsteht, die nicht in angemessener Zeit auf diplomatischem Wege geregelt werden kann, so soll diese auf Verlangen eines der beiden Teile einem Schiedsgericht zur Entscheidung vorgelegt werden. Dies gilt auch für die Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung oder Anwendung des Vertrages bezieht. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Teil einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter ernennt und dass beide Teile einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Einigen sich die vertragschliessenden Teile über die Wahl des Obmanns nicht binnen vier Wochen, nachdem das Verlangen auf schiedsgerichtliche Entscheidung eingegangen ist, so werden sie gemeinsam den Präsidenten des ständigen internationalen Gerichtshofs im Haag um Ernennung des Obmanns ersuchen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmanns zu verständigen.

Die Regelung des Verfahrens bleibt einer von den vertragschliessenden Teilen in jedem einzelnen Streitfall zu vereinbarenden Schiedsordnung vorbehalten. Einigen sich die Parteien innerhalb von zwei Monaten nach Anrufung des Schiedsgerichts nicht über die Schiedsordnung, so regelt das Schiedsgericht selbst das Verfahren.

Artikel 29.

Dieser Vertrag, der in doppelter Urschrift in deutscher und estnischer Sprache ausgefertigt ist, soll beiderseits ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

seadusandlus oma ja enamsoodustatud riigi laevadele samas olukorras. Juhile ja meeskonnale, niihästi nende isikutele kui ka laevale ning laadungile, peab abi ja toetust antama nagu oma maa kodanikkudele.

Peale selle lepivad Lepinguosalised kokku, et päästetud kaubad ei pea alluma tillimaksudele väljaarvatud juhtumine, kui nad üle lähevad sisemaaliseks tarvitamiseks.

Artikkel 26.

Niivõrt kui käesoleva Lepingu määrused puutuvad vastastikusesse enamsoodustuse kindlustamisse, ei leia nad käsitamist :

a) Ühe Lepinguosalise poolt piiräärsetele riikidele praegu või edaspidi kindlustatud eriliste soodustuste kohta piiriläbikäimise hõlbustamiseks tavaliselt mitte rohkem kui 15 klm. ulatusel mõlemalpool piiri.

b) Ühe Lepinguosalise poolt tolliniooni põhjal praegu või edaspidi enda peale võetud kohustuste kohta.

c) Soodustuste kohta, mida üks Lepinguosaline annab mõnele teisele riigile mõne kokkuleppe läbi, et tasakaalustada sise- ja välismaalist maksustamist, eriti et ära hoida kahekordset maksustamist või et kindlustada juriidilist toetust ja abi maksude või maksutrahvide asjus.

d) Soodustuste kohta, mida Eesti nüüd või edaspidi kindlustab eriliste kokkulepetega Soomele, Lätile, Leedule või Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidule, kuid siiski ainult niikaua, kui neid soodustusi ei anta mõnele kolmandale maale, nimetatud riigid välja arvatud.

Artikkel 27.

Lepinguosalised kohustuvad sõlmima niipea kui võimalik lepingud kahekordse maksustamise kõrvaldamiseks ja maksustamise asjus juriidilise kaitse ja abi andmiseks.

Artikkel 28.

Kui käesoleva Lepingu sealhulgas Lõpuprotokoll, tõlgitsemise või käsitamise kohta tekib mõni tüliküsimus, mida ei saa lahendada kohase aja jooksul diplomaatilisel teel, siis tuleb see tüliküsimus ühe Lepinguosalise nõudel esitada vahekohtule otsustamiseks. Sama maksab ka eelküsümuse kohta, kas tüliküsimus puutub Lepingu tõlgitsemisse või käsitamisse. Vahekohtu otsusel on siduv jõud.

Vahekohus moodustatakse iga tüliküsimuse juhtumisel sel viisil, et kumbki Lepinguosaline nimetab ühe oma kodaniku vahekohtunikuks ja et mõlemad Lepinguosalised valivad mõne kolmanda riigi kodaniku esimeheks. Ei jõua Lepinguosalised esimehe valiku kohta kokkuleppele nelja nädala jooksul pärast seda kui nõue vahekohtuliku otsustamise kohta kätte on jõudnud, siis pööravad nad palvega esimehe nimetamise asjus ühiselt Alalise Rahvusvahelise Kohtukoja Esimehe poole Haagis. Lepinguosalised reserveerivad endale õiguse juba varem kokkuleppida teatava ajajärgu jaoks esimehe isiku kohta.

Menetluse korralduse määrab igal üksikul tüliküsimuse juhtumisel Lepinguosaliste poolt kokkuleppe teel saavutatud vahekohtu kord. Kui Lepinguosalised kahe kuu jooksul pärast vahekohtu poole pööramist vahekohtu korra kohta kokku ei lepi, siis korraldab menetluse vahekohus ise.

Artikkel 29.

Käesolev Leping, mis valmistatud kahes algtekstis Saksa ja Eesti keeles, kuulub mõlemalt poolt ratifitseerimisele. Ratifikatsioonidokumendid tulevad niipea kui võimalik Berliinis vahetamisele.

Der Vertrag tritt am zwanzigsten Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt von diesem Tage an fünf Jahre in Geltung. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt er als für unbestimmte Zeit verlängert. Er kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Gleichzeitig mit dem Inkrafttreten dieses Vertrages tritt das am 27. Juni 1923¹ unterzeichnete vorläufige Wirtschaftsabkommen zwischen Deutschland und Estland ausser Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

TALLINN (Reval), den 7. Dezember 1928.

V. SCHACK.

J. LATTIK.

ANLAGE A.

(Zu Art. 6 Absatz 3)

.....
Name des Staates

.....
(Ausstellende Behörde)

GEWERBELEGITIMATIONSKARTE

gültig für zwölf Monate vom Tage der Ausstellung ab.

Gültig für
Nummer der Karte

Hierdurch wird bescheinigt, dass der Inhaber dieses Ausweises :

Herr geboren in

wohnhaft in Strasse Nr.

ein *)
in

unter der Firma besitzt

(oder) Handlungsreisender im Dienst der Firma

der Firmen

..... in ist,

die ein *
unter der Firma besitzt.

..... besitzen.

Da der Inhaber dieses Ausweises beabsichtigt, in den obengenannten Ländern Aufträge entgegenzunehmen und Käufe für die genannte(n) Firma(en) zu machen, wird bescheinigt, dass die genannte(n) Firma(en) die Berechtigung hat (haben), ihr(e) Gewerbe und ihren Handel in zu betreiben, und dass sie dort die gesetzlichen Gebühren hierfür entrichtet(n) (.....), den 19.....

Unterschrift des Leiters der Firma(en) :

Personalbeschreibung des Inhabers :

Alter :

Wuchs :

Haare :

Besondere Merkmale :

Unterschrift des Inhabers :

¹ Vol. XLI, page 161, de ce recueil.

* Angabe der Fabrik oder des Handelszweiges.

N.B. Nur Rubrik 1 des Formulars ist auszufüllen, wenn es sich um den Leiter eines Handels- oder Industrieunternehmens handelt.

Leping astub jõusse kakskümnendal päeval pärast ratifikatsioonidokumentide vahetamist ja jääb sellest päevast alates maksma viis aastat. Kui ta kuus kuud enne selle tähtaja möödumist üles ei õelda, siis loetakse teda määramata aja peale pikendatuks. Teda võib siis igal ajal Kuue kuulise etteteatamise tähtaja tingimusel üles õelda.

Ühel ajal käesoleva Lepingu jõusseastumisega kaotab 17. juunil 1923.¹ a. allakirjutatud Ajutine Majanduskokkulepe Saksamaa ja Eesti vahel oma maksvuse.

Selle tõenduseks on mõlemapoolsed Täisvolinikud käesolevale Lepingule allakirjutanud.

TALLINNAS (Reval) 7 detsembril 1928. a.

V. SCHACK.

J. LATTIK.

LISA A

(Art. 6 lõige 3 juurde)

.....
Riigi nimetus

.....
(Väljaandja ametvõim)

LEGITIMATSIOONIKAART KAUBAREISIJATELE
maksev kaksteist kuud väljaandmise päevast arvates.

Maksev kohta.

Kaardi nr.

Käesolevaga tõendatakse, et selle kaardi omanik,

Hra sündinud (kus)

kelle elukoht on tänav nr

omab *

..... (kus)

..... firma nimetuse all

(või) on kaubaraisija : firma teenistuses
firmade teenistuse

..... (kus)

kes omab *
omavad

..... firma nimetuse all.

Kuna selle kaardi omanik kavatses ülnimetatud riikides vastuvõtta tellimisi ja teha oate ülnimetatud firma (de) tarvis, siis tunnistatakse, et ülnimetatud firmal (del) on õigus oma töötare ja oma kaubanduse alal tegev olla (kus)

ja et ta (nad) maksab (vad) seal selleks seaduslikke makse.

(Koht), (kuupäev) 19.....

Firma (de) juhataja allkiri.

Haardi omaniku isiku kirjeldus :

Vanadus

Kasv

Juuksed

Eritunnusmärgid

Kaardi omaniku allkiri.

¹ Vol. XLI, page 161, of this Series.

* Vabriku või kaubandusettevõtte liik.

NB. Ainult formulaari lahter : tuleb täitmisele, kui tegemist mõne kaubandus- või tööstusettevõtte juhatajaga.

ANLAGE B.

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Masstab	Zollsatz i. Goldfrs
76	Porzellanwaren :		
1	Gegenstände, nicht besonders genannte, weisse und einfarbige, auch mit farbigen und vergoldeten Kanten und Reifen, jedoch ohne andere Verzierungen	1 kg netto	0,28
4	Gegenstände zur Ausschmückung von Wohnräumen mit Kunstmalerei, Vergoldung und Verzierungen und Kupferlegierungen ; künstliche Blumen und Pflanzen aus Porzellan, desgl. Erzeugnisse daraus, wie : Kränze, Sträusse usw., weisse und farbige, auch in Verbindung mit anderen Materialien	1 kg netto	3,40
157	Nadeln :		
1	Nähnadeln und andere, ausser den im allgemeinen Tarif besonders genannten	1 kg netto	3,—
3	Segel-, Sattler-, Pack- und Schnürnadeln ; Strick- und Sticknadeln und -haken jeder Art ; Stricknadeln und Tamburier- oder Strickhaken, auch mit Griffen aus gewöhnlichen Stoffen	1 kg netto	2,00
158	Messerwaren, ausser den unter andere Nummern des Tarifs fallenden, sowie ausser Maschinenmessern :		
aus 1	Taschenmesser in Fassungen aus einfachen Stoffen, angefertigt aus schmiedbarem Gusseisen, Eisen, Stahl, Kupfer, Kupferlegierungen und aus anderen unter Nr. 143 genannten Metallen und Metalllegierungen	1 kg netto	1,25
2	Tischmesser und Gabeln, sofern sie nicht unter Punkt 3 dieser Nummer fallen :		
a)	In fertigem Zustand	1 kg netto	0,50
aus 215	Kinderspielzeug :		
2	Einfaches : aus Aluminium, Horn, gewöhnlichen Knochen, Holz, Porzellan, Glas, Meerscham, Fischbein, Jet, Zellhorn, Lava und anderen dergleichen wohlfeilen Stoffen	1 kg netto	12,—
3	aus unedlen Metallen (ausser Aluminium und ausser vergoldetem und versilbertem Kinderspielzeug), nicht in Verbindung mit anderen Stoffen	1 kg netto	4,—

ANLAGE C.

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Zollsatz für 1 dz RM
Aus 219	Brislinge und Heringe (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm), mit Salz, Lorbeer, Zucker und Gewürzen zubereitet, in luftdicht verschlossenen Behältnissen	45,—

LISA B.

Tariffi Nr.	Kaupade nimetus	Alus	Tollimäär kuld-fran kides
76	1 Portselankaubad : Teosed eraldi nimetatud valged ja ühevärvilised, kuigi värviliste või kullatud äärte ja servadega, kuid ilma muude ilustusteta	1 kg. netto	0,28
	4 Teosed tubade kaunistamiseks kunstmaaliga, kullatud või vasest ja vasesulatistest ilustustega ; portselanist järeletohtud lilled ja taimed ning nendest valmistatud asjad, nagu : pärjad, lillekimbud, jne., valged ja värvilised, olgugi teiste materjalide lisandustega	1 kg. netto	3,40
157	Nõlad : 1 Ömblusnõelad ja teised, peale üldtariifia eriti nimetatute	1 kg. netto	3,—
	3 Purje-, sadulsepa-, pakkimis- ja nõõrimisnõelad ; silmkudumise ja väljaõmblemise-nõelad ja -konksud igasugused ; heegeldamise vardad ja heegeldamise konksud, kuigi lihtsatest materjalidest käepidemetega	1 kg. netto	2,—
158	Noakaubad, peale tariifi muude numbrite alla kuuluvate ja peale masina nugade : ex 1 Taskunoad lihtsatest materjalidest peadega, valmistatud taotavast malmist, rauast, terasest, vasest, vasesulatistest ja muudest nr. 143 all nimetatud metallidest ja metallulatistest	1 kg. netto	1,25
	2 Lauanoad ja kahvlid, kuivõrt nad käesoleva numbri p. 3 alla ei lange : a) Valmis kujul	1 kg. netto	0,50
ex 215	2 Laste mänguasjad : Lihsad : alumiiniumist, sarvest, harilikust kondist, puust, portselanist, klaasist, merevahust, valaskalaluust, gagaadist, tselluloidist, laavast ja teistest sarnastest odavatest materjalidest	1 kg. netto	12,—
	3 mittekallihinnalistest metallidest (peale alumiiniumist ja kullatud ja hõbetatud mänguasjade) ilma teiste materjalide lisanduseta	1 kg. netto	4,—

LISA C.

Tariffi Nr.	Kaupade nimetus	Tollimäär 100 klg. eest Riihimarkades
ex 219	Kilud ja heeringad (elava kala pikkus ei ületa 16 cm) sisse tehtud soolaga, loorberiga, suhkruga ja vürtsidega, õhukindlalt suletud nõudes	45,—

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrages haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden :

Zu Artikel 1.

Unberührt durch Artikel 1 bleiben die passrechtlichen Vorschriften sowie die Vorschriften, die von den vertragschliessenden Teilen allgemein über die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte erlassen sind oder künftig erlassen werden.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass das Recht eines jeden der vertragschliessenden Teile, Angehörigen des anderen Teiles entweder infolge gerichtlicher Bestrafung oder aus Gründen der inneren und äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei den Aufenthalt im einzelnen Falle zu versagen, durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht beeinträchtigt wird ; die Ausweisung darf aber in einem solchen Falle nicht lediglich aus Gründen allgemeiner Wohnungsnot oder Arbeitslosigkeit erfolgen.

Zu Artikel 5.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Schiffahrtsgesellschaften und ihre Agenturen, soweit sie nicht ohnehin schon unter die Bedingungen des Artikel 5 fallen, nach den gleichen Grundsätzen wie die in Artikel 5 genannten Gesellschaften zu behandeln sind.

Zu Artikel 6.

Die Abgabe, die in Estland von deutschen Handlungsreisenden für die im Abs. 1 des Artikels 6 bezeichnete Tätigkeit erhoben wird, soll für den Zeitraum eines Monats 50 Kronen nicht übersteigen. Wird die Abgabe für das ganze Jahr entrichtet, so beträgt sie höchstens 300 Kronen.

Zu Artikel 7.

1. Durch die Bestimmungen dieses Artikels werden die gegenwärtig in beiden Ländern in Kraft befindlichen Ein- und Ausfuhrverbote nicht berührt. Sie werden von den vertragschliessenden Teilen gegenseitig mitgeteilt werden und bleiben auch dem anderen Teile gegenüber so lange in Geltung, als sie allen Ländern gegenüber angewandt werden.

2. Sobald und solange das Genfer Internationale Abkommen¹ zur Abschaffung der Ein- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen vom 8. November 1927 und das Ergänzungsabkommen² dazu vom 11. Juli 1928 sowohl für das Deutsche Reich wie für die Republik Estland Geltung haben, treten die Bestimmungen des Artikel 7 dieses Vertrages und der Ziffer 1 des Schlussprotokolls hierzu ausser Kraft.

3. In Deutschland hergestellte zusammengesetzte Arzneien und dosierte Präparate werden in Estland bei der Zulassung zur Einfuhr und zum Gebrauch nicht ungünstiger behandelt als die gleichen oder gleichartigen Erzeugnisse, die in Estland oder in dritten Staaten hergestellt werden.

Zu Artikel 9.

Falls die Inkraftsetzung des gemeinsamen deutsch-lettischen Zolltarifs, dessen Einführung³ der am 5. Februar 1927 in Riga unterzeichnete Vertrag über die Ausführung der Zollunion zwischen

¹ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

² Vol. XCVII, page 436, de ce recueil.

³ Vol. LXII, page 319, de ce recueil.

LÖPUPROTOKOLL.

Täna Saksa Riigi ja Eesti Vabariigi vahel sõlmitud Kaubandus- ja Laevanduslipingu allakirjutamisel on mõlemapoolsed Täisvolinikud teinud järgmised reservatsioonid ja deklaratsioonid, mis moodustavad Lepingu lahutamatu osa :

Artikkel 1-se juurde.

Artikkel 1-ne ei riiva passiõiguslikke eeskirju, samuti ka eeskirju, mis välja antud või edaspidi välja antakse Lepinguosaliste poolt üldiselt välismaaliste tööjõudude kasutamise kohta.

Samuti on kokkulepitud, et käesoleva Lepingu määrused ei riiva kummagi Lepinguosalise õigust üksikutel juhtumistel keelda teise Lepinguosalise kodanikkudel maal viibimist kas kohtuliku karistuse või riigi sisemise ja välise julgeoleku põhjustel või ka vaeste-, tervishoiu- ja kombus-politseiilistel põhjustel ; kuid väljasaatmine ei tohi niisugusel juhtumisel sündida ainult üldise korterikitsikuse või tööpuuduse põhjustel.

Artikkel 5. juurde.

On kokkulepitud, et laevasõiduseltse ja nende agentuure, niivõrt kui nad juba iseenesest ei kuulu artikkel 5-da tingimuste alla, tuleb käsitada samade põhimõtete järgi kui artikli 5 nimetatud seltse.

Artikkel 6. juurde.

Maks, mida võetakse Eestis Saksa kaubareisijailt artikkel 6-da 1-see lõikes tähendatud tegevuse eest, ei tohi ühekuulise kestvusaja kohta ületada 50 krooni. Tasutakse maks terve aasta eest, siis on tema suurim ulatus 300 krooni.

Artikkel 7. juurde.

1. Selle artikli määrused ei puuduta praegu mõlemal maal jõus olevaid sisse- ja väljaveokeelde. Viimased tehakse Lepinguosaliste poolt vastastiku teatavaks ja jäävad ka teise Lepinguosalise suhtes niikaua maksvaks, kui nad on tarvitusel kõigi maade kohta.

2. Niipea ja niikaua kui Genfi Rahvusvaheline Kokkulepe¹ sisse- ja väljaveokeeldude ja -kitsenduste kaotamise kohta 8. novembrist 1927. a. ja Täiendav Kokkulepe² selle juurde 11. juulist 1928. a. on maksvad niihästi Saksa Riigi kui Eesti Vabariigi kohta, kaotavad käesoleva Lepingu artikkel 7-da ja siia juurde kuuluva Lõpuprotokoll, p. 1-se, määrused oma maksvuse.

3. Saksamaal valmistatud kokkuseatud arstirohte ja doseeritud preparaate ei käsitata sisseveoks ja tarvitamiseks lubaandmisel Eestis ebasoodsamalt kui samu või samalaadilisi tooteid, mida valmistatakse Eestis või kolmandates riikides.

Artikkel 9. juurde.

Juhtumisel kui Eesti-Läti ühise tollitariifi maksmapanek, mida näeb ette Riias 5. veebruaril 1927. a.³ allakirjutatud leping tolliuniooni teostamise kohta Eesti ja Läti vahel, seda peaks

¹ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

² Vol. XCVII, page 437, of this Series.

³ Vol. LXII, page 319, of this Series.

Estland und Lettland vorsieht, es fordern sollte, behält sich Estland das Recht vor, unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist die in der Anlage B vorgesehenen Vertragszölle in Bezug auf alle oder einen Teil der dort angeführten Waren zu kündigen. Macht Estland von diesem Kündigungsrecht Gebrauch, so ist Deutschland berechtigt, den in der Anlage C vorgesehenen Vertragszoll mit gleicher Frist zu kündigen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass eine solche Kündigung ohne Wirkung auf alle anderen Bestimmungen des Vertrages bleibt.

Zu Artikel 10.

Solange natürliche Mineralwässer aus dritten Staaten bei ihrer Einfuhr nach Estland eine Zollermässigung genießen, wird folgenden deutschen natürlichen Mineralwässern die jeweils günstigste Zollbehandlung gewährt :

Bezeichnung des Wassers :

Wernarzer Wasser.
 Emser Kränchen (auch Kesselbrunnen).
 Homburger Elisabethbrunnen.
 Rakoczy (auch Pandur, Maxbrunnen, Luitpoldssprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen).
 Nenndorfer Schwefelbrunnen.
 Neuenahrer Sprudel.
 Mergentheimer Karlsquelle und Friedrichshaller Bitterwasser.
 Salzbrunner Oberbrunnen und Kronenquelle (auch Mühlbrunnen).
 Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.
 Staatl. Fachingen und Staatsquelle Niederselters.
 Wildunger Helenenquelle und Georg Viktorquelle.
 Königsquelle.
 Reinhardtsquelle.
 Arminiusquelle.
 Jodquelle am Sauersberg (auch Adelheidsquelle, Römerquelle und Marienquelle).

Bezeichnung der Quelle :

Verwaltung des Staatl. Mineralbades Brückenau, Bad Brückenau.
 Staatl. Bade- und Brunnendirektion, Bad Ems.
 Bad Homburger Heilquellen G. m. b. H., Frankfurt a. M.
 Verwaltung der Staatl. Mineralbäder Kissingen und Bocklet, Bad Kissingen.
 Staatl. Badeverwaltung Bad Nenndorf.
 Aktiengesellschaft Bad Neuenahr.
 C. Oppel & Co. A.-C. Bad Mergentheim.
 Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
 Aktiengesellschaft Bad Salzschlirf.
 Siemens Erben, Berlin.
 Fürstl. Wildunger Mineralquellen A.-G., Bad Wildungen.
 Bad Wildunger Heilquellen A.-G., Bad Wildungen.
 Reinhardtsquelle G. m. b. H., Bad Reinhardtsquelle bei Wildungen.
 Arminiusbad Lippspringe G. m. b. H., Bad Lippspringe.
 Krankenheiler Jodquellen A.-G., Bad Tölz.

Zu Artikel 12.

Zu den innern Abgaben gehört auch die Umsatzsteuer.

Zu Artikel 13.

Es besteht Einverständnis darüber, dass zu den Aufsichtsmassnahmen auch die Festsetzung von Wiederausfuhrfristen gehört.

nõudma, reserveerib Eesti endale õiguse kolmekuulise etteteatamise tingimusel ühel öelda Lisas B ettenähtud lepingtollid kõigi või ühe osa seal loetletud kaupade suhtes. Kasutab Eest seda ülesütlemise õigust, siis on Saksamaa õigustatud üles üttelema Lisas C ettenähtud lepingtollid sama tähtajaga.

On kokkulepitud, et sarnane ülesütlemine jääb mõjuta kõigile muile Lepingu määrustele.

Artikkel 10. jätkus.

Nüükaui kui loomulikud mineraalveed sisseveol kolmandatest riikidest Eestisse kasutavad ollialandust, kindlustatakse järgmistest Saksa supelkohtadest päritolevatele loomulikkudele mineraalvetele igakordne kõige soodsam tollikäsitlus :

Vee nimetus :

Wernarzer Wasser.
 Emser Kränchen (ka Kesselbrunnen).
 Homburger Elisabethbrunnen.
 Rakoczy (ka Pandur, Maxbrunnen, Luitpoldsprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen).
 Nenndorfer Schwefelbrunnen.
 Neuenahrer Sprudel.
 Mergentheimer Karlsquelle ja Friedrichshaller Bitterwasser.
 Salzbrunner Oberbrunnen ja Kronenquelle (ka Mühlbrunnen).
 Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.
 Staatl. Fachingen ja Staatsquelle Niederselters.
 Wildunger Helenenquelle ja Georg Viktor-Quelle.
 Königsquelle.
 Reinhardsquelle.
 Arminiusquelle.
 Jodquelle am Sauersberg (ka Adelheidsquelle, Römerquelle ja Marienquelle).

Allika nimetus :

Brückenau riikliku mineraalsupelasutuse Valitus, Bad Brückenau.
 Riikliku supelasutuse ja kaevu direktsoon, Bad Ems.
 Bad Homburger Heilquellen piiratud vastutusega selts, Frankfurt a. Main.
 Riiklikkude Mineraalsupelasutuste Kissingen'i ja Bocklet'i Valitus, Bad Kissingen.
 Riikliku supelasutuse Valitus, Bad Nenndorf.
 Aktsiaselts Bad Neuenahr.
 C. Oppel & Ko. Aktsiaselts, Bad Mergentheim.
 Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
 Aktsiaselts Bad Salzschlirf.
 Siemens pärijed, Berlin.
 Vüstlikud Wildunger'i Mineraalallikad Aktsiaselts, Bad Wildungen.
 Bad Wildunger Heilquellen Aktsiaselts, Bad Wildungen.
 Reinhardsquelle piiratud vastutusega selts, Bad Reinhardsquelle b. Wildungen.
 Arminiusbad Lippspringe piiratud vastutusega selts, Bad Lippspringe.
 Krankenheller Jodquellen A. S., Bad Tölz.

Artikkel 12. jätkus.

Sisemiste maksude hulka kuulub ka läbikäigumaks.

Artikkel 13. jätkus.

On kokkulepitud, et järelvalve abinõude hulka kuulub ka uuestiväljaveo tähtaegade kindlaksmääramine.

Zu Artikel 13 und Artikel 14.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Sicherstellung des Zollbetrags und der Punzierungsgebühr auch durch eine als ausreichend erachtete Bürgschaft erfolgen kann.

Zu Artikel 15.

Voraussetzung der Rationalisierung ist, dass die Be- oder Verarbeitung von dem anderen Teile als wirtschaftlich gerechtfertigt anerkannt wird.

Zu Artikel 29.

Estland behält sich das Recht vor, den vorliegenden Vertrag vorzeitig unter Einhaltung einer sechsmonatigen Kündigungsfrist für den Zeitpunkt des Inkrafttretens der Zollunion zwischen Estland und Lettland zu kündigen.

TALLINN (Reval), den 7. Dezember 1928.

v. SCHACK.
J. LATTIK.

NOTENWECHSEL.

REVAL, den 7. Dezember 1928.

HERR MINISTER !

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland habe ich im Namen meiner Regierung zu Artikel 1 des Vertrages erklärt :

Die Preussische Regierung wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit für estnische Staatsangehörige keine Aufenthaltsgebühr erheben. Die Regierungen der übrigen deutschen Länder werden ersucht werden, dieser Regelung beizutreten.

Indem ich Sie, Herr Minister, bitte, hiervon Kenntnis zu nehmen, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

v. SCHACK.

Seiner Exzellenz dem Minister des Auswärtigen
der Republik Estland
Herrn Jaan Lattik,
Reval.

Artiklite 13. ja 14. juurde.

On kokkulepitud, et tollisumma ja proovimiskõivu kindlustamine võib ka sündida küllaldaseks tunnustatud tagamise läbi.

Artikkel 15. juurde.

Rahvusliku päritolu eelduseks on, et teine Lepinguosaline tunnustab ümber- või läbitöötamise majanduslikult õigustatuks.

Artikkel 29. juurde.

Eesti reserveerib endale õiguse enne tähtaega kuuekuulise etteteatamise tingimusel üles öelda käesoleva lepingu tolliuniooni jousseastumise momendiks Eesti ja Läti vahel.

TALLINNAS (Reval), 7 detsembril 1928. a.

V. SCHACK.
J. LATTIK.

VABARIIGI VÄLISMINISTER.

TALLINN, "7" detsember 1928 a.

Härra Täisvolinik !

Eesti Vabariigi ja Saksa Riigi vahelise Kaubandus-ja Laevanduslepingu täna teostatud allakirjutamisel olen oma Valitsuse nimel deklareerinud Lepingu artikkel 1-se kohta :

Eesti Valitsus ei võta edaspidi vastastikususe eeldusel Saksa Riigi kodanikkudelt peatusõivu.

Paludes Teid, Härra Täisvolinik, seda teatavaks võtta, kasutan samuti juhust, et Teile, Härra Täisvolinik, uuendada minu sügava lugupidamise väljendust.

J. LATTIK.

Härra Dr. E. von Schack,
Saatkonnaõuik-referent Välisametis,
Tallinn.

¹ TRADUCTION.

N^o 2273. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN (REVAL), LE 7 DÉCEMBRE 1928.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ESTONIEN, également animés du désir de resserrer encore les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Eckhard VON SCHACK, conseiller de légation aux Ministère des Affaires étrangères,

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront en matière de commerce, d'industrie et de navigation, sur le territoire de l'autre Partie, pour autant que le présent traité ne comporte pas d'exceptions, des mêmes privilèges, franchises et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou seront reconnus aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, en outre, comme lesdits nationaux, toute liberté d'exercer un commerce, une industrie ou une profession quelconque, sur le territoire de l'autre Partie, dans les limites déterminées par les lois du pays, pour autant que la qualité de national ne constitue pas, selon lesdites lois, une condition indispensable pour l'exercice d'une profession.

Les ressortissants de chaque Partie contractante pourront, à condition de se conformer aux lois du pays, pénétrer librement sur le territoire de l'autre Partie, s'y déplacer, y séjourner, s'y établir et quitter librement ce territoire en tous temps. Sous ce rapport, ils ne seront soumis à aucune restriction générale ou locale, ni aucune charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus étendues que celles auxquelles sont assujettis les nationaux, ou, s'il existe des règles spéciales visant les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Parties auront le droit, sur le territoire de l'autre Partie, et au même titre que les ressortissants de la nation la plus favorisée, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers, d'en disposer par achat, échange, donation, testament ou toute autre manière, ainsi que d'hériter, soit par testament soit en vertu de la loi.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes jouiront à tous égards, sur le territoire de l'autre, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts en ce qui concerne

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2273. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
THE GERMAN REICH AND THE ESTONIAN REPUBLIC. SIGNED
AT TALLINN (REVAL), DECEMBER 7, 1928.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE ESTONIAN GOVERNMENT, being desirous of consolidating and extending the commercial relations between their two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Eckhard VON SCHACK, Councillor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE ESTONIAN GOVERNMENT :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other, subject to the exceptions laid down in the present Treaty, the privileges, exemptions and favours of every description in the matter of commerce, industry and navigation which are accorded or may hereafter be accorded to the Parties' own nationals or to nationals of the most favoured nation ; they shall further be free, within the territory of the other Party, to carry on like that Party's own nationals, within the limits fixed by the laws of the country, any commercial, industrial or professional activities, provided that the status of a national of the State is not, under the said laws, an absolute condition for the exercise of a profession.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be free, provided that they comply with the laws of the country, to enter the territory of the other, to travel, reside or establish themselves therein, and to leave it at any time, without being subject to general or local restrictions or charges of any nature other or more burdensome than those applicable to that Party's own nationals or, in the case of special provisions for foreigners, to nationals of the most favoured nation.

The nationals of either Party shall be free, under the conditions applicable to nationals of the most favoured nation, to acquire and possess movable and immovable property in the territory of the other, to dispose thereof by sale, exchange, gift, testamentary disposition or in any other way, and similarly to inherit such property, whether by testamentary disposition or by operation of law.

Article 2.

In the matter of taxation (taxes and Customs duties), dues in the nature of taxes and other similar charges, the nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in every respect in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les impôts (impôts proprement dits et droits de douane), les taxes ayant le caractère d'impôts et autres charges analogues, du même traitement et de la même protection auprès des administrations et des tribunaux compétents en matière fiscale, que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions de l'alinéa précédent, ainsi que toutes les autres dispositions de ce traité ayant un caractère fiscal, s'appliqueront également par analogie aux personnes morales et aux sociétés mentionnées à l'article 5.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne la protection judiciaire et administrative de leur personne et de leurs biens, du même droit que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, sur le territoire de l'autre Partie, libre accès, comme demandeurs et comme défendeurs, aux tribunaux et autres institutions assurant la défense des droits et jouiront, en cette matière, des mêmes droits que ceux qui sont reconnus aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils seront libres, comme ces derniers, de choisir leurs avocats et autres conseils juridiques parmi les personnes auxquelles la législation du pays reconnaît le droit d'exercer cette profession.

Sauf convention spéciale entre les deux Parties contractantes, les dispositions des articles premier à 24 de la Convention internationale¹ de procédure civile de La Haye du 17 juillet 1905 seront appliquées, par chacune des Parties contractantes, en faveur des ressortissants de l'autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront dispensés, sur le territoire de l'autre Partie, en temps de paix et de guerre, de tout service officiel obligatoire, y compris les corvées, ainsi que tous services militaires personnels et toutes prestations imposées en remplacement desdits services.

La même disposition s'applique à toutes prestations ou réquisitions militaires, ainsi qu'à toutes contributions ou emprunts forcés. Sont toutefois exceptées, sous condition d'égalité de traitement avec les nationaux, les réquisitions, en cas de guerre, de camions et voitures automobiles, de chariots, chevaux et autres moyens de transport, ainsi que les charges afférentes à la possession, à un titre quelconque d'un terrain, l'obligation de loger des militaires et autres prestations et réquisitions militaires spéciales auxquelles tous les habitants du pays sont astreints en qualité de propriétaires ou de locataires d'immeubles ou de terrains.

En aucun cas, les ressortissants de l'autre Partie contractante ne seront traités moins favorablement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En cas de réquisitions militaires mentionnées à l'alinéa 2 du présent article, ou d'expropriation pour des fins d'utilité publique, soit en vue d'une occupation durable, soit en vue d'un usage temporaire, les ressortissants de l'une des Parties contractantes recevront, sur le territoire de l'autre Partie, une indemnité correspondante pour les valeurs réquisitionnées ou aliénées. En aucun cas, ils ne seront traités moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la fixation et le paiement de cette indemnité.

Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux personnes morales et aux sociétés mentionnées à l'article 5.

Article 5.

Les sociétés par actions et les sociétés commerciales de toute nature, y compris les sociétés industrielles et financières et les compagnies d'assurances et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y ont une existence légale, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale. Elles seront, de même, jugées d'après la législation de leur pays d'origine, en ce qui concerne la capacité de contracter et le droit d'ester en justice.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

regard to their persons, property, rights and interests in the territory of the other Party, the treatment and protection accorded by the revenue authorities and tribunals to that Party's own nationals and nationals of the most favoured nation.

The provisions of paragraph 1 and similarly of the other fiscal provisions of the present Treaty shall apply also by analogy to the juridical persons and companies mentioned in Article 5.

Article 3.

The nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same treatment as that Party's own nationals and nationals of the most favoured nation as regards the judicial and administrative protection of their persons and property. They shall have the right of access to the Courts and other judicial authorities in the territory of the other Party for the purpose of prosecuting or defending their rights under the conditions applicable to that Party's own nationals or to nationals of the most favoured nation. They shall be free, like the latter, to choose their counsel or other legal adviser from among persons authorised by the law of the country to practise.

In the absence of any special agreement between the two Contracting Parties, the provisions of Articles 1 to 24 of the International Convention on Civil Procedure¹, signed at The Hague on July 17, 1905, shall be applied by each of the Contracting Parties in regard to the nationals of the other Party.

Article 4.

The nationals of either of the Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party in time of peace and of war from all compulsory official service, including forced labour, and from all personal military service or contributions in lieu thereof.

The same shall apply to all other military forced exactions or requisitions and to all other contributions or forced loans. It shall not apply, however, subject to equality of treatment with the country's own nationals, to the requisitioning, in case of war, of motor lorries and motor vehicles, carts, horses and other means of transport or to the charges attaching to the possession of landed property on any legal grounds, or, further, to the obligations in regard to billeting and other special military forced contributions or requisitions which may be imposed on all the inhabitants of the country in their capacity as owners or lessees of immovable property or land.

In no case may nationals of the other Party be treated less favourably than nationals of the most favoured nation.

In the case of the military requisitions mentioned in paragraph 2 of the present Article or expropriation for public utility purposes, whether for permanent or for temporary use, the nationals of one of the Contracting Parties shall receive, in the territory of the other Party, compensation corresponding to the value of the property that has been requisitioned or alienated. In no case shall they be treated less favourably than that Party's own nationals or nationals of the most favoured nation as regards the assessment and payment of such compensation.

The provisions of the present Article shall apply to the juridical persons and companies mentioned in Article 5.

Article 5.

Joint-stock companies and other commercial companies of every kind, including industrial, financial, insurance, traffic and transport companies, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and are legally constituted there shall also be recognised as legally constituted in the territory of the other Contracting Party; similarly, they shall be judged, as regards their legal capacity to contract and their right to appear before the courts, in accordance with the legislation of their country of origin.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Le droit d'exercer sur le territoire de l'autre Partie leur commerce ou leurs activités professionnelles sera subordonné aux lois et règlements en vigueur à toute époque, dans le territoire de cette Partie.

Dans tous les cas, elles devront jouir, en ce qui concerne leur établissement, l'exercice de leur activité, ainsi que sous tous autres rapports, des mêmes droits, avantages et franchises que ceux qui seront reconnus aux entreprises similaires de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chaque Partie contractante jouiront, sur le territoire de l'autre pays, des mêmes droits et avantages que ceux reconnus aux ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la création de sociétés par actions ou autres sociétés commerciales mentionnées au premier alinéa, ainsi qu'en ce qui concerne la participation à ces sociétés.

Article 6.

Sans préjudice des autres avantages découlant de la clause de la nation la plus favorisée, les commerçants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront, au moyen de cartes de légitimation délivrées par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés, dans l'Etat où ils ont leur domicile, à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, et en observant les formalités prescrites, d'acheter des marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez les commerçants, dans les locaux publics de vente ou chez les producteurs de ces marchandises. Ils pourront, en outre, rechercher des commandes auprès de commerçants ou d'autres personnes utilisant dans leur industrie des marchandises de même nature que celles qu'ils ont à offrir, et ils auront le droit de transporter des échantillons et des modèles, mais non des marchandises.

Les industriels allemands (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation ne devront pas être astreints, pour leur dite activité en Estonie, à des taxes supérieures à celles qui sont imposées aux voyageurs de commerce des maisons estoniennes établis à l'étranger ou aux voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée. Les industriels estoniens (voyageurs de commerce) munis de la même carte de légitimation seront astreints en Allemagne, à des taxes égales à celles qui sont imposées en Estonie aux voyageurs de commerce allemands.

Les cartes de légitimation qui doivent être conformes au modèle de l'Annexe A seront délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement le nom des autorités chargées de la délivrance des cartes de légitimation, sous condition de réciprocité, il ne sera pas requis de visas consulaires ou autres pour les cartes de légitimation.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes qui n'exercent ni commerce, ni industrie. Les Parties contractantes réservent à cet égard leur pleine et entière liberté de législation.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver les échanges entre les deux pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation.

Des exceptions pourront être faites dans les cas suivants, pour autant qu'elles seront applicables à tous les Etats, ou aux Etats se trouvant dans des conditions similaires :

- a) Pour des considérations de sécurité publique ;
- b) Pour des considérations d'hygiène publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites, ainsi que la protection des plantes contre la dégénérescence et le dépérissement ;
- c) Pour les armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances extraordinaires, pour tous autres approvisionnements de guerre ;
- d) Pour les marchandises qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat, ainsi que pour étendre aux marchandises

Their right to carry on their business activities in the territory of the other Party shall be governed by the laws and provisions in force in that territory.

In any case, they shall enjoy as regards the conditions for their admission and the exercise of their activities, and in every other respect, the same rights, advantages and exemptions as are accorded to similar undertakings of the most favoured nation.

The nationals of each Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same rights and advantages as are accorded to nationals of the most favoured nation as regards the founding of joint-stock companies or other commercial companies mentioned in the first paragraph and as regards participation in such companies.

Article 6.

Without prejudice to such further advantages as may arise out of most-favoured-nation treatment, merchants, manufacturers and other traders of one of the Contracting Parties who prove by the production of an identity card issued by the authorities in their country of origin that they are authorised to exercise their trade or industry in the State where they are domiciled, and that they pay the legal taxes and charges in that State, shall be authorised, either personally or through commercial travellers in their employ, subject to compliance with the prescribed formalities, to purchase goods in the territory of the other Party from merchants or in places of public sale or from the manufacturers of the goods. They may also solicit orders either from merchants or from persons who utilise in their industry goods of the kind offered; they shall be entitled to carry with them samples and patterns but not goods.

German makers (commercial travellers) provided with an identity card shall not be subject in respect of their activities in Estonia to taxes higher than those imposed on commercial travellers of Estonian firms established abroad or on commercial travellers of the most favoured nation. Estonian traders (commercial travellers) provided with similar identity cards shall be subject in Germany to taxes equal to those imposed in Estonia on German commercial travellers.

Identity cards shall be made out in accordance with the model shown in Annex A and shall be issued by the competent authorities in the country of origin. The Contracting Parties shall inform one another of the names of the authorities who are empowered to issue identity cards. Subject to reciprocity, no consular or other visa shall be required for identity cards.

The provisions of this Article shall not apply to itinerant industries, itinerant trades or the soliciting of orders from persons not engaged in commerce or industry. The Contracting Parties retain their full freedom of legislation in this respect.

Article 7.

The Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions.

Exceptions to this rule may be made in the following cases, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation:

- (a) For reasons of public safety;
- (b) For reasons of public health or to protect animals or plants against diseases and harmful parasites, and similarly to protect plants against degeneration and extinction;
- (c) In the matter of arms, munitions or implements of war and, in case of emergency, other war supplies;
- (d) In the matter of goods which form or may hereafter form State monopolies in the territory of one of the Contracting Parties, and with a view to the application to

étrangères toutes les autres prohibitions ou restrictions qui sont ou pourront être imposées par la législation interne sur la production, la vente, le transport ou la consommation de marchandises nationales similaires à l'intérieur du pays.

Article 8.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires et s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention internationale de Barcelone pour la liberté du transit, du 20 avril 1921.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée est également applicable à cet effet.

Article 9.

Les produits industriels d'origine allemande, désignés à l'Annexe B, à leur importation en Estonie, et les produits industriels d'origine estonienne désignés à l'Annexe C, à leur importation en Allemagne, ne seront pas soumis à des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans lesdites annexes.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie de chaque Partie contractante seront traités, tant à leur importation dans le territoire de l'autre Partie qu'à leur exportation vers ce territoire, conformément à la clause de la nation la plus favorisée pour ce qui concerne le montant, la perception et la garantie d'acquittement des droits de douane et taxes, ainsi que l'accomplissement de toutes les formalités douanières.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie, d'origine allemande, importés en Estonie, à travers le territoire d'autres pays, et les produits du sol et de l'industrie d'origine estonienne, importés en Allemagne à travers le territoire d'un autre pays, de même que les produits du sol et de l'industrie d'autres pays importés à travers le territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ne devront pas être soumis, à leur importation, à des droits de douane autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement du pays d'origine ou à travers tous autres pays. Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui ont fait l'objet, en cours de transit, d'un transbordement, d'un changement d'emballage ou d'un entreposage.

Article 12.

Les impôts intérieurs qui, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sont ou seront perçus pour le compte de l'Etat, d'une commune ou d'une autre collectivité, sur la production, la préparation ou la consommation d'une marchandise, ne devront, sous aucun prétexte, ni quant au taux, ni quant aux modalités de perception, frapper les produits de l'autre Partie plus lourdement que les produits similaires nationaux ou les produits de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les articles énumérés ci-après seront exemptés par chaque Partie contractante de tout droit d'importation ou d'exportation, à condition qu'ils soient réexportés ou réimportés, et sous réserve des mesures de surveillance jugées nécessaires :

- a) Les emballages commerciaux d'usage courant de toute nature ainsi que les bâches et autres accessoires d'emballages, et les ensouples et bobines en bois et en carton, importés

foreign goods of other prohibitions or restrictions which are or may hereafter be established by internal legislation on the production, sale, transport or consumption of like goods produced within the country itself.

Article 8.

The Contracting Parties shall grant one another freedom of transit through their respective territories and undertake to apply the provisions of the International Convention on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

It is understood that the most-favoured-nation principle shall also be applicable in this connection.

Article 9.

Products of industry originating in Germany enumerated in Annex B, and products of industry originating in Estonia enumerated in Annex C shall not be subject, on importation into Estonia and Germany respectively, to Customs duties other or higher than those laid down in the said Annexes.

Article 10.

Products of the soil and industry of each of the Contracting Parties shall be treated, both on importation into the territory of the other Party and on exportation to that territory, in accordance with the most favoured-nation clause in respect of the assessment and levying of Customs duties and dues and security therefor and in respect of all Customs formalities.

Article 11.

Products of the soil and industry of Germany imported into Estonia and products of the soil and industry of Estonia imported into Germany through the territory of other countries, and likewise similar products of other countries imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, shall not be subject on importation to any duty or charge other or higher than would have been applicable if they had been imported direct from the country of origin or through any other country. This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods which during transit may be reloaded, repacked or warehoused.

Article 12.

Internal charges which are or may hereafter be levied in the territory of one of the Contracting Parties, on behalf of the State or of a commune or other corporation, on the production, preparation or consumption of a product, shall not on any pretext be levied on products of the other Party to a greater extent or in a more burdensome form than on national or most-favoured-nation products of a like nature.

Article 13.

No import or export duties shall be levied by either of the Contracting Parties on the articles mentioned below, provided that such articles are re-exported or re-imported, and subject to the necessary measures of supervision :

(a) Wrappings of all kinds customary in trade, protective covers and other packing material, also cloth-beams and cylinders of wood and cardboard which are imported

du territoire de l'une des Parties dans le territoire de l'autre, en vue de l'exportation de marchandises ou qui, ayant été utilisés à cet effet, sont réexportés de nouveau du territoire de cette autre Partie ;

b) Les outils, les instruments et les appareils mécaniques importés par un entrepreneur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, afin d'y faire exécuter, par son personnel, des travaux de montage, d'essais et autres travaux analogues, soit que lesdits objets aient été importés sous forme d'envoi, soit qu'ils aient été apportés par le personnel lui-même ;

c) Les pièces détachées de machines, destinées à des essais ;

d) Les marchandises (sauf des articles d'alimentation) qui sont envoyées pour une exposition ou pour une foire d'échantillons ;

e) Les voitures de déménagement et les caisses destinées à l'emballage de meubles, expédiées au delà des frontières, en vue du transport d'objets du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, même si elles transportent dans leur voyage du retour un nouveau chargement, et quel que soit le lieu où ce chargement a été pris, à condition, toutefois, que ce matériel n'ait pas été utilisé entre temps pour des transports intérieurs. Ces deux catégories de moyens de transport comprennent également les accessoires usuels utilisés en cours de transport. Un délai de six mois est imparti pour la réexportation.

Article 14.

Les échantillons et modèles soumis aux droits de douane, conformément au tarif, et non frappés de prohibition, lorsqu'ils sont apportés personnellement par les fabricants ou les commerçants, domiciliés dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ou par leurs voyageurs de commerce, peuvent être importés en franchise provisoire sur le territoire de chaque Partie contractante, sur consignation des droits d'entrée ou dépôt d'une caution pour le paiement éventuel de ces droits.

Pour bénéficier de cet avantage, les fabricants ou commerçants et leurs voyageurs de commerce devront se conformer à la législation douanière — procédure et formalités — du pays d'importation ; ces lois et ces dispositions de procédure peuvent exiger la production, par les intéressés, d'une carte de légitimation définie au troisième alinéa de l'article 6.

Pour l'application des dispositions du présent article, seront considérés comme échantillons ou modèles, tous les objets représentant une marchandise déterminée, sous la double condition que, d'une part, l'identité desdits objets soit suffisamment établie lors de leur réexportation, et que, d'autre part, l'ensemble des objets importés ne représente pas des quantités ou des valeurs qui ne permettent plus de considérer lesdits objets comme des échantillons d'usage courant dans le commerce.

Les autorités douanières de chacune des deux Parties contractantes considéreront comme suffisantes les marques apposées par les autorités douanières de l'autre Partie en vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons, à condition que les échantillons ou modèles soient accompagnés d'un passavant légalisé par les autorités douanières de ce dernier pays. Les autorités douanières du pays d'importation pourront, toutefois, apposer sur les échantillons ou modèles des marques complémentaires dans tous les cas où elles considéreront ce complément de garantie comme indispensable pour l'identification des échantillons et des modèles lors de leur réexportation. Sauf dans ce dernier cas, l'inspection douanière se bornera au contrôle de la concordance des échantillons et du passavant et à la fixation des droits de toutes sortes, éventuellement imposables.

Le délai de réexportation ne sera pas inférieur à six mois. L'administration des douanes du pays d'importation peut prolonger ce délai. Si à l'expiration de ce délai les échantillons n'ont pas été réexportés, le paiement des droits de douane sera exigé.

Le remboursement du montant des droits de douane consignés lors de l'importation, ou la libération des cautionnements fournis en vue du paiement de ce montant, aura lieu immédiatement à tous les bureaux de douane, à la frontière ou dans le pays, autorisés à effectuer ce remboursement. Le montant des droits afférents aux échantillons ou modèles non réexportés, sera déduit, le cas

from one country into the other for use in the export of goods or which are brought back from the other country, provided proof is given that they have been used for that purpose ;

(b) Tools and implements, instruments and mechanical apparatus imported by an employer of one of the Contracting Parties into the territory of the other for purposes of fitting, testing, or similar work to be carried out by employees of the firm, whether such articles are sent or are brought in by the employees in person ;

(c) Parts of machinery for testing ;

(d) Goods (except foodstuffs) which are taken to exhibitions or fairs ;

(e) Furniture vans and cases brought across the frontier for the conveyance of objects out of the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, even if on the return journey they carry a different load, and irrespective of the place where such new load was taken up, but not if they have been employed in the interval for purely internal transport ; in the case of both types of vehicle, this provision shall apply to the accessories for use during the journey, and the time-limit for re-export shall be fixed at six months.

Article 14.

Samples and specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited, shall, when imported by manufacturers or traders established in the territory of one of the Contracting Parties, either in person or through the agency of commercial travellers, be temporarily admitted free of duty to the territory of the other Contracting Party, subject to the amount of the import duties being deposited or security being given for payment if necessary.

To obtain this privilege, manufacturers or traders and commercial travellers must comply with the relevant laws, regulations and Customs formalities prescribed by the importing country ; these laws and regulations may require the parties concerned to be provided with an identity card as prescribed in Article 6, paragraph 3.

For the purpose of the present Article, all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual commercial sense.

The Customs authorities of both the Contracting Parties shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs authorities of the other Contracting Party, provided that the said samples or specimens are accompanied by a list certified by the Customs authorities of the latter State. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs authorities of the importing country in all cases in which the latter consider this additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case, Customs verification shall be confined to checking the samples against the list and determining the total duties and charges to which they may eventually be liable.

The period allowed for re-exportation is fixed at not less than six months, subject to prolongation by the Customs administration of the importing country. When this period has expired, duty shall be payable on samples which have not been re-exported.

The refund of duties paid on importation, or the release of the security for payment of these duties, shall be effected without delay at any of the Customs offices situated at the frontier or in the interior of the country which possess the necessary authority, and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation. The Governments

échéant, des sommes ainsi remboursées. Les Gouvernements des deux Parties contractantes publieront la liste des bureaux de douane autorisés à effectuer ces opérations.

Les dispositions du présent article, à l'exception de celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et aux modèles astreints, conformément au tarif, aux droits de douane et non frappés de prohibition, importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sans que ces échantillons ou modèles soient accompagnés par lesdits fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce.

Les articles en métaux précieux, importés en franchise temporaire par les voyageurs de commerce, seront exemptés sur demande, du poinçonnage obligatoire, à condition qu'il soit fourni un cautionnement suffisant, qui ne doit pas dépasser le montant des droits de poinçonnage. Si ces articles ne sont pas réexportés dans le délai fixé, le cautionnement sera saisi sans préjudice des amendes prévues par la loi.

Article 15.

Les produits originaires d'un tiers pays, qui ont été l'objet d'un traitement ou d'une transformation sur le territoire d'une des Parties contractantes, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie, même si le traitement ou la transformation ont eu lieu en franchise douanière.

Article 16.

Chacune des deux Parties contractantes désignera des autorités qui auront le droit et le devoir de fournir, sur la demande des intéressés, des renseignements officiels sur les tarifs douaniers et sur l'imposition de marchandises déterminées.

Article 17.

En règle générale, la production de certificats d'origine ne sera pas exigée à l'importation des produits d'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre. Toutefois, si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux qu'acquittent les produits de l'autre Partie, ou si elle frappe les produits d'un tiers pays de prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si besoin est, de faire dépendre de la production de certificats d'origine l'application des droits moins élevés aux produits de l'autre Partie ou l'admission de ses produits à l'importation.

Les Parties contractantes s'engagent à faire le nécessaire en vue de ne pas entraver le commerce par des formalités superflues lors de l'établissement des certificats d'origine.

Les certificats d'origine pourront être délivrés, en Allemagne, par les autorités douanières du lieu d'expédition, à l'intérieur ou à la frontière, ainsi que par les chambres de commerce ou d'agriculture ; en Estonie, par le Ministère du commerce et de l'industrie ou par les chambres de commerce et d'industrie. Les deux gouvernements peuvent prendre des arrangements en vue d'habiliter d'autres institutions que celles qui sont mentionnées ci-dessus, ou encore, les organisations économiques de l'un des deux pays, à délivrer des certificats d'origine, qui devront être acceptés par les autorités douanières de l'autre pays. Si les certificats ne sont pas délivrés par l'une des autorités officielles qualifiées, le gouvernement du pays de destination peut exiger qu'ils soient légalisés par celle de ses autorités diplomatiques ou consulaires dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu d'expédition de la marchandise. L'attestation sera gratuite.

Les certificats d'origine peuvent être rédigés soit dans la langue du pays de destination, soit dans celle du pays d'origine. Dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination peuvent exiger une traduction.

Si des produits d'un tiers pays sont importés dans le territoire de l'une des Parties contractantes, à travers le territoire de l'autre, les autorités douanières de cette dernière partie devront accepter également les certificats d'origine délivrés conformément aux dispositions du présent article sur le territoire de la première.

of the two Contracting States shall publish a list of the Customs offices on which the said authority has been conferred.

The provisions of the present Article, except those referring to identity cards, shall be applicable to samples and specimens which are liable to import duties and the importation of which is not prohibited, when imported by manufacturers, traders or commercial travellers established in the territory of one of the Contracting States, even if not accompanied by the said manufacturers, traders, or commercial travellers.

Goods made of precious metals which are temporarily imported duty free by commercial travellers as specimens shall, on request, be exempted from stamping, subject to the deposit of proper security, which must not however exceed the amount of the charge for stamping; this security shall be forfeited if the samples are not re-exported within the prescribed time-limit, without prejudice to the penalties laid down by law.

Article 15.

Industrial products originating in a third country which have undergone treatment or transformation in the territory of one of the Contracting Parties shall also be deemed products of the industry of that Party, even if the treatment or transformation has been carried out under a system of Customs exemption.

Article 16.

Each of the Contracting Parties will designate the authorities responsible for supplying on application official information concerning Customs tariffs and the duties applicable to specific goods.

Article 17.

The production of certificates of origin shall not as a rule be required on the importation of products of one of the Contracting Parties into the territory of the other. Nevertheless, should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to products of the other Party, or impose on products of a third country import prohibitions and restrictions not applicable to products of the other Party, it shall have the right, if necessary, to make the application of reduced charges to products of the other Party, and likewise their admittance, conditional on the production of certificates of origin.

The Contracting Parties undertake to ensure that no unnecessary formalities in the issue of certificates of origin shall be allowed to hinder commerce.

The said certificates of origin may be made out in Germany by the Customs authorities in the place of consignment within the country or at the frontier, or by the competent Chamber of Industry, Commerce or Agriculture, and in Estonia by the Ministry of Trade and Industry or by the competent Chamber of Commerce and Industry. The two Governments may conclude agreements transferring to authorities other than those mentioned above, or to economic associations in either of the two countries, the power to issue certificates of origin which must be accepted by the Customs authorities in the other country. Should the certificates not be issued by a duly authorised Government authority, the Government of the importing country may require them to be endorsed by its own diplomatic or consular authority possessing competence in the place of consignment. No charge shall be made for endorsement.

Certificates of origin may be drawn up either in the language of the country of destination or in that of the exporting country; in the latter case, the Customs offices in the country of destination may require a translation.

If products of other countries are imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued as provided for in this Article in the territory of the first-named Party.

Article 18.

Il ne sera fait, dans des conditions égales, aucune distinction entre les ressortissants de l'une et de l'autre Parties en ce qui concerne les prix, le mode de transport, les taxes et les impôts y afférents pour le transport des voyageurs et de leurs bagages sur les chemins de fer des Parties contractantes.

Article 19.

Les marchandises expédiées d'Estonie vers une gare des chemins de fer allemands, ou en transit à travers le territoire allemand, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer allemands, à un traitement moins favorable en ce qui concerne la manutention, les prix et le mode de transport, ainsi que les taxes et impôts y relatifs, que celui qui sera appliqué au transport de marchandises similaires, expédiées dans la même direction et sur le même parcours entre deux gares des chemins de fer allemands.

La même règle est applicable aux chemins de fer estoniens en ce qui concerne les marchandises expédiées d'Allemagne vers une gare des chemins de fer estoniens ou en transit à travers le territoire estonien.

Ces règles seront réciproquement applicables aux expéditions de marchandises de l'une des Parties, transportées par des navires dans les ports maritimes ou fluviaux de l'autre Partie et délivrées, dans ces ports, aux chemins de fer.

Article 20.

Les dispositions des articles 18 et 19 ne s'appliquent pas aux réductions des prix de transport accordées à titre bienveillant, en faveur de l'enseignement ou de l'éducation publics, ou pour les transports de personnes et de biens en cas d'une calamité publique ; elles ne s'appliquent pas non plus aux facilités accordées pour les transports militaires ou le transport de fonctionnaires publics du personnel de chemins de fer ou d'autres groupes de personnes se trouvant dans les mêmes conditions, ainsi que des membres de leur famille.

Article 21.

Les personnes et les marchandises arrivant par chemin de fer dans les ports et réexpédiés à bord de navires allemands, ainsi que les personnes et les marchandises arrivées dans les ports à bord de navires allemands et réexpédiées par chemin de fer, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer estoniens, dans la même direction et sur le même parcours, à un traitement moins favorable, tant en ce qui concerne l'expédition que les modalités ou le prix de transport, ou les taxes officielles afférentes au transport, que celui qui sera accordé aux personnes et aux marchandises arrivant dans les mêmes ports à bord de navires estoniens ou de navires d'une autre nation, ou réexpédiées de ces ports à bord de navires estoniens ou de navires d'autres nations. Cette disposition est applicable également, sur les chemins de fer allemands, aux personnes et aux marchandises arrivant par chemin de fer dans les ports et réexpédiées de ces ports à bord de navires estoniens, ainsi qu'aux personnes et aux marchandises arrivant dans les ports à bord de navires estoniens et réexpédiées de ces ports par chemin de fer.

Article 22.

Les navires allemands et leur cargaison en Estonie, et les navires estoniens et leur cargaison en Allemagne, seront soumis au même traitement que les navires nationaux et les navires de la nation la plus favorisée, quels que soient leur point de départ ou leur destination, et quelles que soient l'origine et la destination de la cargaison. Cette disposition est valable également en ce qui concerne les différentes sortes d'impôts et de droits perçus dans les ports, bassins, rades et baies des pays contractants.

Article 18.

In the transport of travellers and their luggage on the railways of the Contracting Parties, no difference shall be made, conditions being equal, between the subjects of the two Parties as regards rates or mode of transport, or the charges or taxes connected therewith.

Article 19.

Goods consigned from Estonia to a German station or in transit through German territory shall not be subjected on the German railways, as regards forwarding, rates and means of transport, or the charges and taxes connected therewith, to treatment less favourable than that accorded to similar consignments of goods forwarded between German stations in the same direction and over the same lines.

The same principle shall apply to Estonian railways as regards goods consigned from Germany to an Estonian station or in transit through Estonian territory.

The foregoing provisions shall apply, on terms of reciprocity, to consignments of goods of one of the Parties carried by vessels to sea-ports or inland ports of the other Party and consigned from there by rail.

Article 20.

The provisions of Articles 18 and 19 shall not apply to reduced transport rates for charitable purposes or purposes of public education, or to reductions accorded in respect of the transport of persons or goods in case of public calamity, or to facilities accorded to military traffic or applicable to public officials and agents, railway staff and other similar classes of persons or their families.

Article 21.

Persons and goods arriving at ports by rail and subsequently despatched on German vessels, and persons and goods arriving in German vessels and subsequently despatched by rail shall not, in the same direction and over the same route, receive less favourable treatment on the Estonian railways as regards forwarding or transport, transport charges and public taxes in connection with transport, than persons and goods arriving in the same ports on Estonian vessels or vessels of another country or despatched thereon on Estonian vessels or vessels of other countries. The same shall apply on German railways to persons and goods arriving at ports by rail and subsequently despatched from there on Estonian vessels and to persons and goods arriving at ports on Estonian vessels and to persons and goods arriving at ports on Estonian vessels and despatched from there by rail.

Article 22.

German sea-going vessels and their cargoes in Estonia and Estonian sea-going vessels and their cargoes in Germany shall be treated like national vessels and vessels of the most favoured nation, irrespective of their place of departure or destination or of the place of origin and destination of their cargoes. This shall apply more particularly to the various taxes and dues levied in return for services in the ports, docks, roadsteads and bays of the contracting countries.

Le traitement prévu pour les navires et leur cargaison à l'alinéa précédant du présent article ne sera pas applicable :

1^o Au cabotage ; les navires allemands et estoniens seront libres, toutefois, de se rendre d'un port de l'une des Parties contractantes dans un ou plusieurs autres ports de ladite Partie, soit pour débarquer, en totalité ou en partie, la cargaison apportée de l'étranger, soit pour prendre ou compléter leur cargaison destinée à l'étranger ;

2^o A la pêche côtière, dans les limites des eaux territoriales, et aux avantages accordés aux pêcheries nationales.

Article 23.

Les navires allemands arrivant dans un port estonien, et les navires estoniens arrivant dans un port allemand, uniquement pour y compléter leur cargaison, ou en décharger une partie, pourront, à condition de se conformer aux lois et règlements du pays intéressé, conserver à bord et réexporter la fraction de la cargaison destinée à un autre port du même pays, ou d'un autre pays, sans être tenus d'acquitter pour cette fraction des droits quelconques autres que les droits de surveillance, qui ne pourront, d'ailleurs, être perçus qu'aux taux appliqués à la navigation nationale, ou à celle de la nation la plus favorisée.

Article 24.

La nationalité des navires sera reconnue par les Parties contractantes conformément aux lois et règlements en vigueur dans leur pays d'origine ; elle sera prouvée par les documents du bord (acte de nationalité) délivrés par les autorités compétentes. Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre Partie, dans les limites des arrangements spéciaux intervenus ou pouvant intervenir entre les Parties contractantes.

Les règles et prescriptions de la législation nationale sur l'équipement, l'aménagement et les conditions de sécurité des navires de l'une des Parties contractantes seront reconnues valables dans les ports de l'autre Partie.

Article 25.

Dans le cas où un navire de l'une des Parties contractantes échouerait ou ferait naufrage sur les côtes de l'autre Partie, le navire et la cargaison jouiront des mêmes avantages et franchises que ceux qui sont reconnus par la législation de ce pays à ses propres navires, ou à ceux de la nation la plus favorisée. Le capitaine et l'équipage recevront, tant pour leur propre personne que pour le navire et la cargaison, la même aide et le même concours que ceux qui sont accordés aux ressortissants du pays.

Les Parties contractantes sont, en outre, d'accord pour exempter de tous droits de douane les marchandises récupérées, à moins que celles-ci ne soient utilisées pour la consommation intérieure.

Article 26.

Dans la mesure où elles concernent l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, les dispositions du présent article ne seront pas applicables :

- a) Aux avantages particuliers qui ont été ou qui seraient accordés par l'une des Parties contractantes à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière, dans une zone ne dépassant pas en général 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;
- b) Aux obligations qui ont été ou qui seraient contractées par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière ;
- c) Aux avantages que l'une des Parties contractantes accordera, par voie de convention, à un autre Etat en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles

The treatment of vessels and their cargoes laid down in paragraph 1 of the present Article shall not apply :

- (1) To the coasting trade ; nevertheless German and Estonian sea-going vessels shall be free to proceed from one port of one of the Contracting Parties to one or more other ports of that Party either for the purpose of discharging all or part of their cargo brought from abroad or of taking on board or completing their cargo destined for abroad ;
- (2) To coastal fishing within territorial waters or to the privileges accorded to national fisheries.

Article 23.

German sea-going vessels arriving at an Estonian port and Estonian sea-going vessels arriving at a German port solely for the purpose of completing their cargoes or discharging part of their cargoes shall be entitled, subject to compliance with the laws and regulations of the State in question, to keep on board and re-export, the part of their cargo consigned to another port in the same country or in another country without being required to pay, in respect of the latter part of the cargo, duties of any description other than supervision fees, the rates of which latter shall not be higher than those applicable to national vessels or vessels of the most favoured nation.

Article 24.

The nationality of sea-going vessels shall be recognised by both the Contracting Parties in accordance with the documents on board (ship's certificate) issued by the competent authorities in conformity with the laws and regulations of each country. Tonnage measurement certificates issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with special agreements concluded or that may be concluded between the Contracting Parties.

The regulations and provisions of the national legislation concerning the fitting out, equipment and conditions of safety of vessels of one of the Contracting Parties shall be recognised as valid in the ports of the other.

Article 25.

If a vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked on the coast of the other Party, the vessel and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as, in similar circumstances, are granted by the laws of the country concerned to national vessels, and those of the most favoured nation. Assistance and relief shall be given to the master and the crew both for themselves and for the vessel and its cargo, to the same extent as would be afforded to the nationals of the country in question.

The Contracting Parties are agreed further that goods salvaged shall not be subject to any Customs duties, unless they are used for consumption in the country.

Article 26.

In so far as the provisions of this Treaty relate to the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment they shall not apply :

- (a) To any special privileges granted now or in the future by one of the Contracting Parties to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone not as a rule exceeding 15 kilometres in breadth on either side of the frontier ;
- (b) To engagements already entered into or which may be entered into in the future by one of the Contracting Parties under the terms of a Customs union ;
- (c) To privileges which one of the Contracting Parties grants, under an agreement, to another State for the adjustment of inland and foreign taxation and especially for the

de cet Etat, et, notamment, d'éviter une double imposition, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaire en matière d'impôts, ou dans le cas de poursuite pour infraction aux lois fiscales ;

d) Aux avantages qui ont été ou qui seraient accordés par l'Estonie, par conventions spéciales, à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes, mais seulement aussi longtemps que ces avantages ne seront pas également octroyés à un tiers pays, autre que lesdits Etats.

Article 27.

Les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, des traités en vue d'éviter la double imposition, et d'assurer la protection et l'assistance judiciaire en matière d'impôts.

Article 28.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris le protocole final, qui ne pourraient être réglé dans un temps déterminé par les voies diplomatiques ordinaires, sera soumis, sur la demande d'une des deux Parties, à la décision d'un tribunal arbitral ; la même procédure sera également applicable en ce qui concerne la question préjudicielle de savoir si le différend porte sur l'interprétation ou sur l'application du traité : la décision du tribunal aura force obligatoire.

Le tribunal arbitral sera, pour chaque différend, composé de la manière suivante : chaque Partie désignera comme arbitre un de ses ressortissants et les deux Parties choisiront comme surarbitre un ressortissant d'une tierce Puissance ; si les Parties contractantes ne peuvent s'entendre sur le choix du surarbitre dans un délai de quatre semaines à dater de la réception de la demande de règlement arbitral, elles demanderont, d'un commun accord, au président de la Cour permanente de justice de La Haye de bien vouloir désigner le surarbitre. Les Parties contractantes se réservent le droit de se mettre préalablement d'accord, pour une période déterminée sur la personne du surarbitre.

La procédure d'arbitrage reste subordonnée à un compromis, qui sera arrêté pour chaque cas par les deux Parties contractantes. Si, dans un délai de deux mois à dater de la convocation du tribunal arbitral, les Parties ne se sont pas mises d'accord sur le compromis, le tribunal arbitral règlera lui-même cette procédure.

Article 29.

Le présent traité, établi en double original, en allemand et en estonien, devra être ratifié par les deux Parties, et les instruments de ratification devront être échangés à Berlin aussitôt que possible. Le traité prendra effet le vingtième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification, et restera en vigueur pendant une période de deux années à dater de ce jour. Au cas où il ne sera pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme prolongé pour un temps indéfini ; dans ce cas, il pourra être dénoncé de part et d'autre, avec un préavis de six mois.

L'Accord commercial provisoire du 27 juin 1923 entre l'Allemagne et l'Estonie cessera d'être applicable à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent traité.

TALLINN (Reval), le 7 décembre 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

prevention of double taxation, or for granting legal protection and assistance in matters of taxation and prosecutions for fiscal offences ;

(d) To privileges which Estonia grants now or may in future grant to Finland, Latvia, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics in virtue of special agreements, but only as long as such privileges are not granted to a third State other than the above-named States.

Article 27.

The Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible treaties concerning the prevention of double taxation and of legal protection and assistance in fiscal questions. ■

Article 28.

In the event of a dispute as to the interpretation or application of the present Treaty, including the Final Protocol, which cannot be settled within a reasonable time through the diplomatic channel, this dispute shall, at the request of one of the Contracting Parties, be submitted for decision to an arbitral tribunal. This shall also apply to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the present Treaty. The decision of the arbitral tribunal shall be binding.

The arbitral tribunal shall be constituted, for each individual dispute, as follows : each Party shall appoint one of its nationals as arbitrator and the two Parties shall select as umpire a national of a third State. Should the Contracting Parties fail to agree on the choice of an umpire within four weeks after the request for an arbitral decision has been made, they shall apply by common agreement to the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint him. The Contracting Parties reserve the right to agree beforehand, for a specified period, on the person of an umpire.

The arbitration procedure shall be governed by an arbitration agreement to be concluded for each case by the Contracting Parties. If within two months after the convening of the arbitral tribunal the Parties have not concluded an arbitration agreement the arbitral tribunal shall itself determine its procedure.

Article 29.

The present Treaty, drawn up in two originals, one in German and the other in Estonian, shall be ratified by both Parties. The instruments of ratification shall be exchanged in Berlin as soon as possible. The Treaty shall enter into force on the twentieth day after the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid for five years from that date. If, six months before the expiry of that period, it has not been denounced, it shall be extended for an indefinite period. In that case it can be denounced by either Party, subject to six months' notice being given.

Upon the coming into force of the present Treaty, the Provisional Commercial Agreement between Germany and Estonia, signed on June 27, 1923, shall cease to be operative.

In witness whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Treaty.

TALLINN (Reval), December 7, 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

ANNEXE A.

(à l'article 6, alinéa 3)

.....
(Nom de l'Etat).....
(Autorité délivrant la carte)

CARTE DE LÉGITIMATION

Valable pour douze mois à partir du jour de la remise.

Valable pour

Numéro de la carte

Il est certifié que le titulaire de la présente carte,

M Né à

Domicilié à Rue N°

Possède un *
à

Sous la raison sociale

(ou) est voyageur de commerce au service de la maison
des maisons
..... àQui possède un *
possèdent

Sous la raison sociale

Le titulaire de la présente carte ayant l'intention de prendre des commandes et de faire des achats pour ladite (lesdites) maison (s) dans les pays susmentionnés, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée (s) à exercer son (leur) industrie et son (leur) commerce à et qu'elle (s) a (ont) acquitté les taxes requises par la loi.

....., le 19...

Signature du chef de la (des) maison (s)
.....

Signalement du titulaire :

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du titulaire
.....

* Indication de la fabrique ou de la maison de commerce.

N. B. — On se bornera à remplir la première rubrique lorsqu'il s'agira du chef d'une entreprise commerciale ou industrielle.

ANNEX A.

(Ad Article 6, paragraph 3).

.....
(Name of State)......
(Issuing Office).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for twelve months as from the day of issue.

Good for

No. of identity card

It is hereby certified that the bearer of this card

M. born at
living at No. Street
is the owner of *

at

under the name of

(or) is a commercial traveller employed by the firm of
the firms of

at

which possesses *

possess

under the name of

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

....., the 19...

Signature of the head of the firm (s)
.....

Description of the bearer.

Age
Height.....
Hair.....
Special MarksSignature of the bearer.
.....

* State the factory or nature of the trade.

N. B. — Only the first entry should be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

ANNEXE B.

Numéro de tarif	Désignation des marchandises	Unité de base	Droits en fr. or
76	Articles en porcelaine : 1 Objets, non dénommés spécialement, blancs ou uniformément colorés, ou encore avec traits ou rebords colorés ou dorés, mais sans autres ornements	1 kg. net	0,28
	4 Objets destinés à l'ornement des locaux d'habitation, avec peintures, dorures et ornements en cuivre ou alliage de cuivre ; fleurs et plantes artificielles en porcelaine, ainsi que les articles fabriqués avec ces objets, tels que : couronnes, bouquets, etc., blancs et colorés, même combinés avec d'autres matériaux	"	3,40
157	Aiguilles : 1 Aiguilles à coudre et autres, non dénommées spécialement au tarif général.	"	3,00
	3 Alènes à voiles, aiguilles de sellier, aiguilles à sacs et pour passementerie ; aiguilles et crochets à tricoter ou à broder de toutes sortes ; aiguilles et crochets à tricoter et à broder au tambour, même avec des manches en substances ordinaires.	"	2,—
158	Coutellerie, autre que celle mentionnée sous d'autres numéros du tarif et autre que les couteaux à machine : ex 1 Canifs à manches en substances ordinaires, en fer malléable, fer, acier, cuivre, alliages de cuivre et autres métaux ou alliages de métaux désignés au N° 143	"	1,25
	2 Couteaux de table et fourchettes autres que ceux désignés au N° 3 : Ouvrés	"	0,50
ex 215	Jouets d'enfants : 2 Simples : en aluminium, corne, os ordinaires, bois, porcelaine, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloid, lave et autres substances communes	"	12,—
	3 En métaux non précieux (à l'exception de l'aluminium et des jouets dorés ou argentés), non combinés avec d'autres substances	"	4,—

ANNEXE C.

Numéro de tarif	Désignation des marchandises	Droits par dz. R. M.
ex 219	Anchois de la Baltique et harengs (la longueur du poisson vivant ne dépassant pas 16 cm.), préparés avec sel, feuilles de laurier, sucre et condiments, en récipients hermétiquement clos	45,—

ANNEX B.

Tariff No.		Designation of Goods	Unit	Duties in gold francs
76	1	Porcelain-wares : Wares not specially mentioned, white or of one colour, with or without coloured or gilt borders or rims, but not otherwise ornamented	1 kg	0.28
	4	Articles for the decoration of rooms, with painting gilding or ornaments of copper or copper alloys; porcelain, flowers and plants, also wares made of such flowers and plants, such as wreaths, bouquets and the like, white or coloured even if with parts of other materials	"	3.40
157	1	Needles : Sewing and other needles, not specially mentioned in the general tariff	"	3.—
	3	Sail-makers', harness-makers', packers' needles bodkins; knitting and embroidery needles and hooks of all kinds; knitting needles, sticks and hooks; even with handles of common materials .	"	2.—
158	ex 1	Cutlery wares of all kinds, except those falling under other tariff numbers and except machine knives : Pocket-knives in mountings of common materials, of malleable cast iron, iron, steel, copper, copper alloys or other metals and alloys mentioned in No. 143	"	1.25
	2	Table-knives and forks in so far as they are not included under § 3 of this number : (a) Finished	"	0.50
ex 215	2	Toys : Common, of aluminium, horn, ordinary bone, wood, porcelain, glass, meerschaum, whalebone, jet, celluloid, lava and other similar non-costly materials	"	12.—
	3	Of non-precious metals (other than aluminium and gilded or silvered articles) not combined with other materials	"	4.—

ANNEX C.

Tariff No.	Designation of goods	Duties per dozen R. M.
ex 219	Brislings and herrings (length of live fish not exceeding 16 cm.) prepared with salt, bay, sugar and spices, in airtight receptacles	45.—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu ce jour entre le Reich allemand et la République d'Estonie, les plénipotentiaires des deux Parties ont échangé les réserves et déclarations suivantes, qui forment partie intégrante du traité :

Ad article premier.

L'article premier ne dérogera ni aux règlements concernant les passeports, ni aux dispositions qui sont ou seront prises par les Parties contractantes pour tout ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Il est, en outre, entendu que le droit de chacune des Parties contractantes d'interdire, dans des cas particuliers, le séjour sur leur territoire à des ressortissants de l'autre Partie, soit à la suite d'une condamnation judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, soit enfin pour des raisons de police des pauvres, de l'hygiène publique et des mœurs, ne sera pas restreint par les dispositions du présent traité. Toutefois, l'expulsion, dans les cas de cette nature, ne doit pas être motivée uniquement par une crise de logement ou le chômage.

Ad article 5.

Il est entendu que les compagnies de navigation et leurs agences, pour autant qu'elles ne répondent pas déjà aux conditions prévues à l'article 5, seront traitées sur les mêmes bases que les sociétés indiquées audit article 5.

Ad article 6.

La taxe perçue, en Estonie, des voyageurs de commerce allemands en raison de l'activité prévue au premier alinéa de l'article 6, ne devra pas dépasser 50 couronnes pour une durée d'un mois. Si la taxe est perçue pour l'année entière, elle sera de 300 couronnes au maximum.

Ad article 7.

1. Les dispositions de cet article ne dérogeront en rien aux prohibitions d'importation ou d'exportation actuellement en vigueur dans les deux pays. Ces prohibitions seront notifiées réciproquement par les deux Parties contractantes et seront en vigueur dans le territoire de chaque Partie à l'égard de l'autre Partie, aussi longtemps qu'elles seront appliquées à l'égard de tous les pays.

2. Aussitôt que la Convention internationale de Genève pour la suppression des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, du 8 novembre 1927, et l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928, entreront en vigueur, tant pour le Reich allemand que pour la République d'Estonie, et aussi longtemps qu'elles resteront en vigueur, les dispositions de l'article 7 du présent traité et du paragraphe premier du protocole final n'auront plus d'effet.

3. Les produits pharmaceutiques composés et les préparations (dosées), fabriqués en Allemagne, ne seront pas soumis, en Estonie, en ce qui concerne leur admission à l'importation et à la consommation, à un traitement moins favorable que les mêmes produits, ou produits similaires, fabriqués en Estonie ou dans un tiers Etat.

Ad article 9.

L'Estonie se réserve le droit, pour le cas où l'exigerait la mise en vigueur du tarif douanier commun esto-lettonien, dont l'application est prévue par le Traité de Riga du 5 février 1927 relatif

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded under to-day's date between Germany and Estonia, the Plenipotentiaries of the two Parties have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

Ad Article 1.

Article 1 shall not affect passport regulations or any general provisions which have been or may hereafter be issued by the Contracting Parties in regard to the employment of foreign labour.

It is understood, however, that the provisions of the present Treaty shall not affect the right of either of the Contracting Parties to prohibit in individual cases the sojourn on its territory of nationals of the other Party whether on account of a judicial sentence, for reasons concerning the internal or external security of the State, or lastly, for reasons concerning the regulations relating to indigent persons, public health and public morals ; expulsion in such cases shall not, however, be ordered simply on the grounds of housing shortage or unemployment.

Ad Article 5.

It is understood that shipping companies and their agencies, in so far as they do not already come under the provisions of Article 5, shall be treated in accordance with the same principles as the companies mentioned in the said Article 5.

Ad Article 6.

The tax levied in Estonia on German commercial travellers in respect of the activities mentioned in the first paragraph of Article 6 shall not exceed 50 crowns in any one month. If the tax is levied for the whole year it shall not exceed 300 crowns.

Ad Article 7.

1. The provisions of the present Article shall not affect the import and export prohibitions at present in force in the two countries. These prohibitions shall be notified by the Contracting Parties to one another and shall remain in force in relation to the other Party as long as they are applied in relation to all other countries.

2. As soon as the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions signed at Geneva on November 8th, 1927, and the supplementary Agreement signed on July 11, 1928, shall come into force both in Germany and in the Estonian Republic, and so long as they remain in force, the provisions of Article 7 of the present Treaty and of paragraph 1 of the Final Protocol shall cease to be operative.

3. Pharmaceutical products and preparations made up in doses manufactured in Germany shall not be subject in Estonia, as regards importation or consumption, to treatment less favourable than like or similar products manufactured in Estonia or in any third country.

Ad Article 9.

Estonia reserves the right, should this be necessary owing to the entry into force of the joint Esto-Latvian Customs tariff, the application of which is provided for under the Treaty of Riga

à l'institution de l'union douanière entre l'Estonie et la Lettonie, de dénoncer, avec un préavis de trois mois, pour l'ensemble ou pour une partie des marchandises indiquées à l'Annexe B, les droits conventionnels prévus à ladite annexe. Dans le cas où l'Estonie ferait usage de ce droit de dénonciation, l'Allemagne aura, de son côté, le droit de dénoncer, avec un préavis égal, les droits conventionnels prévus à l'Annexe C.

Il est entendu que cette dénonciation n'aura aucun effet sur toutes les autres dispositions du présent traité.

Ad article 10.

Aussi longtemps que les eaux minérales naturelles importées en Estonie de tiers pays jouissent d'une réduction des droits de douane, le traitement douanier le plus favorable sera toujours accordé aux eaux minérales naturelles allemandes indiquées ci-après :

<i>Nom des eaux.</i>	<i>Indication de la source.</i>
Eau de Wernarz	Administration de l'établissement balnéaire d'Etat de Brückenau, Bad Brückenau.
Emser Kränchen (et Kesselbrunnen)	Direction des Bains et Eaux de l'Etat, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen	Société des Sources médicinales de Bad Homburger, Francfort-sur-Mein.
Rakoczy (et Pandur Maxbrunnen, Luitpoldsprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen)	Direction des établissements balnéaires d'Etat de Kissingen et Boklet, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen	Direction de l'établissement balnéaire d'Etat Bad Nenndorf.
Neuenahr Sprudel	S. A. Bad Neuenahr.
Mergentheimer Karlsquelle et Friedrichshaller Bitterwasser	S. A. C. Oppel et C ^{ie} , Bad Mergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen et Kronenquelle (et Mühlbrunnen)	Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen	S. A. Bad Salzschlirf.
Staatl, Fachingen et Staatsquelle Niederselten	Siemens Erben, Berlin.
Wildunger Helenenquelle et Georg Viktorquelle	S. A. des eaux minérales de Wildungen, Bad Wildungen.
Königsquelle	S. A. des sources médicinales de Bad Wildungen, Bad Wildungen.
Reinhardsquelle	Société Reinhardsquelle, Bad Reinhardsquelle, près Wildungen.
Arminiusquelle	Société Arminiusbad Lippspringe, Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (et Adelheidsquelle, Römerquelle et Marienquelle)	S. A. Krankenheiler Jodquellen, Bad Tölz.

Ad article 12.

L'impôt sur le chiffre d'affaires fait également partie des impôts intérieurs.

Ad article 13.

Il est entendu que la fixation du délai de réexportation fait également partie des mesures de surveillance.

dated February 5, 1927, concerning the Execution of the Customs Union between Estonia and Latvia, to denounce, subject to three months' notice, for all or part of the goods mentioned in Annex B the conventional duties named in the said Annex. Should Estonia avail herself of this right of denunciation, Germany shall have the right for her part to denounce, subject to the same notice, the conventional duties laid down in Annex C.

It is agreed that such denunciation shall not affect the other provisions of the present Treaty.

Ad Article 10.

As long as natural mineral waters imported into Estonia from third countries enjoy the benefit of reduced Customs rates, the most favourable Customs treatment shall always be accorded to the German natural mineral waters named hereinunder :

<i>Name of Water</i>	<i>Name of Spring</i>
Wernarzer Wasser.	Administration of the State Mineral Baths Bad Brückenau.
Emser Kränchen (also Kesselbrunnen).	Management of the State Baths and Waters, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen.	Bad Homberg Spa Limited Company, Frank- fort-on-Main.
Rakoczy (also Pandur, Maxbrunnen, Luitpolds- sprudel, Bocklerter, Stahlbrunnen, Schön- bornbrunnen).	Administration of the Kissingen and Bocklet State Mineral Baths, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen.	State Baths Administration, Bad Nenndorf.
Neuenahrer Sprudel.	Bad Neuenahr Company.
Mergentheimer Karlsquelle and Friedrichshaller Bitterwasser.	C. Oppel & Co, Bad Nergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen and Kronenquelle (also Mühlbrunnen).	Distribution Salzbrunn Mineral Water Com- pany, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.	Bad Salzschlirfer Company.
Staatl. Fachingen and Staatsquelle [Nieder- selters.	Siemens Erben, Berlin.
Wildunger Helenenquelle and Georg Viktor- quelle.	The Wildungen Mineral Springs Company, Bad Wildungen.
Königsquelle.	The Bad Wildungen Spa Company, Bad Wild- ungen.
Reinhardsquelle.	Reinhardt Spring Limited Company, Bad Reinhardquelle, near Wildungen.
Arminiusquelle.	Arminiusbad Lippspringe Limited Company, Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (also Adelheidsquelle, Römerquelle and Marienquelle.)	Medicinal Jodine Springs Company, Bad Tölz. (Krankenheiler Jodquellen. A. G. Bad Tölz.)

Ad Article 12.

Internal charges shall include the tax on turnover.

Ad Article 13.

It is understood that the fixing of time-limits for re-export shall be included in measures of supervision.

Ad article 13 et 14.

Il est entendu que le cautionnement des droits de douane et des droits de poinçonnage peut être fait également sous forme d'une garantie estimée suffisante.

Ad article 15.

Pour que le traitement ou la transformation d'une marchandise donne à celle-ci le caractère de marchandise nationale, il faut que ce traitement ou cette transformation soit reconnu par l'autre Partie comme justifié au point de vue industriel.

Ad article 29.

L'Estonie se réserve le droit de dénoncer par anticipation le présent traité, avec un préavis de six mois, pour la date de l'entrée en vigueur de l'Union douanière entre l'Estonie et la Lettonie.

TALLINN (Revel), le 7 décembre 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

ÉCHANGE DE NOTES

REVEL, le 7 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la signature, effectuée ce jour, du Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et la République d'Estonie, j'ai fait, au nom de mon gouvernement, la déclaration suivante relative à l'article premier du traité :

Sous condition de réciprocité, le Gouvernement prussien exemptera des droits de séjour les ressortissants estoniens. Les gouvernements des autres pays allemands seront invités à adhérer à cette mesure.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir en prendre note, je réitère à cette occasion, etc.

(Signé) VON SCHACK.

A Son Excellence Monsieur Jean Lattik,
Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
à Revel.

LE MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

REVEL, le 7 décembre 1928.

MONSIEUR LE PLÉNIPOTENTIAIRE,

A la signature, effectuée ce jour, du Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et la République d'Estonie, j'ai fait, au nom de mon gouvernement, la déclaration suivante :

Sous condition de réciprocité, le Gouvernement estonien exemptera des droits de séjour les ressortissants allemands.

En vous priant, Monsieur le Plénipotentiaire, de bien vouloir en prendre note, je vous prie d'agréer, etc.

J. LATTIK.

Monsieur le Dr E. von Shack,
Conseiller de Légation
au Ministère des Affaires étrangères.

Ad Article 13 and Article 14.

It is understood that security for Customs duties and for the stamping charge may be in the form of an adequate guarantee.

Ad Article 15.

For the treatment or transformation undergone by the product to confer on it the character of a national product, such treatment or transformation must be recognised by the other Party as justified from an economic standpoint.

Ad Article 29.

Estonia reserves the right, subject to six months notice, to denounce the present Treaty at an earlier date, as on the date of the entry into force of the Customs union between Estonia and Latvia.

TALLINN (Reval), December 7, 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

EXCHANGE OF NOTES.

REVAL, December 7, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On the signature this day of the Treaty of Commerce and Navigation between Germany and the Estonian Republic, I made the following declaration on behalf of my Government concerning Article 1 of the Treaty :

Subject to reciprocity, the Prussian Government will exempt Estonian nationals from payment of the *droit de séjour*. The Governments of the other German States will be invited to accede to this measure.

I have the honour, M. le Ministre, to ask you to take note of this declaration, and avail myself of the opportunity to express to you my highest consideration.

(Signed) VON SCHACK.

His Excellency M. Jean Lattik,
Estonian Minister for Foreign Affairs,
Reval.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

REVAL, December 7, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

On the signature this day of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Germany, I made the following declaration on behalf of my Government concerning Article 1 of the Treaty :

Subject to reciprocity, the Estonian Government will exempt German nationals from payment of the *droit de séjour*.

I have the honour, Your Excellency, to ask you to take note of this declaration, and avail myself of the opportunity to express to you my highest consideration.

J. LATTIK.

Dr. E. von Schack,
Councillor of Legation at the
Ministry of Foreign Affairs,
Reval.

N° 2274.

ALLEMAGNE ET SALVADOR

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. San Salvador, les 13 et 19 février 1929.

GERMANY AND SALVADOR

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas. San Salvador, February 13 and 19, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2274. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y DE SALVADOR SOBRE UN ACUERDO PARA LA SUPRESIÓN DEL VISADO DE PASAPORTES ENTRE LOS DOS PAISES. SAN SALVADOR, 13 Y 19, DE FEBRERO DE 1929.

Texte officiel espagnol communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

Spanish official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place, February 13, 1930.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT
FÜR
MITTELAMERIKA UND PANAMA.
V 4 Nr. 8.

SAN SALVADOR, 13 de Febrero de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Refiriéndome a las notas anteriormente cruzadas entre esa honorable Secretaría y la Legación de mi cargo, relativas a la supresión recíproca de la visación de pasaportes, tengo el honor de participar a Vuestra Excelencia que he sido autorizado por mi Gobierno para concluir por medio de notas iguales, un arreglo al respecto, en los términos siguientes :

« *Artículo 1.* — Los ciudadanos de un Estado pueden ingresar al territorio del otro Estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos legalmente establecidos sin visa de pasaporte del otro Estado, simplemente presentando un pasaporte válido de su país, del cual resultare claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable. Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2. — No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos Estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3. — Las partes contratantes se reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4. — El convenio entrará en vigor el primero de Mayo de 1929, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia. »

Tal convenio ya se ha concluido por Alemania con otros Estados y según las experiencias se ha comprobado como el más útil para las partes contratantes.

Agradecería sumamente a Vuestra Excelencia tuviese a bien, siempre que la propuesta de mi Gobierno encuentre la aprobación de su alto Gobierno, de confirmarme su adhesión al convenio con una grata respuesta en que se inserte el texto citado arriba. El convenio entraría entonces en vigor, si así se conviniere, el primero de Mayo del año en curso.

Muy grato me es aprovechar la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mis más alta y distinguida consideración.

Wilhelm von KUHLMANN.

Al Excelentísimo Señor don Francisco
Martínez Suárez, Secretario de Estado
en el Despacho de Relaciones Exteriores,
San Salvador.

MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES REPÚBLICA DE
EL SALVADOR C. A.
SECCIÓN CONSULAR.

A. No. 811 A.
L. D. No. 257.

PALACIO NACIONAL. SAN SALVADOR, febrero 19 de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Me es honroso contestar su atenta nota de fecha 13 del mes que cursa, en la que, refiriéndose a notas anteriormente cruzadas entre la Legación a su digno cargo y este Ministerio, relativas a la supresión recíproca de la visación de pasaportes, se sirve participar que ha sido autorizado por su Gobierno para concluir por medio de notas iguales, un arreglo al respecto, en los términos siguientes :

« *Artículo I.* — Los ciudadanos de un Estado pueden ingresar al territorio del otro Estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos legalmente establecidos sin visa de pasaportes del otro Estado, simplemente presentando un pasaporte válido de su país, del cual resultare claramente la nacionalidad del portador. — Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable. Para niños de menos de quince años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de diez años de edad debe esta provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo II. — No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos Estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo III. — Las partes contratantes se reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo IV. — El convenio entrará en vigor el primero de mayo de 1929, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes, quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia. »

Y me excita Vuestra Excelencia para que, en caso de que mi Gobierno apruebe la propuesta expresada, contenida en los artículos anteriormente transcritos, le confirme la adhesión con una respuesta en que se inserte el texto de los mismos.

Grato me es manifestar a Vuestra Excelencia, que mi Gobierno acepta el convenio, contenido en los expresados artículos, agregando únicamente la condición de que los pasaportes en general deben llevar la fotografía del interesado, con excepción de los menores de diez años, de quienes bastará nominarlos en el respectivo pasaporte. Insiste este Ministerio en el uso de la fotografía por juzgarla de mucha importancia para la identidad, como tuve la honra de manifestar a Vuestra Excelencia en mi nota de fecha 12 de noviembre del año próximo pasado, por la cual contesté la de fecha 25 de octubre del mismo año, referente al propio asunto.

No dudando de que a Vuestra Excelencia satisfará esta respuesta, aprovecho la oportunidad para reiterarle las seguridades de mi más distinguida consideración.

MARTINEZ SUAREZ.

Excmo. Señor Ministro de Alemania,
don Wilhelm von Kuhlmann,
Presente.

¹ TRADUCTION.

N^o 2274. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU REICH ALLEMAND ET DU SALVADOR, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. SAN SALVADOR, LES 13 ET 19 FÉVRIER 1929.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE
ET PANAMA.

V. 4. N^o 8.

SAN SALVADOR, le 13 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux notes précédentes échangées entre le Ministère des Affaires étrangères de la République du Salvador et la Légation d'Allemagne, au sujet de l'abolition réciproque du visa des passeports, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouverne-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2274. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE GERMAN REICH AND OF SALVADOR, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. SAN SALVADOR, FEBRUARY 13 AND 19, 1929.

GERMAN LEGATION
FOR CENTRAL AMERICA
AND PANAMA.

V. 4. Nr. 8.

SAN SALVADOR, February 13, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the notes already exchanged between the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Salvador and the German Legation concerning the reciprocal abolition of passport visas, I have the honour to inform you that my Government has authorised me to conclude for

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment m'a autorisé à conclure, à cet effet, par voie de notes de teneur semblable, une convention ainsi conçue :

« *Article premier.*

Les ressortissants de l'un des Etats pourront en tout temps pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir aux points de passage de la frontière officiellement reconnus, sur la simple présentation d'un passeport national valide établissant nettement la nationalité du porteur et sans qu'il soit besoin du visa de l'autre Etat. Cette facilité ne s'applique pas aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à un étranger, mais seulement aux porteurs de passeports nationaux, lorsque la nationalité est établie de manière incontestable.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce devra porter une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

» *Article 2.*

La présente convention ne dérogera pas aux dispositions qui sont ou pourront être en vigueur sur le territoire des deux Etats au sujet de la fermeture des frontières, du refoulement des indésirables à la frontière et au sujet de la déclaration du séjour et de l'expulsion des étrangers.

» *Article 3.*

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention les modifications que pourrait leur suggérer l'expérience acquise, par voie de simple échange de notes diplomatiques.

» *Article 4.*

La convention entrera en vigueur le 1^{er} mai 1929 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais

this purpose, by means of notes of like tenor, a Convention in the following terms :

“ *Article 1.*

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points for crossing the frontier, solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall not apply to holders of passports issued for any reason whatever to foreigners, but only to holders of national passports whose nationality is clearly established. In the case of children under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce an official certificate showing the name, age, nationality and domicile or usual residence of the child. In the case of children over ten years of age, this certificate must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

“ *Article 2.*

The present Convention shall not affect the provisions which are or may be in force in the territory of either State concerning the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, and the registration, residence and expulsion of foreigners.

“ *Article 3.*

The Contracting Parties reserve the right to make such alterations in this Convention as they may think desirable in the light of experience, by means of a simple exchange of diplomatic notes.

“ *Article 4.*

The Convention shall enter into force on May 1, 1929 and may be denounced by either Contracting Party, but shall remain

elle restera encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation ».

L'Allemagne a déjà conclu la même convention avec d'autres Etats, et l'expérience a démontré qu'elle répond le mieux aux intérêts des Parties contractantes.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence, si la proposition de mon gouvernement reçoit l'approbation du vôtre, de vouloir bien me confirmer son adhésion à la convention par une note contenant le texte reproduit ci-dessus. Si l'accord se faisait en ces termes, la convention entrerait donc en vigueur le 1^{er} mai de l'année en cours.

Je saisis cette occasion, etc.

Wilhelm VON KUHLMANN.

A Son Excellence
Don Francisco Martinez Suarez,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
San Salvador.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR.

SECTION CONSULAIRE.

A. 811. A.
L. D. 257.

PALAIS NATIONAL,
SAN SALVADOR, le 19 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à votre note du 13 du mois courant dans laquelle, vous référant aux notes précédentes échangées entre votre légation et mon ministère, au sujet de l'abolition réciproque du visa des passeports, vous faisiez savoir que votre gouvernement vous avait autorisé à conclure, à cet effet, par voie de notes de teneur semblable, une convention ainsi conçue :

« Article premier.

Les ressortissants de l'un des Etats pourront en tout temps pénétrer sur le

in force for three months after notification of denunciation ”.

Germany has already concluded similar conventions with other countries, and experience has shown that they fully satisfy the interests of the contracting parties.

If my Government's proposal is approved by your Government, I should be very grateful if you would confirm its acceptance of the Convention by a note containing the text reproduced above. If agreement should be reached on these terms, the Convention would enter into force on May 1st of the current year.

I have the honour, etc.,

Wilhelm VON KUHLMANN.

His Excellency,
Don Francisco Martinez Suarez,
Secretary of State
for Foreign Affairs,
San Salvador.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF SALVADOR.

CONSULAR SECTION.

A. 811. A.
L. D. 257.

PALACIO NACIONAL,
SAN SALVADOR, February 19, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to reply to your note of the 13 instant, in which, after referring to the notes previously exchanged between your Legation and my Ministry with regard to the reciprocal abolition of passport visas, you informed me that your Government had authorised you to conclude for this purpose, by means of notes of like tenor, a Convention in the following terms :

“ Article I.

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the

territoire de l'autre Etat et en sortir aux points de passage de la frontière officiellement reconnus, sur la simple présentation d'un passeport national valide établissant nettement la nationalité du porteur et sans qu'il soit besoin du visa de l'autre Etat. Cette facilité ne s'applique pas aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à un étranger, mais seulement aux porteurs de passeports nationaux, lorsque la nationalité est établie de manière incontestable.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce devra porter une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

» Article 2.

La présente convention ne dérogera pas aux dispositions qui sont ou pourront être en vigueur sur le territoire des deux Etats au sujet de la fermeture des frontières, du refoulement des indésirables à la frontière et au sujet de la déclaration, du séjour et de l'expulsion des étrangers.

» Article 3.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention les modifications que pourrait leur suggérer l'expérience acquise, par voie de simple échange de notes diplomatiques.

» Article 4.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} mai 1929 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais elle restera encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation.»

Votre Excellence me demandait, au cas où mon gouvernement approuverait la proposition exprimée dans les articles reproduits ci-dessus, de lui confirmer cette adhésion dans une note contenant le texte desdits articles.

other State at the officially recognised points for crossing the frontier, solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall not apply to holders of passports issued for any reason whatever to foreigners, but only to holders of national passports whose nationality is clearly established. In the case of children under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce an official certificate showing the name, age, nationality and domicile or usual residence of the child. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

“ Article 2.

The present Convention shall not affect the provisions which are or may be in force in the territory of either State concerning the closing of frontiers, the turning back at the frontier of undesirable persons, and the registration, residence and expulsion of foreigners.

“ Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to make such alterations in this Convention as they may think desirable in the light of experience, by means of a simple exchange of diplomatic notes.

“ Article 4.

The Convention shall enter into force on May 1st, 1929, and may be denounced by either Contracting Party, but shall remain in force for three months after notification of denunciation.”

Your Excellency requested me, if my Government approved the proposal contained in the articles reproduced above, to confirm this approval in a note containing the text of the said articles.

Je suis heureux de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement accepte la convention contenue dans lesdits articles, et désire ajouter seulement que les passeports doivent, d'une manière générale, porter la photographie de l'intéressé, à l'exception des mineurs de dix ans dont il suffira d'indiquer le nom dans le passeport respectif.

Mon ministère insiste sur l'apposition de la photographie, parce qu'il l'estime de grande utilité établir l'identité du porteur, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le déclarer dans ma note du 12 novembre de l'année dernière, qui répondait à la note du 25 octobre de la même année, sur le même sujet.

Je ne doute pas que la présente note ne donne satisfaction à Votre Excellence et je saisis cette occasion, etc.

Martinez SUAREZ.

A Son Excellence
Monsieur Wilhelm von Kuhlmann,
Ministre d'Allemagne
à San Salvador.

I have pleasure in informing you that my Government accepts the Convention contained in these articles and would only add that as a general rule passports must bear the photograph of the person concerned, except in the case of children under ten years of age, when it shall be sufficient if the name appears on the passport in question.

My Ministry must maintain its requirement in regard to photographs considering them of great value in establishing the holder's identity, as I had the honour to state in my note of November 12 last in reply to the note of October 25 of the same year on the same subject.

I have no doubt that the present note will satisfy Your Excellency and have the honour to be, etc.,

Martinez SUAREZ.

His Excellency
M. Wilhelm von Kuhlmann,
German Minister
at San Salvador.

N° 2275.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Echange de notes concernant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Reval, le 30 avril 1929.

GERMANY AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Reval, April 30, 1929.

N^o 2275. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER ESTHISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DEN FORTFALL DES SICHTVERMERKSZWANGS. REVAL, AM 30. APRIL 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

Nr. 925.

REVAL, den 30. April 1929.

HERR MINISTER,

Hiermit habe ich die Ehre, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung beschlossen hat, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit die nachfolgende Vereinbarung über die Aufhebung des « Sichtvermerkszwanges » zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland mit Wirkung ab 15. Mai 1929 in Kraft zu setzen :

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpases, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen — Reisepässe für Ausländer —. Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter fünfzehn Jahren genügt an Stelle eines Pases ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus estnischen Staatsangehörigen oder aus deutschen Reichsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellt und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammeliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebührenfrei erteilt. Sammelisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern, sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates,

a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen, oder

b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt, aus seinem Gebiet ausweisen.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung einer Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Das Abkommen tritt am 15. Mai 1929 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile in der Weise gekündigt werden, dass es nach Zustellung der Kündigung noch drei Monate in Kraft bleibt.

Indem ich die Ehre habe, Obiges zur Kenntnis Euerer Exzellenz zu bringen, bitte ich mir die Bestätigung zu geben, dass diese Vereinbarung in ihrem oben wiedergegebenen Wortlaut auch von Seiten der Estnischen Regierung anerkannt und mit Wirkung vom gleichen Datum an in Kraft gesetzt werden wird.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung

DUCKWITZ.

Seiner Exzellenz
dem Minister des Auswärtigen
der Republik Estland,
Herrn J. Lattik,
Reval.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Nr. 84. W.

TALLINN, den 30. April 1929.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

In Beantwortung Ihrer Note vom 30. April 1929 betreffend die Aufhebung des Sichtvermerkszwanges zwischen Estland und Deutschland beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass sich meine Regierung unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit mit dem betreffenden Vorschlag der Deutschen Reichsregierung einverstanden erklärt und die Aufhebung des Sichtvermerkszwanges zu folgenden Bedingungen vorzunehmen bereit ist :

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter fünfzehn Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus estnischen Staatsangehörigen oder aus deutschen Reichsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellte und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebührenfrei erteilt. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern, sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates :

- a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen, oder
- b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt, aus seinem Gebiet ausweisen.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung einer Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Das Abkommen tritt am 15. Mai 1929 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile in der Weise gekündigt werden, dass es nach Zustellung der Kündigung noch drei Monate in Kraft bleibt.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung

J. LATTIK.

Herrn

A. Duckwitz,
Geschäftsträger des
Deutschen Reiches,
Tallinn.

¹ TRADUCTION.

N^o 2275. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSE-PORTS. REVAL, LE 30 AVRIL 1929.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
N^o 925.

REVAL, le 30 avril 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, par la présente, que le Gouvernement allemand a décidé, sous condition de réciprocité, de mettre en vigueur à partir du 15 mai 1929 la Convention

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2275. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND ESTONIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. REVAL, APRIL 30, 1929.

GERMAN LEGATION.
No. 925.

REVAL, April 30, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you herewith that the German Government has decided, subject to reciprocity, to put into force as from May 15, 1929, the following Agreement on the abolition of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ci-après sur la suppression de l'obligation du visa entre le Reich allemand et la République d'Estonie.

Les ressortissants de l'un des Etats peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre ou en sortir aux points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Cette faveur ne concerne que les porteurs de passeports nationaux à l'exclusion des passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*). Un Etat ne peut délivrer de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

Pour les enfants au-dessous de quinze ans, il suffit, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants âgés de plus de dix ans, cette pièce d'identité doit être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a établie.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes composés de ressortissants estoniens ou allemands, une liste collective établie par l'autorité compétente de l'un des Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat tiendra lieu de passeport. Le visa est délivré gratuitement. Des listes collectives ne peuvent être établies pour les transports de travailleurs.

Le présent accord ne modifie en rien les dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats sur la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection de la main-d'œuvre nationale contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Chacun des deux Etats peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui contreviennent aux règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers dans le pays; ou
- b) Dont l'activité en tant qu'ouvrier ou employé est contraire aux dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre nationale.

Chacun des deux Etats prendra soin de prévenir ses ressortissants de la nécessité de s'assurer à l'avance d'une autorisation spéciale, s'ils

the compulsory visa between Germany and the Republic of Estonia :

Nationals of either State shall be entitled to enter and leave the territory of the other State at all times at the officially authorised frontier points solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall be granted only to holders of national passports and not to holders of what are known as foreigners' passports (*Fremdenpässe*). National passports shall only be issued to persons in respect of whom it is clearly established that they are nationals of the State issuing the passport.

In the case of children under fifteen years of age an official certificate showing the name, age, nationality, and domicile or permanent residence of the child shall be accepted in lieu of the passport. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph of the child stamped by the authority issuing the certificate.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Estonian nationals or German nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the competent authority of the other State may take the place of the passport. This visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

The present Agreement shall not affect any provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration, residence and expulsion of aliens, and the protection of the home market from invasion by foreign labour.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

- a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration and residence of aliens in the country; or
- b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport, to proceed to the other country for the

demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'y exercer un emploi.

Le présent accord prendra effet le 15 mai 1929 et pourra être dénoncé par chacune des Parties de telle sorte qu'il reste encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation.

En ayant l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je vous prie de bien vouloir me confirmer que la présente convention, dans son texte reproduit ci-dessus, a également reçu l'approbation du Gouvernement estonien et sera mise en vigueur à partir de la même date.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

DUCKWITZ.

A son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
M. Lattik,
Reval.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
84. W.

TALLINN, le 30 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre note du 30 avril 1929, concernant la suppression de l'obligation du visa entre l'Estonie et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement accepte sous réserve de réciprocité, le projet d'accord du Gouvernement allemand et est prêt à procéder à la suppression de l'obligation du visa aux conditions suivantes :

Les ressortissants de l'un des Etats peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre ou en sortir, aux points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Cette faveur ne concerne que les porteurs de passeports nationaux à l'exclusion des passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*). Un Etat ne peut délivrer de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

purpose of taking up employment, that previous authorisation to do so is indispensable.

The present Agreement shall enter into force on May 15, 1929, and shall remain in force for three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

In communicating to you the above, I have the honour to request you to confirm to me that the present Agreement in the text given above is recognised by the Estonian Government and will be put into effect on the same date.

I have the honour to be, etc.,

DUCKWITZ.

To
His Excellency M. J. Lattik,
Estonian Minister for Foreign Affairs,
Reval.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
84. W.

TALLINN, April 30, 1929.

SIR,

In reply to your note of April 30, 1929, concerning the abolition of the compulsory visa between Estonia and Germany, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, my Government accepts the proposals of the German Government and is prepared to abolish the compulsory visa on the following conditions :

Nationals of either State shall be entitled to enter and leave the territory of the other State at all times at the officially authorised frontier points solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall be granted only to holders of national passports and not to holders of what are known as foreigners passports (*Fremdenpässe*). National passports shall only be issued to persons in respect of whom it is clearly established that they are nationals of the State issuing the passport.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants âgés de plus de 10 ans, cette pièce doit être muni d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a établie.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes, composés de ressortissants estoniens ou allemands, une liste collective établie par l'autorité compétente de l'un des Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat tiendra lieu de passeport. Le visa est délivré gratuitement. Ces listes collectives ne peuvent être établies pour les transports de travailleurs.

Le présent accord ne modifie en rien les dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats, sur la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection de la main-d'œuvre nationale contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Chacun des Etats peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui contreviennent aux règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers dans le pays ; ou
- b) Dont l'activité en tant qu'ouvriers ou employés est contraire aux dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre nationale.

Chacun des deux Etats prendra soin de prévenir ses ressortissants de la nécessité de s'assurer à l'avance d'une autorisation spéciale s'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'y exercer un emploi.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai 1929 et pourra être dénoncé par chacune des Parties de telle sorte que son effet ne prenne fin que trois mois après la notification de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'expression de ma très haute considération.

J. LATTIK.

A Monsieur A. Duckwitz,
Chargé d'affaires du Reich allemand
à Tallinn.

In the case of children under fifteen years of age an official certificate showing the name, age, nationality, and domicile or permanent residence of the child shall be accepted in lieu of the passport. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph of the child stamped by the authority issuing the certificate.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Estonian nationals or German nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the competent authority of the other State may take the place of the passport. This visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

The present Agreement shall not affect any provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration, residence and expulsion of aliens, and the protection of the home market from invasion by foreign labour.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

- a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration and residence of aliens in the country ; or
- b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that previous authorisation to do so is indispensable.

The present Agreement shall enter into force on May 15, 1929, and shall remain in force for three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

J. LATTIK.

To
M. A. Duckwitz,
Chargé d'Affaires of the German Reich,
Tallinn.

N° 2276.

ALLEMAGNE ET SIAM

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Bangkok, les 9 avril, et 6 et 7 mai 1929.

GERMANY AND SIAM

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Bangkok, April 9, and May 6 and 7, 1929.

No. 2276. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SIAMESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. BANGKOK, APRIL 9, AND MAY 6 AND 7, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. E. 1/0509.

SARANROMYA PALACE, *April 9, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to refer to your letter of the 4th of March in which you informed me that you have been instructed by your Government to approach His Majesty's Government with the proposal to abolish the customary passport visa between the German Reich and the Kingdom of Siam. I state that the matter is under the consideration of His Majesty's Government, the result of which will be communicated to you in due course.

I have now the honour to inform you that His Majesty's Government, realising that the abolition of passport visas would render great facilities to nationals of both countries in their travels between Siam and Germany, cordially appreciates the proposal of the German Government.

His Majesty's Government therefore agrees to reciprocally abolish the formality of the visa on all passports duly issued by the Competent Authorities of both countries, so that in future German nationals wishing to enter Siam will not require Siamese visa and Siamese nationals wishing to enter Germany will not also require German visa.

If the above suggestion meets with the concurrence of your Government, it is proposed to put the measure in application from the 1st of July next.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew to you the assurance of my high consideration.

TRAILOS,
Minister for Foreign Affairs.

Dr. Hans Koester,
Chargé d'Affaires of the German Reich,
Bangkok.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2276. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SIAMOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. BANGKOK, LES 9 AVRIL, ET 6 ET 7 MAI 1929.

English official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SARANROMYA PALACE, le 9 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 4 mars, dans laquelle vous me faisiez savoir que vous étiez chargé par votre gouvernement de saisir le Gouvernement de Sa Majesté d'une proposition tendant à abolir l'usage du visa habituel de passeport entre le Reich allemand et le Royaume de Siam. Le Gouvernement de Sa Majesté étudie actuellement cette question et sa décision vous sera communiquée en temps voulu.

J'ai, en outre, l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté estime que l'abolition du visa des passeports faciliterait considérablement les voyages des nationaux des deux pays entre le Siam et l'Allemagne et reconnaît pleinement l'intérêt que présente la proposition du Gouvernement allemand.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'abolition réciproque de la formalité du visa pour tous les passeports dûment délivrés par les autorités compétentes des deux pays, de sorte qu'à l'avenir, il ne sera pas exigé de visa siamois des nationaux allemands désirant entrer au Siam ni de visa allemand des nationaux siamois désirant entrer en Allemagne.

Si la proposition ci-dessus obtient l'assentiment de votre gouvernement, il est proposé que cette mesure soit appliquée à partir du 1^{er} juillet prochain.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :

TRAI DOS.

Monsieur le D^r Hans Kœster,
Chargé d'affaires du Reich allemand,
Bangkok.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

BANGKOK, *May 6, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Highness' letter of the 9th April last, addressed to Dr. H. Koester, in which you were good enough to inform him that the Royal Siamese Government, realising that the abolition of passport visas would render great facilities to nationals of both countries in their travels between Siam and Germany, cordially appreciates the proposal of the German Government to this effect and that it therefore agrees to reciprocally abolish the formality of the visa on all passports duly issued by the Competent Authorities of both countries, so that in future Siamese nationals wishing to enter Germany will not require German visa and German nationals wishing to enter Siam will not also require Siamese visa. Your Highness further added that, if the above suggestion meets with the concurrence of the German Government, it is proposed to put the measure in application from the 1st of July next.

The matter has been referred to my Government for consideration and I am now instructed to inform Your Highness that my Government is in full accord with the terms of the agreement as set forth above. It is however understood that the abolition of passport visas between our two countries does not in any way affect regulations existing in both countries with regard to the control of foreigners at the frontiers and during their sojourn in the respective countries.

As suggested by Your Highness, the proposed measure may come into effect from the 1st of July next.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Highness the assurance of my highest consideration.

R. HERTZ.

His Highness,
Prince Traidos Prabandh,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. E. 11/2662.

SARANROMYA PALACE, *May 7, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 6th instant with reference to the abolition of passport visas for the nationals of our two countries.

I am glad to note that the Government of the Reich is in full accord with the terms of the agreement as set forth in my letter of 9th April last and consequently the proposed measure will come into effect from the 1st July 1929.

I may add that His Majesty's Government is in entire agreement with your Government that the abolition of passport visas between our two countries does not in any way affect regulations existing in both countries with regard to the control of foreigners at the frontiers and during their sojourn in the respective countries.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew to you the assurance of my high consideration.

Dr. Richard Hertz,
Chargé d'Affaires *a. i.*
of the German Reich,
Bangkok.

Phya SRIVISAR,
for the Minister for Foreign Affairs.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

BANGKOK, le 6 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Altesse, en date du 9 avril dernier, adressée au D^r H. Kœster, dans laquelle vous avez bien voulu lui faire connaître que le Gouvernement royal siamois, estimant que l'abolition du visa des passeports faciliterait considérablement les voyages des nationaux des deux pays entre le Siam et l'Allemagne, reconnaît pleinement l'intérêt que présente la proposition du Gouvernement allemand à cet effet, et qu'en conséquence, il consent à l'abolition réciproque de la formalité du visa pour tous les passeports dûment délivrés par les autorités compétentes des deux pays, de sorte qu'à l'avenir, il ne sera pas exigé de visa allemand des nationaux siamois désirant entrer en Allemagne, ni de visa siamois des nationaux allemands désirant entrer au Siam. Votre Altesse ajoutait, en outre, que, si la proposition ci-dessus obtenait l'assentiment du Reich allemand, il était proposé que cette mesure fût appliquée à partir du 1^{er} juillet prochain.

La question a été soumise à l'examen de mon gouvernement et je suis chargé de faire connaître à Votre Altesse que mon gouvernement est entièrement d'accord quant aux termes de l'arrangement tels qu'ils sont reproduits ci-dessus. Toutefois, il est entendu que l'abolition du visa de passeport pour les nationaux des deux pays n'affecte d'aucune manière les règlements en vigueur dans les deux pays au sujet du contrôle des étrangers aux frontières et pendant leur séjour dans les pays respectifs.

La mesure projetée pourra, comme le propose Votre Altesse, entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet prochain.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

R. HERTZ.

Son Altesse,
le Prince Traidos Prabandh,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o E. II/2662.

SARANROMYA PALACE, le 7 mai 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 courant, relative à l'abolition des visas de passeport pour les nationaux de nos deux pays.

Je suis heureux de constater que le Gouvernement du Reich est entièrement d'accord quant aux termes de l'arrangement tels qu'ils figurent dans ma lettre du 9 avril dernier ; en conséquence, la mesure projetée entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1929.

J'ajouterai que le Gouvernement de Sa Majesté est entièrement d'accord avec votre gouvernement pour considérer que l'abolition des visas de passeport entre nos deux pays n'affecte d'aucune manière les règlements en vigueur dans les deux pays au sujet du contrôle des étrangers aux frontières et pendant leur séjour dans les pays respectifs.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Phya SRIVISAR.

Monsieur le D^r Richard Hertz,
Chargé d'affaires a. i.
du Reich allemand,
Bangkok.

N° 2277.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des extraits de casiers judiciaires. Paris, le 20 novembre 1929.

GERMANY AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the reciprocal Communication of Extracts from Records of Criminal Courts. Paris, November 20, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2277. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER FRANZÖSISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DEN AUSTAUSCH VON STRAFNACHRICHTEN. PARIS, AM 20. NOVEMBER 1929.

N^o 2277. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES EXTRAITS DE CASIERS JUDICIAIRES. PARIS, LE 20 NOVEMBRE 1929.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930.

I.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.

PARIS, den 20. November 1929.

HERR MINISTER !

Indem ich Bezug nehme auf die dortige Note vom 15. Oktober d. J., beehre ich mich, namens der Deutschen Regierung Euerer Exzellenz folgenden Vorschlag für die Regelung des Austausches von Strafnachrichten zu machen :

« Die Deutsche und die Französische Regierung werden einander von sämtlichen rechtskräftigen Verurteilungen, die in dem einen Lande gegen die Angehörigen des anderen Landes wegen gemeiner (d. h. nicht politischer) Verbrechen oder Vergehen ergangen sind, durch Uebersendung einer Strafnachricht Mitteilung machen.

» Diese Strafnachrichten werden in Zeitabständen von drei Monaten zwischen der Deutschen Botschaft und dem Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten in Paris ausgetauscht werden.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 20 novembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre dépêche en date d'aujourd'hui et concernant les échanges d'extraits de casiers judiciaires entre la France et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français est d'accord avec le Gouvernement allemand pour l'adoption du texte suivant :

« Les Gouvernements français et allemand se communiqueront les bulletins de casiers judiciaires relatifs aux condamnations définitives prononcées dans chacun des deux pays contre les ressortissants de l'autre, pour crimes et délits de droit commun.

» Ces bulletins seront échangés tous les trois mois entre l'Ambassade d'Allemagne et le Ministère des Affaires étrangères à Paris.

» Diese Vereinbarung tritt am 1. Januar 1930 in Kraft. »

Ich wäre Euerer Exzellenz für eine Mitteilung des Einverständnisses der dortigen Regierung zu diesem Vorschlag dankbar.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der auswärtigen
Angelegenheiten, Herrn Aristide Briand,
Paris.

» Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. »

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BRIAND.

A Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne
à Paris.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE,
PARIS.

PARIS, le 20 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 15 octobre de cette année, j'ai l'honneur de vous adresser, au nom du Gouvernement allemand, le projet suivant pour réglementer les échanges d'extraits de casiers judiciaires :

Les Gouvernements français et allemand se communiqueront, par l'envoi d'un bulletin de casier judiciaire, toutes les condamnations passées en force de chose jugée, prononcées dans chacun des pays contre les ressortissants de l'autre, pour crimes ou délits de droit commun (c'est-à-dire non politiques).

Ces bulletins seront échangés tous les trois mois entre l'Ambassade d'Allemagne et le Ministère des Affaires étrangères à Paris.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître l'accord de votre gouvernement pour l'adoption du présent projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

HOESCH.

A Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2277. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE RECIPROCAL COMMUNICATION OF EXTRACTS FROM RECORDS OF CRIMINAL COURTS. PARIS, NOVEMBER 20, 1929.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.

I.

PARIS, *November 20, 1929.*

YOUR EXCELLENCE,

With reference to your Note of October 15 last, I have the honour on behalf of the German Government to propose the following arrangement for the exchange of extracts from the records of the criminal courts :

" The German and French Governments shall communicate to each other by means of extracts from criminal records all final sentences passed in one country on the nationals of the other country for ordinary (i. e. non-political) crimes or misdemeanours.

" These extracts shall be exchanged every three months between the German Embassy and the Ministry of Foreign Affairs in Paris.

" This Agreement shall come into force on January 1, 1930. "

I shall be glad to know that your Government agrees to this proposal.

I have the honour, etc.

HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

II.

PARIS, *November 20, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note of today concerning the exchange between France and Germany of extracts from the records of the criminal courts, I have the honour to inform you that the French Government agrees to the adoption of the following text :

" The French and German Governments shall communicate to each other extracts from criminal records relating to final sentences passed in one country on the nationals of the other for crimes and misdemeanours under the ordinary law.

" These extracts shall be exchanged every three months between the German Embassy and the Ministry of Foreign Affairs at Paris.

" This agreement shall come into force on January 1, 1930. "

I have the honour, etc.,

BRIAND.

To His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2278.

**ESTONIE, FINLANDE, LETTONIE
ET LITHUANIE**

Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie. Signé à Helsinki, le 27 décembre 1929, à Tallinn, le 31 décembre 1929, à Riga, le 2 janvier 1930, et à Kaunas, le 14 janvier 1930.

**ESTONIA, FINLAND, LATVIA
AND LITHUANIA**

Agreement regarding the Telephone Service between Finland and Lithuania, through the Intermediary of the Sub-Marine Cable Finland-Estonia and of the Lines of Communication established on Estonian and Latvian Territories. Signed at Helsinki, December 27, 1929, at Tallinn, December 31, 1929, at Riga, January 2, 1930, and at Kaunas, January 14, 1930.

N^o 2278. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA LITHUANIE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DU CABLE SOUS-MARIN FINLANDE-ESTONIE, ET DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE L'ESTONIE ET DE LA LETTONIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 27 DÉCEMBRE 1929, A TALLINN, LE 31 DÉCEMBRE 1929, A RIGA, LE 2 JANVIER 1930, ET A KAUNAS, LE 14 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international² (Revision de Bruxelles 1928) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées respectivement à la Direction générale de Postes et des Télégraphes à Helsinki ou à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Kaunas. Ces offices parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur le 14 février 1930.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2278. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND LITHUANIA, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE SUB-MARINE CABLE AND OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON ESTONIAN AND LATVIAN TERRITORIES. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 27, 1929, AT TALLINN, DECEMBER 31, 1929, AT RIGA, JANUARY 2, 1930, AND AT KAUNAS, JANUARY 14, 1930.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 14, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Lithuania by the submarine cable between Finland and Estonia and by connections through Estonian and Latvian territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations³ (Revision of Brussels, 1928) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Finland and Lithuania by means of connections through Estonian and Latvian territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made either : to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors, or to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Kovno, as the case may be. Those offices will forward the publication ordered direct to the person concerned on payment of the charges.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 14, 1930.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations estonienne et lettone se réservent le droit de limiter à douze minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The charge for a "lightning" call is fixed at ten times the charge for an ordinary private call during the same period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Estonian and Latvian Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to twelve minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted. "

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de la Lithuanie est divisé en deux zones terrestres définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux du territoire de Klaipéda.

La zone B comprend les réseaux de la Grande Lithuanie.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — trois francs-or 90 centimes ;

De la zone B — un franc-or 50 centimes ;

De la zone C — deux francs-or 70 centimes ;

De la zone D — deux francs-or 70 centimes ;

De la zone E — trois francs-or 90 centimes.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et l'Estonie.

Paragraph 6 (2).

Add :

“ The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three fifths (3/5) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one twenty-fifth of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62°N. and west of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62°N. and east of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62°N. and 64°30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64°30' N.

Lithuanian territory is divided into two zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the territory of Klaipėda.

Zone B comprises the systems of Greater Lithuania.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to :

Zone A — three gold francs, 90 centimes ;

Zone B — one gold franc, 50 centimes ;

Zone C — two gold francs, 70 centimes ;

Zone D — two gold francs, 70 centimes ;

Zone E — three gold francs, 90 centimes.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Estonia.

LITHUANIE.

1. Pour toute conversation entre le territoire de Klaipéda d'une part et la Finlande d'autre part via Klaipéda-Liepaja-Riga un franc-or.

2. Pour toute conversation entre la Grande Lithuanie, d'une part, et la Finlande, d'autre part, via Kaunas-Riga un franc-or 75 centimes.

PARTS DE TRANSIT.

ESTONIE.

La part de transit revenant à l'Administration estonienne par unité de taxe, y compris la quote-part estonienne afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et l'Estonie est fixée à un franc-or 80 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

LETONIE.

La part de transit revenant à l'Administration lettone par unité de taxe est fixée à un franc-or 80 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine ou de destination.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations avec avis d'appel et conversations avec préavis », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

LITHUANIA.

1. For any call between the territory of Klaipéda on the one side and Finland on the other side via Klaipéda-Liepaja-Riga : one gold franc.

2. For any call between Greater Lithuania on the one side and Finland on the other side via Kovno-Riga : one gold franc 75 centimes.

TRANSIT QUOTAS.

ESTONIA.

The transit quota of the Estonian Administration per unit fee, including the Estonian quota for the use of the submarine cable between Finland and Estonia, is fixed at one gold franc 80 centimes for any call, whatever the office of origin and destination.

LATVIA.

The transit quota of the Latvian Administration per unit fee is fixed at one gold franc 80 centimes for any call, whatever the office of origin and destination.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed, subject to the conditions mentioned in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Communications with 'avis d'appel' and Communications with 'préavis'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels Revision).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration estonienne ou lettone, les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis N° 11 du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations fortuites à heure fixe » (*Livre vert*, page 374).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis N° 15 du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre vert*, page 380). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 79 du Règlement international (Revision de Bruxelles), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quadruple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, section O, paragraphe 2, et la nouvelle section après la section O ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les quatre administrations.

Chacune des quatre administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additional clause.

As regards the putting through of calls passing through an office of the Estonian or Latvian Administration, the four Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading : " Regulations for the operation of international transit traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in recommendation No. 11 of the International Consultative Committee under the heading : " Casual calls at a fixed hour " (*Green Book*, page 374).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in recommendation No. 15 of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for information " (*Green Book*, page 380). The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 79 of the International Regulations (Brussels Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in four copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations.

Each transit Administration shall enter the respective amount due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, Section O, paragraph 2 and the new section after Section O above may be amended by agreement among the four Administrations concerned.

Each of the four Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify, as regards its own territory, the limits of the zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

Le présent arrangement entrera en vigueur dans un mois à partir de la date où il a été signé par les administrations contractantes.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires signés :

A HELSINKI, le 27 décembre 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

A TALLINN, le 31 décembre 1929.

(L. S.) G. JALLAJAS.

A RIGA, le 2 janvier 1930.

(L. S.) A. AUZINS.

A KAUNAS, le 14 janvier 1930.

(L. S.) A. SRUOGA.

Article 5.

The present Agreement shall come into force one month after the date on which it is signed by the contracting Administrations.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies signed at :

HELSINGFORS, *December 27, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

TALLINN, *December 31, 1929.*

(L. S.) G. JALLAJAS.

RIGA, *January 2, 1930.*

(L. S.) A. AUZINS.

KOVNO, *January 14, 1930.*

(L. S.) A. SRUOGA.

N° 2279.

**AUTRICHE
ET LUXEMBOURG**

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des bulletins de casiers judiciaires. Vienne, le 18 janvier et Luxembourg, le 30 janvier 1930.

**AUSTRIA
AND LUXEMBURG**

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the mutual Communication of Extracts from the Records of Criminal Courts. Vienna, January 18, and Luxemburg, January 30, 1930.

N^o 2279. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER OESTERREICHISCHEN UND DER LUXEMBURGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ÜBEREINKOMMEN ÜBER DEN GEGENSEITIGEN AUSTAUSCH VON STRAFNACHRICHTEN. WIEN AM 18. JANUAR UND LUXEMBURG AM 30. JANUAR 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1930.

German official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place February 17, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT
 AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 Z. 25.430-15/29.

I.

WIEN, am 18. Jänner 1930.

HERR STAATSMINISTER !

Mit der Note vom 19. Dezember v. J. war es Euer Exzellenz gefällig mitzuteilen, dass die Grossherzoglich Luxemburgische Regierung zum Abschluss eines Übereinkommens mit der österreichischen Bundesregierung, betreffend den regelmässigen unmittelbaren Austausch von Strafnachrichten durch Austausch gleichlautender Noten, bereit ist.

Ich beehre mich demnach, Euer Exzellenz sehr ergebenst das Einverständnis der Bundesregierung mit nachstehender Regelung zu erklären.

Die Bundespolizeidirektion (Strafregisteramt) in Wien und die Generalstaatsanwaltschaft in Luxemburg werden einander die Straferkenntnisse mitteilen, die von den Gerichten des einen Staates gegen Angehörige des anderen Staates wegen einer in den allgemeinen Strafgesetzen mit Strafe bedrohten Handlung geschöpft wurden. Die Mitteilung wird im Jänner und im Juli eines jeden Jahres durch direkte Übersendung der Strafkarten oder deren Auszüge aus den rechtskräftigen Urteilen erfolgen.

Diese Vereinbarung bleibt bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage in Kraft, an dem sie vom Bundeskanzler der Republik Österreich oder von der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung gekündigt werden sollte.

Indem ich der Übermittlung einer gleichlautenden Note Euer Exzellenz entgegenehe, benütze ich diesen Anlass, um Sie, Herr Staatsminister, meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

*Der Bundeskanzler :
 der Republik Österreich :
 SCHOBER m. p.*

An Seine Exzellenz
 den Herrn Staatsminister und Präsidenten
 der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung,
 Luxemburg.

¹ Entrée en vigueur le 30 janvier 1930.

¹ Came into force January 30, 1930.

II.

GROSSHERZOGLICH-LUXEMBURGISCHES
STAATSMINISTERIUM.

Nr. 20-2a.

LUXEMBURG, den 30. Januar 1930.

HERR BUNDESKANZLER !

Durch die Note vom 19. Januar c., Nr. Z. 25. 430-15/29 waren Euer Exzellenz so freundlich, das Einverständnis der Österreichischen Bundesregierung mit folgender Regelung des regelmässigen unmittelbaren Austausches von Strafnachrichten zu erklären.

Die Generalstaatsanwaltschaft in Luxemburg und die Bundespolizeidirektion in Wien werden einander die Straferkenntnisse mitteilen, die von den Gerichten des einen Staates gegen Angehörige des anderen Staates wegen einer in den allgemeinen Strafgesetzen mit Strafe bedrohten Handlung geschöpft wurden. Die Mitteilung wird im Januar und im Juli eines jeden Jahres durch direkte Übersendung der Strafkarten oder deren Auszüge aus den rechtskräftigen Urteilen erfolgen.

Diese Vereinbarung bleibt bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage in Kraft, an dem sie von der Grossherzoglich-Luxemburgischen Regierung oder vom Bundeskanzler der Republik Österreich gekündigt werden sollte.

Ich beehre mich Euerer Exzellenz sehr ergebenst das Einverständnis der Grossherzoglichen Regierung mit vorstehender Regelung zu erklären. Das Übereinkommen zwischen den beiden Regierungen betreffend den regelmässigen unmittelbaren Austausch von Strafnachrichten, ist somit perfekt geworden.

Genehmigen Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

*Der Staatsminister,
Präsident
der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung,
Unterschrift.*

An Seine Exzellenz
den Herrn Bundeskanzler
Der Republik Österreich
in Wien.

¹ TRADUCTION.

N^o 2279. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET LUXEMBOURGEOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF ET LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES BULLETINS DE CASIERS JUDICIAIRES. VIENNE, LE 18 JANVIER, ET LUXEMBOURG, LE 30 JANVIER 1930.

I.

CHANCELLERIE D'ÉTAT.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Z. 25. 430-15/29.

VIENNE, le 18 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

Par sa note du 19 décembre de l'année écoulée, Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement grand-ducal du Luxembourg était disposé à conclure avec le Gouvernement fédéral autrichien, par voie d'un échange de notes de teneur identique, un accord relatif à l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires.

En conséquence, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'accord du Gouvernement fédéral au sujet de la réglementation suivante :

La Direction fédérale de la Police (service du casier judiciaire), à Vienne, et le Parquet général, à Luxembourg, se communiqueront réciproquement les condamnations prononcées par les tribunaux de l'un des États contre les ressortissants de l'autre État du fait d'un acte punissable prévu par la législation pénale. La communication aura lieu en janvier et juillet de chaque année, par voie de transmission directe des bulle-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2279. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND LUXEMBURG GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE MUTUAL COMMUNICATION OF EXTRACTS FROM THE RECORDS OF CRIMINAL COURTS. VIENNA, JANUARY 18, AND LUXEMBURG, JANUARY 30, 1930.

I.

FEDERAL CHANCELLERY.
FOREIGN AFFAIRS.
Z. 25. 430-15/29.

VIENNA, January 18, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of December 19 last, you were good enough to inform me that the Government of the Grand Duchy of Luxemburg was prepared to conclude with the Austrian Federal Government, by means of an exchange of Notes of the same tenor, an agreement for the regular and direct exchange of extracts from the records of the criminal courts.

I accordingly have the honour to inform Your Excellency that the Federal Government agrees to the following arrangement :

The Federal Directorate of Police (Criminal Records Department) at Vienna and the Public Prosecutor's Department at Luxemburg shall communicate to each other sentences passed by the courts of one State on nationals of the other State for offences punishable under the criminal law. This information shall be communicated in January and July of each year by means of the direct transmission of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tins de casiers judiciaires ou des extraits de ces bulletins reproduisant les condamnations ayant force de chose jugée.

Cet accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour de sa dénonciation par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche ou par le Gouvernement Grand-ducal du Luxembourg.

Dans l'attente d'une note de teneur identique de la part de Votre Excellence, je vous prie, Monsieur le Ministre d'Etat, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

*Le Chancelier fédéral
de la République d'Autriche.*
SCHOBER.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre d'Etat et
Président du Gouvernement
Grand-ducal du Luxembourg,
Luxembourg.

II.

MINISTÈRE D'ÉTAT
DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG.

N° 20-2a.

LUXEMBOURG, le 30 janvier 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Par sa note N° Z. 25. 430-15/29 du 19 janvier courant, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'accord du Gouvernement fédéral autrichien au sujet de la réglementation suivante de l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires :

Le Parquet général, à Luxembourg, et la Direction fédérale de la Police, à Vienne, se communiqueront réciproquement les condamnations prononcées par les tribunaux de l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre Etat du fait d'un acte punissable prévu par la législation pénale. La communication aura lieu en janvier et juillet de chaque année, par voie de transmission directe des bulletins de casiers

criminal records of such nationals or extracts from these records relating to final sentences.

This Agreement shall remain in force until one year after its denunciation by the Federal Chancellor of the Austrian Republic or by the Government of the Grand Duchy of Luxembourg.

Awaiting the receipt of a Note of the same tenor from Your Excellency, I have the honour to be, etc.,

(Signed) SCHOBER,
Federal Chancellor
of the Austrian Republic.

To His Excellency
the Minister of State
and President of the Government of
the Grand Duchy of Luxembourg,
Luxembourg.

II.

MINISTRY OF STATE
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG.

No. 20-2a.

LUXEMBOURG, January 30, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note No. Z. 25. 430-15/29 of January 19 of this year, you were good enough to inform me that the Austrian Federal Government was prepared to accept the following arrangement for the regular and direct exchange of extracts from the records of the criminal courts :

The Public Prosecutor's Department at Luxembourg and the Federal Directorate of Police (Criminal Records Department) at Vienna shall communicate to each other sentences passed by the courts of one State on nationals of the other State for offences punishable under the criminal law. This information shall be communicated in January and July of each year, by means of the direct transmission of

judiciaires ou des extraits de ces bulletins reproduisant les condamnations ayant force de chose jugée.

Cet accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour de sa dénonciation par le Gouvernement grand-ducal du Luxembourg ou par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche.

J'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'adhésion du Gouvernement grand-ducal à la réglementation ci-dessus. L'accord entre les deux gouvernements relatif à l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires se trouve donc définitivement conclu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement grand-ducal
du Luxembourg.
(Signature)*

A Son Excellence
Monsieur le Chancelier fédéral
de la République d'Autriche,
à Vienne.

the criminal records of such nationals or extracts from these records relating to final sentences.

This Agreement shall remain in force until one year after its denunciation by the Government of the Grand Duchy of Luxemburg or by the Federal Chancellor of the Austrian Republic.

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Grand Duchy agrees to the foregoing arrangement. The Agreement between the two Governments regarding the regular and direct exchange of criminal records is therefore definitely concluded.

I have the honour to be, etc.,

(Signature)
*Minister of State and President
of the Government of the Grand Duchy
of Luxemburg.*

To His Excellency
the Federal Chancellor
of the Austrian Republic,
Vienna.

N° 2280.

FINLANDE ET ITALIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la légalisation des certificats d'origine. Helsinki, le 15 août 1929.

FINLAND AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Legalisation of Certificates of Origin. Helsinki, August 15, 1929.

N^o 2280. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
FINLANDAIS ET ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT
RELATIF A LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE.
HELSINKI, LE 15 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 février 1930.

I. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU MINISTRE D'ITALIE A HELSINGFORS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

HELSINKI, le 15 août 1929.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais, désireux de favoriser les relations commerciales entre la Finlande et l'Italie, verrait avec plaisir la conclusion avec le Gouvernement italien d'un arrangement stipulant à titre de réciprocité les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un échange de notes ultérieur.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Je serai reconnaissant d'être informé si le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède et je me permets de proposer, dans ce cas, que cette note et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir, soient considérées comme un arrangement passé à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Hj. J. PROCOPÉ.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2280. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. HELSINKI, AUGUST 15, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 19, 1930.

I. THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ITALIAN MINISTER AT HELSINGFORS.

HELSINGFORS, August 15, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Finnish Government, being desirous of encouraging commercial relations between Finland and Italy, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Italian Government stipulating, on a basis of reciprocity, the following rules :

(1) Certificates of origin accompanying goods of either Contracting Party consigned to the other shall be exempt from the formality of the consular visa.

(2) If in exceptional cases it is necessary to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt them from the payment of legalisation fees.

(3) The same exemption shall be granted in respect of the legalisation of commercial invoices, whenever this is required.

(4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.

(5) The agreement may be denounced at any moment and shall remain in force until the expiration of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

I shall be glad to be informed whether the Italian Government agrees to the foregoing and I venture to propose that, if it does so, this note and your reply thereto shall be regarded as an agreement concluded on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

Hj. J. PROCOPE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1, 1930.

2. LE MINISTRE D'ITALIE A HELSINGFORS AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

HELSINKI, le 15 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note d'aujourd'hui, vous m'avez fait connaître que le Gouvernement finlandais, désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Finlande, verrait avec plaisir la conclusion d'un arrangement avec le Gouvernement italien stipulant les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux Gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un échange de notes ultérieur.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En réponse à ladite note j'ai l'honneur de Vous faire part que le Gouvernement royal, également désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Finlande, accepte tout ce qui précède ainsi que la proposition que votre note d'aujourd'hui et la présente soient considérées comme un arrangement passé à titre de réciprocité entre les deux gouvernements sur la matière qui en forme l'objet.

Veillez agréer, etc.

PAGLIANO.

2. THE ITALIAN MINISTER AT HELSINGFORS TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, *August 15, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your note of to-day's date you informed me that the Finnish Government, being desirous of encouraging commercial relations between Italy and Finland, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Italian Government stipulating the following rules :

- (1) Certificates of origin accompanying goods of either Contracting Party consigned to the other shall be exempt from the formality of the consular visa.
- (2) If in exceptional cases it is necessary to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt these from the payment of legalisation fees.
- (3) The same exemption shall be granted in respect of the legalisation of commercial invoices, whenever this is required.
- (4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.
- (5) The agreement may be denounced at any moment and shall remain in force until the expiration of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In reply to the said note, I have the honour to inform you that the Royal Government, being also desirous of encouraging commercial relations between Italy and Finland, accepts the whole of the foregoing and the proposal that your note of to-day's date and the present reply shall be regarded as an agreement between the two Governments on the subjects they deal with, concluded on a basis of reciprocity.

I have the honour, etc.

PAGLIANO.

N° 2281.

BELGIQUE ET ESPAGNE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption réciproque des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur. Bruxelles, le 31 janvier 1930.

BELGIUM AND SPAIN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding mutual Exemption from Direct Taxes on Automobiles and other Motor or Steam Vehicles. Brussels, January 31, 1930.

N^o 2281. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET ESPAGNOL COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DES TAXES DIRECTES SUR LES AUTOMOBILES ET AUTRES VÉHICULES A MOTEUR ET A VAPEUR. BRUXELLES, LE 31 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 février 1930.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Direction C5D — N^o 69 123/IX.
2^o Section — 5^o Bureau.

BRUXELLES, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par application de l'article 5 de la loi du 24 juillet 1927, et sous réserve de réciprocité, les sujets espagnols n'ayant en Belgique ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe, seront, à partir du 1^{er} janvier 1930, et pour toute la durée de leurs séjours en territoire belge, exempts des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur (droit fixe, taxe quotidienne et taxes établies par la loi du 28 mars 1923 et les dispositions qui la modifient), pour autant que ceux-ci soient régulièrement immatriculés en Espagne.

En conséquence, les intéressés seront à partir de la même date, dispensés de l'obligation du carnet de séjour.

Le cas échéant ils devront établir leur qualité d'espagnol au moyen d'un document officiel.

Les sujets espagnols qui, au moment du présent échange de notes, se trouveraient déjà en territoire belge jouiront de l'exemption accordée par cet arrangement, à partir du 1^{er} janvier 1930 ou de la date subséquente de leur entrée en Belgique. Les instructions dans ce sens seront données aux services compétents à la frontière.

Il est bien entendu que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à vapeur ou à moteur dans chacun des deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur Francisco Gutierrez de Agüera y Bayo,
Ambassadeur d'Espagne,
Bruxelles.

(Signature.)

¹ En vigueur à partir du 1^{er} janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2281. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND SPANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING MUTUAL EXEMPTION FROM DIRECT TAXES ON AUTOMOBILES AND OTHER MOTOR OR STEAM VEHICLES. BRUSSELS, JANUARY 31, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 19, 1930.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Direction C5D — N^o 69123/IX.
Second Section. — 5th Bureau.

BRUSSELS, *January 31, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, in accordance with Article 5 of the Law of July 24, 1927, and subject to reciprocity, Spanish subjects having no fixed domicile, residence or establishment in Belgium will, as from January 1, 1930, and for the duration of any stay they may make in Belgian territory, be exempt from direct taxes on motor-cars and other motor and steam vehicles (fixed duty, daily tax and taxes laid down in the Law of March 28, 1923, and the amendments thereto), provided these vehicles are duly registered in Spain.

Accordingly, the persons concerned will as from the same date no longer be required to produce the "carnet de séjour".

If necessary, they will be required to establish their Spanish nationality by an official document.

Spanish subjects who at the time of the present exchange of notes are already in Belgian territory will enjoy the exemption granted by the present agreement as from January 1, 1930, or from the date of their subsequent entry into Belgium. Instructions to this effect will be given to the competent frontier services.

It is understood that the foregoing provisions in no way affect the Customs régime at present in force with regard to the entry of steam or motor vehicles into the two countries.

I have the honour, etc.

(Signature.)

To His Excellency,
Monsieur Francisco Gutierrez de Agüera y Bayo,
Spanish Ambassador,
Brussels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In force as from January 1st, 1930.

EMBAJADA DE ESPAÑA
EN BELGICA.

BRUXELLES, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, dûment autorisé, à cet effet, par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi, mon Auguste Souverain, que, sous réserve de réciprocité, les sujets belges, n'ayant en Espagne ni domicile, ni résidence, ni établissement fixes, seront, à partir du 1^{er} janvier 1930, et pour toute la durée de leurs séjours en territoire espagnol, exempts des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur, pour autant que ceux-ci soient régulièrement immatriculés en Belgique.

Afin que les intéressés puissent circuler sans aucune difficulté, pendant leur séjour en Espagne, le bureau douanier de la frontière, par où le véhicule effectuera son entrée, leur délivrera un carnet gratuit, classe A-G, dans lequel seront inscrits la date d'entrée et le signalement du véhicule, ainsi que le nom du propriétaire.

Le cas échéant celui-ci devra établir sa qualité de belge au moyen d'un document officiel.

Les sujets belges qui, au moment du présent échange de notes, se trouveraient, déjà, en territoire espagnol, jouiront de l'exemption accordée par cet arrangement, à partir du 1^{er} janvier 1930, ou de la date subséquente de leur entrée en Espagne.

Des instructions, dans ce sens, seront données aux services compétents à la frontière.

Il est bien entendu que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à vapeur ou moteur dans chacun des deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) F. G. DE AGÜERA.

Son Excellence,
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi des Belges,
etc., etc., etc.

SPANISH EMBASSY
IN BELGIUM.

BRUSSELS, *January 31, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

Being duly authorised for this purpose by the Government of His Majesty the King, my August Sovereign, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Belgian subjects having no fixed domicile, residence or establishment in Spain will, as from January 1, 1930, and for the duration of any stay they may make in Spanish territory, be exempt from direct taxes on motor-cars and other steam or motor vehicles, provided they are duly registered in Belgium.

In order that the persons concerned may enjoy freedom of movement during their stay in Spain, the Customs office at the frontier by which the vehicle enters the country, will issue to them a free booklet, Class A-G, containing the date of entry, a description of the vehicle and the owner's name.

If necessary, the latter will be required to establish his Belgian nationality by an official document.

Belgian subjects who at the time of the present exchange of notes are already in Spanish territory will enjoy the exemption accorded by the present Agreement as from January 1, 1930, or from the date of their subsequent entry into Spain. Instructions to this effect will be given to the competent frontier services.

It is understood that the foregoing provisions in no way affect the Customs régime at present in force with regard to the entry of steam or motor vehicles into the two countries.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. G. DE AGÜERA.

His Excellency,
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs
of His Majesty the King of the Belgians,
etc., etc., etc.

N° 2282.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PORTUGAL**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 1^{er} mars 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND PORTUGAL**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, March 1, 1929.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2282. — TRATADO¹ DE ARBITRAGEM ENTRE PORTUGAL E OS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA, ASSINADO EM WASHINGTON, EM 1 MARÇO 1929.

No. 2282. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND PORTUGAL. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 1st, 1929.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le délégué permanent du Portugal auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 février 1930.

English and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of Portugal accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 20, 1930.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 décembre 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, December 27, 1929.

O GOVERNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA e O GOVERNO DOS ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Resolvidos a evitar quanto dêles dependa qualquer quebra nas relações pacíficas que sempre têm subsistido entre os dois países ;

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desejosos de afirmar mais uma vez a sua adesão à política de submeter a julgamento imparcial todas as questões susceptíveis de decisões judiciais que entre êles possam surgir ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Empenhados não só em testemunhar, pelo seu exemplo, a sua condenação da guerra como instrumento da sua política nacional nas suas mútuas relações, mas também de apressar o momento em que o aperfeiçoamento dos acordos internacionais para a solução pacífica de litígios internacionais tenha para todo o sempre eliminado a possibilidade de guerra entre as nações do mundo :

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world :

Decidiram concluir um novo tratado de arbitragem ampliando o alcance e as obrigações da convenção de arbitragem assinada em

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the Arbitration Convention signed at Was-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 30 octobre 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, October 30, 1929.

Washington em 6 de Abril de 1908¹, que, segundo foi convencionado, expirou em 14 de Novembro de 1928, e autorizaram os abaixo assinados a firmar as seguintes disposições :

Artigo I.

Todos os litígios de natureza internacional em que forem interessadas as Altas Partes Contratantes por motivo da vindicação de um direito baseado em tratado ou em outro fundamento, feita por uma delas contra a outra, que não tenham podido resolver-se por via diplomática, que se não tenham solucionado por recurso a Comissão Internacional Permanente instituída em execução do tratado assinado em Lisboa em 4 de Fevereiro de 1914², e que pela sua natureza possam submeter-se a julgamento por serem susceptíveis de solução pela aplicação de princípios de direito ou de equidade, serão submetidos ao Tribunal Permanente de Arbitragem estabelecido na Haia pela Convenção de 18 de Outubro de 1907³, a outro tribunal competente, conforme para cada caso particular fôr resolvido em acôrdo especial, o qual proverá à organização do referido tribunal, se necessário fôr, definirá os seus poderes, especificará a questão ou as questões em litígio e estatuirá os termos da sua submissão ao tribunal.

O acôrdo especial será para cada caso particular feito por parte de Portugal pelo Presidente da República Portuguesa depois de aprovado por lei ou por decreto com fôrça de lei, e por parte dos Estados Unidos da América pelo Presidente dos Estados da América por conselho e com o consentimento do Senado da República.

Artigo II.

As estipulações dêste tratado não serão invocadas em relação a litígio cuja matéria :

- a) pertença à jurisdição interna de uma das Altas Partes Contratantes ;
- b) envolva interêsses de terceiras potências ;

hington on April 6, 1908¹, which expired by limitation on November 14, 1928, and for that purpose they have authorized the undersigned to conclude the following Articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the Treaty signed at Lisbon, February 4, 1914², and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of October 18, 1907³, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, definite its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Portugal by the President of Republic of Portugal after its enactment by law or by Decree with force of law, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any disputes the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 727.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome IX, page 72.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 1041.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 540.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

c) dependa da manutenção ou se prenda com a manutenção da atitude tradicional dos Estados Unidos da América com relação às questões americanas, geralmente conhecida por Doutrina de Monroe ;

d) dependa do cumprimento ou se prenda com o cumprimento das obrigações de Portugal em harmonia com o pacto da Sociedade das Nações.

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Portugal in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Artigo III.

O presente Tratado será ratificado pelo Presidente da República Portuguesa depois de aprovado por lei ou por decreto com força de lei, e pelo Presidente dos Estados Unidos da América por conselho e com consentimento do Senado da República.

A troca das ratificações efectuar-se ha em Washington, no mais breve prazo possível, e o Tratado entrará em vigor na data em que essa troca se realizar. O presente Tratado continuará a vigorar por um ano depois de uma das Altas Partes Contratantes ter notificado à outra por escrito a sua intenção de lhe pôr termo.

Em fé do que os abaixo assinados firmaram este Tratado em duplicado, nas línguas portuguesa e inglesa, tendo autoridade igual os dois textos, e lhe apuseram os seus selos.

Feito em Washington ao primeiro dia de Março do ano de mil novecentos e vinte e nove.

(L. S.) (Signé) ALTE.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Portugal after its enactment by law or by Decree with the force of law, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of their ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the undersigned have signed this treaty in duplicate in the Portuguese and English languages, both texts having force and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the first day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) (Signed) Frank B. KELLOG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2282. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 1^{er} MARS 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL et LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui pourraient s'élever entre eux ;

Soucieux par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre nations aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre des Puissances quelconques ;

Ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage étendant la portée et les obligations de la Convention d'arbitrage signée à Washington le 6 avril 1908, qui, ainsi qu'il avait été prévu, est venue à expiration le 14 novembre 1928, et ont autorisé les soussignés à convenir des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous les différends portant sur des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite d'une prétention à un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par l'application du recours à la Commission permanente internationale instituée en vertu du traité signé à Lisbonne le 4 février 1914, et qui, de par leur nature, comportent une solution juridique, c'est-à-dire sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit et de l'équité, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à tout autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas d'espèce par un compromis ; ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera le ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis spécial sera conclu en ce qui concerne le Portugal, après avoir été sanctionné par la loi ou par un décret ayant force de loi, par le président de la République du Portugal et, en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, par le président des États-Unis d'Amérique.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique, dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine Monroe ;

d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations du Portugal en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République portugaise après avoir été approuvé par une loi ou par un décret ayant force de loi et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat de ce pays.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée. Toutefois, il pourra être dénoncé par écrit par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et dans ce cas il cessera ses effets à l'expiration d'un délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent traité, établi en double expédition, en langue portugaise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le premier mars de l'année mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (Signé) ALTE.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2283.

NORVÈGE ET MEXIQUE

Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Mexico, le 5 décembre 1928, et à Oslo, le 14 juin 1929.

NORWAY AND MEXICO

Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Mexico, December 5, 1928, and at Oslo, June 14, 1929.

N^o 2283. — ARRANGEMENT CONCLU ENTRE LE ROYAUME DE NORVÈGE ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MEXICO, LE 5 DÉCEMBRE 1928, ET A OSLO, LE 14 JUIN 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 février 1930.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE et l'ADMINISTRATION DES POSTES DU MEXIQUE sont convenues d'établir un échange régulier et direct des colis postaux sans valeur déclarée entre le Royaume de Norvège et les États-Unis du Mexique sur la base de l'Arrangement de Stockholm du 28 août 1924 concernant les colis postaux.¹

Article premier.

Il peut être expédié de la Norvège pour le Mexique et vice versa des colis postaux jusqu'à concurrence de 5 kg.

Toutefois les deux administrations ont la faculté d'expédier des colis postaux jusqu'à concurrence de 10 kg. d'après les dispositions à prendre d'un commun accord entre les deux administrations.

Article 2.

Les Administrations des postes de la Norvège et du Mexique assurent le transport des colis entre les deux pays au moyen des paquebots dont elles disposent.

Article 3.

Le montant de l'affranchissement est perçu dans la monnaie du pays d'origine selon les équivalents officiels du franc-or de ce pays, le franc-or servant de base pour fixer les taxes d'affranchissement respectives.

Article 4.

Le droit territorial à allouer à chaque pays est fixé à :

1 fr.-or par colis jusqu'au poids de 1 kg.;

1.75 fr.-or par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.

¹ Vol. XL, page 307 ; vol. L, page 172 ; vol. LXXII, page 462 ; et vol. XCII, page 375, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2283. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF NORWAY AND THE UNITED STATES OF MEXICO CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT MEXICO, DECEMBER 5, 1928, AND AT OSLO, JUNE 14, 1929.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 20, 1930.

THE POST OFFICE ADMINISTRATION OF NORWAY and THE POST OFFICE ADMINISTRATION OF MEXICO have agreed to establish a regular and direct exchange of uninsured postal parcels between the Kingdom of Norway and the United States of Mexico on the basis of the Parcel Post Agreement² signed at Stockholm on August 28, 1924.

Article 1.

Parcels weighing not more than five kilogrammes may be despatched from Norway to Mexico and vice versa.

The two Administrations shall, however, be entitled to despatch parcels weighing not more than ten kilogrammes in accordance with provisions adopted by the two Administrations in concert.

Article 2.

The Post Office Administrations of Norway and Mexico shall provide for the conveyance of parcels between their two countries by means of steamers at their disposal.

Article 3.

Sums due for prepayment of postage shall be collected in the currency of the country of origin according to the official equivalents of the gold franc in that country, the gold franc being used as a basis for determining the respective rates for prepayment of postage.

Article 4.

The land rate payable to each country shall be fixed at :

1 gold franc per parcel weighing not more than 1 kg. ;

1.75 gold francs per parcel weighing more than 1 but not more than 5 kg.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XL, page 307 ; Vol. L, page 172 ; Vol. LXXII, page 462 ; and Vol. XCII, page 375, of this Series.

Il revient, en outre, à l'administration qui se charge du transport des colis un droit maritime dont le taux est fixé comme suit :

Par colis jusqu'au poids de 1 kg. fr. 0.80 ;
Par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. 1.40.

Article 5.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire. La taxe se compose des différents droits revenant à chaque office, d'après les dispositions de l'article 4 ci-dessus. La taxe doit être payée d'avance par les expéditeurs des colis.

Article 6.

Lorsqu'il s'agit des colis postaux en provenance de l'un des deux pays contractants ou expédiés par ce pays en transit sur le territoire de l'autre, il doit être bonifié à l'Administration des postes du pays intermédiaire les quotes-parts dont l'autre pays lui est redevable pour le transport de ces colis conformément aux tableaux que les administrations doivent se communiquer réciproquement.

Article 7.

L'expéditeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de son envoi, en payant d'avance un droit fixe de 40 centimes au maximum.

Un droit qui ne doit pas dépasser le double de celui prévu à l'alinéa précédent, peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort d'un colis, lorsque les renseignements sont demandés postérieurement au dépôt du colis et si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de réception.

Article 8.

Les deux administrations sont autorisées à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis non retirés dans les délais prescrits.

De même il est loisible de percevoir chez les destinataires, pour le factage et pour le dédouanement, un droit dont le montant ne peut pas excéder 50 centimes par colis.

Article 9.

Les colis postaux auxquels le présent arrangement s'applique ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les divers articles dudit arrangement.

Article 10.

Pour la réexpédition des colis postaux de l'un des deux pays à l'autre, ainsi que pour le renvoi des colis postaux tombés en rebut, il y a lieu de percevoir sur les destinataires ou sur les expéditeurs, suivant le cas, une taxe supplémentaire à fixer en conformité des dispositions de l'article 4 du présent arrangement.

Le pays de destination a la faculté de percevoir sur le destinataire, pour la réexpédition d'un colis dans le territoire de ce pays, une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements intérieurs.

The Administration undertaking the conveyance of the parcels shall also be entitled to a sea rate in accordance with the following scale :

Per parcel weighing not more than 1 kg., fr. 0.80.

Per parcel weighing more than 1 kg. but not more than 5 kg., fr. 1.40.

Article 5.

The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory. The postage shall be made up of the different sums accruing to each office in accordance with the provisions of the preceding Article 4. The postage must be paid in advance by the sender of the parcel.

Article 6.

In the case of parcels originating in one of the two contracting countries or conveyed by that country in transit to the territory of the other, the Post Office Administration of the intermediate country shall be credited with the share owed to it by the other country for the conveyance of such parcels in conformity with schedules which the Administrations shall communicate to each other.

Article 7.

The sender of a parcel may obtain an advice of delivery on prepayment of a fixed charge not exceeding 40 centimes.

A charge not more than double that provided for in the preceding paragraph may be made where information is requested as to the fate of a parcel at a date subsequent to the handing over of the parcel and where the sender has not already paid the special charge in order to obtain advice of delivery.

Article 8.

The two Administrations shall be authorised to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels which are not claimed within the prescribed periods.

Similarly the addressees may be charged for delivery and Customs clearance a fee not exceeding 50 centimes per parcel.

Article 9.

The parcels to which the present Agreement is applicable shall not be subject to any postal-charges other than those stipulated in the various Articles of the said Agreement.

Article 10.

For re-directing parcels from one of the two countries to the other and for the return of undelivered parcels the addressees or the senders, as the case may be, shall be charged a supplementary fee to be fixed in conformity with the provisions of Article 4 of the present Agreement.

The country of destination shall, where a parcel is re-directed within its territory, be entitled to charge the addressee a fee for redirection in accordance with its internal regulations.

Article 11.

1. Il est interdit d'expédier par la poste des colis contenant :

a) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, des animaux vivants, à l'exception des abeilles qui sont renfermées dans des boîtes conditionnées convenablement, et des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois et règlements de douane ou autres dans l'un des deux pays. Les colis peuvent cependant contenir une simple facture ouverte.

b) Des matières explosibles ou inflammables, et, en général, des objets dont le transport est dangereux.

c) Des objets de toute nature portant une adresse autre que celle du colis.

2. Dans le cas où un colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions, aurait été expédié de l'un des deux offices à l'autre, cette dernière administration pourra le traiter de la manière et suivant les formalités prévues par sa législation ou ses règlements intérieurs.

3. Les deux administrations doivent se communiquer réciproquement une liste des objets interdits, mais elles n'assument par cela aucune responsabilité ni vis-à-vis des autorités respectives ni à l'égard des expéditeurs des colis.

Article 12.

Les récipients employés pour l'échange des colis postaux entre les deux pays sont à la charge de l'office qui s'en sert dans cet échange.

Article 13.

La responsabilité des Administrations contractantes s'étend à un montant maximum de 25 francs-or par colis jusqu'au poids de 5 kg. et de 40 fr. par colis de 5 à 10 kg. d'après les dispositions prévues à l'article 36 de l'Arrangement de Stockholm concernant les envois de cette espèce. Cependant, chaque administration a la faculté de restreindre à 10 francs sa propre responsabilité pour les colis qui n'excèdent pas le poids de 1 kg.

Article 14.

La législation intérieure de chacun des pays contractants est applicable dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations du présent arrangement.

Les deux administrations doivent se communiquer mutuellement, à l'occasion les dispositions de leurs lois ou règlements, qui peuvent être appliquées au transport des colis.

Article 15.

Les deux administrations désignent les bureaux ou localités qu'elles autorisent à participer à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires à l'exécution du présent arrangement.

Article 16.

Les deux administrations s'entendront, à moins que la législation intérieure des deux pays ne s'y oppose, pour autoriser l'assurance des colis postaux aussi bien que leur remise par exprès.

Article 11.

1. The postage of parcels containing the following matter is prohibited :

(a) Letters or communications which constitute an actual and personal correspondence, live animals with the exception of bees confined in suitable boxes, and articles the admission of which is not permitted by the laws and Customs or other regulations in either of the two countries. The parcels may, however, contain a plain open invoice.

(b) Explosive or inflammable substances and, in general, articles whose conveyance involves danger.

(c) Articles of all kinds bearing an address other than that on the parcel.

2. If a parcel contravening any one of these prohibitions is despatched from one of the two offices to the other, the latter Administration may treat it in the manner and under the procedure prescribed by its legislation or internal regulations.

3. The two Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles, but they shall not thereby undertake any responsibility whatever towards either the respective authorities or the senders of the parcels.

Article 12.

The packing receptacles for the parcel post between the two countries shall be chargeable to the office using them for such exchange.

Article 13.

The contracting Administrations shall be responsible for a maximum total of 25 gold francs per parcel weighing not more than 5 kg. and 40 francs per parcel weighing between 5 and 10 kg., in accordance with the stipulations of Article 36 of the Stockholm Agreement concerning such mail. Each Administration shall, however, be entitled to limit its own responsibility to 10 francs in the case of parcels weighing not more than 1 kg.

Article 14.

The internal legislation of each of the contracting countries shall remain applicable as regards all matters not provided for in the present Agreement.

The two Administrations shall, when requested, communicate to each other the provisions in their laws and regulations which concern the conveyance of parcels.

Article 15.

The two Administrations shall designate the post offices or localities authorised by them to participate in the international exchange of parcels ; they shall regulate the method of conveying the said parcels and shall decree all other detailed regulations required for the execution of the present Agreement.

Article 16.

The two Administrations shall reach an agreement to authorise the insurance of parcels and their express delivery provided that such a course is compatible with the internal legislation of the two countries.

Article 17.

Chaque pays se réserve la faculté de faire exécuter les clauses du présent arrangement par les entreprises de chemins de fer et de navigation dont il dispose.

Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration des postes de chaque pays s'entendra avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses du présent arrangement et pour organiser le service d'échange.

Article 18.

Le présent arrangement sera mis à exécution à partir du jour à fixer, d'un commun accord, entre les administrations des postes des deux pays, et il peut être abrogé moyennant un avertissement donné une année à l'avance par l'une des Parties contractantes.

Fait en double expédition et signé à Oslo, le 14 juin 1929, et à Mexico D. F., le 5 décembre 1928.

Pour l'Administration des Postes du Mexique :

Le Directeur général :

C. HINOJOSA.

La Direction générale des Postes de Norvège :

Pour le Directeur général des Postes :

J. C. AALL.

Sten HAUG.

Pour copie conforme :

O. Tostrup.

Chef de bureau.

Pour copie conforme :

Torp.

Chef de Division.

RÈGLEMENT

D'ORDRE ET DE DÉTAIL POUR L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA NORVÈGE ET LE MEXIQUE.

I.

1. L'échange est effectué directement entre la NORVÈGE et le MEXIQUE. La transmission de l'un des pays à l'autre a lieu en récipient clos, au moyen des paquebots norvégiens ou autres paquebots étrangers qui pourraient être convenablement utilisés pour le transport, d'après arrangement préalable entre les deux administrations.

2. Les bureaux d'échange, dont la désignation pourra être modifiée sont :

Pour la Norvège : Oslo.

Pour le Mexique : Vera-Cruz.

II.

1. Les deux administrations se renseignent mutuellement sur les services maritimes, entretenus par elles, qui peuvent être utilisés pour le transport des colis postaux.

Article 17.

Each country shall reserve to itself the right to have the clauses of the present Agreement carried out by the railway and shipping organisations at its disposal.

At the same time the service may be limited to parcels originating in or addressed to localities served by these organisations.

The Post Office Administration of each country shall make arrangements with the railway and shipping organisations to ensure the complete performance by them of all clauses in the present Agreement and to organise the exchange of the mails.

Article 18.

The present Agreement shall be put into force as from a date to be fixed jointly by the Post Office Administrations of the two countries and it may be abrogated one year after the date on which either of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Oslo on June 14, 1929, and at Mexico City on December 5, 1928.

On behalf of the Mexican Post Office Administration :

C. HINOJOSA.

Director-General.

On behalf of the Norwegian Post Office Administration :

J. C. AALL.

On behalf of the Postmaster-General.

Sten HAUG.

DETAILED REGULATIONS

**FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS
BETWEEN NORWAY AND MEXICO.**

I.

1. The exchange shall be direct between Norway and Mexico. Conveyance from one country to the other shall be effected as closed mail by means of Norwegian steamships or other foreign steamships which may conveniently be used for such transport, in conformity with an agreement previously reached between the two Administrations.

2. The offices of exchange for this service, the nomination of which is subject to alteration, are :

For Norway : Oslo.

For Mexico : Vera Cruz.

II.

1. The two Administrations shall furnish each other with information concerning the shipping services maintained by them which may be used for the conveyance of parcels.

2. Après entente préalable avec les pays intéressés, les deux administrations se communiquent réciproquement :

a) Une liste des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaire pour le transport des colis postaux ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement des dits colis, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services.

c) Le total des frais qui doivent leur être bonifiés de ce chef pour chaque destination, par l'office qui leur livre les colis.

3. Sur la base de ces renseignements, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

III.

Les colis postaux ne peuvent avoir aucune dimension dépassant un mètre 10 centimètres, et la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur ne doit pas dépasser un mètre 85 centimètres.

IV.

1. Pour être admis au transport, tout colis doit porter l'adresse exacte du destinataire.

2. Tout colis doit être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu. L'emballage doit être tel qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser des traces apparentes de violation.

3. Tout colis doit être scellé par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur.

V.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles B et C de l'Union. Les Administrations contractantes se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane nécessaires pour chaque pays de destination.

2. L'expéditeur doit indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il entend disposer du colis au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation, qui doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination, est reproduite sur le colis même.

Les dispositions suivantes sont seules admises :

a) Le colis devra être immédiatement renvoyé ;

b) Le colis devra être réexpédié au même destinataire dans une autre localité.

c) Le colis devra être remis à un autre destinataire ;

d) Le colis devra être vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné.

3. Un seul bulletin d'expédition et, si la législation douanière ne s'y oppose pas, une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis jusqu'au nombre de trois, adressés par le même expéditeur au même destinataire.

4. Lorsque l'affranchissement ne s'effectue pas au moyen de timbres-poste apposés sur le bulletin d'expédition, le montant d'affranchissement perçu de l'expéditeur doit être noté sur le bulletin d'expédition.

5. Les Administrations contractantes n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

VI.

1. Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme ou analogue au modèle D de l'Union et indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau d'origine.

2. Le bulletin d'expédition est, en outre, sur le recto, frappé par le bureau d'origine du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

2. After previous agreement with the countries concerned, the two Administrations shall communicate to each other :

(a) A list of countries for which they may respectively act as intermediate offices for the conveyance of parcels.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into their territories or their services.

(c) The total amount of the sums to be credited to them on this account, in respect of each destination, by the office handing over the parcels to them.

3. Each Administration shall, on the basis of such information, fix the routes to be employed for the transmission of its parcels and the postage to be collected from the senders.

III.

Parcels may not exceed 1 metre 10 centimetres in any dimension and the combined length and greatest girth, measured in any direction other than length, shall not exceed 1 metre 85 centimetres.

IV.

1. In order to be accepted for transmission each parcel must bear the exact address of the addressee.

2. Each parcel must be packed in a manner which is adequate for the length of the journey and which protects the contents effectually. The packing must be such as to render it impossible to tamper with the contents without leaving obvious traces of violation.

3. Every parcel shall be sealed with wax, lead or other seals having the special design or mark of the sender.

V.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and by Customs declarations in the form of or similar to specimens B and C of the Union. The contracting Administrations shall communicate to each other the number of Customs declarations required for each country of destination.

2. The sender shall indicate on the back of the despatch note how he wishes the parcel to be disposed of if it proves to be undeliverable. This instruction, which must be written in French or in a language understood in the country of destination, is repeated on the parcel itself.

The following instructions only are admitted :

(a) That the parcel be returned immediately ;

(b) That the parcel be re-directed to the same addressee in another locality ;

(c) That the parcel be delivered to another addressee ;

(d) That the parcel be sold at the entire risk of the sender or treated as abandoned.

3. A single despatch note and, if compatible with Customs legislation, a single Customs declaration, may suffice for two or three (but not more) parcels from the same sender and addressed to the same person.

4. When prepayment is not effected by means of postage stamps affixed to the despatch note, the amount of postage collected from the sender shall be indicated on the despatch note.

5. The contracting Administrations shall not accept any responsibility in respect of Customs declarations.

VI.

1. Each parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear a label, in the form of or similar to specimen D of the Union, showing the serial number and the name of the office of posting.

2. The despatch note shall, moreover, be impressed by the office of origin, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

VII.

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les colis sur une feuille de route conforme au modèle F de l'Union avec tous les détails que ce modèle comporte.

2. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane doivent être attachés d'une manière solide à chaque colis ou feuille de route.

VIII.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent.

2. S'il constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer d'un trait de plume, les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification conforme au modèle G. de l'Union est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous pli recommandé, au bureau d'échange expéditeur.

3. Les différences de peu d'importance en ce qui concerne le volume, les dimensions et le poids des colis, ainsi que les irrégularités qui, d'une manière évidente, n'engagent pas la responsabilité des administrations respectives, sont signalées au moyen d'un bulletin de vérification.

IX.

1. Les colis postaux mal dirigés sont réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'office réexpéditeur.

Lorsque ce dernier renvoie un colis à l'office qui l'a acheminé au dernier lieu, il lui restitue les bonifications qu'il a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

2. Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'office réexpéditeur, bonifie à l'office auquel il remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; il se crédite ensuite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

3. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, par ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'office qui restitue le colis alloue à l'office qui le lui a livré les bonifications qu'il en a reçues.

Lorsque le renvoi est la conséquence d'une erreur de l'expéditeur ou d'une des interdictions prévues à l'article premier de l'arrangement, les frais de transport qui résultent de l'opération sont à la charge des expéditeurs. Chaque office se crédite de sa quote-part par une reprise, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4 ci-après pour les colis réexpédiés.

4. Les colis postaux qui, par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sont réexpédiés sur un pays qui est disposé à profiter du service des colis entre la Norvège et le Mexique, sont grevés, à la charge des destinataires, par l'office qui en fait livraison à ceux-ci, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier office, à l'office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

5. Chaque office, qui participe au transport d'un colis réexpédié, se crédite, sur la feuille de route, du montant de sa quote-part pour la transmission de ce colis.

6. Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis réexpédié, est acquittée au moment de la réexpédition, ce colis est considéré comme s'il était originaire du pays réexpéditeur et adressé au pays de sa nouvelle destination, et dans ce cas, il est remis au destinataire sans aucune taxe postale.

7. Si les expéditeurs n'ont pas formulé une demande préalable indiquant la manière dont il doit être disposé de leurs colis, ces envois doivent être tenus à la disposition des destinataires pendant une période de trente jours à compter du lendemain de l'arrivée du colis au bureau destinataire. Passé ce délai,

VII.

1. The despatching office of exchange shall enter the parcels on a parcel bill in the form of specimen F of the Union, with all the details required by this form.
2. The despatch note and Customs declarations shall be securely attached to each parcel or parcel bill.

VIII.

1. On the receipt of a parcel bill the office of exchange of destination shall proceed to check the parcels and the various documents which accompany them.
2. If the office of exchange detects errors or omissions on the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections, taking care to strike out, by a stroke of the pen, the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections shall be made by two officers. Except in the case of an obvious error, they shall be accepted in preference to the original statement.
A verification note in conformity with specimen G of the Union shall, moreover, be prepared by the office of destination and sent without delay, under registered cover, to the despatching office of exchange.
3. Unimportant discrepancies concerning the volume, dimensions and weight of parcels, as well as irregularities which obviously do not involve the responsibility of the respective Administrations, shall be notified by means of a verification note.

IX.

1. Parcels which have been wrongly directed shall be re-transmitted to their destination by the most direct route at the disposal of the re-transmitting office.
An office which re-transmits missent parcels may not levy Customs or other charges on them.

When an office returns such a parcel to the office from which it has been directly received, it refunds the credits received and reports the error by a verification note.

2. In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a verification note.

3. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the office which sends the parcel back allows to the office from which it was received the sums credited in respect of it.

When the return is due to an error on the part of the sender or to the contravention of one of the prohibitions mentioned in Article 1 of the Agreement, the charges for conveyance resulting therefrom shall be payable by the senders. Each office shall credit itself with its share by claiming in the manner indicated in § 4 below for redirected parcels.

4. Parcels which, in consequence of the removal of the addresses or of an error on the part of the sender, are redirected to a country willing to take part in the parcel exchange service between Norway and Mexico, shall be subjected by the office making the delivery to them to a charge, to be paid by the addressees, representing the share due to the latter office, to the re-transmitting office and to each of the intermediate offices, if any.

5. Each office taking part in the conveyance of a redirected parcel shall credit itself on the parcel bill with the amount of its share for the conveyance of the said parcel.

6. If, however, the postage necessary for the onward journey of a redirected parcel is paid at the time of redirection, the parcel is dealt with as if it had originated in the re-transmitting country and had been addressed to the new country of destination, and in this case it shall be delivered to the addressee free of postal charges.

7. If the senders did not make a previous request stating the manner in which their parcels were to be disposed of, the said parcels shall be held at the disposal of the addressees for a period of 30 days as from the day following the arrival of the parcel at the office of destination. On the expiry of this

L'Office de destination peut renvoyer les colis au bureau d'origine sans avoir consulté les expéditeurs sur la disposition de leurs colis.

8. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route, avec la mention « Rebut », dans la colonne « observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

9. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays ne profitant pas du service des colis postaux établi entre la Norvège et le Mexique est traité comme tombé en rebut, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir au destinataire.

10. Les articles facilement sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement sans avis préalable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, ils sont détruits. Il est dressé un procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie de ce document, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine du colis.

X.

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre Administration, un état conforme ou analogue au modèle K de l'Union, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit soit à son débit.

2. Les états K sont ensuite récapitulés par trimestre par les soins de la même administration dans un compte conforme ou analogue au modèle L de l'Union.

3. Ce compte accompagné des états mensuels des feuilles de route et, s'il y a lieu, de bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'autre administration dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre les comptes trimestriels sont résumés dans un compte général annuel par les soins de l'administration créditrice.

5. Le paiement des soldes résultant de ces comptes entre les deux administrations est effectué annuellement en francs-or ou en l'équivalent du franc-or dans la monnaie du pays créateur, au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale dudit pays créateur, ou enfin de toute autre manière à déterminer d'un commun accord entre les deux administrations, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

6. Toutefois, si lors de l'établissement des comptes trimestriels ou à tout autre moment, il résulte que l'une des deux administrations est débitrice vis-à-vis de l'autre, du chef de l'échange des colis postaux, d'une somme supérieure à quinze mille francs, l'administration débitrice fait parvenir à l'administration créditrice, le plus tôt possible, le montant approximatif de ce solde débiteur à titre d'acompte de la liquidation annuelle.

7. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration de l'année suivante. Passé ce délai, les sommes dues par l'une des deux administrations à l'autre sont productives d'intérêts, à raison de 7 pct. l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

XI.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement et aura la même durée que cet arrangement.

Est réservée, toutefois, aux administrations intéressées la faculté d'en modifier, d'un commun accord, toute disposition, à quelque époque que ces administrations le jugent nécessaires.

Fait en double expédition et signé à Oslo, le 14 juin 1929, et à Mexico, le 5 décembre 1928.

Pour copie conforme :

Grieg
Sekrt

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 25 mars 1930.

O. Tostrup

*Le Chef de la Ire Division
des Affaires politiques et commerciales.*

Par l'Administration des postes du Mexique :

Le Directeur général :

C. HINOJOSA.

La Direction générale des Postes de Norvège :

Pour le Directeur général des Postes :

J. C. AALL.

period, the Administration of destination may return parcels to the post office of origin without previously consulting the senders as to the disposal of their parcels.

8. Parcels for return to the sender shall be entered on the parcel bill with the word *Rebuts* in the *Observations* column. They shall be dealt with and charged like parcels redirected in consequence of the removal of the addressees.

9. Any parcel of which the addressee has left for a country which does not enjoy the benefits of the parcel exchange service established between Norway and Mexico, shall be dealt with as undelivered unless the office of first destination is in a position to provide for its delivery.

10. Articles easily liable to deterioration or corruption may be sold immediately without previous notice or judicial formality for the benefit of the rightful owner. If for any reason a sale is impossible they shall be destroyed. A report of the sale or destruction shall be prepared. A copy of this document together with the despatch note, shall be forwarded to the office of origin of the parcel.

X.

1. Each office of exchange in each Administration shall prepare monthly, for all the mails received from the offices of exchange of the other Administration, a statement in the form of or similar to specimen K of the Union showing the total amounts entered on each parcel bill, whether to its credit or debit.

2. The same Administration shall be responsible for subsequently summarising, every quarter, the K statement in accounts in the form of or similar to specimen L of the Union.

3. The said accounts, accompanied by the monthly statements, parcels bills and the verification notes, if any, relating thereto, shall be submitted to the examination of the other Administration in the course of the quarter following that to which they relate.

4. After having been checked and accepted by both parties, the quarterly accounts shall be summarised in a general annual account by the creditor Administration.

5. The payment of balances resulting from the said accounts of the two Administrations shall be made annually in gold francs, or in the equivalent of the gold franc in the currency of the creditor country by means of drafts drawn on the capital, or on a commercial centre in the said creditor country, or lastly, by any other method determined by the two Administrations jointly, the costs of such transfer being borne by the debtor office.

6. If, however, at the time of drawing up the quarterly accounts or at any other time, it appears that one of the two Administrations is indebted to the other on account of parcel post for a sum exceeding fifteen thousand francs, the debtor Administration shall forward to the creditor Administration as soon as possible the approximate amount of this debit balance, as an instalment in settlement of the annual account.

7. The preparation, transmission and payment of the accounts shall be effected as early as possible and at the latest before the end of the following year. On the expiry of this period, sums due from one of the two Administrations to the other shall bear interest at the rate of 7 % per annum, as from the date of expiry of the said period.

XI.

The present Regulations shall have force as from the day on which the Agreement is put into operation, and shall have the same duration as the said Agreement.

The Administrations concerned reserve, however, the right to amend, by common consent, any of its provisions whenever they deem it necessary.

Done in duplicate and signed at Oslo on June 14, 1929, and at Mexico on December 5, 1928.

On behalf of the Mexican Post Office Administration :

C. HINOJOSA,
Director-General.

On behalf of the Norwegian Post Office Administration :

J. C. AALL,
On behalf of the Postmaster-General.

N° 2284.

PAYS-BAS ET TURQUIE

**Echange de notes concernant le
règlement provisoire des relations
commerciales entre les deux pays.
Angora, le 21 novembre 1929.**

**THE NETHERLANDS
AND TURKEY**

**Exchange of Notes regarding the
Provisional Settlement of the
Commercial Relations between the
two Countries. Angora, November
21, 1929.**

N^o 2284. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET TURC CONCERNANT LE RÉGLEMENT PROVI-
SOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX
PAYS. ANGORA, LE 21 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 février 1930.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

ANGORA, le 21 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent qu'à partir du 30 novembre 1929 les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, et destinés soit à la consommation soit à la réexportation ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonné à l'application réciproque en Turquie pendant le même délai aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par le Gouvernement des Pays-Bas pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du traité de Lausanne signé en 1923.

Le présent *modus vivendi* cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation en cours de négociation. Toutefois, les deux Parties pourront dénoncer cet accord à tout moment avec préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

VAN RECHTEREN

Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas.

Son Excellence
le D^r Tewfik Rouschdi bey,
Ministre des Affaires étrangères
à Angora.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2284. --- EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKISH GOVERNMENTS REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ANGORA, NOVEMBER 21, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 24, 1930.

NETHERLANDS LEGATION.

ANGORA, November 21, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between the Netherlands and Turkey, in regard to which negotiations have already been instituted, my Government agrees that, as from November 30, 1929, natural or manufactured products originating in and coming from Turkey imported into the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao, and intended for consumption or for re-exportation or for transit, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that most-favoured-nation treatment is applied in Turkey during the same period to natural or manufactured products originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be invoked by the Netherlands Government for the purpose of claiming special advantages which are or may hereafter be granted by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in virtue of the Treaty of Lausanne signed in 1923.

The present *modus vivendi* shall terminate automatically on the day on which the Treaty of Commerce and Navigation now being negotiated comes into force. The two Parties may, however, denounce this agreement at any time subject to three months' notice.

I have the honour, etc.

VAN RECHTEREN

Netherlands Chargé d'Affaires, ad interim.

His Excellency
Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs,
Angora.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 77150/30.

ANKARA, le 21 novembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent qu'à partir du 30 novembre 1929 les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application réciproque dans les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, pendant le même délai, aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par le Gouvernement des Pays-Bas pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du traité de Lausanne signé en 1923.

Le présent *modus vivendi* cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation en cours de négociation. Toutefois, les deux Parties pourront dénoncer cet accord à tout moment avec préavis de trois mois.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Dr RÜSTÜ.

Monsieur le comte
de Rechteren Limpurg,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Ankara.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 77150/30.

ANKARA, November 21, 1929.

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between Turkey and the Netherlands, in regard to which negotiations have already been instituted, my Government agrees that, as from November 30, 1929, natural or manufactured products originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao imported into Turkish territory and intended for consumption or for re-exportation or for transit, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that most-favoured-nation treatment is applied in the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao during the same period to natural or manufactured products originating in and coming from Turkey.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be invoked by the Netherlands Government for the purpose of claiming special advantages which are or may hereafter be granted by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in virtue of the Treaty of Lausanne signed in 1923.

The present *modus vivendi* shall terminate automatically on the day on which the Treaty of Commerce and Navigation now being negotiated comes into force. The two Parties may, however, denounce this Agreement at any time subject to three month's notice.

I have the honour. etc.

Dr. RÜSTÜ.

Count van Rechteren Limpurg,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Ankara.

N° 2285.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET POLOGNE**

**Traité de conciliation. Signé
Washington, le 16 août 1928.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND POLAND**

**Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, August 16, 1928.**

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No 2285. — TRAKTAT KONCYLJACYJNY¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONEMI AMERYKI, PODPISANY W WASZYNGTONIE DNIA 16 SIERPNIA 1928 r.

No. 2285. — TREATY OF CONCILIATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND, SIGNED IN WASHINGTON, AUGUST 16th, 1928.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1930.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 20 mars 1930.

English and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 25, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 20, 1930.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI, ożywieni pragnieniem wzmocnienia węzłów przyjaźni, która ich wzajem łączy, jak również posunięcia naprzód sprawy pokoju powszechnego, postanowili zawrzeć w tym celu Traktat i mianowali do tego swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

P. Jana CIECHANOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Stanach Zjednoczonych ;

PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI:

P. Frank B. KELLOGG, Sekretarza Stanu Stanów Zjednoczonych ;

Którzy, po okazaniu sobie wzajemnie swych odnośnych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie wystawione, zgodzili się na następujące artykuły :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Mr. Jan CIECHANOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland to the United States ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 4 janvier 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 4, 1930.

Artykuł I.

Wszelkie spory jakiegokolwiek rodzaju, wynikłe między Rządem polskim, a Rządem Stanów Zjednoczonych Ameryki, gdy zwykle środki dyplomatyczne zawiodą, a Wysokie Strony Umawiające się nie zwrócą się o osądzenie do kompetentnego trybunału, będą poddane, w celu zbadania ich i złożenia sprawozdania, stałej Komisji Międzynarodowej, utworzonej w sposób przepisany w następującym artykule; przytem zobowiązują się one nie wypowiedać wojny ani rozpoczynać kroków nieprzyjacielskich przez czas trwania takich badań i dopóki sprawozdanie nie zostanie złożone.

Artykuł II.

Komisja Międzynarodowa będzie się składała z pięciu członków, mianowanych w sposób następujący: każdy Rząd wybierze jednego członka, pochodzącego z jego kraju i jednego pochodzącego z państwa trzeciego, członek piąty będzie wybrany za obopólną zgodą obu Rządów z tem zastrzeżeniem, że nie będzie on obywatelem żadnego z tych państw.

Wydatki Komisji będą pokrywane przez oba Rządy po połowie.

Komisja Międzynarodowa będzie ustanowiona w ciągu sześciu miesięcy, licząc od daty wymiany ratyfikacji, a miejsca opróżnione będą zapelniane w taki sam sposób jak pierwiastkowa nominacja.

Artykuł III.

W razie gdyby Wysokim Stronom Umawiającym się nie udało się załatwić sporu zwykłymi sposobami dyplomatycznymi i gdyby nie zwróciły się one o osądzenie do trybunału kompetentnego, winny one natychmiast odnieść się do Komisji Międzynarodowej o przeprowadzenie badań i złożenie sprawozdania. Komisja Międzynarodowa może jednak samorzutnie, na podstawie jednomyślnej zgody zaofiarować swe usługi w tym celu, i w takim wypadku powiadomi oba Rządy i poprosi o ich współdziałanie w przeprowadzeniu badań.

Wysokie Strony Umawiające się zobowiązują się dostarczyć Stałej Komisji Międzynarodowej

Article I.

Any disputes arising between the Government of Poland and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The international Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows: one member shall be chosen from each country, by the Government thereof; one member shall be chosen by each Government from some third country; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country.

The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with

dowej wszystkich środków i ułatwień, koniecznych do przeprowadzenia badań i złożenia sprawozdania.

Sprawozdanie Komisji winno być ukończone w ciągu jednego roku, licząc od daty kiedy ona oświadczy, że rozpoczęła badania, chyba że Wysokie Strony Umawiające się za wspólną zgodą nie skrócą lub przedłużą tego czasu.

Sprawozdanie winno być sporządzone w trzech egzemplarzach; po jednym będzie wręczone każdemu Rządowi, a trzeci zatrzyma Komisja w swych aktach.

Wysokie Umawiające się Strony zastrzegają sobie prawo niezależnego działania w sprawach stanowiących przedmiot sporu, z chwilą gdy sprawozdanie Komisji zostało złożone.

Artykuł IV.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskim prawem konstytucyjnym i przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Ratyfikacje będą wymienione w Warszawie możliwie najprędzej i Traktat wejdzie w życie trzydziestego dnia po wymianie ratyfikacji. Będzie on później pozostawał bez przerwy z mocy, chyba że i dopóki jedna z Wysokich Stron Umawiających się nie spowoduje jego wygaśnięcia za rocznym pisemnym wypowiedzeniem skierowanym do drugiej.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy podpisali niniejszy Traktat w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, każdy w tekstach polskim i angielskim, które oba mają jednakową moc prawną, i wycisnęli na nich swe pieczęcie.

Sporządzono w Waszyngtonie dnia 16-go sierpnia, roku Pańskiego tysiąc dziewięćset dwadzieścia osiem.

all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement.

The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible, and the treaty shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, each in the Polish and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 16th day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(—) Jan CIECHANOWSKI.

(—) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2285. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs pays, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan CIECHANOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne aux Etats-Unis ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends qui s'élèveraient entre le Gouvernement de la Pologne et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, devront, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une Commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La commission internationale se composera de cinq membres désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque Etat par le gouvernement de cet Etat ; un membre sera choisi par chaque gouvernement dans un Etat tiers ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord entre les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre Etat.

Les dépenses de la commission seront également supportées par les deux gouvernements.

La commission internationale sera nommée dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité et il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles renverront

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

immédiatement le différend devant la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale peut, en vertu d'une décision unanime, offrir spontanément ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour procéder à son enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle la commission aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne limitent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord.

Le rapport sera établi en triple expédition ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir en toute indépendance quant à l'objet du différend dès que le rapport de la commission aura été présenté.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible et le traité prendra effet le trentième jour à partir de la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés. Il demeurera en vigueur sans interruption à moins qu'il ne soit dénoncé moyennant un préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, l'une en langue polonaise et l'autre en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le seize août de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Jan CIECHANOWSKI.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2286.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET POLOGNE**

**Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 16 août 1928.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND POLAND**

**Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, August 16, 1928.**

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2286. — TRAKTAT ARBITRAŻOWY¹ MIĘDZY RZECZĄSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONEMI AMERYKI, PODPISANY W WASHINGTONIE DNIA 16 SIERPNI 1928 r.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1930.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI, zdecydowani nie dopuścić, o ile to leży w ich mocy, do zerwania stosunków pokojowych, które zawsze istniały między obu narodami ;

Pragnąc potwierdzić ich trwanie przy polityce poddawania do bezstronnej decyzji wszelkich sporów prawnych, które mogłyby między niemi powstać, oraz,

Dążąc gorąco do tego, aby nietylko dowieść na własnym przykładzie, że potępiają one wojnę jako jeden ze środków polityki narodowej w ich wzajemnych stosunkach, ale również przyspieszyć chwilę, gdy udoskonalenie urządzeń międzynarodowych do pokojowego rozstrzygnięcia sporów międzynarodowych usunie na zawsze możliwość wojny pomiędzy mocarstwami świata,

Postanowili zawrzeć traktat arbitrażowy i w tym celu mianowali swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLIEJ POLSKIEJ :

P. Jana CIECHANOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Stanach Zjednoczonych ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 4 janvier 1930.

No. 2286. — TREATY OF ARBITRATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED IN WASHINGTON, AUGUST 16th, 1928.

English and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 25, 1930.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Mr. Jan CIECHANOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland to the United States ;

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 4, 1930.

PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI:

P. Frank B. KELLOGG, Sekretarza Stanu Stanów Zjednoczonych ;

Którzy, po okazaniu sobie wzajemnie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie wystawione, zgodzili się na następujące artykuły :

Artykuł I.

Wszelkie spory w zakresie spraw międzynarodowych, dotyczące Wysokich Stron Umawiających się na skutek roszczenia prawnego, wysuniętego przez jedną z nich przeciwko drugiej, opartego na traktacie lub w jaki bądź inny sposób, a których nie można było załatwić na drodze dyplomatycznej, bądź które nie zostały załatwione jako wynik poddania ich odpowiedniej Komisji Koncyljacyjnej, które przytem z istoty swej podlegają rozstrzygnięciu sądowemu, jako nadające się do wydania orzeczenia na podstawie prawa lub sprawiedliwości, będą oddane do Stałego Sądu Rozjemczego, utworzonego w Hadze na mocy konwencji¹ z 18 października 1907 roku, albo do innego trybunału właściwego stosownie do tego, jak w każdym wypadku będzie postanowione w specjalnym traktacie, który powinien zawierać przepisy co do organizacji takiego trybunału w razie potrzeby, ustalić zakres jego władzy, określać sprawę lub sprawy sporne oraz podawać warunki zwracania się do trybunału.

Ten traktat specjalny winien być w każdym wypadku zawarty ze strony Polski przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskim prawem konstytucyjnym, a ze strony Stanów Zjednoczonych Ameryki przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Artykuł II.

Nie można powoływać się na postanowienie niniejszego traktatu względem jakichkolwiek sporów, których istota :

- a) Wchodziłaby w zakres wewnętrznej jurysdykcji jednej z Wysokich Stron Umawiających się,
- b) Dotyczałaby interesów państw trzecich,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special treaty, which special treaty shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special treaty in each case shall be made on the part of Poland by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties.
- (b) Involves the interests of third Parties ;

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

c) Zależałaby od lub związana była z utrzymaniem tradycyjnego stanowiska Stanów Zjednoczonych w stosunku do spraw amerykańskich, pospolicie określanego, jako doktryna Monroego,

d) Zależałaby od lub związana była z zachowaniem przez Polskę zobowiązań zgodnie z przepisami Paktu Ligi Narodów.

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine;

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Poland in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Artykuł III.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskim prawem konstytucyjnym i przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Ratyfikacje będą wymienione w Warszawie możliwie jak najprędzej, a traktat wejdzie w życie trzydziestego dnia po dacie wymiany ratyfikacji.

Będzie on później pozostawał bez przerwy w mocy, chyba że i dopóki jedna z Wysokich Stron Umawiających się nie spowoduje jego wygaśnięcia za rocznym pisemnym wypowiedzeniem, skierowanym do drugiej.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy podpisali traktat niniejszy w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, każdy w tekstach polskim i angielskim, które oba mają jednakową moc prawną, i wycisnęli na nich swe pieczęcie.

Sporządzono w Waszyngtonie dnia 16-go sierpnia, roku Pańskiego tysiąc dziewięćset dwadzieścia osiem.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible, and the treaty shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of the ratifications.

It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, each in the Polish and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 16th day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(—) Jan CIECHANOWSKI.

(—) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2286. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption des relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les contestations susceptibles de règlement judiciaire qui pourraient s'élever entre elles ; et

Soucieux par leur exemple non seulement de manifester qu'elles condamnent la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais aussi de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les nations aura éliminé pour toujours la possibilité de guerre entre les Puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan CIECHANOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne aux États-Unis ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends relatifs à des questions internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées du fait que l'une d'elles fait valoir un droit à l'égard de l'autre en vertu d'un traité, ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par le renvoi à une commission de conciliation appropriée et qui comportent, de par leur nature, une décision juridique parce qu'ils sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit ou de l'équité, seront soumis à la Cour permanente d'Arbitrage établie à La Haye, par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas par traité spécial, lequel pourvoira, le cas échéant, à l'organisation dudit tribunal, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à soumettre au tribunal.

Le traité spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Pologne par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise, et en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts d'une tierce partie ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les questions américaines communément désignée sous le nom de Doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations qui incombent à la Pologne en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible et le traité prendra effet le trentième jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification.

Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il ne sera pas dénoncé sur préavis d'un an, notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, l'une en langue polonaise et l'autre en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le seize août de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Jan CIECHANOWSKI.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2287.

ALLEMAGNE, DANEMARK,
ITALIE ET SUISSE

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à Copenhague, le 31 juillet, à Rome, le 16 octobre, à Berlin, le 29 octobre, et à Berne, le 18 novembre 1929.

GERMANY, DENMARK,
ITALY AND SWITZERLAND

Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Italy through the Intermediary of the Lines of Communication established on German and Swiss Territories. Signed at Copenhagen, July 31, at Rome, October 16, at Berlin, October 29, and at Berne, November 18, 1929.

N^o 2287. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET L'ITALIE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE L'ALLEMAGNE ET DE LA SUISSE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 31 JUILLET, A ROME, LE 16 OCTOBRE, A BERLIN, LE 29 OCTOBRE, ET A BERNE, LE 18 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 mars 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne et de la Suisse.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international¹ (revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne et de la Suisse sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Copenhague, respectivement à l'*Azienda di stato per i Servizi Telefonici Ispettorato* 1 a. e 2 a. Zona Milano.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2287. — AGREEMENT REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND ITALY, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON GERMAN AND SWISS TERRITORIES. SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 31, AT ROME, OCTOBER 16, AT BERLIN, OCTOBER 29, AND AT BERNE, NOVEMBER 18, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 3, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby established between Denmark and Italy by means of connections through German and Swiss territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations² (Revision of Paris, 1925), annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applied to the telephone service between Denmark and Italy by means of connections through German and Swiss territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Copenhagen, or to the State Directorate of Telephone Services, Inspectorate First and Second Zones, Milan.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (3).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les administrations allemande et suisse se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic.

Paragraphe premier (4).

La taxe d'une conversation par abonnement pendant les périodes de faible trafic est la moitié de l'unité de taxe.

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité.

SECTION K. — TARIFS — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Danemark est divisé en deux zones ; le territoire de l'Italie est divisé en cinq zones.

Une taxe uniforme de transit est attribuée à l'Allemagne et à la Suisse, quelle que soit la voie allemande et suisse utilisée pour l'échange des communications.

Limite des zones au Danemark :

La première zone comprend :

Les réseaux situés au sud d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes inclusivement.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a " lightning " call is ten times that for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (3).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the German and Swiss Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic.

Paragraph 1 (4).

The charge for a subscription call during the periods of light traffic is one-half the unit charge.

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of light traffic, at three-fifths (3/5) of the unit rate.

SECTION K. RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

For the fixing of terminal charges, Danish territory is divided into two zones and Italian territory into five zones.

A uniform transit fee is payable to Germany and Switzerland, irrespective of the German and Swiss lines used for the call.

Limits of Danish zones :

The first zone comprises :

The systems situated south of a line passing east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern, which are included.

La deuxième zone comprend :

Les réseaux situés au nord d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes exclusivement.

Limite des zones en Italie.

La première zone comprend les régions de Lombardie et Venezia Tridentina.

La deuxième zone comprend les régions de Piemonte Liguria Emilia Venezia, Euganea (Veneto), Venezia Giulia.

La troisième zone comprend les régions de Toscana, Umbria et Marche.

La quatrième zone comprend les régions de Lazio, Abruzzi, Campania, Basilicata, Puglie.

La cinquième zone comprend les régions non énumérées ci-dessus.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES DIVERSES ZONES DU DANEMARK ET DE L'ITALIE.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque Administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part de l'Italie	Part de l'Allemagne (transit)	Part de la Suisse (transit)	Observations
	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	
Danemark 1 ^{re} zone et	<i>l'Italie</i> 1 ^{re} zone	11.25	1.50	1.50	6.45	1.80
	2 ^e »	12.75	1.50	3.00	6.45	1.80
	3 ^e »	14.25	1.50	4.50	6.45	1.80
	4 ^e »	15.75	1.50	6.00	6.45	1.80
	5 ^e »	18.75	1.50	9.00	6.45	1.80
Danemark 2 ^e zone et	<i>l'Italie</i> 1 ^{re} zone	11.85	2.10	1.50	6.45	1.80
	2 ^e »	13.35	2.10	3.00	6.45	1.80
	3 ^e »	14.85	2.10	4.50	6.45	1.80
	4 ^e »	16.35	2.10	6.00	6.45	1.80
	5 ^e »	19.35	2.10	9.00	6.45	1.80

Paragraphe 6.

Les périodes de faible trafic sont les suivantes : 21 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant les périodes de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu sur le demandeur la taxe d'une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la communication demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est perçue.

The second zone comprises :

The systems situated north of a line passing east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern which are included.

Limits of Italian zones :

The first zone comprises the regions of Lombardy and Venezia Tridentina.

The second zone comprises the regions of Piedmont, Liguria, Emilia Venezia, Euganea (Veneto), Venezia Giulia.

The third zone comprises the regions of Tuscany, Umbria and the Marches.

The fourth zone comprises the regions of Latium Abruzzi, Campagna, Basilicata, Apulia.

The fifth zone comprises the regions not enumerated above.

AMOUNT OF THE UNIT FEE FOR CALLS BETWEEN THE VARIOUS DANISH AND ITALIAN ZONES.

The amount of the unit fee for each call and the quota due to each Administration are shown in the following table :

Calls between		Amount of unit fee	Danish quota	Italian quota	German quota (transit)	Swiss quota (transit)	Observations
		Gold francs	Gold francs	Gold francs	Gold francs	Gold francs	
Denmark 1st — and	<i>Italy</i> 1st zone	11.25	1.50	1.50	6.45	1.80	
	2nd »	12.75	1.50	3.00	6.45	1.80	
	3rd »	14.25	1.50	4.50	6.45	1.80	
	4th »	15.75	1.50	6.00	6.45	1.80	
	5th »	18.75	1.50	9.00	6.45	1.80	
Denmark 2nd zone and	<i>Italy</i> 1st zone	11.85	2.10	1.50	6.45	1.80	
	2nd »	13.35	2.10	3.00	6.45	1.80	
	3rd »	14.85	2.10	4.50	6.45	1.80	
	4th »	16.35	2.10	6.00	6.45	1.80	
	5th »	19.35	2.10	9.00	6.45	1.80	

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 21 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

Lorsqu'après avoir répondu à l'appel préalable le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande ou suisse, les quatre administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les administrations danoise et italienne.

La liquidation des taxes de transit allemandes et suisses se fera entre les deux administrations débitrices et les administrations allemande et suisse respectivement. Ces deux dernières administrations comprendront les taxes de transit dues — selon les comptes approuvés — par les administrations danoise et italienne dans les comptes de la correspondance téléphonique terminale avec les pays mentionnés, séparées des autres montants.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des États

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his not replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed. In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

ADDITIONAL CLAUSE.

As regards the putting through of calls passing through an office of the German or Swiss Administration, the four Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Regulations for the operation of international transit traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

The Danish and Italian Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The settlement of the German and Swiss transit fees shall be effected between the two debtor Administrations and the German and Swiss Administrations respectively. These two latter Administrations shall include the transit fees owed — according to the approved accounts — by the Danish and Italian Administrations as a separate item in the accounts for terminal telephonic communications with the countries mentioned.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on the date fixed by the Contracting Administrations as soon as it has become definitive under the legislation of each of the Contracting States.

intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires, signés à :

COPENHAGUE, le 31 juillet 1929.

Direction générale des Postes et des Télégraphes.

Pour le Directeur général :
(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

BERLIN, le 29 octobre 1929.

Der Reichspostminister,
In Vertretung
(Signé) FEYERABEND.

ROME, le 16 Oct. 1929, VII.

Direction Générale des Postes et des Télégraphes.
(Signé) G. PESSON.

BERNE, le 18 novembre 1929.

Département fédéral des Postes et des Chemins de Fer.
(Signé) D^r HAAB.

in fidei : Gredsted.

Vu pour légalisation de la signature de M. Gredsted, chef de bureau de la Direction générale des Postes et des Télégraphes apposée sur le présent acte.

Copenhague, le 24 février 1930.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
par aut. (Signature)

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies, signed at :

COPENHAGEN, *July 31, 1929.*

(Signed) Hollnagel JENSEN,
For the Director General,
General Directorate of Posts and Telegraphs.

BERLIN, *October 29, 1929.*

(Signed) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General.

ROME, *October 16, 1929, VII.*

(Signed) G. PESSON,
General Directorate of Posts and Telegraphs.

BERNE, *November 18, 1929.*

(Signed) Dr. HAAB,
Federal Department of Posts and Railways.

N° 2288.

BRÉSIL ET VENEZUELA

Echange de notes pour l'exécution des stipulations relatives à la délimitation de la frontière entre les deux pays, contenues dans le protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928. Caracas, le 7 novembre 1929.

BRAZIL AND VENEZUELA

Exchange of Notes for the Execution of the Provisions regarding the Frontier Delimitation between the two Countries, contained in the Protocol signed at Rio-de-Janeiro, July 24, 1928. Caracas, November 7, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2288. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA PARA LA EJECUCIÓN DE LAS ESTIPULACIONES PREVISTAS EN EL PROTOCOLO DE 24 DE JULIO DE 1928 RELATIVAS A LA DELIMITACIÓN DE LA FRONTERA ENTRE LOS DOS PAISES. CARACAS, 7 DE NOVIEMBRE DE 1929.

*Textes officiels portugais et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères du Venezuela.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.*

I.

ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA.

MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES.

DIRECCIÓN DE POLÍTICA INTERNACIONAL.

Nº 1798.

CARACAS, 7 de noviembre de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Mi Gobierno, conforme lo estipulado en el parágrafo único del artículo primero del Protocolo firmado en Rio de Janeiro el 24 de julio de 1928, me ha dado instrucciones para proceder, por cambio de notas, al acuerdo, confirmado en las cláusulas expresadas más abajo, al cual llegaron la Cancillería Brasileira y la Legación de Venezuela en Rio de Janeiro a propósito de las instrucciones sobre la Comisión Mixta Venezolano-Brasileira, destinada a ejecutar los trabajos indicados en el referido Protocolo.

1. Cada uno de los dos Gobiernos nombra una Comisión compuesta de un Jefe y tantos ayudantes auxiliares y funcionarios del servicio sanitario o de otro servicio, como le parecieren convenientes ;

2. El nombramiento del personal de ambas Comisiones deberá ser efectuado y comunicado por los respectivos Gobiernos en el más breve plazo y ambas se reunirán en San Carlos, sobre el Rio Negro, entre el 10 y el 20 de diciembre de 1929 ;

3. La reunión de ambas Comisiones constituirá la Comisión Mixta de deslinde ;

4. En la primera conferencia los jefes, subjefes y ayudantes, procederán al examen y confrontación de sus respectivos nombramientos y de sus instrucciones, constantes de las disposiciones del presente ajuste ; y verificada la regularidad de dichos documentos, se procederá a redactar y a firmar la primera acta de la Comisión Mixta ;

5. Si una de las dos Comisiones dejare de comparecer, salvo fuerza mayor comprobada, en la fecha señalada, en el lugar indicado la otra Comisión procederá por si sola a los trabajos pertenecientes a la Comisión Mixta, según se determinó en el parágrafo único del artículo 2 del referido Protocolo :

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2288. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E DOS ESTADOS UNIDOS DA VENEZUELA PARA A EXECUÇÃO DAS ESTIPULAÇÕES RELATIVAS A DELIMITAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE OS DOIS PAIZES CONTIDAS NO PROTOCOLLO ASSIGNADO EM 24 DE JULHO DE 1928. CARACAS, 7 DE NOVEMBRO DE 1929.

*Portuguese and Spanish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Venezuela.
The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.*

II.

LEGACÃO DOS
ESTADOS UNIDOS DO BRASIL.

Nº 37.

CARACAS, 7 de novembro de 1929.

SENHOR MINISTRO :

O meu Governo, em cumprimento do que estipulou o paragrapho unico do artigo 1º do Protocollo firmado no Rio de Janeiro a 24 de Julho de 1928, deu-me instrucções para proceder, por troca de notas, ao accordo, confirmado nas clausulas abaixo, a que chegaram a Chancellaria Brasileira e a Legação de Venezuela no Rio de Janeiro relativamente às instrucções sobre a commissão mixta brasileiro-venezolana, destinada a levar effeito os trabalhos indicados no referido Protocollo.

1. Cada um dos dois Governos, brasileiro e venezolano, nomeará uma commissão, composta de um chefe, e de tantos ajudantes, auxiliares, funcionarios do serviço sanitario e outros, quantos lhe parecerem necessarios ;

2. A designação do pessoal das duas commissões devera ser feita e communicada, pelo dois Governos, no mais breve prazo possivel, devendo ambas se reunir em S. Carlos, à margem do Rio Negro, entre 10 e 20 de Dezembro do corrente anno ;

3. A reunião das duas commissões constituirá a Commissão Mixta Demarcadora ;

4. Na sua primeira conferencia, os chefes, sub-chefes e ajudantes das duas commissões procederão ao exame e confronto do seus titulos de nomeação, assim como de suas respectivas instrucções, constantes das disposições do presente ajuste ; e, verificada a regularidade dos documentos acima citados, farão lavrar e assignarão a primeira acta da Commissão Mixta ;

5. Se uma das duas Commissões deixar de comparecer, salvo caso de força maior, claramente comprovado, — na data fixada, ao local indicado, a outra commissão procederá, por si só, aos trabalhos que incumbem à Commissão Mixta, conforme se determinou no paragrapho unico do artigo 2º do mencionado Protocollo ;

6. Cada Comisión estará provista del material necesario para los servicios topográficos y astronómicos indispensables al desempeño de su misión ;

7. En cada hito fronterizo serán indicadas la longitud y la latitud exactas del sitio y se marcará la fecha y también las palabras « Brasil » y « Venezuela » en el lado correspondiente a cada país ;

8. Al colocarse cada hito, será redactada una constancia minuciosa, en donde aparezca descrita la naturaleza de la construcción y se indique su posición geográfica.

9. Además de estas constancias de la colocación e inauguración de los hitos, se redactará una vez fenecidos los trabajos, un acta general descriptiva de toda la frontera deslindada ;

10. La Comisión Mixta empezará sus trabajos de deslinde por la determinación de las coordenadas de los hitos colocados por la Comisión de 1914-15 y por la construcción de los hitos indispensables para que quede bien señalada en el terreno la línea resultante de las nuevas determinaciones astronómicas ; fijará en seguida la situación del cerro Cupy de modo que la línea Huà-Cupy quede bien determinada conforme la situación nuevamente tomada ; continuará después como fuere más conveniente ;

11. Los trabajos podrán ser ejecutados simultáneamente en distintos puntos de la frontera y la Comisión Mixta se dividirá para ello en subcomisiones o partidas. En éstas quedarán representados ambos países y tocará a los jefes la misión de darles, de común acuerdo, las instrucciones por las cuales deben gobernarse ;

12. La Comisión Mixta ejecutará las operaciones de deslinde usando los métodos más adecuados y exactos que fuere posible ;

13. Si durante el deslinde surgieren dudas o desavenimientos entre las dos partes de la Comisión Mixta o se comprobaren errores, esas dudas, desavenimientos o errores serán sometidos a la crítica de los dos Gobiernos que se esforzarán por resolverlos de modo rápido y amigable ;

14. En consecuencia de esas dudas y desavenimientos y en consecuencia de los errores advertidos no serán interrumpidas las operaciones de deslinde sino en la parte a que se refieren esas dudas, desavenimientos y errores ;

15. Los dos Gobiernos convienen en que durante la operación de deslinde, serán accesibles a la Comisión Brasileira las vías terrestres y fluviales de Venezuela y serán accesibles a la Comisión Venezolana las vías terrestres y fluviales del Brasil ;

16. Las embarcaciones, viveres, aparatos y cualesquiera artículos que las Comisiones hayan de trasladar de un punto a otro, durante el trabajo de deslinde, entrarán en uno o en otro territorio sin pagar tributos aduaneros ni de cualquier otro orden.

17. Las Comisiones presentarán a los respectivos Gobiernos, en dos ejemplares, un mapa general de la región deslindada y todos los planos parciales necesarios y últimamente un informe general de los trabajos de deslinde ;

18. Las Comisiones podrán suspender y recomenzar las operaciones de deslinde, mediante acuerdo entre los dos jefes y aprobación de los respectivos Gobiernos, cuando hubiere motivos justificados, que deberán constar en un acta ;

19. Cada Gobierno tomará a cargo sus propios gastos y contribuirá por mitad en los gastos que resulten del trabajo de deslinde. La manera de hacer efectiva esa contribución será establecida por los jefes de las respectivas Comisiones en su primera conferencia.

Válgome complacido de esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

P. ITRIAGO CHACIN.

Al Excelentísimo Señor J. F. de Barros Pimentel,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los
Estados Unidos del Brasil.
Presente.

6. Cada comissão estará provida do material necessario para os serviços topographicos e astronomicos necessarios ao desempenho da sua missão ;

7. Em cada marco divisorio da fronteira, serão consignadas a longitude e a latitude exactas em que tenha sido collocado, a data dessa collocação e as palavras « Brasil » e « Venezuela », inscriptos nos lados correspondentes aos territorios de cada paiz ;

8. Ao collocar-se cada marco, lavrar-se-à un termo circunstanciado, no qual se descreva a natureza da construcção e se indique a sua posição geographica ;

9. Além desses termos de collocação e inauguração de marcos, serà lavrada, no fim dos trabalhos, uma Acta Geral, descriptiva de toda a fronteira demarcada ;

10. A Comissão Mixta dará principio aos seus trabalhos de demarcação pela determinação das cordenadas dos marcos collocados pela comissão de 1914-1915 e a construcção dos marcos indispensaveis para que fique bem marcada no terreno a linha resultante das novas determinações astronomicas ; fará em seguida a posição do Cerro Cupy para que a linha Huà-Cupy fique bem determinada de accordo com a situação novamente tomada ; continuará depois como for mais conveniente ;

11. Os trabalhos poderão ser executados simultaneamente em pontos diversos da fronteira, dividindo-se para isso a Comissão Mixta em sub-comissões ou partidas, nas quaes estarão representadas os dois paizes, competindo aos chefes dar-lhes, de commun accordo, as instrucções por que se devem reger ;

12. A Comissão Mixta praticará as operações demarcadoras mediante o emprego dos methodos mais adequados e rigorosos que forem possiveis ;

13. Se, durante a demarcação, surgirem duvidas ou desintelligencias, entre as duas partes da Comissão Mixta, ou se comprovarem erros, substanciaes ou não, serão essas duvidas, desintelligencias ou erros submettidos à apreciação dos dois Governos, que procurarão resolvel-os de maneira rapida e amistosa ;

14. Em consequencia dessas duvidas e desintelligencias da Comissão Mixta ou erros por ella verificados, não ficarão suspensas as operações de demarcação, senão na parte a que as duvidas, desintelligencias ou erros disserem respeito ;

15. Os dois Governos accordam em que, durante os trabalhos de demarcação, serão accessiveis à comissão brasileira as vias terrestres e fluviaes venezolanas e à comissão venezolana as vias terrestres e fluviaes brasileiras ;

16. As embarcações, viveres, instrumentos e quaesquer artigos que as comissões devam transportar de um para outro territorio, no desempenho de seus trabalhos entrarão em um ou outro territorio, com isenção de direitos aduaneiros e de qualquer imposto interno ;

17. As comissões apresentarão aos respectivos Governos, em dois exemplares, uma Carta geral da região demarcada e todos os planos parciaes necessarios, bem como um Relatório geral dos trabalhos da demarcação ;

18. As comissões poderão suspender e reatar as operações de demarcação, mediante accordo entre os dois chefes e approvação dos respectivos Governos, quando houver motivos justificados, que deverão constar de uma acta ;

19. Cada comissão fará suas proprias despezas e contribuirá por metade para as que resultem dos trabalhos de demarcação. A maneira de se fazer effectiva essa contribuição serà estabelecida pelos chefes das duas comissões, na sua primeira conferencia.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia, Senhor Ministro, os protestos da minha mais alta consideração.

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

Sua Excellencia,
Senhor Doutor Pedro Itriago Chacin,
Ministro das Relações Exteriores
de Venezuela.

¹ TRADUCTION.

N^o 2288. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA POUR L'EXÉCUTION DES STIPULATIONS RELATIVES A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS, CONTENUES DANS LE PROTOCOLE SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 24 JUILLET 1928. CARACAS, LE 7 NOVEMBRE 1929.

ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE.
N^o 1798.

CARACAS, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux dispositions de l'article premier du Protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928, mon gouvernement m'a fait parvenir des instructions m'enjoignant de conclure, par un échange de notes, l'accord défini par les dispositions qui suivent, auquel ont abouti la Chancellerie brésilienne et la Légation du Venezuela à Rio-de-Janeiro, au sujet des instructions à donner à la commission mixte vénézo-brésilienne, chargée d'exécuter les travaux indiqués dans le protocole sus-mentionné.

1. Chacun des deux gouvernements nommera une Commission composée d'un chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs, auxiliaires et fonctionnaires du service de Santé ou d'autres services, qu'il paraîtra nécessaire.

2. Les deux gouvernements, dans le plus bref délai possible, procéderont à la nomination des membres des deux commissions et se communiqueront mutuellement les noms de ces membres ; les deux commissions se réuniront à San Carlos, sur le Rio Negro entre le 10 et le 20 décembre 1929.

3. Les deux commissions réunies formeront la commission mixte de délimitation des frontières.

4. Au cours de la première réunion, les chefs, sous-chefs et leurs collaborateurs se communiqueront et examineront leurs lettres de créances ainsi que les instructions qu'ils auront reçues et qui seront constituées par les dispositions du présent accord ; lorsque ces documents auront été vérifiés et trouvés en bonne et due forme, il sera procédé à la rédaction et à la signature du premier acte de la commission mixte.

5. Si l'une des deux commissions ne se présente pas à la date et au lieu indiqués, sauf en cas de force majeure dûment établi, l'autre commission procédera seule à l'exécution des travaux de la commission mixte, conformément aux dispositions de l'article 2 du protocole susmentionné.

6. Chaque commission sera pourvue du matériel nécessaire pour les travaux topographiques et astronomiques indispensables à l'accomplissement de sa mission ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2288. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF BRAZIL AND OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA FOR THE EXECUTION OF THE PROVISIONS REGARDING THE FRONTIER DELIMITATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES, CONTAINED IN THE PROTOCOL, SIGNED AT RIO DE JANEIRO, JULY 24, 1928. CARACAS, NOVEMBER 7, 1929.

UNITED STATES OF VENEZUELA.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF INTERNATIONAL POLITICS.
N^o 1798.

CARACAS, *November 7, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with Article 1 of the Protocol signed at Rio de Janeiro on July 24, 1928, my Government has instructed me to conclude by means of an exchange of notes the agreement, confirmed by the provisions set out below, which was arrived at between the Brazilian Chancellery and the Venezuelan Legation at Rio de Janeiro with regard to the instructions to be given to the Venezuelan-Brazilian Mixed Commission appointed to carry out the work specified in the above-mentioned Protocol.

1. Each of the two Governments shall appoint a Commission composed of a Chairman and as many assistants and officials of the public health service or other services as they may consider necessary.

2. The members of both Commissions shall be appointed and their names communicated by the respective Governments at the earliest possible date, and both Commissions shall meet at San Carlos on the Rio Negro between December 10 and December 20, 1929.

3. The two Commissions jointly shall form the Mixed Boundary Delimitation Commission.

4. At the first meeting, the Chairman, Deputy-Chairman and assistants shall examine and compare their respective credentials and their instructions arising out of the provisions of the present agreement; when these documents have been verified and found to be in order the first Act of the Mixed Commission shall be drawn up and signed.

5. If either of the two Commissions omits to appear at the date and place indicated, except for reasons of *force majeure*, the other Commission shall proceed alone with the work of the Mixed Commission in accordance with Article 2 of the above-mentioned Protocol.

6. Each Commission shall be provided with the material necessary for the topographical and astronomical services indispensable for the execution of its mission.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7. Chaque borne frontière devra indiquer la longitude et la latitude exactes de l'endroit où elle se trouve ainsi que la date et elle devra porter les mots : « Brasil » et « Venezuela » sur la face correspondant à chaque pays.

8. Toutes les fois qu'une borne aura été placée, un procès-verbal détaillé sera établi indiquant la nature de sa construction et de sa position géographique.

9. En plus de ces procès-verbaux relatifs à la pose des bornes frontières, un acte général, contenant une description de toute la frontière ainsi délimitée, devra être rédigé à l'issue des travaux.

10. La commission mixte commencera ses travaux de délimitation en déterminant les coordonnées des bornes placées par la Commission de 1914-1915 et en posant les bornes indispensables pour marquer clairement sur le terrain la ligne fixée par les nouvelles déterminations astronomiques ; elle fixera ensuite la position du coteau de Cupy de façon que la ligne Huà-Cupy puisse être correctement déterminée d'après la nouvelle position ; après quoi, elle poursuivra ses travaux de la façon qui lui paraîtra la plus opportune.

11. Les travaux pourront être exécutés simultanément sur divers points de la frontière et la commission mixte se subdivisera, à cet effet, en sous-commissions ou groupes, dans lesquels les deux pays devront être représentés. Les chefs devront s'entendre au sujet des instructions à leur donner.

12. La commission mixte aura recours, pour l'exécution des travaux de délimitation, aux méthodes les mieux appropriées et les plus précises possibles.

13. Si, au cours des travaux de délimitation, il se produit des doutes ou des différends entre les deux Parties qui composent la commission mixte, ou que des erreurs soient relevées, ces doutes, différends ou erreurs seront soumis aux deux gouvernements qui s'efforceront de les résoudre rapidement et à l'amiable.

14. Les travaux de délimitation ne seront pas interrompus en raison des doutes ou des différends qui auront pu surgir, ou des erreurs qui auront pu être relevées, sauf en ce qui concerne la partie au sujet de laquelle les doutes, différends et erreurs se sont produits.

15. Les deux gouvernements conviennent que, pendant toute la durée des travaux de délimitation, l'accès des voies terrestres et fluviales du Venezuela sera permis à la commission brésilienne et l'accès des voies terrestres et fluviales du Brésil à la commission vénézuélienne.

16. Les embarcations, vivres, appareils et tous articles que les commissions auront à transporter d'un point à un autre au cours des travaux de délimitation seront exempts de droits de douane et de toute autre taxe à l'entrée dans l'un ou l'autre territoire.

17. Les commissions présenteront à leurs gouvernements respectifs, en deux exemplaires, une carte générale de la région délimitée, ainsi que tous les plans partiels nécessaires et un rapport général sur les travaux de délimitation.

18. Les commissions pourront suspendre et reprendre les travaux de délimitation à la suite d'un accord entre leurs deux chefs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, toutes les fois qu'une telle mesure sera justifiée par des motifs suffisants, qui devront être consignés dans un procès-verbal.

19. Chaque gouvernement prendra à sa charge les dépenses qui le concernent et contribuera, pour une moitié, aux frais nécessités par les travaux de délimitation. Les chefs des deux commissions fixeront, lors de leur première réunion, la manière dont s'effectuera le paiement de la contribution respective des deux gouvernements.

Je saisis, etc.

A Son Excellence,
Monsieur J. F. de Barros Pimentel,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis du Brésil,
Caracas.

P. ITRIAGO CHACIN.

7. On each boundary-mark the exact longitude and latitude of the spot shall be indicated together with the date, and also the words "Brazil" and "Venezuela" on the side corresponding to each country.

8. When each boundary-mark is placed, a detailed statement shall be drawn up containing a description of the nature of the construction and indicating its geographical position.

9. Besides these statements relating to the placing and inauguration of the boundary-marks, a general document describing the whole frontier marked out shall be drawn up when the work has been finished.

10. The Mixed Commission shall commence its work of delimitation by determining the co-ordinates of the boundary-marks fixed by the 1914-1915 Commission, and by setting up the boundary-marks necessary to show clearly the line established on the basis of the new astronomical findings; it shall at once fix the position of the Cupy hill in order that the Hua-Cupy line may be determined in accordance with this new position; thereafter it shall proceed as it deems most expedient.

11. The work may be performed simultaneously at different points on the frontier, and the Mixed Commission shall resolve itself for this purpose into sub-committees or parties. Both countries shall be represented in these sub-committees and parties, and the Chairman shall agree on the instructions to be given them.

12. The Mixed Commission shall employ in its work of delimitation the most efficient and accurate methods possible.

13. If during the work of delimitation there should arise any doubtful points or disagreements between the two Parties represented on the Mixed Commission, or if any mistakes come to light, such doubtful points, disagreements or mistakes shall be submitted to the two Governments, which shall make every effort to settle them rapidly and amicably.

14. Such doubts, disagreements or errors shall not have the effect of interrupting the work of delimitation, except the part in connection with which the doubts, disagreements or errors have arisen.

15. The two Governments agree that during the work of delimitation the Brazilian Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Venezuela, and the Venezuelan Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Brazil.

16. The vessels, provisions, apparatus and any articles which the Commissions may have occasion to transport from one place to another during the work of delimitation shall be admitted into either territory free of Customs duties or other charges.

17. The Commissions shall submit to their respective Governments, in two copies, a general map of the district marked out and all the necessary partial surveys, and shall subsequently submit to them a general report on the whole work of delimitation.

18. The Commissions may suspend and recommence the work of delimitation, subject to agreement between the two Chairmen and to the approval of their respective Governments, for sufficient reasons which shall be set forth in an official act.

19. Each Government shall defray its own expenditure and half the costs of the general work of delimitation. The Chairmen of the respective Commissions shall decide at the first meeting how the contributions are to be paid.

I have the honour to be, etc...

P. ITRIAGO CHACIN.

His Excellency

M. J. F. de Barros Pimentel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
of the United States of Brazil,
at Caracas.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL.

N° 37.

CARACAS, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux dispositions de l'article premier du Protocole signé à Rio-de-Janeiro le 24 juillet 1928, mon gouvernement m'a fait parvenir des instructions m'enjoignant de conclure, par un échange de notes, l'accord défini par les dispositions qui suivent, auquel ont abouti la Chancellerie brésilienne et la Légation du Venezuela à Rio de Janeiro au sujet des instructions à donner à la commission mixte vénézuélo-brésilienne, chargée d'exécuter les travaux indiqués dans le protocole susmentionné.

1. Chacun des deux gouvernements nommera une commission composée d'un chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs, auxiliaires et fonctionnaires du service de Santé ou d'autres services, qu'il paraîtra nécessaire.

2. Les deux gouvernements, dans le plus bref délai possible, procéderont à la nomination des membres des deux commissions et se communiqueront mutuellement les noms de ces membres ; les deux commissions se réuniront à San Carlos, sur le Rio Negro, entre le 10 et le 20 décembre 1929.

3. Les deux commissions réunies formeront la commission mixte de délimitation des frontières.

4. Au cours de la première réunion, les chefs, sous-chefs et leurs collaborateurs se communiqueront et examineront leurs lettres de créances, ainsi que les instructions qu'ils auront reçues et qui seront constituées par les dispositions du présent accord ; lorsque ces documents auront été vérifiés et trouvés en bonne et due forme, il sera procédé à la rédaction et à la signature du premier acte de la commission mixte.

5. Si l'une des deux commissions ne se présente pas à la date et au lieu indiqués, sauf en cas de force majeure dûment établi, l'autre commission procédera seule à l'exécution des travaux de la commission mixte, conformément aux dispositions de l'article 2 du protocole susmentionné.

6. Chaque commission sera pourvue du matériel nécessaire pour les travaux topographiques et astronomiques indispensables à l'accomplissement de sa mission.

7. Chaque borne frontière devra indiquer la longitude et la latitude exactes de l'endroit où elle se trouve ainsi que la date et elle devra porter les mots : « Brasil » et « Venezuela » sur la face correspondant à chaque pays.

8. Toutes les fois qu'une borne aura été placée, un procès-verbal détaillé sera établi indiquant la nature de sa construction et sa position géographique.

9. En plus de ces procès-verbaux relatifs à la pose des bornes frontières, un acte général contenant une description de toute la frontière ainsi délimitée, devra être rédigé à l'issue des travaux.

10. La commission mixte commencera ses travaux de délimitation en déterminant les coordonnées des bornes placées par la Commission de 1914-1915 et en posant les bornes indispensables pour marquer clairement sur le terrain la ligne fixée par les nouvelles déterminations astronomiques ; elle fixera ensuite la position du coteau de Cupy de façon que la ligne Huà-Cupy puisse être correctement déterminée d'après la nouvelle position ; après quoi, elle poursuivra ses travaux de la façon qui lui paraîtra la plus opportune.

11. Les travaux pourront être exécutés simultanément sur divers points de la frontière et la commission mixte se subdivisera, à cet effet, en sous-commissions ou groupes, dans lesquels les deux pays devront être représentés. Les chefs devront s'entendre au sujet des instructions à leur donner.

12. La commission mixte aura recours, pour l'exécution des travaux de délimitation, aux méthodes les mieux appropriées et les plus précises possibles.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.

Nº 37.

CARACAS, November 7, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with Article I of the Protocol signed at Rio de Janeiro on July 24, 1928, my Government has instructed me to conclude by means of an exchange of notes the agreement, confirmed by the provisions set out below, which was arrived at between the Brazilian Chancellery and the Venezuelan Legation at Rio de Janeiro with regard to the instructions to be given to the Venezuelan-Brazilian Mixed Commission appointed to carry out the work specified in the above-mentioned Protocol.

1. Each of the two Governments shall appoint a Commission composed of a Chairman and as many assistants and officials of the public health service or other services as they may consider necessary.

2. The members of both Commissions shall be appointed and their names communicated by the respective Governments at the earliest possible date, and both Commissions shall meet at San Carlos on the Rio Negro between December 10 and December 20, 1929.

3. The two Commissions jointly shall form the Mixed Boundary Delimitation Commission.

4. At the first meeting, the Chairman, Deputy-Chairman and assistants shall examine and compare their respective credentials and their instructions arising out of the provisions of the present agreement; when these documents have been verified and found to be in order the first Act of the Mixed Commission shall be drawn up and signed.

5. If either of the two Commissions omits to appear at the date and place indicated, except for reasons of *force majeure*, the other Commission shall proceed alone with the work of the Mixed Commission in accordance with Article 2 of the above-mentioned Protocol.

6. Each Commission shall be provided with the material necessary for the topographical and astronomical services indispensable for the execution of its mission.

7. On each boundary-mark the exact longitude and latitude of the spot shall be indicated together with the date, and also the words "Brazil" and "Venezuela" on the side corresponding to each country.

8. When each boundary-mark is placed, a detailed statement shall be drawn up containing a description of the nature of the construction and indicating its geographical position.

9. Besides these statements relating to the placing and inauguration of the boundary-marks, a general document describing the whole frontier marked out shall be drawn up when the work has been finished.

10. The Mixed Commission shall commence its work of delimitation by determining the co-ordinates of the boundary-marks fixed by the 1914-15 Commission, and by setting up the boundary-marks necessary to show clearly the line established on the basis of the new astronomical findings; it shall at once fix the position of the Cupy hill in order that the Huà-Cupy line may be determined in accordance with this new position; thereafter it shall proceed as it deems most expedient.

11. The work may be performed simultaneously at different points on the frontier, and the Mixed Commission shall resolve itself for this purpose into sub-committees or parties. Both countries shall be represented in these sub-committees and parties, and the Chairmen shall agree on the instructions to be given them.

12. The Mixed Commission shall employ in its work of delimitation the most efficient and accurate methods possible.

13. Si, au cours des travaux de délimitation, il se produit des doutes ou des différends entre les deux Parties qui composent la commission mixte ou que des erreurs soient relevées, ces doutes, différends ou erreurs seront soumis aux deux gouvernements qui s'efforceront de les résoudre rapidement et à l'amiable.

14. Les travaux de délimitation ne seront pas interrompus en raison des doutes ou des différends qui auront pu surgir, ou des erreurs qui auront pu être relevées, sauf en ce qui concerne la partie au sujet de laquelle les doutes, différends et erreurs se sont produits.

15. Les deux gouvernements conviennent que, pendant toute la durée des travaux de délimitation, l'accès des voies terrestres et fluviales du Venezuela sera permis à la commission brésilienne et l'accès des voies terrestres et fluviales du Brésil à la commission vénézuélienne.

16. Les embarcations, vivres, appareils et tous articles que les commissions auront à transporter d'un point à un autre au cours des travaux de délimitation seront exempts de droits de douane et de toute autre taxe à l'entrée dans l'un ou l'autre territoire.

17. Les commissions présenteront à leurs gouvernements respectifs, en deux exemplaires, une carte générale de la région délimitée, ainsi que tous les plans partiels nécessaires et un rapport général sur les travaux de délimitation.

18. Les commissions pourront suspendre et reprendre les travaux de délimitation à la suite d'un accord entre leurs deux chefs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, toutes les fois qu'une telle mesure sera justifiée par des motifs suffisants qui devront être consignés dans un procès-verbal.

19. Chaque gouvernement prendra à sa charge les dépenses qui le concernent et contribuera, pour une moitié, aux frais nécessités par les travaux de délimitation. Les chefs des deux commissions fixeront, lors de leur première réunion, la manière dont s'effectuera le paiement de la contribution respective des deux gouvernements.

Je saisis, etc.

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

A Son Excellence,
Monsieur le Dr Pedro Itriago Chacin,
Ministre des Affaires étrangères
du Venezuela.

13. If during the work of delimitation there should arise any doubtful points or disagreements between the two Parties represented on the Mixed Commission, or if any mistakes come to light, whether material or not, such doubtful points, disagreements or mistakes shall be submitted to the two Governments, which shall make every effort to settle them rapidly and amicably.

14. Such doubts, disagreements or errors shall not have the effect of interrupting the work of delimitation, except the part in connection with which the doubts, disagreements or errors have arisen.

15. The two Governments agree that during the work of delimitation the Brazilian Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Venezuela, and the Venezuelan Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Brazil.

16. The vessels, provisions, apparatus and any articles which the Commissions may have occasion to transport from one place to another during the work of delimitation shall be admitted into either territory free of Customs duties or other charges.

17. The Commissions shall submit to their respective Governments, in two copies, a general map of the district marked out and all the necessary partial surveys, and shall subsequently submit to them a general report on the whole work of delimitation.

18. The Commissions may suspend and recommence the work of delimitation, subject to agreement between the two Chairmen and to the approval of their respective Governments, for sufficient reasons which shall be set forth in an official act.

19. Each Government shall defray its own expenditure and half the costs of the general work of delimitation. The Chairmen of the respective Commissions shall decide at the first meeting how the contributions are to be paid.

I have the honour to be, etc...

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

His Excellency
Dr. Pedro Itriago Chacin,
Venezuelan Minister for Foreign Affairs.

N° 2289.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

Echange de notes au sujet de la
remise de la concession britan-
nique de Chinkiang. Nankin, le 31
octobre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

Exchange of Notes regarding the
Rendition of the British Conces-
sion at Chinkiang. Nanking, Octo-
ber 31, 1929.

大中華民國外交部長王

照復事接准

貴公使本日照開鎮江英國行家此後應仍繼續享受從貨棧搬運貨物商
品材料等件經過江岸以達江中浮船或輪船之權利其從江中浮船或輪船
搬運至貨棧之時亦同等因本部長茲特聲明對於
貴公使此項了解認為無誤相應照復

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日



王正廷 (簽名)

為

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett,
Vice-Consul.

大中華民國外交部長王

照會事查

貴公使本日照會開英國政府決定將鎮江英租界交還中國等由本部長茲聲明在國民政府對於全國土地徵稅新法未頒布以前及該項徵稅新法在鎮江區域未實施以前所有從前在鎮江持有英國皇家契據之人其應納之年租暫照現在徵收之數目徵收之相應照會
貴公使查照為荷須至照會者

右

照

會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日

外交部
印

王正廷 (簽名)

為

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett,
Vice-Consul.

廢等因准此本部長對於

貴公使來照第二節所述之了解認為無誤並代表國民政府對於

貴國政府之友誼行為表示感佩相應照復

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日



王正廷 (簽名)

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. BENNETT,
Vice-Consul.

N° 2289.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXTE.

Textes officiels anglais et chinois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

大中華民國外交部長王

照復事接准

貴公使本日照會內開本公使特為通知貴部長所有英國政府根據一八六二年二月二十三日承租批約及同年四月三日續約所租得之鎮江地畝即鎮江英國租界茲願於本年十一月十五日交還中國政府從該日起所有英國管理市政之機關即行解散其管理市政之章程亦即作廢

茲應請貴部長確認本公使之了解即英國政府對於該處地皮所給之權利憑單應易以中國承租地契每畝繳納登記費一元從兩國政府互相同意將該租界交還之日起上述一八六一年二月二十三日之承租批約及同年四月三日之續約即行作

為

No. 2289. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT REGARDING THE RENDITION OF THE BRITISH CONCESSION AT CHINKIANG. NANKING, OCTOBER 31, 1929.

English and Chinese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

(1.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, October 31, 1929.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to return to the National Government of the Republic of China as from the 15th November next the area of land known as the British Concession at Chinkiang, which was leased to them in perpetuity under the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, and that the British Municipal Administration of the said area will be dissolved and the British Municipal regulations repealed as from that date.

I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the said area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mow being charged, and that the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, above referred to, are hereby cancelled as from the date of rendition by mutual consent of our respective Governments.

I avail, etc.

(For the Minister),
A. FRANCIS AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(2.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS

NANKING, October 31, 1929.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows:

" I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to return to the National Government of the Republic

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

of China as from the 15th November next the area of land known as the British Concession at Chinkiang, which was leased to them in perpetuity under the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, and that the British Municipal Administration of the said area will be dissolved and the British Municipal regulations repealed as from that date.

" I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the said area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mow being charged, and that the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, above referred to, are hereby cancelled as from the date of rendition by mutual consent of our respective Governments."

I beg to confirm the correctness of your understanding as stated in paragraph 2 of your note under reply, and desire to convey to your Excellency an expression of the sincere appreciation of the National Government of this friendly action on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(3.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS;

NANKING, *October 31, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to your note of to-day's date, in which you were good enough to inform me of the decision of His Majesty's Government in the United Kingdom to return to the National Government of the Republic of China the British Concession at Chinkiang, I have the honour to state that pending the promulgation by the National Government of the Republic of China of a new law governing land taxation throughout China, and pending the actual application of that law throughout the Chinkiang district, the annual land tax to be paid by former holders of British Crown leases in the Chinkiang district shall remain at the present rate.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

(4.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

SIR,

NANKING, *October 31, 1929.*

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, in which you state that " pending the promulgation by the National Government of the Republic of China of a new law governing land taxation throughout China, and pending the actual application

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

of that law throughout the Chinkiang district, the annual land tax to be paid by former holders of British Crown leases in the Chinkiang district shall remain at the present rate."

I have taken due note of this statement with which His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement.

I avail, etc.

For the Minister :
A. Francis AVELING.

(5.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *October 31, 1929.*

SIR,

With reference to my note of to-day's date, in which I informed your Excellency of the decision of His Majesty's Government in the United Kingdom to return to the National Government of the Republic of China the British Concession at Chinkiang, I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that British firms at Chinkiang shall continue to enjoy the right of conveying goods, merchandise and material across the Bund from godowns to pontoons or ships in the stream and *vice versa*.

I avail, etc.

For the Minister :
A. Francis AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(6.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *October 31, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to confirm your understanding that British firms at Chinkiang shall continue to enjoy the right of conveying goods, merchandise and material across the Bund from godowns to pontoons or ships in the stream and *vice versa*.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2289. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, AU SUJET DE LA REMISE DE LA CONCESSION BRITANNIQUE DE CHINKIANG. NANKIN, LE 31 OCTOBRE 1929.

I.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient de remettre au Gouvernement national de la République de Chine, à la dite du 15 novembre prochain, le territoire connu sous le nom de « Concession britannique de Chinkiang », qui lui avait été cédé à perpétuité aux termes du bail conclu le 23 février 1861 et du bail additionnel conclu le 3 avril 1861; l'Administration municipale britannique de ce territoire sera dissoute et le règlement municipal britannique sera rapporté à partir de cette date.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les titres de propriété afférents à des parcelles de terrain dudit territoire, qui ont été délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, seront échangés contre des titres chinois de bail perpétuel, un droit d'enregistrement d'un dollar par « mow » étant perçu à cet effet, et que, d'un commun accord entre nos gouvernements respectifs, le bail du 23 février 1861 ainsi que le bail additionnel du 3 avril 1861 susmentionnés sont, par les présentes, annulés à partir de la date de la remise.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre :
A. FRANCIS AVELING.

2.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, rédigée dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient de remettre au Gouvernement national de la République

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de Chine, à partir du 15 novembre prochain, le territoire connu sous le nom de « Concession britannique de Chinkiang », qui lui avait été cédé à perpétuité aux termes du bail conclu le 23 février 1861 et du bail additionnel conclu le 3 avril 1861 ; l'administration municipale britannique de ce territoire sera dissoute et le règlement municipal britannique sera rapporté à partir de cette date.

» J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les titres de propriété afférents à des parcelles de terrain dudit territoire, qui ont été délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, seront échangés contre des titres chinois de bail perpétuel, un droit d'enregistrement d'un dollar par « mow » étant perçu à cet effet, et que, d'un commun accord entre nos gouvernements respectifs, le bail du 23 février 1861 ainsi que le bail additionnel du 3 avril 1861 susmentionnés sont, par les présentes, annulés à partir de la date de la remise. »

J'ai l'honneur de confirmer l'exactitude de votre supposition, telle qu'elle est formulée dans le paragraphe 2 de votre note, à laquelle je réponds par la présente, et je désire vous faire savoir que le Gouvernement national apprécie vivement cet acte amical de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

3.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a décidé de remettre au Gouvernement national de la République de Chine la concession britannique de Chinkiang, j'ai l'honneur de déclarer qu'en attendant la promulgation par le Gouvernement national de la République de Chine d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, et en attendant l'application effective de cette loi dans tout le district de Chinkiang, l'impôt foncier annuel que doivent acquitter les anciens détenteurs de baux de la Couronne britannique dans le district de Chinkiang restera fixé au taux actuel.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

4.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour dans laquelle vous déclarez que, « en attendant la promulgation par le Gouvernement national de la République de Chine d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, et en attendant l'application effective de cette loi dans tout le district de Chinkiang, l'impôt foncier annuel que doivent

acquitter les anciens détenteurs de baux de la Couronne britannique dans le district de Chinkiang restera fixé au taux actuel. »

J'ai pris bonne note de cette déclaration à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni donne son assentiment.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.

5.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note en date de ce jour par laquelle j'ai fait savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a décidé de remettre au Gouvernement national de la République de Chine la concession britannique de Chinkiang, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les entreprises britanniques de Chinkiang continueront à jouir du droit de transporter leurs produits, marchandises et matériel à travers le Bund, des entrepôts aux pontons ou aux navires se trouvant sur la rivière et vice-versa.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.

6.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de confirmer l'exactitude de votre supposition et de vous faire savoir que les entreprises britanniques de Chinkiang continueront à jouir du droit de transporter leurs produits, marchandises et matériel à travers le Bund, des entrepôts aux pontons ou aux navires se trouvant sur la rivière et vice-versa.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

N° 2290.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

**Echange de notes au sujet des
demandes d'indemnités pour pertes
subies par des ressortissants bri-
tanniques à Chinkiang en 1927.
Nankin, le 9 novembre 1929.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

**Exchange of Notes regarding Claims
for Losses sustained by British
Subjects at Chinkiang in 1927.
Nanking, November 9, 1929.**

N° 2290.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels chinois et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

大中華民國外交部長王

照會事關於民國十六年鎮江英人所受損失之賠償問題茲中國政府擬撥六萬八千元交由中英兩國各派委員一人支配之該委員等應將此項損失數目共同查明核實分配並造具清冊連同單據等件彙送中國政府備查如該項賠償解決之後該款尚有剩餘仍須繳還中國政府惟此項應調查之損失應嚴格以英人所受之直接損失為限其賠償之總數不得超過上述之數相應照請查照為荷須至照會者

右

照

會

大英國欽命駐華全權公使藍
中華民國十八年十一月九日



王正廷 (簽名)

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated November 9th, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett,
Vice-Consul.

為

No. 2290. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT REGARDING CLAIMS FOR LOSSES SUSTAINED BY BRITISH SUBJECTS AT CHINKIANG IN 1927. NANKING, NOVEMBER 9, 1929.

Chinese and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(1.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *November 9, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to the question of the outstanding claims for losses sustained by British subjects at Chinkiang in 1927, I have the honour to inform your Excellency that the Chinese Government will place the sum of 68,000 dollars at the disposal of the two Commissioners, one to be appointed by the Chinese Government and the other by His Majesty's Government in the United Kingdom, who will jointly scrutinise the said claims, distribute the necessary amounts, and submit to the Chinese Government a statement of accounts together with the vouchers and other necessary papers. In the event of any balance remaining over after the settlement of all the claims such balance will be returned to the National Government.

It is understood that the claims to be examined shall be strictly limited to direct losses sustained by British subjects, and that the payments to be made on such claims shall not in total exceed the above-mentioned sum.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

(2.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *November 9, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date which reads as follows :

“ With reference to the question of the outstanding claims for losses sustained by British subjects at Chinkiang in 1927, I have the honour to inform your Excellency that the Chinese Government will place the sum of 68,000 dollars at the disposal of the two

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Commissioners, one to be appointed by the Chinese Government and the other by His Majesty's Government in the United Kingdom, who will jointly scrutinise the said claims, distribute the necessary amounts, and submit to the Chinese Government a statement of accounts together with the vouchers and other necessary papers. In the event of any balance remaining over after the settlement of all the claims such balance will be returned to the National Government.

" It is understood that the claims to be examined shall be strictly limited to direct losses sustained by British subjects, and that the payments to be made on such claims shall not in total exceed the above-mentioned sum. "

In reply I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom concur in the above proposals for the liquidation of the claims in question. I avail, etc.

For the Minister :
A. FRANCIS AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2290. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS AU SUJET DES DEMANDES D'INDEMNITÉS POUR PERTES SUBIES PAR DES RESSORTISSANTS BRITANNIQUES A CHINKIANG, EN 1927. NANKING, LE 9 NOVEMBRE 1929.

(1)

LE DR WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

NANKIN, le 9 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au sujet de la question des réclamations concernant les pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement chinois placera la somme de 68.000 dollars à la disposition des deux commissaires, dont l'un sera nommé par le Gouvernement chinois et l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni pour étudier attentivement, d'un commun accord, lesdites demandes d'indemnité, répartir les sommes nécessaires et soumettre au Gouvernement chinois un relevé de comptes, ainsi que les pièces justificatives et autres documents utiles. Dans le cas où il resterait un solde après le règlement de toutes les réclamations, ce solde sera renvoyé au Gouvernement national.

Il est entendu que les demandes d'indemnité qui feront l'objet d'un examen seront strictement limitées aux pertes directement subies par des ressortissants britanniques et que le montant total des paiements auxquels donneront lieu ces demandes d'indemnité ne dépassera pas la somme susmentionnée.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

(2)

SIR M. LAMPSON AU DR WANG.

MONSIEUR LE MINISTRE,

NANKIN, le 9 novembre 1929.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour rédigée dans les termes suivants :

« Au sujet de la question des réclamations concernant les pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement chinois placera la somme de 68.000 dollars à la disposition des deux commissaires, dont l'un sera nommé par le Gouvernement chinois et l'autre par le Gouvernement de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Sa Majesté dans le Royaume-Uni pour étudier attentivement d'un commun accord lesdites demandes d'indemnité, répartir les sommes nécessaires et soumettre au Gouvernement chinois un relevé de comptes, ainsi que les pièces justificatives et autres documents utiles. Dans le cas où il resterait un solde après le règlement de toutes les réclamations, ce solde sera renvoyé au Gouvernement national.

» Il est entendu que les demandes d'indemnités qui feront l'objet d'examen seront strictement limitées aux pertes directement subies par des ressortissants britanniques et que le montant total des paiements auxquels donneront lieu ces demandes d'indemnité ne dépassera pas la somme susmentionnée. »

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte les propositions susmentionnées en vue du règlement définitif des réclamations en question.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME C

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2291. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse :	
Echange de notes au sujet de l'assurance contre le chômage. Londres, le 19 novembre 1929	21
N° 2292. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Accord relatif à la consolidation de la dette de la France envers les Etats-Unis. Signé à Washington, le 29 avril 1926	27
N° 2293. — Autriche et Italie :	
Traité relatif à la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à Rome, le 11 mai 1928	41
N° 2294. — Hongrie et Pologne :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Varsovie, le 30 novembre 1928	67
N° 2295. — Lettonie et Norvège :	
Echange de notes concernant les taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons. Helsingfors, le 3 décembre 1929, et Riga, le 10 février 1930	79
N° 2296. — Autriche et Hongrie :	
Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière d'impôts, avec protocole final. Signés à Budapest, le 25 juin 1928	85
N° 2297. — Etats-Unis d'Amérique et Lithuanie :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 14 novembre 1928	111
N° 2298. — Etats-Unis d'Amérique et Lithuanie :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 14 novembre 1928	117

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME C

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
...	
No. 2291. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland :	
Exchange of Notes respecting Unemployment Insurance. London, November 19, 1929	21
No. 2292. — United States of America and France :	
Agreement regarding the Consolidation of the Debt of France to the United States. Signed at Washington, April 29, 1926	27
No. 2293. — Austria and Italy :	
Treaty regarding Aerial Navigation, with Additional Protocol. Signed at Rome, May 11, 1928	41
No. 2294. — Hungary and Poland :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Warsaw, November 30, 1928... ..	67
No. 2295. — Latvia and Norway :	
Exchange of Notes regarding Fees for Visas for Norwegian and Latvian Subjects. Helsingfors, December 3, 1929, and Riga, February 10, 1930	79
No. 2296. — Austria and Hungary :	
Treaty regarding Judicial Protection and Assistance between the Courts and Authorities of the two Parties in Matters of Taxation, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 25, 1928	85
No. 2297. — United States of America and Lithuania :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, November 14, 1928... ..	111
No. 2298. — United States of America and Lithuania :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, November 14, 1928... ..	117

	Pages
N° 2299. — Brésil et Colombie :	
Traité relatif à la délimitation de la frontière et à la navigation fluviale. Signé à Rio-de-Janeiro, le 15 novembre 1928	123
N° 2300. — Hongrie et Turquie :	
Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole y annexé. Signés à Budapest, le 5 janvier 1929	137
 ANNEXE XXV. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 15. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. Signée à Berlin, le 13 novembre 1908.	
<i>Adhésions</i>	150
N° 16. — Protocole additionnel à la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques en date du 13 novembre 1908. Signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Adhésion</i>	151
N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Ratifications</i>	154
Disposition facultative :	
<i>Signatures</i>	154
<i>Ratifications</i>	155
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Adhésion</i>	156
N° 348. — Traité de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Finlande. Signé à Helsingfors, le 29 octobre 1921	156
Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation conclu le 29 octobre 1921 entre l'Estonie et la Finlande. Signé à Tallinn, le 16 mars 1930	172
N° 373. — Echanges de notes entre les Gouvernements néerlandais et roumain concernant les relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 18 et 19 décembre 1922.	
Echange de notes prorogeant l'accord ci-dessus : 1 ^o jusqu'au 1 ^{er} mai 1930, et 2 ^o jusqu'au 1 ^{er} juillet 1930. La Haye, les 27 février, et 18 et 29 avril 1930... ..	186
Echange de notes relatif à la prorogation de l'Accord commercial des 18-19 décembre 1922 jusqu'au 1 ^{er} septembre 1930. La Haye, les 29 et 30 juin 1930	189

	Page
No. 2299. — Brazil and Colombia :	
Treaty regarding Frontier Delimitation and Inland Navigation. Signed at Rio de Janeiro, November 15, 1928... ..	123
No. 2300. — Hungary and Turkey :	
Treaty of Neutrality, Conciliation and Arbitration, with annexed Protocol. Signed at Budapest, January 5, 1929	137
 ANNEX XXV. — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications, subsequently exchanged, etc.	
No. 15. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works revising that signed at Berne, September 9, 1886. Signed at Berlin, November 13, 1908.	
<i>Accessions</i>	150
No. 16. — Additional Protocol to the International Copyright Convention of November 13, 1908. Signed at Berne, March 20, 1914.	
<i>Accession</i>	151
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratifications</i>	154
Optional clause :	
<i>Signatures</i>	154
<i>Ratifications</i>	155
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
<i>Accession</i>	156
No. 348. — Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland. Signed at Helsingfors, October 29, 1921	156
Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of October 29, 1921, between Estonia and Finland. Signed at Tallinn, March 16, 1930	172
No. 373. — Exchanges of Notes between the Netherlands and Roumanian Governments relating to the Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, December 18 and 19, 1922.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement : 1) until May 1st, 1930, and 2) until July 1, 1930. The Hague, February 27, and April 18 and 29, 1930... ..	186
Exchange of Notes renewing the Commercial Agreement of December 18-19, 1922, until ... September 1st, 1930. The Hague, June 29 and 30, 1930... ..	189

	Pages
N° 383. — Echange de notes entre les Gouvernements roumain et suédois pour le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 11 novembre et 18 décembre 1922.	
Prorogation jusqu'au 1 ^{er} septembre 1930 de l'arrangement ci-dessus par échange de notes. Stockholm, le 30 juin 1930	191
N° 422. — Echange de notes entre le Gouvernement hongrois et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au sujet de la prolongation du délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon. Belgrade, les 17 et 20 mars 1923.	
Echange de notes relatif à la prolongation du délai prévu par l'accord ci-dessus jusqu'au 1 ^{er} novembre 1930. Budapest, les 25 février, 2 avril, 27 mai et 6 juin 1930... ..	191
N° 425. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et roumain comportant un arrangement provisoire sur la base de la clause de la nation la plus favorisée dans leurs relations commerciales. Copenhague, les 19 avril et 8 mai 1923.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement ci-dessus pour une nouvelle période de deux mois à partir du 1 ^{er} juillet 1930. Copenhague, les 16 et 30 juin, et 3 juillet 1930	196
N° 471. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et roumain concernant les relations commerciales entre l'empire britannique et la Roumanie. Bucarest, les 11 et 24 mai 1923.	
Echange de notes relatif à la dénonciation de cet accord. Londres, les 26 novembre 1929, 18 décembre 1929, 20 janvier 1930, 20 février 1930, 10 mars 1930, 22 avril 1930, 30 avril 1930, 1 ^{er} mai 1930, 30 juin 1930, 8 juillet 1930, et Bucarest, le 1 ^{er} juillet 1930	199
N° 507. — Accord entre la Belgique et le Danemark concernant la navigation aérienne. Signé à Copenhague, le 28 juin 1923.	
Echange de notes relatif à l'abrogation de l'accord ci-dessus à partir du 14 octobre 1927. Copenhague, les 1 ^{er} avril et 3 juillet 1930	207
N° 623. — Convention complémentaire entre l'Estonie et la Lettonie, relative aux questions de frontière. Signée à Tallinn, le 1^{er} novembre 1923.	
Protocole concernant la prolongation du délai de liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière. Signé à Tallinn, le 27 mars 1930	209
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
<i>Signatures</i>	211
<i>Ratifications</i>	211
N° 685. — Convention internationale de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
<i>Ratification</i>	211

	Page
No. 383. — Exchange of Notes between the Roumanian and Swedish Governments concerning the Provisional Regulation of Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, November 11 and December 18, 1922.	
Prorogation until September 1, 1930, of the above Agreement, by exchange of notes. Stockholm, June 30, 1930	191
No. 422. — Exchange of Notes between the Hungarian Government and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in regard to the Prolongation of the Period allowed for Transfer of Residence under the third Paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon. Belgrade, March 17 and 20, 1923.	
Exchange of Notes relating to the prolongation of the period provided by the above Agreement until November 1, 1930. Budapest, February 25, April 2, May 27, and June 6, 1930	191
No. 425. — Exchange of Notes between the Danish and Roumanian Governments constituting a Provisional Arrangement as regards their Commercial Relations on the basis of the most-favoured-nation System. Copenhagen, April 19 and May 8, 1923.	
Exchange of Notes renewing the above arrangement for a further period of two months as from July 1, 1930. Copenhagen, June 16 and 30, and July 3, 1930	196
No. 471. — Exchange of Notes between the British and Roumanian Governments relative to the Commercial Relations between the British Empire and Roumania. Bucharest, May 11 and 24, 1923.	
Exchange of Notes regarding the denunciation of this Agreement. London, November 26, 1929, December 18, 1929, January 20, 1930, February 20, 1930, March 10, 1930, April 22, 1930, April 30, 1930, May 1, 1930, June 30, 1930, July 8, 1930, and Bucharest, July 1, 1930	199
No. 507. — Agreement between Belgium and Denmark relating to Air Navigation. Signed at Copenhagen, June 28, 1923.	
Exchange of Notes relating to the abrogation of the above Agreement as from October 14, 1927. Copenhagen, April 1st and July 3, 1930	207
No. 623. — Supplementary Convention between Estonia and Latvia on Frontier Questions. Signed at Tallinn, November 1, 1923.	
Protocol concerning the prolongation of the period allowed for the liquidation of immovable property divided by the frontier line. Signed at Tallinn, March 27, 1930... ..	209
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Signatures</i>	211
<i>Ratifications</i>	211
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923.	
<i>Ratification</i>	211

	Pages
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'arrangement ci-dessus pour un an à partir du 1 ^{er} septembre 1930. Lisbonne, le 5 juin 1930	212
N° 944. — Règlement relatif à la délivrance des patentes de bateliers du Rhin, du 14 décembre 1922.	
Amendement au Règlement ci-dessus, par décret royal du 30 juin 1930... ..	214
N° 1391. — Traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne. Signé à Berne, le 14 juillet 1926.	
Echange de notes amendant le traité ci-dessus, avec protocole, signés à Berne, le 13 novembre 1929	216
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratifications</i>	221
<i>Adhésion</i>	221
N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echange de notes relatif à l'application du traité ci-dessus à la Jamaïque, aux Iles Turques et Caïques et aux Iles Caïman. Athènes, les 24 et 31 mars 1930	222
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Echange de notes prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1930, le Traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1930... ..	224
N° 1517. — Convention complémentaire du Traité de commerce et de navigation du 3 avril 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon. Signée à Londres, le 30 juillet 1925.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention ci-dessus aux Iles Seychelles. Tokio, les 5 et 14 août 1929	227
N° 1539. — Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Signée à Paris, le 27 novembre 1925.	
<i>Ratification</i>	228
<i>Adhésion</i>	229
N° 1607. — Accord entre la Grande-Bretagne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, concernant le règlement des dettes de guerre du Gouvernement serbe-croate-slovène envers le Gouvernement de sa Majesté en Grande-Bretagne. Signé à Londres, le 9 août 1927.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	229

	Page
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement for one year as from September 1st, 1930. Lisbon, June 5, 1930	212
No. 944. — Regulations concerning the Granting of Rhine Navigation Certificates, of December 14, 1922.	
Amendment to the above Regulations, by Royal Decree of June 30, 1930... ..	214
No. 1391. — Treaty of Commerce between Switzerland and Germany. Signed at Berne, July 14, 1926.	
Exchange of Notes amending the above Treaty, with Protocol. Signed at Berne, November 13, 1929	216
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratifications</i>	221
<i>Accession</i>	221
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Treaty to Jamaica, Turks and Caicos Islands and Cayman Islands. Athens, March 24 and 31, 1930... ..	222
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Mascate renewing for a further Period of one year, from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascate, February 11, 1927.	
Exchange of Notes renewing for a further period of one year, from February 11, 1930, the above Treaty of March 19, 1891. Mascate, February 11, 1930	224
No. 1517. — Supplementary Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, between Great Britain and Japan. Signed at London, July 30, 1925.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Convention to Seychelles. Tokyo, August 5 and 14, 1929	227
No. 1539. — Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Signed at Paris, November 27, 1925.	
<i>Ratification</i>	228
<i>Accession</i>	229
No. 1607. — Agreement between Great Britain and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, for the Settlement of the War Debt of the Serb-Croat-Slovene Government to His Majesty's Government in Great Britain. Signed at London, August 9, 1927.	
<i>Presentation for registration</i>	229

	Pages
N° 1697. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Turquie. Signée à Angora, le 20 décembre 1926.	
Dénonciation par la Turquie, le 26 septembre 1929	229
N° 1726. — Traité entre la Colombie et le Pérou, relatif aux frontières et à la libre navigation fluviale. Signé à Lima, le 24 mars 1922.	
Procès-verbaux N°s 4 et 6 de la Commission mixte de délimitation créée par le traité ci-dessus. Iquitos, les 11 novembre 1929 et 14 mars 1930	230
N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	246
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	247
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	247
N° 1746. — Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.	
<i>Adhésions</i>	248
N° 1778. — Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer, et protocole. Signés à Berne, le 23 octobre 1924.	
<i>Adhésion</i>	248
N° 1779. — Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer. Signée à Berne, le 23 octobre 1924.	
<i>Adhésion</i>	248
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations.) Signée à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Ratifications</i>	249
<i>Adhésion</i>	249
N° 1905. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Washington, le 25 novembre 1927.	
<i>Adhésions</i>	249
<i>Ratification</i>	249

	Page
No. 1697. — Commercial Convention between Hungary and Turkey. Signed at Angora, December 20, 1926.	
Denunciation by Turkey, September 26, 1929	229
No. 1726. — Treaty between Colombia and Peru regarding Frontiers and free Inland Navigation. Signed at Lima, March 24, 1922.	
Procès-verbaux Nos. 4 and 6 of the Mixed Commission of Delimitation created by the above Treaty. Iquitos, November 11, 1929, and March 14, 1930... ..	230
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	246
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	247
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	247
No. 1746. — Agreement concluded at The Hague, November 6, 1925, concerning the International Registration of Industrial Designs or Models.	
<i>Accessions</i>	248
...	
No. 1778. — International Convention concerning the Transport of Goods by Rail, and Protocol. Signed at Berne, October 23, 1924.	
<i>Accession</i>	248
No. 1779. — International Convention concerning the Transport of Passengers and Baggage by Rail. Signed at Berne, October 23, 1924.	
<i>Accession</i>	248
No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Ratifications</i>	249
<i>Accession</i>	249
No. 1905. — International Radio-Telegraph Convention. Signed at Washington, November 25, 1927.	
<i>Accessions</i>	249
<i>Ratification</i>	249

	Pages
N° 1967. — Arrangement sur le service téléphonique entre le Danemark et la Finlande. Signé à Helsingfors, le 22 décembre 1928, à Stockholm, le 14 janvier, et à Copenhague, le 16 janvier 1929.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	249
N° 1975. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République chinoise. Signé à Nankin, le 22 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	250
N° 1983. — Traité douanier entre la Chine et la Norvège. Signé à Shanghai, le 12 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	250
N° 2029. — Convention de commerce entre l'Estonie et la France. Signée à Paris, le 15 mars 1929.	
Protocole portant certaines modifications aux dispositions tarifaires de la convention ci-dessus. Signé à Tallinn, le 11 juillet 1930... ..	250
N° 2044. — Convention entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'extension de la convention ci-dessus à certaines colonies et certains protectorats britanniques Berlin, les 14 et 31 mars 1930	252
Echange de notes relatif à l'adhésion de Hong-Kong à la Convention du 20 mars 1928. Berlin, les 4 et 23 juillet 1930	255
N° 2047. — Traité entre Sa Majesté et le Président de la République chinoise, concernant le tarif douanier chinois, etc. Signé à Nankin, le 20 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2057. — Traité de commerce entre l'Allemagne et la Chine. Signé à Nankin, le 17 août 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2062. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre la République de Chine et le Royaume de Danemark. Signé à Nankin, le 12 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2095. — Traité réglant les relations douanières entre la Chine et la France. Signé à Nankin, le 22 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Signatures</i>	259
<i>Adhésions</i>	259
<i>Ratifications</i>	259

	Page
No. 1967. — Agreement concerning the Telephone Service between Denmark and Finland. Signed at Helsingfors, December 22, 1928, at Stockholm, January 14, and at Copenhagen, January 16, 1929.	
<i>Presentation for registration</i>	249
No. 1975. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Republic of China. Signed at Nanking, November 22, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	250
No. 1983. — Customs Treaty between China and Norway. Signed at Shanghai, November 12, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	250
No. 2029. — Commercial Agreement between Estonia and France. Signed at Paris, March 15, 1929.	
Protocol modifying certain tariff provisions of the above Convention. Signed at Tallinn, July 11, 1930	250
No. 2044. — Convention between Germany and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes relating to the extension to certain British Colonies and Protectorates of the above Convention. Berlin, March 14 and 31, 1930... ..	252
Exchange of Notes regarding the accession of Hong Kong to the Convention of March 20, 1928. Berlin, July 4 and 23, 1930	255
No. 2047. — Treaty between His Majesty and the President of the Chinese Republic relating to the Chinese Customs Tariff, etc. Signed at Nanking, December 20, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2057. — Treaty of Commerce between Germany and China. Signed at Nanking, August 17, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2062. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Republic of China and the Kingdom of Denmark. Signed at Nanking December 12, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2095. — Treaty regulating Customs Relations between France and China. Signed at Nanking, December 22, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.	
<i>Signatures</i>	259
<i>Accessions</i>	259
<i>Ratifications</i>	259

	Pages
N° 2109. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre la République chinoise et le Royaume d'Italie. Signé à Nankin, le 27 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	260
N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général, Genève, le 26 septembre 1928.	
<i>Adhésions</i>	260
N° 2135. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement turc, relatif à l'établissement d'un « modus vivendi » commercial. Angora, le 2 juillet 1929.	
Echange de notes relatif à l'application du « modus vivendi » ci-dessus à Sarawak. Angora, les 17 mars et 9 avril 1930	261
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	262
<i>Adhésion</i>	263
N° 2148. — Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants. Signé à Genève, le 14 juin 1929.	
<i>Signatures</i>	263
N° 2184. — Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 2185. — Arrangement international relatif à l'exportation des os, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 2238. — Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, et protocole, signés à Genève, le 8 novembre 1927, et Accord complémentaire à cette convention, et protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 54 a). — Convention concernant la procédure civile, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.	
<i>Adhésions</i>	265
N° 103 a). — Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Honduras. Signé à Guatémala, le 5 mai 1910.	
Echange de notes relatif à la dénonciation par le Honduras du traité ci-dessus. Tégucigalpa, le 16 décembre, et Guatémala, le 27 décembre 1929	265

	Page
No. 2109. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Republic of China and the Kingdom of Italy. Signed at Nanking, November 27, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	260
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act, Geneva, September 26, 1928.	
<i>Accessions</i>	260
No. 2135. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government for the Establishment of a Commercial "Modus Vivendi". Angora, July 2, 1929.	
Exchange of notes relating to the extension to Sarawak of the above "Modus Vivendi". Angora, March 17 and April 9, 1930	261
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratification</i>	262
<i>Accession</i>	263
No. 2148. — Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants. Signed at Geneva, June 14, 1929.	
<i>Signatures</i>	263
No. 2184. — International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 2185. — International Agreement relating to the Exportation of Bones, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 2238. — International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, and Protocol, signed at Geneva, November 8, 1927, and Supplementary Agreement to that Convention, and Protocol, signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 54 (a). — Convention concerning Civil Procedure. Concluded at The Hague, July 17, 1905.	
<i>Accessions</i>	265
No. 103 (a). — Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Honduras. Signed at Guatemala, May 5, 1910.	
Exchange of Notes relating to the denunciation by Honduras of the above Treaty. Tegucigalpa, December 16 and Guatemala, December 27, 1929	265

	Pages
N° 104 a). — Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Signé à Londres, le 14 mai 1872.	
Echange de notes entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union Sud-Africaine, et le Gouvernement allemand relatif à l'application des dispositions du traité ci-dessus à certains territoires sous mandat. Berlin, le 10 décembre 1928	268
N° 2301. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'aménagement des cours d'eau Olša et Petrůvka. Signée à Katowice, le 18 février 1928	273
N° 2302. — Pologne et Roumanie :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Bucarest, le 24 octobre 1929... ..	299
N° 2303. — Espagne et Tchécoslovaquie :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Prague, le 16 novembre 1928	313
N° 2304. — Danemark et France :	
Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 14 janvier 1930	327
N° 2305. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention pour éviter la double imposition en matière de contributions directes. Signée à Belgrade, le 22 février 1928	331
N° 2306. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. Signée à Belgrade, le 22 février 1928... ..	345
N° 2307. — Autriche et Italie :	
Accord concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes régulières. Signé à Rome, le 11 mai 1928	375
N° 2308. — Ville Libre de Dantzig et Norvège :	
Echange de notes entre le Gouvernement Polonais au nom de la Ville Libre de Dantzig et le Gouvernement norvégien comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Norvège. Oslo, les 20 février 1930 et 7 avril 1930	391
N° 2309. — Etats-Unis d'Amérique, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention générale de conciliation interaméricaine. Signée à Washington, le 5 janvier 1929	401
N° 2310. — Autriche et Egypte :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 27 février, et Vienne, le 7 mars 1930	419

	Page
No. 104 (a). — Extradition Treaty between Germany and Great Britain. Signed at London, May 14, 1872.	
Exchange of Notes between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, Australia, New Zealand and the Union of South Africa, and the German Government relating to the extension to certain mandated territories of the Provisions of the above Treaty. Berlin, December 10, 1928	268
No. 2301. — Poland and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Improvement of the Rivers Olša and Petřůvka. Signed at Katowice, February 18, 1928	273
No. 2302. — Poland and Roumania :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Bucharest, October 24, 1929... ..	299
No. 2303. — Spain and Czechoslovakia :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Prague, November 16, 1928	313
No. 2304. — Denmark and France :	
Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, January 14, 1930	327
No. 2305. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention for the Prevention of Double Taxation as regards direct Taxes. Signed at Belgrade, February 22, 1928	331
No. 2306. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austrian or Hungarian Crowns. Signed at Belgrade, February 22, 1928	345
No. 2307. — Austria and Italy :	
Agreement regarding the Establishment and Operation of regular Air Lines. Signed at Rome, May 11, 1928	375
No. 2308. — Free City of Danzig and Norway :	
Exchange of Notes between the Polish Government on behalf of the Free City of Danzig and Norway constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the Free City of Danzig and Norway. Oslo, February 20, 1930, and April 7, 1930	391
No. 2309. — United States of America, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
General Convention of Inter-American Conciliation. Signed at Washington, January 5, 1929	401
No. 2310. — Austria and Egypt :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, February 27, and Vienna, March 7, 1930	419

	Pages
N° 2311. — Autriche et Grèce :	
Accord concernant le paiement des réclamations des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pendant la période de neutralité de la Grèce, avec annexe et protocole de signature. Signés à Vienne, le 27 décembre 1929... ..	425
N° 2312. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pérou :	
Accord relatif au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. Signé à Lima, le 31 décembre 1928	433
N° 2313. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord relatif à l'échange des colis postaux contre remboursement, entre l'Allemagne et Ceylan, et règlement d'exécution y annexé. Signé à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929	441
N° 2314. — France et Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Etat Libre d'Irlande :	
Accord pour la réparation des dommages de guerre. Signé à Paris, le 2 août 1929... ..	461
ERRATA	469

	Page
No. 2311. — Austria and Greece :	
Agreement concerning the Payment of Claims of Greek Nationals for Damage suffered during the Period of Neutrality of Greece, with Annex and Protocol of Signature. Signed at Vienna, December 27, 1929	425
No. 2312. — Great Britain and Northern Ireland and Peru :	
Agreement relating to the Treatment of Commercial Travellers and their Samples. Signed at Lima, December 31, 1928	433
No. 2313. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding the Exchange of Trade Charge Postal Parcels between Germany and Ceylon, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, May 27, 1929, and at Colombo, July 17, 1929	441
No. 2314. — France and Great Britain and Northern Ireland, and Irish Free State :	
Agreement for the Compensation of War Damage. Signed at Paris, August 2, 1929... ..	461
ERRATA	469

N° 2291.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

**Echange de notes au sujet de l'assurance
contre le chômage. Londres,
le 19 novembre 1929.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

**Exchange of Notes respecting
Unemployment Insurance. Lon-
don, November 19, 1929.**

N^o 2291. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SUISSE AU SUJET DE L'ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE. LONDRES, LE 19 NOVEMBRE 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

I.

M. PARAVICINI A M. HENDERSON.

LÉGATION DE SUISSE.

LONDRES, le 19 novembre 1929.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Conseil fédéral est disposé à conclure, avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, un accord en vertu duquel les sujets britanniques, provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse), devenus chômeurs en Suisse, seront placés sur le même pied que des citoyens suisses, en matière d'assurance contre le chômage, à condition que les citoyens suisses jouissent, par voie de réciprocité, du même traitement en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse).

Dès la réception d'une note du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de laquelle il ressortira que la législation en vigueur en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) concernant l'assurance contre le chômage ne fait aucune distinction de nationalité au sujet des chômeurs, et que, partant, aucune distinction n'existe à l'endroit des citoyens suisses, le Gouvernement fédéral appliquera le principe de l'égalité de traitement aux sujets britanniques provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse), devenus chômeurs en Suisse.

Le Conseil fédéral est d'avis que la présente note et une note correspondante que le Gouvernement de Sa Majesté voudra bien faire parvenir à la Légation de Suisse, constitueront l'arrangement prévu par les deux gouvernements en matière d'assurance contre le chômage.

Ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une des deux Parties.

Veillez agréer, etc.

C. R. PARAVICINI.

No. 2291. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SWISS GOVERNMENT RESPECTING UNEMPLOYMENT INSURANCE. LONDON, NOVEMBER 19, 1929.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. PARAVICINI TO MR. HENDERSON.

SWISS LEGATION.

LONDON, November 19, 1929.

SIR,

Under instructions from my Government, I have the honour to inform your Excellency that the Federal Council is disposed to conclude with His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland an agreement by virtue of which British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland will be placed on the same footing as Swiss citizens for the purpose of unemployment insurance on condition that Swiss citizens enjoy reciprocal treatment in Great Britain (England, Wales and Scotland).

On the receipt of a note from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which will show that the legislation in force in Great Britain (England, Wales and Scotland) regarding unemployment insurance makes no discrimination on the grounds of the nationality of the unemployed and hence that no discrimination is made against Swiss citizens, the Federal Government will apply the principle of equality of treatment to British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland.

The Federal Council proposes that the present note and the corresponding note that His Majesty's Government will be so good as to address to the Swiss Legation shall constitute the agreement proposed by the two Governments in the matter of unemployed insurance.

The said arrangement shall enter into force immediately. It may be denounced at any time by either of the two Parties.

I have, etc.

C. R. PARAVICINI.

¹ Traduit par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

II.

MR. HENDERSON TO M. PARAVICINI.

FOREIGN OFFICE.

November 19, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you have been good enough to inform me that the Swiss Government will treat British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland on the same footing as Swiss citizens for the purpose of unemployment insurance, on condition that Swiss citizens enjoy reciprocal treatment in Great Britain (England, Wales and Scotland).

2. I have the honour to declare that, under the legislation in force in Great Britain (England, Wales and Scotland) with regard to unemployment insurance, there exists no discrimination on the grounds of nationality between applicants for insurance benefits and hence no discrimination against Swiss citizens.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland accept the proposals made by the Swiss Government, and they will accordingly regard your note of to-day's date under acknowledgment and the present note as placing on record the agreement arrived at between the two Governments on the subject of unemployment insurance. It is understood that this agreement shall enter into force immediately and shall remain in force until it is denounced by one of the two parties.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

M. HENDERSON A M. PARAVICINI.

FOREIGN OFFICE.

Le 19 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suisse placera les sujets britanniques provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) devenus chômeurs en Suisse, sur le même pied que les citoyens suisses, en matière d'assurance contre le chômage, à condition que les citoyens suisses jouissent, par voie de réciprocité, du même traitement en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse).

2. J'ai l'honneur de déclarer que la législation en vigueur en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) concernant l'assurance contre le chômage ne fait aucune distinction de nationalité entre les personnes qui présentent des demandes de prestation, et que, partant, aucune distinction n'existe à l'endroit des citoyens suisses.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte les propositions du Gouvernement suisse et, en conséquence, considérera votre note en date de ce jour, dont j'ai accusé réception, ainsi que la présente note, comme enregistrant l'arrangement conclu entre les deux gouvernements en matière d'assurance contre le chômage. Il est entendu que ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur et qu'il restera valide jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des deux Parties.

Veuillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2292.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

**Accord relatif à la consolidation de
la dette de la France envers les
Etats-Unis. Signé à Washington,
le 29 avril 1926.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

**Agreement regarding the Consoli-
dation of the Debt of France
to the United States. Signed at
Washington, April 29, 1926.**

N° 2292. — ACCORD¹ RELATIF A LA CONSOLIDATION DE LA DETTE DE LA FRANCE ENVERS LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 29 AVRIL 1926.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 mars 1930.

Accord conclu le 29 avril 1926 en la ville de Washington, district de Colombie, entre LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ci-après dénommée la « France », d'une part, et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ci-après dénommés les « Etats-Unis », d'autre part.

Attendu que la France est débitrice envers les Etats-Unis, au 15 juin 1925, d'obligations s'élevant à la somme, en principal, de 3.340.516.045 dol. 72, avec les intérêts courus et impayés sur cette somme ; et

Attendu que la France désire consolider cette dette envers les Etats-Unis, tant pour le principal que pour les intérêts, par la remise d'obligations aux Etats-Unis et que les Etats-Unis sont disposés à accepter des obligations de la France aux conditions exposées ci-après.

En considération de ce qui précède et des engagements mutuels contenus dans le présent accord, il est convenu ce qui suit :

1. *Montant de la dette.* — Le montant de la dette à consolider, déduction faite de certains paiements en espèces effectués ou à effectuer par la France, s'élève à la somme de 4.025.000.000 dollars, laquelle a été calculée comme suit :

	Dollars	Dollars
Montant en principal des obligations détenues en représentation des avances en espèces effectuées en vertu des Liberty Bond Acts	2.933.405.070,15	
Intérêts courus et impayés, au taux de 4 ¼ %, jusqu'au 15 décembre 1922	445.066.027,49	
	<u>3.378.471.097,64</u>	3.378.471.097,64
Montant en principal des obligations remises pour stocks de guerre achetés à crédit	407.341.145,01	
Intérêts, au taux de 4 ¼ p. 100, courus depuis la dernière date de paiements d'intérêts antérieure au 15 décembre 1922 jusqu'au 15 décembre 1922	6.324.940,79	
	<u>413.666.085,80</u>	413.666.085,80
Montant total de la dette au 15 décembre 1922		3.792.137.183,44
Intérêts courus et impayés, au taux de 3 p. 100 l'an, sur cette somme du 15 décembre 1922 au 15 juin 1925		284.410.288,75
Montant total de la dette au 15 juin 1925		<u>4.076.547.472,19</u>

¹ Cet accord, qui a été exécuté en fait depuis sa signature, est entré officiellement en vigueur le 21 février 1930, jour de sa promulgation dans le « Journal Officiel » de la République française.

No. 2292. — AGREEMENT¹ REGARDING THE CONSOLIDATION OF THE DEBT OF FRANCE TO THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 29, 1926.

French and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place March 10, 1930.

Agreement made the 29th day of April, 1926, at the City of Washington, District of Columbia, between the FRENCH REPUBLIC, hereinafter called France, Party of the first part, and the UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter called the United States, Party of the second part.

Whereas, France is indebted to the United States as of June 15, 1925, upon obligations in the aggregate principal amount 3,340,516.043 dol. 72, together with interest accrued and unpaid thereon ; and

Whereas, France desires to fund said indebtedness to the United States, both principal and interest, through the issue of bonds to the United States and the United States is prepared to accept bonds from France upon the terms hereinafter set forth ;

Now, therefore, in consideration of the premises and of the mutual covenants herein contained, it is agreed as follows :

I. *Amount of indebtedness.* — The amount of indebtedness to be funded, after allowing for certain cash payments made or to be made by France is 4,025,000,000 dollars, which has been computed as follows :

	Dollars	Dollars
Principal of obligations held for cash advanced under Liberty Bond Acts	2,933,405,070.15	
Accrued and unpaid interest at 4 ¼ p. 100 to December 15, 1922	445,066,027.49	3,378,471,097.64
Principal of obligations given for surplus war supplies purchased on credit	407,341,145.01	
Interest at 4 ¼ p. 100 from the last interest-payment date prior to December 15, 1922	6,324,940.79	413,666,085.80
Total indebtedness as of December 15, 1922		3,792,137,183.44
Accrued and unpaid interest at 3 p. 100 per annum on this amount from December 15, 1922, to June 15, 1925		284,410,288.75
Total indebtedness as of June 15, 1925		4,076,547,472.19

¹ This agreement which has been executed since the date of its signature, entered officially into force on February 21, 1930, the date of its promulgation in the " Journal Officiel " of the French Republic.

A valoir :	Dollars	Dollars
Payements reçus au titre des intérêts entre le 15 décembre 1922 et le 15 juin 1925	50.917.643,13	
Payements reçus au titre du principal depuis le 15 décembre 1922	230.171,44	
Intérêts sur les payements en principal, au taux de 3 p. 100 l'an, depuis la date de paiement jusqu'au 15 juin 1925	12.970,73	
	51.160.785,30	51.160.785,30
Montant net de la dette au 15 juin 1925		4.025.386.686,89
A payer en espèces dès la conclusion définitive de l'accord		386.686,89
Dette totale à convertir en obligations		4.025.000.000,—

2. *Payements.* — Afin de pourvoir au paiement de la dette qui doit être ainsi consolidée, la France remettra aux Etats-Unis, au pair, des obligations de la France, pour un montant global de 4.025.000.000 dollars, datées du 15 juin 1925 et arrivant successivement à échéance aux dates et pour les montants respectivement fixés dans le tableau ci-après :

Au 15 juin :

Dollars		Dollars	
1926	30.000.000,—	1958	65.426.259,21
1927	30.000.000,—	1959	55.474.298,82
1928	32.500.000,—	1960	57.138.527,79
1929	32.500.000,—	1961	58.852.683,62
1930	35.000.000,—	1962	60.618.264,13
1931	1.350.000,—	1963	62.436.812,05
1932	11.363.500,—	1964	64.309.916,42
1933	21.477.135,—	1965	66.239.213,91
1934	36.691.906,35	1966	58.764.122,05
1935	42.058.825,41	1967	60.820.866,32
1936	52.479.413,67	1968	62.949.596,64
1937	63.004.207,80	1969	65.152.832,52
1938	68.634.249,88	1970	67.433.181,66
1939	74.320.592,38	1971	69.793.343,02
1940	80.063.798,30	1972	72.236.110,02
1941	51.728.872,58	1973	74.764.373,88
1942	57.763.450,02	1974	77.381.126,96
1943	58.918.719,03	1975	80.089.466,40
1944	60.097.093,41	1976	82.892.597,73
1945	61.299.035,28	1977	85.793.838,65
1946	62.525.015,98	1978	88.796.623,—
1947	63.775.516,30	1979	91.904.504,81
1948	65.051.026,63	1980	95.121.162,48
1949	66.352.047,16	1981	98.450.403,16
1950	67.679.088,10	1982	101.896.167,27
1951	55.040.837,33	1983	105.462.533,13
1952	56.416.858,27	1984	109.153.721,79
1953	57.827.279,71	1985	112.974.102,05
1954	59.272.961,71	1986	116.928.195,62
1955	60.754.785,76	1987	113.694.786,64
1956	62.273.655,40		
1957	63.830.496,79		
		TOTAL	4.025.000.000,—

Credits :

	Dollars	Dollars
Payments received on account of interest between December 15, 1922, and June 15, 1925	50,917,643.13	
Payments on account of principal since December 15, 1922	230,171.44	
Interest on principal payments at 3 p. 100 per annum from date of payment to June 15, 1925	12,970.73	51,160,785.30

Net indebtedness as of June 15, 1925	4,025,386,686.89
To be paid in cash upon execution of agreement	386,686.89
Total indebtedness to be funded into bonds	<u>4,025,000,000.—</u>

2. *Payments.* — In order to provide for the payment of the indebtedness thus to be funded France will issue to the United State at par bonds of France in the aggregate principal amount of 4,025,000,000 dollars, dated June 15, 1925, and maturing serially on the several dates and in the amounts fixed in the following schedule :

June 15 :

	Dollars		Dollars
1926	30,000,000.—	1958	65,426,259.21
1927	30,000,000.—	1959	55,474,298.82
1928	32,500,000.—	1960	57,138,527.79
1929	32,500,000.—	1961	58,852,683.62
1930	35,000,000.—	1962	60,618,264.13
1931	1,350,000.—	1963	62,436,812.05
1932	11,363,500.—	1964	64,309,916.42
1933	21,477,135.—	1965	66,239,213.91
1934	36,691,906.35	1966	58,764,122.05
1935	42,058,825.41	1967	60,820,866.32
1936	52,479,413.67	1968	62,949,596.64
1937	63,004,207.80	1969	65,152,832.52
1938	68,634,249.88	1970	67,433,181.66
1939	74,320,592.38	1971	69,793,343.02
1940	80,063,798.30	1972	72,236,110.02
1941	51,728,872.58	1973	74,764,373.88
1942	57,763,450.02	1974	77,381,126.96
1943	58,918,719.03	1975	80,089,466.40
1944	60,097,093.41	1976	82,892,597.73
1945	61,299,035.28	1977	85,793,838.65
1946	62,525,015.98	1978	88,796,623.—
1947	63,775,516.30	1979	91,904,504.81
1948	65,051,026.63	1980	95,121,162.48
1949	66,352,047.16	1981	98,450,403.16
1950	67,679,088.10	1982	101,896,167.27
1951	55,040,837.33	1983	105,462,533.13
1952	56,416,858.27	1984	109,153,721.79
1953	57,827,279.71	1985	112,974,102.05
1954	59,272,961.71	1986	116,928,195.64
1955	60,754,785.76	1987	113,694,786.62
1956	62,273,655.40		
1957	63,830,496.79		
		Total	<u>4,025,000,000.—</u>

Il est entendu toutefois que, moyennant préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours aux Etats-Unis, et pour tout paiement au titre du principal et/ou des intérêts venant à échéance au cours d'une année quelconque conformément au tableau ci-dessus, après le 15 juin 1926 et avant le 16 juin 1932, la France pourra à son gré reporter tout ou partie de la portion excédant 20.000.000 dollars à tout 15 juin ou 15 décembre ultérieur qui ne soit pas éloigné de plus de trois ans de la date normale d'exigibilité; de même la France pourra, à son choix, moyennant le même préavis, reporter tout paiement au titre du principal venant à échéance ainsi qu'il est prévu, ci-dessus, après le 15 juin 1932 à tout 15 juin ou 15 décembre qui ne soit pas éloigné de plus de trois ans de la date normale d'exigibilité. Toutefois, si la France se prévaut, à un moment quelconque, de cette facilité quant à un paiement au titre du principal et/ou des intérêts, le paiement venant à échéance la troisième année suivante ne pourra être reporté, à moins et jusqu'à ce que le paiement au titre du principal et/ou des intérêts échu trois ans, deux ans et un an auparavant ait été effectivement versé; tous les paiements ainsi reportés porteront intérêt au taux de 4 $\frac{1}{4}$ p. 100 l'an, payable semestriellement.

3. *Forme des obligations.* — Toutes obligations remises ou à remettre aux Etats-Unis en vertu du présent accord seront payables au Gouvernement des Etats-Unis ou à son ordre et seront signées, pour la France, par son ambassadeur à Washington ou par son autre représentant dûment autorisé. Les obligations seront établies essentiellement dans la forme indiquée à l'annexe A ci-jointe. Elles seront émises en 62 coupures correspondant comme montants et dates d'échéance aux annuités prévues ci-dessus. Elles ne porteront aucun intérêt jusqu'au 15 juin 1930; après cette date, elles porteront intérêt au taux de 1 p. 100 l'an du 15 juin 1930 au 15 juin 1940; 2 p. 100 l'an du 15 juin 1940 au 15 juin 1950; 2 $\frac{1}{2}$ p. 100 l'an du 15 juin 1950 au 15 juin 1958; 3 p. 100 l'an du 15 juin 1958 au 15 juin 1965; 3 $\frac{1}{2}$ p. 100 l'an après le 15 juin 1965, ces intérêts étant payables semestriellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année.

4. *Méthode de paiement.* — Toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord seront payables, tant en principal qu'en intérêts, en monnaie d'or des Etats-Unis du présent étalon de valeur, ou au choix de la France, moyennant préavis d'au moins trente jours aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917 à accepter à leur valeur au pair augmentée des intérêts courus à la date du paiement prévue.

Tous paiements, en espèces ou en obligations des Etats-Unis, à faire par la France au titre du principal ou des intérêts de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis, seront effectués à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington, ou, au choix du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, à la « Federal Reserve Bank of New-York »; si ces paiements sont faits en espèces, ils seront effectués en fonds immédiatement disponibles à la date du versement; s'ils sont faits en obligations des Etats-Unis, ils seront effectués sous une forme qui puisse être agréée par le secrétaire du Trésor des Etats-Unis aux termes des règlements généraux du Département du Trésor concernant la négociation des obligations des Etats-Unis.

5. *Exemption d'impôts.* — Le principal et les intérêts de toutes obligations émises ou à émettre aux termes du présent accord seront payés sans déduction d'impôt et seront exempts de toutes taxes ou autres droits publics, présents ou futurs, imposés soit par la France ou avec son autorisation, soit par toute autorité publique ou locale française admise à lever des impôts, chaque fois, aussi longtemps et pour autant que le propriétaire effectif desdites obligations sera: a) le Gouvernement des Etats-Unis; b) une personne, firme ou association n'ayant en France ni domicile ni résidence habituelle, ou c) une corporation non organisée sous le régime des lois françaises.

6. *Payements avant échéance.* — Moyennant préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours aux Etats-Unis, la France pourra à son gré, le 15 juin ou le 15 décembre de chaque année, effectuer des paiements anticipés par tranches de 1.000 dollars ou multiple de 1.000 dollars, au titre du principal de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis. Ces paiements anticipés seront affectés au principal de telles obligations que la France désignera à l'époque du paiement.

Provided, however, that France, at its option, upon, not less than ninety days' advance notice to the United States, may postpone so much of any payment on account of principal and/or interest falling due in any one year as hereinabove provided after June 15, 1926, and prior to June 16, 1932, as shall be in excess of 20,000,000 dollars in any one year, to any subsequent June 15 or December 15 not more than three years distant from its due date, and upon like notice France, at its option, may postpone any payment on account of principal falling due as hereinafter provided after June 15, 1932, to any subsequent June 15 or December 15 not more than three years distant from its due date, but any such postponement shall be only on condition that in case France shall at any time exercise this option as to any payment of principal and/or interest, the payment falling due in the third succeeding year cannot be postponed at all unless and until the payment of principal and/or interest due three years, two years and one year previous thereto shall actually have been made. All such postponed payments shall bear interest at the rate of 4 $\frac{1}{4}$ p. 100 per annum payable semiannually.

3. *Form of Bond.* — All bonds issued or to be issued hereunder to the United States shall be payable to the Government of the United States of America, or order, and shall be signed for France by its Ambassador at Washington, or by its other duly authorized representative. The bonds shall be substantially in the form set forth in the exhibit hereto annexed and marked "Exhibit A", and shall be issued in 62 pieces with maturities and in denominations as hereinabove set forth and shall bear no interest until June 15, 1930, and thereafter shall bear interest at the rate of 1 p. 100 per annum from June 15, 1930, to June 15, 1940; at the rate of 2 p. 100 per annum from June 15, 1940, to June 15, 1950; at the rate of 2 $\frac{1}{2}$ p. 100 per annum from June 15, 1950, to June 15, 1958; at the rate of 3 p. 100 per annum from June 15, 1958, to June 15, 1965, and at the rate of 3 $\frac{1}{2}$ p. 100 per annum after June 15, 1965, all payable semiannually on June 15 and December 15 of each year.

4. *Method of Payment.* — All bonds issued or to be issued hereunder shall be payable, as to both principal and interest, in United States gold coin of the present standard of value, or, at the option of France, upon not less than thirty days' advance notice to the United States, in any obligations of the United States issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

All payments, whether in cash or in obligations of the United States, to be made by France on account of the principal of or interest on any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States, shall be made at the Treasury of the United States in Washington, or, at the option of the Secretary of the Treasury of the United States, at the Federal Reserve Bank of New-York, and if in cash shall be made in funds immediately available on the date of payment, or if in obligations of the United States shall be in form acceptable to the Secretary of the Treasury of the United States under the general regulations of the Treasury Department governing transactions in United States obligations.

5. *Exemption from Taxation.* — The principal and interest of all bonds issued or to be issued hereunder shall be paid without deduction for, and shall be exempt from, any and all taxes or other public dues, present or future, imposed by or under authority of France or any political or local taxing authority within France, whenever, so long as, and to the extent that beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in France, or (c) a corporation not organized under the laws of France.

6. *Payments before Maturity.* — France, at its option, on June 15 or December 15 of any year, upon not less than ninety days' advance notice to the United States, may make advance payments in amounts of 1,000 dollars or multiples thereof, on account of the principal of any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States. Any such advance payments shall be applied to the principal of such bonds as may be indicated by France at the time of the payment.

7. *Echange contre des obligations négociables.* — La France remettra aux Etats-Unis, en tout temps ou à certains intervalles, à la requête du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, en échange de tout ou partie des obligations émises en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis, des obligations définitives gravées, établies sous une forme en permettant la vente au public, pour tels montants et en telles coupures que le demandera le secrétaire du Trésor des Etats-Unis; ces obligations seront établies sous la forme au porteur et comporteront une clause permettant de les enregistrer quant au capital seulement et/ou quant au capital et aux intérêts à la fois; pour le reste, ces titres comporteront les mêmes clauses et conditions que les obligations échangées quant aux dates d'émission et d'échéance, au (ou aux) taux d'intérêt, s'il y a lieu, aux exemptions d'impôts, aux paiements en obligations des Etats-Unis émises postérieurement au 6 avril 1917, etc. La France délivrera aux Etats-Unis les obligations définitives gravées conformément à ce qui précède, dans les six mois de la réception de toute demande à cette fin émanant du secrétaire du Trésor des Etats-Unis; et, en attendant la délivrance des obligations gravées définitives, elle délivrera à la demande du secrétaire du Trésor des Etats-Unis des obligations temporaires, ou des certificats provisoires, dans une forme agréée par lui, dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite demande, le tout sans frais pour les Etats-Unis.

Les Etats-Unis, avant d'offrir en vente en France ces obligations ou certificats provisoires, les offriront d'abord à la France pour achat à leur valeur au pair, augmentée des intérêts courus, s'il y a lieu. De même, la France pourra, à son gré, au lieu d'émettre ces obligations ou certificats provisoires, rembourser par anticipation au pair, plus les intérêts courus s'il y a lieu, un montant correspondant en principal d'obligations émises en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis.

La France s'engage à ce que les obligations gravées définitives prévues par le présent paragraphe contiennent toutes les stipulations en question et à provoquer la promulgation de tous arrêtés, règlements et ordonnances que le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis jugera nécessaires ou désirables en vue de faciliter la vente de ces obligations aux Etats-Unis, en France ou ailleurs, et, sur la demande du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, elle prêtera ses bons offices en vue de l'inscription de ces obligations à la cote de telles bourses de valeurs que pourra spécifier le secrétaire du Trésor des Etats-Unis.

8. *Annulation et restitution des obligations.* — Dès la conclusion définitive du présent accord, et moyennant la délivrance aux Etats-Unis du montant en principal des obligations de la France à émettre en vertu du présent, et après reconnaissance des pouvoirs conférés au représentant de la France en vue de la signature du présent accord et des obligations à souscrire, les Etats-Unis annuleront et restitueront à la France, à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington, les obligations de la France qu'ils détiennent.

9. *Notifications.* — Toute notification, demande ou approbation émanant du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, sera considérée et acceptée comme émanant des Etats-Unis, et il suffira, pour qu'elle soit valable, que délivrance en soit faite à l'Ambassade de France à Washington ou au Ministère des Finances à Paris; de même, toute notification, demande ou option de/ou au nom de la France sera valable si elle est notifiée à l'Ambassade américaine à Paris, ou au secrétaire du Trésor à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington. Les Etats-Unis pourront, à leur gré, renoncer à toute notification exigée par le présent accord; toute renonciation de l'espèce devra être faite par écrit; elle ne pourra s'étendre à aucune notification ultérieure ni l'affecter; elle ne portera pas atteinte au droit des Etats-Unis d'exiger une notification en vertu du présent accord.

10. *Accomplissement des formalités légales.* — La France déclare expressément et convient que la conclusion et la signature du présent accord ont été à tous égards dûment autorisées, et que tous les actes, conditions et formalités légales exigibles avant la conclusion du présent accord ont été accomplis, ainsi que l'exigent les lois de France et conformément à celle-ci.

11. *Double expédition.* — Le présent accord sera établi en double exemplaire dont chacun aura la force et l'effet d'un original.

En foi de quoi la France a fait signer le présent accord, en son nom, par l'Honorable Henry Bérenger, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé

7. *Exchange for Marketable Obligations.* — France will issue to the United States at any time, or from time to time, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, in exchange for any or all of the bonds issued hereunder and held by the United States, definitive engraved bonds in form suitable for sale to the public, in such amounts and denominations as the Secretary of the Treasury of the United States may request, in bearer form, with provision for registration as to principal and/or in fully registered form, and otherwise on the same terms and conditions, as to dates of issue and maturity, rate or rates of interest, if any, exemption from taxation, payment in obligations of the United States issued after April 6, 1917, and the like, as the bonds surrendered on such exchange. France will deliver definitive engraved bonds to the United States in accordance herewith within six months of receiving notice of any such request from the Secretary of the Treasury of the United States, and pending the delivery of the definitive engraved bonds will deliver, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, temporary bonds or interim receipts in form satisfactory to the Secretary of the Treasury of the United States. The United States, before offering any such bonds or interim receipts for sale in France, will first offer them to France for purchase at par and accrued interest, if any, and France shall likewise have the option, in lieu of issuing any such bonds or interim receipts, to make advance redemption, at par and accrued interest, if any, of a corresponding principal amount of bonds issued hereunder and held by the United States. France agrees that the definitive engraved bonds called for by this paragraph shall contain all such provisions, and that it will cause to be promulgated all such rules, regulations, and orders, as shall be deemed necessary or desirable by the Secretary of the Treasury of the United States in order to facilitate the sale of the bonds in the United States, in France or elsewhere, and that if requested by the Secretary of the Treasury of the United States, it will use its good offices to secure the listing of the bonds on such stock exchanges as the Secretary of the Treasury of the United States may specify.

8. *Cancellation and Surrender of Obligations.* — Upon the execution of this Agreement, the delivery to the United States of the principal amount of bonds of France to be issued hereunder, together with satisfactory evidence of authority for the execution of this Agreement by the representative of France and for the execution of the bonds to be issued hereunder, the United States will cancel and surrender to France at the Treasury of the United States in Washington, the obligations of France held by the United States.

9. *Notices.* — Any notices, request, or consent under the hand of the Secretary of the Treasury of the United States, shall be deemed and taken as the notice, request or consent of the United States, and shall be sufficient if delivered at the Embassy of France at Washington or at the office of the Ministry of Finance at Paris; and any notice, request, or election from or by France shall be sufficient if delivered to the American Embassy at Paris or to the Secretary of the Treasury at the Treasury of the United States in Washington. The United States in its discretion may waive any notice required hereunder, but any such waiver shall be in writing and shall not extend to or affect any subsequent notice or impair any right of the United States to require notice hereunder.

10. *Compliance with Legal Requirements.* — France represents and agrees that the execution and delivery of this Agreement have in all respects been duly authorized and that all acts, conditions, and legal formalities which should have been completed prior to the making of this Agreement have been completed as required by the laws of France and in conformity therewith.

11. *Counterparts.* — This Agreement shall be executed in two counterparts, each of which shall have the force and effect of an original.

In witness whereof France has caused this Agreement to be executed on its behalf by Hon. Henry Bérenger, its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto

à cet effet, sous réserve toutefois de la ratification en France, et pareillement, les Etats-Unis ont fait signer le présent accord en leur nom, par le secrétaire du Trésor agissant en qualité de président de la « World War Foreign Debt Commission », avec l'assentiment du président, sous réserve toutefois de l'approbation du Congrès, conformément à l'Act du Congrès approuvé le 9 février 1922, modifié successivement par l'Act du Congrès du 28 février 1923, et ultérieurement par l'Act du Congrès approuvé le 21 janvier 1925, les mêmes jour et an que ci-dessus.

Pour la République française :

(Signé) Henri BÉRENGER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la World War Foreign Debt Commission,

(Signé) Andrew W. MELLON,

Secrétaire du Trésor et Président de la Commission.

Approuvé :

(Signé) Calvin COOLIDGE,

Président.

ANNEXE A

(Modèle d'obligation.)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La République française, ci-après dénommée « La France », pour valeur reçue s'engage à payer au (Gouvernement des Etats-Unis, ci-après dénommés « Les Etats-Unis » ou à leur ordre le 15 juin 19 , la somme de Dollars (§) et à payer l'intérêt sur ladite somme en principal après le 15 juin 1930, au taux de :

- 1 % l'an du 15 juin 1930 au 15 juin 1940 ;
- 2 % l'an du 15 juin 1940 au 15 juin 1950 ;
- 2 ½ % l'an du 15 juin 1950 au 15 juin 1958 ;
- 3 % l'an du 15 juin 1958 au 15 juin 1965 ;
- 3 ½ % l'an après le 15 juin 1965 ;

ces intérêts étant payables semestriellement le 15 décembre et le 15 juin de chaque année.

La présente obligation est payable principal et intérêts en monnaie d'or des Etats-Unis d'Amérique de l'étalon de valeur actuel, ou, au choix de la France, moyennant préavis d'au moins 30 jours aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917 ; lesquelles seront acceptées au pair plus les intérêts courus à la date de paiement prévue.

Le principal et les intérêts de la présente obligation seront payés sans déduction d'impôt et avec exemption de toutes taxes ou autres droits publics présents ou futurs, imposés soit par la France ou avec son autorisation, soit par toute autorité publique ou locale française admise à lever des impôts chaque fois, aussi longtemps que et pour autant que le propriétaire effectif de la présente obligation sera : a) le Gouvernement des Etats-Unis ; b) une personne, firme

duly authorized, subject, however, to ratification in France, and the United States has likewise caused this Agreement to be executed on its behalf by the Secretary of the Treasury as Chairman of the World War Foreign Debt Commission, with the approval of the President, subject, however, to the approval of Congress, pursuant to the Act of Congress approved February 9, 1922, as amended by the Act of Congress approved February 28, 1923, and as further amended by the Act of Congress approved January 21, 1925, all on the day and the year first above written.

The French Republic,

By: Henry BÉRENGER.

The United States of America,

For the World War Foreign Debt Commission,

By: Andrew W. MELLON,
*Secretary of the Treasury and Chairman
of the Commission.*

Approved :

By: Calvin COOLIDGE,
President.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*
P. de Fouquières

EXHIBIT A.

(Form of Bond.)

THE REPUBLIC OF FRANCE.

The Republic of France, hereinafter called France, for value received, promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, or order, on June 15, 19 , the sum of

Dollars (\$)), and to pay interest upon said principal sum after June 15, 1930,
at the rate of 1 % per annum from June 15, 1930, to June 15, 1940,
at the rate of 2 % per annum from June 15, 1940, to June 15, 1950,
at the rate of 2 ½ % per annum from June 15, 1950, to June 15, 1958,
at the rate of 3 % per annum from June 15, 1958, to June 15, 1965,
and at the rate of 3 ½ % per annum after June 15, 1965,

all payable semiannually on the 15th day of December and June in each year.

This bond is payable as to both principal and interest in gold coin of the United States of America of the present standard of value, or, at the option of France, upon not less than thirty day's advance notice to the United States, in any obligations of the United States, issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

This bond is payable as to both principal and interest without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of France or any political or local taxing authority within France, whenever, so long as, and to the extent that, beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in France, or (c) a corporation

ou association n'ayant en France ni domicile ni résidence habituelle, ou c) une corporation non organisée sous le régime des lois françaises.

La présente obligation est payable principal et intérêts à la Trésorerie des Etats-Unis, à Washington ou, au choix du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, à la Federal Reserve Bank of New-York. Cette obligation est émise conformément aux dispositions du paragraphe 2 d'un accord conclu le 29 avril 1926 entre la France et les Etats-Unis, auquel cette obligation est soumise et auquel il est fait ici référence.

En foi de quoi la France a fait signer la présente obligation en son nom par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé à cet effet pour valoir du 15 juin 1925.

La République française,

par :

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

not organised under the laws of France. This bond is payable as to both principal and interest at the Treasury of the United States in Washington, D. C., or at the option of the Secretary of the Treasury of the United States at the Federal Reserve Bank of New-York.

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph 2 of an Agreement dated April 29, 1926, between France and the United States, to which Agreement this bond is subject and to which reference is hereby made.

In witness whereof, France has caused this bond to be executed in its behalf by its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto duly authorized, as of June 15, 1925.

The French Republic :

By :

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary.

N° 2293.

AUTRICHE ET ITALIE

**Traité relatif à la navigation aérienne,
avec protocole additionnel. Signés
à Rome, le 11 mai 1928.**

AUSTRIA AND ITALY

**Treaty regarding Aerial Navigation,
with Additional Protocol. Signed
at Rome, May 11, 1928.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2293. — CONVENZIONE ¹ FRA L'AUSTRIA E L'ITALIA RELATIVA ALLA NAVIGAZIONE AEREA. FIRMATA A ROMA, L'11 MAGGIO 1928.

Textes officiels italien et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 mars 1930.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e l'Austria a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree, e, in generale, le relazioni internazionali per vie aerea; hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro plenipotenziari, rispettivamente:

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA:

S. E. Dott. Italo BALBO Sottosegretario di Stato per l'Aeronautica;

IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA:

Signor. Dott. Antonio POESCHMANN Capo Sezione nel Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni,

i quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Articolo I.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà in tempo di pace agli aeromobili dell'altro Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio inoffensivo al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente Convenzione.

È inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, come pure i ripetuti trasporti commerciali eseguiti da imprese aeree a scopo di lucro, saranno subordinati ad accordi speciali fra le più alte autorità aeronautiche dei due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre sotto condizione di reciprocità all'altro Stato contraente il trattamento della Nazione più favorita, per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale, tenendo presente il disposto del comma precedente.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio nazionale, metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

☛ Sono considerati aeromobili, a norma di questa Convenzione, tutti gli aeromobili privati e quelli dello Stato che non sono usati come aeromobili militari, doganali o di polizia.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 28 janvier 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2293. — VERTRAG¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH UND ITALIEN ÜBER
DEN LUFTVERKEHR. GEZEICHNET IN ROM, AM 11. MAI 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 11, 1930.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN und DER BUNDES-PRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Italiens und Österreichs liegt, ihre und im allgemeinen die zwischenstaatlichen Luftverkehrsbeziehungen im friedlichen Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

S. E. Dr. Italo BALBO Unterstaatssekretär für die Luftfahrt ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Anton POESCHMANN, Sektionschef im Bundesministerium für Handel und Verkehr ;

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen das Recht zum unschädlichen Luftverkehr über seinem Gebiet.

Es besteht indessen Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien sowie sonstige wiederholte erwerbsmässige Fahrten durch Luftfahrtunternehmen des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) Sondervereinbarungen zwischen der obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten unterliegen.

Unter Bedachtnahme auf die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes gewährt im übrigen jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen Vertragsstaate unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit die Behandlung der meistbegünstigten Nation in allem, was die gegenseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Handelsluftfahrt betrifft.

Als Gebiet im Sinne dieses Vertrages gilt das Gebiet des Mutterlandes und der Kolonien einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeug im Sinne dieses Vertrages gelten die privaten und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge verwendet werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 28, 1930.

Sono considerati aeromobili militari tutti quelli che fanno parte dell'organizzazione militare, o che con contrassegni speciali sono caratterizzati aeromobili militari o che sono comandati da persone in servizio militare.

A norma della presente Convenzione, per aeromobili si intendono tanto gli aeromobili a motore quanto gli sferici.

Articolo 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti, i loro equipaggi, i passeggeri e il carico, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti alle obbligazioni risultanti dalle prescrizioni in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza e l'ordine pubblico. Saranno inoltre sottoposti alle altre obbligazioni risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

I combustibili che si trovano a bordo dell'aeromobile sono esenti da dazio per la quantità che occorre per portare a termine il volo indicato nel registro di bordo.

Articolo 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al disopra di talune zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà far conoscere all'altro Stato le zone di territorio al disopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Alte Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto o in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al disopra del proprio territorio a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente, e quelli appartenenti a qualsiasi altro paese straniero.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata, dovrà appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato. Dovrà inoltre, atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso.

Articolo 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili, e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre portare l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione e di navigabilità e di tutti gli altri documenti prescritti nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile una attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari.

Als Militärluftfahrzeuge sind jene Luftfahrzeuge anzusehen, die einen Bestandteil der militärischen Ausrüstung bilden oder die durch besondere Abzeichen als militärische Fahrzeuge gekennzeichnet sind oder die von Personen im Militärdienste befehligt werden.

Unter Luftfahrzeugen im Sinne dieses Vertrages sind Motorluftfahrzeuge und Freiballons zu verstehen.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Hohen Vertragsschliessenden Teiles, ihre Besatzung, ihre Landung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Ein- und Ausfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieser Vertrag nichts anderes vorsieht.

Die erwerbsmässige Beförderung von Personen oder Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebietes kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die an Bord der Luftfahrzeuge befindlichen Betriebsmittel sind in der Menge, die zur Beendigung der im Bordbuche ausgewiesenen Reise erforderlich ist, zollfrei.

Artikel 3.

Die beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile können den Luftverkehr über bestimmten Teilen ihres Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen ihren heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiete in Friedenszeiten ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorüber gehend einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat, sobald es dies bemerkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und sobald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebietes gelegenen Flugplatze dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatlande einer besonderen Erlaubniss unterliegende Tätigkeit ansüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für die Luftverkehr, insbesondere mit den vorgeschriebenen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi presso l'altro Stato, allo stesso titolo dei corrispondenti documenti, rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione al disopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciate ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finchè non sarà intervenuta Convenzione in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

Se la navigabilità di un aeromobile fornito dei necessari documenti diminuisce in seguito in modo tale che la sicurezza dei viaggiatori è in pericolo, la continuazione del volo dell'aeromobile nel territorio dell'Altro Stato può essere sottoposta alla condizione che l'aeromobile venga riparato per assicurare la continuazione ininterrotta del volo.

Articolo 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radio-comunicazione al disopra del territorio dell'altra Parte contraente se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dal loro Stato di origine.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili, per ragioni di sicurezza.

Articolo 7.

Gli aeromobili, il loro personale navigante ed i passeggeri non possono portare seco armi, munizioni, materiale bellico, veleni, esplosivi, colombe viaggiatori ed apparecchi fotografici senza il permesso di quello Stato sul cui territorio si trova l'aeromobile. Questo divieto non ha vigore per il personale navigante, il quale è autorizzato a portare sul velivolo i mezzi di segnalazione e le armi personali necessarie per la sicurezza delle persone o merci naviganti.

Per ragioni di sicurezza pubblica ciascuno degli Stati contraenti può limitare o proibire nel suo territorio anche il trasporto di oggetti diversi da quelli sopraelencati: tale divieto deve essere applicato senza distinzione agli aeromobili di entrambi le Parti contraenti.

Articolo 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci dovranno essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri, e per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonchè delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se all'arrivo di un aeromobile è rilevata una divergenza fra le merci trasportate ed i documenti sopra menzionati, le Autorità doganali dell'aeroporto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le Autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente tra le Amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Lufttüchtigkeits-scheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Giltigkeit wie die in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Jeder der Vertragschliessenden Teile behält sich vor das Recht, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaate erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Falls sich die Lufttüchtigkeit eines mit den erforderlichen Ausweisen versehenen Luftfahrzeuges in der Folge so verringert hat, dass die Sicherheit der Fluggäste gefährdet ist, kann die Fortsetzung der Reise dieses Fahrzeuges im Gebiete des anderen Staates von der Ausbesserung des Fahrzeuges abhängig gemacht werden, um eine ungestörte Fortsetzung der Reise zu sichern.

Artikel 6

Die Luftfahrzeuge des einen der Vertragschliessenden Teile dürfen im Gebiet des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein wie dies von beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimastaates mit sich führen.

Die beiden Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, Kriegsmaterial, Giftstoffe, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Diese Bestimmung gilt nicht für die Besatzung, die ermächtigt ist, auf dem Fahrzeuge Signalmittel und Handwaffen mitzuführen, die zum Schutze der beförderten Personen oder Güter notwendig sind.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Gebiete das Mitführen auch anderer als der im vorstehenden Absatze angeführten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen oder verbieten; eine solche Massnahme ist ohne Unterschied auf die Luftfahrzeuge beider Vertragschliessenden Teile anzuwenden.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Güter mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den oben erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftsflugplatzes mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Articolo 9.

Alla partenza ed all'atterraggio ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio dalle Autorità competenti gli aeromobili dell'altro Stato e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

Articolo 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno in egual modo accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsi egualmente dei servizi d'informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico e di segnalazione diurna e notturna. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Articolo 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti o partenti alla volta di essi, dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica e classificati come aeroporti doganali, (con servizio dei controlli di passaporti), senza alcun atterraggio intermediario tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto nel quale saranno effettuate le operazioni doganali e il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica a tali casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori degli aeroporti previsti al comma primo, il Comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi alla regolamentazione nazionale vigente in materia.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati fra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista, ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servirsene di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra parte contraente.

Articolo 12.

Le frontiere comuni delle Alte Parti contraenti potranno essere sorvolate soltanto sui punti determinati di comune accordo dalle più alte autorità aeronautiche dei due Stati. Le frontiere non comuni saranno sorvolate sui punti che saranno stati fissati dallo Stato interessato.

È fin da ora convenuto che tutte le zone di frontiera comuni, non comuni, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito dei propri aeromobili di altra nazionalità, saranno aperte, senza altra formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'Altra Parte contraente.

Articolo 13.

È proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Articolo 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie ed oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Artikel 9.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze sind den Luftfahrzeugen beider Staaten in gleicher Weise zugänglich. Die Luftfahrzeuge können ebenso die Einrichtungen des Wetterdienstes, des Funkdienstes und des Flugsicherungsdienstes benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltgebühr u. s. w.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flugplatz, der ein Zollflugplatz mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flugplatz. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach den Ausflug von anderen Flugplätzen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im ersten Absatze bezeichneten Flugplätze haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den in Betracht kommenden staatlichen Vorschriften zu richten.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flugplätze mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flugplätze besonders aufführen, die Zollflugplätze sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechtes zur Benützung eines dieser Flugplätze ist dem anderen Vertragsteile unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Die gemeinsamen Grenzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die in gemeinsamer Vereinbarung zwischen den obersten Luftfahrbehörden der beiden Staaten bestimmt werden. Die nicht gemeinsamen Grenzen sind an denjenigen Stellen zu überfliegen, die von dem in Frage kommenden Staat bestimmt worden sind.

Es besteht Einverständnis darüber, dass alle gemeinsamen und nicht gemeinsamen Grenzabschnitte über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteiles offen sein werden.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Il gettito dei rifiuti da aeromobili in volo deve essere regolato secondo le disposizioni emanate in proposito dallo Stato nel cui territorio avviene il fatto.

Articolo 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati, soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società, questa, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione italiana o dalla legislazione austriaca per essere considerata rispettivamente, come società italiana o come Società austriaca.

Articolo 16.

Le Alte Parti contraenti scambieranno fra di esse mensilmente una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo Registro Aeronautico nel mese precedente.

Articolo 17.

Ogni aeromobile che entri o transiti attraverso l'atmosfera di uno dei due Stati contraenti, e che vi effettui soltanto gli atterraggi o fermate ragionevolmente necessari, potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, mercè il deposito di una cauzione il cui ammontare, in mancanza di accordo amichevole, sarà stabilito nel più breve termine dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

Articolo 18.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo risultante dalle Convenzioni internazionali in vigore, o in mancanza dalla legge nazionale di chi effettua il salvataggio.

Articolo 19.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea, in vigore nei rispettivi territori.

Articolo 20.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sarà possibile, per mezzo di intese dirette fra le amministrazioni competenti delle due Parti contraenti, specialmente per quanto riguarda le formalità doganali.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti comunicherà all'altra Parte tutti gli atti contrari alle disposizioni di questa Convenzione commessi eventualmente nel suo territorio da persone o enti che abbiano la nazionalità dell'altro Stato.

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die bezüglichen Vorschriften des Staates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Vertrages Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgend-irner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die italienische oder österreichische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als italienische oder österreichische Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 16.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monates im bezüglichen Luftfahrzeugregister bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme die wegen Verletzung eines Patentes-Musters oder Modelles bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 18

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragsstaaten haben bei Landungen, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich, vorbehaltlich gegenseitiger Abmachung, nach den Grundsätzen des Seerechtes, wie sie sich aus den jeweiligen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Letter angehören ergeben.

Artikel 19

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Vertrages (insbesondere die Zollformalitäten) werden soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird Zuwiederhandlungen, die in seinem Gebiete von Personen oder Unternehmen, die die Nationalität des anderen Staates besitzen, gegen die Bestimmungen dieses Vertrages begangen werden, dem anderen Teile mitteilen.

Ogni contestazione relativa alla applicazione della presente Convenzione, che non potrà essere regolata amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà sottoposta prima all'esame di una Commissione di conciliazione costituita da un membro per l'Italia, un membro per l'Austria e un presidente nominato di comune accordo. Tanto i membri quanto il Presidente saranno nominati di volta in volta, quando se ne presenti il bisogno. Qualora le Parti contraenti non convengano nella nomina del Presidente o nel parere dato da detta Commissione, la contestazione verrà deferita alla Corte permanente di Giustizia Internazionale.

Articolo 21.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione, con un preavviso di dodici mesi.

Articolo 22.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata, e le ratifiche saranno scambiate a Vienna nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Roma, li 11 maggio 1928, in doppio originale, italiano e tedesco ; i due testi avranno pari efficacia.

(Firmato) Italo BALBO.

PROTOCOLLO AGGIUNTO.

All'atto della ratifica Convenzione su esposta riguardante la navigazione aerea conclusa tra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, i relativi rappresentanti si sono messi d'accordo senza altro sui seguenti punti :

1° La clausola della « Nazione più favorita » accordata nell'articolo 1, comma 3° della Convenzione non riguarda il lato finanziario delle imposte dirette e delle tasse. La questione delle imposte dirette gravanti sulle imprese di navigazione aerea che svolgono la loro attività su territori di ambedue gli Stati, viene regolata secondo l'Accordo del 6 aprile 1922, per evitare una imposizione doppia.

2° Riguardo agli sferici le disposizioni della Convenzione sono applicabili soltanto nei limiti consentiti dal carattere speciale di tali aeromobili.

Questo Protocollo aggiunto, che fa parte della Convenzione su esposta ed entra in vigore con essa, verrà fatto in doppio originale, italiano e tedesco ; i due testi avranno pari efficacia.

ROMA, li 11 maggio 1928.

(Firmato) Italo BALBO.

Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Vertrages betreffen und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, werden zunächst einem Vermittlungsausschusse zur Prüfung unterbreitet, der aus je einem von Italien und Österreich bestellten Mitgliede und einem im gemeinsamen Einvernehmen bestellten Vorsitzenden besteht. Sowohl die Mitglieder als auch der Vorsitzende werden von Fall zu Fall ernannt, wenn sich die Notwendigkeit hiezu ergibt. Sollten sich die vertragschliessenden Teile auf die Person des Vorsitzenden oder das vom Ausschusse erstattete Gutachten nicht einigen, wird der Streitfall dem ständigen Internationalen Schiedsgerichtshof unterbreitet.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von 12 Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden.

Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Geschehen in Rom, am 11. Mai tausendneunhundertachtundzwanzig, in doppelter Urschrift in italienischer und deutscher Sprache, wobei beide Texte gleich authentisch sind.

(Unterschrieben) POESCHMANN.

ZUSATZPROTOKOLL

Bei Unterzeichnung des zwischen dem Königreich Italien und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrages über den Luftverkehr sind die unterfertigten Bevollmächtigten weiters über Folgendes übereingekommen:

1^o Die in Artikel 1, Absatz 3, des Vertrages vereinbarte Klausel der « meistbegünstigten Nation » bezieht sich nicht auch auf das Gebiet der direkten Steuern und Abgabe. Die Frage der direkten Steuern für Luftfahrtunternehmen, die auf den beiderseitigen Staatsgebieten tätig sind, regelt sich nach den Bestimmungen des Übereinkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung vom 6. April 1922.

2^o Auf Freiballon sind die Bestimmungen des Vertrages nur soweit anzuwenden, als es die Eigenart dieser Luftfahrzeuge zulässt.

Dieses Zusatzprotokoll, das als Bestandteil des eingangs bezeichneten Vertrages gilt und mit diesem in Kraft tritt, in doppelter Urschrift, in italienischer und deutscher Sprache ausgefertigt, deren Texte gleich authentisch sind.

ROM, am 11. Mai tausendneunhundertachtundzwanzig.

(Unterschrieben) POESCHMANN.

Per copia conforme :
Il Capo dell'Ufficio trattati,
(signature illisible.)

¹ TRADUCTION.

N° 2293. — TRAITÉ RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 11 MAI 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également convaincus qu'il est de l'intérêt commun de l'Italie et de l'Autriche de faciliter, pour des fins pacifiques, le développement de leurs communications aériennes et des communications aériennes internationales, en général, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le D^r Italo BALBO, sous-secrétaire d'Etat à l'Aéronautique ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Anton POESCHMANN, chef de section au Ministère fédéral du Commerce et des Communications ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement et l'exploitation, par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, de lignes aériennes régulières, avec ou sans escale, passant au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que les transports commerciaux répétés effectués dans un but lucratif par des entreprises de navigation aérienne, seront subordonnés à des accords spéciaux entre les plus hautes autorités aéronautiques des deux Etats.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera, en outre, à l'autre Partie contractante, sous réserve de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les relations réciproques en matière de navigation commerciale aérienne, compte tenu des dispositions de l'alinéa précédent.

Aux fins de la présente convention, le terme territoire d'un Etat s'entend du territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Sont considérés comme aéronefs, au sens de la présente convention, tous les aéronefs privés et les aéronefs de l'Etat qui ne sont pas utilisés comme aéronefs militaires, et aéronefs de douane ou de police.

Sont considérés comme aéronefs militaires tous les aéronefs qui font partie de l'organisation militaire, ou qui portent des marques spéciales les désignant comme aéronefs militaires, ou qui sont commandés par des personnes en service militaire.

Au sens de la présente convention, on entend par aéronefs tant les aéronefs à moteur que les ballons sphériques.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.No. 2293. — TREATY BETWEEN AUSTRIA AND ITALY REGARDING
AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT ROME, MAY 11, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being firmly convinced that it is to the mutual advantage of Italy and Austria to promote, for peaceful purposes, the development of air navigation between the two countries and of international air navigation in general, have decided to conclude a Treaty to that end, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Dr. Italo BALBO, Under-Secretary of State for Air :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Anton POESCHMANN, Head of Section in the Federal Ministry of Commerce and Transport ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent air passage above its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered therein, provided that the stipulations of the present Treaty are observed.

It is, however, understood that the creation and operation of regular air routes (with or without landing), within or across the territory of one of the High Contracting Parties by undertakings belonging to the other Party, as well as other regular transport services conducted by air companies for purposes of gain, shall be subject to special agreements between the highest air authorities of both States.

Further, subject to the provisions of the foregoing paragraph, each of the High Contracting Parties shall, on condition of reciprocity, grant most-favoured-nation treatment to the other contracting State in all matters of commercial intercourse by air.

For the purposes of the present Treaty, the word " territory " shall mean the territory of the mother country and the colonies, including territorial waters.

For the purposes of the present Treaty, the term " aircraft " shall mean private aircraft and Government aircraft which are not used for military, Customs or police purposes.

The term " military aircraft " shall mean aircraft which form part of the equipment of the military forces, or which bear the special distinguishing marks of military aircraft, or which are under the command of persons in military service.

For the purposes of the present Treaty, the term " aircraft " shall be deemed to include motor driven aircraft and free balloons.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage, les passagers et le chargement, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne, en général, — pour autant que ces prescriptions s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, — les droits de douane et autres droits fiscaux, les prohibitions d'importation et d'exportation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité et l'ordre public. Ils seront, en outre, soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible qui se trouve à bord des aéronefs sera exempté des droits de douane jusqu'à concurrence de la quantité nécessaire à l'accomplissement du voyage indiqué dans le livre de bord.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux qui ressortissent à l'autre Etat. Chacun des deux Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en totalité ou en partie, par suite de circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Etat contractant et les aéronefs de tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra de donner le signal de détresse prévu par le Règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé. Il devra, en outre, atterrir en dehors de la zone interdite le plus tôt possible sur l'un des plus proches aérodromes de cet Etat.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage, qui exerceront dans l'aéronef une activité subordonnée dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne, et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus valables par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de reconnaître, pour la navigation au-dessus de son territoire, la validité des brevets d'aptitude et des licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 2.

The aircraft of either High Contracting Party, their crews, cargoes and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that State at the time, and especially to the regulations governing air traffic generally, provided that these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality. They shall also be subject to the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods, and public security and order. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Treaty.

The commercial transport of passengers and goods between two points within its own territory may be reserved by a State for national aircraft.

The fuel on board an aircraft shall be admitted free of duty to the amount requisite for completion of the journey as shown by the log.

Article 3.

Both the High Contracting Parties may prohibit air traffic over certain areas of their territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other State. Areas over which air traffic is thus prohibited shall be notified to the other contracting State.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, under exceptional circumstances and with immediate effect, in time of peace temporarily to restrict air traffic over its own territory or to prohibit such traffic entirely or partially, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other contracting State and those of any other foreign country.

Article 4.

An aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the air traffic regulations of the State flown over, and land without delay as near as possible to an aerodrome belonging to the State in question situated outside the prohibited area.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They must also bear the name and address of the owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness and any other documents prescribed in the country to which they belong.

All members of the crew performing duties on board, for the exercise of which a special licence is required in their home country, must hold the certificates there required for air navigation and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

The other members of the crew must be provided with certificates stating their duties on board, trade or profession, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew shall have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

For the purposes of flight within its own territory, each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other contracting State.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Si la navigabilité d'un aéronef muni des documents nécessaires diminue par la suite dans une mesure telle que la sécurité des voyageurs soit menacée, la continuation du vol de l'aéronef dans le territoire de l'autre Etat pourra être subordonnée à l'exécution des réparations nécessaires pour assurer la continuation ininterrompue du voyage.

Article 6.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils de radio-communication au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante que si les deux Etats contractants le permettent. Ces appareils ne seront utilisés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règlements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radio-communication à bord des aéronefs.

Article 7.

Les aéronefs, leur équipage et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni matériel de guerre, ni matières vénéneuses, ni explosifs, ni pigeons voyageurs et appareils photographiques sans l'autorisation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'aéronef. Cette interdiction ne sera pas applicable au personnel navigant, qui est autorisé à emporter sur l'aéronef les moyens de signalisation et les armes personnelles nécessaires à la sécurité des personnes ou des marchandises transportées.

Pour des raisons de sûreté publique, chacun des Etats contractants pourra cependant aussi limiter ou prohiber sur son territoire le transport d'objets autres que les objets mentionnés ci-dessus ; les mesures de ce genre devront être appliquées sans distinction aux aéronefs des deux Parties contractantes.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et en quantité, ainsi que les déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les deux administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes ouverts au service de la navigation aérienne publique seront pareillement accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radio-électrique et de signalisation diurne et nocturne. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour les aéronefs ressortissant à l'autre Etat.

The crew and the passengers must, unless otherwise agreed, be provided with the documents required for international traffic by the regulations in force at the time.

If the airworthiness of an aircraft provided with the requisite certificates shall subsequently be so impaired that the safety of the passengers is endangered, the continuation of the journey of such aircraft over the territory of the other State may be made conditional on the aircraft being so repaired as to ensure its further journey not being interrupted.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party may only carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages in the territory of the other contracting State in so far as this is permitted by both contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew carrying a special licence issued by their State of origin.

Both Contracting Parties reserve the right, as a measure of safety, to issue regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless telegraph apparatus.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, war material, poisonous substances, explosives, carrier pigeons or photographic apparatus, except with the permission of the State in whose air territory the aircraft happens to be. This provision shall not apply to the members of the crew, who are entitled to carry with them on the aircraft signalling apparatus and weapons required for the protection of the passengers or goods transported.

Either contracting State may, as a measure of public safety, restrict or prohibit in its territory the conveyance of other objects in addition to those specified in the preceding paragraph. Such regulations shall be applicable without distinction to the aircraft of both Contracting Parties.

Article 8.

Aircraft which carry passengers or goods must be provided with a nominal roll of the passengers and with a manifest of the cargo, specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered, on the arrival of an aircraft, that there is a discrepancy between the goods carried and the above documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other contracting State.

The conveyance of mails shall be the subject of special direct arrangements between the postal administrations of the two contracting States.

Article 9.

Each contracting State may, in its own territory, have the aircraft of the other State inspected by the competent authorities on arrival or departure, and the prescribed certificates and other documents verified.

Article 10.

Aerodromes which are open to public air traffic shall be available to the aircraft of either State upon the same conditions; similarly, the meteorological information service and the radio-telegraphic and safety-landing arrangements for air traffic shall be at the disposal of both. Any charges made (for landing, accommodation, etc.) shall be the same for national aircraft as for those of the other State.

Article 11.

Les aéronefs en provenance ou à destination d'un des Etats contractants ne devront effectuer leur départ ou leur atterrissage que dans l'un des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique et classée comme aérodromes douaniers (avec service de contrôle des passeports), sans aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans les cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'atterrissage sur un autre aérodrome où seront effectués les opérations de douane et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, le commandant de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux réglementations nationales concernant cette matière.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste de leurs aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste indiquera ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser un de ces aérodromes devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières communes des Hautes Parties contractantes ne pourront être survolées qu'aux points déterminés d'un commun accord par les plus hautes autorités aéronautiques des deux Etats. Les frontières non communes seront survolées aux points qui auront été fixés par l'Etat intéressé.

Il est d'ores et déjà convenu que toute zone de frontière commune ou non commune, dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le passage des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée *ispo facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il est interdit de jeter du lest autre que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre matière, en dehors du lest, que des matières ou des objets pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Le droit de jeter des déchets des aéronefs en cours de vol sera réglementé par les dispositions prises à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel aura lieu cette opération.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si l'aéronef appartient à une société, cette dernière, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions requises par la législation italienne ou la législation autrichienne pour être considérée, suivant le cas, comme société italienne ou comme société autrichienne.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes échangeront entre elles tous les mois la liste des inscriptions et des radiations effectuées dans le mois précédent sur leur registre aéronautique respectif.

Article 11.

Arrivals in and departure from either of the contracting States may only take place at an aerodrome open to public air traffic classed as a Customs aerodrome, and with passport control service, and no intermediate landing may be made between the frontier and the aerodrome. The competent authorities may in special cases authorise aircraft to land or take off from other aerodromes, where Customs and passport inspection will be carried out. The prohibition of intermediate landing applies also in such special cases.

In the case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew, and the passengers must observe the national regulations in force in this connection.

Each High Contracting Party shall communicate to the other a schedule of its aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly specify the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to use any aerodrome must be immediately notified to the other Contracting Party.

Article 12.

The common frontiers between the two High Contracting Parties may only be crossed at points fixed by common agreement between the highest air authorities of the two States. Frontiers which are not common must be crossed at points to be determined by the State concerned.

It is agreed that all frontier sections common and otherwise, over which either Contracting Party has granted the right of passage to aircraft of another nationality shall, *ipso facto*, be open to the aircraft of the other Contracting Party.

Article 13.

As ballast, only fine sand or water may be dropped.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, may be dropped or thrown out during flight unless special permission has been obtained from the State whose territory is flown over.

Where waste materials are thrown from aircraft in flight, the relevant regulations of the State in whose territory this takes place shall be observed.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in connection with the execution of this Treaty, it is agreed that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in either State unless it is the sole property of nationals of that State. Should the owner be a company of any kind, such company must fulfil all the requirements of the Italian or Austrian law in force, in order that it may be considered an Italian or Austrian company respectively.

Article 16.

The High Contracting Parties shall exchange monthly lists of new entries and cancellations made during the preceding month in their respective aircraft registers.

Article 17.

Tout aéronef entrant dans l'atmosphère de l'un des deux Etats contractants ou transitant à travers cette atmosphère et effectuant seulement les atterrissages ou les arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu où la saisie devrait être effectuée.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs perdu en (haute) mer sera régi, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime relevant des conventions internationales en vigueur ou, à leur défaut, des lois de l'Etat auquel ressortissent les sauveteurs.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités douanières.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre Partie toutes les infractions aux dispositions de la présente convention commises éventuellement sur son territoire par des personnes ou des entreprises ressortissant à l'autre Etat.

Toute contestation relative à l'application de la présente convention qui n'aura pu être réglée amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation composée d'un membre désigné par l'Italie, d'un membre désigné par l'Autriche et d'un président choisi d'un commun accord. Les membres ainsi que le président seront désignés à l'occasion, chaque fois que les circonstances l'exigeront. Si les Parties contractantes ne se mettent pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de l'avis formulé par la commission, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article 21.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

Article 22.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Vienne dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le onze mai mil neuf cent vingt-huit, en double original, italien et allemand, les deux textes faisant également foi.

(Signé) Italo BALBO.

(Signé) POESCHMANN.

Article 17.

Aircraft entering or flying over the territory of either contracting State and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on account of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft of either contracting State shall be entitled when landing, and especially in the case of forced landings, to the same assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall be subject, unless otherwise agreed upon, to the principles of maritime law as embodied in the agreements in force at the time, or, in default, in the laws of the State to which the rescuers belong.

Article 19.

The High Contracting Parties shall notify one another of all regulations regarding air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

Details connected with the execution of this Treaty (more particularly in respect of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled by direct agreement between the competent departments of both Contracting Parties.

Each of the High Contracting Parties shall notify the other Party of any infringements of the provisions of this Treaty committed in its territory by persons or enterprises belonging to the other State.

Disputes regarding the execution of this Treaty which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall first be submitted for investigation to a Conciliation Board, consisting of two members appointed by Italy and Austria respectively, and a chairman nominated by mutual agreement. Both the members and the chairman shall be appointed as and when the occasion demands. Should the Contracting Parties fail to agree on the nomination of a chairman or on the finding of the Board, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 21.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty on giving twelve months' notice.

Article 22.

This Treaty shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Rome May the eleventh, one thousand nine hundred and twenty-eight, in duplicate in the Italian and German languages, both texts being equally authentic.

(Signed) Italo BALBO.

(Signed) POESCHMANN.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de navigation aérienne conclue entre le Royaume d'Italie et la République d'Autriche, les plénipotentiaires soussignés sont en outre convenus de ce qui suit :

1^o La clause de la « nation la plus favorisée » convenue à l'article premier, troisième alinéa de la convention, ne s'appliquera pas en matière d'impôts directs et de taxes. La question des impôts directs frappant les entreprises de navigation aérienne qui exercent leur activité sur les territoires des deux Etats est réglée par les dispositions de l'Accord du 6 avril 1922 pour éviter les doubles impositions.

2^o Les dispositions de la convention ne s'appliquent aux ballons sphériques que dans la mesure compatible avec le caractère spécial de ces aéronefs.

Le présent protocole additionnel, qui fera partie intégrante de la convention qui précède et entrera en vigueur en même temps qu'elle, est établi en double original, italien et allemand, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 11 mai 1928.

(Signé) Italo BALBO.

(Signé) POESCHMANN.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded between the Kingdom of Italy and the Austrian Republic relating to air navigation, the undersigned Plenipotentiaries have further agreed upon the following :

(1) The "most-favoured-nation" clause in Article 1, third paragraph, shall not extend to the sphere of direct duties and taxes. The question of the direct taxation of air traffic companies operating in the territories of both Parties shall be regulated by the provisions of the Agreement for the purpose of Avoiding Double Taxation, dated April 6, 1922.

(2) The provisions of the Treaty shall only be applicable to balloons as far as their special characteristics permit.

This Additional Protocol, which shall form an integral part of the above Treaty and come into force simultaneously therewith, is drawn up in duplicate in the Italian and German languages, both texts being equally authentic.

ROME, *May* 11, 1928.

(Signed) Italo BALBO.

(Signed) POESCHMANN.

N° 2294.

HONGRIE ET POLOGNE

**Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Varsovie, le 30 novembre
1928.**

HUNGARY AND POLAND

**Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Warsaw, Novem-
ber 30, 1928.**

N^o 2294. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA POLOGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 30 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le Chargé d'affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 mars 1930.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SON ALTESSE SÉRÉNIS-SIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Pologne et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur August ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Louis WALKO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage, les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

3. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure de l'une des Parties contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 29 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2294. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN POLAND AND HUNGARY. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 30, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 13, 1930.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, desirous of strengthening the ties of friendship which unite Poland and Hungary, and of settling, as far as possible by conciliation or arbitration any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure, and, if necessary, to arbitration procedure, disputes of any kind which may arise between them and which it may not have been found possible to settle, within a reasonable time, through the diplomatic channel.

2. This provision shall not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

3. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

Should the dispute, under the municipal law of one of the Contracting Parties, fall within the competence of the national Courts of that Party, the defendant Party may object to its being

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, January 29, 1930.

peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

1. La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés, dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

2. Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenu, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 4.

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

2. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

submitted to conciliation or arbitration procedure pending a decision with final effect by the competent judicial authority. In such case, the request for conciliation shall be made within one year at latest from the date of the aforementioned decision.

Article 3.

1. The task of conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed for each individual case as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one Commissioner chosen from among their respective nationals, and shall jointly appoint the President of the Commission from among the nationals of third Powers.

2. If, within three months of the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of its intention to resort to conciliation procedure, the Commissioner of the other Party or the President of the Commission, to be chosen jointly by the High Contracting Parties, has not been appointed, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make these appointments.

Article 4.

1. The dispute shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, failing agreement, by either of the Parties. The application shall contain a brief indication of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take the necessary measures with a view to a settlement by conciliation.

2. If the application is submitted by one only of the Parties, that Party shall notify the second Party thereof without delay.

Article 5.

1. It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, to collect all relevant information with that object, by enquiry or otherwise, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. The Commission, after examining the case, may inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable, giving them a certain period within which to give their decision.

2. On the conclusion of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, that the Parties have come to an agreement, and if necessary, giving the terms of such agreement, or that it has been found impossible to effect a settlement between the Parties.

3. The proceedings of the Commission, unless otherwise agreed between the Parties, shall be concluded within six months of the date on which the dispute was submitted to the Commission.

Article 6.

Failing any special stipulation to the contrary, the Conciliation Commission shall determine its own procedure, which shall always provide for both Parties being heard. In the matter of enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall proceed in conformity with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry), of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par le président.

Article 8.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

1. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront comprises à la majorité des voix.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 13.

1. Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

2. Le compromis sera établi par un accord spécial sujet à la ratification préalable par les gouvernements respectifs.

Article 7.

Unless otherwise agreed between the High Contracting Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 8.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless, with the consent of the High Contracting Parties, the Commission itself so decides.

Article 9.

1. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, who shall act as intermediaries between them and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that any persons whose evidence they consider of value shall be heard.

2. The Commission, for its part, shall have the right to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, and from such persons as it may think fit to summon, subject to the consent of their Governments.

Article 10.

Except as otherwise provided in the present Treaty, decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and in particular to supply it, to the best of their ability, with all relevant documents and information and to use the means at their disposal to enable it, in their territory and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts and to carry out enquiries on the spot.

Article 12.

Failing a settlement by conciliation, either of the High Contracting Parties may request that the case be submitted to arbitration, provided that the dispute in question is of a legal character.

Article 13.

1. The High Contracting Parties shall, in each individual case, draw up a special agreement setting forth clearly the subject of the dispute, the composition and special powers of the tribunal, and any other conditions decided upon between them.

2. The above-mentioned special agreement shall be embodied in an act requiring previous ratification by the respective Governments.

Article 14.

Sauf condition contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'article 12 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre, si les deux Parties y consentent, un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut¹.

Article 16.

1. Si le compromis prévu par l'article 13 n'est pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, les Parties pour l'établissement de ce compromis se remettront à une Commission spéciale, constituée de la manière suivante.

2. Chaque Partie nomme deux personnes, dont une seulement peut être son national. Ces personnes choisiront ensemble un président. En cas de partage des voix le Président de la Confédération suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

3. La décision de la commission spéciale est obligatoire pour les deux Parties.

Article 17.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation de proposition de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise stipulated, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The provisions of Article 12 of the present Treaty shall not affect the right, if both Parties are willing, to submit a legal dispute, under a special agreement, to the Permanent Court of International Justice, subject to the conditions and in conformity with the procedure laid down in the Statute of the Court ¹.

Article 16.

1. If, within six months following notice of an application for arbitration, the special agreement mentioned in Article 13 has not been drawn up, the Parties shall apply to a Special Commission, constituted as described below, to draw up the agreement.

2. Each Party shall appoint two persons, of whom only one may be a national of that Party. These persons shall together choose a President. Should they fail to agree, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the appointment.

3. The decision of the Special Commission shall be binding upon both Parties.

Article 17.

The Parties shall execute in good faith the award pronounced by the Tribunal.

Article 18.

The High Contracting Parties shall abstain, while the conciliation or arbitration procedure is in progress, from any act or measure liable to prejudice the acceptance of the Conciliation Commission's proposal or the execution of the award.

Article 19.

Each of the Parties shall defray its own costs and half the costs of the conciliation and arbitration procedure.

Article 20.

Disputes that may arise concerning the interpretation or execution of the present Treaty shall, unless otherwise agreed, be submitted direct to arbitration.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

Article 21.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest aussitôt que faire se pourra.
2. Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des documents de ratification.
3. Le traité est conclu pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur.
4. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de trois ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Varsovie, le 30 novembre 1928, en double exemplaire.

(L. S.) (Signé) August ZALESKI.

(L. S.) (Signé) Louis WALKO.

Article 21.

1. The present Treaty shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Budapest as soon as possible.
2. It shall come into force on the thirtieth day following the exchange of the instruments of ratification.
3. The Treaty is concluded for a period of three years, dating from its entry into force.
4. If it has not been denounced at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force for a further period of three years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Warsaw, November 30, 1928, in duplicate.

(L. S.) (*Signed*) August ZALESKI.

(L. S.) (*Signed*) Louis WALKO.

N° 2295.

LETTONIE ET NORVÈGE

Echange de notes concernant les taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons. Helsingfors, le 3 décembre 1929, et Riga, le 10 février 1930.

LATVIA AND NORWAY

Exchange of Notes regarding Fees for Visas for Norwegian and Latvian Subjects. Helsingfors, December 3, 1929, and Riga, February 10, 1930.

N^o 2295. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LETTON ET NORVÉGIEN, CONCERNANT LES TAXES DE VISAS POUR LES RESSORTISSANTS NORVÉGIENS ET LETTONS. HELSINGFORS, LE 3 DÉCEMBRE 1929, ET RIGA, LE 10 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange a eu lieu le 13 mars 1930.

I.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE,
HELSINGFORS.

En se référant à la note verbale en date du 1^{er} novembre a. c., N^o A 847.III, concernant la réduction des taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons, la Légation Royale de Norvège a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères de Lettonie que le Gouvernement norvégien consent à une taxe de Ls. 10.— pour un visa d'entrée et de sortie valable pour un nombre illimité de voyages pendant une année.

Le Gouvernement norvégien consent, en outre, à une taxe de 5.— couronnes pour un visa de transit valable pour un nombre illimité de voyages de transit pendant une année.

D'après les règlements en vigueur en Norvège un citoyen letton, muni d'un visa ordinaire (c'est-à-dire, non de transit), pourra séjourner en Norvège jusqu'à deux mois sans autorisation spéciale et sans payer la taxe de séjour. Le Gouvernement norvégien présume que les sujets norvégiens jouiront d'un droit analogue en Lettonie.

Pour ce qui concerne les voyages de transit, les autorités compétentes norvégiennes n'ont pas trouvé nécessaire, vu les conditions géographiques en Norvège, de fixer le nombre de jours pendant lesquels les étrangers, munis de visa de transit, peuvent séjourner en Norvège. Ces voyageurs doivent, cependant, continuer le voyage sans séjourner dans le pays plus que nécessaire.

HELSINGFORS, le 3 décembre 1929.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 6 mars 1930.

Par autorisation :
Le chef des Affaires administratives, a. i. :
J. G. Albe.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2295. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING FEES FOR VISAS FOR NORWEGIAN AND LATVIAN SUBJECTS. HELSINGFORS, DECEMBER 3, 1929, AND RIGA, FEBRUARY 10, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 13, 1930.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.
HELSINGFORS.

With reference to Verbal Note No. A. 847.III of November 1st last, dealing with the reduction of visa fees for Norwegian and Latvian nationals, the Royal Norwegian Legation has the honour to inform the Latvian Ministry of Foreign Affairs that the Norwegian Government agrees to a fee of Ls. 10 for an entrance and exit visa, valid for an unlimited number of journeys during one year.

The Norwegian Government further agrees to a fee of 5 crowns for a transit visa, valid for an unlimited number of transit journeys during one year.

The regulations in force in Norway allow a Latvian citizen who is provided with an ordinary, visa (i. e., not a transit visa) to remain in Norway not longer than two months without special permission and without payment of the residence tax. The Norwegian Government assumes that Norwegian subjects will enjoy a corresponding right in Latvia.

As regards journeys in transit, the competent Norwegian authorities have not found it necessary in view of the geographical situation of Norway, to specify the number of days for which foreigners holding transit visas may remain in Norway. Such travellers must, however, continue their journey without remaining longer than is necessary in the country.

HELSINGFORS, December 3, 1929.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N° A. 847.III.

NOTE VERBALE.

En se référant à la note verbale de la Légation royale de Norvège du 3 décembre a. p. concernant la réduction des taxes de visa, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de cette légation que le Gouvernement letton n'a pas d'objection à ce que dorénavant les taux suivants des taxes de visas soient appliqués, par réciprocité, aux ressortissants lettons et norvégiens :

- 1° Visa d'entrée permanent, valable pour une année, avec le droit de séjourner dans le pays pendant deux mois à chaque voyage Ls. 10.—
- 2° Visa de transit permanent, valable pendant une année, avec le droit de séjourner en Lettonie pendant quatre jours (les jours d'entrée et de sortie y compris) et pendant le temps nécessaire à la continuation du voyage en Norvège kr. 5.—

Ces taux seront appliqués aux ressortissants norvégiens depuis le 1^{er} mars a. c.

Le Ministère des Affaires étrangères n'a pas manqué de donner les instructions nécessaires aux représentants lettons à l'étranger d'appliquer ces taxes depuis la date susindiquée.

Ce ministère serait reconnaissant à la légation royale si elle voulait bien faire les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin que ces taxes soient également appliquées aux ressortissants lettons désirant se rendre en Norvège depuis la même date.

RIGA, le 10 février 1930.

A la
Légation royale de Norvège,
Helsingfors.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères
Oslo, le 6 mars 1930.

Par autorisation :

Le chef des Affaires administratives a. i. :
J. G. Albe.

II.

LATVIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

A. 847.III.

VERBAL NOTE.

With reference to the Verbal Note of the Royal Norwegian Legation dated December 3 last, dealing with the reduction of visa fees, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Legation that the Latvian Government has no objection to the following rates being reciprocally applied in future to Latvian and Norwegian nationals.

- | | |
|--|---------|
| (1) Permanent entrance visa, valid for one year with the right to stay two months in the country at each journey | Ls. 10. |
| (2) Permanent transit visa, valid for one year, with the right to remain in Latvia for four days (including the days of arrival and departure), and during the time necessary for continuing the journey in Norway | Kr. 5. |

These rates will be applied to Norwegian nationals as from March 1 next.

The Ministry of Foreign Affairs has given the necessary instructions to Latvian representatives abroad to apply these rates as from the above date.

The Ministry would be grateful if the Royal Legation would give the necessary instructions to the competent authorities for these rates to be also applied to Latvian nationals who wish to visit Norway as from the above date.

RIGA, February 10, 1930.

To
The Royal Norwegian Legation,
Helsingfors.

N° 2296.

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière d'impôts, avec protocole final. Signés à Budapest, le 25 juin 1928.

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty regarding Judicial Protection and Assistance between the Courts and Authorities of the two Parties in Matters of Taxation, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 25, 1928.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 2296. — SZERZŐDÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT A KÖZADÓKRA VONATKOZÓ JOGVÉDELLEM ÉS JOGSEGÉLY TÁRGYÁBAN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le Ministre Résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 mars 1930.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy közadóügyekben a Magyar Királyság polgárainak az Osztrák Köztársaság területén és az Osztrák Köztársaság polgárainak a Magyar Királyság területén a jogvédelmet, valamint mindkét Állam hatóságainak kölcsönös hatósági és jogsegély iránti kötelezettségét szabályozzák, az alábbi szerződést kötötték.

E célra Meghatalmazottakká kinevezték :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉRŐL :

KÖLBIG Ferenc miniszteri tanácsost a magyar királyi pénzügyminiszteriumban ;

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG RÉSZÉRŐL :

Dr. EGGER Rezső miniszteri tanácsost a szövetségi pénzügyminiszteriumban.

A Meghatalmazottak jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következőkben egyeztek meg :

I. cikk.

Ezen Szerződés értelmében közadóknak tekintendők azok a közszolgáltatások, melyek a Magyar Királyság részéről az állam, a vármegyék és a községek javára, az Osztrák Köztársaság részéről a szövetséges állam, annak javára az országok és a községek részvételével, továbbá az országok, kerületek és községek javára, s mindkét részről az ezekkel a közszolgáltatásokkal egységes módon szedendő azok a pótlékok és járulékok, amelyek más közjogi testületek javára szedettek. Nem tartoznak azonban ide a vámok és fogyasztási adók ; a forgalmi és fényűzési adó ennek a Szerződésnek az alkalmazása szempontjából nem tekinthető fogyasztási adónak.

II. cikk.

Az egyik Állam polgárai a közadók tekintetében a másik Állam területén a belföldiekkel egyenlő elbánásban és egyenlő jogvédelemben részesülnek.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 9 janvier 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2296. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE UNGARN ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN ABGABENSACHEN, GEZEICHNET IN BUDAPEST, AM 25. JUNI 1928.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 14, 1930.

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH UND DAS KÖNIGREICH UNGARN haben, von dem Wunsche geleitet, den Rechtsschutz der Angehörigen der Republik Österreich im Königreich Ungarn und der Angehörigen des Königreiches Ungarn in der Republik Österreich sowie die Verpflichtung der Behörden beider Staaten zu gegenseitiger Amts- und Rechtshilfe in Abgabensachen zu regeln, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Rudolf EGGER,

VON SEITEN DES KÖNIGREICHES UNGARN :

Der Ministerialrat im königlich ungarischen Finanzministerium Franz KÖLBIG.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

Als Abgaben im Sinne dieses Vertrages gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten der Republik Österreich für den Bund, für diesen unter Beteiligung der Länder und Gemeinden, für die Länder, Bezirke und Gemeinden, auf seiten des Königreiches Ungarn für den Staat, die Komitate und die Gemeinden und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlichrechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Vertrages nicht als Verbrauchsabgabe.

Artikel II.

Die Angehörigen des einen Staates genießen in Abgabensachen vor den Behörden des anderen Staates gleiche steuerliche Behandlung und den gleichen Rechtsschutz wie die eigenen Angehörigen.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 9, 1930.

III. cikk.

Mindkét Állam kötelezi magát, hogy az összes közadóügyekben úgy a közadók kivetésénél és biztosításánál, mint a jogorvoslati eljárásnál és behajtásnál egymásnak kölcsönösen hatósági és jogsegélyt nyújtanak.

IV. cikk.

(1) Közadóügyekben az ügyiratok kézbesítése és a hatósági és jogsegély iránti megkeresések elintézése, a behajtásra vonatkozó különleges határozmányok (XI-XIII. Cikk) fenntartásával, mindkét Állam hatóságainak közvetlen hivatalos érintkezése mellett történik.

(2) A kézbesítések és egyéb hatósági és jogsegély iránti megkereséseknek közvetlen elküldésére és azok átvételére a Magyar Királyságban a pénzügyigazgatóságok, az Osztrák Köztársaságban az országos pénzügyi hatóságok illetékesek.

(3) Ha a megkeresett hatóság területileg nem illetékes, úgy köteles a megkeresést az illetékes hatósághoz hivatalos úton áttenni és a megkereső hatóságot erről haladéktalanul értesíteni.

V. cikk.

(1) A megkeresés a megkereső Állam hivatalos nyelvén, a Magyar Királyság hatóságai részéről német nyelvű fordítás csatolása mellett, szerkesztendő.

(2) A megkeresésben meg kell jelölni a megkeresendő hatóságot, a fél nevét és foglalkozását (állását), kézbesítés esetében pedig az átvevő címét és a kézbesítendő ügyirat minőségét.

VI. cikk.

(1) A kézbesítésről a megkeresett Állam illetékes hatósága köteles gondoskodni. Ez a hatóság a második bekezdésben említett eseteket kivéve, arra szorítkozhatik, hogy a kézbesítést az ügyiratnak a címzett részére való átadásával teljesíti, ha ez annak elfogadására hajlandó.

(2) A megkereső Állam kívánságára a kézbesítendő ügyirat olyan eljárás szerint kézbesítendő, amelyet a megkeresett Állam saját belső törvényhozása ilyen kézbesítésekre előír, magyar részről történt megkereséseknél azonban csak abban az esetben, ha az német fordítás kíséretében történik.

(3) Az előző bekezdésben említett fordítások, a megkeresések továbbítására hivatott hatóság főnöke által hitelesítendő, avagy ez által igazolandó, hogy a fordítást hites tolmács készítette.

VII. cikk.

A kézbesítés igazolására szolgál vagy az átvevőnek kelettel ellátott és hitelesített elismervénye, vagy pedig a megkeresett Állam hatóságának tanúsítványa a kézbesítés megtörténtéről, módjáról és idejéről.

VIII. cikk.

(1) Az a hatóság, melyhez a megkeresés szól, köteles annak megfelelni és evégből ugyanolyan kényszereszközöket alkalmazni, mint a megkeresett Állam hatóságaitól származó megkeresés

Artikel III.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Abgabensachen sowohl im Veranlagungs- und Sicherstellungs- als auch im Rechtsmittelverfahren und bei der Eintreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel IV.

(1) In Abgabensachen erfolgt die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen über die Vollstreckung (Artikel XI bis XIII), im unmittelbaren Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Staaten.

(2) Für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind in der Republik Österreich die Finanzlandesbehörden, im Königreich Ungarn die Finanzdirektionen zuständig.

(3) Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von amtswegen abzugeben und die ersuchende Behörde hievon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel V.

(1) Das Ersuchsschreiben wird in der Staatssprache des ersuchenden Staates, seitens der Behörden des Königreiches Ungarn unter Beifügung einer Übersetzung in die deutsche Sprache abgefasst.

(2) In dem Ersuchsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten, sowie im Falle der Zustellung, die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel VI.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im zweiten Absatz vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen, bei Ersuchen von ungarischer Seite, sofern es von einer deutschen Übersetzung begleitet ist.

(3) Die im vorstehenden Absatz vorgesehenen Übersetzungen sind von dem Vorstande der mit der Übermittlung des Ersuchens betrauten Behörde zu beglaubigen oder er hat zu bestätigen, dass die Übersetzung von einem beeidigten Übersetzer vorgenommen wurde.

Artikel VII.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekanntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel VIII.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde

foganatosításánál, vagy a valamely érdekelt fél részéről hasonló célból előterjesztett kérelem teljesítésénél. Az elintézés alakiságai is a megkeresett Állam törvényeihez igazodnak ; mindamelllett a megkereső hatóság kérelmére különös eljárási módot kell alkalmazni, ha ez az eljárási mód nem ellenkezik a megkeresett Állam törvényeivel.

(2) A megkeresett Állam területén megengedett kényszereszköz nem alkalmazható, ha a megkereső Állam, hasonló megkeresés esetében, nem lenne abban a helyzetben, hogy ugyanilyen kényszereszközt alkalmazzon.

(3) A megkereső hatóságot kívánságára a kért cselekmény teljesítésének időpontjáról és helyéről értesíteni kell. Az érdekelt feleknek jogukban áll, a cselekménynél magukat a megkeresett Állam általánosan érvényben levő szabályai szerint képviseltetni, vagy annál jelen lenni.

IX. cikk.

A kézbesítések és megkeresések teljesítéseért semmiféle díj vagy költség nem szedhető ; kivételt képeznek, más irányú megegyezés fenntartása mellett, a felvilágosítást adó személyek vagy szakértők részére fizetett díjak, úgyszintén ama költségek, melyek a VI. cikk második bekezdése esetében a végrel a tő közeg közreműködésével kapcsolatban, vagy a VIII. cikk első bekezdése szerinti különös eljárás alkalmazása folytán merültek fel, továbbá a végrehajtási eljárással járó oly készkiadások, amelyek a kötelezettől be nem hajthatók.

X. cikk.

A végrehajtási eljárásnál nyújtandó jogsegély tekintetében ennek a Szerződésnek a szabályai irányadók, hacsak a XI-XIII. cikkek ettől eltérő rendelkezéseket nem tartalmaznak.

XI. cikk.

(1) Közadóügyekben hozott végrehajtható és megtámadhatatlan intézkedések (határozatok, végzések, rendeletek) kívánságra költségmentesen elismerendők és végrehajthatandók, kivéve azokat az intézkedéseket, amelyek kizárólag valamely igény biztosítását célozzák (XII. cikk). Az elismerésnek világosan kifejezésre kell jutni. A végrehajtásra vonatkozó indítvány megtételére és átvételére a Magyar Királyság részéről a magyar királyi pénzügyminiszter, az Osztrák Köztársaság részéről a szövetségi pénzügyminiszter illetékes. A megkereső Állam végrehajtható igényeinek elismerésénél és végrehajtásánál a végrehajtható és megtámadhatatlan intézkedés, illetőleg a hátraléki kimutatás szolgál alapul. Az elismerés mind a két Állam részéről a pénzügyminiszter által történik.

(2) Az első bekezdésben körülírt intézkedések a felek meghallgatása nélkül, közigazgatási, vagy bírói úton annak az Államnak a törvényei szerint hajtatnak végre, amelyben a végrehajtás történik. A megkereső Állam igényeinek végrehajtása a megkeresett Államban ugyanazon eljárási szabályok szerint és ugyanazon közegek által történik, amelyek az Állam (Szövetség) saját közadó igényeinek végrehajtására rendelkezésre állanak. A bírói végrehajtási eljárás engedélyezésére a Magyar Királyságtól az arra illetékes hatóság, az Osztrák Köztársaságban a törvényes rendelkezések szerint a külföldi jogcímen alapuló végrehajtások engedélyezésére hivatott bíróság illetékes. A bíróság ily esetben a belföldi jogcímen alapuló végrehajtások engedélyezésére érvényes szabályok szerint jár el.

(3) A végrehajtás iránti megkereséshez a megkereső Állam illetékes hatóságának nyilatkozata csatolandó arról, hogy az intézkedés végrehajthatóvá és megtámadhatatlanná vált ; ennek a hatóságnak illetékessége a megkereső Állam pénzügyminisztere által igazolandó.

des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrages eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates ; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Amtshandlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Amtshandlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel IX.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und von Ersuchen dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden ; ausgenommen sind, vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft, die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorganes in den Fällen des Artikels VI, zweiter Absatz, oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel VIII, erster Absatz, entstanden sind, ferner Barauslagen des Exekutionsverfahrens, die beim Verpflichteten nicht einbringlich sind.

Artikel X.

Auf die Rechtshilfe im Vollstreckungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrages Anwendung, soweit nicht in den Artikeln XI bis XIII etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel XI.

(1) Vollstreckbare und unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Abgabensachen sind auf Antrag kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken ; ausgenommen sind Verfügungen, die lediglich die Sicherstellung eines Anspruches zum Gegenstande haben (Artikel XII). Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden. Zur Stellung und Entgegennahme des Antrages auf Vollstreckung ist auf seiten der Republik Österreich der Bundesminister für Finanzen, auf seiten des Königreiches Ungarn der königlich ungarische Finanzminister zuständig. Als Unterlage der Anerkennung und Vollstreckung von vollstreckbaren Ansprüchen des ersuchenden Staates dient die vollstreckbare und unanfechtbare Verfügung oder der Rückstandsausweis. Die Anerkennung erfolgt in beiden Staaten durch den Finanzminister.

(2) Die im ersten Absatz bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien im Verwaltungswege oder durch das Gericht gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird. Die Vollstreckung von Ansprüchen des ersuchenden Staates wird im ersuchten Staate mit denselben Mitteln des Verfahrens und von denselben Organen, durchgeführt, die für die Vollstreckung eigener Abgabenansprüche des Staates (Bundes) zur Verfügung stehen. Zur Bewilligung der gerichtlichen Exekution ist in der Republik Österreich das nach den gesetzlichen Bestimmungen zur Bewilligung von Exekutionen auf Grund ausländischer Titel berufene Gericht, im Königreiche Ungarn die hiezu berufene Behörde zuständig. Das Gericht wird dabei nach den für die Bewilligung der Exekution auf Grund inländischer Titel geltenden Bestimmungen vorgehen.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung vollstreckbar und unanfechtbar geworden ist ; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch den Finanzminister des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

(4) Az intézkedés rendelkező határozmánya, úgyszintén a harmadik bekezdés értelmében a nyilatkozat és igazolás az esetben, ha a megkeresés magyar részről történik, német fordítással látandó el.

(5) A megkereső Állam pénzügyminisztere a fordítást hitelesíti, avagy igazolja, hogy a fordítást hites tolmács készítette.

XII. cikk.

(1) A megtámadhatatlanná még nem vált, de végrehajtható intézkedések, úgyszintén a végrehajtható biztosítási intézkedések alapján ideiglenes biztosítás kérhető. Ez biztosítási végrehajtás útján foganatosítandó, amely a veszély igazolásának szüksége nélkül, az igénynek közölt, előrelátható összege erejéig addig az időpontig engedélyeztetik, amely alatt az igény a megkeresett Államban a jelen Szerződés értelmében végrehajthatóvá válik. Az érdekelt félnek jogában áll a biztosítási végrehajtást biztosíték nyújtása által feloldatni, amelynek neme és nagysága a megkeresésben megjelölendő. A XI. cikk megfelelően alkalmazandó.

(2) A megkeresett Államnak jogában áll az első bekezdés határozmányainak alkalmazását megtagadni, ha a kötelezett a megkeresett Állam polgára és ott rendes lakással vagy állandó tartózkodási hellyel bír, kivéve, ha oly közadókövetelésekről lenne szó, amelyek a kötelezettel szemben oly időpontban keletkeztek, amelyben még nem volt a megkeresett Állam polgára.

XIII. cikk.

A végrehajtás vagy biztosítás egy meghatározott módjának alkalmazása iránt előterjesztett megkeresésnek meg kell felelni, ha a végrehajtásnak vagy biztosításnak ez a módja a megkereső és a megkeresett Állam jogszabályai szerint meg van engedve. Egyebekben a végrehajtási és biztosítási eljárás módja és foganatosítása a megkeresett Állam jogszabályaihoz igazodik.

XIV. cikk.

(1) A hatósági és jogsegély megtagadható, ha az Állam, mely a segélynyújtás iránt megkerestetik azt fenségjogai vagy biztonsága szempontjából veszélyesnek tartja.

(2) Ha a megkeresett Államban megengedett értesítések, jelentések vagy vélemények olyan személyektől szerzendők be, akik az illető közadóügyben mint adókötelesek érdekelve nincsenek, a megkeresés teljesítése megtagadható, ha a megkereső Állam saját törvényei szerint hasonló értesítéseket, jelentéseket vagy véleményeket nem kívánhat. Ugyanez áll olyan megkeresésekre, amelyek tényleges viszonyok vagy jogi vonatkozások közlésére irányulnak, amennyiben ezen viszonyokról vagy vonatkozásokról csak olyan értesítések, jelentések vagy vélemények adására fennálló köteletség alapján szerzett tudomás, amely a megkereső Állam területén nem létezik, valamint más olyan megkeresésekre, amelyek csak kereskedelmi, vállalati vagy ipari titok megsértésével lennének teljesíthetők.

XV. cikk.

(1) Ha a megkeresés akár a maga egészében, akár részben teljesítetik, köteles a megkeresett hatóság a megkereső hatóságot az elintézés módjáról azonnal értesíteni.

(2) Amennyiben a megkeresés nem teljesítetik, a megkeresett hatóság köteles a megkereső hatóságot ennek okáról, valamint a tudomására jutott egyéb olyan körülményekről, melyek az ügy további intézése szempontjából jelentőséggel bírnak, haladéktalanul értesíteni.

(4) Der entscheidende Spruch der Verfügung, sowie die Erklärung und Bescheinigung gemäss dem dritten Absatze wird, soweit das Ersuchen von ungarischer Seite ausgeht, von einer deutschen Übersetzung begleitet sein.

(5) Der Finanzminister des ersuchenden Staates beglaubigt die Übersetzung oder bestätigt, dass die Übersetzung durch einen beeidigten Übersetzer vorgenommen wurde.

Artikel XII.

(1) Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, sowie von vollstreckbaren Sicherstellungsverfügungen kann einstweilige Sicherstellung verlangt werden. Diese erfolgt durch die Exekution zur Sicherstellung; sie wird ohne dass es der Bescheinigung einer Gefahr bedarf, für den angegebenen voraussichtlichen Betrag des Anspruches bis zu dem Zeitpunkte bewilligt, in dem der Anspruch im ersuchten Staate im Sinne dieses Vertrages vollstreckbar wird. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der exekutiven Sicherstellung durch Leistung seiner Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel XI findet entsprechende Anwendung.

(2) Dem ersuchten Staate steht es frei, die Anwendung der Bestimmungen des ersten Absatzes zu verweigern, wenn der Verpflichtete Angehöriger des ersuchten Staates ist und in diesem seinen ordentlichen Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt hat, es sei denn, dass es sich um Abgabensprüche handelt, die gegen den Verpflichteten in einem Zeitpunkte begründet waren, in dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchten Staates noch nicht besass.

Artikel XIII.

Dem Ersuchen um bestimmte Art der Eintreibung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Eintreibung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des ersuchten Staates zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Eintreibung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchten Staates.

Artikel XIV.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(2) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die an der betreffenden Abgabensache nicht als Abgabepflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das Gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für andere Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel XV.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hievon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

XVI. cikk.

A megkeresésekre, értesítésekre, jelentésekre és véleményekre, valamint egyéb olyan közlésekre vonatkozólag, amelyek a jogsegély útján valamelyik Államba érkeznek, ennek az Államnak a hivatali hallgatásra és titoktartásra vonatkozó törvényes rendelkezései nyernek alkalmazást.

XVII. cikk.

Mindkét Állam pénzügyminisztere a jelen Szerződés végrehajtására vonatkozó részletes rendelkezéseket, előzetes kölcsönös értesítés után, érdemben egybehangzónan fogja kibocsátani. A két pénzügyminiszter ezen Szerződés szellemének megfelelő további megállapodásokat létesíthet, különösen a végrehajtás útján beszedett összegek elküldése és azoknak az összegeknek átszámítása, tekintetben, amelyek miatt végrehajtás foganatosítandó.

XVIII. cikk.

(1) Ez a Szerződés, amely magyar és német eredeti szövegben íratott alá, ratifikálendő és a ratifikálásról szóló okmányok Wienben mielőbb kicserélendőek. A Szerződés a ratifikálásról szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és érvényben marad mindaddig, amíg vala melyik Szerződő Fél, legkésőbb hat hónappal valamely naptári év letelte előtt, azt fel nem mondja. Különböző időben való felmondás esetében a Szerződés ennek a naptári évnek a lejártával veszíti hatályát.

(2) A Szerződésnek mind a két szövege hiteles. A ratifikált Szerződés mind a két Államban a hivatalos törvénygyűjteményben, mind a két hiteles szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyosságául ezt a Szerződést mind a két Állam Meghatalmazottai aláírták és pecséttekkel ellátták.

BUDAPEST, 1928. évi június hó 25-én.

A Magyar Királyság részéről:

(P. H.) KÖLBIG Ferenc s. k.

Az Osztrák Köztársaság részéről:

(P. H.) Dr. Rudolf EGGER s. k.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

Az adóügyi jogvédelem és jogsegély tárgyában a MAGYAR KIRÁLYSÁG és az OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG között megkötött Szerződés aláírásánál alulírott Meghatalmazottak a következő egybehangzó nyilatkozatokat tették, amelyek magának a Szerződésnek integráns részét alkotják:

1. pont. Amennyiben kölcsönösen általános nyilatkozatokkal mind a két részen a jog alapelveinek az összhangja megállapítva nem lenne, minden egyes jogsegély iránti megkereséshez a megkereső Állam felsőbb pénzügyi hatóságának igazolása csatolandó, amely hivatalosan megállapítja, hogy hasonló megkeresés a megkereső Állam törvényei szerint foganatba fog vétetni. A magyar nyelvű

Artikel XVI.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten, sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

Artikel XVII.

Die beiderseitigen Finanzminister werden die näheren Bestimmungen über die Durchführung dieses Vertrages nach vorheriger wechselseitiger Verständigung in sachlicher Übereinstimmung erlassen; sie können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrages treffen, insbesondere Bestimmungen über die Abführung von Vollstreckungserlösen und über die Umrechnung der Beträge vereinbaren, derentwegen eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel XVIII.

(1) Dieser Vertrag, welcher in deutscher und ungarischer Urschrift gefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile, spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres, gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

(2) Beide Texte des Vertrages sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzessammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BUDAPEST, am 25. Juni 1928.

Für die Republik Österreich:
(L. S.) Dr. Rudolf EGGER *m. p.*

Für das Königreich Ungarn:
(L. S.) KÖLBIG Ferenc *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des Vertrages zwischen DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DEM KÖNIGREICHE UNGARN über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Abgabensachen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die folgenden übereinstimmenden Erklärungen abgegeben, welche einen wesentlichen Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

Punkt 1. Insoweit nicht durch allgemeine beiderseitige Erklärungen die Übereinstimmung in den Grundsätzen des beiderseitigen Rechtes festgestellt sein sollte, ist den einzelnen Rechtshilfersuchen eine Bescheinigung der höheren Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates beizufügen, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des

igazoláshoz német nyelvű fordítás csatolandó (v. ö. V. cikkel). A fordításra vonatkozólag a szerződés VI. cikkének a harmadik bekezdése nyer megfelelő alkalmazást.

2. *pont.* Iratok átküldése elvileg nem kívánható. Kivételekhez mindkét Állam pénzügyminiszterének beleegyezése szükséges ; iratok átküldése iránti megkeresés azonban csak akkor terjeszthető elő, ha azt a megkereső Állam sürgős érdekei megkívánják. Érintetlen marad mindegyik Államnak az a joga, hogy megkereséséhez saját iratait csatolja, amelyek a megkeresés foganatosítását előmozdítják.

3. *pont.* Ha a megkeresett Állam szabályai szerint az adó behajthatatlanság címén leendő törlesztések feltételei adva vannak, akkor a megkeresett hatóság a megkeresést egy a feltételek fennforgását igazoló bizonylat és az idevonatkozó igazoló mellékletek csatolása mellett, visszaküldi a megkereső hatóságnak.

4. *pont.* A jogvédelem és a jogsegély, amelyre nézve a jelen Szerződésben megegyezés jött létre, olyan közadó igényekre és tényekre is biztosítatik, amelyek a multa vonatkoznak. Oly követeléseknek behajtása vagy biztosítása céljából azonban, amelyek az 1923. évi január hó elsejét megelőző időkből származnak, megkeresések nem fognak intézteni.

5. *pont.* A megkereső Állam pénzügyi hatóságának megkeresésére a megkereső hatóság, képviselőinek megengedtetik, hogy a jogsegély cselekmény foganatosításánál jelen lehessenek. A képviselőknek a hivatalos cselekménybe való beavatkozástól tartózkodniok kell, jogukban áll azonban a megkeresés foganatosítására alkalmas javaslatokat a hivatalos cselekményt foganatosító közegnek előterjeszteni ; a hivatalos titok megőrzésére kötelezve vannak. A bírói eljárásra nézve az általános szabályok az irányadók.

6. *pont.* A kölcsönös jogsegélynyújtás eseteire, azon alapelvek megállapításánál, amelyek különleges, szerződészerű megállapodások szellemében a mindkét Állam területén kereseti tevékenységet folytató vállalatok jövedelmének, illetőleg hozadékának a megadóztatási céljaira tervbe vett felosztására irányadók, a két pénzügyminiszter a hatóságok kölcsönös érintkezése tekintetében egyetértőleg egyszerűsítéseket rendelhet el.

BUDAPEST, 1928. évi június hó 25-én.

A Magyar Királyság részéről :

KÖLBIG Ferenc s. k.

Az Osztrák Köztársaság részéről :

Dr. Rudolf EGGER s. k.

ersuchenden Staates genügt werden wird. Der ungarischen Bescheinigung wird eine deutsche Übersetzung beigelegt (vgl. Art. V). Auf die Übersetzung findet Artikel VI, dritter Absatz, entsprechende Anwendung.

Punkt 2. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der Finanzminister der beiden Staaten ; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersucheneigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

Punkt 3. Sind die Voraussetzungen der Abschreibung wegen Uneinbringlichkeit der Steuer nach den Vorschriften des ersuchten Staates gegeben, so leitet die ersuchte Behörde das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung über das Vorliegen der Voraussetzungen und der hierfür vorhandenen Belege an die ersuchende Behörde zurück.

Punkt 4. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe sollen grundsätzlich auch für Abgabenansprüche und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen. Es werden jedoch Ersuchen um die Eintreibung oder Sicherstellung von Ansprüchen, die die Zeit vor dem 1. Jänner 1923 betreffen, nicht gestellt werden.

Punkt 5. Auf Ersuchen der Finanzbehörde des ersuchenden Staates werden Vertreter der ersuchenden Behörde bei Vornahme der Rechtshilfehandlung zugelassen. Sie haben sich jedes Eingriffes in die Amtshandlung zu enthalten, es steht ihnen jedoch das Recht zu, zur Durchführung des Ersuchens dienliche Anträge an das die Amtshandlung leitende Organ zu stellen ; sie sind zur Wahrung des Amtsgeheimnisses verpflichtet. Für das gerichtliche Verfahren gelten die allgemeinen Vorschriften.

Punkt 6. Für die Fälle der gegenseitigen Hilfeleistung bei der Ermittlung der Grundlagen welche für die im Sinne besonderer vertragsmässiger Vereinbarungen für Zwecke der Besteuerung vorzunehmende Aufteilung des Einkommens bzw. der Erträge der in beiden Staaten erwerbstätigen Unternehmungen massgebend sind, können von den beiden Finanzministern Vereinfachungen des wechselseitigen Behördenverkehrs einvernehmlich angeordnet werden.

BUDAPEST, am 25. Juni 1928.

Für die Republik Österreich :

Dr. Rudolf EGGER *m. p.*

Für das Königreich Ungarn :

KÖLBIG Ferenc *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2296. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA PROTECTION JUDICIAIRE ET LE CONCOURS RÉCIPROQUE DES TRIBUNAUX ET DES AUTORITÉS DES DEUX PAYS EN MATIÈRE D'IMPÔTS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 25 JUIN 1928.

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de régler la protection judiciaire des ressortissants de la République d'Autriche dans le Royaume de Hongrie et des ressortissants du Royaume de Hongrie dans la République d'Autriche, ainsi que l'obligation qui incombe aux autorités administratives et judiciaires des deux Etats de se prêter un concours réciproque en matière d'impôts, ont conclu le traité suivant :

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Rudolf EGGER, conseiller au Ministère fédéral des Finances ;

LE ROYAUME DE HONGRIE :

M. Frantz KÖLBIG, conseiller au Ministère des Finances royal de Hongrie.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sont réputés impôts au sens du présent traité, les taxes publiques perçues dans la République d'Autriche pour le compte de la Confédération, pour le compte de cette dernière en participation avec les Pays et les communes, et pour le compte des Pays, des districts et des communes ; celles perçues dans le Royaume de Hongrie pour le compte de l'Etat, des comitats et des communes, et celles qui, dans les deux pays, sont recouvrées en même temps que les taxes précitées sous forme de taxes additionnelles ou de contributions pour le compte d'autres institutions de droit public. Sont exceptés, toutefois, les droits de douane et les impôts de consommation ; l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne sont pas considérés comme impôts de consommation au point de vue de l'application de ce traité.

Article II.

Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront, en matière d'impôts, par devant les autorités de l'autre Etat, du même traitement fiscal et de la même protection judiciaire que les ressortissants de ce dernier Etat.

Article III.

Les deux Etats s'engagent à se prêter un concours administratif et judiciaire réciproque dans toutes les affaires fiscales, aussi bien pour la procédure d'imposition et les mesures conservatrices que pour la procédure de recours et le recouvrement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2296. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING JUDICIAL PROTECTION AND ASSISTANCE BETWEEN THE COURTS AND AUTHORITIES OF THE TWO PARTIES IN MATTERS OF TAXATION. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 25, 1928.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of laying down regulations regarding the legal protection to be afforded to nationals of the Austrian Republic in the Kingdom of Hungary and to Hungarian nationals in the Austrian Republic as well as regarding the obligation of the authorities of the two States to afford each other administrative and legal assistance in matters of taxation, have concluded the following Treaty :

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Rudolf EGGER, Ministerial Councillor in the Federal Ministry of Finance ;

THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Frantz KÖLBIG, Ministerial Councillor in the Royal Hungarian Ministry of Finance.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

For the purpose of the present Treaty, taxes shall be held to mean public taxes levied in the Austrian Republic on account of the Federation or on account of the latter conjointly with the Provinces and communes, or on account of the Provinces, districts and communes ; those levied in the Kingdom of Hungary on account of the State, the Comitats and the communes, and those which, in the two States, are levied simultaneously with the aforesaid taxes in the form of supplementary duties or imposts, on account of other corporate bodies at public law. They shall not, however, include Customs duties and taxes on consumption ; the tax on business turn-over and the luxury tax shall not be regarded as taxes on consumption for the purposes of the present Treaty.

Article II.

The nationals of either State shall enjoy the same treatment in matters of taxation and the same legal protection on the part of the authorities of the other State as are accorded to that State's own nationals.

Article III.

The two States undertake to give each other mutual administrative and legal assistance in all matters of taxation both in regard to the procedure of assessing and guaranteeing taxes and in regard to the procedure of redress and to the recovery of taxes.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

1. Dans les affaires d'impôt, la signification d'actes et la suite à donner aux demandes de concours administratif et judiciaire, sous réserve des dispositions particulières relatives aux recouvrements (Articles XI à XIII) feront l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

2. Les autorités financières des Pays pour la République d'Autriche et la Direction des Finances pour le Royaume de Hongrie seront compétentes pour procéder à la transmission directe ou à la réception des requêtes de signification d'actes ou de toute autre demande de concours administratif ou judiciaire.

3. Si l'autorité requise n'est pas compétente à raison du lieu, elle devra transmettre d'office a demande à l'autorité compétente et en informer, sans retard, l'autorité requérante.

Article V.

1. La requête sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant ; si elle émane des autorités du Royaume de Hongrie, elle devra être accompagnée d'une traduction en langue allemande.

2. La requête devra faire mention de l'autorité requérante, du nom et de la profession (état) des parties intéressées et, s'il s'agit d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article VI.

1. L'autorité compétente de l'Etat requis devra pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, elle pourra se borner à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à l'accepter.

2. Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'Etat requis pour l'exécution de signification de même nature ; pour les requêtes émanant de la Hongrie, l'acte à signifier devra être accompagné d'une traduction allemande.

3. Les traductions prévues à l'alinéa précédent devront être certifiées conformes par le chef de l'administration chargé de transmettre la requête, ou bien ce dernier devra certifier que la traduction a été faite par un traducteur juré.

Article VII.

La preuve de la signification sera faite soit par un récépissé du destinataire, daté et légalisé, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis indiquant les circonstances, la forme et la date de la signification.

Article VIII.

1. L'autorité à laquelle est adressée la requête sera tenue d'y faire droit et, à cet effet, d'employer les moyens de contrainte dont elle userait pour donner suite à une requête d'une autorité de l'Etat requis ou à une demande présentée par une partie à ce même effet. La procédure de signification sera également celle prévue par la législation de l'Etat requis ; toutefois, à la demande de l'autorité requérante, il pourra être adopté une procédure spéciale, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article IV.

1. In matters of taxation, the service of documents and the action to be taken as a result of requests for administrative and legal assistance shall, subject to the special stipulations with regard to execution (Articles XI to XIII), be dealt with in direct communications between the authorities of the two States.

2. In the Austrian Republic, the provincial financial authorities, and in the Kingdom of Hungary, the Finance Department, shall be competent to proceed to the direct transmission of requests for the service of documents and for administrative and legal assistance and to receive the same.

3. Should the authority to which application is made not be locally competent to deal with the matter, the request must be transmitted without further formality to the competent authority, and the authority making the request shall be notified to that effect without delay.

Article V.

1. Requests shall be drawn up in the official language of the State making application, and if made by the authorities of the Kingdom of Hungary, shall be accompanied by a German translation.

2. The request shall specify the authority making application, the name and profession (or status) of the parties concerned, and, in the case of the service of documents, the address of the recipient and the nature of the document to be served.

Article VI.

1. Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Such authority except in the cases provided for in Paragraph 2, may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient if he is willing to accept it.

2. If the State making the request so desires, the document to be served shall be served in the form prescribed by the municipal law of the State applied to for the service of similar documents; in the case of requests made by Hungary, the document to be served must be accompanied by a German translation.

3. The head of the department responsible for transmitting the request shall certify correct the translation provided for in the foregoing paragraph or shall certify that the translation was made by a sworn translator.

Article VII.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

Article VIII.

1. The authority to whom the request is addressed shall give effect to it by the use of the same compulsory measures as it would employ in giving effect to an application made by the authority of the State applied to or a request for the same purpose by an interested party. The procedure for dealing with requests shall be in conformity with the laws of the State applied to; nevertheless, if the authority making the application so desires, a special form of procedure may be employed provided that it is not incompatible with the law of the State applied to.

2. Il ne pourra pas être fait usage d'un moyen de contrainte admis sur le territoire de l'Etat requis, si l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas d'une requête analogue, de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

3. L'autorité requérante devra, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure faisant l'objet de la requête. Les parties intéressées auront le droit de se faire représenter, lors de l'acte de procédure, conformément aux règlements généraux en vigueur dans l'Etat requis ou d'y assister en personne.

Article IX.

Il ne sera perçu ni taxe, ni frais d'aucune sorte pour la suite donnée à des demandes de signification ou à des requêtes ; exception est faite, sous réserve de conventions contraires, pour les émoluments versés aux personnes entendues ou aux experts ainsi que pour les frais provoqués par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article VI ou par l'emploi d'une procédure particulière aux termes de l'alinéa 1 de l'article VIII. Il en est de même pour les débours concernant la procédure d'exécution qui ne peuvent être recouverts auprès du débiteur.

Article X.

Les dispositions du présent traité seront applicables au concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière de procédure d'exécution, sauf dispositions contraires des articles XI à XIII.

Article XI.

Dans les affaires d'impôts, les ordonnances exécutoires et non susceptibles de recours (décisions, sentences, arrêtés) devront, sur demande, être reconnues et exécutées sans frais ; exception est faite pour les ordonnances qui n'ont pour objet que la prise de mesures conservatoires en vue d'une créance (Article XII). La reconnaissance devra être formellement exprimée. Le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral pour la République d'Autriche et le Ministre des Finances hongrois pour le Royaume de Hongrie sont compétents pour formuler et recevoir des demandes d'exécution. L'ordonnance exécutoire et non susceptible de recours, ou l'attestation concernant les arriérés d'impôts, sert de pièce justificative pour la reconnaissance et l'exécution de demandes exécutoires de l'Etat requérant. La reconnaissance est faite dans les deux Etats par le Ministre des Finances.

2. Les ordonnances mentionnées au premier alinéa seront exécutées, sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, par la voie administrative ou judiciaire, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution sera poursuivie. L'exécution de demandes de l'Etat requérant sera poursuivie dans l'Etat requis suivant la même procédure et par les mêmes organes que ceux qui servent à l'exécution des demandes de recouvrement de l'Etat (Fédération). Le tribunal qualifié d'après la loi pour l'autorisation d'exécution du fait de titres étrangers en Autriche, et l'autorité qualifiée à cet effet, en Hongrie, sont compétents pour l'autorisation d'exécutions par voies judiciaires. Le tribunal procédera, en cela, conformément aux prescriptions en vigueur pour l'autorisation d'exécutions poursuivies du fait de titres intérieurs.

3. La demande aux fins d'exécution devra être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant attestant que l'ordonnance est exécutoire et n'est plus susceptible de recours ; la compétence de l'autorité en question devra être certifiée par le ministre des Finances de l'Etat requérant.

4. Lorsque la demande émane d'une autorité hongroise, le dispositif de l'ordonnance ainsi que la déclaration et l'attestation prévues au paragraphe 3, devront être accompagnées d'une traduction allemande.

5. Le ministre des Finances de l'Etat requérant certifiera que la traduction est conforme ou qu'elle a été faite par un traducteur juré.

2. Compulsory measures which are permissible in the territory of the State applied to shall not be employed unless the State making such application is in a position to employ like measures in the case of a similar request being made to it.

3. The authority making a request shall, if it so desires, be notified of the time and place of the official proceedings to be taken in respect of such request. The interested parties shall be entitled to be represented or to be present at any such proceedings, in conformity with the general regulations in force in the State applied to.

Article IX.

No fees or charges of any kind shall be payable for giving effect to requests for service or applications with the exception, subject to any agreements to the contrary, of sums paid to persons giving evidence or to experts and also of the expenditure incurred on account of the employment of an execution officer in the cases mentioned in Article VI, paragraph 2, or through the use of a special form of procedure in accordance with Article VIII, paragraph 1, or of expenditure involved by a procedure of execution which is not recoverable from the person liable.

Article X.

Unless otherwise provided in Articles XI to XIII, the provisions of this Treaty shall apply to legal co-operation in all matters relating to the procedure of execution.

Article XI.

1. In matters relating to taxation, executory and final orders (decisions, awards, decrees) shall, upon application, be acknowledged and executed free of cost, with the exception of orders the sole object of which is to guarantee a claim (Article XII). The acknowledgment must be expressly declared. In the Austrian Republic, the Federal Minister of Finance, and in the Kingdom of Hungary, the Hungarian Minister of Finance, shall be competent to make out and receive requests for execution. The acknowledgment and execution of executory claims of the applicant State shall take place in virtue of an executory and final order or a certificate indicating the arrears of taxation. In both States the Minister of Finance is responsible for the acknowledgment.

2. The orders mentioned in Paragraph 1 shall be executed by the administrative authorities or the Court in accordance with the legislation of the State in which execution is sought without the parties concerned being heard. The execution of claims made by the applicant State shall be effected in the State applied to according to the same procedure and by the same authorities as are available for the execution of the State's Federation's own claims in respect of taxes. In the Austrian Republic the Court legally competent to authorise the execution of claims based on foreign titles and in Hungary the authorities appointed for that purpose, shall be competent to grant judicial execution. The Court shall adopt the same procedure as that laid down for authorising the execution of claims based on inland titles.

3. The request for execution must be accompanied by a statement from the competent authority of the applicant State to the effect that the order has become executory and final; the competence of such authority must be certified by the Minister of Finance of the applicant State.

4. The terms of the order and the statement, and certificate to be given under Paragraph 3 must, if the request emanates from a Hungarian authority, be accompanied by a German translation.

5. The Minister of Finance of the applicant State shall attest the accuracy of the translation or certify that it was made by a sworn translator.

Article XII.

1. La prise de mesures conservatoires pourra être demandée en vertu d'ordonnances exécutoires encore susceptibles de recours ainsi que d'ordonnances exécutoires de saisie-arrêt. Ces mesures seront prises par voie de saisie et pourront être autorisées, sans qu'il y ait lieu de faire état d'un péril, pour la somme indiquée comme montant prévu de la créance et jusqu'à la date à laquelle ladite créance deviendra exécutoire au sens du présent traité dans le territoire de l'Etat requis. L'intéressé sera autorisé à provoquer la levée de la saisie conservatoire, en fournissant une garantie dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête. L'article XI s'appliquera par analogie.

2. L'Etat requis pourra refuser l'application des dispositions du paragraphe premier dans le cas où le contribuable est un ressortissant de l'Etat requis et possède, sur le territoire de ce dernier, son domicile ou sa résidence habituelle, à moins qu'il ne s'agisse de créances en matière d'impôt se rapportant à une époque à laquelle le contribuable ne possédait pas encore la nationalité de l'Etat requis.

Article XIII.

Il y aura lieu de faire droit à une requête en vue d'une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Pour le reste, la nature et les modalités de l'exécution seront régies par la législation de l'Etat requis.

Article XIV.

1. Le concours des autorités administratives et judiciaires pourra être refusé si l'Etat requis estime que ce concours est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté ou de menacer sa sécurité.

2. Les demandes à la suite desquelles il y aurait lieu de recueillir, sur le territoire de l'Etat requis, des informations, des déclarations ou des consultations de personnes qui ne sont pas impliquées comme contribuables dans l'affaire d'impôt en cours, peuvent être repoussées si l'Etat requérant n'est pas en mesure, d'après sa propre législation, d'exiger lesdites informations, déclarations ou consultations. Cette disposition s'appliquera également aux demandes formulées en vue d'obtenir communication de circonstances de fait ou de rapports de droit, lorsque la connaissance de ces circonstances ou de ces rapports n'a été acquise que par des informations, déclarations ou consultations que les intéressés doivent obligatoirement fournir dans l'Etat requis, alors que cette obligation n'existe pas dans l'Etat requérant ; il en sera de même en ce qui concerne les autres demandes auxquelles il ne pourrait être donné suite que par la violation d'un secret commercial, industriel ou professionnel.

Article XV.

1. Lorsqu'il sera fait droit, en totalité ou en partie, à une requête, l'autorité requérante devra être informée sans retard des mesures prises pour donner suite à la requête.

2. Lorsqu'il ne sera pas fait droit à une requête, l'autorité requise devra en aviser sans retard l'autorité requérante, en faisant connaître les motifs du refus et en signalant les circonstances parvenues à sa connaissance par d'autres voies et qui présentent un intérêt en vue de la poursuite de l'affaire.

Article XVI.

Dans chaque Etat, les dispositions légales relatives au secret administratif et professionnel seront applicables aux demandes d'information, de déclaration ou de consultation, ainsi qu'à toutes autres communications adressées à cet Etat en vue du concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays.

Article XII.

1. Provisional surety may be applied for in virtue of executory orders which have not yet become final, or of executory orders of attachment. This shall be effected by way of distress, and may be authorised without requiring proof of danger, to the estimated amount of the claim until the date upon which, under the terms of this Treaty, the claim becomes executory in the State to which application is made. The person concerned shall be entitled to have such attachment removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application. Article XI shall apply by analogy.

2. The State applied to shall be entitled to refuse to enforce the provisions contained in 1 if the person liable is a national of that State and is regularly domiciled or permanently resident therein, except in the case of fiscal claims made against a taxpayer in respect of a time when he had not yet acquired the nationality of the State to which application is made.

Article XIII.

If application is made for a special form of execution or of security, the request shall be complied with, provided that such form of execution or security is compatible with the law of the applicant State and of the State applied to. For the rest, the nature of the execution or the security and the carrying out of the same shall be governed by the law of the State applied to.

Article XIV.

1. Administrative and legal assistance may be refused if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereignty or safety.

2. Requests which involve the obtaining of permissible information, statements or opinions, in the territory of the State to which application is made, from persons who are not parties in the case in their capacity as taxpayers, may be refused if the State making application is unable, under the terms of its national law, to call for similar information, statements or opinions. The same shall apply to requests made for the purpose of acquiring information regarding material circumstances or legal relations, if the knowledge of such circumstances or relations is obtained solely on the strength of obligations to furnish information, statements or opinions which are not admissible in the territory of the applicant State, and, further, to other requests if they can only be complied with by divulging commercial, business or industrial secrets.

Article XV.

1. If a request is complied with, either wholly or in part, the authority to whom such application is made must immediately notify the applicant authority as to the manner in which the request has been dealt with.

2. If a request is not complied with, the authority to whom such application is made must immediately notify the fact to the applicant authority, giving all reasons for refusal and mentioning such circumstances as may have come to light in any other way and may be of importance for the continuing of the case.

Article XVI.

The statutory regulations of each State regarding official and professional secrecy shall be applicable to all enquiries, information, statements and opinions and any other communications furnished to that State with a view to rendering legal assistance.

Article XVII.

Les ministres des Finances des deux pays prendront simultanément et après accord préalable, les dispositions de détail en vue de l'exécution du présent contrat. Ils pourront conclure d'autres conventions conformes à l'esprit du présent traité et, en particulier, convenir des dispositions relatives au transfert des sommes provenant de mesures d'exécution et à la conversion des sommes pour lesquelles il y aura lieu de procéder à une exécution.

Article XVIII.

1. Le présent traité, dont l'original est établi en allemand et en hongrois, devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés à Vienne dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du traité prendra fin à l'expiration de ladite année civile.

2. Les deux textes du traité font foi. Les deux textes authentiques du traité ratifié seront publiés dans le recueil officiel des lois de chacun des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

BUDAPEST, le 25 juin 1928.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) (Signé) Dr Rudolf EGGER.

Pour le Royaume de Hongrie :

(L. S.) (Signé) KÖLBIG Ferenc.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du traité conclu entre la République d'Autriche et le Royaume de Hongrie au sujet de la protection judiciaire et des concours réciproques des tribunaux et des autorités en matière d'impôts, les plénipotentiaires des deux parties ont formulé les déclarations concordantes suivantes qui formeront partie intégrante du traité.

1. Aussi longtemps que la concordance des principes du droit des deux pays n'aura pas été reconnue par un échange de déclarations, chaque requête aux fins de concours devra être accompagnée d'un certificat de l'administration financière supérieure de l'Etat requérant, attestant officiellement que la législation de l'Etat requérant permettrait de donner satisfaction à une demande analogue. Le certificat hongrois devra être accompagné d'une traduction allemande (voir article V). L'alinéa 3 de l'article VI du présent traité sera applicable par analogie à la traduction.

2. L'envoi d'actes ne pourra, en principe être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les ministres des finances des deux Etats ; toutefois, il ne devra être formulé de demandes en vue de la transmission d'actes que dans le cas où des intérêts importants de l'Etat requérant entrent en jeu. Chaque Etat conserve la faculté de joindre à ses requêtes les actes lui appartenant qui pourraient servir à l'exécution de l'objet desdites requêtes.

Article XVII.

The Ministers of Finance of the two States shall, after previous consultation and agreement, lay down uniform detailed measures for the execution of the present Treaty : they may conclude further agreements for the purposes of the present Treaty, and more especially agree upon provisions concerning the transfer of the sums derived from measures of execution, and the conversion of sums in respect of which measures of execution have to be applied.

Article XVIII.

1. The present Treaty, which has been drawn up in German and Hungarian, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Vienna. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged, and shall continue in force until it is denounced by either of the Contracting Parties, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply on the expiration of the calendar year in which it was denounced.

2. Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty has been ratified, the two authentic texts shall be published in each country in the official collection of laws.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and affixed their seals thereto.

BUDAPEST, *June 25, 1928.*

For the Austrian Republic :

(L. S.) (*Signed*) Dr. Rudolf EGGER.

For the Kingdom of Hungary :

(L. S.) (*Signed*) KÖLBIG Ferenc.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded between the Austrian Republic and the Kingdom of Hungary concerning legal protection and co-operation between the courts and authorities of the two Parties in matters of taxation, the Plenipotentiaries of the two Parties have made the following concordant declarations, which shall form an integral part of the Treaty :

1. In so far as agreement concerning the principles of law in the two States has not been recognised by an exchange of declarations, every request for legal assistance must be accompanied by a certificate issued by the supreme financial authority of the State making application, officially certifying, that, under the law of that State, an analogous request would be complied with. The Hungarian certificate must be accompanied by a German translation (cf. Article V). Article VI, paragraph 3, of this Treaty shall apply by analogy to the translation.

2. In principle the transmission of documents cannot be demanded. Exceptions shall only be made with the consent of the Finance Ministers of both States ; requests for the transmission of documents shall, however, only be made if important interests of the State making application so require. Each State shall retain the right to forward with its requests any documents belonging to it which may be of use in the execution of the requests.

3. Lorsqu'aux termes des règlements de l'Etat requis, les conditions de l'abandon de l'affaire en raison de l'impossibilité de recouvrer les impôts se trouveront réunies, l'autorité requise renverra la demande à l'autorité requérante en y joignant un certificat attestant l'existence de conditions prévues ainsi que les pièces justificatives dont on dispose à ce sujet.

4. La protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des administrations seront également accordés pour des droits fiscaux au sujet de faits se rapportant au passé. Il ne sera pas toutefois adressé de requête en vue de recouvrements ou de mesures conservatrices concernant des créances se rapportant à une date antérieure au 1^{er} janvier 1923.

5. Sur la demande des autorités financières de l'Etat requérant, les représentants des autorités requérantes seront admis à se trouver présents à l'acte de procédure de concours administratif ou judiciaire. Ils devront toutefois s'abstenir de toute intervention dans la procédure officielle, mais ils auront le droit d'adresser à l'autorité qui dirige la procédure officielle des demandes tendant à l'exécution de l'objet de la requête ; ils sont tenus à l'observation du secret officiel. Les prescriptions générales seront appliquées en ce qui concerne la procédure judiciaire.

6. Les ministres des Finances des deux pays pourront ordonner une simplification des communications échangées entre les autorités des deux pays en ce qui concerne leur concours réciproque pour la recherche des données permettant la répartition, en vue de leur imposition, des revenus ou, selon le cas, des bénéfices des entreprises lucratives dans les deux Etats, dans l'esprit des accords spéciaux intervenus par traité.

BUDAPEST, le 25 juin 1928.

Pour la République autrichienne :

(Signé) Dr Rudolf EGGER.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) KÖLBIG Ferenc.

3. If the conditions are such as to necessitate the withdrawal of a request on account of the impossibility of recovering the tax in accordance with the regulations in force in the State to which application is made, the authority applied to shall return the request to the authority which made it, enclosing therewith a certificate attesting the existence of such conditions and any available documentary evidence.

4. Legal protection and assistance shall in principle also be granted in the case of fiscal claims based upon facts relating to the past. No request shall, however, be made for recovery or guarantees in respect of claims dating prior to January 1, 1923.

5. At the request of the financial authority of the State making application, representatives of the authority making application shall be admitted to proceedings resulting from a request for legal assistance. They must refrain from all intervention in the official proceedings, but shall be entitled to address any requests, with a view to securing the object of the application, to the authority conducting the official proceedings; they shall be bound to observe official secrecy. The legal procedure shall be conducted according to the general regulations.

6. In cases of mutual assistance given with a view to ascertaining facts which, in accordance with special treaty agreements, will enable a division to be made, for purposes of taxation of the income, or of the profits derived from business undertakings carried on in both States, the finance Ministers of the two States may jointly arrange for a simplification of the communications between the authorities of the two States.

BUDAPEST, *June 25, 1928.*

For the Austrian Republic :
(Signed) Dr. Rudolf EGGER.

For the Kingdom of Hungary :
(Signed) KÖLBIG Ferenc.

N° 2297.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 14 novembre 1928.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, November 14, 1928.

No. 2297. — TREATY OF ARBITRATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 14, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 mars 1930.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations :

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Mr. Bronius K. BALUTIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania at Washington ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2297. — TRAITÉ D'ARBITRAGE² ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 14 NOVEMBRE 1928.

English official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 17, 1930. This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 6, 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

Décidés à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les contestations susceptibles d'un règlement judiciaire qui pourraient survenir entre eux ; et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester qu'ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les nations aura écarté pour toujours la possibilité de guerre entre les Puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Bronius K. BALUTIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend portant sur des affaires internationales dans lequel les Parties contractantes se trouvent engagées du fait que l'une fait valoir un droit à l'égard de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'aura pu être réglé par la voie diplomatique non plus que par renvoi à une commission de conciliation appropriée, et qui comporte de par sa nature une décision judiciaire,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 20, 1930.

by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Lithuania in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Lithuania in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Lithuania in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the fourteenth day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOG.

Pour copie conforme :

Kaunas, le 12 mars 1930.

J. AUKŠTUOLIS,

*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique et administratif a. i.
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

c'est-à-dire est susceptible d'être réglé par l'application des principes du droit et de l'équité, devra être soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention¹ du 18 octobre 1907 ou à tout autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par compromis. Ce compromis pourvoira, le cas échéant, à l'organisation du tribunal, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera les questions à résoudre.

Ce compromis sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles, et, en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, par le Président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront être invoquées dans tout différend dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des États-Unis au sujet des questions américaines, communément désignées sous le nom de Doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations qui incombent à la Lithuanie en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles et par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le quatorzième jour de novembre de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOG.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 2298.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE**

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 14 novembre 1928.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, November 14, 1928.

No. 2298. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 14, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 mars 1930.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Mr. Bronius K. BALUTIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania at Washington ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Lithuania and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2298. — TRAITÉ² DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 14 NOVEMBRE 1928.

English official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 17, 1930. This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 6, 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Bronius K. BALUTIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Washington;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend qui s'élèverait entre le Gouvernement de Lithuanie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'il soit, devra, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant. En outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant le cours de cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque pays par le gouvernement de ce pays, un membre sera choisi par chaque

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 20, 1930.

be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Government in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Lithuania in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the fourteenth day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

Pour copie conforme :

Kaunas, le 12 mars 1930.

J. Aukštuolis,

*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique et administratif a. i.
du Ministère des Affaires étrangères.*

gouvernement parmi les ressortissants d'une tierce Puissance, le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre pays. Les dépenses de la commission seront également supportées par les deux gouvernements.

La commission internationale sera désignée dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité, et il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes ne réussiraient pas à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles devront immédiatement soumettre ce différend à la commission internationale, aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale a la faculté, en vertu d'une décision unanime, d'offrir spontanément ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à la commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités qui lui seront nécessaires pour mener son enquête et pour établir son rapport.

Le rapport de la commission sera terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle elle aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne limitent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en triple exécution ; une copie sera remise à chaque gouvernement, et la troisième sera conservée par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend, après la présentation du rapport de la commission.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il ne sera pas dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le quatorzième jour de novembre de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

N° 2299.

BRÉSIL ET COLOMBIE

Traité relatif à la délimitation de la
frontière et à la navigation fluviale.
Signé à Rio-de-Janeiro, le 15 no-
vembre 1928.

BRAZIL AND COLOMBIA

Treaty regarding Frontier Delimi-
tation and Inland Navigation.
Signed at Rio de Janeiro, Novem-
ber 15, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2299. — TRATADO¹ DE LIMITES Y NAVEGACIÓN FLUVIAL ENTRE COLOMBIA Y BRASIL. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 15 DE NOVIEMBRE DE 1928.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.

LA REPÚBLICA DE COLOMBIA y LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, animados del propósito de consolidar los lazos de cordial amistad existentes entre ellas ;

Considerando que, en virtud del Tratado de límites² entre Colombia y el Perú, firmado en Lima a 24 de marzo de 1922, y cuyas ratificaciones fueron canjeadas en Bogotá a 19 de marzo de 1928, Colombia quedó reconocida como único país colindante con el Brasil, entre los ríos Apaporis y Amazonas ;

Y considerando, igualmente, que en el acta firmada en Washington, a 4 de marzo de 1925, por los representantes de Colombia y del Brasil, conjuntamente con el del Perú, y el Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, quedó estipulada la obligación recíproca de los Gobiernos colombiano y brasileño de firmar un Tratado en los términos indicados en esa acta ;

Resolvieron celebrar el Tratado referido, por el cual se completa la determinación de la frontera común a partir de la boca de Apaporis para el Sur, se establecen reglas que faciliten la navegación fluvial entre ambos países y se consagran y garantizan recíprocamente a perpetuidad esa libre navegación.

Y, para ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al señor Laureano GARCÍA ORTIZ, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Colombia en el Brasil ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DES LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Al señor Octavio MANGABEIRA, Ministro de Estado de las Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de haber recíprocamente exhibido sus plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han pactado lo siguiente :

Artículo I.

La frontera entre Colombia y el Brasil, a partir de la desembocadura del río Apaporis en el Yapurá o Caquetá, término de la línea estipulada en el Tratado³ del 24 de abril de 1907, será una línea recta que, partiendo de dicha desembocadura, vaya a encontrar la población brasileña de Tabatinga, sobre la margen izquierda del río Amazonas.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bogota, le 9 janvier 1930.

² Vol. LXXIV, page 9, de ce recueil.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 786.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2299. — TRATADO¹ DE LIMITES E NAVEGAÇÃO FLUVIAL ENTRE O BRASIL E A COLOMBIA. ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO, EM 15 DE NOVEMBRO DE 1928.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Colombian Minister at Berne. The registration of this Treaty took place March 17, 1930.

A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPUBLICA DA COLOMBIA, animadas do proposito de consolidar os laços de cordial amizade existentes entre ellas :

Considerando que, em virtude do tratado de limites² entre a Colombia o Perú, firmado em Lima a 24 de Março de 1922 e cujas ratificações a 19 de Março de 1928, a Colombia ficou reconhecida como unico paiz confinante com o Brasil, na região entre os rios Apapóris e Amazonas,

e considerando, igualmente, que na acta firmada em Washington, aos 4 de Março de 1925, pelos representantes do Brasil e da Colombia, juntamente com o do Peru e o Secretario de Estado dos Estados Unidos da America, ficou estipulada a obrigação reciproca dos Governos brasileiro e colombiano concluirem um tratado nos termos indicados na dita acta :

resolveram celebrar o referido tratado, pelo qual se completa a definição da fronteira commun, da foz do Apapóris para o sul, se estabelecem regras que facilitem a navegação fluvial entre ambos os paizes e se consagra e garante, reciproca e perpetuamente, essa livre navegação.

E, para esse fim, nomearam seus plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Octavio MANGABEIRA, Ministro de Estado das Relações Exteriores ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DA COLOMBIA :

O Senhor Laureano GARCÍA ORTIZ, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario da Colombia, no Brazil ;

Os quaes, depois de haverem reciprocamente exhibido os seus plenos poderes, achados em boa e devida forma, convieram nos seguintes artigos.

Artigo I.

A fronteira entre o Brasil e a Colombia, a partir da desembocadura do rio Apapóris no rio Japúra ou Caquetá, termo da linha estipulada no tratado³ de 24 de Abril de 1907, será uma linha recta que, partindo da dita desembocadura, vá encontrar a povoação brasileira de Tabatinga, na margem esquerda do rio Amazonas.

¹ The exchange of ratifications took place at Bogota, January 9, 1930.

² Vol. LXXIV. page 9, of this Series.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 810.

Artículo II.

Una Comisión mixta, nombrada por los dos Gobiernos, procederá dentro de dos años después del canje de las ratificaciones del presente Tratado, a la demarcación, por medio de hitos perdurables tanto de la frontera señalada en el aludido Tratado de límites entre Colombia y el Brasil de 1907, como de la que se estipula en el presente Tratado.

La Comisión demarcadora hará que en los lugares donde la frontera no está formada por límites naturales y suficientes, como corrientes de agua o cordilleras, quede señalada por medio de postes de piedra o cemento, columnas u otros signos perdurables, de manera que la línea fronteriza pueda ser reconocida en cualquier tiempo con toda exactitud.

Artículo III.

Serán por mitad de cargo de los dos Gobiernos los gastos que origine la demarcación de la frontera, con excepción de los sueldos de los grupos de la Comisión demarcadora, que corresponderán a cada uno de los Gobiernos respectivos.

Artículo IV.

Con el fin de facilitar el trabajo de la Comisión mixta, las dos altas Partes contratantes la autorizan para hacer las aclaraciones que estime pertinentes y también para introducir las necesarias modificaciones y compensaciones en la línea fronteriza, siempre que ellas sean indispensables para la claridad y fijeza de la línea o por motivos de notoria y recíproca conveniencia, reconocidos por ambas partes de la Comisión.

Artículo V.

La República de Colombia y los Estados Unidos del Brasil se reconocen recíprocamente y a perpetuidad el derecho de libre navegación por los ríos Amazonas, Yapurá o Caquetá, Izá o Putumayo, y todos los afluentes o confluente de dichos ríos, debiendo sujetarse únicamente las embarcaciones, tripulantes y pasajeros a las leyes y reglamentos fiscales y de policía fluvial, los cuales serán idénticos, en todo caso para colombianos y brasileños, e inspirados en el propósito de facilitar la navegación y el comercio de ambos Estados.

Parágrafo I. — No se establecerán impuestos ni otra clase de gravámenes relativos a la navegación, sino de común acuerdo entre las dos Partes contratantes.

Parágrafo II. — Queda entendido y declarado que en dicha navegación no se comprende la de puerto a puerto del mismo país o de cabotaje, la cual continuará subordinada en cada uno de los dos Estados a sus respectivas leyes.

Artículo VI.

Los navíos y transportes de guerra colombianos podrán navegar libremente en las aguas de los ríos comunes bajo la jurisdicción brasileña. De la misma forma, los navíos y transportes de guerra brasileños podrán navegar libremente en las aguas de los ríos comunes bajo la jurisdicción colombiana.

Parágrafo I. — Esa concesión queda, no obstante, subordinada a la obligación para cada Estado de notificar previamente al otro el número y naturaleza de los navíos o transportes que deban gozar de dicha facultad.

Parágrafo II. — Los navíos o transportes de guerra que eventualmente conduzcan artículos para uso mercantil quedaran sujetos a los reglamentos fiscales y de policía en el país de tránsito.

Artigo II.

Uma comissão mixta, nomeada pelos dois Governos, procederá, dentro em dois annos depois da troca de ratificações do presente tratado, á demarcação, por meio de marcos duradouros, tanto da fronteira definida do alludido tratado de limites entre o Brasil e a Colombia, de 1907, quanto da que se estipula no presente tratado.

A comissão demarcadora fará que a fronteira, nos lugares onde não seja formada por limites naturaes e sufficientes, como cursos d'agua ou cordilheiras, fique assignalada por meio de marcos de pedra ou cimento, columnas ou outros signaes duradouros, de maneira que a linha fronteira possa ser reconhecida em qualquer tempo, com toda a exactidão.

Artigo III.

A metade das despesas decorrentes da demarcação da fronteira ficará a cargo de cada um dos dois Governos, com excepção dos vencimentos dos grupos da comissão demarcadora, que incumbirão a cada um dos Governos respectivos.

Artigo IV.

No intuito de facilitarem o trabalho da comissão mixta, as duas altas partes contractantes a autorizam a fazer os esclarecimentos que julgue convenientes, bem como a introduzir as necessarias modificações e compensações, na linha fronteira, uma vez que sejam indispensaveis para a clareza e fixidez da linha, ou por motivos de notoria e reciproca conveniencia, reconhecidos por ambas as partes da comissão.

Artigo V.

Os Estados Unidos do Brasil, a Republica da Colombia reconhecem-se reciproca e perpetuamente o direito de livre navegação nos rios Amazonas, Japurá ou Caquetá, Içá ou Putumayo e todos os seus affluentes ou confluents, devendo as embarcações, tripulantes e passageiros sujeitarem-se unicamente as leis e regulamentos fiscaes e de policia fluvial, os quaes seraõ, em todo caso, identicos para Brasileiros e Colombianos e inspirados no proposito de facilitar a navegação e o commercio entre ambos os Estados.

Parapho 1º. — Não se estabelecerão impostos, nem outra especie de taxas relativas a navegação, senão de commun accórdo, entre as partes contractantes.

Parapho 2º. — Fica entendido e declarado que nadita navegação se não comprehende a de porto a porto do mesmo paiz, ou de cabotagem, a qual continuará subordinada, em cada um dos dois Estados, ás suas respectivas leis.

Artigo VI.

Os navios e transportes de guerra brasileiros poderão navegar livremente nas aguas dos rios communs sob a jurisdicção colombiana. Da mesma forma, os navios e transportes de guerra colombianos poderão navegar livremente nas aguas dos rios communs sob a jurisdicção brasileira.

Parapho 1º. — Essa concessão fica, no entanto, subordinada á obrigação, para cada Estado, de notificar préviamente ao outro o numero e natureza dos navios ou transportes que devam gozar de tal faculdade.

Parapho 2º. — Os navios ou transportes de guerra que, eventualmente, conduzam artigos para uso mercantil, ficarão sujeitos aos regulamentos fiscaes e de policia, no paiz de transito.

Artículo VII.

Este Tratado, después de aprobado, de conformidad con las respectivas legislaciones, será ratificado por las altas Partes contratantes y las ratificaciones se canjearán en Bogotá o Río de Janeiro, dentro del más breve plazo posible, en fe de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente Tratado en dos ejemplares, cada uno de los cuales en las lenguas castellana y portuguesa, estampando en ellos nuestros respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Rio de Janeiro, a los quince días del mes de noviembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

Imprenta nacional
Bogotá, 11 de Febrero de 1930.

Es auténtico.
El Director,
S. Correal Torres.

Bogotá, 12 de Febrero de 1930.
Legalizase la firma del señor
S. Correal Torres
quien desempeña las funciones de
Director de la Imprenta nacional,

El Srío del Ministerio,
Francisco Castilla G.

República de Colombia
Ministerio de Relaciones exteriores
Número 225.

Bogotá, Febrero 12 de 1930
Legalizase la firma del señor
Francisco Castilla G.
quien ejercía el cargo de Secretario
del Ministerio de Gobierno.
el 12 de Febrero de 1930.

El Secretario,
Victor Londoño.

Legación de Colombia.
Berna, Marzo 15 de 1930.

Es auténtico :
El Ministro,
Francisco José Urrutia.

Artigo VII.

Este tratado, depois de approved de conformidade com as respectivas legislações, será ratificado pelas altas partes contractantes, e as ratificações serão trocadas, no Rio de Janeiro ou em Bogotá, no mais breve prazo possível.

Em fé do que, nós, os plenipotenciarios acima nomeados, assignamos o presente tratado, em dois exemplares, cada um dos quaes nas linguas portugueza e castelhana, appondo nelles os nossos respectivos sellos.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos quinze dias do mez de Novembro de mil novecentos e vinte e oito.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

(L. S.) Laureano GARCIA ORTIZ.

Este exemplar é authenticico,
Bogota 5 de Maio de 1930.

O Ministro do Brasil
A. de Ipanema Moreira.

República de Colombia.
Ministerio de Relaciones Exteriores.
Nº 737.

Bogota, Mayo 7 de 1930.

Legalízase la firma del señor A. de Ipanema Moreira
quien ejercía el cargo de Ministro
del Brasil en Colombia
el 5 de mayo de 1930.

El Secretario,
Victor Londoño.

¹ TRADUCTION.**No 2299. — TRAITÉ ENTRE LE BRÉSIL ET LA COLOMBIE RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ET A LA NAVIGATION FLUVIALE. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 15 NOVEMBRE 1928.**

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE et LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, désireuses de resserrer les liens d'amitié cordiale existant entre elles ;

Considérant qu'en vertu du Traité de frontières entre la Colombie et le Pérou, signé à Lima le 24 mars 1922 et dont les ratifications ont été échangées à Bogota le 19 mars 1928, la Colombie a été reconnue comme le seul pays limitrophe du Brésil entre la rivière Apaporis et le fleuve Amazone ;

Et considérant, en outre, que l'Acte signé à Washington, le 4 mars 1925, par les représentants de la Colombie et du Brésil, conjointement avec le représentant du Pérou et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, stipulait l'obligation réciproque pour les Gouvernements colombien et brésilien de signer un traité conforme aux termes de cet acte,

Ont résolu de conclure le traité en question, qui complète le tracé de la frontière commune à partir de l'embouchure de l'Apaporis en direction du sud, établit des règles facilitant la navigation fluviale entre les deux pays et consacre et garantit à perpétuité les droits réciproques de libre navigation de ces deux pays ;

Et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. Laureano GARCÍA ORTIZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie au Brésil ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Octavio MANGABEIRA, ministre d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La frontière entre la Colombie et le Brésil, à partir du confluent de la rivière Apaporis et du Yapurá ou Caquetá, point terminus de la ligne établie par le Traité du 24 avril 1907, sera une ligne droite parant dudit confluent pour aboutir à la ville brésilienne de Tabatinga sur la rive gauche du fleuve Amazone.

Article II.

Une Commission mixte désignée par les deux gouvernements procédera, dans un délai de deux ans après l'échange des ratifications du présent traité, à la délimitation, par le moyen de bornes durables, et de la frontière fixée par le traité de frontière susmentionné conclu en 1907 entre la Colombie et le Brésil, et de celle qui est stipulée par le présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2299. — TREATY BETWEEN BRAZIL AND COLOMBIA REGARDING FRONTIER DELIMITATION AND INLAND NAVIGATION. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 15, 1928.

THE REPUBLIC OF COLOMBIA and THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of strengthening the cordial ties of friendship existing between them,

Whereas in virtue of the frontier Treaty between Colombia and Peru, signed at Lima on March 24, 1922, the ratifications of which were exchanged at Bogotá on March 19, 1928, Colombia was recognised as the only country contiguous to Brazil between the rivers Apaporis and Amazon ;

And whereas the Act signed at Washington on March 4, 1925, by the Colombian and Brazilian representatives, together with the Peruvian representative and the Secretary of State of the United States of America, makes it an obligation for the Colombian and Brazilian Governments to sign a treaty in accordance with the terms of that Act,

Have resolved to conclude the Treaty in question, which completes the fixing of the common frontier southwards from the mouth of the Apaporis, establishes rules for the purpose of facilitating inland navigation between the two countries, and confirms and guarantees each country's right to such free navigation in perpetuity ;

And for that purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Señor Laureano GARCÍA ORTIZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia in Brazil ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Senhor Octavio MANGABEIRA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The frontier between Colombia and Brazil, from the confluence of the river Apaporis with the Yapurí or Caquetá, which marks the termination of the line specified in the Treaty of April 24, 1907, shall be a straight line starting from the said confluence and continuing as far as the Brazilian town of Tabatinga on the left bank of the River Amazon.

Article II.

A Joint Commission, appointed by the two Governments, shall proceed, within two years after the exchange of the ratifications of the present Treaty, to mark out, by means of permanent posts, both the frontier fixed in the aforesaid Frontier Treaty of 1907, between Colombia and Brazil, and that defined in this Treaty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La Commission de délimitation veillera à ce que, dans les lieux où la frontière n'est pas formée par des limites naturelles suffisantes, telles que cours d'eau ou chaînes de montagnes, elle soit indiquée par le moyen de poteaux de pierre ou de ciment, de colonnes, ou d'autres bornes durables, afin que la ligne de frontière puisse être reconnue en tout temps et avec une exactitude absolue.

Article III.

Les frais occasionnés par la délimitation de la frontière seront supportés à parts égales par les deux gouvernements, à l'exception des appointements des groupes composant la Commission de délimitation qui seront assumés par les gouvernements respectifs.

Article IV.

En vue de faciliter les travaux de la Commission mixte, les deux Hautes Parties contractantes autorisent celle-ci à procéder aux enquêtes qu'elle jugera utiles et à introduire dans la ligne frontière les modifications et compensations nécessaires, sous réserve qu'elles seront jugées indispensables pour que la ligne soit établie d'un façon claire et durable ou pour des motifs de commodité évidente et réciproque admis par les deux groupes composant la commission.

Article V.

La République de Colombie et les Etats-Unis du Brésil se reconnaissent réciproquement et à perpétuité le droit de libre navigation sur les rivières Amazone, Yapurá ou Caquetá, Izá ou Putumayo et sur tous les affluents ou confluent desdites rivières avec la seule réserve que les navires, leurs équipages et leurs passagers seront tenus de se conformer aux lois et aux règlements fiscaux et de police fluviale qui seront identiques dans tous les cas pour les Colombiens et pour les Brésiliens, et s'inspireront du dessein de faciliter la navigation et le commerce des deux Etats.

Paragraphe I. — Il ne sera établi d'impôt, ni de taxe d'aucune autre sorte sur la navigation, que d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Paragraphe II. — Il est entendu et expressément déclaré que la navigation visée par le présent traité ne comprend pas la navigation de port en port d'un même pays, ou « cabotage », laquelle continuera à être soumise, dans chacun des deux Etats, aux lois de cet Etat.

Article VI.

Les navires et transports de guerre colombiens pourront naviguer librement dans les eaux des rivières communes sous la juridiction brésilienne. De même, les navires et transports de guerre brésiliens pourront naviguer librement dans les eaux des rivières communes sous la juridiction colombienne.

Paragraphe I. — Cette concession est néanmoins subordonnée à l'obligation pour chaque Etat de notifier préalablement à l'autre Etat le nombre et la nature des navires ou transports qui devront jouir de cette faculté.

Paragraphe II. — Les navires ou bâtiments de guerre qui transporteront, le cas échéant, des articles pour des usages commerciaux resteront soumis aux règlements fiscaux et de police du pays de transit.

At places where there are no adequate natural boundaries, such as watercourses or mountain ranges, which constitute the frontier, the Boundary Commission shall mark the frontier by means of stone or cement posts, columns or other permanent landmarks, in such a way that the exact boundary line may be found at any time.

Article III.

The expenses arising out of the work of frontier demarcation, except the remuneration of the members of the two delegations on the Boundary Commission, which shall be paid by their respective Governments, shall be borne by the two Governments in equal shares.

Article IV.

In order to facilitate the Joint Commission's work, the two High Contracting Parties shall authorise it to make any investigations which it may consider expedient, as well as any alterations and mutual concessions in the boundary line which may be required to enable the frontier to be fixed clearly and permanently, or may be recognised by the two delegations on the Commission as obviously advantageous to both countries.

Article V.

The Republic of Colombia and the United States of Brazil shall grant each other in perpetuity the right of free navigation on the rivers Amazon, Yapurá or Caquetá, Izá or Putumayo, and all the tributaries and confluents of those rivers, vessels, their crews and passengers being merely subject to the fiscal and river police laws and regulations, which shall in every case be the same for Colombians and Brazilians, and shall be designed to facilitate the navigation and trade of both countries.

Paragraph I. — No dues or other charges on shipping shall be established save by the common consent of the two Contracting Parties.

Paragraph II. — It is understood and expressly declared that the said navigation does not include navigation from port to port of the same country, or "coastwise" navigation (*cabotage*), which shall continue to be subject in each of the two countries to that country's own laws.

Article VI.

Colombian warships and military transports shall be free to navigate the waters of the common rivers under Brazilian jurisdiction. Similarly, Brazilian warships and military transports shall be free to navigate the waters of the common rivers under Colombian jurisdiction.

Paragraph I. — This concession is, however, subject to the obligation upon each country to notify the other in advance of the number and type of warships or transports to be granted this privilege.

Paragraph II. — Warships or military transports carrying merchandise shall be subject to the fiscal and police regulations in force in the country of transit.

Article VII.

Le présent traité, après avoir été approuvé conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes, sera ratifié par elles et les ratifications seront échangées à Bogotá ou à Rio-de-Janeiro dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires susmentionnés, avons signé le présent traité en double exemplaire, établis l'un et l'autre en langues espagnole et portugaise, et y avons apposé nos sceaux.

Fait en la ville de Rio-de-Janeiro, le quinze novembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

Article VII.

The present Treaty, after it has been approved in accordance with the laws of the respective countries, shall be ratified by the High Contracting Parties, and the ratifications shall be exchanged at Bogotá or Rio de Janeiro as soon as possible.

In faith whereof we, the above-named Plenipotentiaries, have signed the present Treaty in two copies, each in the Spanish and Portuguese languages, and have thereto affixed our seals.

Done in the city of Rio de Janeiro, on the fifteenth day of November, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

N° 2300.

HONGRIE ET TURQUIE

Traité de neutralité, de conciliation
et d'arbitrage, avec protocole y
annexé. Signés à Budapest, le
5 janvier 1929.

HUNGARY AND TURKEY

Treaty of Neutrality, Conciliation
and Arbitration, with annexed
Protocol. Signed at Budapest,
January 5, 1929.

N° 2300. — TRAITÉ¹ DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 5 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de consolider les liens d'amitié existant entre les deux pays, et dans le but de contribuer au maintien de la paix générale, ont décidé de conclure un traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

MM. LOUIS WALKO, ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. BEHIDJ Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Turquie en Hongrie ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entrer dans aucune entente d'ordre politique ou économique et dans aucune combinaison dirigées contre l'une d'elles.

Article 2.

Si l'une des Hautes Parties contractantes malgré son attitude pacifique, est attaquée par une ou plusieurs autres Puissances, l'autre Partie observera la neutralité pendant toute la durée du conflit.

Article 3

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 8 décembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2300. — TREATY² OF NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN HUNGARY AND TURKEY. SIGNED AT BUDAPEST, JANUARY 5, 1929.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 17, 1930.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desirous of strengthening the bonds of friendship which exist between the two countries and of contributing towards the maintenance of world peace, have decided to conclude a Treaty of Neutrality, Conciliation and Arbitration and, for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. BEHIDJ Bey, Turkish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Hungary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to enter into any political or economic agreement or any alliance directed against the other High Contracting Party.

Article 2.

Should one of the High Contracting Parties, despite his pacific attitude, be attacked by one or more third Powers, the other Party shall observe neutrality throughout the dispute.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure and, if necessary, to arbitration procedure disputes of any kind which may arise between them and which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, December 8, 1929.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 4.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 5.

Les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage font l'objet d'un protocole de procédure annexé à ce traité.

Article 6.

Le présent traité ne s'applique pas aux questions se rapportant, conformément au droit international, au droit de souveraineté.

Chacune des Hautes Parties contractantes déterminera d'une façon unilatérale, par une déclaration écrite, si une question relève du droit de souveraineté.

Article 7.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications qui aura lieu à Angora aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de cinq années à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq années et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Budapest, le 5 janvier 1929.

(L. S.) Louis WALKO *m. p.*

(L. S.) BEHIC *m. p.*

This provision shall not apply to disputes arising out of facts prior to the present Treaty or belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 4.

Failing a settlement by conciliation, either of the High Contracting Parties may request that the matter in dispute be submitted to arbitration, provided that the question at issue be of a legal character.

Article 5.

The formalities for conciliation and arbitration procedure shall form the subject of a Protocol of Procedure, to be annexed to the present Treaty.

Article 6.

The present Treaty shall not apply to questions relating, under international law, to sovereign rights.

Each of the High Contracting Parties shall state unilaterally, by a declaration in writing, whether the question comes within its rights of sovereignty.

Article 7.

Disputes that may arise concerning the interpretation or execution of the present Treaty shall, unless otherwise agreed, be submitted directly to arbitration.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified and shall come into force on the day of the exchange of ratifications, which shall take place at Angora as soon as possible.

The Treaty shall be concluded for a period of five years, dating from its entry into force. If it has not been denounced at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Budapest, January 5, 1929.

(L. S.) (Signed) Louis WALKO.

(L. S.) (Signed) BEHIC.

PROTOCOLE

ANNEXÉ AU TRAITÉ DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE, RÉGLANT LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.

I. PROCÉDURE DE CONCILIATION.

Article premier.

La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du Président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 2.

La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou par l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 3.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 4.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

PROTOCOL

GOVERNING CONCILIATION AND ARBITRATION PROCEDURE, ANNEXED TO THE TREATY OF NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN HUNGARY AND TURKEY.

I. CONCILIATION PROCEDURE.

Article 1.

Conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed for each individual case as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one Commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall jointly appoint the President of the Commission from among the nationals of third Powers.

If, within three months of the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of his intention to resort to conciliation procedure, the Commissioner of the other Party or the President of the Commission, to be chosen jointly by the High Contracting Parties, has not been appointed, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make these appointments.

Article 2.

The dispute shall be brought before the Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, failing agreement, by one or other of the Parties. The request shall indicate briefly the subject of the dispute and shall invite the Commission to take the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request is submitted by one only of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other.

Article 3.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, with that object to collect all relevant information by means of an enquiry or otherwise, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. The Commission, after examining the case, may inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable and lay down a certain period within which they are to announce their decision.

On the conclusion of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, that the Parties have come to an agreement, and if necessary giving the terms of such agreement, or that it has been found impossible to effect a settlement between the Parties.

The proceedings of the Commission, unless otherwise agreed between the Parties, shall be concluded within six months of the date on which the said Commission shall have taken cognizance of the dispute.

Article 4.

Failing any special stipulation to the contrary, the Conciliation Commission shall determine its own procedure, which shall always provide for both Parties being heard. In the matter of enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall proceed in conformity with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 5.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 6.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 8.

Sauf disposition contraire du présent traité les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité de voix.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

II. PROCÉDURE D'ARBITRAGE.*Article 10.*

Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes.

Article 11.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 5.

Unless otherwise agreed between the High Contracting Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 6.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless, subject to the consent of the High Contracting Parties, the Commission itself so decides.

Article 7.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, who shall act as intermediaries between them and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that any persons whose evidence they consider desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall have the right to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties and from such persons as it may think fit to summon, subject to their Government's consent.

Article 8.

Unless otherwise provided in the present Treaty, decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, in particular to supply it, to the best of their ability, with all relevant documentation and information and to use the means at their disposal that it may be enabled in their territory and in accordance with their laws to summon and hear witnesses or experts and to carry out enquiries on the spot.

II. ARBITRATION PROCEDURE

Article 10.

The High Contracting Parties shall, in each individual case, draw up a special agreement setting forth clearly the subject of the dispute, the composition and special powers of the tribunal and any other conditions decided upon between them.

The above-mentioned special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

Article 11.

Unless otherwise agreed, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 12.

Les dispositions prévues par l'article 4 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut ¹.

Article 13.

Si le compromis prévu par l'article 10, resp. 12, du présent protocole ne sera pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 14.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 15.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 17.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Fait à Budapest, le 5 janvier 1929.

Louis WALKO *m. p.*

BEHIC *m. p.*

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

Article 12.

The provisions of Article 4 of the present Treaty shall not affect the right to submit a legal dispute, under a special agreement, to the Permanent Court of International Justice, subject to the conditions and in conformity with the procedure laid down in the Statute of the Court.¹

Article 13.

If, within six months following notification of request for arbitration, the special agreement mentioned in Article 10 or Article 12 of the present Protocol has not been drawn up, either of the Parties shall have the right to submit the dispute, simply in virtue of an application, to the Permanent Court of International Justice.

Article 14.

The parties shall execute in good faith the award pronounced by the tribunal.

III. GENERAL PROVISIONS.

Article 15.

Should the dispute under the municipal law of one of the Contracting Parties fall within the competence of the national courts of that Party, the defendant Party may object to its being submitted to conciliation or arbitration procedure pending a decision with final effect by the competent judicial authority. In such a case, the request for conciliation shall be made within one year at latest of the date of the afore-mentioned decision.

Article 16.

The High Contracting Parties shall refrain, while the conciliation or arbitration procedure is in progress, from any act or measure liable to prejudice either the acceptance of the Conciliation Commission's proposals or the execution of the award.

Article 17.

Each of the Parties shall defray its own costs, and the two Parties shall share equally the expenditure arising out of the conciliation and arbitration procedure.

Done at Budapest, January 5, 1929.

(Signed) LOUIS WALKO.

(Signed) BEHIC.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

ANNEXE XXV.

—

ANNEX XXV.

—

ANNEXE XXV

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

N^o 15. — CONVENTION ¹ DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES. SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908.

ADHÉSIONS

COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS, effective à partir du 26 mai 1930.

Communiqué par le Conseil fédéral suisse, le 3 juillet 1930.

YUGOSLAVIE, effective à partir du 10 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 14 juillet 1930.

BERNE, le 24 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 26 mai 1930, l'Ambassade de France à Berne

¹ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434 ; et vol. LXXXIII, page 372, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXV.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 15. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886. SIGNED AT BERLIN NOVEMBER 13, 1908.

ACCESSIONS.

FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES, effective as from May 26, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 3, 1930.

YUGOSLAVIA, effective as from July 10, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 14, 1930.

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

BERNE, June 24, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a note dated May 26, 1930, the French Embassy at Berne notified us that the French colonies

¹ Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXVIII, page 434 ; and Vol. LXXXIII, page 372, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nous a notifié l'accession des colonies françaises et pays de protectorat relevant du Ministère français des Colonies à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

Cette accession, qui a pris effet à partir du 26 mai 1930, date de la note susmentionnée, est faite conformément à l'article 26 de ladite convention et sous la réserve apportée, le 30 juin 1910, par la France et la Tunisie à la ratification de cet instrument, réserve ainsi formulée :

« En ce qui concerne les œuvres d'art appliqué à l'industrie, les Gouvernements français et tunisien resteront liés aux stipulations des conventions antérieures de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. »

En vous priant de bien vouloir prendre acte de ce qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
J. MUSY.

Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

BERNE, le 10 juillet 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la Légation de Yougoslavie à Berne nous a adressé, le 17 juin 1930, la note suivante :

« D'ordre du Gouvernement royal, la Légation royale de Yougoslavie a l'honneur de notifier au Conseil fédéral l'adhésion du Royaume de Yougoslavie à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908 et le Protocole

and protectorates under the French Ministry of the Colonies had acceded to the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, dated November 13, 1908.

This accession, which took effect on May 26, 1930, the date of the aforesaid note, is made in conformity with Article 26 of the said Convention, and subject to the reservation made by France and Tunis on June 30, 1910, on ratifying this instrument, the reservation reading as follows :

“ As regards works of art applied to industrial purposes, the French and Tunisian Governments will remain bound by the stipulations of the former Conventions of the Union for the Protection of Literary and Artistic Works. ”

Requesting you to be good enough to take note of the foregoing, we have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

J. MUSY,
President of the Confederation.

KÆSLIN,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister
for Foreign Affairs.

BERNE, July 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received the following note, dated June 17, 1930, from the Yugoslav Legation at Berne :

“ The Royal Yugoslav Legation is instructed by the Royal Government to inform the Federal Council of the accession of the Kingdom of Yugoslavia to the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, signed at Berlin on November 13, 1908, and to the

du 20 mars 1914, additionnel à la Convention de Berne révisée.

Cependant, faisant emploi du droit prévu à l'article 25 de la Convention de 1908, le Gouvernement royal désire remplacer les dispositions de cette convention qui ont trait à la protection du droit de traduction des œuvres littéraires par celles contenues dans l'article 5 de la Convention conclue à Berne le 9 septembre 1886 (rédaction donnée à cet article dans l'Acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896), en ce qui concerne la traduction dans les langues de notre pays.

L'adhésion déploie ses effets à partir de la date de cette notification.

Pour sa participation aux dépenses du Bureau international, la Yougoslavie désire être rangée dans la quatrième classe.

En même temps, le Gouvernement royal déclare son adhésion à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Rome, le 2 juin 1928, qui produira son effet le jour de l'entrée en vigueur de cette convention, conformément aux dispositions des alinéas 1 ou 2 de l'article 28 de la même convention. Cette adhésion est faite sous la même réserve que le gouvernement entend remplacer la disposition de l'article 8 de cette convention par celle de l'article 5 de la Convention de Berne de 1886, amendé par l'Acte additionnel de 1896, en ce qui concerne le droit exclusif de traduction dans les langues de notre pays. »

En vous priant de vouloir bien prendre acte de l'adhésion de la Yougoslavie aux Conventions de Berne des 13 novembre 1908 et 2 juin 1928 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Pour le Président de la Confédération,
SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

Additional Protocol to the revised Berne Convention, signed on March 20, 1914.

“ However, the Royal Government, availing itself of the right stipulated in Article 25 of the 1908 Convention, would substitute for the provisions of this Convention dealing with the protection of translation rights in respect of literary works the provisions embodied in Article 5 of the Convention concluded at Berne on September 9, 1886, (in the wording given to this article in the Additional Act signed at Paris on May 4, 1896) in regard to translation into the languages of Yugoslavia.

“ The adhesion shall have effect as from the date of the present notification.

“ Yugoslavia desires to be placed in the fourth class in respect of her participation in the expenses of the International Office.

“ The Royal Government at the same time announces its adhesion to the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, revised at Rome on June 2, 1928, which shall have effect on the date of the coming into force of that Convention in conformity with the provisions of paragraphs 1 and 2 of Article 28 thereof. This adhesion is subject to the same reservation, namely, that the Government proposes to substitute for the provisions of Article 8 of this Convention the provisions of Article 5 of the Berne Convention of 1886, as amended by the Additional Act of 1896, in regard to the exclusive right of translation into the languages of Yugoslavia ”.

Requesting you to note the adhesion of Yugoslavia to the Berne Conventions of November 13, 1908, and June 2, 1928, for the Protection of Literary and Artistic Works, we have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

SCHULTHESS
For the President of the Confederation.

KÆSLIN
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister
for Foreign Affairs.

N^o 16. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL
A LA CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DES OEUVRES
LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, EN
DATE DU 13 NOVEMBRE 1908. SIGNÉ
A BERNE, LE 20 MARS 1914.

No. 16. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO
THE INTERNATIONAL COPYRIGHT
CONVENTION OF NOVEMBER 13, 1908.
SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ADHÉSION

YUGOSLAVIE, effective à partir du 10 juillet
1930.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le
14 juillet 1930.*

(Voir convention précédente.)

ACCESSION.

YUGOSLAVIA, effective as from July 10, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
July 14, 1930.*

(See preceding Convention.)

N^o 170. — PROTOCOLE² DE SIGNATURE
CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR
PERMANENTE DE JUSTICE INTERNA-
TIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU
PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

No. 170. — PROTOCOL² OF SIGNATURE
RELATING TO THE STATUTE OF THE
PERMANENT COURT OF INTERNA-
TIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY
ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF
THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA,
DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATIONS

SALVADOR 29 août 1930.
LUXEMBOURG 15 septembre 1930.

RATIFICATIONS.

SALVADOR August 29, 1930.
LUXEMBURG. September 15, 1930.

¹ Vol. I, page 244 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 69 ; vol. LXXXIII, page 372 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

¹ Vol. I page 244 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 69 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURES

LUXEMBOURG.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut, sur tous les différends qui s'élèveraient après la signature de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette signature, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique. La présente déclaration est faite pour une durée de cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

GENÈVE, le 15 septembre 1930.

BECH.

ALBANIE.

Au nom du Royaume d'Albanie et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la Disposition facultative prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une durée de cinq années, à dater du dépôt de l'instrument de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURES.

LUXEMBURG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Government of the Grand-Duchy of Luxemburg recognises as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute, in any disputes arising after the signature of the present declaration with regard to situation or facts subsequent to this signature, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another procedure or to another method of pacific settlement. The present declaration is made for a period of five years. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall be considered as renewed for a further period of five years and similarly thereafter.

GENEVA, September 15, 1930.

BECH.

ALBANIA.

On behalf of the Albanian Government and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that-is-to-say on condition of reciprocity, the Optional Clause provided for by Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, for a period of five years from the date of the deposit of the instrument

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ratification, sur tous les différends énumérés dans ledit article qui s'élèveraient après la ratification de cette déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que

a) Les différends ayant trait au Statut territorial de l'Albanie ;

b) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume d'Albanie ;

c) Les différends concernant, directement ou indirectement, l'application des traités ou conventions acceptés par le Royaume d'Albanie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.

17.9.1930.

Mehdi FRASHERI.

of ratification, in any of the disputes enumerated in the said article arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, other than

a) Disputes relating to the territorial status of Albania ;

b) Disputes with regard to questions which, by international law, fall exclusively within the jurisdiction of the Kingdom of Albania ;

c) Disputes relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted by the Kingdom of Albania and providing for another method of pacific settlement.

17.9.1930.

Mehdi FRASHERI.

RATIFICATIONS

ETAT LIBRE D'IR-				
LANDE	11 juillet	1930.		
CANADA	28 juillet	1930.		
COMMONWEALTH				
D'AUSTRALIE	18 août	1930.		
SALVADOR	29 août	1930.		

RATIFICATIONS.

IRISH FREE STATE ...	July 11,	1930.
CANADA	July 28,	1930.
COMMONWEALTH OF		
AUSTRALIA	August 18,	1930.
SALVADOR	August 29,	1930.

L'instrument de ratification déposé au Secrétariat de la Société des Nations par le Gouvernement du Salvador le 29 août 1930 indique que la ratification de la disposition facultative a été donnée sous certaines réserves visées dans la décision du Pouvoir Exécutif du 26 mai 1930, dont la teneur suit :

« Que no quedan sujetas a esta convención las controversias o diferencias sobre puntos o cuestiones que prohíbe la Constitución Política de esta República someter a arbitraje ; ni las cuestiones anteriores a esta fecha ; ni las reclamaciones contra la Nación por deudas pecuniarias ; siendo entendido, también, que la cláusula 36 del Estatuto, solo liga a El Salvador respecto a los Estados que acepten el arbitraje en esa forma. »

Pour copie conforme :

Genève, le 29 août 1930.

Le Conseiller juridique du Secrétariat :

J. A. Buero.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The instrument of ratification deposited with the Secretariat of the League of Nations by the Government of Salvador on August 29, 1930, states that the ratification of the optional clause was given subject to certain reservations expressed in the Decision of the Executive Power of May 26, 1930, and reading as follows :

Les dispositions de ce Statut ne s'appliquent pas aux contestations ou différends touchant des points ou questions qui ne sauraient être soumis à l'arbitrage conformément à la constitution politique de cette République.

Les dispositions de ce Statut ne s'appliquent pas non plus aux différends surgis avant cette date ni aux réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la Nation, étant entendu également que l'article 36 du Statut lie seulement le Salvador à l'égard des Etats qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.

ALBANIE 17 septembre 1930.

The provisions of this Statute do not apply to any disputes or differences concerning points or questions which cannot be submitted to arbitration in accordance with the political constitution of this Republic.

The provisions of this Statute also do not apply to disputes which arose before that date or to pecuniary claims made against the Nation, it being further understood that Article 36 binds Salvador only in regard to States which accept the arbitration in that form.

ALBANIA September 17, 1930.

N^o 269. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITÉ DES FEMMES ET DES ENFANTS SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

ADHÉSION

SYRIE ET LIBAN... .. 2 juin 1930.

No. 269.—INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

ACCESSION,

SYRIA AND LEBANON... .. June 2, 1930.

N^o 348. — TRAITÉ³ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 29 OCTOBRE 1921.

No. 348. — TREATY³ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 29, 1921.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 367, de ce recueil.

³ Vol. XIII, page 59, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXVII, page 418 ; Vol. XXXV, page 300 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; and Vol. XCII, page 367, of this Series.

³ Vol. XIII, page 59, of this Series.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 348. — LISAKOKKULEPE EESTI-SOOME KAUBA- JA LAEVANDUSELEPINGU JUURDE.

Communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Finlande, le 24 mai 1930. *Communicated by the Estonian and Finnish Ministers for Foreign Affairs, May 24, 1930.*

EESTI VABARIIGI VALITSUS ja SOOME VABARIIGI VALITSUS, soovides muuta ja täiendada Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingut, otsustasid sõlmida käesoleva lisakokkuleppe ja nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Jaan LATTIK'U, Eesti Välisministri,

SOOME VABARIIGI VALITSUS :

Härra Aarne VUORIMAA, Soome Erakorralise Saadiku ja Täievolilise Ministri Tallinnas,

kes, peale oma heas ja nõutud korras leitud täisvolituste vastastikku esitamist, leppisid kokku järgmistes eeskirjades :

Artikkel üks.

Niivõrd kui alljärgnevates eeskirjades ei ole teisiti kokku lepitud, jääb Eesti ja Soome vahel maksma 29. oktoobril 1921. a. Helsingis sõlmitud kauba- ja laevanduseleping.

Artikkel 2.

Eesti -Soome kauba- ja laevanduselepingu artikli V juurde kuuluvates lisades kustutatakse käesolevale kokkuleppele juurde lisatud nimekirjas I äratähendatud Eesti resp. Soome tollitariifi paragrahvid ja punktid.

Artikkel 3.

Käesoleva kokkuleppe nimekirjas II loetletud Soome kaupadelt nende sissetoomisel Eesti tollipiirkonda ei võeta mingisuguseid teisi ega kõrgemaid sisseveotolle, kui neid, mis on kindlaks määratud selles nimekirjas või vastaval korral antakse nende kaupade pealt selles nimekirjas kindlaksmääratud protsentuaalne alandus sellel ajal maksvusolevatest autonoomsetest tollidest.

Edasi on lepitud kokku, et kui Eestis peaks pandama tolli alla Eesti Tollitariifi § 36 p. 1 nimetatud « või, loomulik », samuti § 44 all nimetud « sooled », siis ei või Soome vastaved kaubad langeda kõrgema tolli alla kui : või, loomulik — 0,10 Ekr. 1 kg. n., sooled — 0,15 Ekr. 1 kg. n.

Artikkel 4.

Käesoleva kokkuleppe nimekirjas III loetletud Eesti kaupadelt nende sissetoomisel Soome tollipiirkonda ei võeta mingisuguseid teisi ega kõrgemaid sisseveotolle, kui neid, mis on kindlaks määratud selles nimekirjas, või vastaval korral antakse nende kaupade peale selles nimekirjas kindlaksmääratud protsentuaalne alandus sellel ajal maksvusolevatest autonoomsetest tollidest.

Artikkel 5.

Ühenduses soodustustega, mis Soome poolt lubatud Eestile liha sisseveo alal, on lepitud kokku, et veterinaär ja transport määrustega ei jäilitata teisi sihte, kui tervishoidlikke või üldise korra nõudeid.

Artikkel 6.

Käesolev kokkulepe on seatud kokku eesti-, soome- ja rootsikeeles ja kõik kolm teksti on võrdselt autentsed.

Käesolev kokkulepe ratifitseeritakse ja ta astub jõusse 8. päeval peale ratifikatsioonikirjade vahetamist.

Siiski on lepitud kokku, et käesolev kokkulepe võidakse ka varem esialgselt maksma panna, niipea kui mõlemate maade Valitsustel selleks avaneb seaduslik võimalus ja nad selle kohta eraldi lepivad kokku.

Käesolev kokkulepe moodustab Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingu lahutamatu osa ja temal on sama kestus kui sellel lepingul.

Selle tõenduseks kirjutasiid mõlema poole Täisvolinikud alla sellele lisakokkuleppele ja jkinnitasid sellele oma pitserid.

Tehtud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti-, soome- ja rootsikeeles, 16. märtsil tuhat üheksasada kolmkümmend.

J. LATTIK.
Aarne VUORIMAA.

NIMEKIRI I.

LISA A.

Eesti tollitariifi 23. IV. 1921. a. paragrahvid ja punktid	Kaupade nimetus
ex 37 ex. 1 b) ex p. 4 ex 40	Värsked silgud. Silgud, soolatud ja suitsetatud. Kariloomad ja hobused.

LISA B.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Elavad loomad : Hobused : Varsad alla 1 aasta vanad. Teised. Kariloomad. Seemned : Linaseemned. Punase ja valge ristikeina seemned. Teistsugu ristikeina seemned. Timotiseemned. Teistsugu heinaseemned. Naeri- ja kaalikaseemned. Kapsa-, peedi-, siguri-, kaunvilja- ja loomanaeriseemned. Kartulid : Toored. Lõigatud ja kuivatatud. Sigurid, kuivatatud. Õunad, toored.

LISA C.

Eesti tollitariifi 23. IV. 1921. a. paragrahvid ja punktid	Kaupade nimetus
ex 4 ex p. 1 ex 24 ex p. 3 b) 35 ex 36 ex p. 1 ex p. 3 ex 37 ex p. 1 b) ex p. 3 o	Makaronid. Kondenseeritud piim ja piimjahu, suhkruga ja ilma suhkruta. Juust. Lehmavõi. Margariin. Kõiksugu värsked kalad, välja arvatud punkt 1 a) nimetatud ja silgud. Kõiksugu kalad, soolatud ja suitsetatud, välja arvatud heeringad ja silgud.

LISA D.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Sealiha, välja arvatud õhukindlates nõudes : Soolatud ja suitsetatud. Teistsugune. Kõiksugu kartulijahu ja -tärklis. Sibulad, toored. Kapsad, toored, mitte õhukindlates nõudes. Kapsad, soolatud ja kuivatatud, mitte õhukindlates nõudes. Juust kõiksugune, mitte õhukindlates nõudes. Või, loomulik. Kartulisiirup.

LISA E.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
142	Kilud, angerjad ja muud kalad, konserveeritud.

J. L.
A. V.

NIMEKIRI II.

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsen- tuaalne alandus
ex § 24 ex p. 4	« Soomeleib » (knäckebröd) rukkipeetulist	tollita	—
ex § 36 ex p. 3	Margariin	—	33 1/3 %
ex § 37 ex p. 1	Värsked ja eluskala igasugune, välja arvatud heeringad	tollita	—
ex p. 3	Igasugune soolatud ja suitsetatud kala, peale heeringate ja silkude 1 kg. br.	0,18	—
ex p. 4	Silgud, soolatud ja suitsetatud	tollita	—
ex 39	« Soomeleib » (knäckebröd) jämedast rukkijahust	tollita	—

J. L.
A. V.

NIMEKIRI III.

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
	Liha, eriti nimetamata, välja arvatud õhukindlates nõudes :		
ex 11	Haned ja kalkunid 1 kg. n.	6,00	—
13	Teistsugune 1 kg. n.	0,70	—
	<i>Märkus I.</i> Tolli 0,70 Smk. võetakse ainult lihalt, mis on määratud Helsingisse jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai, juuni, juuli ja detsembri kuudel, järgmise kontingendi piirides : jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai ja detsembri kuude kohta 100.000 kg. kuus ja juuni ja juuli kuude kohta 50.000 kg. kuus. Kui ühel nimetatud kuudel looduslike takistuste ehk samaväärsete olude tõttu mitte tervet eelpooltähen-datud selle kuu kontingenti ära ei kasutata, siis võidakse järgmise kuu esimese nädala jooksul kasutada eelmise kuu kontingendist kasutamata jäänud osa, kuid mitte suuremal määral kui arvates 20% eelmise kuu kontingendist. Kontingente jaotab Eesti Valitsus, kes teatab Soome Valitsusele, mil viisil Soome võimudele tehakse kindlaks, et vastav lihasaadetis võidakse läbi lasta tollimääraga 0,70 Smk. kg. n. Mõlemate maade Valitsused lepivad eraldi kokku kontingentide kasutamise ühendatud üksikasjaliste vorminõuete kohta. <i>Märkus II.</i> Soome Valitsus kohustub Soomes praegu liha peal maksvat tolli 1,20 Smk. suuruses (Soome Tollitariifi § 13) 1930. ja 1931. a. jooksul Eestist sisse veetava liha pealt mitte tõstma. Peaks Soomes 1. jaanuarist 1932. a. alates seda tolli tõstetama, siis on Soome Valitsus nõus viibimata selles asjas Eesti Valitsusega läbirääkimistesse astuma, kusjuures kumbki Valitsus alal hoiab õiguse kokkuleppe mittesaavutamise korral loobuda lepingust kolmekuulise ülesütlemisega.		
	Kala :		
	Teistsugune :		
16	Elav või värske	tollita	—
23	Sooled 1 kg. n.	1,50	—
48	Kartulijahu ja -tärklis igasugune	—	33 1/3 %
	Seemned :		
ex 51	Linaseemned	tollita	—
52	Punase ja valge ristikeina seemned	tollita	—
53	Teistsugu ristikeina seemned	tollita	—
54	Timotiseemned	tollita	—
55	Teistsugu heinaseemned	tollita	—
57	Naeri- (ka turnipsi-) ja kaalikaseemned	tollita	—
ex 58	Kapsa-, peedi-, siguri-, kaunvilja- ja loomanaeri-seemned	tollita	—
60	Kartulid :		
	Toored	—	33 1/3 %
	<i>Märkus.</i> Juhul, kui Eesti laevamõõtkirjast või teistest laevapaberitest ilmneb selgesti selle laeva laadimisruumi suurus, võidakse tarvitada laevamõõtkirja alusena laadungi eest maksetava tolli-		

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll. Smk.	Protsen- tuaalne alandus
	<p>raha arvutamiseks. Siinjuures arvatakse 1 registreeritud tonn vastavaks 2000 kilogrammile.</p> <p>Juhul, kui laevajuht ei soovi tarvitada eelmises lõikes tähendatud talitusviisi, tuleb kaubakaal kindlaks teha kaalumiseega.</p> <p>Igal juhul tulevad tollivormaliteedid nii korraldada, et müük, ühes arvatud väikemüük, ka edasi otsekohe laevast võib sündida.</p> <p>Tolliraha laadungi eest tuleb maksta niipea, kui laadung on müüdnud, kuid siiski hiljemalt ühe kuu jooksul peale laeva päralejõudmist. Juhul, kui tolliraha laeva laadimisruumi järele arvutatakse ja laadungit mitmes sadamas müüakse, tuleb tolliraha terve llaadungi eest esimeses sadamas maksta.</p> <p>Laevajuht vastutab tolliraha maksmise eest, tarviduse korral ka laev. Juhul, kui laev lahkus Soomest ja tolliraha tervelt või osaliselt jäi maksmata, kohustub Eesti Valitsus seda tolliraha, mis Soome Valitsuse teatel jäänud tasumata, vastutajalt sisse nõudma kokkukõlas Eestis maksivate seadustega ja üle andma Soome Valitsusele.</p> <p>Lepinguosalised kohustuvad sõlmima viibimata erikokkuleppe laevamõõtkirjade vastastikku tunnustamise kohta, võttes eriti arvesse esimeses lõikes tähendatud talitusviisi.</p>		
	Siguri juured :		
	Toored	tollita	—
	Kuivatatud	tollita	—
ex 75	Ounad, pirnid ja ploomid	tollita	—
82	Sibulad, värsked 1 kg. n.	0,75	—
85	Kapsad, värsked 1 kg. n.	0,12	—
ex 87 a)	Kapsad soolatud ja kuivatatud 1 kg. n.	0,90	—
b)	Kurgid soolatud 1 kg. n.	2,50	—
105	Või, loomulik 1 kg. n.	1,—	—
ex 109	Rukkileib « Pain normal »	tollita	—
	Konservid õhukindlates nõudes :		
ex 142	Kilud, sprotid ja igasugune teine kala 1 kg. br.	10,50	—

J. L.
A. V.

LÖPP-PROTOKOLL.

Helsingis 29. oktoobril 1921. a. allakirjutatud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingu juurde käiva tänasel päeval sõlmitud lisakokkuleppe allakirjutamisel tegid allakirjutanud täisvolinikud järgmise deklaratsiooni, mis moodustab selle kokkuleppe lahutamatu osa :

Artikli 6. juurde.

Mõlemad Valitsused kohustuvad läbi viima käesoleva kokkuleppe kinnitamise oma seadusandlike kogude poolt 1-seks aprilliks 1930. a. Ühtlasi kohustuvad nad Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud kaubaja laevanduselepingu revideerimist jätkama ja seda lõpule viima kiire korras.

Tehtud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti-, soome- ja rootsikeeles, 16. märtsil tuhat üheksasada kolmkümmend.

J. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

TEXTE FINLANDAIS. — FINNISH TEXT.

N^o 348. — LISÄSOPIMUS EESTIN-SUOMEN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUKSEEN.

EESTIN TASAVALLAN HALLITUS ja SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS, haluten muuttaa ja laajentaa Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehtyä Eestin-Suomen kaupp- ja merenkulkusopimusta, ovat päättäneet tehdä tämän lisäsopimuksen ja ovat tässä tarkoituksessa valtuutetuikseen nimitäneet :

EESTIN TASAVALLAN HALLITUS :

Herra Jaan LATTIK'IN, Eestin Tasavallan Ulkoasiainministerin,

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

Herra Aarne WUORIMAA, Suomen Tasavallan Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin Tallinnassa.

jotka toisilleen esitettyään hyvässä ja asianmukaisessa muodossa oleviksi havaitut valtakirjansa ovat sopineet seuraavista artikloista :

1 Artikla.

Mikäli ei seuraavissa artikloissa ole toisin sovittu, jää Eestin ja Suomen välillä Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehty kaupp- ja merenkulkusopimus voimaan.

2 Artikla.

Eestin-Suomen kaupp- ja merenkulkusopimuksen V artiklaan kuuluviin liitteisiin sisältyvät, tähän sopimukseen liitettyssä luettelossa I mainitut, Eestin ja Suomen tullitariffin nimikkeet ja kohdat lakkaavat olemasta voimassa.

3 Artikla.

Tämän sopimuksen luettelossa II mainituista Suomesta peräisin olevista tuotteista niitä Eestin tullialueelle tuotaessa ei kanneta mitään muita eikä korkeampia tuontitulleja, kuin ne, mitkä tässä luettelossa on kiinteiksi määrätty tai joille vastaavasti annetaan tässä luettelossa määrätty prosentittainen alennus kulloinkin voimassaolevista autonomisista tulleista.

Edelleen on sovittu, että jos Eestissä saatettaisiin tullinalaisiksi Eestin tullitariffin § 36 kohta 1 mainittu « voi, luonnollinen », samoinkuin § 44 mainittu « suolet », ei Suomesta peräisin oleville vastaaville tuotteille saa asettaa korkeampaa tullia kuin : voi, luonnollinen 0,10 kr. 1 Ekr. netto, suolet 0,15 Ekr. 1 kg. netto.

4 Artikla.

Tämän sopimuksen luettelossa III mainituista Eestistä peräisin olevista tuotteista niitä Suomen tullialueelle tuotaessa ei kanneta mitään muita eikä korkeampia tuontitulleja, kuin ne, mitkä tässä luettelossa on kiinteiksi määrätty tai joille vastaavasti annetaan tässä luettelossa määrätty prosentittainen alennus kulloinkin voimassaolevista autonomisista tulleista.

5 Artikla.

Niiden erikoisetujen yhteydessä, mitkä Suomen puolelta on myönnetty Eestille lihan tuonnissa sovitaan, että eläinlääkinnöllisillä ja kuljetusmääräyksillä ei tavoitella muita, kuin terveydenhoidollisia ja yleisen järjestyksen ylläpitämistä tarkoittavia päämääriä.

6 Artikla.

Tämä sopimus on laadittu eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä ja ovat kaikki kclme tekstiä yhtä todistusvoimaisia.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 348. — TILLÄGGSAVTAL TILL HANDELS- OCH SJÖFARTSFÖRDRAGET MELLAN ESTLAND OCH FINLAND.

REPUBLIKEN ESTLANDS REGERING och REPUBLIKEN FINLANDS REGERING hava, ledda av önskan att förändra och utvidga det i Helsingfors den 29 oktober 1921 avslutade handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland beslutat avsluta ett tilläggsavtal, och i denna avsikt till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKEN ESTLANDS REGERING :

Herr Jaan LATTIK, Estlands minister för utrikesärendena,

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

Herr Aarne WUORIMAA, Finlands utomordentliga sändebud och befullmäktigade minister i Tallinn,

vilka, efter att hava företett sina i god och behörig ordning befunna fullmakter överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

Det mellan Estlands och Finland i Helsingfors den 29 oktober 1921 avslutade handels- och sjöfartsfördraget förbliver i kraft i den mån i följande artiklar icke annorledes föreskrives.

Artikel 2.

I de till artikel V i handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland hörande förteckningar ingående och till detta avtal bilagda Förteckning I nämnda positioner och punkter i Estlands och Finlands tulltariffer upphöra att gälla.

Artikel 3.

Vid införsel till estniskt tullområde må icke för produkter härrörande från Finland och nämnda i till detta avtal bilagd Förteckning II uppbäras annan eller högre importtull, än vad som i denna förteckning fastställts eller i förteckningen tillförsäkrats i form av procentuell nedsättning å gällande autonom tull.

Ytterligare har överenskommits, att, därest Estland komme införa tull å i Estlands tulltariff sub § 36 punkt 1 nämnt « smör, naturligt », ävensom sub § 44 nämnda « tarmar » må dessa från Finland härrörande produkter icke åsättas en högre tull än : smör, naturligt, 0,10 Ekr. per kg netto, tarmar 0,15 Ekr. per kg. netto.

Artikel 4.

Vid införsel till finskt tullområde må icke för produkter härrörande från Estland och nämnda i till detta avtal bilagd Förteckning III uppbäras annan eller högre importtull, än vad som i denna förteckning fastställts eller i förteckningen tillförsäkrats i form av procentuell nedsättning å gällande autonom tull.

Artikel 5.

I samband med de specialförmåner, som från Finlands sida medgivits Estland beträffande införseln av kött, överenskommes, att med veterinära och transportbestämmelser icke eftersträvas andra syften än sanitära och avses annat än den allmänna ordningens upprätthållande.

Artikel 6.

Detta avtal är avfattat på estniska, finska och svenska språken och äga samtliga tre texter lika vitsord.

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee voimaan 8 päivää ratifioimisasiakirjain vaihtamisen jälkeen.

Kuitenkin sovitaan, että tämä sopimus voidaan väliaikaisesti saattaa aikaisemminkin voimaan, niinpian kuin molempien maiden Hallituksilla on siihen lainsäädännön mukaan mahdollisuus ja sen suhteen erikseen sopivat.

Tämä sopimus on Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehdyn Eestin-Suomen kauppaja-merenkulkusopimuksen olennainen osa ja on sillä sama voimassaoloaika kuin sanotulla sopimuksella.

Tämän vakuudeksi ovat molempien sopimuspuolten valtuutetut omakätisesti allekirjoittaneet tämän lisäsopimuksen ja sen sineteillään vahvistaneet.

Tehty Tallinnassa, kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä maaliskuun 16 päivänä tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentä.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

LUETTELO I.

LIITE A.

Eestin 23. IV. 1921 annetun tullitaksan nimike	Tavaran nimitys
Nimikk. 37 kohd. 1 b) kohd. 4 Nimikk. 40	Silakat, tuoreet. Silakat, suolatut ja savustetut. Kotieläimet ja hevoset.

LIITE B.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
1 2 3 Nimikk. 51 52 53 54 55 57 Nimikk. 58 60 61 65 Nimikk. 75	Elävät eläimet : Hevoset : Varsat, vuotta nuoremmat. Muunlaiset. Nautaeläimet. Siemenet : Pellavansiemenet. Puna- ja valkoapilansiemenet. Alsikeapilansiemenet. Timoteinsiemenet. Heinänsiemenet, muunlaiset. Nauriin- (myös turnipsin-) ja lantunsiemenet. Kaalin-, juurikkaitten-, sikurijuuren-, palkokasvien- ja rehujuurikkaansiemenet. Perunat : Raat. Leikatut ja kuivatut. Sikurijuuri, kuivattu. Omenat, tuoreet.

Detta avtal skall ratificeras och träder i kraft 8 dagar efter ratifikationsurkundernas utväxling.

Dock har överenskommits, att avtalet även tidigare kan provisoriskt bringas i kraft, så snart det för de båda ländernas Regeringar är lagenligt möjligt och de därom särskilt överenskomma.

Detta avtal utgör en integrererande del av handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland av den 29 oktober 1921 och dess giltighetstid är densamma som sagda fördrags.

Till bekräftelse härav hava de båda fördragsslutande parternas befullmäktigade ombud egenhändigt undertecknat detta tilläggsavtal och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde, i Tallinn i tvenne exemplar, på estniska, finska och svenska språken, den 16 mars ettusen niohundra trettio.

J. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

FÖRTECKNING I.

BILAGA A.

Position enligt estniska tulltariffen av 23. IV. 1921	Varuslag
ex 37 ex p. 1 b) ex p. 4 ex 40	Strömming, färsk. Strömming, saltad och rökt. Husdjur och hästar.

BILAGA B.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
1	Levande djur :
2	Hästar :
3	Föl under ett år. Andra slag.
ex 51	Nötkreatur.
52	Frö :
53	Linfrö.
54	Röd- och vitklöverfrö.
55	Alsikeklöverfrö.
57	Timotejfrö.
ex 58	Annat gräsfrö. Rov- och kålrotsfrö.
60	Kål-, bet-, cikorie-, skidfrukts- och foderbetsfrö.
61	Potatis :
65	Rå.
ex 75	Skuren och torkad. Cikorierot, torkad. Appel, färska.

LIITE C.

Eestin 23. IV. 1921 annetun tullitaksan nimike	Tavaran nimitys
Nimikk. 4 kohd. 1 Nimikk. 24 kohd. 3 b) 35 Nimikk. 36 kohd. 1 kohd. 3 Nimikk. 37 kohd. 1 b) kohd. 3	Makaroonit. Kondensoitu maito ja maitopulveri, sokeroitu ja sokeroimaton. Juusto. Voi. Margariini. Tuoreet kalat, kaikenlaatuiset, kohdassa 1 a mainittuja ja silakoita lukuunottamatta. Kalat, suolatut ja savustetut, kaikenlaatuiset, paitsi sillejä ja silakoita.

LIITE D.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
9 10 48 82 85 87 104 105 Nimikk. 122	Sianliha, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa : Suolattu tai savustettu. Muunlainen. Perunajauho ja tärkkelys, kaikenlainen. Sipulit, raa'at. Kaali, raaka, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Kaali, suolattu ja kuivattu, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Juusto, kaikenlainen, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Voi, luonnollinen. Tärkkelyssiirappi.

LIITE E.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
142	Kilohaili, ankerias ja muunlaiset kalat säilykkeinä.

BILAGA C.

Position enligt estniska tulltariffen av 23. IV. 1921	Varuslag
ex 4 ex punkt 1 ex 24 ex punkt 3 b) 35 ex 36 ex punkt 1 ex punkt 3 ex 37 ex punkt 1 b) ex punkt 3	Makaroner, Kondenserad mjölk och mjölkpulver, med eller utan socker. Ost. Smör. Margarin. Färsk fisk av alla slag, utom i moment 1 a nämnda och strömming. Fisk av alla slag, saltad och rökt, utom sill och strömming.

BILAGA D.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Fläsk, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar : Saltat eller rökt. Andra slag. Potatismjöl och stärkelse, alla slag. Lök, färsk. Kål, färsk, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Kål, saltad eller torkad, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Ost, alla slag, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Smör, naturligt. Stärkelsesirap.

BILAGA E.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
142	Vassbuk, ål och annan konserverad fisk.

LUETTELO II.

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
24 : stä kohd. 4	Näkkileipä lestyistä ruisjauhoista	vapaa	—
36 : stä kohd. 3	Margariini	—	33 1/3 %
37 : stä kohd. 1	Tuore ja elävä kala, kaikenlainen, paitsi silli	vapaa	—
kohd. 3	Kaikenlainen suolattu ja savustettu kala, paitsi sillit ja silakat 1 kg. br.	0,18	—
kohd. 4	Silakat, suolatut ja savustetut	vapaat	—
39 : stä	Näkkileipä, karkeista ruisjauhoista	vapaa	—

LUETTELO III.

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
11 : stä 13	<p>Liha, erikseen mainitsematon, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :</p> <p>Hanhet ja kalkkunat 1 kg.</p> <p>Muunlainen 1 kg.</p> <p><i>Huomautus I.</i> Tullimäärä 0,70 Smk kannetaan ainostaan lihalta, joka on määrätty Helsinkiin vietäväksi tammi-, helmi-, maalisk., huhti-, touko-, kesä-, heinä- ja joulukuun aikana seuraavien kontingenttien mukaan : tammi-, helmi-, maalisk., huhti-, touko- ja joulukuussa 100.000 kg. kuukautta kohti sekä kesä- ja heinäkuussa 50.000 kg. kuukautta kohti. Jos jonakin edellämainituista kuukausista edeltäpäin määrätty kontingentti luonnonesteiden tai samankaltaisten syiden takia ei tulisi kokonaisuudessaan käytetyksi, voidaan seuraavan kuukauden ensimmäisen viikon kuluessa käyttää hyväksi edellisen kuukauden kontingentista käyttämättä jäänvttä osaa, ei kuitenkaan enemmän kuin 20% edellisen kuukauden kontingentista.</p> <p>Kontingenttien jakelusta huolehtii Eestin Hallitus, joka Suomen Hallitukselle ilmoittaa, millä tavalla Suomen viranomaisille saatetaan tieto sovitetun lihamäärän maahan tuomisesta 0,70 Smk:n tullilla kilolta. Molempien maiden hallitukset sopivat erikseen kontingenttien käyttämiseen kuuluvien muodollisuuksien yksityiskohtaisesta järjestelystä.</p> <p><i>Huomautus II.</i> Suomen Hallitus sitoutuu vuosina 1930 ja 1931 olemaan korottamatta Suomessa nykyään voimassa olevaa 1 : 20 Smk suuruisia lihatullia (Suomen tullitariffin nimike 13) Eestistä</p>	6,— 0,70	— —

FÖRTECKNING II.

Position enligt estniska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
ex § 24 ex p. 4	Knäckebröd av skrätt rågmjöl	fritt	—
ex § 36 ex p. 3	Margarin	—	33 1/3 %
ex § 37 ex p. 1	Färsk och levande fisk av alla slag utom sill	fri	—
ex p. 3	Fisk av alla slag, saltad och rökt, utom sill och strömming 1 kg. br.	0,18	—
ex p. 4	Strömming, saltad och rökt	fri	—
ex 39	Knäckebröd av grovt rågmjöl	fritt	—

FÖRTECKNING III.

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
ex II 13	<p>Kött, ej särskilt nämnt, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar :</p> <p>Gäss och kalkoner 1 kg.n.</p> <p>Andra slag 1 kg n.</p> <p><i>Anmärkning I.</i> Tullbeloppet Fmk. 0,70 uppbäres endast för kött, som är destinerat till Helsingfors under januari, februari, mars, april, maj, juni, juli och december månader fördelat på följande kontingenter : för januari, februari, mars, april, maj och december 100.000 kg. per månad samt för juni och juli 50.000 kg. per månad. Därest under någon av ovannämnda månader denna på förhand fastställda kontingent, på grund av naturhinder eller liknande orsaker, icke fullt komme till användning, kan under påföljande månads första vecka den under den föregående månaden utnyttjade delen användas, dock härvid högst 20% av den föregående månads kontingent.</p> <p>Estlands Regering ombestyr kontingenternas fördelning, och meddelar Finlands Regering, huru de finska myndigheterna erhålla vetskap om införseln av den överenskomna kvantiteten till en tullsats av Fmk. 0,70 per kg. De båda ländernas Regeringar komma särskilt överens om detaljanordningarna i samband med de formaliteter, som hänföra sig till kontingenternas utnyttjande.</p> <p><i>Anmärkning II.</i> Finlands Regering förbinder sig att ej höja den i Finland för närvarande gällande till Fmk. 1,20 fastställda tullen (Finlands Tulltariff, position 13) å kött som införes från Estland</p>	6,— 0,70	— —

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	<p>tuotavan lihan suhteen. Jos tätä tullia Suomessa nostetaan tammikuun 1 päivästä 1932, on Suomen Hallitus valmis viipymättä tässä kysymyksessä ryhtymään neuvotteluihin Festin Hallituksen kanssa, jolloin kumpikin Hallitus pidättää itselleen oikeuden, ellei yksimielisyyttä saavuteta, sanoa sopimus irti kolmen kuukauden irtisanomisajalla.</p>		
	Kala :		
	Muunlainen :		
16	Elävä tai tuore	vapaa	0 —
23	Suolet 1 kg.	1,50	—
48	Perunajauhot ja tärkkelys, kaikenlainen	—	33 1/3 %
	Siemenet :		
51 : stä	Pellavansiemenet	vapaat	—
52	Puna- ja valkoapilansiemenet	vapaat	—
53	Alsikeapilansiemenet	vapaat	—
54	Timoteinsiemenet	vapaat	—
55	Heinänsiemenet, muunlaiset	vapaat	—
57	Nauriin- (myös turnipsin) ja lantun siemenet	vapaat	—
58 : sta	Kaalini-, juurikkaitten-, sikurijuuren-, palkokasvien ja rehujuurikkaansiemenet	vapaat	—
60	Perunat :		
	Raa'at	—	33 1/3 %
	<p><i>Huomautus.</i> Jos eestiläisen aluksen mittakirjasta tai muista laivapapereista käy selville aluksen lastialan suuruus, niin se voidaan panna aluksen perunalastista menevän tullin laskemisen perusteeksi. Tällöin katsotaan, että 1 rekisteritonni vastaa 2000 kiloa.</p> <p>Ellei aluksen päällikkö tahdo käyttää edellisessä kohdassa mainittua menettelyä, on tavaran paino todettava punnitsemalla.</p> <p>Tullikäsittely järjestetään joka tapauksessa siten, että myynti voi edelleenkin tapahtua, myöskin vähittäin, suoraan alukselta.</p> <p>Tulli lastista on suoritettava, kun lasti on myyty tai viimeistään kuukauden kuluttua aluksen saapumisesta satamaan. Jos tulli suoritetaan aluksen lastialan mukaan ja perunat aijotaan myydä useammassa kuin yhdessä satamassa, on kok lastista menevä tulli suoritettava ensimmäisessä satamassa.</p> <p>Aluksen päällikkö vastaa tullin suorittamisesta, tarvittaessa myöskin aluksella. Jos alus on päässyt lähtemään Suomesta ja tulli kokonaan tai osaksi jäänyt suorittamatta, sitoutuu Eestin Hallitus Eestissä voimassa olevan lainsäädännön mukaan asianomaiselta perimään ja Suomen Hallitukselle toimittamaan sen tullimäärän, jonka Suomen Hallitus ilmoittaa jääneen maksamatta.</p> <p>Sopimuspuolet sitoutuvat viipymättä tekemään erikoissopimuksen alusten mittakirjojen molemminpuolisesta tunnustamisesta, erikoisesti myöskin silmälläpitäen edellä I kohdassa mainittua tarkoitusta.</p>		

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsätt- ningsprocent
	<p>under åren 1930 och 1931. I händelse denna tull komme att i Finland höjas efter den 1 januari 1932 är Finlands Regering beredd att omedelbart i denna angelägenhet träda i underhandlingar med Estlands Regering, varvid vardera Regeringen förbehåller sig rätt i händelse överenskommelse ej uppnås på grund av tre månaders uppsägningstid uppsäga avtalet.</p>		
	Fisk :		
	Andra slag :		
10	Levande eller färsk	fri	—
23	Tarmar. i kg. n.	1,50	—
48	Potatismjöl och stärkelse, alla slag	—	33 1/3 %
	Frö :		
ex 51	Linfrö	fritt	—
52	Röd- och vitklöverfrö	fritt	—
53	Alsikeklöverfrö	fritt	—
54	Timotejfrö	fritt	—
55	Annat gräsfrö	fritt	—
ex 58	Kål-, bet-, cikorie-, skidfrukts- och foderbetsfrö	fritt	—
	Rov- (även turnips) och kålrotsfrö	fritt	—
60	Potatis :		
	Rå	—	33 1/3 %
	<p><i>Anmärkning.</i> Därest ur ett estniskt fartygs måtbrev eller andra skeppspapper obestridligt framgår storleken av fartygets lastrum kan detta läggas som grund för beräkandet av den tullavgift, som utgår för fartygets last. Härvid avses att 1 registerton motsvarar 2000 kg.</p> <p>För den händelse fartygets befälhavare icke önskar använda sig av i föregående moment nämnt tillvägagångssätt, konstateras varans vikt genom vägning.</p> <p>Tullbehandlingen ordnas i varje händelse så, att också framdeles försäljningen, även i minut, kan ske direkte från fartyg.</p> <p>Tull för lasten skall erläggas, sedan lasten försålts, eller senast en månad efter fartygets ankomst i hamn. Därest tull erlägges enligt lastrummets storlek och potatisen avses bliva försäld i flere än en hamn, bör den för lasten utgående tullen erläggas i den första hamnen.</p> <p>Fartygets befälhavare är, i fall av behov jämväl med fartyget, ansvarig för tullens erläggande. Har fartyget avgått från Finland och tullen helt eller delvis lämnats obetalad, förbinder sig Estlands Regering att av vederbörande enligt i Estland gällande lagstiftning indriva och till Finlands Regering överlämna det tullbelopp, som av Finlands Regering meddelas vara olikviderat.</p> <p>De fördragsslutande parterna förbinda sig att utan dröjsmål avsluta en specialöverenskommelse om ömsesidigt godkännande av fartygs måtbrev särskilt även med beaktande av ovan i moment 1 nämnda syfte.</p>		

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	Sikurijuuri :		
64	Raaka	vapaa	—
65	Kuivattu	vapaa	—
75 : stä	Omenat, päärynät ja luumut, tuoreet	vapaat	—
82	Sipulit, tuoreet 1 kg.	0,75	—
85	Kaali, tuore 1 kg.	0,12	—
87 : stä a)	Kaali, suolat u ja kuivattu 1 kg.	0,90	—
b)	Kurkut, suolatut 1 kg.	2,50	—
105	Voi, luonnollinen 1 kg.	1,—	—
109 : stä	Ruisleipä « Pain Normal »	vapaa	—
	Säilykkeet ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :		
142 : stä	— Kilohailit, spröttit ja kala, muunlainen . 1 kg. br.	10,50	—

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan Helsingissä, lokakuun 29 päivänä 1921 allekirjoitettuun Eestin-Suomen kauppaja- ja merenkulkusopimukseen liittyvän, tänä päivänä tehdyn lisäsopimuksen, tekivät allekirjoittaneet valtuutetut seuraavan ilmoituksen, mikä kuuluu tähän sopimukseen sen lennaisena osana :

6 artiklaan.

Molemmat hallitukset sitoutuvat maattensa lainsäädännöllisiltä elimiltä hankkimaan nyt tehdylle sopimukselle hyväksymisen 1 p :ksi huhtikuuta 1930.

Samoin sitoutuvat ne jatkamaan Helsingissä lokakuun 29 p :nä 1921 allekirjoitetun kauppaja- ja merenkulkusopimuksen tarkistusta ja sen kiireellisesti saattamaan loppuun.

Tehty Tallinnassa, kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä maaliskuun 16 päivänä tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentä.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU
LE 29 OCTOBRE 1921 ENTRE LA FINLANDE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN,
LE 16 MARS 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, désirant modifier et élargir le Traité de commerce et de navigation conclu à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie, ont résolu de conclure le présent accord additionnel et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Aarne WUORIMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande à Tallinn ;

¹ Traduction du Gouvernement finlandais.

¹ Translation of the Finnish Government.

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
	Cikorierot :		
64	Rå	fri	—
65	Torkad	fri	—
ex 75	Äpplen, päron och plommon, färska	fria	—
82	Lök, färsk 1 kg. n.	0,75	—
85	Kål, färsk 1 kg. n.	0,12	—
ex 87 a)	Kål, saltad och torkad 1 kg. n.	0,90	—
b)	Gurkor, saltade 1 kg. n.	2,50	—
105	Smör, naturligt 1 kg. n.	1,—	—
ex 109	Rågbröd, » Pain Normal »	fritt	—
ex 142	Konserver i hermetiskt tillslutna förpackningar : Vassbuk, sprotten och fisk, andra slag . 1 kg. br.	10,50	—

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet av det idag avslutade tilläggsavtalet, som hänför sig till det i Helsingfors den 29 oktober 1921 undertecknade handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland, hava undertecknade befullmäktigade avgivit följande deklaration, som utgör en integrerande del av sagda avtal :

Till artikel 6.

Vardera Regeringen förbinder sig att hos sitt lands lagstiftande organ genomföra det nu avslutade avtalets godkännande till och med den 1 april 1930. Likaledes förbinda de sig att fortsätta revisionen av det i Helsingfors den 29 oktober 1921 undertecknade handels- och sjöfartsfördraget samt att skyndsamt slutföra sagda revision.

Som skedde i Tallinn, i tvenne exemplar, på estniska, finska och svenska språken, den 16 mars ettusen niohundra trettio.

L. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF OCTOBER 29, 1921, BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT TALLINN, MARCH 16, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of modifying and extending the Treaty of Commerce and Navigation concluded on October 29, 1921, between Estonia and Finland, have decided to conclude an additional Agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

The Government of the Republic of Estonia :

M. Jaan LATTIK, Estonian Minister for Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères de la République d'Estonie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Convention de commerce et de navigation conclue à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie reste en vigueur, à moins qu'il n'en soit convenu autrement aux articles ci-après.

Article 2.

Les rubriques et les moments du tarifs douanier finlandais, resp. estonien, contenus dans les listes faisant partie de l'article V du traité de commerce et de navigation conclu entre la Finlande et l'Estonie, et mentionnés dans la liste I jointe au présent accord cessent d'être en vigueur.

Article 3.

Sur les produits d'origine finlandaise, mentionnés dans la liste II du présent accord, ne sera perçu lors de leur importation en Estonie, d'autre droit d'importation ni aucun droit plus élevés que ceux qui dans ladite liste leur sont imposés ou sur lesquels est consentie la remise par pourcentage stipulée dans ladite liste sur les droits autonomes de douane en vigueur.

D'autre part, il est convenu que, si « le beurre naturel », mentionné à l'alinéa 1 de l'article 36, et les « boyaux », mentionnés à l'article 44 du tarif douanier estonien, étaient soumis à un droit d'entrée, les produits correspondants d'origine finlandaise ne seront frappés d'un droit d'entrée supérieur à : beurre naturel 0.10 cour. estonienne par kilogramme net ; boyaux 0.15 cour. estonienne par kilogramme net.

Article 4.

Sur les produits d'origine estonienne mentionnés dans la liste III du présent accord ne sera perçu, lors de leur importation en Finlande, d'autres droit ni aucun droit plus élevé que ceux qui dans ladite liste leur sont imposés ou sur lesquels est consentie la remise par pourcentage stipulée dans ladite liste sur les droits autonomes de douane en vigueur.

Article 5.

A propos des avantages particuliers consentis par la Finlande à l'Estonie sur l'importation des viandes, il est convenu que les dispositions d'ordre vétérinaire et relatives aux transports ne visent que les buts hygiéniques et le maintien de l'ordre général.

Article 6.

Le présent accord a été rédigé en langues finnoise, suédoise et estonienne ; les trois textes font foi à titre égal.

Le présent accord sera ratifié et prendra effet huit jours après l'échange des ratifications.

Cependant il est convenu que le présent accord pourra être appliqué à titre provisoire plus tôt, dès que les gouvernements des deux pays en auront la possibilité selon leur législation et qu'il en sera convenu entre eux séparément.

The Government of the Republic of Finland :

M. Aarne WUORIMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Tallinn.

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Treaty of Commerce and Navigation concluded between Estonia and Finland at Helsingfors on October 29, 1921, shall remain in force in so far as is not otherwise provided in the following Articles.

Article 2.

The items and paragraphs in the Estonian and Finnish Customs tariffs included in the Annexes to Article V of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland, which are enumerated in Specification I attached to this agreement, shall cease to apply.

Article 3.

On importation into the Estonian Customs territory, the products of Finnish origin mentioned in Specification II annexed to this Agreement shall not be subject to any other or higher import duty than that fixed in the said Specification, or guaranteed therein in the form of a percentage reduction on the autonomous duties in force.

Furthermore it has been agreed that, should Estonia introduce Customs duties on " butter, natural " under paragraph 36, 1, of the Estonian Customs tariff and on " casings " under paragraph 44, these products of Finnish origin shall not be subject to a higher duty than : " butter, natural " 0.10 Estonian crowns per kg. net, " casings " 0.15 Estonian crowns per kg. net.

Article 4.

On importation into the Finnish Customs territory, the products of Estonian origin mentioned in Specification III annexed to this Agreement shall not be subject to any other or higher import duty than that fixed in the said Specification, or guaranteed therein in the form of a percentage reduction on the autonomous duties in force.

Article 5.

In connection with the privileges granted by Finland to Estonia in respect of the importation of meat, it is agreed that veterinary or transport regulations shall pursue only sanitary objects and have no other aim than the maintenance of public order.

Article 6.

The present Agreement is drawn up in the Estonian, Finnish and Swedish languages and the three texts are equally authentic.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force eight days after the exchange of ratifications.

It is, however, agreed that the Agreement may be provisionally put in force earlier, in so far as this is legally possible for the Governments of the two countries, and if they specially agree to do so.

Le présent accord fait partie intégrante de la Convention de commerce et de navigation conclue à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie et sa durée de validité est la même que celle de ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé de leur propre main le présent accord additionnel et l'ont confirmé par leurs sceaux.

Fait à Tallinn en deux expéditions en langues finnoise, suédoise et estonienne, le seize mars mil neuf cent trente.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

LISTE I

ANNEXE A

Position du tarif douanier esthonien du 23. IV. 1921	Désignation des marchandises
ex 37 ex subd. 1 b) ex subd. 4 ex 40	Harengs de la Baltique, frais. Harengs de la Baltique, salés et fumés. Animaux domestiques et chevaux.

ANNEXE B.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Animaux vivants : Chevaux : Poulains de moins d'un an. Autres. Bêtes à cornes. Graines : Graines de lin. Graines de trèfles rouge et blanc. Graines de trèfle hybride. Graines de fléole des prés. Autres graines fourragères. Graines de navets (y compris les turneps) et de betteraves. Graines de choux, de bettes, de chicorée, de légumes et de choux-raves. Pommes de terre : Crues. Coupées et séchées. Racines de chicorée, séchées. Pommes, fraîches.

The present Agreement forms an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland of October 29, 1921, and its term of validity is the same as that of the said Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed this Additional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, in two copies in the Estonian, Finnish and Swedish languages on March, the sixteenth one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK.
Aarne WUORIMAA.

SPECIFICATION I.

ANNEX A.

Item in the Estonian Customs Tariff of the 23. IV. 1921	Nature of goods
ex 37 ex subd. 1 (b) ex subd. 4 ex 40	Fresh Baltic herrings (Strumming). Baltic herrings salted and smoked. Domestic animals and horses.

ANNEX B.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Livestock : Horses : Foals under 1 year. Other kinds. Horned Cattle. Seeds : Linseed. Red and white clover seed. Other clover seeds. Timothy seeds. Other grass seeds. Cabbage and Kohlrabbi seeds. Seeds of cabbage, beetroot, chicory, legumes and mangel-wurzels. Potatoes : Raw. Sliced and dried. Chicory roots, dried. Raw apples.

ANNEXE C.

Position du tarif douanier esthonien du 23. IV. 1921	Désignation des marchandises
ex 4 ex subd. 1 ex 24 ex subd. 3 b) 35 ex 36 ex subd. 1 ex subd. 3 ex 37 ex subd. 1 b) ex subd. 3	Macaroni. Lait condensé et lait en poudre sucré et non sucré. Fromages. Beurres. Margarines. Poissons frais de toute sorte, sauf ceux qui figurent à la subdivision 1 a) et les harengs de la Baltique. Poissons de toute sorte salés et fumés, sauf les harengs et les harengs de la Baltique.

ANNEXE D.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Viande de porc, sauf en boîtes hermétiques : Salée ou fumée. Autre. Féculs et amidons de toute sorte. Oignons crus. Choux crus, sauf en boîtes hermétiques. Choux salés ou séchés, sauf en boîtes hermétiques. Fromages de toute sorte, sauf en boîtes hermétiques. Beurre naturel. Sirop d'amidon.

ANNEXE E.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
142	Anchois, anguilles et autres poissons en conserves.

ANNEX C.

Item in the Estonian Customs Tariff of the 23. IV. 1921	Nature of goods
ex 4 ex subd. 1 ex 24 ex subd. 3 (b) 35 ex 36 ex subd. 1 ex subd. 3 ex 37 ex subd. 1 (b) ex subd. 3	Macaroni. Condensed milk and milk powder with or without sugar. Cheese. Butter. Margarine. Fresh fish of all kinds except those mentioned in subd. 1 (a) and Baltic herrings. Fish of all kinds, salted and smoked, except herrings and Baltic herrings.

ANNEX D.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Bacon not in hermetically sealed packages : Salted or smoked. Other kinds. Potato flour and starch, of all kinds. Raw onions. Raw cabbage not in hermetically sealed packages. Salted or dried cabbage not in hermetically sealed packages. Cheese of all kinds not in hermetically sealed packages. Butter, natural. Syrup of starch.

ANNEX E.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
142	Anchovies, eels and other preserved fish.

LISTE II.

Position du tarif douanier esthonien	Désignation des marchandises	Droits Cour. estoniennes	Réduction
ex 24, ex al. 4	Galette de seigle bluté	exempte	—
ex 36, ex al. 3	Margarine	—	33 ¹ / ₃ %
ex 37, ex al. 1	Poissons frais et vivants de toute sorte, sauf les harengs	exempts	—
ex al. 3	Poissons salés et fumés, sauf les harengs et les harengs de la Baltique par kg. br.	0,18	—
ex al. 4	Harengs de la Baltique, salés et fumés	exempts	—
ex 39	Galette de grosse farine de seigle	exempte	—

LISTE III.

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
ex 11 13	<p>Viande, non spécifiée, sauf en boîtes hermétiques :</p> <p>Oies et dindons par kg.</p> <p>Autre par kg.</p> <p><i>Remarque I.</i> Le droit de 0,70 M. finl. n'est perçu que sur la viande destinée à être importée à Helsinki, pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet et décembre, selon les contingents suivants : en janvier, février, mars, avril, mai et décembre, 100.000 kg. par mois, et en juin et juillet, 50.000 kg. par mois. Si, pendant un quelconque des mois susnommés le contingent prévu n'avait pas été, pour cause de force majeure ou pour d'autres raisons similaires, épuisé, il est permis d'utiliser, pendant la première semaine du mois suivant, la partie non utilisée du mois précédent, non cependant plus de 20% du contingent du mois précédent.</p> <p>La répartition des contingents est assurée par le Gouvernement estonien qui notifiera au Gouvernement finlandais la manière dont les autorités finlandaises seront informées de l'importation du lot de viande convenu, au taux de M. finl. 0,70 par kg. Les gouvernements des deux pays conviendront séparément de l'organisation détaillée des formalités concernant l'utilisation des contingents.</p>	6,— 0,70	— —

SPECIFICATION II.

Item in the Estonian Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Estonian crowns	Reduction percentage
ex 24 ex subd. 4	Hard bread of dressed rye flour	free	—
ex 36 ex subd. 3	Margarine	—	33 ¹ / ₃ %
ex 37 ex subd. 1	Fresh and live fish of all kinds except herring . .	free	—
ex, subd. 3	Fish of all kinds, salted and smoked, except herring and Baltic herrings 1 kg. gross	0.18	—
ex subd. 4	Baltic herrings, salted and smoked	free	—
ex 39	Hard bread of coarse rye flour	free	—

SPECIFICATION III.

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
ex 11 13	<p>Meat, not specially mentioned, not in hermetically sealed packages :</p> <p>Geese and turkeys 1 kg. net</p> <p>Other kinds 1 kg. net</p> <p><i>Note I</i> : The Customs rate of 0.70 Finnish marks shall be charged only on meat consigned to Helsingfors in the months of January, February, March, April, May, June, July and December, allotted in accordance with the following quotas : for January, February, March, April, May and December 100,000 kg. per month and for June and July 50,000 kg. per month. If in any of the above-mentioned months this pre-arranged quota is on account of <i>force majeure</i> or similar reasons not fully utilised, the unused portion for the previous month can be imported in the first week of the following month, but only to an extent not exceeding 20 % of the total quota for the previous month.</p> <p>The Estonian Government shall arrange the allotment of the quotas, and shall inform the Finnish Government in what manner the Finnish authorities are to be notified of the importation of the agreed quantity at the Customs rate of 0.70 Finnish marks per kg. The Governments of the two countries shall come to a special agreement as to the detailed arrangements connected with the formalities for utilising the quotas.</p>	6.— 0.70	— —

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
	<p><i>Remarque II.</i> Le Gouvernement finlandais s'engage à ne pas augmenter, pendant les années 1930 et 1931, pour la viande importée d'Estonie, le droit d'entrée actuel de M. finl. 1,20 (rubr. 13 du tarif douanier finlandais) actuellement en vigueur en Finlande. Si ce droit est augmenté en Finlande après le 1^{er} janvier 1932, le Gouvernement finlandais est disposé à entreprendre sans retard des négociations avec le Gouvernement estonien, chacun des gouvernements se réservant alors le droit, si l'unanimité n'est pas obtenue, de dénoncer l'accord avec un délai de trois mois.</p>		
	Poisson :		
	Autre :		
16	Vivant ou frais	exempts	—
23	Boyaux par kg.	1,50	—
48	Fécules et amidons de toute sorte	—	33 1/3 %
	Graines :		
ex 51	Graines de lin	exemptes	—
52	Graines de trèfle rouge et blanc	exemptes	—
53	Graines de trèfle hybride	exemptes	—
54	Graines de fléole des champs	exemptes	—
55	Autres graines fourragères	exemptes	—
57	Graines de navet (y compris de turneps) et de betterave	exemptes	—
ex 58	Graines de chou, de bette, de chicorée, de légumes et de choux-rave	exemptes	—
	Pommes de terre :		
60	Crues	—	33 1/3 %
	<p><i>Remarque.</i> Si de la lettre de jauge ou des autres papiers de bord d'un navire estonien ressort avec évidence la capacité de la cale, celle-ci peut être prise comme base pour le calcul des droits d'entrée de sa cargaison. En ce cas, la tonne nette sera considérée comme équivalant à 2.000 kg.</p>		
	<p>Si le capitaine du navire ne désire pas avoir recours au procédé indiqué ci-dessus, le poids de la marchandise sera constaté par pesage.</p>		
	<p>Le traitement en douane sera en tout cas organisé de manière à ce que la vente, même au détail, puisse toujours avoir lieu directement à bord.</p>		
	<p>Les droits d'entrée sur la cargaison du navire seront acquittés lorsque celle-ci a été vendue ou au plus tard un mois après l'arrivée du navire dans le port. Si ces droits sont acquittés d'après la capacité de la cale et si les pommes de terre sont destinées à être vendues dans plus d'un port, les droits sur la totalité de la cargaison devront être acquittés dans le premier port d'escale.</p>		
	<p>Le capitaine du navire répond de l'acquittement des droits de douane, au besoin aussi par le navire. Si le navire a pu quitter la Finlande et que les droits d'entrée soient restés dus, en totalité ou en partie, le Gouvernement estonien</p>		

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
	<p><i>Note II</i> : The Finnish Government undertakes not to increase the existing rate of 1.20 Finnish marks (Finnish Customs Tariff Item 13) on meat imported from Estonia during 1930 and 1931. Should this duty be increased in Finland after January 1st, 1932, the Finnish Government is prepared to enter into immediate negotiations with the Estonian Government on this subject, while both Governments reserve the right, in case no agreement is arrived at to denounce this agreement, subject to previous notice of three months.</p>		
	Fish :		
	Other kinds :		
16	Live or fresh	free	—
23	Casings, 1 kg. net	1.50	—
48	Potato flour and starch of all kinds	—	33 1/3 %
	Seeds :		
	Linseed :		
ex 51	Red and white clover seed	free	—
52	Other clover seed	free	—
53	Timothy seed	free	—
54	Other grass seeds	free	—
ex 55	Seeds of cabbage, beetroot, chicory, legumes and mangel-wurzels	free	—
ex 58	Cabbage and kohlrabi seeds (including turnips)	free	—
60	Potatoes :		
	Raw	—	33 1/3 %
	<p><i>Note</i> : If the dimensions of the hold of an Estonian vessel are indisputably shown by the vessel's bill of tonnage, or other ship's document, this may be taken as a basis for calculating the duty payable on the vessel's cargo. In this case, 1 register ton shall be considered equivalent to 2000 kg.</p>		
	<p>Should the captain of the vessel not wish to use the method mentioned above, the weight of the goods shall be ascertained by weighing.</p>		
	<p>The Customs formalities shall be arranged in any case in such a manner that the sale may take place, whether by retail or otherwise, direct from the vessel.</p>		
	<p>The duty on the cargo shall be paid after the latter has been sold, or not later than one month after the vessel's arrival at the port. Should the duty be paid in accordance with the dimensions of the hold, and should it be intended to sell the potatoes in more than one port, the duty chargeable on the cargo shall be paid in the first port.</p>		
	<p>The captain of the vessel, and if need be the vessel itself, shall be responsible for payment of the duty. Should the vessel have left Finland and the duty remain entirely or partly unpaid, the Estonian Government undertakes to collect the</p>		

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
	s'engage à faire percevoir du débiteur, selon la législation en vigueur, et à remettre au Gouvernement finlandais le montant des droits d'entrée que le Gouvernement finlandais lui indiquera comme étant resté dû. Les Parties contractantes s'engagent à conclure sans retard un accord spécial portant reconnaissance mutuelle des lettres de jauge des navires, en tenant compte spécialement aussi du but indiqué à l'alinéa 1.		
	Racines de chicorée :		° —
64	Crues	exemptes	—
65	Séchées	exemptes	—
ex 75	Pommes, poires et prunes fraîches	exemptes	—
82	Oignons frais par kg.	0,75	—
85	Choux frais par kg.	0,12	—
ex 87 a)	Choux salés et séchés par kg.	0,90	—
b)	Concombres salés par kg.	2,50	—
105	Beurre naturel par kg.	1,—	—
ex 109	Pain de seigle, « pain normal »	franco	—
	Conserves, en boîtes :		
	Conserves, en boîtes hermétiques :		
ex 142	Anchois, sprat et autres poissons . . par kg. br.	10,50	—

PROTOCOLE FINAL

En signant l'accord additionnel, conclu ce jour, au Traité de commerce et de navigation conclu à Helsinki, le 29 octobre 1921, entre la Finlande et l'Estonie, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui fera partie intégrante du présent accord :

Ad article 6.

Les deux gouvernements s'engagent à obtenir le 1^{er} avril 1930 des organes législatifs de leurs pays respectifs la ratification de l'accord conclu ce jour.

Ils s'engagent également à continuer la révision du Traité de commerce et de navigation signé à Helsinki le 29 octobre 1921 et à la terminer sans retard.

Fait à Tallinn en deux expéditions, en langues finnoise, suédoise et estonienne, le seize mars mil neuf cent trente.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
	amount of duty from the parties concerned in accordance with the laws in force in Estonia, and to remit to the Finnish Government the amount of duty declared by the latter to be unpaid.		
	The Contracting Parties undertake to conclude a special agreement without delay on the mutual recognition of bills of tonnage of vessels, taking particular account of the object indicated above in paragraph 1.		
	Chicory root :		
64	Raw	free	—
65	Dried	free	—
ex 75	Apples, pears and plums, fresh	free	—
82	Onions, fresh 1 kg. net	0.75	—
85	Cabbage, fresh 1 kg. net	0.12	—
ex 87 (a)	Cabbage, salted and dried 1 kg. net	0.90	—
(b)	Cucumbers, salted 1 kg. net	2.50	—
105	Butter natural 1 kg. net	1.00	—
ex 109	Rye bread " pain normal "	free	—
	Preserves, in hermetically sealed packages :		
ex 142	Anchovies, sprats, and fish of other kinds 1 kg. gross.	10.50	—

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Agreement, concluded on this day, as an addition to the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland, signed on October 29, 1921, at Helsingfors, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall form an integral part of the same Agreement.

Ad Article 6.

The two Governments undertake to obtain approval from their respective legislatures for the present Agreement by April 1, 1930. They likewise undertake to continue the revision of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Helsingfors on October 29, 1921, and to complete the said revision as quickly as possible.

Done at Tallinn in two copies in the Estonian, Finnish and Swedish languages, March the sixteenth one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK.

Aarne WUORIMAA.

N^o 373. — ÉCHANGES DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1922.

N^o 373. — EXCHANGES OF NOTES ¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATING TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, DECEMBER 18 AND 19, 1922.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ACCORD CITEDessus : 1^o JUSQU'AU 1^{er} MAI 1930, ET 2^o JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1930. LA HAYE, LES 27 FÉVRIER, ET 18 ET 29 AVRIL 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT : 1) UNTIL MAY 1ST, 1930, AND 2) UNTIL JULY 1, 1930. THE HAGUE, FEBRUARY 27, AND APRIL 18 AND 29, 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 11 juin 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 11, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.
N^o 552/3.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
TO THE NETHERLANDS.
No. 552/3.

LA HAYE, le 27 février 1930.

THE HAGUE, February 27, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

Pour faire suite à ma note n^o 1867/3 en date du 26 novembre 1929 et conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain qui fait l'objet des présentes à savoir de prolonger jusqu'à la date du 1^{er} mai 1930 l'Arrangement provisoire du 18 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre la Roumanie et les Pays-Bas.

Cette prolongation a pour but de permettre aux pourparlers actuellement en cours d'aboutir — conformément à la volonté nettement ex-

Further to my note No. 1867/3 dated November 26, 1929, and in accordance with the instructions of my Government, I have the honour to request your Excellency to be so good as to inform me whether Her Majesty's Government agrees to the Roumanian Government's proposal submitted in these presents to the effect that the provisional agreement of December 18, 1922, which at present governs commercial relations between Roumania and the Netherlands should be extended until May 1, 1930.

The object of this extension is to enable the negotiations now proceeding to result — in accordance with the desire clearly expressed

¹ Vol. XIV, page 191 ; et vol. XCII, page 367, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XIV, page 191 ; and Vol. XCII, page 367, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

primée par les deux Hautes Parties — à la conclusion, dans le plus bref délai possible, d'une convention de commerce définitive.

Veillez, etc.

(Signé) ZAMFIRESCO.

Son Excellence
le Jonkheer Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.
N° 6696.

LA HAYE, le 27 février 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à Votre note n° 552/3 en date d'aujourd'hui j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à prolonger jusqu'à la date du 1^{er} mai 1930 l'Arrangement provisoire du 18-19 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

En ajoutant que je considère que par cette réponse la prolongation de l'arrangement provisoire susvisé s'est effectuée, je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

(Signé) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur Zamfiresco,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Roumanie.

by the two High Parties — in the conclusion as soon as possible of a final commercial convention.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ZAMFIRESCO.

His Excellency
Jonkheer Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTION
OF ECONOMIC AFFAIRS.
No. 6696.

THE HAGUE, February 27, 1930.

SIR,

In reply to your note No. 552/3 of to-day's date, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government agrees to the Roumanian Government's proposal to the effect that the provisional agreement of December 18, 1922, which at present governs commercial relations between the Netherlands and Roumania should be extended until May 1, 1930.

May I add that I regard the extension of the above provisional agreement as having come into effect in virtue of the present reply and have the honour to be, etc.

(Signed) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur Zamfiresco,
Chargé d'Affaires
of Roumania, *a. i.*

III.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.

N^o 933/3.

LA HAYE, le 18 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre de Votre Excellence du 27 février a. c., j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal désire convenir avec le Gouvernement de la Reine de la prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1930 de l'Arrangement commercial provisoire du 18-19 décembre 1922 dont il était entendu, afin de le remplacer par une convention de commerce, que la dénonciation allait se produire le 1^{er} mai prochain.

Assuré que cette proposition répond aux vues du Gouvernement de la Reine, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me confirmer son plein accord à cet effet et profite en même temps de cette occasion pour lui renouveler l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) CANTACUZÈNE.

Son Excellence
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

N^o 13228.

LA HAYE, le 29 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à Votre note n^o 933/3 du 18 avril dernier, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à proroger jusqu'à la date du 1^{er} juillet

III.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
TO THE NETHERLANDS.

No. 933/3.

THE HAGUE, April 18, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your Excellency's letter of February 22nd of this year, I have the honour to inform your Excellency that the Royal Government desires to come to an understanding with Her Majesty's Government for the continuance in force till July 1st, 1930, of the provisional commercial agreement of December 18th-19th, 1922, which it was agreed should be denounced on May 1st next in order to be replaced by a commercial convention.

I am sure that this proposal meets the views of Her Majesty's Government and have the honour to request your Excellency to be so good as to confirm its full agreement therewith. I take this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) CANTACUZÈNE.

His Excellency
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTION
OF ECONOMIC AFFAIRS.

No. 13228.

THE HAGUE, April 29, 1930.

SIR,

In reply to your note No. 933/3 dated April 18 last, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government is in agreement with the Roumanian Government's proposal to the effect that the provisional agreement of De-

1930 l'Arrangement provisoire du 18/19 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

En ajoutant que je considère que par cette réponse la prorogation de l'arrangement provisoire susvisé s'est effectuée, je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur

Alexandre D. Zamfiresco,
Chargé d'Affaires
de Roumanie.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ACCORD COMMERCIAL DES 18-19 DÉCEMBRE 1922 JUSQU'AU 1^{ER} SEPTEMBRE 1930. LA HAYE, LES 29 ET 30 JUIN 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 juillet 1930.

I.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.
N^o 1512/3. T.

29 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à ma note n^o 933 en date du 18 avril 1930 et conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien m'informer si le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain de proroger jusqu'à la date du 1^{re} septembre prochain l'arrangement provisoire régissant actuellement les relations commerciales entre la Roumanie et les Pays-Bas.

Si la conclusion d'une convention définitive n'était pas possible jusqu'à cette date, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement royal, la conclusion d'une convention de commerce provisoire avant la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

cembre 18/19, 1922, which at present governs commercial relations between the Netherlands and Roumania should continue in force till July 1, 1930.

May I add that I regard the continuance in force of the above provisional agreement as having come into effect in virtue of the present reply and have the honour to be, etc.

(Signed) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur

Alexandre D. Zamfiresco,
Roumanian Chargé d'Affaires.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE COMMERCIAL AGREEMENT OF DECEMBER 18-19, 1922, UNTIL SEPTEMBER 1ST, 1930. THE HAGUE, JUNE 29 AND 30, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 23, 1930.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
IN THE NETHERLANDS.
No. 1512/3. T.

June 29, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my note No. 933 dated April 18, 1930, I am instructed by my Government to request you to be good enough to inform me whether Her Majesty's Government agrees with the Roumanian Government's proposal that the provisional arrangement at present regulating the commercial relations between Roumania and the Netherlands should be extended until September 1 next.

In the event of it not being possible to conclude a definitive convention by that date, I would propose, on behalf of my Government, the conclusion of a provisional commercial convention before the said date, so that the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

date ci-dessus, permettant aux Pays-Bas de continuer à bénéficier dans l'avenir des avantages du tarif minimal roumain.

Dans l'attente de votre bienveillante réponse veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Alexandre Duilius ZAMFIRESCO.

Son Excellence
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc.,
La Haye.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.
N° 21100.

LA HAYE, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES.

En réponse à Votre note n° 1512/3 T du 29 juin dernier, adressée à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à proroger jusqu'à la date du 1^{er} septembre prochain l'Arrangement provisoire du 18-19 décembre 1922, régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

J'ajoute que, si la conclusion d'une convention définitive n'était pas possible jusqu'à cette date, le Gouvernement de la Reine est disposé à conclure une convention de commerce provisoire avant la date mentionnée ci-dessus, permettant à la Roumanie de continuer à bénéficier dans l'avenir du traitement de la nation la plus favorisée accordé actuellement par les Pays-Bas.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
(Signé) Snouck HURGRONJE.

Monsieur Alexandre Duilius Zamfiresco,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Netherlands may continue to enjoy the advantages of the minimum Roumanian tariff.

In anticipation of a favourable reply, I have the honour to be, etc.

(Signed) Alexandre Duilius ZAMFIRESCO.

His Excellency
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.,
The Hague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
FOR ECONOMIC QUESTIONS.
No. 21100.

THE HAGUE, June 30, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Replying to your note No. 1512/3.T of June 29 last, addressed to the Minister for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government agrees with the Roumanian Government's proposal for an extension until September 1st next of the provisional arrangement of December 18/19, 1922, at present regulating the commercial relations between the Netherlands and Roumania.

I would add that, in the event of it not being possible to conclude a definitive convention by that date, Her Majesty's Government would be prepared to conclude a provisional commercial convention before the said date, thus enabling Roumania to continue to enjoy the most-favoured-nation treatment at present extended by the Netherlands.

I have the honour to be, etc.

On behalf of the Minister :
(Signed) Snouck HURGRONJE.
Secretary-General.

M. Alexandre Duilius Zamfiresco,
Roumanian Chargé d'Affaires.

N^o 383. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 11 NOVEMBRE ET 18 DÉCEMBRE 1922.

No. 383. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONCERNING THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, NOVEMBER 11 AND DECEMBER 18, 1922.

PROROGATION JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1930 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS PAR ÉCHANGE DE NOTES. STOCKHOLM, LE 30 JUIN 1930.

PROROGATION UNTIL SEPTEMBER 1, 1930, OF THE ABOVE AGREEMENT BY EXCHANGE OF NOTES. STOCKHOLM, JUNE 30, 1930.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 7 juillet 1930.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, July 7, 1930.

N^o 422. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT HONGROIS ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, AU SUJET DE LA PROLONGATION DU DÉLAI D'ÉMIGRATION PRÉVU AU TROISIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 63 DU TRAITÉ DE TRIANON. BELGRADE, LES 17 ET 20 MARS 1923.

No. 422. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, IN REGARD TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR TRANSFER OF RESIDENCE UNDER THE THIRD PARAGRAPH OF ARTICLE 63 OF THE TREATY OF TRIANON. BELGRADE, MARCH 17 AND 20, 1923.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI PRÉVU PAR L'ACCORD CI-DESSUS JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE 1930. BUDAPEST, LES 25 FÉVRIER, 2 AVRIL, 27 MAI ET 6 JUIN 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD PROVIDED BY THE ABOVE AGREEMENT UNTIL NOVEMBER 1, 1930. BUDAPEST, FEBRUARY 25, APRIL 2, MAY 27, AND JUNE 6, 1930.

Communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le 17 juin 1930.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, June 17, 1930.

¹ Vol. XIV, page 353 ; et vol. XCVI, page 183, de ce recueil.

² Vol. XVI, page 477 ; Vol. XLV, page 107 ; et Vol. LXXXVIII, page 287, de ce recueil.

¹ Vol. XIV, page 353 ; and Vol. XCVI, page 183, of this Series.

² Vol. XVI, page 477 ; Vol. XLV, page 107 ; and Vol. LXXXVIII, page 287, of this Series.

¹TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION ROYALE
DE YOUGOSLAVIE
EN HONGRIE.

N^o 143.

BUDAPEST, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A cause des difficultés que rencontrent l'émigration et la colonisation des personnes qui ont opté pour le Royaume de Yougoslavie, le délai prévu par le Traité de Trianon pour le transfert du domicile a dû être prolongé déjà à plusieurs reprises. Vu ces difficultés, l'année passée, la Légation royale a proposé au Gouvernement royal de Hongrie la prolongation de ce délai jusqu'au 26 juillet 1932, toutefois en ajoutant que le Gouvernement de Yougoslavie se contenterait aussi d'un délai plus court dans le cas où le Gouvernement royal de Hongrie jugerait la prolongation jusqu'à cette date impossible. Le Gouvernement royal de Hongrie a consenti à la prolongation jusqu'au 26 juillet 1930.

Bien que le Gouvernement de Yougoslavie ait pris à temps toutes les mesures nécessaires pour faciliter autant que possible le transfert du domicile aux personnes en question et mis à leur disposition des terrains de colonisation, l'émigration n'a jusqu'à présent quand même pu prendre l'essor attendu. Elle ne commencera que le mois prochain, où une plus grande partie des familles d'optants, prêtes à émigrer, partira en Yougoslavie. Les autres parties suivront successivement. Mais le temps qui reste encore à la disposition jusqu'au 26 juillet prochain n'est absolument pas suffisant pour l'émigration et le placement de toutes les personnes entrant en considération.

Pour que l'émigration de toutes ces personnes puisse se faire sans précipitation et sans préjudice, autrement inévitable, pour les intérêts aussi bien de l'Etat que des intéressés, il est indispensable que le délai pour le transfert du domicile soit prolongé pour une autre année, ce qui serait avantageux aussi bien pour les optants hongrois que pour les optants yougoslaves.

C'est pourquoi je me permets, d'ordre de mon gouvernement, de vous prier, Monsieur

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

ROYAL
YUGOSLAV LEGATION.
IN HUNGARY.

N^o 143.

BUDAPEST, February 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY.

As a result of difficulties in connection with the emigration and settlement of persons who opted for the Kingdom of Yugoslavia, the period stipulated in the Treaty of Trianon for the transfer of the place of residence has already had to be extended several times. In view of the said difficulties the Royal Legation last year proposed to the Royal Hungarian Government that this period should be prolonged until July 26, 1932, at the same time adding that the Yugoslav Government would agree to a shorter period if the Royal Hungarian Government considered an extension until this date impossible. The Royal Hungarian Government agreed to an extension until July 26, 1930.

Although the Yugoslav Government did not delay in taking all necessary steps to facilitate as far as possible the transfer of residence of the persons in question and likewise placed at their disposal land for settlement purposes, emigration has nevertheless not yet taken place on the scale anticipated. This will only begin next month when a larger group of families of optants, who are ready to emigrate, will leave for Yugoslavia. Other groups will follow. The time still available until July 26, is, however, quite inadequate for the emigration and settlement of all the persons concerned.

In order that the emigration of all such persons may be effected without undue haste and without prejudicing — as must otherwise be the case — the interests either of the State or of the parties concerned, it is indispensable that the period for the transfer of the place of residence be prolonged for a further year, this being advantageous not only for the Yugoslav but also for the Hungarian optants.

In accordance with my Government's instructions I would therefore request you to take

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

le Ministre, de bien vouloir intervenir auprès de qui de ressort pour que, vu la situation ci-haut exposée, le Gouvernement royal de Hongrie consente à ce que le délai en question soit prolongé jusqu'au 26 juillet 1931.

Je vous serais très obligé, Monsieur le Ministre, si vous vouliez bien me faire connaître, aussitôt que possible la décision du Gouvernement royal de Hongrie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Radomir LOUKOVITCH *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Louis Walkó,
Ministre des Affaires étrangères,
Budapest.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

62.327/5.
1930.

BUDAPEST, le 2 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu dans Sa Note N° 143 en date du 25 février 1930, proposer au Gouvernement royal de Hongrie que le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon, déjà prolongé à plusieurs reprises, d'un commun accord, la dernière fois jusqu'au 26 juillet 1930, fût prolongé, en raison des difficultés que rencontrent l'émigration et la colonisation des optants, pour une autre année, savoir, jusqu'au 26 juillet 1931.

En ce qui concerne la proposition de Votre Gouvernement, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous exposer ci-dessous le point de vue du Gouvernement royal de Hongrie :

Le Gouvernement royal de Hongrie est également d'avis que le temps restant encore jusqu'à la date du 26 juillet 1930, ne suffit pas à l'émigration et au placement de toutes les personnes en question, et que, par conséquent, pour permettre le transfert du domicile des optants avec les moindres inconvénients et préjudice possible, l'ajournement du délai du 26 juillet 1930 serait très souhaitable.

the necessary action with the competent authorities, so as to obtain, in view of the situation set forth above, the Royal Hungarian Government's consent to the prolongation of the period in question until July 26, 1931.

I should be greatly obliged if you would inform me as soon as possible of the decision of the Royal Hungarian Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Radomir LOUKOVITCH.

His Excellency
Monsieur Louis Walkó,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

ROYAL MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS
OF HUNGARY.

62.327/5
1930

BUDAPEST, April 2, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note No. 143 dated February 25, 1930, you were good enough to propose to the Royal Hungarian Government that the emigration period provided for in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon — a period which had already been prolonged several times by common consent, on the last occasion until July 26, 1930 — should be extended for a further year, namely, until July 26, 1931, owing to difficulties in connection with the emigration and settlement of the optants.

With reference to your Government's proposal I have the honour to place before you the views of the Royal Hungarian Government.

The Royal Hungarian Government concurs in the opinion that the time remaining until July 26, 1930, is insufficient for the emigration and Settlement of all the persons in question, and that an extension of the time limit beyond July 26, 1930, would therefore be highly desirable in order to facilitate the transfer of residence of the optants with a minimum of inconvenience and loss.

Néanmoins, la prolongation du délai d'émigration pour une nouvelle année ne semble pas, — de l'avis du Gouvernement royal de Hongrie, — être, d'une part, absolument nécessaire et d'autre part, ne répond même pas aux intérêts de la majeure partie des optants, notamment de ceux s'occupant de l'agriculture. Car, dans le cas où le délai d'émigration serait prolongé d'une année entière ces optants seraient forcés, à nouveau, de se séparer de leurs terres à une période où leurs terres devraient encore être cultivées d'une manière intense, ce qui évidemment porterait un préjudice considérable aux intéressés dont il s'agit.

Par conséquent, le Gouvernement royal de Hongrie, ayant considéré toutes les circonstances y relatives, estime qu'une date de la saison d'automne, savoir le premier novembre prochain serait la plus appropriée aux intérêts des optants en cause. Il a l'honneur de faire, partant, la proposition au Gouvernement royal de Yougoslavie de se mettre d'accord sur la date du 1^{er} novembre 1930.

Le Gouvernement royal de Hongrie tient à remarquer que, — comme il a été convenu, dans le temps, — à l'occasion de l'échange des notes constatant la prolongation des délais d'émigration cette nouvelle prolongation ne change en rien les droits des optants assurés par le Traité de Paix, et qu'il va sans dire que les optants ne jouissent pas de droits politiques dans le pays où ils ont perdu la nationalité par le fait de l'option.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien accuser réception de la présente note et vous entremettre en vue d'obtenir le consentement nécessaire de votre gouvernement à la proposition du Gouvernement royal de Hongrie, et d'avoir l'amabilité de me communiquer aussitôt que possible, la décision de votre gouvernement en l'espèce, respectivement de vouloir bien constater dans votre réponse qu'un accord est intervenu entre les deux pays intéressés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

WALKÓ *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Radomir M. Loukovitch
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Yougoslavie,
à Budapest.

Nevertheless, in the opinion of the Royal Hungarian Government, the prolongation of the emigration period for a further year does not appear to be on the one hand absolutely necessary or, on the other, even consistent with the interests of the majority of the optants, namely those engaged in agriculture. For in the event of the emigration period being extended for a full year these optants would again be obliged to leave their land at a season when it still required intensive cultivation, and this must obviously be prejudicial to the interests of the persons concerned.

The Royal Hungarian Government, having duly considered all the attendant circumstances, therefore believes that a date during the autumn season, namely, November 1st next, would correspond better to the interests of the optants in question. It therefore has the honour to propose that the Royal Yugoslav Government should agree to the date of November 1st, 1930.

The Royal Hungarian Government wishes to point out that, as was previously agreed on the occasion of the exchange of notes regarding the prolongation of the emigration periods, this new extension does not in any way affect the rights of optants as guaranteed by the Treaty of Peace, and that naturally optants do not enjoy any political rights in the country in which they have lost their nationality by reason of the fact of having opted for another country.

In bringing the foregoing to your attention I have the honour to request you to acknowledge the receipt of the present note and to take the necessary steps to obtain the requisite agreement of your Government to the proposal of the Royal Hungarian Government; I would also request you to be so good as to communicate to me as soon as possible your Government's decision in this matter, and in particular to state in your reply that an agreement has been reached between the two countries concerned.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALKÓ.

His Excellency
Monsieur Radomir Loukovitch,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Yugoslavia,
Budapest.

III.

LÉGATION ROYALE
DE YOUGOSLAVIE
EN HONGRIE.
K.P. N° 334.

BUDAPEST, *le 27 mai* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à ma lettre du 3 avril dernier, N° 227, par laquelle j'ai eu l'honneur d'accuser réception de la lettre du 2 avril dernier, N° 62327/5, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au sujet d'une nouvelle prolongation du délai d'émigration des optants proposée par mon gouvernement, je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Yougoslavie vient de déclarer son adhésion à la proposition du Gouvernement royal de Hongrie d'après laquelle ledit délai serait à prolonger jusqu'au 1^{er} novembre prochain.

Partant la Légation royale constate que, conformément à cet accord intervenu entre les deux pays, le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Paix, est prolongé jusqu'au 1^{er} novembre 1930.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'expression de ma très haute considération.

Radomir LOUKOVITCH *m. p.*

Son Excellence
Monsieur D^r Louis Walkó,
Ministre des Affaires étrangères
de Hongrie,
Budapest.

IV.

69.603/5.
1930.

BUDAPEST, *le 6 juin* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la Note N° K. P. 334, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 27 mai 1930, j'ai l'honneur d'accuser, au nom du Gouvernement du Royaume de Hongrie,

III.

ROYAL
YUGOSLAV LEGATION
IN HUNGARY.
K.P. No. 334

BUDAPEST, *May 27,* 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my letter of April 3 last, No. 227, in which I had the honour to acknowledge the receipt of your letter to me dated April 2 last, No. 62327/5 concerning a further extension of the emigration period for optants as proposed by my Government, I would inform you that the Royal Yugoslav Government has signified its agreement with the Royal Hungarian Government's proposal to the effect that the said period be prolonged until November 1 next.

The Royal Legation therefore states that, in conformity with this agreement between the two countries, the emigration period stipulated in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Peace shall be prolonged until November 1, 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Radomir LOUKOVITCH.

His Excellency
Monsieur Louis Walkó,
Hungarian Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

IV.

69. 603/5.
1930.

BUDAPEST, *June 6,* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note No. K.P.334 which you were good enough to send me on May 27, 1930, I have the honour to acknowledge on behalf of the Government of the Kingdom

réception de la note susmentionnée, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie a consenti à ce que le délai d'émigration prévu par le troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon fût prolongé jusqu'au 1^{er} novembre 1930.

En même temps je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie vient de prendre les mesures tendant à enregistrer par le Secrétariat de la Société des Nations l'échange de notes en question, conformément aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

WALKÓ *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Radomir M. Lukovitch,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Yougoslavie,
à Budapest.

of Hungary the receipt of the aforesaid Note in which you informed me that the Government of the Kingdom of Yugoslavia agreed that the emigration period stipulated in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon should be prolonged until November 1, 1930.

I would at the same time inform you that the Royal Hungarian Government has taken the necessary steps for the registration of the exchange of Notes in question by the Secretariat of the League of Nations in conformity with Article 18 of the Covenant of the League.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALKÓ.

His Excellency,
Monsieur Radomir Loukovitch,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

N^o 425. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE SUR LA BASE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE DANS LEURS RELATIONS COMMERCIALES. COPENHAGUE LES 19 AVRIL ET 8 MAI 1923.

No. 425. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT AS REGARDS THEIR COMMERCIAL RELATIONS ON THE BASIS OF THE MOST-FAVOURLED-NATION SYSTEM. COPENHAGEN, APRIL 19 AND MAY 8, 1923.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE DEUX MOIS A PARTIR DU 1^{er} JUILLET 1930. COPENHAGUE, LES 16 ET 30 JUIN, ET 3 JUILLET 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE ARRANGEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF TWO MONTHS AS FROM JULY 1, 1930. COPENHAGEN, JUNE 16 AND 30, AND JULY 3, 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 11 juillet 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 11, 1930.

¹ Vol. XVII, page 31 ; et vol. XCVI, page 187, de ce recueil.

¹ Vol. XVII, page 31 ; and Vol. XCVI, page 187, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ø.P.I. J. No 64. Dan. 64.

COPENHAGUE, le 16 juin 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme vous le savez, la validité de l'Arrangement de commerce provisoire, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923, a été prorogé pour deux mois, par échange de notes, en date des 22 et 25 avril dernier, de sorte que ledit arrangement cessera de produire ses effets le 1^{er} juillet prochain.

Les négociations relatives à la conclusion d'une nouvelle convention de commerce dano-roumaine, provisoire ou définitive, ne pouvant guère être terminées avant l'expiration de l'arrangement actuellement en vigueur, je me permets de vous proposer que la validité de celui-ci soit prorogée jusqu'à son remplacement par un nouvel accord.

En vous priant de bien vouloir m'informer si le Gouvernement de Roumanie accepte cette proposition, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) P. MUNCH.

A Monsieur le Docteur Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

II.

LA LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AU DANEMARK.

N^o 1331.

COPENHAGUE, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 16 juin 1930, j'ai

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Ø.P.I. J. No. 64. Dan. 64.

COPENHAGEN, June 16, 1930.

SIR,

As you are aware, the validity of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8 1923, has been extended for two months, by an exchange of notes dated April 22 and 25 last, so that the said agreement will cease to take effect on July 1 next.

Since the negotiations concerning the conclusion of a new provisional or permanent Dano-Roumanian commercial convention can hardly be terminated before the expiry of the agreement at present in force, I take the liberty of proposing to you that the present agreement should be prolonged until it is replaced by a new agreement.

Trusting that you will be so good as to inform me whether the Roumanian Government would accept this proposal, I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

D^r Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires.

II.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
IN DENMARK.

No. 1331.

COPENHAGEN, June 30, 1930.

SIR,

In reply to the letter which your Excellency was so good as to send me on June 16, 1930,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'honneur de porter à sa connaissance, que le Gouvernement royal de Roumanie accepte la proposition faite par Votre Excellence et propose une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'Arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923. La dénonciation devrait ainsi produire ses effets à la date du 1^{er} septembre de l'année courante.

Je suis, en outre, chargé de faire connaître à Votre Excellence, qu'il convient de conclure jusqu'à la date du 1^{er} septembre a.c. un accord ou une convention provisoire de commerce, faute de laquelle, conformément à la loi en vigueur, le tarif minimal ne pourrait plus être accordé, passé cette date.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement royal du Danemark est d'accord sur cette proposition, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Roumanie :
(Signé) D^r Constantin FLONDOR.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Copenhague.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Ø. P. I. 64. Dan. 64.

COPENHAGUE, le 3 juillet 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date du 30 du mois passé, vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement royal de Roumanie accepte la proposition faite dans ma note en date du 16 juin dernier concernant une nouvelle prorogation de la dénonciation de l'arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923, de manière toutefois que celle-ci produira ses effets à la date du 1^{er} septembre de l'année courante.

I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government accepts the proposal made by your Excellency, and proposes a further postponement for two months of the denunciation of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923. The denunciation would thus take effect on September 1st of this year.

I am further instructed to inform Your Excellency that it is desirable that, a commercial agreement or a provisional convention should be concluded before September 1 of this year for otherwise, under the law in force, the minimum tariff can no longer be granted after that date.

Trusting that your Excellency will inform me whether the Royal Danish Government agrees with this proposals, I have the honour to be, etc.

Roumanian Chargé d'Affaires :
(Signed) Dr. Constantin FLONDOR.

His Excellency
Monsieur P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Copenhagen.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Ø.P.I.64.Dan.64.

COPENHAGEN, July 3, 1930.

SIR,

In your note dated 30th ultimo, you were so good as to inform me that the Royal Roumanian Government accepted the proposal made in my note dated June 16th last concerning a further postponement of the denunciation of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923, it being however understood that such denunciation should take effect on September 1st of this year.

En réponse j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois se rallie entièrement à votre proposition.

En même temps vous avez bien voulu me faire connaître que votre gouvernement est prêt à conclure avant le 1^{er} septembre a. c. un accord ou une convention de commerce provisoire.

A ce propos, je me permettais de vous faire parvenir dans l'avenir le plus proche un projet que vous pouvez soumettre à l'examen de votre gouvernement et dont la signature pourrait être accomplie à Copenhague ou à Stockholm si votre gouvernement le préfère.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) FRIIS-SKOTTE.

A Monsieur
le Docteur Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government is in full agreement with your proposal.

At the same time you were so good as to inform me that your Government was prepared to conclude an agreement or a provisional commercial convention before September 1 of this year.

With regard to this matter I shall have the honour of forwarding to you, very shortly, a draft which you may submit to your Government for consideration, and which might be signed at Copenhagen or at Stockholm as your Government may prefer.

I have the honour to be, etc.

(Signed) FRIIS-SKOTTE.

D^r Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires.

No. 471. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATIVE TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE BRITISH EMPIRE AND ROUMANIA. BUCHAREST, MAY 11 AND 24, 1923.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE DENUNCIATION OF THIS AGREEMENT. LONDON, NOVEMBER 26, DECEMBER 18, 1929, JANUARY 20, FEBRUARY 20, MARCH 10, APRIL 22, APRIL 30, MAY 1, JUNE 30, JULY 8, AND BUCHAREST, JULY 1, 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 8 septembre 1930.

No 471. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'EMPIRE BRITANNIQUE ET LA ROUMANIE. BUCAREST, LES 11 ET 24 MAI 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION DE CET ACCORD. LONDRES, LES 26 NOVEMBRE, 18 DÉCEMBRE 1929, 20 JANVIER, 20 FÉVRIER, 10 MARS, 22 AVRIL, 30 AVRIL, 1^{er} MAI, 30 JUIN, 8 JUILLET, ET BUCAREST, LE 1^{er} JUILLET 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 8, 1930.

¹ Vol. XVIII, page 301, de ce recueil.

¹ Vol. XVIII, page 301, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 2615/A-8.

LONDON, 26th November 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have been instructed to inform Your Excellency that the Roumanian Government denounce on the 1st of March 1930, the provisional economic Agreement concluded by exchange of notes in Bucharest on the 24th of May 1923.

The Roumanian Government also denounce the Agreement with Canada concluded by exchange of Notes in Bucharest and enforced on the 1st August 1928.

These denunciations are a general measure taken by the Roumanian Government in view of concluding commercial Conventions based on the new Roumanian Customs Tariff.

I would be very grateful if Your Excellency would be so good as to let me have an answer at an early date as this has been requested by my Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 2816/A-8.

LONDON, 18th December 1929.

YOUR EXCELLENCY,

Following my Note No. 2800/A-8 dated the 16th December, 1929, I have the honour to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 2615/A-8.

LONDRES, le 26 novembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, conformément à mes instructions, de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain dénonce, le 1^{er} mars 1930, l'Accord économique provisoire conclu, le 24 mai 1923, par un échange de notes, à Bucarest.

Le Gouvernement roumain dénonce également l'accord avec le Canada, conclu par un échange de notes à Bucarest et mis en vigueur le 1^{er} août 1928.

Ces dénonciations constituent une mesure générale prise par le Gouvernement roumain en vue de conclure des conventions commerciales fondées sur le nouveau tarif douanier roumain.

Je vous serais vivement obligé de bien vouloir me faire parvenir une réponse à une date rapprochée, afin de donner satisfaction au désir exprimé à ce sujet par mon gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, etc..

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 2816/A-8.

LONDRES, le 18 décembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma note N° 2800/A-8, en date du 16 décembre 1929, j'ai l'honneur de porter à

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

inform Your Excellency that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the last period for the notice of denunciation by the Royal Roumanian Government of the provisional Commercial Agreement concluded by exchange of Notes in Bucharest on the 24th May 1923, is the 1st of December, as the Agreement stipulates a preliminary notification of three months. The provisional Commercial Agreement will therefore terminate on the 1st March 1930.

The Royal Roumanian Government also denounce the Agreement with Canada which terminates, according to the stipulations of this Agreement, six months from the period of denunciation which was according to my note, on the 26th of November 1929.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

To the Rt. Hon. Arthur Henderson, M. P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE.

S. W. I.

20th January, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 2615/A-8, of November 26th last, in which you informed me of the intention of the Roumanian Government to denounce the provisional Commercial Agreement between the Roumanian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concluded on the 24th May, 1923, and the arrangement of August 1st, 1928, regarding the reciprocal grant of most-favoured-nation treatment between Roumania and the Dominion of Canada.

2. From your note No. 2816/A-8 of December 18th, 1929, I have also noted that the agreement between the Roumanian Government

vosre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie une communication indiquant que le dernier délai pour la notification de la dénonciation par le Gouvernement royal de Roumanie de l'Accord commercial conclu par un échange de notes, le 24 mai 1923, à Bucarest, est le 1^{er} décembre, l'accord prévoyant un préavis de trois mois. En conséquence, l'accord commercial provisoire cessera d'avoir effet le 1^{er} mars 1930.

Le Gouvernement royal de Roumanie dénonce également l'Accord avec le Canada qui, conformément aux dispositions dudit accord prend fin six mois après la date de la dénonciation, c'est-à-dire, selon ma note, six mois après le 26 novembre 1929.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE

S.W.I.

Le 20 janvier 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° 2615/A-8, en date du 26 novembre dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance l'intention du Gouvernement roumain de dénoncer l'Accord commercial provisoire conclu, le 24 mai 1923, entre le Gouvernement roumain et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que l'arrangement intervenu le 1^{er} août 1928 entre la Roumanie et le Dominion du Canada, et concernant l'octroi réciproque, entre la Roumanie et le Dominion du Canada, du traitement de la nation la plus favorisée.

2. A la suite de votre note N° 2816/A-8, en date du 18 décembre 1929, j'ai également pris acte du fait que l'Accord conclu entre le Gouver-

and His Majesty's Government in the United Kingdom will terminate on March 1st next and that the arrangement of August 1st, 1928, between Roumania and the Dominion of Canada will terminate on May 26th next.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)
(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

IV.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 486/A-8.

LONDON, 20th February 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 2816/A-8 dated the 18th December 1929, and to Your Excellency's Note No. C 9265/975/37 dated the 20th January, 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for a period of two months, this denunciation to take effect from the 1st May 1930.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this adjournment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

nement roumain et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni prendra fin le 1^{er} mars prochain et que l'arrangement intervenu le 1^{er} août 1928 entre la Roumanie et le Dominion du Canada prendra fin le 26 mai prochain.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

IV.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N^o 486/A-8.

LONDRES, le 20 février 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N^o 2816/A-8, en date du 18 décembre 1929, et à votre note N^o C.9265/975/37, en date du 20 janvier 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire, cette dénonciation prendra donc effet à dater du 1^{er} mai 1930.

Je suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à accepter cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

V.

FOREIGN OFFICE,
S. W. I.

10th March, 1930.

SIR,

I have the honour to refer to the note No. 486/A-8 which Monsieur Titulesco was so good as to address to me on February 20th and, in reply, to inform you that His Majesty's Government concur in the proposal of the Roumanian Government that the denunciation of the Provisional Commercial Agreement between Roumania and the United Kingdom should take effect on May 1st instead of March 1st as originally proposed.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)

(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VI.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 1041/A-8.

LONDON, 22nd April 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 486/A-8 of the 20th February 1930 and to Your Excellency's Note No. C. 1834/250/37 dated the 10th March 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, this denunciation to take effect from the 1st July 1930.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this adjournment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

V.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 10 mars 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur, en réponse à la note N° 486/A-8 que M. Titulesco a bien voulu m'adresser le 20 février, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté accepte la proposition du Gouvernement roumain tendant à ce que la dénonciation de l'accord commercial provisoire conclu entre la Roumanie et le Royaume-Uni prenne effet à partir du 1^{er} mai, au lieu du 1^{er} mars, date primitivement fixée.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VI.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 1041/A-8.

LONDRES, le 22 avril 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N° 486/A-8, en date du 20 février 1930, et à votre note N° C.1834/250/37, en date du 10 mars 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé d'une nouvelle période de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire, dénonciation qui prendra donc effet à partir du 1^{er} juillet 1930.

Je suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

VII.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

30th April, 1930.

SIR,

With reference to the note No. 1041/A-8 which you were so good as to address to me on April 22nd, I have the honour to request you to inform me whether it is the desire of the Roumanian Government that the denunciation of the Canadian-Roumanian commercial agreement shall also take effect as from July 1st next instead of on May 26th in accordance with your note No. 2816/A-8 of December 18th, 1929.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)
(Signed) Owen O'MALLEY.

Monsieur Constantin M. Laptow,
etc., etc., etc.

VIII.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 1109/A-8.

LONDON, 1st May 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's Note No. C. 3085/250/37 dated the 30th April 1930, I have the honour to inform you that the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, also includes Canada, this denunciation to take effect from the 1st of July 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.
Roumanian Charge d'Affaires.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

VII.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 30 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à la note N° 1041/A-8 que vous avez bien voulu m'adresser le 22 avril, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement roumain désire que la dénonciation de l'accord commercial conclu entre le Canada et la Roumanie prenne également effet à partir du 1^{er} juillet prochain, et non pas du 26 mai, conformément à votre note N° 2816/A-8, du 18 décembre 1929.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Owen O'MALLEY.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VIII.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 1109/A-8.

LONDRES, le 1^{er} mai 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

En réponse à votre note N° C.3085/250/37 en date du 30 avril 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la prorogation, pour une nouvelle période de deux mois, de la dénonciation de l'accord commercial provisoire s'étend également au Canada et que cette dénonciation prendra effet à partir du 1^{er} juillet 1930.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

IX.

ROUMANIAN LEGATION.

No. 1653/A-8

30th June, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 1041/A-8 dated the 22nd of April 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Foreign Office stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, this denunciation to take effect from the 1st of September 1930. This denunciation also includes the arrangement between Roumania and Canada.

In conformity with the Roumanian law, the minimum tariff will not be granted any longer after the 1st of September 1930, excepting on the basis of either a Convention or a provisional Commercial Agreement.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this adjournment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.
For the Roumanian Minister.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M. P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

X.

FOREIGN OFFICE,
S. W. I.

8th July, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Monsieur Titulesco's note No. 1653/A-8 of 30th June and to inform you that His Majesty's Government in Great Britain agree to the postponement until the 1st September next of the

IX.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N° 1653/A 8.

Le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N° 1041/A-8, en date du 22 avril 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé d'une nouvelle période de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire. Cette dénonciation prendra donc effet à partir du 1^{er} septembre 1930, et elle s'étend également à l'arrangement intervenu entre la Roumanie et le Canada.

Conformément à la loi roumaine, le tarif minimum ne sera plus accordé après le 1^{er} septembre 1930, sauf en vertu, soit d'une convention, soit d'un accord commercial provisoire.

Je suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre de Roumanie :
(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

X.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 8 juillet 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note N° 1653/A-8 de M. Titulesco, en date du 30 juin, et de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne accepte la prorogation jusqu'au 1^{er} sep-

date on which the denunciation of the Provisional Commercial Agreement between Great Britain and Roumania shall take effect.

2. His Majesty's Government in Canada are being consulted on the proposed prolongation of the provisional commercial agreement between Canada and Roumania, and that government's reply will be communicated to you on its receipt.

I have the honour to be, etc.

For the Secretary of State.
(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur C. M. Laptew,
etc., etc., etc.

tembre prochain de la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire entre la Grande-Bretagne et la Roumanie.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté au Canada a été consulté au sujet de la prolongation proposée de l'Accord commercial provisoire conclu entre le Canada et la Roumanie, et la réponse dudit gouvernement vous sera communiquée dès sa réception.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

XI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 41783.

BUCAREST, le 1^{er} juillet 1930.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur d'informer la Légation de Grande-Bretagne, que le Gouvernement royal a prorogé de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} septembre 1930, la date fixée pour la dénonciation de l'arrangement commercial actuellement en vigueur entre les deux pays.

A partir du 1^{er} septembre prochain, conformément aux dispositions de la loi, le tarif minimal ne pourra plus être appliqué qu'à la suite d'une convention ou d'un Accord provisoire.

Le Ministère royal, par l'entremise de sa Légation à Londres a déjà porté à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté britannique le contenu de cette note.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

XI.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
N^o 41783.

BUCHAREST, July 1, 1930.

VERBAL NOTE.

The Royal Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Legation of Great Britain that the Royal Government has postponed for two months, i.e. until September 1, 1930, the date of the denunciation of the Commercial Agreement now in force between the two countries.

As from September 1st next, in accordance with the provisions of the Law, the Minimum Tariff can no longer be applied, except as a result of a Provisional Convention or Agreement.

The Royal Ministry, has already informed His Britannic Majesty's Government through the intermediary of its Legation in London of the contents of this note.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 507. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 28 JUIN 1923.

No. 507. — AGREEMENT¹ BETWEEN BELGIUM AND DENMARK RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT COPENHAGEN, JUNE 28, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION DE L'ACCORD CI-DESSUS A PARTIR DU 14 OCTOBRE 1927. COPENHAGUE, LES 1^{er} AVRIL ET 3 JUILLET 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION OF THE ABOVE AGREEMENT AS FROM OCTOBER 14, 1927. COPENHAGEN, APRIL 1ST AND JULY 3, 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 9 juillet 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations July 9, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE BELGIQUE.

N^o 648/A II.

COPENHAGUE, le 1^{er} avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai été chargé et j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la communication suivante :

Aux termes de l'article 22 de l'Accord conclu entre le Danemark et la Belgique le 28 juin 1923 pour régler les relations aériennes entre les deux pays, chacun des Etats contractants se réserve de dénoncer cet accord, avec effet immédiat de cette dénonciation, au cas où les deux Etats contractants ratifieraient la convention internationale relative à la navigation aérienne conclue à Paris le 13 octobre 1919.

Le Danemark ayant adhéré le 14 octobre 1927 à la susdite Convention internationale, ainsi qu'aux Protocoles additionnels à cette convention des 1^{er} mai 1920, 27 octobre 1922 et 30 juin 1923, le Gouvernement du Roi est d'avis que l'accord entre le Danemark et la Belgique du 28 juin 1923 n'a plus raison d'être.

I.

LEGATION OF BELGIUM.

No. 648/A II.

COPENHAGEN, April 1, 1930.

SIR,

In pursuance of instructions I have the honour to make the following communication to your Excellency :

Under the terms of Article 22 of the agreement concluded between Denmark and Belgium on June 28, 1923, for the purpose of regulating relations by air between the two countries, each of the Contracting States has the right to denounce the said agreement with immediate effect in the event of both Contracting States ratifying the International Convention on Air Navigation concluded at Paris on October 13, 1919.

As Denmark acceded on October 14, 1927, to the said International Convention and to the Additional Protocols to that Convention of May 1st, 1920, October 27, 1922, and June 30, 1923, His Majesty's Government is of opinion that the agreement of June 28, 1923, between Denmark and Belgium has now no further reason for existence.

¹ Vol. XX, page 59, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Vol. XX, page 59, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement belge serait reconnaissant au Gouvernement danois de lui faire savoir s'il partage son avis sur ce point.

Dans l'affirmative, le Gouvernement danois voudra bien faire savoir également s'il est d'accord pour que la présente lettre, et la réponse qui y sera faite, soient considérées, par les deux gouvernements comme entraînant l'abrogation de l'Accord dano-belge du 28 juin 1923 à la date de l'adhésion du Danemark à la Convention internationale de Paris du 13 octobre 1919, c'est-à-dire au 14 octobre 1927.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) E. Robyns DE SCHNEIDAUER.

Son Excellence
Monsieur Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 3 juillet 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date du 1^{er} avril dernier vous avez bien voulu me faire savoir, d'ordre de votre gouvernement, que, le Danemark ayant adhéré le 14 octobre 1927 à la Convention internationale relative à la navigation aérienne, conclue à Paris le 13 octobre 1919, ainsi qu'aux Protocoles additionnels à cette convention des 1^{er} mai 1920, 27 octobre 1922 et 30 juin 1923, le Gouvernement belge est d'avis que l'Accord dano-belge du 28 juin 1923 concernant la navigation aérienne n'a plus raison d'être. En même temps vous avez bien voulu me demander si le Gouvernement danois partage l'avis belge sur ce point et, dans l'affirmative, s'il est d'accord que votre note susmentionnée, et la réponse du Gouvernement danois soient considérées comme entraînant l'abrogation de l'Accord dano-belge du 28 juin 1923, à compter du 14 octobre 1927, date de l'adhésion du Danemark

The Belgian Government would be glad if the Danish Government would state whether it shares its view on this point.

In that event, the Danish Government is further requested to state whether it agrees that the present letter and the reply thereto should be regarded by the two Governments as effecting the abrogation of the Dano-Belgian agreement of June 28, 1923, as from the date on which Denmark acceded to the Paris International Convention of October 13, 1919, that is to say as from October 14, 1927.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. Robyns DE SCHNEIDAUER.

His Excellency
Monsieur Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
COPENHAGEN.

COPENHAGEN, July 3, 1930.

SIR,

By a note dated April 1 last you were so good as to inform me, in pursuance of orders from your Government, that, Denmark having adhered on October 14, 1927, to the International Convention on Air Navigation, concluded at Paris on October 13, 1919, and to the Additional Protocols to that Convention of May 1, 1920, October 27, 1922, and June 30, 1923, the Belgian Government is of opinion that the Danish-Belgian agreement of June 28, 1923, concerning air navigation has now no further reason for existence. At the same time you were so good as to ask me whether the Danish Government shared the Belgian view on this point, and if so whether it agreed that your above-mentioned note and the reply of the Danish Government should be regarded as implying the abrogation of the Danish-Belgian agreement of June 28, 1923, as from October 14,

à la Convention internationale du 13 octobre 1919.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois se rallie volontiers au point de vue belge, et que rien ne s'oppose à ce que votre note susmentionnée et la présente réponse soient considérées comme entraînant l'abrogation, à compter du 14 octobre 1927, de l'Accord concernant la navigation aérienne, conclu le 28 juin 1923 entre le Danemark et la Belgique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) ENGELL.

Monsieur E. Robyns de Schneidauer,
Ministre de Belgique.

1927, the date on which Denmark adhered to the International Convention of October 13, 1919.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government is quite prepared to accept the present point of view, and that there is no objection to your above-mentioned note and the present reply being regarded as implying the abrogation, as from October 14, 1927, of the agreement concerning air navigation concluded on June 28, 1923, between Denmark and Belgium.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) ENGELL.

Monsieur E. Robyns de Schneidauer,
Minister of Belgium.

N^o 623. — CONVENTION¹ COMPLÉMENTAIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE, RELATIVE AUX QUESTIONS DE FRONTIÈRE. SIGNÉE A TALLINN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1923.

PROTOCOLE² CONCERNANT LA PROLONGATION DU DÉLAI DE LIQUIDATION DES BIENS IMMEUBLES PARTAGÉS PAR LA LIGNE FRONTIÈRE. SIGNÉ A TALLINN, LE 27 MARS 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 11 août 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, représenté par :
Son Excellence M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ; et

¹ Vol. XXV, page 345, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 23 juillet 1930.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 623. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ BETWEEN ESTONIA AND LATVIA ON FRONTIER QUESTIONS. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 1, 1923.

PROTOCOL² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR THE LIQUIDATION OF IMMOVABLE PROPERTY DIVIDED BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT TALLINN, MARCH 27, 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, August 11, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, represented by :
His Excellency M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ; and

¹ Vol. XXV, page 345, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Riga, July 23, 1930.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par :

Son Excellence M. Hugo CELMINŠ, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères,

Sont convenus de ce qui suit :

Prenant en considération que le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière, prévu par l'article 6 de la Convention complémentaire entre l'Estonie et la Lettonie du 1^{er} novembre 1923 relative aux questions de frontière, expire, en vertu du Protocole en date du 11 mars 1929, le 1^{er} avril 1930,

Que tous les propriétaires des biens immeubles partagés par la frontière n'ont pas réussi à effectuer la liquidation prévue par l'article 6 susnommé,

Le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la frontière est prolongé jusqu'au 1^{er} avril 1931.

En même temps sont prolongés respectivement les délais des privilèges pour les biens partagés par la frontière prévus par l'article 16 de la Convention entre l'Estonie et la Lettonie du 19 octobre 1920 au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Riga.

Ce protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et l'effet en expirera le 1^{er} avril 1931.

Fait en double expédition, à Tallinn, le 27 mars 1930.

J. LATTIK.

H. CELMINŠ.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by :

His Excellency M. Hugo CELMINŠ, President of the Council, Minister for Foreign Affairs,

have agreed as follows :

Considering that the period, as laid down in Article 6 of the supplementary Convention between Estonia and Latvia on Frontier Questions, of November 1, 1923, within which immovable property intersected by the frontier line must be liquidated, expires, in virtue of the protocol of March 11, 1929, on April 1, 1930, and

That all the owners of immovable property intersected by the frontier line have not yet been able to effect the liquidation laid down in the above-mentioned Article 6,

The period within which immovable property intersected by the frontier line must be liquidated is extended until April 1, 1931.

At the same time, the periods are also extended for the exercise of the privileges in respect of property intersected by the frontier line as laid down in Article 16 of the Convention between Estonia and Latvia of October 19, 1920, regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line.

The present Protocol shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Riga.

This Protocol shall enter into force on the day of the exchange of the ratifications, and shall terminate on April 1, 1931.

Done in duplicate at Tallinn, on March 27, 1930.

J. LATTIK.

H. CELMINŠ.

N^o 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURES

PORTUGAL.

1^o Conformément au second paragraphe de l'article premier, le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier.

2^o Aux termes du premier paragraphe de l'article 8, le Gouvernement portugais déclare que son acceptation du présent protocole ne s'étend pas à ses colonies.

BOLIVIE.

RATIFICATIONS

SIAM 3 septembre 1930.
LUXEMBOURG 15 septembre 1930.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURES.

PORTUGAL.

(1) In accordance with the second paragraph of Article 1, the Portuguese Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

(2) According to the terms of the first paragraph of Article 8 the Portuguese Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include its colonies.

BOLIVIA.

RATIFICATIONS.

SIAM September 3, 1930.
LUXEMBURG September 15, 1930.

N^o 685. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

ETAT LIBRE D'IRLANDE 15 septembre 1930.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; et vol. XCVI, page 190, de ce recueil.

² Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATION.

IRISH FREE STATE September 15, 1930.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; and Vol. XCVI, page 190, of this Series.

² Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL. LISBONNE, LE 27 AOÛT 1924.

No 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 27, 1924.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS POUR UN AN A PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE 1930. LISBONNE, LE 5 JUIN 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT FOR ONE YEAR AS FROM SEPTEMBER 1ST, 1930. LISBON, JUNE 5, 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 juillet 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 23, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

324.

LISBONNE, le 5 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux ordres du Ministre des Affaires étrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour la période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par ma note du 5 août 1926 N^o 365, et la note concordante de Son Excellence Monsieur de Bettencourt Rodrigues de la même date N^o 51/26.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1930 pour terminer le 31 août 1931, en vertu de la présente note, ainsi que

I.

324.

LISBON, June 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with orders from the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees to the extension as from September 1st next and for a period of one year, of the commercial *modus vivendi* between the Netherlands and Portugal signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by my note of August 5, 1926, No. 365, and the corresponding note of His Excellency M. Bettencourt Rodrigues of the same date, No. 51/26.

May I add that Her Majesty's Government regards the agreement in question as being extended for a period of one year to run from September 1, 1930, until August 31, 1931, in virtue of the present note and the corresponding

¹ Vol. XXXI, page 235 ; vol. XXXIV, page 211 ; vol. XLV, page 148 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXXVIII, page 467 ; et vol. LXXXVIII, page 320, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXXI, page 235 ; Vol. XXXIV, page 211 ; Vol. XLV, page 148 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXXVIII, page 467 ; and Vol. LXXXVIII, page 320, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

Son Excellence
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.

note which Your Excellency will be so good as to send to me.

I have the honour, etc.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

His Excellency
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÈRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

DIRECÇÃO DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS
E CONSULARES.

1ª Repartição.

LISBOA, 5 de Junho de 1930.

SENHOR MINISTRO,

Por nota datada de hoje dignou-se V. Exa comunicar-me que o Governo dos Paizes-Baixos aprova a prorrogação por um ano, a partir de 1 de Setembro próximo, do *modus vivendi* comercial entre Portugal e os Paizes-Baixos, assinado em Lisboa, a 27 de Agosto de 1924, com as modificações estipuladas nas notas trocadas entre V. Exa e o Snr. Dr. Bettencourt Rodrigues em 5 de Agosto de 1926.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Exa, que o Governo da Republica aprova a prorrogação do Acôrdo, com as adições convencionadas em 1926, por um ano, de 1 de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1931. O Governo Portuguez considera celebrado o Acôrdo pela presente nota e pela correspondente nota de V. Exa.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa os protestos da minha alta consideração.

Fernando Augusto BRANCO.

Snr. Jonkheer H. M. van Haersma de With,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES COMMERCIALES ET
CONSULAIRES.

Premier Bureau.

LISBONNE, le 5 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF COMMERCIAL
AND CONSULAR AFFAIRS.

Office I.

LISBON, June 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your note of to-day's date Your Excellency was so good as to inform me that the Govern-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des Pays-Bas accepte de proroger, à partir du 1^{er} septembre prochain et pour une période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre le Portugal et les Pays-Bas, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par les notes échangées entre Votre Excellence et M. le D^r Bettencourt Rodrigues, le 5 août 1926.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République approuve la prorogation de cet accord, avec les additions qui y ont été apportées en 1926, pour une période d'un an, c'est-à-dire, à partir du 1^{er} septembre prochain jusqu'au 31 août 1931. Le Gouvernement portugais considère cet accord comme conclu par la présente note et par la note concordante de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Fernando Augusto BRANCO.

Monsieur le Jonhkeer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc.

ment of the Netherlands agrees to the extension for one year as from September 1st next of the commercial *modus vivendi* between Portugal and the Netherlands signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by the notes exchanged between Your Excellency and Dr. Bettencourt Rodrigues on August 5, 1926.

I reply I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic approves the extension of the commercial *modus vivendi*, including additions thereto agreed upon in 1926, for one year, *i. e.*, from September 1st next to August 31, 1931. The Portuguese Government regards this agreement as being concluded by the present note and by the note from Your Excellency corresponding thereto.

I have the honour etc.

(Signed) Fernando Augusto BRANCO.

Monsieur le Jonhkeer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc.

N^o 944. — RÈGLEMENT¹ RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES PATENTES DE BATELIERS DU RHIN, DU 14 DÉCEMBRE 1922.

No. 944. — REGULATIONS¹ CONCERNING THE GRANTING OF RHINE NAVIGATION CERTIFICATES, OF DECEMBER 14, 1922.

AMENDEMENT² AU RÈGLEMENT CI-DESSUS, PAR DÉCRET ROYAL DU 30 JUIN 1930.

AMENDMENT² TO THE ABOVE REGULATIONS, BY ROYAL DECREE OF JUNE 30, 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 août 1930.

Communicated by The Netherlands Minister at Berne, August 23, 1930.

¹ Vol. XXXVII, page 9; et vol. XLV, page 171, de ce recueil.

² Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1930.

¹ Vol. XXXVII, page 9; and Vol. XLV, page 171, of this Series.

² These provisions entered into force July 1st, 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Artikel 1.

Aan Artikel 1 van het Reglement, bekrachtigd bij Ons besluit van 30 December 1924 (*Staatsblad* N^o 617), betreffende het verlenen van patenten voor Rijnschippers, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

Voor hen, die een patent wenschen te verkrijgen voor het op het riviervak *Bazel—Straatsburg* voeren van een vaartuig van de soort, die het kanaal van de Rhône naar den Rijn bevaren, zal het in den loop van de twee aan de aanvraag van het patent voorafgaande jaren volbracht hebben van vier en twintig stroomafwaartsche reizen op dit riviervak worden gelijkgesteld met den in het vorige lid bedoelden voorbereidingstijd.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking op 1 Juli 1930.

Onze Ministers van Waterstaat en van Buitenlandsche Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

FINSE, den 30sten Juni 1930.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat,

P. J. Reymer.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Beelaerts van Blokland.

Uitgegeven den een en twintigsten Juli 1930.

De Minister van Justitie,

J. Donner.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Article premier.

Article 1.

L'article premier du Règlement du 14 décembre 1922 (Journal officiel N^o 617) relatif à la délivrance des patentes de batelier du Rhin est complété par un alinéa ainsi conçu :

« Pour les candidats à l'obtention d'une patente permettant de conduire sur la section Bâle-Strasbourg des bateaux de la catégorie de ceux qui circulent sur le canal du Rhône au Rhin, est considéré comme

Article 1 of the Regulations of December 14, 1922, (Legal Gazette No. 617), concerning the issue of Rhine boatmen's licences, is hereby supplemented by the following paragraph :

“ Boatmen applying for a licence to navigate, on the Bâle-Strasbourg section, boats of the class employed on the Rhone-Rhine canal shall be deemed to have completed twelve months' probationary service on the

¹ Traduction du Gouvernement néerlandais.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Netherlands Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

équivalent au stage de douze mois de service effectif sur le Rhin, visé ci-dessus, le fait d'avoir, au cours des deux années précédant la demande de patente, parcouru vingt-quatre fois à la descente ladite section.»

Article 2.

Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1930.

Rhine, as mentioned above, if, during the two years previous to submitting their application, they have made twenty-four trips downstream over the said section.”

Article 2.

The present provision shall come into force on July 1, 1930.

N^o 1391. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A BERNE, LE 14 JUILLET 1926.

No. 1391. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN SWITZERLAND AND GERMANY. SIGNED AT BERNE, JULY 14, 1926.

ECHANGE DE NOTES² AMENDANT LE TRAITÉ CI-DESSUS. AVEC PROTOCOLE, SIGNÉS A BERNE, LE 13 NOVEMBRE 1929.

EXCHANGE OF NOTES² AMENDING THE ABOVE TREATY, WITH PROTOCOL, SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 13, 1929.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 22 août 1930.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 22, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
B 1468.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

BERN, den 13. November 1929.

BERN, den 13. November 1929.

HERR BUNDES RAT !

HERR MINISTER !

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich zu bestätigen, dass bei den zwischen der Deutschen und der Schweizerischen Regierung kürzlich stattgehabten Besprechungen wegen der deutschen Aluminiumzölle über nachstehendes Einverständnis erzielt worden ist :

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass bei den zwischen der Schweizerischen und der Deutschen Regierung kürzlich stattgehabten Besprechungen wegen der deutschen Aluminiumzölle über nachstehendes Einverständnis erzielt worden ist :

Die Ziffer 4 der Zusatzbestimmungen (Anlage D) zu Artikel 6 des Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz

Die Ziffer 4 der Zusatzbestimmungen (Anlage D) zu Artikel 6 des Handelsvertrages zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche

¹ Vol. LIX, page 87, de ce recueil.

¹ Vol. LIX, page 87, of this Series.

² La ratification du Gouvernement allemand a été notifiée à la Légation de Suisse à Berlin, le 31 décembre 1929.

² The ratification by the German Government was notified to the Swiss Legation at Berlin, December 31, 1929.

vom 14. Juli 1926 wird durch folgende Vereinbarung ersetzt :

Im Falle der Einführung eines Zolles für die Nr. 844 (Aluminium in rohem Zustand [in Blöcken, Barren, Masseln, Körnern], auch in Plattenform gegossen) oder der Erhöhung des Zolles der Nr. 845 (Aluminium, geschmiedet oder gewalzt, in Stangen, Blechen, Tafeln oder dergleichen ; auch Formgusstücke in unbearbeitetem Zustande) des deutschen Tarifs wird die Deutsche Regierung die Spanne zwischen dem deutschen Zollsatz für Rohaluminium der Nr. 844 und dem Zollsatz für Aluminiumhalbfabrikate der Nr. 845 nicht grösser festsetzen, als sie für die gleichen Waren in den Nummern, 862, 863 *a* und 863 *b* des derzeitigen schweizerischen Zolltarifs vorgesehen ist.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich fernerhin, für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen, sofern sie nicht mehr als 55 % Aluminium enthalten, keinen höheren Zoll als 1 RM per dz festzusetzen.

Diese Vereinbarung tritt am 14. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Bundesrat, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Adolf MÜLLER.

An
Herrn Bundesrat Edmund Schulthess,
Chef des Eidgenössischen
Volkswirtschaftsdepartements,
Bern.

vom 14. Juli 1926 wird durch folgende Vereinbarung ersetzt :

Im Falle der Einführung eines Zolles für die Nr. 844 (Aluminium in rohem Zustand [in Blöcken, Barren, Masseln, Körnern], auch in Plattenform gegossen) oder der Erhöhung des Zolles der Nr. 845 (Aluminium geschmiedet oder gewalzt, in Stangen, Blechen, Tafeln oder dergleichen ; auch Formgusstücke in unbearbeitetem Zustande) des deutschen Tarifs wird die Deutsche Regierung die Spanne zwischen dem deutschen Zollsatz für Rohaluminium der Nr. 844 und dem Zollsatz für Aluminiumhalbfabrikate der Nr. 845 nicht grösser festsetzen, als sie für die gleichen Waren in den Nrn. 862, 863 *a* und 863 *b* des derzeitigen schweizerischen Zolltarifs vorgesehen ist.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich fernerhin, für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen, sofern sie nicht mehr als 55 % Aluminium enthalten, keinen höheren Zoll als 1 Mk per q festzusetzen.

Diese Vereinbarung tritt am 14. Tage nach dem Ta e in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Eidgenössisches
Volkswirtschafts-Departement*

Im Auftrage

STUCKI.

Herrn Minister
Dr. Adolf Müller,
Deutschen Gesandten,
Bern.

PROTOKOLL

Bei den Verhandlungen, die zu dem heute erfolgten Notenwechsel zwischen dem Deutschen Gesandten und dem Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements geführt haben, sind folgende Erklärungen abgegeben worden :

1. Zur Frage der Behandlung der Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen wird deutscherseits erklärt : Sollten in Zukunft in der Schweiz Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen hergestellt werden, die einen höhern Gehalt an Aluminium als 55 % aufweisen, so ist die Deutsche Regierung bereit, diesen Erzeugnissen soweit sie für Desoxydationszwecke bei der Eisen- und Stahlgewinnung Verwendung finden werden,

die gleiche Behandlung zuteil werden zu lassen, wie sie in dem Notenwechsel vom heutigen Tage für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen mit einem geringern Aluminiumgehalt vorgesehen ist.

2. Zur Frage der Bindung der Spanne zwischen Rohaluminium und Aluminiumhalb-fabrikate wird schweizerischerseits erklärt, dass diese Bindung sich nicht auf Aluminium-pulver bezieht.

BERN, den 13. November 1929.

Adolf MÜLLER.

*Eidgenössisches
Volkswirtschafts-Departement,
Im Auftrage
STUCKI.*

¹ TRADUCTIONS.

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

(B. 1468.)

BERNE, le 13 novembre 1929.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous confirmer l'accord ci-après, intervenu à la suite des récentes négociations entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement helvétique concernant les droits de douane allemands sur l'aluminium.

Le paragraphe 4 des dispositions additionnelles (annexe D) ad article 6 du Traité de commerce du 14 juillet 1926 entre l'Allemagne et la Suisse est remplacé par l'accord ci-après :

Au cas où les articles visés au N° 844 du tarif douanier allemand (aluminium à l'état brut (en blocs, barres, massiaux, grains, même coulé en forme de plaques) seraient frappés d'un droit de douane, ou encore au cas où le droit frappant les articles visés au N° 845 du même tarif (aluminium forgé ou laminé, en tiges, feuilles, planches, etc. ; pièces de moulage fondues à l'état brut) serait majoré, le Gouvernement allemand s'engage à fixer les taux de telle façon que la marge entre le droit allemand applicable à l'aluminium brut N° 844 et le droit applicable aux articles d'aluminium semi-ouvrés du

¹ TRANSLATIONS.

I.

GERMAN LEGATION.

(B. 1468.)

BERNE, November 13, 1929.

SIR,

I am instructed by my Government to confirm the following agreement which has been reached as a result of recent negotiations between the German and Swiss Governments concerning German Customs duties on aluminium.

No. 4. of the Additional Clauses (Annex D) ad Article 6 of the Commercial Treaty dated July 14, 1926, between Germany and Switzerland shall be replaced by the following agreement :

In the event of the articles referred to in No. 844 of the German Customs Tariff (aluminium crude in blocks, bars, ingots, etc. ; also cast in slabs) being made dutiable, or in the event of the duty on the articles referred to in No. 845 of the said tariff (aluminium, hammered or rolled, in bars, plates, sheets, or the like ; also shaped castings in an unworked condition) being increased, the German Government undertakes to fix the rates so that the margin between the German duty on crude aluminium under No. 844 and the duty on semi-manufactured aluminium

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 845, se soit pas supérieure à celle qui est prévue pour les mêmes articles aux N^{os} 862, 863 *a*) et 863 *b*) du tarif douanier suisse actuel.

En outre, le Gouvernement allemand s'engage à ne pas frapper d'un droit supérieur à 1 RM par 100 kg. les alliages ferrosilicium-aluminium s'ils ne contiennent pas plus de 55% d'aluminium.

Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après le jour de la remise de l'instrument de ratification allemand à la légation helvétique de Berlin.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

D^r Adolph MÜLLER.

A Monsieur le Conseiller fédéral
Edmund Schulthess,
Chef du Département fédéral
de l'Economie publique,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.

BERNE, le 13 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous confirmer l'accord ci-après, intervenu à la suite des récentes négociations entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement helvétique concernant les droits de douane allemands sur l'aluminium.

Le paragraphe 4 des dispositions additionnelles (annexe D) ad article 6 du Traité de commerce du 14 juillet 1926 entre l'Allemagne et la Suisse, est remplacé par l'accord ci-après :

Au cas où les articles visés au n^o 844 du tarif douanier allemand (aluminium à l'état brut — en blocs, barres, massiaux, grains — même coulé en forme de plaques) seraient frappés d'un droit de douane, ou encore au cas où le droit frappant les articles visés au n^o 845 du même tarif (aluminium forgé ou laminé, en tiges, feuilles, planches, etc.;

articles under No. 845 is not greater than that provided for the same articles in Nos. 862, 863 *(a)* and 863 *(b)* of the Swiss Customs tariff now in force.

Furthermore, the German Government undertakes not to impose a duty higher than 1 Reichsmark per 100 kg. on ferrosilicium-aluminium alloys, provided that their aluminium content does not exceed 55%.

The present agreement shall come into force on the fourteenth day after the date of the delivery of the German instrument of ratification to the Swiss Legation at Berlin.

I have the honour to be, etc.

Adolf MÜLLER.

M. Edmund Schulthess,
Federal Councillor,
Head of the Federal
Department of Public Economy,
Berne.

II.

FEDERAL ECONOMIC
DEPARTMENT.

BERNE, November 13, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am instructed by my Government to confirm the following agreement which has been reached as a result of recent negotiations between the Swiss and German Governments concerning German Customs duties on aluminium.

No. 4. of the Additional Clauses (Annex D) ad Article 6 of the Commercial Treaty dated July 14, 1926, between Switzerland and Germany shall be replaced by the following agreement :

In the event of the articles referred to in No. 844 of the German Customs Tariff (aluminium crude in blocks, bars, ingots, etc.; also cast in slabs) being made dutiable, or in the event of the duty on the articles referred to in No. 845 of the said tariff (aluminium, hammered or rolled, in bars, plates, sheets, or the like; also

pièces de moulage fondues à l'état brut) serait majoré, le Gouvernement allemand s'engage à fixer les taux de telle façon que la marge entre le droit allemand applicable à l'aluminium brut du n° 844 et le droit applicable aux articles d'aluminium semi-ouvrés du n° 845, ne soit pas supérieure à celle qui est prévue pour les mêmes articles aux nos 862, 863 a) et 863 b) du tarif douanier suisse actuel.

En outre, le Gouvernement allemand s'engage à ne pas frapper d'un droit supérieur à 1 RM par 100 kg. les alliages ferro-silicium-aluminium s'ils ne contiennent pas plus de 55% d'aluminium.

Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après le jour de la remise de l'instrument de ratification allemand à la légation helvétique de Berlin.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

*Département fédéral
de l'économie publique.*

Par ordre :
STUCKI.

A Monsieur le
Dr. Adolf Muller,
Ministre d'Allemagne
à Berne.

PROTOCOLE

Lors des négociations qui ont abouti à l'échange de notes intervenu ce jour entre le Ministre d'Allemagne à Berne et le chef du Département fédéral de l'économie publique, les déclarations suivantes ont été faites :

1° En ce qui concerne le régime des alliages ferro-silicium-aluminium, l'Allemagne déclare :

S'il arrivait par la suite que l'on produisît en Suisse des alliages ferro-silicium-aluminium dont la teneur en aluminium fût supérieure à 55%, le Gouvernement allemand est disposé, dans la mesure où ces produits seront utilisés pour la désoxydation

shaped castings in an unworked condition) being increased, the German Government undertakes to fix the rates so that the margin between the German duty on crude aluminium under No. 844 and the duty on semi-manufactured aluminium articles under No. 845 is not greater than that provided for the same articles in Nos. 862 863 (a) and 863 (b) of the Swiss Customs tariff now in force.

Furthermore, the German Government undertakes not to impose a duty higher than 1 Reichsmark per 100 kg. on ferro-silicium-aluminium alloys, provided that their aluminium content does not exceed 55%.

The present agreement shall come into force on the fourteenth day after the date of the delivery of the German instrument of ratification to the Swiss Legation at Berlin.

I have the honour to be, etc.

Federal Economic Department.

By order :
STUCKI.

Dr. Adolf Muller,
German Minister,
Berne.

PROTOCOL.

In the course of the negotiations resulting in the exchange of notes effected this day between the German Minister at Berne and the Head of the Federal Economic Department, the following statements were made :

1. With reference to the treatment given to ferro-silicium-aluminium alloys-Germany made the following statement : In the event of ferro-silicium-aluminium alloys having an aluminium content exceeding 55% being hereafter manufactured in Switzerland, the German Government is prepared to accord to these products the same treatment as is provided for in the

dans la fabrication du fer et de l'acier, à leur accorder le même régime que celui qui est prévu dans l'échange de notes de ce jour pour les alliages ferro-silicium-aluminium ayant une teneur moindre en aluminium.

2^o En ce qui concerne la consolidation de la marge des droits entre l'aluminium brut et les articles d'aluminium semi-ouvrés, la Suisse déclare que cette consolidation ne s'applique pas à la poudre d'aluminium.

BERNE, le 13 novembre 1929.

Dr Adolph MULLER.

*Département fédéral
de l'économie publique.*

Par ordre :
STUCKI.

notes exchanged this day in respect of ferro-silicium-aluminium alloys having a smaller aluminium content, provided that the aforesaid alloys are used for deoxidisation in the manufacture of iron and steel.

2. With reference to the consolidation of the margin between the duties on crude aluminium and semi-manufactured aluminium articles, Switzerland states that the said consolidation shall not apply to aluminium powder.

BERNE, November 13, 1929.

Dr Adolf MULLER.

*Federal Department
of Public Economy.*

By order :
STUCKI.

N^o 1414. — CONVENTION RELATIVE ¹ A L'ESCLAVAGE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RATIFICATIONS

GRÈCE 4 juillet 1930.
POLOGNE... .. 17 septembre 1930.

ADHÉSION

ETAT LIBRE
D'IRLANDE 18 juillet 1930.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION ¹ SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

RATIFICATIONS.

GREECE... .. July 4, 1930.
POLAND... .. September 17, 1930.

ACCESSION.

IRISH FREE
STATE, July 18, 1930.

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; et Vol. XCVI, page 192, de ce recueil.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; and Vol. XCVI, page 192, of this Series.

No. 1425. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

N^o 1425. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE TREATY TO JAMAICA, TURKS AND CAICOS ISLANDS AND CAYMAN ISLANDS. ATHENS, MARCH 24 AND 31, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS A LA JAMAÏQUE, AUX ÎLES TURQUES ET CAÏQUES ET AUX ÎLES CAÏMAN. ATHÈNES, LES 24 ET 31 MARS 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION,
ATHENS.

No. 71.
(140/5/30.)

ATHENS, *March 24th*, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed on the 16th July, 1926, of the desire of His Britannic Majesty that the provisions of the said Treaty shall apply to the Colony of Jamaica, the Turks and Caicos Islands and Cayman Islands.

I.

LÉGATION DE
GRANDE-BRETAGNE.

N^o 71.
(140/5/30.)

ATHÈNES, *le 24 mars* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de vous notifier, conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume-Uni et la Grèce, le 16 juillet 1926, le désir de Sa Majesté de voir les dispositions dudit traité s'appliquer à la Colonie de la Jamaïque, aux Iles Turk et Caïques et aux Iles Cayman.

¹ Vol. LXI, page 15; vol. LXIII, page 428; vol. LXXXIII, page 417; vol. LXXXVIII, page 356; et Vol. XCVI, page 192, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXI, page 15; Vol. LXIII, page 428; Vol. LXXXIII, page 417; Vol. LXXXVIII, page 356; and Vol. XCVI, page 192, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

3. I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency,
Monsieur Michalakopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 12481

Athènes, le 31 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N° 71, en date du 24 de ce mois, par laquelle elle a bien voulu me faire part du désir de Sa Majesté britannique, conformément à l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé le 16 juillet 1926, de voir appliquer les clauses du susdit traité à la Colonie de Jamaïca aux Iles Turks et Caicos et aux Iles Cayman.

J'ai l'honneur de prendre acte, au nom du Gouvernement hellénique, de cette communication, et de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

A. MICHALAKOPOULOS.

Son Excellence
the Honourable P.W.M. Ramsay,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
En ville.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir en temps utile, m'accuser officiellement réception de cette notification.

3. Je saisis cette occasion, etc.

Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur Michalakopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

No. 12481.

ATHENS, March 31, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's letter No. 71 dated the 24th instant, in which you give me notice, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom, signed on July 16, 1926, of the desire of His Britannic Majesty that the provisions of the said Treaty shall apply to the Colony of Jamaica, the Turks and Caicos Islands and Cayman Islands.

I have the honour, on behalf of the Greek Government, to acknowledge this communications and avail myself of this opportunity, etc.

A. MICHALAKOPOULOS.

His Excellency,
the Honourable P.W.M. Ramsay,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.
Athens.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MASCATE, FEBRUARY 11, 1927.

N^o 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROLONGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1930, THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MASCATE, FEBRUARY 11, 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1930, LE TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juin 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 19, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows: — That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat signed on the eighth day of Shaban 1308-H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Sayid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1930, corresponding to the 11th Ramathan 1348-H. unless a suitable Treaty, by agreement between His

NOTE

Nous, soussignés, sommes convenus de ce qui suit: Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate, et signé le huitième jour de Châban de l'an 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé par le présent écrit, nonobstant toute correspondance échangée entre feu Son Altesse Sayid Faïsal bin Turki et le Glorieux Gouvernement britannique, au sujet de la revision de ce traité. Il restera en vigueur pendant une période d'un an à partir de ce onzième jour de février 1930, correspondant au 11 Ramadan de l'an 1348 de l'Hégire, à moins qu'un traité approprié, conclu entre Son Altesse

¹ Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; vol. LXXXIII, page 440; et vol. XCVI, page 194, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; Vol. LXXXIII, page 440; and Vol. XCVI, page 194, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6 dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we that is, Saiyid Said bin Taimur, Mr. B. S. Thomas, O.B.E., and Haji Zuber bin Ali, Members of the Council of State, Maskat, on behalf of His Highness Sayid Sir Taimur bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan of Maskat and Oman, and I, Major G.P. Murphy, I.A., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government have signed this writing and eight copies and have affixed our seals thereto.

Done at Maskat this eleventh day of February 1930 corresponding to 11th Ramathan 1348-H.

G.P. MURPHY.
Major,
Political Agent, Maskat.

le Sultan de Mascate et d'Oman et le Glorieux Gouvernement britannique, ne soit substitué à l'ancien traité susmentionné. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être parties audit traité, moyennant avis à cet effet, notifié par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé d'être partie au traité ci-dessus mentionné, en vertu de l'avis notifié par le Représentant de Sa Majesté à Mascate, dans sa lettre N° 6, en date du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, nous, Saiyid Saïd bin Timour, Mr. B.S. Thomas, O.B.E., et Hadji Zuber bin Ali, membres du Conseil d'Etat de Mascate, au nom de Son Altesse Saiyid Sir Taimour bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan de Mascate et d'Oman, et nous, Major G.P. Murphy, I.A., agent dûment autorisé à cet effet, au nom du Glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit, ainsi que huit copies, et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1930, correspondant au 11 Ramadan de l'an 1348 de l'Hégire.

(Signé) G.P. MURPHY.
Major,
Agent politique, Mascate.

(Signé) SAID BIN TIMOUR.
(Signé) B.S. THOMAS.
(Signé) ZUBER BIN ALI.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

أحكام

عن المصنوع اذناه انفقنا على ما ياتي:- ان المعاهدة الروادية التجارية فيما يخص بانغا والنصر الوحيد الكاشه بين بريطانيا العظمى ومقط المضادة في يوم ثامن من شعبان ١٣٥٨هـ مطابق ٢٢ مارچ ١٩٤٥هـ تطول هذا التعرير ولو قد حوت في الماضي من المخاطبات كلها او بعضها بين المرحوم مع السيد فضل بن تركي والدولة الفخيمة البريطانية في امر اعلام لتجديد تلك المعاهدة تأمها لانها معروفة عليها المدة سنة واحدة من اليوم احدى عشر فيروي سنة ١٩٤٠هـ الموافق ١١ رمضان ١٣٥٨هـ الا اذا صارت معاهدة مناسبة باقفاق خصه سعادة سلطان مسقط وعمان والدولة الفخيمة البريطانية لتكون بدلا عن تلك المعاهدة القديمة المذكورة ويكون ايضا من المفهوم ان تيسر للمملكة لنا دار ولاية ايرلندا الحرة ان تنصل عن المعاهدة المذكورة في اي وقت ما غننا اعلان من مندوب جلالة الملك مسقط وكذلك من المفهوم ان حكومتنا ستاليا الحرة قد انفصلت عن الدول في المعاهدة المذكورة بموجب الاعلان المعطى من قبل مندوب جلالة الملك مسقط في كتابه عدد ٦- المورخ ٣ ديسمبر ١٩٤٤هـ

فصل ايضا لذلك نحن يعني السيد سعيد بن نجور وتبري يس ياس اوي- أي والحاج زهير بن علي اعصاب مجلس الحكومة مسقط عن السيد نجور بن فيصل ك سي أي أي- سي أي أي- سلطان مسقط وعمان وانا منجر جي بي مرفي- أي- آ- وكل منصوص في هذا الخصوص من طرف الدولة الفخيمة البريطانية قد ايضا هذا التعرير وثمان

سنوات واحتمناها نحو امننا-

جرى في مسقط يوم ١١ فبراير ١٩٤٥هـ مطابق ١١ رمضان ١٣٥٨هـ

١٣٥٥
 محمد بن
 سلطان
 مسقط



No. 1517. — SUPPLEMENTARY¹ CONVENTION TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 3, 1911, BETWEEN GREAT BRITAIN AND JAPAN. SIGNED AT LONDON, JULY 30, 1925.

N^o 1517. — CONVENTION¹ COMPLÉMENTAIRE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 3 AVRIL 1911 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JUILLET 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE CONVENTION TO SEYCHELLES. TOKYO, AUGUST 5 AND 14, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS AUX ILES SEYCHELLES. TOKIO, LES 5 ET 14 AOUT 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 138.

TOKYO, August 5, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Note No. 89 of June 7, I have the honour, under instructions from my Government, to inform Your Excellency that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Commercial Treaty of 1911, made by the Supplementary Convention of 1925, shall be made applicable, under Article 4 of the latter Convention, to the Seychelles.

2. I should be grateful if Your Excellency would inform me in due course as to the date upon which this application may be regarded as taking place.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) P. BROAD,

For His Majesty's Ambassador.

His Excellency,
Baron Kijuro Shidehara,
H. I. J. M. Minister
for Foreign Affairs.

¹ Vol. LXV, page 29; et vol. XCVI, page 197, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 138.

TOKIO, le 5 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note N^o 89 du 7 juin, et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement britannique désire que les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce conclu en 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon soient rendues applicables, en vertu de l'article 4 de ladite convention, aux Iles Seychelles.

2. Je vous serais vivement obligé de bien vouloir m'informer en temps utile de la date à laquelle les modifications en question pourront être considérées comme étant devenues applicables aux Iles Seychelles.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) P. BROAD.

Pour l'Ambassadeur de Sa Majesté.

Son Excellence
le Baron Kijuro Shidehara,
Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.

¹ Vol. LXV, page 29; and Vol. XCVI, page 197, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

Le 14 août 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 5 courant, par laquelle vous avez bien voulu m'informer, d'ordre du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, que le Gouvernement britannique désire que les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce et de navigation conclu en 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon, s'appliquent, conformément à l'article 4, de ladite convention complémentaire, aux Iles Seychelles.

En outre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je crois comprendre que l'application du traité aux Iles Seychelles doit prendre effet à partir du 5 août, date à laquelle vous m'avez adressé une notification à ce sujet

Je saisis cette occasion, etc.,

(Signé) Kijuro SHIDEHARA.
(Baron M. F. A.).

Son Excellence
Sir John Tilley,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Tokio.

N^o 1539. — CONVENTION ² RELATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE. SIGNÉE A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

RATIFICATION

Dépôt :
POLOGNE 16 juin 1930.

¹ Traduction du Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

² Vol. LXVII, page 63 ; vol. LXXXIII, page 443 ; et vol. XCVI, page 201, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

No. 140.

AUGUST 14, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of the 5th instant in which you inform me, under instructions from His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of 1911, as made by the Supplementary Convention of 1925, shall apply, in accordance with Article 4 of the said Supplementary Convention, to the Seychelles.

Further, I have the honour to inform Your Excellency that I understand that the application of the Treaty to the Seychelles should take effect from August 5th, the date on which Your Excellency notified me of it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Kijuro SHIDEHARA.
(Baron M. F. A.).

His Excellency,
Sir John Tilley,
British Ambassador,
Tokyo.

No. 1539. — CONVENTION ² REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925.

RATIFICATION.

Deposit :
POLAND June 16, 1930.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. LXVII, page 63 ; Vol. LXXXIII, page 443 ; and Vol. XCVI, page 201, of this Series.

ADHÉSION

VILLE LIBRE DE DANTZIG (par l'intermédiaire de la Pologne) 23 juillet 1930.

N^o 1607. — ACCORD ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES DE GUERRE DU GOUVERNEMENT SERBE-CROATE-SLOVÈNE ENVERS LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 9 AOUT 1927.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 12 juin 1930.

N^o 1697. — CONVENTION ² COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE, SIGNÉE A ANGORA, LE 20 DÉCEMBRE 1926.

DÉNONCIATION PAR LA TURQUIE, LE 26 SEPTEMBRE 1929, EFFECTIVE A PARTIR DU 26 MARS 1930.

Communiquée par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le 25 juillet 1930.

¹ Vol. LXIX, page 255, de ce recueil.

² Vol. LXXII, page 255, de ce recueil.

ACCESSION.

FREE CITY OF DANTZIG (though the intermediary of Poland), July 23, 1930.

No. 1607. — AGREEMENT ¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, FOR THE SETTLEMENT OF THE WAR DEBT OF THE SERB-CROAT-SLOVENE GOVERNMENT TO HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN. SIGNED AT LONDON, AUGUST 9, 1927.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, June 12, 1930.

No. 1697. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN HUNGARY AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, DECEMBER 20, 1926.

DENUNCIATION BY TURKEY, SEPTEMBER 26, 1929, EFFECTIVE AS FROM MARCH 26, 1930.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, July 25, 1930.

¹ Vol. LXIX, page 255, of this Series.

² Vol. LXXII, page 255, of this Series.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1726. — TRATADO DE LIMITES Y LIBRE NAVIGACIÓN FLUVIAL ENTRE COLOMBIA Y EL PERU. FIRMADO EN LIMA, EL 24 DE MARZO DE 1922.

ACTAS Nros 4 Y 6 DE LA COMISION MIXTA DEMARCADORA DE LOS LIMITES ENTRE COLOMBIA Y EL PERU. IQUITOS, EL 11 DE NOVIEMBRE DE 1929, Y EL 14 DE MARZO DE 1930.

Communiqué par le Ministre de Colombie à Berne, le 2 septembre 1930. *Communicated by the Colombian Minister at Berne, September 2, 1930.*

ACTA NUMERO 4.

(Presidencia del señor Doctor Don Daniel Ortega Ricaurte.)

En la ciudad de Iquitos, sede de la Comisión Mixta, a los once días del mes de noviembre de mil novecientos veintinueve, siendo Presidente de la República de Colombia el Excelentísimo señor Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ y Presidente de la República del Perú el Excelentísimo Señor Don Augusto B. Leguía ; reunidos en conferencia por parte de LA REPÚBLICA DE COLOMBIA, los señores ingenieros, Doctor Don Daniel Ortega RICAURTE, Jefe ; Doctor Don Gustavo TÉLLEZ y Doctor Don Umberto BRUNO, Adjuntos y el Señor Doctor Don Segundo SÁNCHEZ U., Secretario ; y por parte de LA REPÚBLICA DEL PERÚ : los señores Coronel Don Roberto LÓPEZ, Jefe ; Capitán Don Manuel Cossio, y Teniente de Ingenieros Don Francisco Cebreros PÉREZ, Ayudantes ; Tenientes Don José Victor TENORIO y Don Benjamín Vega SEMINARIO, Auxiliares y Don Ontéré R. BARBA, Secretario. El Capitán de Ingenieros Don Bernardo Dianderas SEGURA, miembro de la Comisión, se halla ausente.

El Jefe de la Comisión Peruana expresó que habiéndose ejecutado los trabajos de señalación y amojonamiento a que se refiere el Tratado de Límites de 24 de marzo de 1922, en el ambiente de mayor cordialidad entre ambas Comisiones, faltando apenas el amojonamiento de la línea Yaguas-Atacuari, cuyo programa de ejecución está de acuerdo entre ambos Jefes, hace en representación de su país, la entrega en forma absoluta y definitiva a la soberanía de la República de Colombia, de todo el territorio que comprende la margen izquierda del río Putumayo, a partir del punto que señala el Meridiano de la boca del río Cuhimbé o Coembi hacia el oriente, hasta el límite entre el Perú y el Brasil, establecido en el Tratado Perú-Brasileño de 23 de octubre de 1851 ; así como la superficie de territorio que abarca el trapecio amazónico circunscrito por los lados siguientes : al Norte la margen derecha del Putumayo desde la confluencia del río Yaguas hasta la frontera con el Brasil ; al Sur la margen izquierda del Amazonas desde la confluencia del río Atacuari en el Amazonas hasta la quebrada de San Antonio, límite con el Brasil ; al Este la línea Apaporis-Tabatinga, frontera con el Brasil ; al Oeste la línea Yaguas-Atacuari trazada en forma tal que el curso íntegro de los ríos Yaguas y Atacuari quede en territorio peruano, cuyo detalle de ejecución incumbe a las Subcomisiones Mixtas respectivas, de acuerdo con lo resuelto por ambas Cancillerías en la entrevista del 9 de octubre del presente año. También propone, de acuerdo con la facultad que le concede el artículo 3º del Tratado, fijar como línea de frontera en el río Putumayo el álveo mismo de este río en lugar del thalweg, debiendo formar parte integrante de cada país las islas adyacentes a las respectivas márgenes.

El Jefe de la Comisión Colombiana declaró que reconoce la propiedad y que hace en representación de su país la entrega en forma absoluta y definitiva a la soberanía de la República del Perú, de todos los territorios comprendidos entre la margen derecha del río Putumayo hacia el

¹ Vol. LXXIV, page 9, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 9, of this Series.

Oriente de la boca del río Cuhimbé o Coembí y la línea establecida y amojonada como frontera entre Colombia y el Ecuador en las hoyas del Putumayo y del Napo, en virtud del Tratado de Límites celebrado entre ambas Repúblicas el 15 de julio de 1916; que aceptaba la propuesta de su colega, el Jefe de la Comisión Peruana, en lo que respecta a la sustitución de la línea del thalweg en el río Putumayo por la línea del álveo del mismo río; dejando a salvo los derechos de la República del Ecuador reconocidos por el Tratado Colombo-Ecuatoriano de 15 de julio de 1916, por cuanto existe una solución de continuidad que se extiende desde la confluencia de los ríos San Miguel o Sucumbíos y Putumayo hasta una distancia de 340 metros de la orilla derecha del San Miguel, donde existe un hito colocado por la Comisión Mixta Colombo-Ecuatoriana de 1919.

El Jefe de la Comisión Peruana manifestó que no obstante el respeto que le merecía la declaración de su colega el Jefe de la Comisión Colombiana al hacer la cesión del territorio situado en la margen derecha del río Putumayo, salvando el derecho ecuatoriano, declara expresamente, a nombre de su país, que no reconoce ninguna soberanía ecuatoriana en la zona demarcada y que los derechos invocados en el Tratado de Límites de 15 de julio de 1916 sólo los considera como puntos de vista de su colega el Jefe de la Comisión Colombiana.

En vista de las declaraciones expresadas por ambos Jefes y teniendo en consideración los trabajos realizados hasta la fecha la Comisión Demarcadora acordó definir como línea de frontera la siguiente: desde el punto en que el Meridiano de la boca del río Cuhimbé o Coembí en el Putumayo, corta al río San Miguel o Sucumbíos señalado por el hito número 1 y distante 200 m. o del álveo del río, sube conformándose a la línea de ese Meridiano en una longitud de 15213 m. o hasta dicha boca, punto señalado por el hito de referencia número 5, colocado en territorio colombiano a 113 m. 45 de distancia del punto medio de la boca, con rumbo verdadero $336^{\circ} 59' 00''$; sigue la frontera por el álveo del río Putumayo, aguas abajo hasta el punto de confluencia del río Yaguas en el Putumayo. La descripción de la frontera desde la confluencia del Yaguas con el Putumayo en adelante, se hará en otra conferencia al terminar la erección de los hitos que faltan en la línea Yaguas-Atacuari.

También declara la Comisión Mixta, que en lo que respecta al régimen de islas existentes en el río Putumayo, el derecho de posesión de ambos países quedará definido por una línea en aspas rojas que se trazará en el plano al 1/50000.

Respecto al régimen de islas existentes en la parte de frontera en el río Amazonas, éstas quedan afectas en la siguiente forma: pertenecen a Colombia: la isla Zancudo número 2, las islas Loreto, las islas Santa Sofía, las islas Arara, la isla Ronda y la isla Leticia y pertenecen al Perú: la isla Tigre, las islas Coto, la isla Zancudo, la isla Cacao, la isla Serra, la isla Yahuma y la isla Chinería.

También acordó la Comisión Mixta aprobar con carácter definitivo la erección de los hitos llevados a cabo por las Subcomisiones Mixtas respectivas, a saber: en el extremo Sur del Meridiano del Cuhimbé el hito número 1 con latitud $00^{\circ} 14' 29''.6$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr., y el hito número 2 con latitud $00^{\circ} 14' 59''.6$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.00$ W. de Gr., tal como consta en acta de su referencia de 14 de agosto; en la boca del río Cuhimbé el hito número 3 con latitud $00^{\circ} 22' 03''.04$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr., el hito número 4 con latitud $00^{\circ} 22' 40''.86$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr. y el hito número 5 con latitud $00^{\circ} 22' 47''.28$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 48''.44$ W. de Gr., conforme figuran también en acta de su referencia de 3 de agosto; y en la desembocadura del río San Miguel el hito número 6 con latitud $00^{\circ} 08' 06''.7$ Norte y longitud $75^{\circ} 51' 22''.8$ W. de Gr. y el hito número 7 con latitud $00^{\circ} 08' 00''.4$ Norte y longitud $75^{\circ} 51' 31''.1$ W. de Gr. que figuran en acta de su referencia de 17 de agosto, todas realizadas en el año en curso.

Presentadas por las dos Comisiones las coordenadas geográficas determinadas por cada una de ellas, se hicieron los promedios respectivos y se adoptaron por la Comisión Mixta los siguientes valores como definitivos: confluencia río Atacuari con Brazo Tigre: latitud $03^{\circ} 47' 41''.5$ y longitud $70^{\circ} 42' 49''.91$ — Nueva República: latitud $03^{\circ} 50' 12''.28$ y longitud $70^{\circ} 37' 21''.39$ — Boca río Hamaca-Yacú: latitud $03^{\circ} 48' 28''.05$ y longitud $70^{\circ} 18' 39''.64$ — Caballo Cocha: latitud $03^{\circ} 54' 17''.76$ y longitud $70^{\circ} 31' 14''.31$ — Boca Quebrada Leticia: latitud $04^{\circ} 13' 21''.6$ y longitud $69^{\circ} 56' 42''.00$ — Boca Quebrada San Antonio: latitud $04^{\circ} 14' 32''.47$ y longitud $69^{\circ} 56' 56''.80$ — Puerto América: longitud $67^{\circ} 54' 06''.00$ — Guayabal: latitud $03^{\circ} 07' 26''.3$ y longitud $68^{\circ} 02' 46''.50$ — San Pedro: latitud $03^{\circ} 02' 31''.3$ y longitud $68^{\circ} 54' 25''.50$ — Espíritu Santo: latitud $02^{\circ} 57' 23''.1$ y longitud $69^{\circ} 07' 27''.00$ — Tarapacá Boca del río Cotuhé: latitud $02^{\circ} 53' 10''.45$

y longitud $69^{\circ} 44' 25''.50$ — Santa Clara : latitud $02^{\circ} 43' 48''.9$ y longitud $69^{\circ} 43' 54''.0$ — Puerto Socorro : latitud $02^{\circ} 46' 56''.14$ y longitud $70^{\circ} 04' 03''.26$ — Puerto Gaudencio : latitud $02^{\circ} 30' 55''.9$ y longitud $70^{\circ} 18' 12''.00$ — Tacna : latitud $02^{\circ} 24' 03''.3$ y longitud $70^{\circ} 37' 28''.50$ — Puerto Alfonso : latitud $02^{\circ} 12' 02''.2$ y longitud $71^{\circ} 00' 12''.00$ — San Salvador : latitud $02^{\circ} 24' 20''.2$ y longitud $71^{\circ} 19' 30''.00$ — Bufeo : latitud $02^{\circ} 20' 17''.9$ y longitud $71^{\circ} 30' 51''.00$ — Arica-Boca del río Igaraparaná : latitud $02^{\circ} 09' 07''.9$ y longitud $71^{\circ} 45' 06''.00$ — Buri-buri : latitud $02^{\circ} 20' 02''.0$ y longitud $72^{\circ} 03' 27''.00$ — La Esperanza : latitud $02^{\circ} 24' 31''.6$ y longitud $72^{\circ} 32' 00''.00$ — San Cristóbal : latitud $02^{\circ} 18' 38''.9$ y longitud $73^{\circ} 01' 52''.50$ — Boca Río Eré : latitud $02^{\circ} 12' 14''.8$ y longitud $73^{\circ} 10' 30''.00$ — Boca Río Caraparaná : latitud $01^{\circ} 44' 44''.5$ y longitud $73^{\circ} 13' 00''.00$ — El Encanto : latitud $01^{\circ} 37' 36''.25$ y longitud $73^{\circ} 13' 36''.00$ — Río Campuya : latitud $01^{\circ} 42' 56''.6$ y longitud $73^{\circ} 29' 33''.0$ — Argelia : latitud $01^{\circ} 25' 26''.0$ y longitud $73^{\circ} 35' 07''.50$ — Yabuyanós o Feresilla : latitud $01^{\circ} 13' 03''.0$ y longitud $73^{\circ} 52' 21''.00$ — Yuvinetó : latitud $01^{\circ} 00' 43''.1$ y longitud $74^{\circ} 13' 24''.00$ — El Refugio : latitud $00^{\circ} 33' 42''.8$ y longitud $74^{\circ} 23' 10''.05$ — Caucaya : latitud $00^{\circ} 12' 00''.9$ y longitud $74^{\circ} 46' 54''.00$ — Güepí : latitud $00^{\circ} 06' 58''.4$ y longitud $75^{\circ} 15' 05''.60$.

Todas las latitudes anteriores son Sur y las longitudes Oeste del meridiano de Greenwich. La Comisión Mixta adoptó los siguientes acuerdos :

1^o La línea Yaguas-Atacuari se trazará en forma que el curso íntegro de los ríos Yaguas y Atacuari, quede en territorio peruano. Con este objeto la línea partirá, en el río Atacuari, de un lugar situado en la orilla izquierda de este río, en el punto en que éste se une con la corriente fluvial denominada Brazo Tigre y en el río Yaguas, de un punto situado en la orilla derecha de este río junto a la desembocadura del Yaguas en el Putumayo. En el caso en que, el trazo de la línea Yaguas-Atacuari, cortase en algún punto el curso de los ríos Yaguas o Atacuari, se modificará este trazo a fin de que el curso de ambos ríos quede en poder del Perú, adoptándose como límite, en el sector en que esta intersección se produzca, la orilla derecha del río Yaguas o la izquierda del Atacuari, según los casos ; y

2^o En ningún caso la posible variación de la línea en algún sector, cambiará los sitios extremos de esta línea, que son los indicados anteriormente.

Por último se decidió que, tan pronto como sea posible, la Comisión Mixta procederá a demarcar la línea anterior por medio de dos Subcomisiones, bajo las condiciones siguientes : se abrirá una trocha de dos metros de ancho en toda la longitud de la línea y se colocará un hito en cada uno de los puntos extremos, otro a una distancia de diez a doce kilómetros en la dirección de la línea geodésica y los intermedios que juzguen necesarios las dos Subcomisiones. Si en la exploración que se haga, en la mencionada línea, se ve que ésta corta una o más corrientes de agua importantes, se erigirán hitos en esas intersecciones.

Y no habiendo otro asunto de qué tratar se leyó la presente acta y se aprobó en todas sus partes, firmándola los miembros presentes de ambas Comisiones, en doble ejemplar.

(L. S.) (Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.

(Fdo.) Gustavo TÉLLEZ, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Umberto BRUNO, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario.

(L. S.) (Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.

(Fdo.) Manuel E. COSSIO, Ayudante.

(Fdo.) Francisco J. CEBREROS PÉREZ, Ayudante.

(Fdo.) Benjamín VEGA SEMINARIO, Auxiliar.

(Fdo.) José V. TENORIO, Ayudante Auxiliar.

(Fdo.) Ontaré R. BARBA, Secretario.

Los suscritos declaramos que habiéndose omitido consignar en la lista de coordenadas geográficas las correspondientes a la Boca del Boia-Uassú en el Amazonas, salvando esta omisión, la Comisión Mixta adoptó los valores siguientes : latitud $03^{\circ} 50' 35''.21$ Sur y longitud $70^{\circ} 34' 38''.77$ W. de Gr.

Fecha ut supra.

(Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.

(Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.

(Hay dos sellos.)

Me adhiero a todos los puntos que contiene la presente acta.

IQUITOS, 13 de noviembre de 1929.

(Fdo.) Bernardo DIANDERAS, Ayudante Técnico.

NUMERO 6.

ACTA DE CLAUSURA DE LA COMISION MIXTA.

(Presidencia del señor doctor don Daniel Ortega Ricaurte.)

En la ciudad de Iquitos, sede de la Comisión Mixta, a los catorce días del mes de marzo de mil novecientos treinta, siendo Presidente de la República de Colombia el Excelentísimo señor Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ y Presidente de la República del Perú el Excelentísimo Señor Don Augusto B. LEGUÍA, se reunieron en conferencia por parte de LA REPÚBLICA DE COLOMBIA los señores Ingenieros don Daniel Ortega RICAURTE, Jefe, don Gustavo TÉLLEZ y don Umberto BRUNO, Adjuntos y doctor don Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario, y por parte de LA REPÚBLICA DEL PERÚ los señores Coronel don Roberto LÓPEZ, Jefe ; Capitán don Manuel COSSIO y Capitanes de Ingenieros don Bernardo Dianderas SEGURA y don Francisco Cebreros PÉREZ, Ayudantes Técnicos ; Tenientes don Benjamín Vega SEMINARIO y don José Victor TENORIO, Auxiliares y don Ontéré R. BARBA, Secretario, con el fin de clausurar los trabajos que, en mérito al Tratado de 24 de marzo de 1922, les fuera encomendado por parte de sus respectivos países, acordaron :

Aprobar los hitos erigidos por las Subcomisiones Mixtas designadas al efecto en la línea de frontera Yaguas-Atacuari, cuya operación de fijación produjo el desacuerdo entre los grupos de la Comisión Demarcadora, que consta en el Acta número 3 de 6 de febrero del año de 1929 y que, conforme al artículo 4º del Tratado de Límites, fué resuelto por las Cancillerías respectivas en el Acuerdo de 9 de octubre del mismo año y cumplido por la Comisión Mixta Demarcadora, tal como se hace constar en el Acta número 4 de 11 de noviembre del año antes mencionado.

Los hitos a que se refiere el párrafo anterior tienen los números 8, 9, 10, 11, 12, 13 y 14 ; el primero se halla colocado sobre la orilla derecha del río Yaguas, en el sitio alto más próximo a la desembocadura de éste en el Putumayo ; señala, conforme al Acuerdo de las Cancillerías antes mencionado, el punto de partida en el Putumayo de la línea Yaguas-Atacuari y tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 45' 39''.2$ sur y longitud $70^{\circ} 03' 23''.5$ W. de Gr. ; el hito número 9 se halla a 4413 m.0 del anterior, sobre la margen derecha del Yaguas, tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 47' 40''.2$ sur y longitud $70^{\circ} 04' 40''.4$ W. de Gr. y señala el lugar donde la línea geodésica al río Atacuari se aparta francamente del curso del río Yaguas ; quedando, por lo tanto, la parte del río interceptada por la referida línea de frontera sustituida por la orilla derecha del río cumpliéndose así la condición de que el curso del Yaguas quede íntegramente en territorio peruano, tal como lo estatuye el acuerdo de Cancillerías de 9 de octubre ; el hito número 10 tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 50' 31''.5$ sur y longitud $70^{\circ} 06' 29''.3$ W. de Gr., se halla

distante 6243 m. 0 del anterior y colocado en la dirección de la recta al Atacuari ; el hito número 11 se encuentra en el punto de comienzo de las ciénegas o «aguajales» que forman las vertientes del río Loretoyacu distante de la desembocadura del Atacuari en el Brazo Tigre del Amazonas 6470 m. 32 y señala un lugar de la línea geodésica, teniendo por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 43' 10''$ sur y longitud $70^{\circ} 40' 03''$.1 W. de Gr. ; el hito número 12 señala la intersección con el río Boia-uassú, se halla erigido sobre el plano de la línea geodésica distante 8404 m. 0 de la desembocadura del Atacuari y tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 43' 45''$.8 sur y longitud $70^{\circ} 40' 21''$.7 W. de Gr. ; el hito número 13 dista 540 m. 3 de la orilla del Atacuari y también señala un punto de la línea geodésica y tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 47' 22''$.5 sur y longitud $70^{\circ} 42' 39''$.7 W. de Gr. ; el hito número 14 que señala en el río Atacuari el punto de partida de la línea geodésica, tal como fué resuelto por las Cancillerías, tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 47' 35''$.6 sur y longitud $70^{\circ} 42' 48''$.1 W. de Gr. ; distante 25 m. 0 del punto en que se unen las aguas del Atacuari con la corriente fluvial del Brazo Tigre. El rumbo verdadero de la línea geodésica, partiendo del extremo norte en dirección del Yaguas al Atacuari, es de $32^{\circ} 34' 14''$.0 S. W. y partiendo del extremo sur en dirección del Atacuari al Yaguas, es de $32^{\circ} 36' 29''$.2 N. E.

La descripción y fechas en que fueron erigidos estos hitos constan en sus actas de referencia, firmadas por los miembros de las Subcomisiones Mixtas que operaron en la ocasión.

También se acordó definir íntegramente la frontera como sigue : desde el punto en que el meridiano de la boca del Cuhimbé o Coembi corta al río San Miguel, sube, siguiendo la dirección del meridiano, hasta dicha boca en una extensión de 15213 m. 0 ; sigue por el álveo del río Putumayo, aguas abajo, hasta un punto situado a la orilla derecha de este río junto a la desembocadura del río Yaguas con una extensión de 1455 k. 600 m. 0 ; continúa la frontera en la dirección de la línea geodésica hasta el punto en donde intercepta el río Yaguas a una distancia de 1100 m. 0 del hito número 8 y luego por la orilla derecha del mismo río hasta el hito número 9 en una extensión de 3600 m. 0 y sigue en línea recta hacia la desembocadura del Atacuari en el Brazo Tigre en el Amazonas, con una extensión de 131 k. 076 m. 8 ; continuando por el thalweg del Brazo Tigre y del Amazonas con una extensión de 115 k. 800 m. 0 hasta el punto de arranque de la línea Apaporis-Tabatinga, situado en la quebrada San Antonio, conforme al Tratado de Límites entre el Perú y el Brasil de 23 de octubre de 1851. El total de la frontera descrita abarca una extensión de 1722 k. 384 m. 8 y se halla señalada con catorce hitos definitivos que constan en las actas de su referencia.

Los trabajos complementarios de levantamiento ejecutados con motivo de la demarcación y que no forman parte de la frontera, son los siguientes : en el río Amazonas 37 k. 200 m. 0 ; en el Brazo Tigre 8 k. 300 m. 0 ; en el río Atacuari 91 k. 300 m. 0 ; en el Boia-uassú 14 k. 500 m. 0 ; en el Hamaca-yacu 10 k. 000 m. 0 ; en el Putumayo desde la boca hasta la desembocadura del Yaguas 434 k. 900 m. 0 y en el mismo Putumayo desde la boca del Cuhimbé hasta Puerto Asis 37 k. 000 m. 0 ; en el río Cotuhé 26 k. 100 m. 0 ; en el río Yaguas 50 k. 800 m. 0 ; en el río Algogón 12 k. 000 m. 0 ; en el río Eré 5 k. 500 m. 0 ; en el Igaraparaná 9 k. 200 m. 0 ; en el Caraparaná 29 k. 000 m. 0 ; en el Campuya 5 k. 000 m. 0, y en el San Miguel 91 k. 800 m. 0, que hace un conjunto de 862 k. 600 m. 0 de levantamientos complementarios y agregados a la extensión de la línea de frontera hacen un total general de 2584 k. 989 m. 8, verificados con los documentos y planos canjeados según consta en el Acta número 5 de la conferencia de la Comisión Mixta de fecha 12 de marzo.

El Jefe de la Comisión Colombiana en su nombre y en el de todos sus compañeros, deja constancia en la presente Acta de su profundo y sincero agradecimiento a las altas autoridades del Perú y del Departamento de Loreto, por las atenciones de que han sido objeto durante su grata permanencia en este país.

El Jefe de la Comisión Peruana hace también constar en la presente que, a nombre de su Gobierno, retribuye al señor Jefe y demás miembros de la Comisión Colombiana las palabras de gratitud tributadas en honor de las altas autoridades y del Departamento de Loreto.

Los Jefes de ambas Comisiones declaran que, no obstante el desacuerdo producido sobre las operaciones de su cargo a que se refiere el Acta número 3 de 6 de febrero de 1929 y las inapropiadas condiciones de lugar y tiempo en que se iniciaron los trabajos que correspondieron al período de copiosas lluvias regionales, en ninguna ocasión estos hechos motivaron interrupción en el curso

de las operaciones descritas ; congratulándose, recíprocamente, por el éxito alcanzado en la misión confiada por sus respectivos Gobiernos, debido en gran parte al entusiasmo, decisión y amor al trabajo que en todo momento puso de manifiesto el personal de que quedó constituida la Comisión Mixta Demarcadora de Límites ; circunstancias, éstas, que se complacen en hacer presente como un tributo de justicia que rinden a la abnegación y patriotismo puestos en uso en la campaña de trabajos de demarcación a que se da término en la fecha.

Leída que fué la presente Acta y estando conformes los miembros presentes de la Comisión Mixta la aprobaron y la firman en doble ejemplar para que conste en todo tiempo.

(L. S.) (Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.

(Fdo.) Gustavo TÉLLEZ, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Umberto BRUNO, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario.

(L. S.) (Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.

(Fdo.) Manuel E. COSSIO, Ayudante.

(Fdo.) Bernardo DIANDERAS, Ayudante Técnico.

(Fdo.) Francisco J. Cebreiros PÉREZ, Ayudante Técnico.

(Fdo.) Benjamín VEGA SEMINARIO, Auxiliar.

(Fdo.) José V. TENGRIO, Auxiliar.

(Fdo.) Ontaré R. BARBA, Secretario.

¹ TRADUCTION.

Nº 1726. — TRAITÉ ENTRE LA COLOMBIE ET LE PÉROU, RELATIF AUX FRONTIÈRES ET A LA LIBRE NAVIGATION FLUVIALE. SIGNÉ A LIMA, LE 24 MARS 1922.

PROCÈS-VERBAUX N^{os} 4 ET 6 DE LA COMMISSION MIXTE DE DÉLIMITATION CRÉÉE PAR LE TRAITÉ CI-DESSUS. IQUITOS, LES 11 NOVEMBRE 1929 ET 14 MARS 1930.

PROCÈS-VERBAL N^o 4.

(Présidence de M. le D^r Daniel Ortega Ricaurte.)

Dans la ville d'Iquitos, siège de la Commission Mixte, le onze novembre mil neuf cent vingt-neuf, Son Excellence M. le D^r Miguel ABADÍA MÉNDEZ étant Président de la Répu-

¹ TRANSLATION.

No. 1726. — TREATY BETWEEN COLOMBIA AND PERU REGARDING FRONTIERS AND FREE INLAND NAVIGATION. SIGNED AT LIMA, MARCH 24, 1922.

PROCÈS-VERBAUX NOS 4 AND 6 OF THE MIXED COMMISSION OF DELIMITATION CREATED BY THE ABOVE TREATY. IQUITOS, NOVEMBER 11, 1929, AND MARCH 14, 1930.

ACT No. 4.

(President : Doctor don Daniel Ortega Ricaurte.)

In the city of Iquitos, seat of the Mixed Commission, on November the eleventh, one thousand nine hundred and twenty-nine, during the Presidency, in the Republic of Colombia, of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

blique de Colombie et Son Excellence M. Augusto B. LEGUÍA étant Président de la République du Pérou, se sont réunis en conférence : pour LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, les ingénieurs D^r Daniel ORTEGA RICAURTE, chef ; D^r Gustavo TÉLLEZ et D^r Umberto BRUNO, adjoints, et le D^r Segundo SÁNCHEZ U., secrétaire : pour LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, le colonel Roberto LÓPEZ, chef ; le capitaine Manuel COSSIO et le lieutenant du génie Francisco CEBREROS PÉREZ, adjoints ; les Lieutenants José Víctor TENORIO et Benjamín VEGA SEMINARIO, auxiliaires, et Ontéré R. BARBA, Secrétaire. Absent : le capitaine du génie Bernardo DIANDERAS SEGURA, Membre de la Commission.

Le Chef de la Commission péruvienne déclare que les travaux de délimitation et d'abornement visés au Traité de frontière du 24 mars 1922 ont été effectués par les deux Commissions dans une atmosphère de grande cordialité et qu'il ne reste qu'à procéder à l'abornement de la ligne Yaguas-Atacuari, dont le programme d'exécution a été fixé d'un commun accord entre les deux chefs. Il procède donc, au nom de son pays, à la remise solennelle et définitive à la République de Colombie, de tout le territoire qui se trouve sur la rive gauche de la rivière Putumayo, à partir du point indiqué par le méridien passant par l'embouchure de la rivière Cuhimbé ou Coembí, en direction de l'est, jusqu'à la frontière entre le Pérou et le Brésil fixée par le Traité conclu entre ces deux pays le 23 octobre 1851 ; il remet également la portion de territoire comprise dans le trapèze délimité dans le bassin de l'Amazone par les côtés suivants : au nord, la rive droite du Putumayo, depuis le confluent de la rivière Yaguas jusqu'à la frontière du Brésil ; au sud, la rive gauche de l'Amazone depuis le confluent de la rivière Atacuari et de l'Amazone jusqu'au ravin de San Antonio, qui se trouve sur la frontière du Brésil ; à l'est, la ligne Apaporis-Tabatinga, qui constitue la frontière avec le Brésil ; à l'ouest, la ligne Yaguas-Atacuari, tracée de telle manière que les rivières Yaguas et Atacuari demeurent intégralement en territoire péruvien, les détails de l'exécution de ce tracé incombant aux sous-commissions mixtes intéressées, conformément aux décisions prises par les chancelleries des deux pays au cours de l'entrevue du 9 octobre 1929. Il propose également, en vertu du droit qui lui est accordé

His Excellency Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ, and in the Republic of Peru, of His Excellency Don Augusto B. LEGUÍA, there met in conference, on behalf of THE REPUBLIC OF COLOMBIA, the following engineers : Doctor Don Daniel ORTEGA RICAURTE, Chief ; Doctor Don Gustavo TÉLLEZ and Doctor Don Umberto BRUNO, Assistants, and Doctor Don Segundo SÁNCHEZ U., Secretary ; and on behalf of THE REPUBLIC OF PERÚ : Colonel Don Roberto LÓPEZ, Chief ; Captain Don Manuel COSSIO and ENGINEER Lieutenant Don Francisco CEBREROS PÉREZ, Assistants ; Lieutenant Don José Víctor TENORIO and Lieutenant Don Benjamín VEGA SEMINARIO, Attachés, and Lieutenant Don Ontéré R. BARBA, Secretary. Engineer Captain Don Bernardo DIANDERAS SEGURA, member of the Commission, was absent.

The Chief of the Peruvian Commission stated that the work of fixing and marking the boundary line which forms the subject of the Boundary Treaty of March 24th, 1922, having been carried out in an atmosphere of the greatest cordiality between the two Commissions, the only outstanding work being the marking of the Yaguas-Atacuari line, on the plans for which the two Chiefs were agreed, he handed over, on behalf of his country, to the absolute and perpetual sovereignty of the Republic of Colombia, all the territory on the left bank of the River Putumayo from the point fixed by the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembí, eastwards to the boundary between Peru and Brazil established in the Treaty between those Republics, dated October 23, 1851 ; together with the territory forming the Amazon trapezoid bounded as follows : to the north, by the right bank of the Putumayo, from the confluence of the River Yaguas to the frontier with Brazil ; to the south, by the left bank of the Amazon from the confluence of the River Atacuari with the Amazon to the Pass of San Antonio, the boundary with Brazil ; to the east, by the Apaporis-Tabatinga line, the frontier with Brazil ; to the west, by the Yaguas-Atacuari line, so drawn that the entire course of the River Yaguas and the River Atacuari remains in Peruvian territory — a detail the execution of which rests with the respective mixed Sub-Committees, in accordance with the decision of both Chancelleries at the meeting on October 9 of the present year. He further proposed, in accordance with the powers granted to him by Article 3 of the Treaty to fix as frontier-line

par l'article 3 du traité, d'adopter comme ligne de frontière, sur la rivière Putumayo, le lit même de cette rivière au lieu du « thalweg », les îles avoisinant chacune des rives devant former partie intégrante du territoire du pays respectif.

Le Chef de la Commission colombienne déclare qu'il accepte la propriété et qu'il procède, au nom de son pays, à la remise solennelle et définitive à la République du Pérou, de tous les territoires compris entre la rive droite de la rivière Putumayo, à l'est de l'embouchure de la rivière Cuhimbé, ou Coembí, et la ligne établie et bornée pour servir de frontière entre la Colombie et l'Equateur dans les dépressions du Putumayo et du Napo, en vertu du Traité de frontière conclu entre les deux Républiques le 15 juillet 1916 ; il ajoute qu'il accepte la proposition de son collègue, le Chef de la Commission péruvienne, en ce qui concerne le remplacement de la ligne du « thalweg » de la rivière Putumayo par la ligne du lit de ladite rivière, tout en sauvegardant les droits de la République de l'Equateur, reconnus par le Traité conclu le 15 juillet 1916 entre ce pays et la Colombie, du fait qu'il existe une solution de continuité qui s'étend du confluent des rivières San Miguel ou Sucumbíos et Putumayo, jusqu'à un point distant de 340 mètres de la rive droite du San Miguel, point où se trouve une borne placée par la Commission mixte Colombo-équatorienne de 1919.

Le Chef de la Commission péruvienne répond que, malgré toute la considération que mérite la déclaration faite par son collègue, le Chef de la Commission colombienne, lors de la cession du territoire situé sur la rive droite de la rivière Putumayo, et tendant à sauvegarder les droits de l'Equateur, il déclare expressément, au nom de son pays, qu'il ne reconnaît nullement la souveraineté de l'Equateur dans la zone démarquée et qu'à son avis, les droits mentionnés au Traité de frontière du 15 juillet 1916 ne sont des droits que du point de vue de son collègue le Chef de la Commission colombienne.

A la suite des déclarations formulées par les deux chefs et en tenant compte des travaux effectués à cette date, la Commission de démarcation a décidé de fixer comme suit la ligne de frontière : partant du point où le méridien passant par le confluent de la rivière Cuhimbé ou Coembí et du Putumayo, coupe la rivière San Miguel ou Sucumbíos, point marqué par la borne N° 1 et distant de 200 mètres du lit de la rivière, la frontière remonte en suivant la

in the River Putumayo the actual bed of that river instead of the "thalweg", it being understood that, in the case of each country, the islands adjacent to the respective bank should form an integral part of that country.

The Chief of the Colombian Commission declared that he accepted possession, and that he handed over, on behalf of his country, to the absolute and perpetual sovereignty of the Republic of Peru, all the territory included between the right bank of the River Putumayo, east of the confluence of the River Cuhimbé or Coembí, and the line established and marked out as the frontier between Colombia and Ecuador, in the basins of the Putumayo and Napo, by the Boundary Treaty drawn up between the two Republics on July 15, 1916 ; that he accepted the proposal of his colleague, the Chief of the Peruvian Commission, with regard to the substitution, as frontier-line in the River Putumayo, of the actual bed of that river for the "thalweg"; subject to the rights of the Republic of Ecuador recognised in the Treaty of July 15, 1916, between Colombia and that Republic, and causing an interruption from the confluence of the River San Miguel or Sucumbíos with the River Putumayo to a distance of 340 metres from the right bank of the San Miguel, where there is a mark erected by the Mixed Colombo-Ecuadorian Commission of 1919.

The Chief of the Peruvian Commission stated that, notwithstanding the respect due to the declaration of his colleague, the Chief of the Colombian Commission, ceding the territory situated on the right bank of the river Putumayo subject to the rights of Ecuador, he categorically declared, on behalf of his country, that he did not recognise any Ecuadorian sovereignty in the area marked out, and that he regarded the rights claimed under the Boundary Treaty of July 15, 1916, as existing solely in the opinion of the Chief of the Colombian Commission.

In view of the declarations of the two Chiefs, and having regard to the work so far accomplished, the Boundary Commission agreed to define the frontier-line as follows : From the point at which the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembí with the Putumayo cuts the River San Miguel or Sucumbíos, a point fixed by mark No. 1 and 200 m. distant from the bed of the river, the frontier continues along the same meridian

ligne de ce méridien sur une longueur de 15.213 mètres jusqu'au dit confluent, point marqué par la borne N° 5 placée en territoire colombien à une distance de 113 m. 45 du centre du confluent et dont la situation géographique exacte est $336^{\circ} 59' 00''$; la frontière se poursuit le long du lit de la rivière Putumayo dont elle descend le courant jusqu'au confluent de la rivière Yaguas et du Putumayo. La description de la frontière à partir du confluent Yaguas et du Putumayo se fera au cours d'une autre conférence, lorsque sera terminée l'érection des bornes manquantes de la ligne Yaguas-Atacuari.

La Commission mixte déclare, en outre, qu'en ce qui concerne le régime des îles se trouvant dans la rivière Putumayo, le droit de possession des deux pays sera déterminé par une ligne formée de petites croix marquées en rouge, qui sera tracée sur le plan au 1/50.000.

En ce qui concerne le régime des îles se trouvant dans la partie de l'Amazonie qui sert de frontière, ces dernières sont réparties de la façon suivante : appartiennent à la Colombie, l'île Zancudo N° 2, les îles Loreto, les îles Santa Sofia, les îles Arara, l'île Ronda et l'île Leticia ; appartiennent au Pérou, l'île Tigre, les îles Coto, l'île Zancudo, l'île Cacao, l'île Serra, l'île Yahuma et l'île Chinería.

La Commission mixte décide également d'approuver, à titre définitif, l'érection des bornes établies par les sous-Commissions mixtes respectives, à savoir : à l'extrémité sud du méridien du Cuhimbé, la borne N° 1 par $00^{\circ} 14' 29''.6$ de latitude nord et $76^{\circ} 24' 47''.0$ de longitude ouest de Greenwich, et la borne N° 2 par $00^{\circ} 14' 59''.6$ de latitude nord et $76^{\circ} 24' 47''.00$ de longitude ouest de Greenwich, ainsi qu'il ressort du procès-verbal relatif à leur pose, en date du 14 août ; à l'embouchure de la rivière Cuhimbé, la borne N° 3 par $00^{\circ} 22' 03''.04$ de latitude nord et $76^{\circ} 24' 47''.0$ de longitude ouest de Greenwich, la borne N° 4 par $00^{\circ} 22' 40''.86$ de latitude nord et $76^{\circ} 24' 47''.0$ de longitude ouest de Greenwich et la borne N° 5 par $00^{\circ} 22' 47''.28$ de latitude nord et $76^{\circ} 24' 48''.44$ de longitude ouest de Greenwich, telles qu'elles sont décrites au procès-verbal relatif à leur pose, en date du 3 août ; enfin, à l'embouchure de la rivière San Miguel, la borne N° 6 par $00^{\circ} 08' 06''.7$ de latitude nord et $75^{\circ} 51' 22''.8$ de longitude ouest de Greenwich et la borne N° 7 par $00^{\circ} 08' 00''.4$ de latitude nord et $75^{\circ} 51' 31''.1$ de longitude ouest de Greenwich, qui sont décrites dans le procès-verbal relatif à leur

for a distance of 15.213 m. to the said confluence, a point indicated by mark No. 5, erected in Colombian territory at a distance of 113 m. 45 from the centre of the confluence, with true bearing $336^{\circ} 59' 00''$; thence along the bed of the River Putumayo downstream to the point of confluence of the River Yaguas with the Putumayo. The frontier from the confluence of the Yaguas with the Putumayo onwards will be described at another conference, when the missing marks on the Yaguas-Atacuari line have been erected.

The Mixed Commission further declares, with regard to the allocation of islands in the River Putumayo, that the rights of ownership of each country shall be defined by a line of red crosses drawn on the 1/50.000 map.

The allocation of islands in the frontier section of the river Amazon shall be as follows : There shall belong to Colombia : Zancudo (No. 2) island, the Loreto islands, the Santa Sofia islands, the Arara islands, Ronda island and Leticia island ; and to Peru : Tigre island, the Coto islands, Zancudo island, Cacao island, Serra island, Yahuma island and Chinería island.

The Mixed Commission further finally approved the marks erected by the respective Mixed Sub-Commissions, namely : at the southern extreme of the meridian passing through the Cuhimbé, mark No. 1, lat. $00^{\circ} 14' 29''.6$ N. and long. $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. of Greenwich, and mark No. 2, lat. $00^{\circ} 14' 59''.6$ N. and long. $76^{\circ} 24' 47''.00$ W. of Greenwich, as recorded in the act of August 14th relating to these marks ; in the confluence of the River Cuhimbé, mark No. 3, lat. $00^{\circ} 22' 03''.04$ N. and long. $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. of Greenwich, mark No. 4, lat. $00^{\circ} 22' 40''.86$ N. and long. $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. of Greenwich, and mark No. 5, lat. $00^{\circ} 22' 47''.28$ N. and long. $76^{\circ} 24' 48''.44$ W. of Greenwich, also as recorded in the act of August 3rd relating to these marks ; and in the confluence of the River San Miguel, mark No. 6, lat. $00^{\circ} 08' 06''.7$ N. and long. $75^{\circ} 51' 22''.8$ W. of Greenwich, and mark No. 7, lat. $00^{\circ} 08' 00''.4$ N. and long. $75^{\circ} 51' 31''.1$ W. of Greenwich, as recorded in the act of August 17, relating to these marks, all of which acts were drawn up in the present year.

pose, en date du 17 août. Tous ces procès-verbaux ont été rédigés pendant l'année en cours.

Les deux Commissions, ayant confronté les coordonnées géographiques établies par chacune d'elles, les moyennes ont été établies, et la Commission mixte a adopté les valeurs suivantes comme définitives : confluent de la rivière Atacuari et du Brazo Tigre : latitude $03^{\circ} 47' 41''.5$, longitude $70^{\circ} 42' 49''.91$; Nueva Republica : latitude $03^{\circ} 50' 12''.28$, longitude $70^{\circ} 37' 21''.39$; embouchure de la rivière Hamaca-Yacu : latitude $03^{\circ} 48' 28''.05$, longitude $70^{\circ} 18' 39''.64$; Caballo Cocha : latitude $03^{\circ} 54' 17''.76$, longitude $70^{\circ} 31' 14''.31$; embouchure Quebrada Leticia : latitude $04^{\circ} 13' 21''.6$, longitude $69^{\circ} 56' 42''.00$; embouchure Quebrada San Antonio : latitude $04^{\circ} 14' 32''.47$, longitude $69^{\circ} 56' 56''.80$; Puerto América : longitude $67^{\circ} 54' 06''.00$; Guayabal : latitude $03^{\circ} 07' 26''.3$, longitude $68^{\circ} 02' 46''.50$; San Pedro : latitude $03^{\circ} 02' 31''.3$, longitude $68^{\circ} 54' 25''.50$; Espiritu Santo : latitude $02^{\circ} 57' 23''.1$, longitude $69^{\circ} 07' 27''.00$; Tarapaca embouchure de la rivière Cotuhé : latitude $02^{\circ} 53' 10''.45$, longitude $69^{\circ} 44' 25''.50$; Santa Clara : latitude $02^{\circ} 43' 48''.9$, longitude $69^{\circ} 43' 54''.0$; Puerto Socorro : latitude $02^{\circ} 46' 56''.14$, longitude $70^{\circ} 04' 03''.26$; Puerto Gaudencio : latitude $02^{\circ} 30' 55''.9$, longitude $70^{\circ} 18' 12''.00$; Tacna : latitude $02^{\circ} 24' 03''.3$, longitude $70^{\circ} 37' 28''.50$; Puerto Alfonso : latitude $02^{\circ} 12' 02''.2$, longitude $71^{\circ} 00' 12''.00$; San Salvador : latitude $02^{\circ} 24' 20''.2$, longitude $71^{\circ} 19' 30''.00$; Bufeo : latitude $02^{\circ} 20' 17''.9$, longitude $71^{\circ} 30' 51''.00$; Arica, embouchure de la rivière Igaraparana : latitude $02^{\circ} 09' 07''.9$, longitude $71^{\circ} 45' 06''.00$; Buri-buri : latitude $02^{\circ} 20' 02''.0$, longitude $72^{\circ} 03' 27''.00$; La Esperanza : latitude $02^{\circ} 24' 31''.6$, longitude $72^{\circ} 32' 00''.00$; San Cristobal : latitude $02^{\circ} 18' 38''.9$, longitude $73^{\circ} 01' 52''.50$; embouchure de la rivière Eré : latitude $02^{\circ} 12' 14''.8$, longitude $73^{\circ} 10' 30''.00$; embouchure de la rivière Caraparana : latitude $01^{\circ} 44' 44''.5$, longitude $73^{\circ} 13' 00''.00$; El Encanto : latitude $01^{\circ} 37' 36''.25$; longitude $73^{\circ} 13' 36''.00$; rivière Campuya : latitude $01^{\circ} 42' 56''.6$, longitude $73^{\circ} 29' 33''.0$; Argelia : latitude $01^{\circ} 25' 26''.0$, longitude $73^{\circ} 35' 07''.50$; Yabuyanós ou Feresilla : latitude $01^{\circ} 13' 03''.0$, longitude $73^{\circ} 52' 21''.00$; Yuvinetó : latitude $01^{\circ} 00' 43''.1$, longitude $74^{\circ} 13' 24''.00$; El Refugio : latitude $00^{\circ} 33' 42''.8$, longitude $74^{\circ} 23' 10''.05$; Caucaya : latitude $00^{\circ} 12' 00''.9$, longitude $74^{\circ} 46' 54''.00$; Güepi : latitude $00^{\circ} 06' 58''.4$, longitude $75^{\circ} 15' 05''.60$.

Each Commission having stated the geographical coordinates determined by it, the respective points were fixed, and the mixed Commission adopted the following indications as final : confluence of the River Atacuari with the Tigre Arm : lat. $03^{\circ} 47' 41''.5$ and long. $70^{\circ} 42' 49''.91$ — Nueva Republica : lat. $03^{\circ} 50' 12''.28$ and long. $70^{\circ} 37' 21''.39$ — mouth of the river Hamaca-Yacú : lat. $03^{\circ} 48' 28''.05$ and long. $70^{\circ} 18' 39''.64$ — Caballo Cocha : lat. $03^{\circ} 54' 17''.76$ and long. $70^{\circ} 31' 14''.31$ — opening of Leticia Pass : lat. $04^{\circ} 13' 21''.6$ and long. $69^{\circ} 56' 42''.00$ — opening of San Antonio Pass : lat. $04^{\circ} 14' 32''.47$ and long. $69^{\circ} 56' 56''.80$ — Puerto América : long. $67^{\circ} 54' 06''.00$. — Guayabal : lat. $03^{\circ} 07' 26''.3$ and long. $68^{\circ} 02' 46''.50$ — San Pedro : lat. $03^{\circ} 02' 31''.3$ and long. $68^{\circ} 54' 25''.50$ — Espiritu Santo : lat. $02^{\circ} 57' 23''.1$ and long. $69^{\circ} 07' 27''.00$ — Tarapaca mouth of the river Cotuhé : lat. $02^{\circ} 53' 10''.50$ — Santa Clara : lat. $02^{\circ} 43' 48''.9$ and long. $69^{\circ} 43' 54''.0$ — Puerto Socorro : lat. $02^{\circ} 46' 56''.14$ and long. $70^{\circ} 04' 03''.26$ — Puerto Gaudencio : lat. $02^{\circ} 30' 55''.9$ and long. $70^{\circ} 18' 12''.00$ — Tacna : lat. $02^{\circ} 24' 03''.3$ and long. $70^{\circ} 37' 28''.50$ — Puerto Alfonso : lat. $02^{\circ} 12' 02''.2$ and long. $71^{\circ} 00' 12''.00$ — San Salvador : lat. $02^{\circ} 24' 20''.2$ and long. $71^{\circ} 19' 30''.00$ — Bufeo : lat. $02^{\circ} 20' 17''.9$ and long. $71^{\circ} 30' 51''.00$ — Arica-mouth of the river Igaraparana ; lat. $02^{\circ} 09' 07''.9$ and long. $71^{\circ} 45' 06''.00$ — Buri-buri : lat. $02^{\circ} 20' 02''.0$ and long. $72^{\circ} 03' 27''.00$ — La Esperanza : lat. $02^{\circ} 24' 31''.6$ and long. $72^{\circ} 32' 00''.00$ — San Cristóbal : lat. $02^{\circ} 18' 38''.9$ and long. $73^{\circ} 01' 52''.50$ — mouth of the river Eré : lat. $02^{\circ} 12' 14''.8$ and long. $73^{\circ} 10' 30''.00$ — mouth of the river Caraparana : lat. $01^{\circ} 44' 44''.5$ and long. $73^{\circ} 13' 00''.00$ — El Encanto : lat. $01^{\circ} 37' 36''.25$ and long. $73^{\circ} 13' 36''.00$ — Río Campuya : lat. $01^{\circ} 42' 56''.6$ and long. $73^{\circ} 29' 33''.0$ — Argelia : lat. $01^{\circ} 25' 26''.0$ and long. $73^{\circ} 35' 07''.50$ — Yabuyanós or Feresilla : lat. $01^{\circ} 13' 03''.0$ and long. $73^{\circ} 52' 21''.00$. — Yuvinetó : lat. $01^{\circ} 00' 43''.1$ and long. $74^{\circ} 13' 24''.00$ — El Refugio : lat. $00^{\circ} 33' 42''.8$ and long. $74^{\circ} 23' 10''.05$ — Caucaya : lat. $00^{\circ} 12' 00''.9$ and long. $74^{\circ} 46' 54''.00$ — Güepi : lat. $00^{\circ} 06' 58''.4$ and long. $75^{\circ} 15' 05''.60$.

Toutes les latitudes qui précèdent sont des latitudes sud et les longitudes sont des longitudes ouest du méridien de Greenwich.

La Commission mixte adopte les résolutions suivantes :

1^o La ligne Yaguas-Atacuari sera tracée de manière que les rivières Yaguas et Atacuari restent entièrement en territoire péruvien. A cet effet, la ligne partira, sur la rivière Atacuari, d'un lieu situé sur la rive gauche de cette rivière, au point où cette dernière se joint au cours d'eau nommé Brazo Tigre et, sur la rivière Yaguas, d'un point situé sur la rive droite de cette rivière près du confluent du Yaguas et du Putumayo. Si le tracé de la ligne Yaguas-Atacuari coupe en un point quelconque le cours des rivières Yaguas ou Atacuari, ce tracé devra être modifié de façon à permettre que le cours des deux rivières reste au Pérou et l'on adoptera pour frontière, dans le secteur où se sera produite cette intersection, soit la rive droite de la rivière Yaguas soit la rive gauche de l'Atacuari, selon le cas ;

2^o En aucun cas, les modifications possibles de la ligne dans un secteur quelconque ne changeront rien aux points extrêmes de cette ligne qui sont les points indiqués précédemment.

Enfin, il est décidé que la Commission mixte procédera, dans le plus bref délai possible, à la démarcation de la ligne susdite et y emploiera deux Sous-Commissions, dans les conditions suivantes : on ouvrira un chemin de deux mètres de large sur toute la longueur de la ligne et l'on placera une borne à chacun des points extrêmes, une autre à une distance de dix à douze kilomètres dans la direction de la ligne géodésique, ainsi que les bornes intermédiaires que les deux sous-commissions jugeront nécessaires. Si, au cours de l'exploration à laquelle il sera procédé le long de la ligne mentionnée, il est constaté que cette dernière coupe un ou plusieurs cours d'eau importants, des bornes seront placées à chacune de ces intersections.

Les diverses questions à traiter ayant été épuisées, il a été donné lecture du présent procès-verbal qui a été approuvé dans toutes ses parties et signé en double exemplaire par les membres présents des deux commissions.

(L.S.) (Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE,
Chef de la Commission
colombienne.

All the above latitudes are South, and all the longitudes are West of the Greenwich meridian.

The Mixed Commission adopted the following agreements :

1. The Yaguas-Atacuari line shall be so drawn that the entire course of the Rivers Yaguas and Atacuari remains in Peruvian territory. Accordingly, the line shall begin, on the River Atacuari, at a spot on the left bank of that river, at the point where the Atacuari unites with the watercourse known as the Tigre Arm, and on the River Yaguas, at a point on the right bank of that river near the confluence of the Yaguas with the Putumayo. Should it be found that the Yaguas-Atacuari line, as drawn, cuts the course of the River Yaguas or of the River Atacuari at any point, the line shall be so altered that the course of both rivers remains under Peruvian sovereignty, the boundary adopted, in the area in which such intersection occurs, being the right bank of the River Yaguas or the left bank of the Atacuari, as the case may be ; and

2. In no case shall any possible divergence of the line in any area alter the terminal points of that line, as indicated above.

Lastly, it was decided that the Mixed Commission should proceed as soon as possible, through two Sub-Commissions, to mark the above-mentioned line as follows : A path two metres wide shall be made along the whole length of the line, and a mark shall be placed at each of the terminal points, another at a distance of from ten to twelve kilometres in the direction of the geodetic line, and such intermediate marks, as the two Sub-Commissions may consider necessary. If, when determining the line, it is found that the line cuts any large watercourses, marks shall be erected at such points of intersection.

There being no other matter to be dealt with, the present Act was read, approved as a whole, and signed in duplicate by the members of each Commission present.

(L. S.) (Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
Chief of the Colombian
Commission.

(Signé) Gustavo TÉLLEZ. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Gustavo TÉLLEZ. <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Umberto BRUNO. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Umberto BRUNO. <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secretary.</i>
(L.S.) (Signé) Roberto LÓPEZ. <i>Chef de la Commission péru- vienne.</i>	(L.S.) (Signed) Roberto LÓPEZ. <i>Chief of the Peruvian Com- mission.</i>
(Signé) Manuel E. COSSIO. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Manuel E. COSSIO. <i>Assistant.</i>
(Signé) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Assistant.</i>
(Signé) Benjamín VEGA SEMINARIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) Benjamin VEGA SEMINARIO. <i>Attaché.</i>
(Signé) José V. TENORIO. <i>Auxiliaire adjoint.</i>	(Signed) José V. TENORIO. <i>Deputy Assistant.</i>
(Signé) Ontéré R. BARBA. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Ontéré R. BARBA. <i>Secretary.</i>

Nous déclarons que les coordonnées géographiques correspondant au confluent du Boia-Uassú et de l'Amazone ayant été omises dans la liste des coordonnées géographiques, la Commission mixte, réparant cette omission, a adopté les valeurs suivantes : 03° 50' 35".21 de latitude sud et 70° 34' 38".77 de longitude ouest de Greenwich.

Date ut supra.

(Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE.
*Chef de la Commission co-
lombienne.*

(Signé) Roberto LÓPEZ.
*Chef de la Commission péru-
vienne.*

(Deux sceaux.)

J'adhère à tous les points contenus dans le présent procès-verbal.

IQUITOS, le 13 novembre 1929.

(Signé) Bernardo DIANDERAS.
L'adjoint technique.

We, the undersigned, declare that, having omitted to include in the list of geographical coordinates those for the confluence of the Boia-Uassú with the Amazon, the Mixed Commission, rectifying this omission, adopted the following indications : lat. 03° 50' 35".21 S. and long. 70° 34' 38".77 W. of Greenwich.

Date as above.

(Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
*Chief of the Colombian Com-
mission.*

(Signed) Roberto LÓPEZ.
*Chief of the Peruvian Com-
mission.*

(Two Seals.)

I approve all the points contained in the present Act.

IQUITOS, November 13, 1929.

(Signed) Bernardo DIANDERAS.
Technical Assistant.

NUMÉRO 6.

NUMBER 6.

PROCÈS-VERBAL DE CLOTURE DE LA COMMISSION MIXTE.

FINAL ACT OF THE MIXED COMMISSION

(Présidence de M. le D^r Daniel Ortega Ricaurte.)

(President : Doctor Don Daniel Ortega Ricaurte)

Dans la ville d'Iquitos, siège de la Commission Mixte, le quatorze mars mil neuf cent trente, Son Excellence le D^r Miguel ABADÍA MÉNDEZ étant président de la République de Colombie et Son Excellence M. Augusto B. LEGUÍA étant président de la République du Pérou, les ingénieurs Daniel ORTEGA RICAURTE, chef, Gustavo TÉLLEZ et Umberto BRUNO, adjoints, et le D^r Segundo A. SANCHEZ U., secrétaire, au nom de LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; le colonel Roberto LÓPEZ, chef, le capitaine Manuel COSSIO et les capitaines du génie Bernardo DIANDERAS SEGURA et Francisco CEBREROS PÉREZ, adjoints techniques ; les lieutenants Benjamín Vega SEMINARIO et José Victor TENORIO, Auxiliaires et Ontéré R. BARBA, Secrétaire, au nom de la RÉPUBLIQUE DU PÉROU, réunis en conférence en vue de procéder à la clôture des travaux qui leur avaient été confiés par leurs pays respectifs en exécution du traité du 24 mars 1922, sont convenus de ce qui suit :

In the city of Iquitos, seat of the Mixed Commission, on March the fourteenth, one thousand nine hundred and thirty, during the Presidency, in the Republic of Colombia, of His Excellency Doctor Don Miguel Abadía MÉNDEZ, and in the Republic of Peru, of His Excellency Don Augusto B. LEGUÍA, there met in conference, on behalf of THE REPUBLIC OF COLOMBIA, the following engineers : Don Daniel ORTEGA RICAURTE, Chief, Don Gustavo TÉLLEZ and Don Umberto BRUNO, Assistants, and Doctor Don Segundo A. SANCHEZ U., Secretary, and on behalf of THE REPUBLIC OF PERU : Colonel Don Roberto LÓPEZ, Chief, Captain Don Manuel COSSIO, Engineer Captain Don Bernardo DIANDERAS SEGURA and Engineer Captain Don Francisco CEBREROS PÉREZ, Technical Assistants ; Lieutenant Don Benjamín VEGA SEMINARIO and Lieutenant Don José Victor TENORIO, Attachés, and Don Ontéré R. BARBA, Secretary, in order to bring to a conclusion the work which, in virtue of the Treaty of March 24, 1922, was entrusted to them by their respective countries, and agreed :

Sont approuvées les bornes placées, par les sous-commissions mixtes désignées à cet effet, sur la ligne de frontière Yaguas-Atacuari, bornes dont la pose a donné lieu entre les groupes constituant la commission de démarcation, à un désaccord qui a fait l'objet du procès-verbal N^o 3 en date du 6 février 1929, et qui, conformément aux dispositions de l'article 4 du traité de frontières, a été résolu par les chancelleries des deux pays, qui ont signé le 9 octobre de la même année un accord dont les dispositions ont été appliquées par la Commission mixte de démarcation, ainsi qu'il ressort du procès-verbal N^o 4 en date du 11 novembre de l'année susmentionnée.

To approve the marks erected on the Yaguas-Atacuari frontier-line by the Mixed Sub-Commissions appointed for the purpose, the fixing of which caused the disagreement between the delegations forming the Boundary Commission recorded in Act No. 3 of February 6, 1929, and which was settled, in accordance with Article 4 of the Boundary Treaty, by the respective Chancelleries in the Agreement of October 9 of that year, carried out by the Mixed Boundary Commission in the manner recorded in Act No. 4 of November 11th of the above-mentioned year.

Les bornes visées au paragraphe précédent portent les numéros 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ; la première est placée sur la rive droite de la rivière Yaguas sur la hauteur la plus rapprochée du confluent de cette dernière et du Putumayo ; cette borne, conformément à l'accord susmentionné des chancelleries, marque le point de départ, sur le Putumayo, de la ligne Yaguas-

The marks referred to in the foregoing paragraph are numbered 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 ; the first is situated on the right bank of the River Yaguas, on the high ground nearest to the confluence of that river with the Putumayo ; it indicates, in accordance with the aforementioned Agreement between the Chancelleries, the terminal point of the Yaguas-

Atacuari, et ses coordonnées géographiques sont les suivantes : $02^{\circ} 45' 39''.2$ de latitude sud et $70^{\circ} 03' 23''.5$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 9 se trouve à 4413 mètres de la précédente sur la rive droite du Yaguas, ses coordonnées géographiques sont : $02^{\circ} 47' 40''.2$ de latitude sud et $70^{\circ} 04' 40''.4$ de longitude ouest de Greenwich et elle indique l'endroit où la ligne géodésique afférente à la rivière Atacuari se sépare nettement du cours de la rivière Yaguas ; en conséquence, la partie de la rivière que rencontre ladite ligne de frontière est remplacée par la rive droite de la rivière, opération grâce à laquelle le cours du Yaguas reste entièrement en territoire péruvien conformément à l'accord des chancelleries en date du 9 octobre ; les coordonnées géographiques de la borne N^o 10 sont $02^{\circ} 50' 31''.5$ de latitude sud et $70^{\circ} 06' 29''.3$ de longitude ouest de Greenwich, elle se trouve à une distance de 6243 mètres de la borne précédente et placée en ligne droite dans la direction de l'Atacuari ; la borne N^o 11 se trouve au point où commencent les terrains marécageux ou « aguajales » qui forment les pentes aboutissant à la rivière Loretoyacú, elle se trouve à une distance de 9470 mètres 32 du confluent de l'Atacuari et du Brazo Tigre de l'Amazone et marque un point de la ligne géodésique dont les coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 43' 16''.6$ de latitude sud et $70^{\circ} 40' 03''.1$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 12, qui marque l'intersection avec la rivière Boia-uassú, se trouve sur le plan de la ligne géodésique à une distance de 8404 mètres de l'embouchure de l'Atacuari et ses coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 43' 45''.8$ de latitude sud et $70^{\circ} 40' 21''.7$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 13 se trouve à une distance de 504 mètres 3 du bord de l'Atacuari, elle indique également un point de la ligne géodésique et ses coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 47' 22''.5$ de latitude sud et $70^{\circ} 42' 39''.7$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 14, qui indique sur la rivière Atacuari le point de départ de la ligne géodésique, tel qu'il a été fixé par les chancelleries, a les coordonnées géographiques suivantes : $03^{\circ} 47' 35''.6$ de latitude sud et $70^{\circ} 42' 48''.1$ de longitude ouest de Greenwich ; il se trouve à une distance de 25 mètres du point de réunion des eaux de l'Atacuari et du cours du Brazo Tigre. La position géographique exacte de la ligne géodésique, quand on part de l'extrémité nord en venant du Yaguas, dans la direction de l'Atacuari, est $32^{\circ} 34' 14''.0$ S.-O. et, si l'on

Atacuari line in the Putumayo, its geographical coordinates being lat. $02^{\circ} 45' 39''.2$ S. and long. $70^{\circ} 03' 23''.5$ W. of Greenwich ; mark No. 9 is at a distance of 4,413 m.o. from the one last mentioned, is on the right bank of the Yaguas, its geographical coordinates being lat. $02^{\circ} 47' 40''.2$ S. and long. $70^{\circ} 04' 40''.4$ W. of Greenwich, and indicates the spot at which the geodetic line to the River Atacuari definitely leaves the course of the River Yaguas ; the right bank of the river being consequently substituted as boundary for the part of the river intersected by the said frontier-line, thus fulfilling the condition that the entire course of the Yaguas shall remain in Peruvian territory, as laid down in the agreement of October 9th between the Chancelleries ; the geographical coordinates of mark No. 10 are lat. $02^{\circ} 50' 31''.5$ S. and long. $70^{\circ} 06' 29''.3$ W. of Greenwich, the mark being at a distance of 6,243 m.o. on the direct line to the Atacuari from the one last mentioned ; mark No. 11 is at the beginning of the marshes or swamps constituting the source of the River Loretoyacú, is at a distance of 9,470 m. 32 from the confluence of the Atacuari with the Tigre Arm of the Amazon, and indicates a point on the geodetic line, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 43' 16''.6$ S. and long. $70^{\circ} 40' 03''.1$ W. of Greenwich ; mark No. 12 indicates the intersection with the River Boia-uassú, and is erected on the geodetic line at a distance of 8,404 m. 0 from the confluence of the Atacuari, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 43' 45''.8$ S. and long. $70^{\circ} 40' 21''.7$ W. of Greenwich ; mark No. 13 is at a distance of 504 m. 3 from the bank of the Atacuari, and also indicates a point on the geodetic line, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 47' 22''.5$ S. and long. $70^{\circ} 42' 39''.7$ W. of Greenwich ; mark No. 14 indicates the terminal point of the geodetic line in the River Atacuari, as fixed by the Chancelleries, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 47' 35''.6$ S. and long. $70^{\circ} 42' 48''.1$ W. of Greenwich, and is at a distance of 25 m. 0 from the point at which the waters of the Atacuari unite with these of the Tigre Arm. The true bearing of the geodetic line, starting from its northern end in the direction Yaguas-Atacuari, is $32^{\circ} 34' 14''.0$ S. W. and, starting from its southern end in the direction Atacuari-Yaguas $32^{\circ} 36' 29''.2$ N.E.

part de l'extrémité sud, en venant de l'Atacuari, dans la direction du Yaguas, elle est située à 32° 36' 29".2 N.-E.

Le description de ces bornes et les dates auxquelles elles ont été placées se trouvent dans les procès-verbaux de pose, signés par les membres des sous-commissions mixtes qui ont procédé aux opérations.

Il est également convenu que la délimitation intégrale de la frontière serait définie comme suit : à partir du point où le méridien passant par l'embouchure du Cuhimbé ou Coembí coupe la rivière San Miguel, la frontière remonte, sur une longueur de 15.213 mètres, jusqu'à ladite embouchure, en suivant la direction du méridien ; elle suit le lit de la rivière Putumayo, en aval, jusqu'à un point situé sur la rive droite de cette rivière, près de l'embouchure de la rivière Yaguas, sur une longueur de 1.455 kilomètres 600 mètres ; la frontière continue dans la direction de la ligne géodésique jusqu'au point où elle coupe la rivière Yaguas à une distance de 1.100 mètres de la borne N° 8, puis, le long de la rive droite de ladite rivière, elle s'étend sur une longueur de 3.600 mètres, jusqu'à la borne N° 9, et suit en ligne droite jusqu'au confluent de l'Atacuari et du Brazo Tigre de l'Amazone, sur une longueur de 131 kilomètres 076 mètres 8. Elle continue le long du thalweg du Brazo Tigre et de l'Amazone, sur une longueur de 115 kilomètres 800 mètres, jusqu'au point de départ de la ligne Apaporis-Tabatinga, situé dans le ravin San Antonio, conformément au Traité de frontière conclu entre le Pérou et le Brésil le 23 octobre 1851. La frontière ainsi décrite s'étend sur une longueur totale de 1722 kilomètres 384 mètres 8, et elle est marquée par quatorze bornes placées à titre définitif et décrites dans les procès-verbaux de pose respectifs.

Les travaux topographiques complémentaires motivés par les opérations de démarcation et portant sur des points qui ne font pas partie de la frontière sont les suivants : sur le fleuve des Amazones, 37 km. 200 ; sur le Brazo Tigre, 8 km. 300 ; sur la rivière Atacuari 91 km. 300 m. ; sur le Boia-uassú 14 km. 500 ; sur l'Hamaca-Yacu, 10 km. ; sur le Putumayo, depuis son embouchure jusqu'au confluent avec le Yaguas, 434 km. 900 ; et sur la même rivière, depuis l'embouchure du Cuhimbé jusqu'à Puerto Asís, 37 km. ; sur la rivière Cotuhé, 26 km. 100 ; sur la rivière Yaguas, 50 km. 800 ; sur la rivière Algogón, 12 km. ; sur la rivière Eré 5 km. 500 ; sur l'Igaraparaná, 9 km. 200 ; sur

The description of these marks and the dates on which they were erected are recorded in the acts relating to them, signed by the members of the Mixed Sub-Commissions who took part in their erection.

It was further agreed to define the entire frontier as follows : From the point at which the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembí cuts the River San Miguel, continuing along the meridian to the said confluence, for a distance of 15.213 m. 0 ; thence along the bed of the River Putumayo downstream, to a point on the right bank of that river near the confluence of the River Yaguas, for a distance of 1,455 Km. 600 m. 0 ; continuing along the geodetic line to the point where that line intersects the River Yaguas at a distance of 1,100 m. 0 from mark No. 8, then along the right bank of that river to mark number 9, for a distance of 3,600 m. 0, and thence in a straight line to the confluence of the River Atacuari with the Tigre Arm of the Amazon, for a distance of 131 km. 076 m. 8 ; continuing along the *thalweg* of the Tigre Arm and the Amazon for a distance of 115 km. 880 m. 0 to the terminal point of the Apaporis-Tabatinga line, situated in the Pass of San Antonio, in accordance with the Boundary Treaty between Peru and Brazil of October 23, 1851. The entire frontier described is 1,722 km. 384 m. 8 in length, and is indicated by fourteen fixed marks which are specified in the acts relating to it.

The additional topographical work carried out for the purposes of the demarcation, which does not correspond to the actual frontier, was as follows ; on the River Amazon, 37 km. 200 m. 0 ; on the Tigre Arm, 8 km. 300 m. 0 ; on the River Atacuari, 91 km. 300 m. 0 ; on the Boia-uassú, 14 km. 500 m. 0 ; on the Hamaca-Yacu, 10 km. 000 m. 0 ; on the Putumayo, from the mouth of that river to the confluence of the Yaguas, 434 km. 900 m. 0, and also on the Putumayo, from the confluence of the Cuhimbé to Puerto Asís, 37 km. 000 m. 0 ; on the River Cotuhé, 26 km. 100 m. 0 ; on the River Yaguas, 50 km. 800 m. 0 ; on the River Algogón, 12 km. 000 m. 0 ; on the River Eré, 5 km. 500 m. 0 ;

le Caraparaná, 29 km. ; sur le Campuya, 5 km. ; et sur le San Miguel, 91 km. 800, soit au total 862 km. 600 de levées de plans complémentaires lesquels, ajoutés à la longueur de la ligne frontière, donnent un total général de 2584 km. 989 m. 8 dûment vérifiés d'après les documents et plans qui ont été échangés, ainsi qu'il ressort du procès-verbal N° 5 de la Conférence de la Commission mixte en date du 12 mars.

Le Chef de la Commission colombienne, en son nom et au nom de tous ses collaborateurs, exprime, dans le présent procès-verbal, sa profonde et sincère gratitude envers les autorités suprêmes du Pérou et du Département de Loreto pour les marques d'attention dont ils ont été l'objet au cours de leur séjour dans ce pays.

Le Chef de la Commission péruvienne, de son côté, tient à remercier, au nom de son Gouvernement, dans le présent procès-verbal, le Chef et les autres membres de la Commission colombienne pour les paroles de reconnaissance adressées aux autorités supérieures et à celles du Département de Loreto.

Les Chefs des deux Commissions déclarent qu'en dépit du différend qui s'est élevé au sujet des opérations dont ils étaient chargés, différend dont il est question au procès-verbal N° 3 du 6 février 1929, et malgré les conditions défavorables de temps et de lieu dans lesquelles ont commencé les travaux dont l'exécution a coïncidé avec la période des pluies abondantes dans la région, les opérations n'ont jamais été interrompues de ce fait ; ils se félicitent mutuellement du résultat de la mission qui leur a été confiée par leurs gouvernements respectifs, résultats obtenus en grande partie grâce à l'enthousiasme, à la décision et à l'amour du travail dont n'ont cessé de faire preuve les membres du personnel de la Commission mixte de démarcation des frontières ; ils se plaisent à rendre hommage à l'abnégation et au patriotisme qui ont présidé à la campagne des travaux de démarcation qui prend fin à la date de ce jour.

Il a été donné lecture du présent procès-verbal qui a été approuvé par les membres présents de la Commission mixte et signé en double exemplaire pour être valable en tout temps.

(L. S.) (Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE.
Chef de la Commission colombienne.

on the Igaraparaná, 9 km. 200 m. 0 ; on the Caraparaná, 29 km. 000 m. 0 ; on the Campuya, 5 km. 000 m. 0 ; and on the San Miguel, 91 km. 800 m. 0 ; making a total of 862 km. 600 m. 0 of additional topographical work, which total, added to the length of the frontier-line, makes a grand total of 2,584 km. 989 m. 8, verified by the documents and maps exchanged, as stated in Act No 5 of the meeting of the Mixed Commission on March 12.

The Chief of the Colombian Commission, in his own name and on behalf of all his colleagues, places on record in the present Act their deep and sincere gratitude to the high authorities of Peru and of the Department of Loreto for the kind attentions they have received during their pleasant stay in that country.

The Chief of the Peruvian Commission also records herein that, on behalf of his Government, he returns to the Chief and the other members of the Colombian Commission the expressions of gratitude bestowed upon the high authorities of Peru and of the Department of Loreto.

The Chiefs of both Commissions declare that, notwithstanding the disagreement that arose with regard to the operations to be undertaken by them, as recorded in Act No. 3 of February 6, 1929, and the unsuitable conditions of place and time under which the work began (during the period of heavy regional rainfall), these circumstances at no time caused any interruption in the work described ; and they congratulate each other on their success in carrying out the task entrusted to them by their respective Governments, largely thanks to the enthusiasm, decision and diligence displayed throughout by the personnel of the Mixed Boundary Commission — facts which they are glad to place on record as a well-deserved tribute to the self-sacrifice and patriotism shown in the demarcation operations which are concluded this day.

The present Act having been read and received the assent of the members of the Mixed Commission present, those members approved it and have signed it in duplicate, that it may endure perpetually.

(L. S.) (Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
Chief of the Colombian Commission.

(Signé) Gustavo TÉLLEZ. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Gustavo TÉLLEZ, <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Umberto BRUNO. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Umberto BRUNO, <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Segundo A. SÁNCHEZ U. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secretary.</i>
(L.S.) (Signé) Roberto LÓPEZ. <i>Chef de la Commission péru- vienne.</i>	(L.S.) (Signed) Roberto LÓPEZ, <i>Chief of the Peruvian Com- mission.</i>
(Signé) Manuel E. COSSIO. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Manuel E. COSSIO, <i>Assistant.</i>
(Signé) Bernardo DIANDERAS. <i>Adjoint technique.</i>	(Signed) Bernardo DIANDERAS, <i>Technical Assistant.</i>
(Signé) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Adjoint technique.</i>	(Signed) Francisco J. CEBREROS PÉREZ, <i>Technical Assistant.</i>
(Signé) Benjamín VEGA SEMINARIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) Benjamín VEGA SEMINARIO, <i>Attaché.</i>
(Signé) José V. TENORIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) José V. TENORIO, <i>Attaché.</i>
(Signé) Ontéré R. BARBA. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Ontéré R. BARBA, <i>Secretary.</i>

N^o 1743. — CONVENTION¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 juillet 1930.

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; et vol. XCII, page 403, de ce recueil.

No. 1743. — UNION CONVENTION¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 25, 1930.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE OF MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; and Vol. XCII, page 403, of this Series.

N^o 1744. — ARRANGEMENT ¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 juillet 1930.

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1744. — AGREEMENT ¹ OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 25, 1930.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE of MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

N^o 1745. — ARRANGEMENT ² DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 juillet 1930.

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1745. — AGREEMENT ² CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 25, 1930.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE of MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; et vol. XCII, page 403, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; et vol. XCII, page 404, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; and Vol. XCII, page 403, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 327 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; and Vol. XCII, page 404, of this Series.

N^o 1746. — ARRANGEMENT¹ DE LA HAYE DU 6 NOVEMBRE 1925, CONCERNANT LE DÉPÔT INTERNATIONAL DES DESIGNS OU MODÈLES INDUSTRIELS.

ADHÉSIONS

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1746. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925, CONCERNING THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF INDUSTRIAL DESIGNS OR MODELS.

ACCESSIONS.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE OF MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

N^o 1778. — CONVENTION INTERNATIONALE² CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A BERNE, LE 23 OCTOBRE 1924.

ADHÉSION

Adhésion de la TURQUIE, effective à partir du 3 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 11 juin 1930.

No. 1778. — INTERNATIONAL CONVENTION² CONCERNING THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL AND PROTOCOL. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 23, 1924.

ACCESSION.

Accession of TURKEY, effective as from July 3, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 11, 1930.

N^o 1779. — CONVENTION INTERNATIONALE³ CONCERNANT LE TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES BAGAGES PAR CHEMINS DE FER. SIGNÉE A BERNE, LE 23 OCTOBRE 1924.

ADHÉSION

Adhésion de la TURQUIE, effective à partir du 3 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 11 juin 1930.

No. 1779. — INTERNATIONAL CONVENTION³ CONCERNING THE TRANSPORT OF PASSENGERS AND BAGGAGE BY RAIL. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 23, 1924.

ACCESSION

Accession of TURKEY, effective as from July 3, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 11, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; et vol. LXXXVIII, page 368, de ce recueil.

² Vol. LXXVII, page 367, de ce recueil.

³ Vol. LXXVIII, page 17, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; and Vol. LXXXVIII, page 368, of this Series.

² Vol. LXXVII, page 367, of this Series.

³ Vol. LXXVIII, page 17, of this Series.

N^o 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

RATIFICATIONS.

HONGRIE 27 août 1930.
URUGUAY II septembre 1930.

ADHÉSION.

(Convention et Protocole y relatif).
ESTONIE 30 août 1930.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹ ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATIONS.

HUNGARY August 27, 1930.
URUGUAY September 11, 1930.

ACCESSION.

(Convention and Protocol relating thereto).
ESTONIA August 30, 1930.

N^o 1905. — CONVENTION² RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 25 NOVEMBRE 1927.

ADHÉSIONS

TERRE-NEUVE 1^{er} juillet 1930.
RHODÉSIE DU SUD 1^{er} juillet 1930.

RATIFICATION

GUATÉMALA 8 août 1930

No. 1905. — INTERNATIONAL RADIO-TELEGRAPH CONVENTION². SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 25, 1927.

ACCESSIONS.

NEWFOUNDLAND July 1st, 1930.
SOUTHERN RHODESIA July 1st, 1930.

RATIFICATION.

GUATEMALA August 8, 1930.

N^o 1967. — ARRANGEMENT³ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 22 DÉCEMBRE 1928, A STOCKHOLM, LE 14 JANVIER ET A COPENHAGUE, LE 16 JANVIER 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations, le 8 juillet 1930.

No. 1967. — AGREEMENT³ CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND FINLAND, SIGNED AT HELSINGFORS, DECEMBER 22, 1928, AT STOCKHOLM, JANUARY 14, AND AT COPENHAGEN, JANUARY 16, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 8, 1930.

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; et vol. XCVI, page 204, de ce recueil.

² Vol. LXXXIV, page 97; vol. XCII, page 412; et vol. XCVI, page 205, de ce recueil.

³ Vol. LXXXVII, page 155, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; and Vol. XCVI, page 204, of this Series.

² Vol. LXXXIV, page 97; Vol. XCII, page 412; and Vol. XCVI, page 205, of this Series.

³ Vol. LXXXVII, page 155, of this Series.

N^o 1975. — TRAITÉ ¹ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, SIGNÉ A NANKIN, LE 22 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 1975. — PRELIMINARY TREATY ¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE REPUBLIC OF CHINA, SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 22, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 1983. — TRAITÉ ² DOUANIER ENTRE LA CHINE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A SHANGHAI, LE 12 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 1983. — CUSTOMS TREATY ² BETWEEN CHINA AND NORWAY, SIGNED AT SHANGHAI, NOVEMBER 12, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2029. — CONVENTION ³ DE COMMERCE ENTRE L'ESTONIE ET LA FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 15 MARS 1929.

PROTOCOLE ⁴ PORTANT CERTAINES MODIFICATIONS AUX DISPOSITIONS TARIFAIRES DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A TALLINN, LE 11 JUILLET 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 28 juillet 1930.

No. 2029. — COMMERCIAL AGREEMENT ³ BETWEEN ESTONIA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, MARCH 15, 1929.

PROTOCOL ⁴ MODIFYING CERTAIN TARIFF PROVISIONS OF THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT TALLINN, JULY 11, 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, July 28, 1930.

¹ Vol. LXXXVII, page 287, de ce recueil.

² Vol. LXXXVII, page 381, de ce recueil.

³ Vol. LXXXIX, page 381, de ce recueil.

⁴ Entré en vigueur le 20 juillet 1930.

¹ Vol. LXXXVII, page 287, of this Series.

² Vol. LXXXVII, page 381, of this Series.

³ Vol. LXXXIX, page 381, of this Series.

⁴ Came into force July 20, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, représentés par :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ; et

M. Henry COSME, chargé d'Affaires de France,

Sont tombés d'accord sur les points suivants :

1^o Le régime tarifaire des fécules de pommes de terre, tel qu'il est fixé à la liste B de la Convention commerciale franco-estonienne du 15 mars 1929 (poste ex 319) est abrogé ;

2^o Le régime tarifaire des véhicules de toutes sortes, tel qu'il est fixé à la liste A de la convention commerciale susindiquée (poste ex 173) est abrogé ;

3^o Le présent protocole, qui fera partie intégrante de la Convention commerciale franco-estonienne du 15 mars 1929 sera ratifié. Il entrera en vigueur cinq jours après que l'approbation par le Parlement estonien aura été notifiée au Gouvernement français.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Tallinn, en double expédition, le 11. juillet 1930.

J. LATTIK.

Henry COSME.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being represented by :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs, and

M. Henry COSME, French Chargé d'Affaires

Have agreed as follows :

(1) The tariff duty on potato fecula, as stipulated in list B of the Franco-Estonian Commercial Convention of March 15, 1929, (No. ex 319), shall be abolished;

(2) The tariff duty on vehicles of all kinds, as stipulated in list A of the afore-said Commercial Convention (No. ex 173), shall be abolished ;

(3) The present Protocol, which shall form an integral part of the Franco-Estonian Commercial Convention of March 15, 1929, shall be ratified. It shall come into force five days after notification to the French Government of the approval of the Estonian Parliament.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Tallinn in duplicate, July 11, 1930.

J. LATTIK.

Henry COSME.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2044. — CONVENTION¹ BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

N^o 2044. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES OF THE ABOVE CONVENTION. BERLIN, MARCH 14 AND 31, 1930.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A CERTAINES COLONIES ET CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES. BERLIN, LES 14 ET 31 MARS 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 99.
185/II/30.

BERLIN, *March* 14, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Anglo-German Civil Procedure Convention of the 20th March, 1928, the extension of the operation of that convention to the British Colonies and Protectorates etc. named in the accompanying schedule. Particulars have been inserted in the latter as to the local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request are to be transmitted and the language to be used in communications and translations, as required by Article 17 (b) of the Convention

2. In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will

¹ Vol. XC, page 287 ; et vol. XCII, page 413, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE D'ANGLETERRE.

N^o 99
185/II/30.

BERLIN, *le 14 mars* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention anglo-allemande du 20 mars 1928 concernant la procédure civile, que les effets de ladite convention sont étendus aux colonies, protectorats, etc. britanniques, qui figurent au tableau ci-joint. Comme le prescrit l'article 17 b) de la convention, ce tableau contient l'indication de l'autorité locale à laquelle les actes judiciaires et extra-judiciaires et les commissions rogatoires devront être transmis, ainsi que de la langue qui devra être utilisée dans les communications et les traductions.

2. Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension présentement notifiée

¹ Vol. XC, page 287 ; and Vol. XCII, page 413, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 14th April next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency
Dr. Curtius,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 14 avril prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Horace RUMBOLD.

Son Excellence
Docteur Curtius,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

SCHEDULE.

FURTHER LIST OF COLONIES, ETC., ADHERING TO THE ANGLO-GERMAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION.

Name	Language of Communication	Local Authority
Bermuda	English	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Nigeria	»	The Chief Justice, Lagos Nigeria.
Basutoland	»	The Registrar of the Court of Resident Commissioner, Maseru (Basutoland).
Bechuana-land Protectorate	»	The Registrar of the Supreme Court of the Bechuanaland Protectorate Mafeking, Cape Province.
Swaziland	»	The Registrar of the Special Court of Swaziland Mbabane, Swaziland.
<i>Western Pacific</i>	»	
British Solomon Islands Protectorate Gilbert and Ellice Islands	»	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.
Tonga (in case of a Tonga subject)			The British Resident and Consul at Tonga, Friendly Islands.

TABLEAU

NOUVELLE LISTE DE COLONIES, ETC. ADHÉRANT A LA CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE.

Désignation	Langue dans laquelle la communication doit être rédigée	Autorité locale
Bermudes	Anglais	Le Registrar de la Cour Suprême, Hamilton, Bermudes.
Nigeria	»	Le Chief Justice, Lagos, Nigeria.
Basutoland	»	Le Registrar de la Cour du Commissaire-Résident, Maseru (Basutoland).
Bechuana-land	»	Le Registrar de la Cour Suprême du Protectorat, Mafeking, Province du Cap.
Swaziland	»	Le Registrar de la Cour spéciale du Swaziland, Mbabane, Swaziland.
<i>Pacifique occidentale</i>	»	
Protectorat des Iles Salomon Iles Gilbert et Ellice	»	Le Registrar de la Cour du Haut Commissaire, Suva, Fidji.
Tonga (dans le cas d'un ressortissant de Tonga)			Le Résident et Consul britannique Tonga (Iles de l'Amitié).

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. Z. 777. I

BERLIN, den 31. März, 1930.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich den Empfang Ihres Schreibens vom 14 März d. J. — Nr. 99 (185/II/30) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 14. April 1930 auf die in der Anlage Ihres Schreibens aufgeführten Kolonien und Protektorate ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Kenntnis von dieser Anlage, worin die Behörden angegeben worden sind, an die gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen zu übermitteln sind.

Gemäss Artikel 17 *b* des genannten Abkommens treten seine Bestimmungen hinsichtlich der in der Anlage Ihres Schreibens vom 14. März 1930 aufgeführten Kolonien und Protektorate am 14. April 1930 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

SCHUBERT.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. Z. 777/I.

BERLIN, 31 mars 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 14 mars 1930, N° 99 (185/II/30).

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre aux colonies et protectorats mentionnés dans l'annexe à votre communication les effets de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à la date du 14 avril 1930. En outre, le Gouvernement allemand prend note de cette annexe où sont indiquées les autorités à qui les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les commissions rogatoires doivent être transmis.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

V. Z. 777/I.

BERLIN, March 31, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note, dated March 14, 1930, No. 99 (185/II/30).

The German Government notes that the Government of His Britannic Majesty is desirous of having the Anglo-German Civil Procedure Convention of March 20, 1928, extended with effect from April 14, 1930, to the Colonies and Protectorates mentioned in the schedule annexed to your Note. The German Government further notes that this schedule indicates the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request are to be transmitted.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention précitée, les dispositions de cet instrument entreront en vigueur le 14 avril 1930 en ce qui concerne les colonies et protectorats mentionnés dans l'annexe à votre communication du 14 mars 1930.

Je saisis également cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

SCHUBERT.

ECHANGE DE NOTES RELATIF À L'ADHÉSION DE HONG-KONG A LA CONVENTION DU 20 MARS 1928. BERLIN, LES 4 ET 23 JUILLET 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 8 septembre 1930.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 225.
(185/21/30).

BERLIN, *July 4, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with article 17 *(a)* of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of the 20th of March, 1928, the extension of the operation of that Convention to Hong Kong. The local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Hong Kong and the language to be used in communications and translations is English.

2. In accordance with article 17 *(b)* of the Convention, the extension now notified will

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

In accordance with Article 17 *(b)* of the aforesaid Convention the provisions of this instrument will come into force on April 14, 1930, in respect of the Colonies and Protectorates mentioned in the schedule annexed to your Note of March 14, 1930.

I would avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

SCHUBERT.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF HONG KONG TO THE CONVENTION OF MARCH 20, 1928. BERLIN, JULY 4 AND 23, 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 8, 1930.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

No 225.
(185/21/30).

BERLIN, *le 4 juillet 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 *(a)* de la Convention anglo-allemande du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, l'extension de l'application de cette convention à Hongkong. L'autorité locale à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est le « *Registrar* » de la Cour suprême de Hongkong, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites est l'anglais.

2. Conformément à l'article 17 *(b)* de la convention, l'extension qui fait l'objet de la

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 4th August next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency,
Dr. Curtius,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

présente notification entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 4 août prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Horace RUMBOLD.

A Son Excellence
le Dr. Curtius,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN W. 8. den 23. Juli 1930.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 4. Juli 1930 – Nr. 225 (185/21/30) – zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 4. August 1930 auf Hongkong ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner davon Vermerk, dass gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen dem Registrar des Obersten Gerichtshofs in Hongkong zu übermitteln und dass die Mitteilungen und Uebersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 b des Abkommens über den Rechtsverkehr von 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung von Hongkong mit dem 4. August 1930 in kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(u.) BÜLOW.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter
Sir Horace Rumbold.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Nr. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN, W. 8., le 23 juillet 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 225 (185/21/30), en date du 4 juillet 1930.

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre à Hongkong l'application de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928, concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à la date du 4 août 1930. En outre, le Gouvernement allemand prend note que les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, doivent être transmis au « Registrar » de la Cour suprême de Hongkong et que les communications et les traductions doivent être rédigées en langue anglaise.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention entreront en vigueur le 4 août 1930, en ce qui concerne Hongkong.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) BÜLOW.

A Son Excellence
Sir Horace Rumbold,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique.

¹ TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE

No. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN, W. 8., July 23, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication No. 225 (185/21/30) of July 4, 1930.

The German Government notes that His Britannic Majesty's Government desires the operation of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of March 20, 1928, to be extended to Hong Kong as from August 4th, 1930. It further notes that judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted to the Registrar of the Supreme Court of Hong Kong and that the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 *(b)* of the Convention, the provisions of the Convention will become applicable to Hong Kong on August 4, 1930.

I am, etc.

(Signed) BÜLOW.

His Excellency
Sir Horace Rumbold,
His Britannic Majesty's
Ambassador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2047. — TRAITÉ¹ ENTRE SA MAJESTÉ ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, CONCERNANT LE TARIF DOUANIER CHINOIS, ETC. SIGNÉ A NANKIN, LE 20 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

N^o 2047. — TREATY¹ BETWEEN HIS MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC RELATING TO THE CHINESE CUSTOMS TARIFF, ETC. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 20, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2057. — TRAITÉ² DE COMMERCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA CHINE. SIGNÉ A NANKIN, LE 17 AOUT 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2057. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN GERMANY AND CHINA. SIGNED AT NANKING, AUGUST 17, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2062. — TRAITÉ³ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LE ROYAUME DE DANEMARK. SIGNÉ A NANKIN, LE 12 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2062. — PRELIMINARY TREATY³ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF DENMARK. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 12, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2095. — TRAITÉ⁴ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LA CHINE ET LA FRANCE. SIGNÉ A NANKIN, LE 22 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2095. — TREATY⁴ REGULATING CUSTOMS RELATIONS BETWEEN FRANCE AND CHINA. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 22, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

¹ Vol. XC, page 337, de ce recueil.

² Vol. XCI, page 93, de ce recueil.

³ Vol. XCI, page 207, de ce recueil.

⁴ Vol. XCII, page 267, de ce recueil.

¹ Vol. XC, page 337, of this Series.

² Vol. XCI, page 93, of this Series.

³ Vol. XCI, page 207, of this Series.

⁴ Vol. XCII, page 267, of this Series.

N^o 2096. — CONVENTION ¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

No. 2096. — CONVENTION ¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

SIGNATURES

SIAM.

PORTUGAL.

1. Le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

2. Le Gouvernement portugais déclare qu'aux termes de l'article 10, la présente convention ne s'étend pas à ses colonies.

GRÈCE.

Le Gouvernement hellénique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

SUISSE.

BOLIVIE.

ADHÉSIONS

CONGO BELGE ET TERRITOIRE DE RUANDA-URUNDI	5 juin	1930.
--	--------	-------

RATIFICATIONS

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	2 juillet	1930.
AUTRICHE	18 juillet	1930.
ALLEMAGNE	1 ^{er} septembre	1930.
LUXEMBOURG	15 septembre	1930.
SUISSE	25 septembre	1930.

¹ Vol. XCII, page 301 ; et vol. XCVI, page 205, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

SIGNATURES.

SIAM.

PORTUGAL.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

1. The Portuguese Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

2. The Portuguese Government declares, in accordance with the terms of Article 10, that the present Convention does not include its colonies.

GREECE.

The Hellenic Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

SWITZERLAND.

BOLIVIA.

ACCESSIONS.

BELGIAN CONGO AND TERRITORY OF RU- ANDA-URUNDI ...	June 5,	1930.
--	---------	-------

RATIFICATIONS.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRE- LAND	July 2,	1930.
AUSTRIA	July 18,	1930.
GERMANY	September 1st	1930.
LUXEMBURG	September 15,	1930.
SWITZERLAND... ..	September 25,	1930.

¹ Vol. XCII, page 301 ; and Vol. XCVI, page 205, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2109. — TRAITÉ¹ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A NANKIN, LE 27 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2109. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 27, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

ACTE² GÉNÉRAL, GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

ADHÉSIONS

NORVÈGE 11 juin 1930³
aux dispositions relatives au règlement arbitral (Chapitre III).

PAYS-BAS 8 août 1930.
(y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao), aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et aux dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

FINLANDE (6 septembre 1930)
à l'ensemble de l'acte.

LUXEMBURG (15 septembre 1930)
à l'ensemble de l'acte.

ESPAGNE (16 septembre 1930.)
à l'ensemble de l'acte.

Sous les réserves *a*) et *b*) prévues à l'article 39 (deuxième alinéa).

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES.

GENERAL ACT², GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

ACCESSIONS.

NORWAY June 11, 1930³,
to the provisions relating to arbitration (Chapter III).

THE NETHERLANDS August 8, 1930
(including Netherlands Indies, Surinam and Curaçao), to the Provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and to the general provisions dealing with these procedures (Chapter IV).

FINLAND (September 6, 1930)
to all the provisions of the Act.

LUXEMBURG (September 15, 1930)
to all the provisions of the Act.

SPAIN (September 16, 1930)
to all the provisions of the Act.

Subject to reservations *(a)* and *(b)* provided for in Article 39, paragraph 2.

¹ Vol. XCIII, page 173, de ce recueil.

² Vol. XCIII, page 343, de ce recueil.

³ La Norvège ayant adhéré le 11 juin 1929 aux dispositions comprises dans les chapitres I, II et IV, se trouve avoir maintenant adhéré à l'ensemble de l'acte.

¹ Vol. XCIII, page 173, of this Series.

² Vol. XCIII, page 343, of this Series.

³ Norway having acceded on June 11, 1929, to the provisions covered by Chapters I and II and Chapter IV, has now acceded to all the provisions of the Act.

N^o 2135. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC, RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. ANGORA, LE 2 JUILLET 1929.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU « MODUS VIVENDI » CI-DESSUS A SARAWAK. ANGORA, LES 17 MARS ET 9 AVRIL 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 30 mai 1930.

I.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

No. 21.

ANKARA, le 17 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Faisant suite à ma note en date du 31 décembre dernier sous N^o 126, au sujet de l'extension des dispositions du *modus vivendi* commercial anglo-turc à divers colonies, protectorats, etc., britanniques, j'ai l'honneur, conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier au Gouvernement de la République turque l'extension de cet accord, en vertu des termes du paragraphe 3 de ladite convention, à l'Etat protégé de Sarawak.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) W. S. EDMONDS.

Son Excellence

Docteur Tevfik Rüştü Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la
République turque
Ankara.

No. 2135. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". ANGORA, JULY 2, 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO SARAWAK OF THE ABOVE "MODUS VIVENDI". ANGORA, MARCH 17 AND APRIL 9, 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

N^o 21.

ANKARA, March 17, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Further to my note No. 126 dated December 31 last, with regard to the extension of the provisions of the Anglo-Turkish commercial *modus vivendi* to various British colonies, protectorates, etc., I have the honour, in accordance with instructions received from His Majesty's principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify to the Government of the Turkish Republic the extension of the said agreement under the terms of paragraph 3 of the said Convention to the Protected State of Sarawak.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. S. EDMONDS.

His Excellency

Doctor Tevfik Rüştü Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Government
of the Turkish Republic,
Ankara.

¹ Vol. XCIV, page 41, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XCIV, page 41, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 84829-14.

Le 9 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note que vous avez bien voulu m'adresser le 17 mars dernier, sub N° 21, relativement à l'extension du *modus vivendi* du 2 juillet 1929 à l'Etat protégé de Sarawak.

En réponse, je m'empresse de vous faire savoir que les dispositions nécessaires ont été prises à l'effet d'assurer, sous condition de réciprocité, l'application dudit accord à l'Etat protégé précité.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

Monsieur W. S. Edmonds,
Chargé d'affaires
de Sa Majesté britannique,
Ankara.

N° 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT
LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA
GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS,
TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE
MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ
A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATION

PORTUGAL 1^{er} juillet 1930.

¹ Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de la République portugaise qu'envers les Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré.

¹ Vol. XCIV, page 65, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 84829-14.

April 9, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note No. 21 that you sent to me on March 17 last, concerning the extension of the *modus vivendi* of July 2, 1929, to the Protected State of Sarawak.

In reply I have the honour to inform you that the necessary measures have been taken to ensure, subject to reciprocity, to the above-mentioned Protected State, the application of the said agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. T. RÜŞTÜ.

W. S. Edmonds, Esq.,
Chargé d'Affaires of
His Britannic Majesty,
Ankara.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE
PROHIBITION OF THE USE IN WAR
OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR
OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL
METHODS OF WARFARE.
SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATION.

PORTUGAL July 1, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

(1) The said Protocol is only binding on the Government of the Portuguese Republic as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

¹ Vol. XCIV, page 65, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2^o Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement de la République portugaise à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

ADHÉSION

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ... 18 août 1930.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande n'entend assumer, par cette adhésion, aucune obligation qu'envers les Etats qui ont signé et ratifié ledit protocole ou qui y auront adhéré définitivement, et

Dans le cas où les forces armées d'un Etat ennemi ou d'un allié de tel Etat ne respecteraient pas ledit protocole, le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande cesserait d'être lié par ledit protocole, à l'égard de cet Etat.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Government of the Portuguese Republic in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

ACCESSION.

IRISH FREE STATE ... August 18, 1930.

The Government of the Irish Free State does not intend to assume, by this accession, any obligation except towards the States having signed and ratified this Protocol or which shall have finally acceded thereto, and

Should the armed forces or the Allies of an enemy State fail to respect the said Protocol, the Government of the Irish Free State would cease to be bound by the said Protocol in regard to such State.

No 2148. — ARRANGEMENT¹ RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CARTE DE TRANSIT POUR ÉMIGRANTS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 JUIN 1929.

SIGNATURES

A la page 283 du volume XCIV, sous « Pays-Bas », lire :

J. F. BOER,
ad referendum.

Pour le Royaume en Europe :

Ce 3 juillet 1930,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

No. 2148. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE PREPARATION OF A TRANSIT CARD FOR EMIGRANTS. SIGNED AT GENEVA, JUNE 14, 1929.

SIGNATURES.

On page 283 of Volume XCIV, under " The Netherlands ", read :

J. F. BOER,
ad referendum.

For the Kingdom in Europe :

July 3, 1930,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

¹ Vol. XCIV, page 277, de ce recueil.

¹ Vol. XCIV, page 277, of this Series.

N^o 2184. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES PEAUX, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2184. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO THE EXPORTATION OF HIDES AND SKINS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

N^o 2185. — ARRANGEMENT² INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES OS, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2185. — INTERNATIONAL AGREEMENT² RELATING TO THE EXPORTATION OF BONES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

N^o 2238. — CONVENTION³ INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 8 NOVEMBRE 1927, ET ACCORD COMPLÉMENTAIRE A CETTE CONVENTION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2238. — INTERNATIONAL CONVENTION³ FOR THE ABOLITION OF IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 8, 1927, AND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THAT CONVENTION, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

¹ Vol. XCV, page 357, de ce recueil.

² Vol. XCV, page 373, de ce recueil.

³ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

¹ Vol. XCV, page 357, of this Series.

² Vol. XCV, page 373, of this Series.

³ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

N^o 54 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE. CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905.

ADHÉSIONS.

LETTONIE, effective à partir du 26 mai 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 mai 1930.

YUGOSLAVIE, effective à partir du 7 juin 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 mai 1930.

No. 54 (a). — CONVENTION¹ CONCERNING CIVIL PROCEDURE. CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905.

ACCESSIONS.

LATVIA, effective as from May 26, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 22, 1930.

YUGOSLAVIA, effective as from June 7, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 22, 1930.

N^o 103 a). — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE HONDURAS. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 5 MAI 1910.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LE HONDURAS DU TRAITÉ CI-DESSUS. TEGUCIGALPA, LE 16 DÉCEMBRE, ET GUATÉMALA, LE 27 DÉCEMBRE 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juin 1930.

No. 103 (a). — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND HONDURAS. SIGNED AT GUATEMALA, MAY 5, 1910.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE DENUNCIATION BY HONDURAS OF THE ABOVE TREATY. TEGUCIGALPA, DECEMBER 16 AND GUATEMALA, DECEMBER 27, 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 19, 1930.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES
DE LA
REPÚBLICA DE HONDURAS.

SEÑOR MINISTRO,

Con fecha 27 de Febrero de 1915, el Congreso Nacional de Honduras ratificó el Tratado de Comercio y Navegación celebrado por Plenipotenciarios de este País y de la Gran Bretaña, en Guatemala, el día 5 de mayo de 1910.

El Canje de las ratificaciones de este Tratado se verificó, en Guatemala, el 21 de junio de 1915.

A las estipulaciones de este Tratado se adhirieron las Colonias y Protectorados Británicos siguientes :

Nueva Zelandia, Barbada, Bermuda, Guayana Inglesa, Honduras Británica, Ceylán, Chipre,

TEGUCIGALPA, 16 de diciembre de 1929.

¹ Vol. L, page 180 ; vol. LIV, page 434 ; et vol. XCII, page 420, de ce recueil.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 788.

¹ Vol. L, page 180 ; Vol. LIV, page 434 ; and Vol. XCII, page 420, of this Series.

Islas Falkland, Estados Malayos Federados, Gambia, Costa de Oro, Granada, Hong-kong, Jamaica (inclusive las Islas Caimán, Turcos y Caicos), Islas de Sotavento, Malta, Mauricio, Protectorado de Niasalandia, Santa Elena, Santa Lucía, San Vicente, Seychelles, Sierra Leona, Somalilandia, Protectorado de los Establecimientos del Estrecho, Trinidad, Protectorado de Uganda, Weihawai.

Conforme al Artículo 24 del referido Tratado, éste empezaría a regir inmediatamente después de ratificado, y continuaría en vigor durante diez años, contados desde la fecha en que empezó a regir ; y en el caso de que, doce meses antes de expirar el referido plazo de diez años, ninguna de las partes contratantes hubiese notificado a la otra su intención de darlo por terminado, el Tratado continuaría vigente hasta que trascurriera un año, contado desde el día en que una u otra de las Partes Contractantes lo hubiese denunciado, ésto sin perjuicio de poder darlo por terminado respecto a las Colonias, Posesiones y Protectorados Británicos que le hubieran dado su adhesión, pues para este caso se tendría el derecho de darlo por terminado separadamente, en cualquier tiempo, siempre que hubiera una notificación a ese efecto con doce meses de anticipación.

Con instrucciones del Excelentísimo Señor Presidente de la República, tengo la honra de dirigirme a Vuestra Excelencia para notificarle que mi Gobierno tiene la intención de dar por terminado el Tratado de Comercio y Navegación a que me he referido, acogiéndose a lo dispuesto en el Artículo 24 de él, que se ha citado ; debiendo quedar, en consecuencia, en vigor hasta el 16 de diciembre de 1930.

La denuncia de este Tratado no significa, en manera alguna, falta de deseo de parte de mi Gobierno, de celebrar otro en nuevas condiciones, pues se halla dispuesto al efecto si el de Su Majestad Británica abraza igual propósito.

Atentamente excito a Vuestra Excelencia a poner lo expuesto en conocimiento del Gobierno de Su Majestad Británica ; y aprovecho la oportunidad para reiterarle las seguridades de mi consideración más distinguida.

Jesus ULLOA.

Excelentísimo Señor Herbert Adolphus Grant Watson,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de su Majestad Británica.
Guatemala.

¹ TRADUCTION.

SECRETARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS.

TEGUCIGALPA, le 16 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date du 27 février 1915, le Congrès national du Honduras a ratifié le traité de commerce et de navigation, conclu le 5 mai 1910 à Guatemala, par les plénipotentiaires de ce pays et ceux de la Grande-Bretagne.

L'échange des ratifications de ce traité a eu lieu à Guatemala, le 21 juin 1915.

Les colonies et protectorats britanniques dont les noms suivent ont adhéré aux clauses de ce traité :

Nouvelle-Zélande, Barbade, Bermudes, Guyane anglaise, Honduras britannique, Ceylan, Chypre, Iles Falkland, Etats Malais fédérés,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC
OF HONDURAS.

TEGUCIGALPA, December 16, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On February 27, 1915, the National Congress of Honduras ratified the Treaty of Commerce and Navigation signed by the Plenipotentiaries of this country and of Great Britain at Guatemala on May 5, 1910.

The ratifications of this Treaty were exchanged at Guatemala on June 21, 1915.

The following British Colonies and Protectorates acceded to this Treaty :

New Zealand, Barbados, Bermuda, British Guiana, British Honduras, Ceylon, Cyprus, Falkland Islands, Federated Malay States,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Gambie, Côte de l'Or, Grenade, Hong-Kong, Jamaïque (y compris les îles Caïman, Turk et Caïcos), Iles-sous le-Vent, Malte, Maurice, protectorat du Nyassaland, Ste Hélène, Ste Lucie, St Vincent, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Protectorat des Etablissements des Détroits, Trinité, Protectorat de l'Ouganda, Wei-Hai-Wei.

Conformément aux dispositions de l'article 24 dudit traité, ce dernier devait prendre effet immédiatement après sa ratification et rester en vigueur pendant une période de dix ans, à compter de la date à laquelle il avait pris effet. Si aucune des Parties contractantes ne notifiait à l'autre, douze mois avant l'expiration du délai de dix ans, son intention de mettre un terme au traité, celui-ci devait demeurer en vigueur jusqu'à expiration d'une période d'un an à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aurait dénoncé, sans préjudice de la faculté de mettre fin au traité en ce qui concerne les colonies, concessions et protectorats britanniques y ayant adhéré, chacune des Parties ayant, en ce cas, le droit de le dénoncer séparément en tout temps, moyennant préavis de douze mois.

D'ordre de S. Exc. Monsieur le président de la République, j'ai l'honneur de notifier à votre Excellence l'intention de mon gouvernement de mettre un terme au traité de commerce et de navigation sus mentionné, en vertu des dispositions de l'article 24 dudit traité. En conséquence, ce traité devra demeurer en vigueur jusqu'au 16 décembre 1930.

La dénonciation de ce traité ne signifie en aucune manière que mon gouvernement ne désire en conclure un autre dans de nouvelles conditions et il y serait tout disposé au cas où le Gouvernement de Sa Majesté britannique manifesterait la même intention.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir porter le contenu de la présente lettre à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté britannique et saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération la plus distinguée.

Jesus ULLOA.

A Son Excellence
Monsieur Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Guatemala.

Gambia, Gold Coast, Grenada, Hong Kong, Jamaica (including the Cayman Islands and Turks and Caicos Islands), Leeward Islands, Malta, Mauritius, Nyasaland Protectorate, St. Helena, S. Lucia, St. Vincent, Seychelles, Sierra Leone, Somaliland, Straits Settlements, Trinidad, Uganda Protectorate, Wei-hai-Wei.

In accordance with Article 24 of the above-mentioned Treaty, the latter was to come into force immediately upon ratification and to be binding during ten years from the day of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties gave notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of the intention to terminate the Treaty, it was to remain in force until the expiration of one year from the day on which it was denounced by either of the Contracting Parties. As regards, however, the British colonies, Possessions and Protectorates which had acceded to the Treaty, either Party had the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

I am instructed by the President of the Republic to notify you that my Government intends to terminate the Treaty of Commerce and Navigation in question, in accordance with the provisions of Article 24 mentioned above; the Treaty will consequently remain in force until December 16, 1930.

The denunciation of this Treaty does not imply any unwillingness on the part of my Government to conclude another on different terms, which it is prepared to do if the British Government agrees.

I shall be glad if you will communicate the foregoing to the British Government.

I have the honour, etc.

Jesus ULLOA.

His Excellency
Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Guatemala.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

BRITISH LEGATION.

GUATEMALA, *December 27, 1929.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of the 16th instant informing me, under instructions of His Excellency the President, that your Government desire to terminate the Treaty of Commerce and Navigation of 5th May 1910, which will accordingly cease to have effect after the 16th December, 1930.

Your Excellency adds that your Government are willing to conclude another treaty under new conditions.

While thanking Your Excellency for your Note, I have the honour to inform you that I have brought the contents of your Communication to the notice of my Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. A. Grant WATSON.

Señor Doctor Jesus Ulloa,
Minister for Foreign Affairs,
Tegucigalpa, Honduras.

No. 104 (a). — EXTRADITION TREATY ²
BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN.
SIGNED AT LONDON, MAY 14, 1872.

ECHANGE DE NOTES ³ ENTRE LES GOUVERNE-
MENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² DE MARTENS, Nouveau Recueil général de Traités, tome XIX, page 72.

³ L'instrument de ratification par l'Allemagne a été remis à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, le 17 juin 1930.

II.

LÉGATION BRITANNIQUE.

GUATÉMALA, *le 27 décembre 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 16 courant, m'informant, d'ordre de Son Excellence le président, que votre gouvernement désire mettre un terme au traité de commerce et de navigation du 5 mai 1910, qui, en conséquence, cessera de produire ses effets après le 16 décembre 1930.

Votre Excellence ajoute que le Gouvernement du Honduras serait disposé à conclure un autre traité dans de nouvelles conditions.

Tout en remerciant Votre Excellence de sa note, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai porté le contenu de votre communication à la connaissance de mon gouvernement.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

H. A. Grant WATSON.

A Monsieur le Dr Jesus Ulloa,
Ministre des Affaires étrangères,
Tegucigalpa, Honduras.

Nº 104 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION ²
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-
BRETAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE
14 MAI 1872.

EXCHANGE OF NOTES ³ BETWEEN THE GOVERN-
MENTS OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 62, page 5.

³ The instrument of ratification by Germany was received by His Britannic Majesty's Embassy at Berlin on June 17, 1930.

L'IRLANDE DU NORD, DE L'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DE L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND RELATIF A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. BERLIN, LE 10 DÉCEMBRE 1928.

IRELAND, AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE UNION OF SOUTH AFRICA, AND THE GERMAN GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BERLIN, DECEMBER 10, 1928.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 août 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 7, 1930.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. V. Str. 14358. Ang. 2.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, mit Beziehung auf den vorangegangenen Schriftwechsel festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung einerseits und den Regierungen Seiner Britannischen Majestät in Grossbritannien, dem Australischen Bunde, Neu-Seeland und der Südafrikanischen Union andererseits Einverständnis über Folgendes besteht :

1. Die Bestimmungen des zwischen Deutschland und Grossbritannien am 14. Mai 1872 unterzeichneten Auslieferungsvertrags sollen auf Auslieferungen zwischen Deutschland und den Mandatsgebieten von Palästina (mit Ausnahme des transjordanischen Gebiets), von Kamerun (britische Sphäre), Togoland (britische Sphäre), des Tanganyikagebiets, von Neu-Guinea, West-Samoa, Südwest-Afrika und Nauru entsprechende Anwendung finden.

2. Die Anträge auf Auslieferung aus und nach diesen Gebieten sollen in derselben Weise gestellt werden, als wenn diese Gebiete auswärtige Besitzungen Seiner Britannischen Majestät und die Angehörigen oder Eingeborenen dieser Gebiete britische Staatsangehörige wären.

3. Diese Vereinbarung wird deutscherseits ratifiziert werden. Sie tritt in Kraft zwei Monate nach dem Tage, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Grossbritannische Botschaft in Berlin erfolgt ist.

BERLIN, den 10 Dezember 1928.

An
die Königlich
Grossbritannische Botschaft.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° V. Str. 14358/Ang. 2.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de se référer à la correspondance échangée¹.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. V. Str. 14358/Ang. 2.

VERBAL NOTE.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour, with reference to the correspondence

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

précédemment et de constater qu'entre le Gouvernement allemand, d'une part, et les Gouvernements de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

1^o Les dispositions du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, signé le 14 mai 1872, seront considérées comme s'appliquant par analogie aux extraditions entre l'Allemagne et les territoires sous mandat de Palestine (à l'exception du territoire de Transjordanie), du Cameroun (zone britannique), du Togoland (zone britannique), du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, du Sud-Ouest africain et de Nauru.

2^o Les demandes d'extradition émanant de ces territoires ou adressées auxdits territoires, devront être formulées de la même façon que si ces territoires étaient des possessions d'outre-mer de Sa Majesté britannique et leurs nationaux ou indigènes étaient des sujets britanniques.

3^o Le présent accord sera ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur deux mois après la date de la remise à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, de l'instrument allemand de ratification.

BERLIN, le 10 décembre, 1928.

A l'Ambassade
de Sa Majesté britannique.

II.

No. 450.
(40/23/28).

His Britannic Majesty's Ambassador presents his compliments to His Excellency the Minister for Foreign Affairs, and has the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and, with reference to the correspondence already exchanged, to state that His Majesty's Governments in Great Britain, the Commonwealth of

already exchanged, to note that the German Government on the one hand, and the Governments of His Britannic Majesty in Great Britain, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa on the other hand, are agreed as to the following :

1. The provisions of the Extradition Treaty between Germany and Great Britain which was signed on May 14, 1872, shall be deemed similarly to apply to extraditions between Germany and the Mandate Territories of Palestine (with the exception of the territory of Transjordan) of the Cameroons (British sphere), of Togoland (British sphere), of Tanganyika territory, of New Guinea, West Samoa, South West Africa, and Nauru.

3. Requisitions for extradition from and to these territories shall be regulated in the same way as if these territories were overseas possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals and natives of these territories were British subjects.

3. This agreement will be ratified by Germany. It enters into force two months after the day on which the German instrument of ratification has been delivered at His Britannic Majesty's Embassy in Berlin.

BERLIN, December 10, 1928.

To His Britannic
Majesty's Embassy.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 450.
(40/23/28).

L'ambassadeur de Sa Majesté britannique a l'honneur de déclarer, conformément aux instructions du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et en se référant à la correspondance déjà échangée, qu'entre les gouvernements de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Australia, New Zealand and the Union of South Africa on the one hand, and the German Government on the other, are agreed as to the following :

1. The provisions of the Extradition Treaty between Germany and Great Britain which was signed on May 14, 1872, shall be deemed similarly to apply to extraditions between Germany and the Mandated Territories of Palestine (with the exception of the territory of Transjordan) of the Cameroons (British sphere), of Togoland (British sphere), of Tanganyika territory, of New Guinea, West Samoa, South West Africa, and Nauru.

2. Requisitions for extradition from and to these territories shall be regulated in the same way as if these territories were overseas possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals and natives of these territories were British subjects.

3. This agreement will be ratified by Germany. It enters into force two months after the day on which the German instrument of ratification has been delivered at His Britannic Majesty's Embassy in Berlin.

BERLIN, 10th, December, 1928.

British Embassy,

d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

1^o Les dispositions du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, signé le 14 mai 1872, seront considérées comme s'appliquant par analogie aux extraditions entre l'Allemagne et les territoires sous mandat de Palestine (à l'exception du territoire de Transjordanie), du Cameroun (zone britannique), du Togoland (zone britannique), du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, du Sud-Ouest Africain et de Nauru.

2^o Les demandes d'extradition émanant de ces territoires ou adressées auxdits territoires devront être formulées de la même façon que si ces territoires étaient des possessions d'outre-mer de Sa Majesté britannique et leurs nationaux ou indigènes étaient des sujets britanniques.

3^o Le présent accord sera ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur deux mois après la date de la remise, à l'ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, de l'instrument allemand de ratification.

BERLIN, le 10 décembre, 1928.

Ambassade britannique.

N° 2301.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'aménagement des cours d'eau Olša et Petrůvka. Signée à Katowice, le 18 février 1928.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Improvement of the Rivers Olša and Petrůvka. Signed at Katowice, February 18, 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2301. — SMLOUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU O ÚPRAVĚ ŘEKY OLŠE A POTOKA PETRŮVKY. PODEPSÁNA V KATOWICÍCH, DNE 18. ÚNORA 1928.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près de la Société des Nations et le chargé d'affaire a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 mars 1930.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a REPUBLIKA POLSKÁ v úmyslu, zajistiti úpravu řeky Olše a potoka Petrůvky, rozhodly se sjednati smlouvu a jmenovaly k tomu účelu svými zmocněnci, a to :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Václava ROUBÍKA, inženýra, přednostu odboru ministerstva veřejných prací ;

PRESIDENT REPUBLIKY POLSKÉ :

Profesora doktora Walery GOETELA, delegáta vlády Polské republiky v československo-polských hraničních jednáních, a
inženýra Alfreda KONOPKU, přednostu oddělení v ministerstvu veřejných prací,

Kteří, přezkoumajše navzájem své plné moci a shledavše je obsahem i formou správnými, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Smluvní státy provedou soustavnou úpravu řeky Olše v trati od jejího ústí do Odry až do místa, kde státní hranice na trvalo opouští její koryto, to jest u hlavních mezníků státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII, jakož i potoka Petrůvky od jeho vtoku do Olše až do místa, kde státní hranice na trvalo opouští jeho koryto, to jest u hlavního mezníku státní hranice číslo 13/XXX.

Článek 2.

1. Povšechný projekt soustavné úpravy včetně staveb ochranných vypracují příslušné orgány československé v dohodě s příslušnými polskými orgány podle těchto zásad :

a) Na dolní trati Olše, to jest od jejího vtoku do Odry až po ústí Petrůvky, jako i na potoku Petrůvce (článek 1) provedou se úpravní a ochranné práce se zřetelem na ochranu před zátopami, úměrnou místním potřebám.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 22 janvier 1930.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 2301. — UMOWA¹ MIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ A RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ O REGULACJI RZEKI OLSZY I POTOKU PIOTRÓWKI.
PODPISANA W KATOWICACH, DNIA 18. LUTEGO 1928 R.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 19, 1930.

REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA i RZECZPOSPOLITA POLSKA w zamiarze zapewnienia regulacji rzeki Olszy i potoku Piotrówki, postanowiły zawrzeć umowę i zamianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ :

Wacława ROUBÍKA, Inżyniera, Dyrektora Departamentu w Ministerstwie Robót Publicznych,

PRESYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Profesora Doktora Walerego GOETLA, Delegata Rządu Rzeczypospolitej do rokowań granicznych polsko czeskosłowackich i
Inżyniera Alfreda KONOPKĘ, Naczelnika Wydziału w Ministerstwie Robót Publicznych,

Którzy, po zbadaniu swych pełnomocnictw i uznaniu ich za dobre i sporządzone we właściwej i ormie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Umawiające się Państwa przeprowadzą systematyczną regulację rzeki Olszy na odcinku od ujścia jej do Odry, aż do miejsca gdzie granica państwowa ostatecznie opuszcza jej koryto, to jest przy głównych kamieniach granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII, jak również potoku Piotrówki od jego ujścia do Olszy, aż do miejsca gdzie granica państwowa ostatecznie opuszcza jego koryto, to jest przy głównym kamieniu granicy państwowej numer 13/XXX.

Artykuł 2.

1. Projekt ogólny systematycznej regulacji łącznie z robotami ochronnymi opracują właściwe organa czeskosłowackie w porozumieniu z właściwymi organami polskimi według następujących zasad :

a) Na dolnym odcinku Olszy, to jest od jej ujścia do Odry aż do ujścia Piotrówki oraz na potoku Piotrówka (Artykuł 1.) zostaną wykonane roboty regulacyjne i ochronne z uwzględnieniem zabezpieczenia przed wylewami, odpowiedniego do potrzeb miejscowych ;

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 22, 1930.

b) Na střední trati Olše, ležící v Československé republice, to jest od ústí Petrůvky až po hlavní mezník státní hranice číslo 28/XXIX, jakož i na horní trati Olše, to jest od mezníku státní hranice číslo 28/XXIX až po hlavní mezníky státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII bude účelem úpravy a ochranných prací ustálení řečiště, zadržení pohybu štěrku a ochrana břehů ; účelem úpravy bude také ochrana mostů a silnic před škodlivými účinky vod a podle místní potřeby i ochrana před zátopami.

c) Úpravní a ochranné práce budou projektovány tak, aby umožňovaly melioraci přilehlých území.

2. Tento projekt bude po posouzení společnou technickou komisí, zmíněnou v článku 9 předložen příslušným ústředním úřadům smluvních států ke schválení. Schválený povšechný projekt bude podkladem detailních projektů.

Článek 3.

1. Podrobné projekty úpravních a ochranných prací vypracují příslušné technické orgány toho státu, jenž má tyto práce prováděti. Podrobné projekty týkající se dolní a horní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera a, b) jakož i potoka Petrůvky (článek 1) budou vypracovány v dohodě s příslušnými orgány druhého státu.

2. Podrobné projekty, jež mají býti podle předchozího odstavce vypracovány příslušnými orgány jednoho státu v dohodě s příslušnými orgány druhého státu, podléhají před svým uskutečněním schválení příslušných ústředních úřadů obou států.

3. Podrobné projekty, týkající se střední trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) budou na požádání polského zmocněnce ve společné technické komisí (článek 9, odstavec 1) zasilány příslušnému ústřednímu úřadu polskému na vědomost.

4. Smluvní státy budou pečovat o to, aby práce zamýšlené podle podrobných projektů, vypracovaných shora zmíněným způsobem, byly po schválení příslušnými ústředními úřady provedeny v čase co nejkratším.

Článek 4.

1. Náklady na vypracování povšechného projektu, zmíněného v článku 2, hradí oba státy rovným dílem.

2. Náklady na vypracování podrobných projektů, zmíněných v článku 3, hradí onen stát, jehož orgány tyto projekty vyhotovily.

3. Náklady na úpravní i ochranné práce budou hrazeny takto :

a) na dolní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera a), dále na Petrůvce (článek 1) jakož i na horní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) oběma smluvními státy 2 polovice,

b) na střední trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) republikou Československou, k čemuž republika Polská přispěje částkou ve výši dvanáct a půl procenta nákladů, avšak ne větší celkovou částkou než 1,100.000 Kč.

Článek 5.

Do nákladů uvedených v článku 4, odstavec 3 a v článku 8 nebudou započítávány náklady, které vzniknou z činnosti stavebních správ a z jiných úředních jednání, spojených s pracemi, uvedenými ve výše zmíněných člancích ; tyto náklady hradí každý stát z vlastních prostředků.

b) Na odcinku średnim Olszy, położonym w Republice Czeskosłowackiej, to jest od ujścia Piotrówki aż do głównego kamienia granicy państwowej numer 28/XXIX, jak i na górnym odcinku Olszy, to jest od kamienia granicy państwowej numer 28/XXIX aż do głównych kamieni granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII celem regulacji i robót ochronnych będzie ustalenie koryta, powstrzymanie ruchu rumowiska i ochrona brzegów; celem regulacji będzie także ochrona mostów i dróg przed szkodliwym działaniem wód, a zależnie od potrzeb miejscowych i ochrona przed wylewami;

c) Roboty regulacyjne i ochronne będą tak projektowane, aby umożliwiały meljoracje przyległych obszarów.

2. Projekt ten po zaopiniowaniu przez wspólną komisję techniczną, przewidzianą w artykule 9, będzie przedłożony właściwym władzom centralnym Umawiających się Państw do zatwierdzenia. Zatwierdzony projekt ogólny będzie podstawą projektów szczegółowych.

Artykuł 3.

1. Projekty szczegółowe robót regulacyjnych i ochronnych opracują właściwe organa techniczne tego Państwa, które ma wykonać te roboty. Projekty szczegółowe dotyczące dolnego i górnego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera a i b), jakoteż potoku Piotrówki (Artykuł 1) będą sporządzane w porozumieniu z właściwymi organami drugiego Państwa.

2. Projekty szczegółowe, które według ustępu poprzedniego mają być sporządzane przez właściwe organa jednego Państwa w porozumieniu z właściwymi organami drugiego Państwa, podlegają przed ich realizowaniem zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne obu Państw.

3. Projekty szczegółowe dotyczące średniego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) będą na żądanie polskiego pełnomocnika wspólnej komisji technicznej (Artykuł 9, ustęp 1) przesyłane właściwej polskiej władzy centralnej do wiadomości.

4. Umawiające się Państwa będą dbały o to, aby roboty przewidziane w projektach szczegółowych, sporządzonych w powyższy sposób były po zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne wykonywane w najkrótszym czasie.

Artykuł 4.

1. Koszty opracowania ogólnego projektu wymienionego w artykule 2 pokryją oba Państwa w równych częściach.

2. Koszty opracowania projektów szczegółowych wymienionych w artykule 3 pokrywa to Państwo, którego organa projekty te sporządziły.

3. Koszty robót regulacyjnych i ochronnych będą pokrywane w następujący sposób :

a) Na dolnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera a) dalej na Piotrówce (Artykuł 1), jak i na górnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) przez oba Umawiające się Państwa po połowie ;

b) Na średnim odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) przez Republikę Czeskosłowacką, do czego Rzeczpospolita Polska przyczyni się udziałem w wysokości dwanaście i pół procent kosztów, jednak w łącznej kwocie nie wyższej niż jeden milion sto tysięcy koron czeskosłowackich.

Artykuł 5.

Do kosztów, o których mowa w artykule 4, ustęp 3 i w artykule 8 nie będzie się zaliczało wydatków, które powstaną z czynności kierownictw budowy i innych czynności urzędowych, związanych z robotami, wymienionymi w powyższych artykułach; wydatki tego rodzaju pokrywa każde Państwo z własnych funduszków.

Článek 6.

1. Schválené podrobné projekty, týkající se tratí zmíněných v článku 4, odstavec 3, litera *a*), budou prováděny tím způsobem, aby v týchž časových obdobích na každý ze smluvních států připadaly pokud možno rovné náklady.

2. Programy prací budou sdělávány tak, aby po ukončení veškerých prací na tratích, zmíněných v článku 4, odstavec 3, litera *a*), každý stát měl provedeny práce rovněž přibližně stejného nákladu.

3. Práce budou prováděny ve stavebních úsecích, které mají zásadně obsahovati oba břehy. Při provádění prací na dolní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera *a*) a na Petrůvce (článek 1) bude vzat zřetel i na to, aby stavební úseky omezily se pokud možno na území jednoho státu.

4. Kolaudace úpravních a ochranných prací, vykonaných podle této smlouvy, provádějí se společně.

Článek 7.

1. Pokud v tratích Olše a Petrůvky, zmíněných v článku 4, odstavec, litera *a*), náklady prací, provedených jedním ze států na stavebních úsecích, pojatých do určitého stavebního programu, budou menší než náklady prací, provedených druhým státem na odpovídajících stavebních úsecích téhož programu, pak první stát zaplatí druhému polovici rozdílu nákladů. Výplata stane se po společném provedení kolaudace prací ve výše zmíněných stavebních úsecích během dvou měsíců od uznání vyúčtování v měně toho státu, k jehož dobru se výplata koná.

2. Polský příspěvek, zmíněný v článku 4, odstavec 3, litera *b*), bude zaplacen tím způsobem že po provedení společné kolaudace prací, pojatých do určitého stavebního programu a po schválení kolaudačního protokolu příslušnými ústředními úřady obou států, zaplatí republika Polská republika Československé příslušnou kvotu v měně československé během dvou měsíců po schválení kolaudačního protokolu.

3. Schválení vyúčtování zmíněného v odstavci 1, jakož i schválení kolaudačního protokolu, zmíněného v odstavci 2, stane se nejpozději během rozpočtového roku, následujícího po roce, v němž byla kolaudace provedena.

Článek 8.

1. Udržování úpravních a ochranných prací na řece Olši od jejího ústí do Odry až po hlavní mezníky státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII a na potoku Petrůvce od jeho ústí do Olše až po hlavní mezník státní hranice číslo 13/XXX, včetně udržování úpravních a ochranných prací provedených na těchto tratích v době před uzavřením této smlouvy, bude obstarávati onen stát, jenž příslušné stavby provedl. Náklady těchto udržovacích prací hrazeny budou oběma státy podle klíčů, určených v článku 4, s tou výjimkou, že pokud jde o střední trat' Olše (článek 4, odstavec 3, litera *b*), celkový příspěvek republiky Polské na stavební i udržovací náklady v této trati nepřekročí částku Kč 1,100.000.—.

2. Náklady provedených udržovacích prací budou v obdobích nejvýše dvouletých vzájemně vyúčtovány. Tato vyúčtování budou schvalována příslušnými ústředními úřady obou států nejdéle během rozpočtového roku, následujícího po roce, v němž bylo vyúčtování předloženo. Vyrovnání případného rozdílu, jakož i zaplacení dvanáct a půl procentního polského příspěvku na náklady udržovací na střední trati Olše (článek 4, odstavec 3, litera *b*), stane se během dvou měsíců po schválení tohoto vyúčtování příslušnými úřady obou států.

3. Po skončení soustavné úpravy bude obstarávati udržovací práce vlastním nákladem onen stát, na jehož území dotyčná stavba leží.

Artykuł 6.

1. Zatwierdzone projekty szczegółowe, odnoszące się do odcinków wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), mają być realizowane w ten sposób, aby w tych samych okresach czasu na każde z Umawiających się Państw przypadły możliwie równe wydatki.

2. Programy robót mają być tak układane, aby po ukończeniu wszystkich robót na odcinkach wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), każde Państwo miało wykonane roboty także możliwie równej wartości

3. Roboty będą prowadzone odcinkami budowlanymi, obejmującymi zasadniczo oba brzegi. Przy przeprowadzeniu robót na dolnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera *a*) i na Piotrówce (Artykuł 1) winno się także uwzględnić, aby odcinki budowlane były ile możności ograniczone do obszaru jednego Państwa.

4. Kolaudację robót regulacyjnych i ochronnych, wykonywanych w myśl niniejszej Umowy, przeprowadza się wspólnie.

Artykuł 7.

1. Jeżeli na odcinkach Olszy i Piotrówki, wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), koszty robót wykonanych przez jedno z Państw na odcinkach budowlanych, objętych pewnym programem budowlanym, będą mniejsze od kosztów robót wykonanych przez Państwo drugie na odpowiednich odcinkach według tego samego programu, wówczas Państwo pierwsze zapłaci drugiemu połowę różnicy kosztów. Wypłata nastąpi po wspólnym przeprowadzeniu kolaudacji robót na wyżej wymienionych odcinkach budowlanych w ciągu dwóch miesięcy od zatwierdzenia rozliczenia w walucie tego Państwa, na korzyść którego wypłata będzie dokonana.

2. Udział polski, wymieniony w artykule 4, ustęp 3, litera *b*), będzie wypłacany w ten sposób, że po przeprowadzeniu wspólnej kolaudacji robót objętych pewnym programem budowy i po zatwierdzeniu protokołu kolaudacyjnego przez właściwe władze centralne obu Państw, zapłaci Rzeczpospolita Polska Republice Czeskosłowackiej odnośną kwotę w walucie czeskosłowackiej w ciągu dwóch miesięcy po zatwierdzeniu protokołu kolaudacyjnego.

3. Zatwierdzenie rozliczenia wymienionego w ustępie 1, jak również zatwierdzenie protokołu kolaudacyjnego wymienionego w ustępie 2, nastąpi najpóźniej w ciągu roku budżetowego, następującego po tym roku, w którym kolaudację przeprowadzono.

Artykuł 8.

1. Konserwacje robót regulacyjnych i ochronnych na rzece Olszy od jej ujścia do Odry aż do głównych kamieni granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII i na potoku Piotrówce od jego ujścia do Olszy aż do głównego kamienia granicy państwowej numer 13/XXX, włącznie z konserwacją robót regulacyjnych i ochronnych, które do chwili zawarcia umowy zostały wykonane, będzie prowadziło to Państwo, które odnośne roboty wykonało. Koszty powyższych robót konserwacyjnych będą ponoszone przez oba Państwa według kluczy ustalonych w artykule 4 z tym wyjątkiem, że na średnim odcinku Olszy (Artykuł 4, ustęp 3, litera *b*) całkowity udział Rzeczypospolitej Polskiej w kosztach budowlanych i konserwacyjnych na tym odcinku nie przekroczy kwoty jeden milion sto tysięcy koron czeskosłowackich.

2. Koszty robót konserwacyjnych będą wzajemnie rozliczane w okresach najpóźniej dwuletnich. Rozliczenia te będą zatwierdzały właściwe władze centralne obu Państw najpóźniej w ciągu tego roku budżetowego, który nastąpi po roku, w którym rozliczenie przedłożono. Wyrównanie ewentualnej różnicy, jak również wypłata dwanaście i pół procentowego udziału polskiego w kosztach konserwacyjnych na średnim odcinku Olszy (Artykuł 4, ustęp 3, litera *b*) nastąpi w ciągu dwóch miesięcy po zatwierdzeniu tego rozliczenia przez właściwe władze obu Państw.

3. Po ukończeniu systematycznej regulacji będzie wykonywało roboty konserwacyjne własnym kosztem to Państwo, na którego obszarze budowie się znajdują.

Článek 9.

1. Aby usnadněna byla dohoda ve věcech této smlouvy, utvoří se společná technická komise, do které jmenuje každý ze států svého zmocněnce a jeho náhradníka ; náhradník vykonává funkci zmocněnce v případě, kdy zmocněnec ji nemůže sám vykonávat. Každý ze smluvních států může přidělití svému zmocněnci potřebný počet poradců. Zmocněnce a jeho náhradníka jmenuje příslušný ústřední úřad jeho státu.

2. Úkolem komise bude :

- a) Posuzovati povšechný projekt zmíněný v článku 2 včetně rozpočtu, před jich schválením ;
- b) Stanoviti program prací, zvláště pro nejbližší stavební období ;
- c) Posuzovati podrobné projekty včetně rozpočtů ;
- d) Navrhovati směrnice o způsobu provádění prací, posuzovati výsledky ofertního řízení a kontrolovati veškeré práce a jich náklady ;
- e) Kolaudovati práce po stránce technickohospodářské v případě, nepověří-li ústřední úřady tímto úkonem zvláštní orgány.

3. V prvním kalendářním roce rozhodne o předsednictví komise mezi zmocněnci obou států los. V následujících kalendářních rocích střídají se zmocněnci v předsednictví komise vždy počátkem každého roku.

4. Společná technická komise schází se zpravidla střídavě na územích obou států.

5. Komisi svolává předseda v případě potřeby, nebo na žádost jednoho ze smluvních států, nejméně však jednou ročně. O každém jednání sepíše se dvojmo protokol v jazycích obou států ; tyto protokoly předloží se příslušným ústředním úřadům smluvních států.

6. Za přijaté pokládají se ty návrhy komise, s nimiž souhlasí oba zmocněnci. Přijaté návrhy jsou pro smluvní státy závaznými teprve po jich schválení příslušnými ústředními úřady těchto států.

7. Každý stát hradí výlohy osob, účastnících se s jeho strany jednání komise.

Článek 10.

Zmocněnci smluvních států ve společné technické komisi a jejich náhradníci i přidělení poradci, dále osoby řídící stavbu a jich personál, mohou v případě potřeby překročovati hranici ke splnění svých úkolů. K tomu cíli budou jim poskytnuty ve vzájemné dohodě příslušných úřadů přípustné úlevy, dokud tato záležitost nebude upravena v jiné smlouvě. Tentýž postup bude zachován při podnikatelích, provádějících úpravní, ochranné a udržovací práce, jakož i při jejich personálu a dělnictvu, překročuj-li hranici za účelem provádění těchto prací.

Článek 11.

1. Bude-li jeden ze smluvních států prováděti práce v rámci této smlouvy na území druhého státu, budou stavební hmoty, určené pro tyto práce, osvobozeny od cla a jiných dávek vyjma poplatky statistické. Totéž platí pro přístroje, nářadí, dopravní prostředky a spřežení, jichž bude použito při zmíněných pracích, za podmínky zpětného vývozu těchto předmětů po skončení prací.

Artykuł 9.

1. Celem ułatwienia porozumienia w sprawach objętych tą Umową, zostanie utworzona wspólna komisja techniczna, do której każde z Państw wyznaczy swego pełnomocnika i jego zastępcę; zastępca pełni funkcje pełnomocnika w wypadku, gdy pełnomocnik nie może ich wykonywać. Każde z Umawiających się Państw może przydzielić swemu pełnomocnikowi potrzebną ilość doradców. Pełnomocnika i jego zastępcę mianuje właściwa władza centralna jego Państwa.

2. Zadaniem komisji będzie :

- a) Ocena projektu ogólnego, wymienionego w artykule 2, wraz z kosztorysem przed ich zatwierdzeniem ;
- b) Ustalanie programu robót, zwłaszcza na najbliższe okresy budowlane ;
- c) Ocena projektów szczegółowych wraz z kosztorysami ;
- d) Zgłaszanie wniosków co do sposobu prowadzenia robót, ocenianie wyników przetargów i kontrola wszelkich robót i ich kosztów ;
- e) Kolaudacja robót ze stanowiska techniczno-gospodarczego w wypadku, gdy władze centralne nie wydelegują do tych czynności specjalnych organów.

3. W pierwszym roku kalendarzowym rozstrzyga o przewodnictwie komisji między pełnomocnikami obu Państw los. W następnych latach kalendarzowych zmieniają się pełnomocnicy w przewodnictwie komisji zawsze na początku każdego roku.

4. Wspólna komisja techniczna zbiera się z reguły naprzemian na obszarach obu Państw.

5. Komisję zwołuje przewodniczący w razie potrzeby lub na życzenie jednego z Umawiających się Państw, jednak przynajmniej raz na rok. Z każdego posiedzenia będzie sporządzony protokół w dwóch egzemplarzach, w językach obu Państw ; protokoły te będą przedłożone właściwym władzom centralnym obu Umawiających się Państw.

6. Za przyjęte uważa się te wnioski komisji, na które zgadzają się obaj pełnomocnicy. Wnioski przyjęte są wiążące dla Umawiających się Państw dopiero po ich zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne tych Państw.

7. Każde Państwo pokrywa wydatki osób, biorących z jego strony udział w komisji.

Artykuł 10.

Pełnomocnicy Umawiających się Państw we wspólnej komisji technicznej, ich zastępcy oraz przydzieleni doradcy, jak również kierownicy techniczni robót i ich personel, mogą w razie potrzeby przekraczać granicę dla wykonywania swych obowiązków. W tym celu będą im udzielane w obupólnym porozumieniu właściwych władz odpowiednie ułatwienia, dopóki sprawa ta nie będzie uregulowaną w innej umowie. To samo postępowanie będzie stosowane wobec przedsiębiorców prowadzących roboty regulacyjne, ochronne i konserwacyjne i ich personelu oraz robotników, przekraczających granicę celem wykonania tych robót.

Artykuł 11.

1. Jeżeli jedno z Umawiających się Państw będzie prowadziło roboty w ramach niniejszej Umowy na obszarze drugiego Państwa, materiały budowlane przeznaczone do tych robót będą zwolnione od cła i innych opłat, z wyjątkiem opłat statystycznych. To samo dotyczy instrumentów, narzędzi, środków przewozowych i zaprzęgów, o ile będą przeznaczone do tych robót, pod warunkiem wywiezienia tych przedmiotów z powrotem po ukończeniu robót.

2. Osvobození podle odstavce 1 budou povolovati příslušné úřady celní správy druhé stolice. Tyto úřady obou států stanoví po vzájemné dohodě podmínky pro dopravu předmětů jmenovaných v odstavci 1, přes celní hranici. Doprava přes hranici dovoluje se zásadně na místech k tomu nejvhodnějších.

3. Na předměty jmenované v odstavci 1, nebude použito předpisů omezujících dovoz a vývoz.

4. Úlevy vytkené v odstavcích 1, 2 a 3, nevztahují se na střední trať Olše (článek 2, odstavec 1, litera b).

Článek 12.

Smluvní státy sdělí si navzájem úřady příslušné ku provádění ustanovení této smlouvy. Tyto úřady, jakož i zmocněnci uvedení v článku 9, mohou si přímo dopisovati ve věcech týkajících se smlouvy.

Článek 13.

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Praze. Smlouva nabude účinnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin a přestane platiti po ukončení všech úpravních a ochranných prací, jež jsouž předmětem této smlouvy, jakož i po úplném vyrovnání všech závazků vyplývajících z ní pro oba státy. Oba státy vyhrazují si právo učiniti v případě potřeby návrh na revisi smlouvy.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou souhlasných exemplářích v československém a polském jazyku ; oba texty jsou původní.

Čemuž na svědomí podepsali zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Katovicích, dne osmnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého osmého.

Za republiku Československou :

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK.

Za republiku Polskou :

(L. S.) Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při podpisu této smlouvy shodli se podepsaní zmocněnci na tomto :

1. Pokud se v této smlouvě mluví o úhradě nákladů státy, bude opatření těchto nákladů za případného zatížení jiných činitelů než státu samého věcí vnitřní úpravy.

2. Až do doby schválení povšechného projektu, zmíněného v článku 2 této smlouvy, příslušnými ústředními úřady obou států, mohou býti na území obou států prováděny

2. Zwolnienia określone w ustępie 1 będą udzielane przez właściwe władze celne II instancji. Wymienione władze obu Państw ustanowią po wzajemnem porozumieniu warunki przewozu przez granicę celną przedmiotów oznaczonych w ustępie 1. Zasadniczo dozwala się na przewóz przez granicę w miejscach do tego celu najdogodniejszych.

3. Do przedmiotów oznaczonych w ustępie 1 nie będą stosowane przepisy ograniczające przywóz i wywóz.

4. Ulgi określone w ustępie 1, 2 i 3 nie mają zastosowania do średniego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b).

Artykuł 12.

Umawiające się Państwa podadzą sobie wzajemnie do wiadomości urzędy właściwe dla wykonywania postanowień niniejszej Umowy. Urzędy te, jak również pełnomocnicy wymienieni w artykule 9 mogą porozumiewać się ze sobą bezpośrednio w sprawach, odnoszących się do tej Umowy.

Artykuł 13.

Umowa niniejsza będzie ratyfikowaną a wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Pradze. Umowa wejdzie w życie trzydziestego dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych, a ważność jej wygasa po ukończeniu wszystkich robót regulacyjnych i ochronnych, będących przedmiotem niniejszej Umowy, i po całkowitem wyrównaniu wszelkich zobowiązań, wynikających z niej dla obu Państw. Oba Państwa zastrzegają sobie w razie potrzeby prawo przedstawienia wniosku o rewizję Umowy.

Umowa niniejsza została sporządzona w dwóch równobrzmiących egzemplarzach w językach czeskosłowackim i polskim ; oba teksty są autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszą Umowę i przyłożyli na niej swe pieczęci.

Działo się w Katowicach, dnia ośmiennastego lutego tysiąc dziewięćset dwudziestego ósmego roku.

W imieniu Republiki Czeskosłowackiej :

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK.

W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej :

(L. S.) Dr. Władysław GOETEL.

Alfred KONOPKA.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu niniejszej Umowy zgodzili się podpisani Pełnomocnicy na następujące :

1. O ile w tej Umowie mówi się o ponoszeniu kosztów przez Państwa, zebranie funduszków przez ewentualne obciążenie innych czynników, aniżeli samego Państwa, będzie sprawą wewnętrznego uregulowania.

2. Do czasu zatwierdzenia przez właściwe władze centralne obu Państw ogólnego projektu wymienionego w artykule 2 niniejszej Umowy, mogą być na obszarze obu

neodkladné místní úpravní a ochranné stavby a práce udržovací. Pro vypracování, projednávání a schvalování příslušných projektů, jakož i pro úhradu příslušných nákladů, platí povšechně ustanovení této smlouvy s výjimkou ustanovení článku 6, odstavce 1 a 3.

Tento závěrečný protokol jest podstatnou součástí této smlouvy a nevyžaduje zvláštní ratifikace

Dáno v Katowicích, dne 18. února 1928.

Za republiku Československou :

Ing. Václav ROUBÍK.

Za republiku Polskou :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 janvier 1930.

D^r Jan Opočensky,

Directeur des Archives.

Państw prowadzone niecierpiące zwłoki miejscowe roboty regulacyjne, ochronne i konserwacyjne. Do opracowania, postępowania i zatwierdzania odnośnych projektów, jak również do pokrycia odnośnych kosztów, będą ogólnie stosowane postanowienia niniejszej Umowy, z wyjątkiem postanowień artykułu 6, ustęp 1 i 3.

Niniejszy protokół końcowy stanowi integralną część tej Umowy i nie wymaga osobnej ratyfikacji,

Działo się w Katowicach, dnia 18. lutego 1928 r.

W imieniu Republiki Czechosłowackiej :

Ing. Václav ROUBÍK.

W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

¹ TRADUCTION.

N^o 2301. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU OLŠA ET PETRŮVKA. SIGNÉE A KATOWICE, LE 18 FÉVRIER 1928.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, animées du désir d'assurer la régularisation de la rivière de l'Olša et du cours d'eau de la Petřůvka, ont décidé de conclure une convention et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, chef de division au ministère des Travaux publics ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le professeur Waléry GOETEL, délégué du Gouvernement de la République polonaise pour les questions frontalières entre la Tchécoslovaquie et la Pologne ; et

M. Alfred KONOPKA, ingénieur, chef de section au ministère des Travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Etats contractants procéderont à la régularisation systématique de la rivière de l'Olša dont le secteur compris entre le confluent de cette rivière avec l'Oder et le point où la frontière nationale s'écarte définitivement de son lit, c'est-à-dire aux bornes frontières principales N^o 87/XXVIII et N^o 88/XXVIII, ainsi qu'à celle du cours d'eau de la Petřůvka depuis son confluent avec l'Olša jusqu'au point où la frontière nationale s'écarte du lit de ce cours d'eau, c'est-à-dire à la borne frontière principale N^o 13/XXX.

Article 2.

1. Le plan général de régularisation systématique et de travaux de défense sera élaboré par les organes tchécoslovaques qualifiés, d'accord avec les organes polonais qualifiés, suivant les principes ci-après :

a) Dans le secteur aval de l'Olša, c'est-à-dire depuis son confluent avec l'Oder jusqu'à l'embouchure de la Petřůvka, ainsi que sur le cours d'eau de la Petřůvka (article premier), les travaux de régularisation et de défense seront effectués en vue d'empêcher les inondations conformément aux besoins locaux ;

b) Dans le secteur médian de l'Olša, situé en territoire tchécoslovaque, c'est-à-dire depuis l'embouchure de la Petřůvka jusqu'à la borne frontière principale N^o 28/XXIX, ainsi que dans le secteur amont de l'Olša, c'est-à-dire depuis la borne frontière principale

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2301. — CONVENTION BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE IMPROVEMENT OF THE RIVERS OLŠA AND PETRŮVKA. SIGNED AT KATOWICE, FEBRUARY 18, 1928.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE POLISH REPUBLIC, being desirous of providing for the regulation of the river Olša and the stream Petrůvka, have resolved to conclude a Convention, and have appointed as Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Václav ROUBÍK, Engineer, Departmental Head in the Ministry of Public Works :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Professor Dr. Waléry GOETEL, Delegate of the Government of the Polish Republic for Czechoslovak and Polish frontier questions, and
Monsieur Alfred KONOPKA, Engineer, Chief of Section of the Ministry of Public Work,

Who, having communicated their full powers, found in due and good form, have agreed upon the following provisions.

Article 1.

The Contracting States shall provide for the systematic regulation of the River Olša in the reaches from its confluence with the Oder to the point at which the State frontier ceases to follow its channel, namely, at the chief boundary-marks of the State frontier No. 87/XXVIII and No. 88/XXVIII, and likewise for the systematic regulation of the stream Petrůvka from its confluence with the Olša to the point at which the State frontier ceases to follow its channel, namely, at the chief boundary-mark of the State frontier No. 13/XXX.

Article 2.

1. The general scheme for the systematic regulation of all conservancy works shall be drawn up by the competent Czechoslovak authorities, in agreement with the competent Polish authorities, according to the following principles :

a) On the lower reaches of the Olša, namely from its confluence with the Oder to the mouth of the Petrůvka, and on the stream Petrůvka (Article 1), regulation and conservancy works shall be executed with a view to the prevention of floods, as may be locally required.

b) On the middle reaches of the Olša, situated in the Czechoslovak Republic, namely, from the mouth of the Petrůvka to the chief boundary-mark of the State frontier No. 28/XXIX, and on the upper reaches of the Olša, namely, from the boundary-mark

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 28/XXIX, ainsi que dans le secteur amont de l'Olša, c'est-à-dire depuis la borne frontière principale N° 28/XXIX jusqu'aux bornes frontières principales N° 87/XXVIII et 88/XXVIII, les travaux de régularisation et de défense auront pour objet de fixer le lit du cours d'eau, d'empêcher le déplacement du gravier et de maintenir les rives en bon état ; la régularisation aura également pour objet la protection des ponts et des routes contre l'action nuisible des eaux, ainsi que la protection contre les inondations, suivant les besoins locaux ;

c) Les travaux de régularisation et de défense seront élaborés de façon à permettre l'amélioration des terrains avoisinants.

2. Après avoir été examiné par la Commission technique mixte prévue à l'article 9, le plan précité sera soumis pour approbation aux autorités centrales qualifiées des Etats contractants. Lorsqu'il sera approuvé, le plan général servira de base aux plans détaillés.

Article 3.

1. Les plans détaillés des travaux de régularisation et de défense seront élaborés par les organes techniques qualifiés de l'Etat chargé de l'exécution de ces travaux. Les projets détaillés relatifs au secteur aval et au secteur amont de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) et b), ainsi qu'à la Petrůvka (article premier) seront établis d'accord avec les autorités qualifiées de l'autre Etat.

2. Les plans détaillés qui, en vertu de l'alinéa précédent, devront être établis par les organes compétents de l'un des deux Etats, d'accord avec les organes compétents de l'autre Etat devront, avant d'être mis à exécution, être approuvés par les autorités centrales qualifiées des deux Etats.

3. Les plans détaillés relatifs au secteur médian de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. b) seront transmis, à titre d'information, à l'autorité centrale qualifiée polonaise, sur la demande du plénipotentiaire polonais auprès de la Commission technique mixte (article 9, alinéa premier).

4. Les Etats contractants prendront toutes mesures utiles pour que les travaux prévus dans les plans détaillés établis comme il est indiqué ci-dessus, soient mis à exécution dans les plus brefs délais après avoir été approuvés par les autorités centrales qualifiées.

Article 4.

1. Les frais d'établissement du plan général mentionné à l'article 2 seront supportés à part égale par les deux Etats.

2. Les frais d'établissement des plans particuliers mentionnés à l'article 3 seront à la charge de l'Etat dont les organes auront établi les plans.

3. Les frais occasionnés par les travaux de régularisation et de défense seront couverts de la façon suivante :

a) Pour le secteur aval de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) ainsi que pour la Petrůvka (article premier) et le secteur amont de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. b), les frais seront supportés à part égale par les deux Parties contractantes.

b) Dans le secteur médian de l'Olša (article 2) alinéa premier, litt. b), les frais seront à la charge de la République tchécoslovaque ; la République polonaise contribuera à ces dépenses jusqu'à concurrence de 12½% des frais sans que, toutefois, sa quote-part totale dépasse 1 million 100 mille couronnes tchécoslovaques.

Article 5.

Ne pourront être comprises dans les frais visés à l'article 4, alinéa 3, et à l'article 8, les dépenses afférentes à l'activité des services de direction des constructions et aux autres activités officielles

of the State frontier No. 28/XXIX to the chief boundary-marks of the State frontier Nos. 87/XXVIII and 88/XXVIII, the object of regulation and conservancy works shall be the fixing of the river-bed, the prevention of shifting gravel, and the upkeep of the banks ; regulation shall also provide for the protection of bridges and highways from the harmful effects of the waters and, as may be locally required, protection from floods.

c) Regulation and conservancy works shall be planned in such a manner as to facilitate the improvement of the adjacent land.

2. The aforesaid plan shall, after consideration by the joint technical commission provided for in Article 9, be submitted to the competent central authorities of the Contracting States for their approval. The general plan, when approved, shall form the basis of detailed plans.

Article 3.

1. Detailed plans for regulation and conservancy works shall be drawn up by the competent technical organs of the State which is to execute such works. The detailed plans relating to the lower and upper reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1, *a*) et *b*) and to the Petrůvka (Article 1) shall be drawn up in agreement with the competent organs of the other State.

2. The detailed plans which, in conformity with the preceding paragraph, are to be drawn up by the competent organs of the one State in agreement with the competent organs of the other State, shall require the approval of the competent central authorities of both States before being put into execution.

3. The detailed plans concerning the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*) shall, at the request of the Polish Plenipotentiary on the joint technical commission (Article 9, paragraph 1), be forwarded to the competent central Polish authorities for their information.

4. The Contracting States shall take the necessary steps to ensure that the works provided for in the detailed plans drawn up by the aforementioned methods are carried out as soon as possible after approval by the competent central authorities.

Article 4.

1. The costs of drawing up the general plan referred to in Article 2 shall be borne equally by the two States.

2. The costs of drawing up the detailed plans referred to in Article 3 shall be borne by the State whose representatives prepared the plans.

3. The costs of regulation and conservancy works shall be borne as follows :

a) For the lower reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1*a*) and for the Petrůvka (Article 1), and also for the upper reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*), by the two Contracting States in equal shares ;

b) For the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*), by the Czechoslovak Republic, the Polish Republic contributing thereto twelve and a half per cent of the costs, the amount of such contribution not to exceed 1,100,000 Czechoslovak crowns.

Article 5.

The costs specified in Article 4, paragraph 3, and in Article 8, shall not include expenditure due to the activities of building authorities or to other official business connected with the work

se rapportant aux travaux mentionnés dans les articles précédents ; ces dépenses resteront à la charge de chaque Etat.

Article 6.

1. Les plans détaillés relatifs au secteur mentionné à l'article 4, alinéa 3, litt. a), une fois approuvés devront être exécutés de façon que les dépenses encourues par chacun des Etats contractants au cours de la même période soient autant que possible équivalentes.

2. Le programme des travaux devra être conçu dans chaque cas de façon que, après l'achèvement de tous les travaux dans les secteurs mentionnés à l'article 4, alinéa 3, litt. a), chaque Etat ait exécuté des travaux représentant, autant que possible, la même valeur.

3. Les travaux seront exécutés par secteurs de constructions qui comprendront, en règle générale, les deux rives. Dans l'exécution des travaux afférents au secteur aval de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) et à la Petrùvka (article premier), on s'arrangera également pour que les secteurs de construction soient limités, autant que possible, au territoire d'un seul Etat.

4. La réception des travaux de régularisation et de défense exécutés en vertu de la présente convention sera effectuée conjointement.

Article 7.

1. Si dans les secteurs de l'Olša et de la Petrùvka mentionnés à l'article 4, alinéa 3, litt. a), les frais des travaux exécutés par l'un des Etats dans les secteurs de construction compris dans un certain programme de travaux sont moindres que ceux des travaux exécutés par l'autre Etat dans les secteurs correspondants en vertu du même programme, le premier Etat versera au second la moitié de la différence. Ce règlement sera effectué après la réception commune des travaux exécutés dans les secteurs de construction précités, dans un délai de deux mois à dater de l'approbation des comptes; le règlement s'opérera dans la monnaie de l'Etat au bénéfice duquel le paiement est effectué.

2. Le versement de la contribution polonaise mentionnée à l'article 4, alinéa 3, litt. b), s'effectuera de la manière suivante : après la réception commune des travaux compris dans un certain programme de construction et après approbation du procès-verbal de réception par les autorités centrales qualifiées des deux Etats, la République polonaise versera à la République tchécoslovaque la somme voulue en monnaie tchécoslovaque et dans un délai de deux mois à dater de l'approbation du procès-verbal de réception.

3. L'approbation des comptes mentionnés à l'alinéa premier, ainsi que l'approbation du procès-verbal de réception mentionné à l'alinéa 2, devront avoir lieu au plus tard au cours de l'année budgétaire suivant celle où la réception a été effectuée.

Article 8.

1. L'entretien des travaux de régularisation et de défense de l'Olša compris entre le confluent de cette rivière avec l'Oder et les bornes frontières principales N° 87/XXVIII et 88/XXVIII, et de ceux de la Petrùvka, compris entre le confluent de ce cours d'eau avec l'Olša et la borne frontière principale N° 13/XXX, sera confié, de même que, l'entretien des travaux de régularisation et de défense qui auront été exécutés antérieurement à la conclusion de la présente convention, à l'Etat qui aura exécuté les travaux en question. Les frais afférents à ces travaux d'entretien seront répartis entre les deux Etats conformément aux dispositions de l'article 4, sous la réserve que, pour le secteur médian de l'Olša (article 4, alinéa 3, litt. b), la contribution totale de la République polonaise au titre des frais de construction et d'entretien ne dépassera pas un million 100 mille couronnes tchécoslovaques.

2. Les comptes afférents aux frais d'entretien devront être arrêtés de part et d'autre tous les deux ans au moins. Ces comptes devront être approuvés par les autorités centrales qualifiées des

referred to in the aforementioned articles ; such expenditure shall be borne by each State out of its own resources.

Article 6.

1. The approved detailed plans for the reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), shall be executed in such a manner that over the same periods each Contracting State shall incur as far as possible equivalent expenditure.

2. The works programme shall be so framed that each State shall, on the completion of all the operations on the reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), have executed work of approximately equal value.

3. The work shall be executed in construction sectors which shall as a rule embrace both banks. In the course of work on the lower reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *a*) and on the Petrůvka (Article 1), arrangements shall similarly be made for the construction sectors to be imited as far as possible to the territory of one State.

4. The official inspection and passing of the regulation and conservancy works executed in virtue of the present Convention shall be effected jointly.

Article 7.

1. In the case of the Olša and Petrůvka reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), should the cost of work carried out by the one State on the construction sectors specified in a construction programme be less than the costs of work carried out by the other State under the same programme on corresponding construction sectors, the former State shall pay the latter one half of the difference in expenditure. After the work in the aforementioned construction sectors has been jointly inspected and passed, payment shall be effected within two months of the accounts being approved, in the currency of that State in whose favour the payment is to be made.

2. The Polish contribution referred to in Article 4, paragraph 3 *b*), shall be paid in the following manner : after the work specified in the construction programme has been jointly inspected and passed and the certificate to that effect has been approved by the competent central authorities of the two States, the Polish Republic shall pay the Czechoslovak Republic its quota in Czechoslovak currency within two months of the date on which the inspection certificate was approved.

3. The accounts referred to in paragraph 1, as well as the inspection certificate referred to in paragraph 2, shall be approved within the financial year following that in which the inspection took place.

Article 8.

1. Regulation and conservancy works on the river Olša from its confluence with the Oder to the chief boundary-marks of the State frontier Nos. 87/XXVIII and 88/XXVIII, and on the stream Petrůvka from its point of junction with the Olša to the chief boundary-mark of the State frontier No. 13/XXX, including regulation and conservancy works carried out in the said reaches prior to the conclusion of the present Convention, shall be maintained by that State which executed the work in question. The costs of such maintenance shall be borne by both States in accordance with the schedule given in Article 4, with the proviso that in the case of the middle reaches of the Olša (Article 4, paragraph 3 *b*) the total contribution of the Polish Republic to the expenses of construction and maintenance shall not exceed 1,100,000 Czechoslovak crowns.

2. The accounts for expenditure on maintenance work shall be reciprocally settled every two years at least. Such settlements shall be approved by the competent central authorities of

deux Etats au plus tard au cours de l'année financière qui suivra celle où les comptes auront été soumis. Le règlement de la différence éventuelle, ainsi que le paiement de la contribution polonaise de 12 ½ % aux frais d'entretien du secteur médian de l'Olša (article 4, alinéa 3, litt. *b*), devront s'effectuer dans un délai de deux mois à dater de l'approbation desdits comptes par les autorités qualifiées des deux Etats.

3. Après l'achèvement des travaux systématiques de régularisation, les frais d'entretien seront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel les constructions sont situées.

Article 9.

1. En vue de faciliter l'accord sur les questions visées par la présente convention, une commission technique mixte sera instituée ; chacun des Etats désignera pour le représenter à cette commission un plénipotentiaire et un suppléant ; le suppléant remplira les fonctions de plénipotentiaire lorsque ce dernier sera empêché de s'acquitter de ses fonctions. Chacun des Etats contractants pourra adjoindre à son plénipotentiaire des conseillers en nombre utile. Le plénipotentiaire et son suppléant seront désignés par l'autorité centrale qualifiée de l'Etat qu'ils représentent.

2. La Commission aura les attributions suivantes :

a) Donner son appréciation sur le plan général mentionné à l'article 2, ainsi que sur les devis, avant l'approbation définitive de ces projets ;

b) Dresser le programme des travaux et notamment des travaux qui doivent être exécutés prochainement ;

c) Donner son appréciation sur les plans détaillés ainsi que sur les devis y relatifs ;

d) Présenter des propositions concernant le mode d'exécution des travaux, examiner le résultat des adjudications et contrôler les divers travaux et les frais occasionnés par ces travaux ;

e) Réceptionner les travaux du point de vue technique et économique, à moins que les autorités centrales ne confient cette mission à des organes spéciaux.

3. Pour la première année civile, le sort désignera celui des plénipotentiaires qui remplira les fonctions de président de la commission. Pendant les années civiles qui suivront, les plénipotentiaires exerceront à tour de rôle les fonctions de président de la commission. Le roulement s'effectuera toujours au début de l'année.

4. En règle générale, la Commission technique mixte se réunira alternativement sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat.

5. Le président convoquera la commission en cas de besoin ou sur la demande de l'un des Etats contractants ; toutefois, la commission devra se réunir au moins une fois par an. Un procès-verbal de chaque séance sera dressé en double expédition dans la langue des deux Etats ; ces procès-verbaux seront soumis aux autorités centrales qualifiées des deux Etats contractants.

6. Les résolutions de la commission seront considérées comme adoptées lorsqu'elles auront été approuvées par les deux plénipotentiaires. Les résolutions adoptées ne lieront les deux Etats contractants que lorsqu'elles auront été ratifiées par les autorités centrales qualifiées des deux Etats.

7. Chaque Etat prendra à sa charge les dépenses des personnes qui le représentent au sein de la commission.

Article 10.

Les plénipotentiaires qui représentent des Etats contractants au sein de la Commission technique mixte, les suppléants, les conseillers qui leur sont adjoints, les directeurs techniques des travaux et leurs subordonnés pourront en cas de besoin franchir la frontière pour s'acquitter de leurs fonctions. Les autorités compétentes s'entendront pour leur accorder à cet effet les facilités nécessaires tant que cette question ne sera pas réglée par une autre convention. Les mêmes dispositions s'appliqueront

the two States within the financial year following that in which the accounts were submitted. The adjustment of any difference, and likewise the payment of the twelve and a half per cent Polish contribution towards maintenance costs on the middle reaches of the Olša (Article 4, paragraph 3 *b*), shall be effected within two months of the date on which the accounts are approved by the competent authorities of the two States.

3. Upon the completion of the systematic work of regulation, that State within whose territory the aforesaid constructional work is located shall carry out maintenance work at its own expense.

Article 9.

1. In order to facilitate agreement in the matters dealt with in the present Convention, a joint technical commission shall be established, to which each State shall appoint its plenipotentiary and his deputy ; the deputy shall perform the duties of the plenipotentiary if the latter is unable to perform them himself. Each of the Contracting States may assign to its plenipotentiary the requisite number of advisers. The plenipotentiary and his deputy shall be appointed by the competent central authority of their State.

2. The duty of the Commission shall be :

a) To appraise the general plan referred to in Article 2, together with the estimates, before they are finally approved ;

b) To draw up a works schedule, particularly for the coming building seasons ;

c) To appraise the detailed plans, including the estimates ;

d) To make proposals concerning the method of executing the work, to judge the results of public tenders, and to supervise the entire work and control the expenditure thereon ;

e) To inspect and pass the work from the technical and economic point of view, unless the central authorities entrust this task to special organs.

3. During the first calendar year lots shall be drawn to decide which of the plenipotentiaries is to be chairman of the commission. In subsequent calendar years the plenipotentiaries shall occupy the chair alternately, always as from the beginning of each year.

4. The joint technical commission shall, as a rule, meet alternately in the territory of the two States.

5. The chairman shall convene the commission when necessary, or at the request of one of the Contracting States, but at least once a year. Minutes of each meeting shall be drawn up in duplicate in the language of each State, and shall be submitted to the competent central authorities of the two Contracting States.

6. Resolutions of the commission which receive the assent of both plenipotentiaries shall be held to be adopted. The adopted resolutions shall be binding on the Contracting States only after endorsement by their competent central authorities.

7. Each State shall defray the expenses of the persons who represent it on the commission.

Article 10.

The plenipotentiaries of the Contracting States on the joint technical commission, their deputies, and the advisers assigned to them, as well as persons in charge of the constructional work and their subordinates, may, in case of need, cross the frontier in the performance of their duties. For this purpose they shall be afforded the necessary facilities by agreement between the competent authorities, until this is settled in another convention. The same procedure shall be followed

aux entrepreneurs qui exécuteront des travaux de régularisation, de défense et d'entretien, ainsi qu'à leur personnel et à leurs ouvriers lorsqu'ils franchiront la frontière en vue d'exécuter ces travaux.

Article 11.

1. Si l'un des Etats contractants exécute des travaux rentrant dans le cadre de la présente convention sur le territoire de l'autre Etat, les matériaux de construction destinés à ces travaux seront exempts des droits de douane et autre taxes à l'exception du droit de statistique. Ces mêmes dispositions s'appliqueront aux instruments, outils, moyens de transport et animaux de trait, pour autant qu'ils seront destinés à ces travaux, à condition, toutefois, que tous ces articles animaux soient réexportés après l'achèvement des travaux.

2. Les exemptions définies à l'alinéa premier seront accordées par les autorités douanières qualifiées de seconde instance. Lesdites autorités des deux Etats fixeront d'un commun accord les conditions du franchissement de la frontière douanière par les articles ou animaux définis à l'alinéa premier. Le franchissement de la frontière sera autorisé en principe aux points les mieux appropriés à cette fin.

3. Les restrictions à l'importation et à l'exportation ne s'appliqueront pas aux articles ou animaux définis à l'alinéa premier.

4. Les facilités visées aux alinéas 1, 2 et 3 ne seront pas applicables au secteur médian de l'Ołša (article 2, alinéa 1 b).

Article 12.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement le nom des services chargés de l'exécution des dispositions de la présente convention. Lesdites services ainsi que les plénipotentiaires mentionnés à l'article 9, pourront s'entendre directement sur les questions relatives à la présente convention.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Prague. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification ; elle cessera d'être opérante après l'achèvement de tous les travaux de régularisation et de défense qui font l'objet de la présente convention et après exécution intégrale de toutes les obligations qui découleront de la présente convention pour les deux Etats. Les deux Etats se réservent le droit de présenter, en cas de besoin, une demande de révision de la présente convention.

La présente convention a été établie en deux exemplaires identiques en langue tchécoslovaque et polonaise ; les deux textes font foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Katowice, le dix-huit février mil neuf cent vingt-huit.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) Václav ROUBÍK,
ingénieur.

Pour la République polonaise :

(L. S.) Dr. Waléry GOETEL.
Alfred KONOPKA.

in the case of contractors executing regulation, conservancy and maintenance works, and of their personnel and workmen, when crossing the frontier for the purpose of executing such works.

Article 11.

1. In the event of one of the Contracting States executing works under the terms of the present Convention in the territory of the other State, the building materials allocated for such works shall be exempt from Customs duties and other imposts with the exception of statistical dues. The same shall apply to instruments, tools, vehicles and draught animals used for the aforesaid work, provided that they are reexported on the completion of the work.

2. The exemptions under paragraph 1 shall be granted by the competent Customs authorities of the second instance. The said authorities of the two States shall draw up in concert the conditions governing the conveyance across the Customs frontier of the objects mentioned in paragraph 1. In principle, transport across the frontier shall be permitted at the places most suitable for that purpose.

3. Import and export restrictions shall not apply to the objects mentioned in paragraph 1.

4. The facilities described in paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply in the case of the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*).

Article 12.

The Contracting States shall communicate to one another the names of the authorities responsible for the application of the provisions of the present Convention. The said authorities, as well as the plenipotentiaries referred to in Article 9, may correspond with one another direct in matters bearing upon the present Convention.

Article 13.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague. The Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until the completion of all the regulation and conservancy works referred to in the present Convention, and likewise until all obligations devolving upon the two States in consequence thereof have been settled in full. The two States reserve to themselves the right to put forward proposals for the revision of the Convention if required.

The present Convention has been drawn up in two copies of like tenor in the Czechoslovak and Polish languages ; both texts are authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Katowice, February the eighteenth, in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

On behalf of the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Václav ROUBÍK, Engineer.

On behalf of the Polish Republic :

(L. S.) Dr. Walery GOETEL.
Alfred KONOPKA.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions ci-après :

1^o Chaque fois que la convention stipule que les frais seront à la charge des Etats, les mesures que pourront prendre ces Etats pour faire supporter ces frais à d'autres organes qu'eux-mêmes, par voie d'imposition, seront considérés comme des affaires d'administration intérieure.

2. Pendant la période antérieure à l'approbation par les autorités centrales qualifiées des deux Etats du plan général mentionné à l'article 2 de la présente convention, les travaux locaux de régularisation, de défense et d'entretien qui présenteront un caractère d'urgence pourront être exécutés sur le territoire des deux Etats. L'élaboration des plans relatifs à ces travaux, la procédure à suivre en la matière et l'approbation de ces plans, ainsi que le règlement des frais y relatifs seront régis d'une façon générale par les dispositions de la présente convention, à l'exception des stipulations de l'article 6, alinéas 1 et 3.

Le présent protocole final fera partie intégrante de la convention et n'aura pas besoin d'être ratifié séparément.

Fait à Katowice, le 18 février 1928.

Pour la République tchécoslovaque :

Vàclav ROULIK,
ingénieur.

Pour la République polonaise :

Dr. Waléry GOETEL.
Alfred KONOPKA.

FINAL PROTOCOL.

On signing the present Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

1. Where mention is made in the present Convention of costs to be borne by the State, the provision of such costs by any imposition on bodies other than the State itself shall be regarded as a matter of internal administration.

2. Until the general plan mentioned in Article 2 of the present Convention has been approved by the competent central authorities of the two States, urgent local regulation, conservancy and maintenance works may be undertaken in the territory of the two States. In regard to the framing of the plans, the procedure in connection therewith, and their approval, and likewise in regard to the payment of the cost thereof, the provisions of the present Convention shall in general apply, with the exception of the provisions of Article 6, paragraphs 1 and 3.

The present Final Protocol shall constitute an integral part of the Convention, and shall not require separate ratification.

Done at Katowice, February 18, 1928.

On behalf of the Czechoslovak Republic :

Václav ROUBÍK, Engineer.

On behalf of the Polish Republic :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

N° 2302.

POLOGNE ET ROUMANIE

**Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Bucarest, le 24 octobre
1929.**

POLAND AND ROUMANIA

**Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Bucharest, October
24, 1929.**

N^o 2302. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 24 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 mars 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir d'affirmer une fois de plus et de resserrer les liens de l'amitié traditionnelle qui anime la Pologne et la Roumanie ;

Décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations ;

Se fondant sur l'article 6 du Traité de garantie² entre la Pologne et la Roumanie, signé à Bucarest le 26 mars 1926, ainsi que sur les articles 13 et 21 du Pacte de la Société des Nations ;

Ont résolu de conclure à cet effet un traité général de conciliation et d'arbitrage, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence Monsieur Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Georges G. MIRONESCO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

1. Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation et, le cas échéant, à la procédure d'arbitrage, tous les différends qui pourraient s'élever entre elles et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Toutefois, cet engagement ne s'appliquera ni aux questions de droit international laissées à la compétence exclusive des Etats, ni aux contestations nées de faits qui sont antérieurs au présent traité ou qui appartiennent au passé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 25 février 1930.

² Vol. LX, page 161, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2302. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN POLAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 24, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 27, 1930.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of reaffirming and strengthening the ties of traditional friendship existing between Poland and Roumania ;

Being determined fully to apply in their mutual relations the principles which inspire the League of Nations ;

Relying on Article 6 of the Treaty of Guarantee³ between Poland and Roumania signed at Bucharest on March 26, 1926, and Articles 13 and 21 of the Covenant of the League ;

Have decided for that purpose to conclude a general Treaty of Conciliation and Arbitration and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Georges G. MIRONESCO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

Article I.

1. The Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation, and, if necessary, of arbitration, all disputes which may arise between them and which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels.

2. Nevertheless, this undertaking shall not apply either to questions which, under international law, are within the exclusive competence of the States themselves or to disputes arising out of events prior to the present Treaty or belonging to the past.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 25, 1930.

³ Vol. LX, page 161, of this Series.

3. En outre, chacune des Parties contractantes demeurera libre de soustraire à l'application du présent traité tout litige qui toucherait directement ou indirectement à des questions en rapport avec leur intégrité territoriale ou leurs frontières actuelles.

4. Les contestations, pour la solution desquelles une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

1. S'il s'agit d'un différend qui, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, ce différend ne pourra être soumis à l'une des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente et du consentement des deux Hautes Parties contractantes, sauf le cas de déni de justice manifeste.

2. La demande de conciliation devra, le cas échéant, être formée une année au plus tard à compter du jugement définitif.

Article 3.

1. Tout différend, susceptible d'être réglé de la manière indiquée ci-dessus, sera soumis à la procédure de conciliation, à moins que les Parties ne conviennent de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

2. Au cas où la proposition élaborée par la Commission permanente de conciliation n'aurait pas été acceptée par les deux Parties, le différend sera soumis à l'arbitrage, si l'une des Parties le demande.

Article 4.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation composée de trois membres.

2. Les Parties nommeront chacune un membre de leur gré et désigneront le troisième, qui sera président de la commission d'un commun accord. Ce dernier ne devra, ni être un ressortissant des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leurs territoires respectifs, ni se trouver à leur service.

3. Si la nomination du président n'intervenait pas dans ledit délai de six mois, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la République française sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 5.

1. Les membres de la commission seront nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement son mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat. Les membres de la commission resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux au moment de l'expiration de leur mandat.

2. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou d'autres empêchements quelconques, en suivant le mode fixé par leurs nominations.

3. Further, either of the Contracting Parties shall be free to withdraw from the application of the present Treaty any dispute directly or indirectly affecting questions connected with the integrity of its territory or its present frontiers.

4. Disputes for the settlement of which a special procedure is or may hereafter be provided for in other Conventions at any time in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

1. In the case of a dispute which according to the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national courts of that Party, the matter in dispute shall not be submitted to any of the procedures provided for in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced by the competent national judicial authority with the consent of both High Contracting Parties, save in cases where there has clearly been a denial of justice.

2. The request for conciliation must, in the above case, be put forward within one year, at the latest, from the date of the final judgment.

Article 3.

1. Any dispute capable of being settled in the manner set forth above shall be submitted to the conciliation procedure unless the Parties agree to submit it immediately to arbitration.

2. Should the proposal made by the Permanent Conciliation Commission not have been accepted by both Parties, the dispute shall be submitted to arbitration if one of the Parties so requests.

Article 4.

1. In the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty, the Contracting Parties shall set up a Permanent Conciliation Commission consisting of three members:

2. The Parties shall each appoint one member and shall jointly appoint a third, who shall be President of the Commission. The latter must not be a national of one of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory or be in their service.

3. If the President has not been appointed within the said period of six months or if, in the event of the post falling vacant, the new President has not been appointed within three months of the date when the post became vacant, the President of the French Republic shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 5.

1. The members of the Commission shall be appointed for three years ; their appointments shall be renewable. If, on the expiration of the term of office of a member, no provision has been made for filling the vacancy, his term of office shall be deemed to have been renewed for a further period of three years ; nevertheless, at the request of one of the Parties, the President shall relinquish his functions at the end of his term of office. The members of the Commission shall remain in office until replaced, and in any case until the close of proceedings in progress at the date of the expiration of their term of office.

2. Steps shall be taken without delay to fill vacancies arising as a result of the decease, retirement or other circumstances preventing a member from carrying out his duties. In such cases the procedure laid down for appointments shall be followed.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

3. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de proposer aux Parties toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 7.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où une contestation aurait été portée devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son membre national, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie. Celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées à l'amiable, et, s'il y a lieu, les conditions de cet arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la Commission devront être terminés dans le délai de six mois à compter du jour de la première séance de la commission. Les Parties, d'un commun accord, pourront proroger ou abrégé ce délai.

4. Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé de ces faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale ou judiciaire.

Article 9.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

3. Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

4. La Commission ne pourra prendre des décisions qu'en présence de tous ses membres, dûment convoqués.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 6.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to its President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.
2. If the request is submitted by one only of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.
3. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall invite the Commission to make all necessary proposals to the Parties with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 7.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute shall have been brought before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its national member by a person possessing special competence in the matter.
2. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 8.

1. It shall be the duty of the Permanent Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, with that object to collect all relevant information, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. It may, after examining the case, inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable, and lay down a period within which they are to make their decision.
2. On the conclusion of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement between the Parties.
3. The proceedings of the Commission shall be concluded within six months of the date of the first meeting of the Commission. The Parties may, by common consent, extend or shorten this period.
4. The Commission's report shall not have the character of an arbitral or judicial award either in respect of the statement of facts or of the legal arguments set forth.

Article 9.

1. In proceedings before the Permanent Conciliation Commission both Parties shall be heard.
2. The Commission shall determine its own procedure, being guided, unless it unanimously decides to the contrary, by the provisions of Chapter III of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.
3. The discussions shall take place in private unless the Commission with the assent of the Parties should decide otherwise.
4. The Permanent Conciliation Commission shall take no decisions unless all its members have been duly convened and are present.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

5. Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission seront prises à la majorité des voix.
Chaque membre disposera d'une voix.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président, qui toutefois doit être situé en dehors des territoires des Parties.

Article 11.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne pourront être rendus publics qu'en vertu d'une décision de la Commission prise à l'unanimité et avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi que la communication par le gouvernement respectif de la déposition de toute personne dont le témoignage serait considéré par elle comme pertinent.

3. Les Parties contractantes fourniront à la commission toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards et dans la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

PARTIE II

Article 13.

1. Lorsque, en vertu des dispositions de l'article premier ou troisième du présent traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

2. A défaut de constitution de tribunal par l'accord des Parties dans un délai de trois mois à compter du jour, où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux et de ceux qui ont été désignés par elle comme membres de ladite Cour. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le président du tribunal. En cas de partage des voix, le président de la République française sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 14.

1. Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

5. Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote.

Article 10.

Unless otherwise agreed by the High Contracting Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President, which must, however, be outside the territory of the Parties.

Article 11.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public except when an unanimous decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that any persons whose evidence they consider desirable shall be heard.

2. The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents counsel and experts of the two Parties and to request the Government concerned to communicate the statements made by any person whose evidence may be considered by the Commission as having a bearing on the case.

3. The Contracting Parties shall supply the Commission with all information required and shall assist it in all respects and by all means within their power in the performance of its task.

PART II.

Article 13.

1. When, under the provisions of Article 1 or Article 3 of the present Treaty, a dispute is submitted for arbitration, a Court of Arbitration shall be set up by agreement between the Parties.

2. If the Court of Arbitration is not set up by agreement between the Parties within a period of three months, reckoned from the date on which one of the Parties has addressed the request for arbitration to the other Party, the following procedure shall be adopted :

Each Party shall appoint two arbitrators, one of whom must be on the list of members of the Permanent Court of Arbitration, but must not be a national of the Party in question or one of the persons appointed by that Party to be members of the said Court. The arbitrators thus appointed shall themselves choose a President of the Court. If the votes are equally divided, the President of the French Republic shall be requested to make the necessary appointment.

Article 14.

1. Whenever a question has to be decided by arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude within three months, reckoned from the date on which either has addressed a request for arbitration to the other Party, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, les Parties constitueront un tribunal spécial, conformément aux dispositions de l'art. 13, alin. 2, qui de plein droit établira les clauses de ce compromis.

3. Dans les cas de l'art. 13, alin. 2, les délais prévus ci-dessus ne seront comptés qu'à partir de la constitution du tribunal.

Article 15.

1. La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Si, toutefois, la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement, par voie administrative, les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16.

1. Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, le membre de la Commission permanente de conciliation désigné en commun et les membres du Tribunal arbitral recevront une indemnité, dont le montant sera arrêté par les Parties contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission et du tribunal.

Article 17.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 18.

Les difficultés auxquelles l'interprétation de la sentence arbitrale pourrait donner lieu seront tranchées par l'instance l'ayant prononcée. Chacune des Parties pourra la saisir à cette fin par voie de simple requête. Dans le cas, toutefois, où le tribunal arbitral ayant prononcé la sentence à interpréter ne pourrait plus être réuni ou ne pourrait pas l'être dans un délai raisonnable, la contestation sera tranchée par un tribunal spécial institué conformément aux dispositions de l'article 13, alinéa 2, du présent traité.

Article 19.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque, en vertu et par application de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation ou devant un tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

2. If such agreement cannot be concluded within the prescribed period, the Parties shall set up a special court, in accordance with the provisions of Article 13 (2), which shall have full authority to draw up the terms of the said agreement.

3. In cases dealt with under Article 13 (2), the above-mentioned time-limit shall only be reckoned as from the date on which the Court is established.

Article 15.

1. The arbitral award shall be binding and must be loyally carried out by the Parties.

2. If, however, the award establishes the fact that the decision of some judicial or other authority of one of the Contracting Parties is entirely or partly at variance with International Law, and if the Constitutional Law of that Party precludes the annulment or only allows of a partial annulment, through administrative channels, of the effects of such a decision, the injured Party shall be accorded equitable satisfaction in some other manner.

GENERAL CLAUSES.

Article 16.

1. While the conciliation or arbitration procedure is actually in progress, the member of the Permanent Conciliation Commission appointed by common agreement and the members of the Court of Arbitration shall receive an allowance, the amount of which shall be determined by the Contracting Parties.

2. Each Party shall bear its own expenses and an equal share of the expenses of the Commission and of the Court.

Article 17.

While the conciliation or arbitration procedure is in progress, the Contracting Parties shall refrain from any measure liable to prejudice either the acceptance of the Permanent Conciliation Commission's proposals or the execution of the Arbitral award.

Article 18.

Any difficulties which may arise in regard to the interpretation of the arbitral award shall be settled by the Court which pronounced it. Either of the Parties may submit such difficulties to the Court by means of a simple request. If, however, the Court of Arbitration which pronounced the award can no longer be convened or cannot be convened within a reasonable time, the dispute shall be settled by a special Court set up under Article 13 (2) of the present Treaty.

Article 19.

If any proceedings instituted in virtue or in pursuance of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission or a Court of Arbitration at the time of the expiration of the present Treaty, such proceedings shall be continued until their conclusion.

Article 20.

1. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie dans le plus bref délai possible.

2. Le présent traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur ; mais chacun des deux gouvernements est libre de le dénoncer après deux ans en avisant l'autre six mois à l'avance.

3. Si le présent traité n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, il demeurera en vigueur pendant une période d'un an et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 24 octobre 1929.

ZALESKI.

G. G. MIRONESCO.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) G. G. Mironesco.

Article 20.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. The present Treaty shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of five years, reckoned as from the date of its entry into force, but either Government shall have the right to denounce it after two years at six months' notice.

2. Unless the present Treaty is denounced six months before the expiration of this period of five years, it shall remain in force for successive periods of one year.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest in duplicate on October 24, 1929.

ZALESKI.

G. G. MIRONESCO.

N° 2303.

**ESPAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Prague, le 16 novembre 1928.**

**SPAIN
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Treaty of Conciliation, Judicial Sett-
lement and Arbitration. Signed at
Prague, November 16, 1928.**

N^o 2303. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 16 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République [tchécoslovaque] à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 mars 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Edvard BENÈS, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

S. Exc. M. Joaquin DE EZPELETA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Prague ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PREMIÈRE PARTIE

Article 2.

Tous litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 30 novembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2303. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 16, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 28, 1930.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Czechoslovakia and Spain and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. Joaquin DE EZPELETA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods provided for in the present Treaty, all disputes or conflicts of any nature whatsoever, which may arise between Czechoslovakia and Spain and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Madrid, November 30, 1929.

l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article 2 du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalités différentes.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent toutefois de transférer à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite d'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible, dans les trois mois qui suivront et, en tous cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou tout autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent judicial authority.

Article 4.

Before any recourse is had to the judicial procedure prescribed in Article 2 of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing, and shall appoint by common agreement the three other commissioners, and, from among the latter, the President of the Commission. These commissioners may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If on the expiry of the term of office of a member of the Commission no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years; nevertheless, the Parties reserve the right on the expiry of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by common agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

Vacancies which may occur as a result of the death or retirement of any member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission appointed by common agreement by the Contracting Parties be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the Commission's work, the Parties shall agree to appoint a substitute to take his place for the time being.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 6 of the present Treaty shall be applicable.

Article 6.

The permanent Conciliation Commission shall be constituted within the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Conseil de la Société des Nations sera, à défaut d'autre entente, à la requête de l'une des Parties, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen du différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 9.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les indications utiles par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral saisi du différend ait statué définitivement la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

If the nomination of the members to be appointed jointly should not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the Council of the League of Nations shall, in the absence of other agreement and at the request of one or other of the Parties, be asked to make the necessary appointments.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the dispute shall have been brought before the Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall be entitled to exercise the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being any permanent member appointed by it who may be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Article 9.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of the settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission is notified of the dispute.

If a settlement has not been effected between the Parties, the Commission may, unless the two commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order a report to be published setting forth the opinion of each of the members of the Commission, even before the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, notified of the dispute, has given a final decision.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, suivant les stipulations de l'article 2 du présent traité.

En ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission permanente de conciliation, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of an agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall be private, unless the Commission, with the consent of the Parties, decides otherwise.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think fit to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and, particularly, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territories and in accordance with their laws to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive an allowance, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and an equal share of the joint expenses of the Commission, the allowances provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as provided in Article 2 of the present Treaty.

In this case, and also when there has been no previous recourse to the Conciliation Commission, the Parties shall jointly draw up a special agreement referring the dispute to the Permanent Court of International Justice or appointing arbitrators. The aforesaid agreement shall clearly state the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent

de Justice internationale ou au tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre les Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend ou le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le statut de la Cour permanente de Justice internationale ou, en cas de recours à un tribunal arbitral, celle prévue par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à la dite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent traité sera applicable.

Article 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral, qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation. Ce tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur, et dictera un règlement obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y aura obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Court of International Justice or Arbitral Tribunal and any other conditions arranged between the Parties. This agreement shall be constituted by an exchange of notes between the two Governments.

The Permanent Court of International Justice, when requested to give a decision on the dispute, or the Arbitral Tribunal, when appointed for the same purpose, shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which, one of the parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of a request.

The procedure applicable shall be that laid down by the Statute of the Permanent Court of International Justice or, in the case of recourse to an arbitral tribunal, that laid down by the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any Treaty or Convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission.

Failing agreement between the Parties on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the said Commission on the expiry of one month's notice.

Should the request be preferred by one Party only, that Party shall notify such request forthwith to the other Party.

The procedure laid down in paragraph 2 of Article 7 and in Articles 8 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Article 19.

In the event of no agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal consisting, in the absence of any other agreement between the Parties, of five members appointed for each individual case, according to the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission. This arbitral tribunal shall, in such a case, act as a special referee and shall draw up a settlement which shall be binding upon the Parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within three months from the day on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, it shall be compulsorily provided for in accordance with the procedure laid down in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, and the recourse to arbitration shall, in such case, be governed by the provisions of that Convention.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation accordée à la Partie lésée.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Madrid dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à l'achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Prague, en double exemplaire, le 16 novembre 1928.

(L. S.) D^r Edvard BENÈS.

(L. S.) Joaquin DE EZPELETA Y MONTENEGRO.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 30 septembre 1929.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

Should the Permanent Court of International Justice or Arbitral Tribunal find that a decision of a court of law or any other authority of either of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 22.

During the course of proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration, the Contracting Parties shall abstain from all measures likely to affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the Arbitral Tribunal; for this purpose the Conciliation Commission, the Court of Justice and the Arbitral Tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article 23.

Any disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple request.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as soon as possible.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years from that date. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be regarded as renewed for a period of ten years and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion, in accordance with the stipulations of the present Treaty.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Prague, November 16, 1928.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) Joaquin DE EZPELETA Y MONTENEGRO.

N° 2304.

DANEMARK ET FRANCE

Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 14 janvier 1930.

DENMARK AND FRANCE

Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, January 14, 1930.

N^o 2304. — ACCORD RELATIF AUX RELATIONS SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET SCOLAIRES ENTRE LE DANEMARK ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 14 JANVIER 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 mars 1930.*

Article premier.

Le présent accord a pour objet de développer entre le Danemark et la France les relations intellectuelles telles qu'elles se sont manifestées en fait jusqu'ici entre les deux pays, notamment par les cours et conférences échangées entre les Universités respectives, par la désignation de lecteurs dans ces universités, par l'envoi d'élèves et de professeurs dans les lycées français.

Article 2.

Dans ce but, les deux gouvernements sont convenus des règles suivantes concernant l'équivalence des examens dans les deux pays :

Tout sujet danois pourvu du « *Student-examen* » danois peut bénéficier en France de l'équivalence du baccalauréat dans les conditions prévues par l'arrêté pris par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le 16 novembre 1915.

Tout citoyen français muni du baccalauréat français pourra se faire immatriculer à l'Université de Copenhague et se présenter aux examens de ladite université conformément aux règles les plus favorables en vigueur en tout temps relatives à l'accès à l'université de citoyens étrangers.

Cependant, le ministre de l'Instruction publique danois se réserve la faculté de prendre les mesures régulatrices que l'exiguïté des locaux pourrait rendre nécessaires.

Article 3.

Les dispositions du présent accord n'apportent aucun changement aux lois, décrets ou autres, concernant l'exercice de certaines professions ou l'accès de certaines carrières.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930.

Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes avec un préavis d'un an.

Fait à Paris, le 14 janvier 1930.

H. A. BERNHOFT,
*Le ministre de Danemark
à Paris.*

Pierre MARRAUD,
*Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2304. — AGREEMENT REGARDING SCIENTIFIC, LITERARY AND EDUCATIONAL RELATIONS BETWEEN DENMARK AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, JANUARY 14, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 28, 1930.

Article 1.

The aim of the present Agreement is to develop intellectual relations between Denmark and France such as have hitherto in fact existed between the two countries, in particular by exchanging courses and lectures between the respective universities, by appointing lecturers to these universities and by sending pupils and professors to French schools.

Article 2.

To this end, the two Governments have agreed upon the following regulations concerning the equivalence of examinations in the two countries :

Subject to the conditions provided for in the decision given on November 16, 1915, by the Minister of Education and Fine Arts, the possession of the Danish "*Student-examen*" shall be deemed in France to be equivalent to the possession of the "*baccalauréat*".

French citizens possessing the French Baccalauréat may matriculate at the University of Copenhagen and may present themselves for the examinations of the aforesaid University in conformity with the most favourable rules in force at any time concerning the admittance of foreign citizens to the University.

The Danish Minister of Education, however, reserves the right to adopt any restrictive measures which lack of accommodation may render necessary.

Article 3.

The provisions of the present Agreement shall not entail any alteration in the laws, decrees etc. concerning the exercise of certain professions or admission to certain careers.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force on January 15, 1930.
It may be denounced by either of the Contracting Parties at one year's notice.

Done in Paris, January 14, 1930.

H. A. BERNHOFT,
*Danish Minister
at Paris.*

Pierre MARRAUD,
*Minister for Education
and Fine Arts.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2305.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention pour éviter la double
imposition en matière de contribu-
tions directes. Signée à Belgrade,
le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention for the Prevention of
Double Taxation as regards
direct Taxes. Signed at Belgrade,
February 22, 1928.

N° 2305. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, POUR ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le chargé d'affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux d'éviter la double imposition et de régler autres questions en matière de contributions directes, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le Baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ; et

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention contient des dispositions qui s'appliquent aux impôts directs.

Sont à considérer comme impôts directs au sens de la présente convention les impôts qui, à base des lois de chacune des Parties contractantes, seront perçus, soit aux comptes des États contractants, soit aux comptes des corporations publiques autonomes (comitats, communes, etc.) directement sur le revenu (brut ou net), ou sur la fortune, même en forme d'impôts de contributions additionnelles. La convention ne se rapporte donc pas aux impôts indirects sur le chiffre d'affaires et sur la consommation.

Les dispositions de la présente convention se réfèrent d'une part sur les impôts directs réels sur le revenu, d'autre part sur les impôts directs personnels.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 25 février 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2305. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION AS REGARDS DIRECT TAXES. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of preventing double taxation and of settling other questions connected with direct taxes, have decided to conclude a convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. VOISLAV MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron PAUL FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade, and
M. ALFRED DE NICKL, Councillor of Legation, Director of the Economic Section at the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The present Convention contains regulations applicable to direct taxes.

For the purposes of the present Convention, direct taxes shall be taken to mean taxes which, on the basis of the legislation of each of the Contracting Parties, are levied direct on income (gross or net) or on total estate, either on account of the two Contracting States or on account of public autonomous corporations (comitats, communes, etc.), even when they are levied in the form of additional taxes or imposts. The present Convention shall not apply therefore to the indirect taxes on turnover and on consumption.

The provisions of the present Convention refer in part to direct impersonal taxes on income, and in part to direct personal taxes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, February 25, 1930.

Sont à considérer comme impôts réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui seront perçus en rapport aux objets de l'imposition et à base de leurs liens économiques avec le territoire d'un Etat. Sont à considérer comme impôts personnels les impôts directs qui seront perçus sur l'ensemble des objets imposables (revenus et biens) en rapport à la personne contribuable à laquelle ils reviennent à base de sa nationalité (état de ressortissant), de son domicile ou séjour.

En vue de l'application de la convention, les Ministères des Finances des deux Etats se communiqueront à la fin de chaque année civile quels impôts sont à considérer comme impôts directs et quels dans ce groupe sont à considérer comme impôts réels ou impôts personnels.

Article 2.

L'impôt qui frappe le revenu des biens immeubles ne sera appliqué que par l'Etat sur le territoire duquel ces immeubles (fonds de terre, mines, bâtiments) sont situés.

Article 3.

L'impôt réel qui frappe le revenu provenant d'une activité industrielle ou commerciale de quelque espèce que ce soit, ne sera appliqué que dans l'Etat, sur le territoire duquel l'entreprise a son établissement, même dans le cas où cette entreprise étendrait son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant, sans qu'elle y ait un établissement.

Par établissement est à comprendre, aux termes de la présente convention, une organisation productive stable propre à servir en total ou en partie l'activité de l'entreprise même.

Si l'entreprise a des établissements dans tous les deux des Etats contractants, chacun des Etats ne pourra frapper d'impôt réel que la partie du revenu produit dans l'établissement situé sur son propre territoire.

Article 4.

Le revenu du travail, y compris le revenu des professions libres, ne pourra être frappé d'impôt que dans l'Etat sur le territoire duquel l'activité personnelle, portant ce revenu, a été déployée.

Article 5.

Les redevances ou secours payés par des caisses publiques et accordés en raison d'une fonction ou profession exercées actuellement ou ayant été exercées dans le passé (appointements, pensions, retraites et autres revenus similaires), ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat d'où ce revenu provient.

Article 6.

Les revenus provenant de l'emploi de capitaux mobiliers seront soumis aux impôts directs dans l'Etat, sur le territoire duquel le débiteur a son domicile.

Les personnes morales seront considérées comme domiciliées au lieu de leur siège, et, faute de siège, au lieu de leur administration centrale.

Sur les intérêts (les accessoires) dus pour des créances hypothécaires, l'impôt sera perçu dans l'Etat, sur le territoire duquel l'immeuble est situé. Dans le cas où la créance hypothécaire est inscrite sur un immeuble dont une ou plusieurs parties sont situées sur le territoire de l'autre Partie contractante, les intérêts (les accessoires) dus pour les créances hypothécaires d'une telle créance seront, au point de vue des impôts, répartis en proportion égale entre les deux Parties contractantes.

For the purposes of this Convention, impersonal taxes shall be taken to mean direct taxes levied on taxable objects in virtue of their economic connection with the territory of a State. Personal taxes shall be taken to mean direct taxes levied on the whole of the taxable objects (income and property) of the taxpayer to whom they belong in virtue of the nationality, domicile or residence of such person.

With a view to the application of the present Convention the Ministries of Finance of the two States shall inform each other at the end of each calendar year of the taxes which are to be regarded as direct taxes, and the taxes in that group which are to be regarded as impersonal or personal taxes.

Article 2.

The tax on income derived from immovable property shall be levied only by the State in the territory of which such immovable property (landed estate, mines, buildings) is situated.

Article 3.

The impersonal tax on income derived from any kind of industrial or commercial activity whatever shall be levied only in the State in whose territory the establishment of the undertaking is situated, even when the undertaking carries on business in the territory of the other Contracting State without possessing an establishment in that State.

For the purposes of the present Convention an establishment shall be taken to mean a permanent productive organisation in which the business of the undertaking is wholly or partly carried on.

Should the undertaking possess establishments in both Contracting States, each State may levy the impersonal tax only on such portion of the income as is derived from the establishment situated in its own territory.

Article 4.

Earned income, including income derived from the exercise of the liberal professions, may be taxed only in the State in whose territory the personal activities producing the revenue have been carried on.

Article 5.

Allowances or grants paid by public Funds by reason of past or present official or professional services (salaries, pensions, retiring allowances and other similar income), shall be liable to direct taxation only in the State from which the income in question is derived.

Article 6.

Income derived from the employment of floating capital shall be liable to direct taxation in the State in which the "debtor" is domiciled.

Corporate bodies shall be regarded as domiciled at the place at which they have their seat, or, failing this, at the place at which their centre of management is situated.

The tax on interest (accessories) due in respect of mortgage debts shall be levied in the State in whose territory the immovable property in question is situated. Should the mortgage debt be registered in respect of immovable property of which a part or parts are situated in the territory of the other Contracting Party, the interest (accessories) due in respect of the mortgage debts in such a case shall be divided, for the purpose of taxation, in equal proportions between the two Contracting Parties.

Les intérêts des titres émis par l'Etat ou par des corporations publiques autonomes ou par des sociétés par actions, banques ou autres institutions financières, seront imposées par l'Etat qui paye ces intérêts, ou par l'Etat sur le territoire duquel la corporation qui paye les intérêts se trouve respectivement.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliqueront de même à l'imposition des intérêts des capitaux déposés dans des banques et autres institutions financières à titre de dépôts d'épargne ou sur compte courant. Au cas où le siège de l'institution se trouverait sur le territoire de l'un des Etats contractants et une ou plusieurs succursales sur le territoire de l'autre, les intérêts des capitaux déposés dans les succursales seront imposés par l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent.

Article 7.

L'impôt sur les « tantièmes » ne sera perçu que par l'Etat sur le territoire duquel le siège légal ou la direction centrale de l'entreprise distribuant lesdits « tantièmes » se trouve. Les redevances de caractère d'un « tantième », payées pour certaines fonctions exercées dans une succursale, seront frappées par l'impôt sur les « tantièmes » par l'Etat sur le territoire duquel cette succursale se trouve.

Dans des cas où le siège légal de l'entreprise se trouverait dans l'un des Etats contractants et la direction centrale dans l'autre, les autorités financières suprêmes des deux Etats s'entendront, pour chaque cas, sur la répartition équitable de la base de l'impôt.

Article 8.

Des impôts réels frappant les rentes viagères seront perçus par l'Etat dans lequel le jouissant du revenu a son domicile.

Article 9.

Seront appliqués à l'imposition de contributions personnelles frappant la totalité du revenu du contribuable dans chacun des Etats contractants les règles suivantes :

1^o En ce qui concerne le revenu personnel provenant :

- a) De biens immeubles ;
- b) De créances hypothécaires ;
- c) De l'industrie ou du commerce ;
- d) D'un travail — y compris les rétributions payées par des corporations publiques — seront appliquées les mêmes règles qui, pour les revenus réels provenant de ces bases d'impôt, sont établies dans les articles précédents.

2^o Pour tout autre espèce de revenu, notamment les dividendes d'actions, les « tantièmes », les intérêts de titres émis par des personnes morales publiques et sociétés, ainsi que les intérêts de dépôts auprès de banques ou autres instituts de crédit, l'imposition aura lieu dans l'Etat dans lequel le contribuable a son domicile.

Sera considéré comme domicile aux termes de la présente convention le lieu où le contribuable a sa demeure habituelle sous des indices permettant la présomption qu'il ait l'intention de la maintenir, ou le lieu où le contribuable séjourne sous des indices permettant la présomption que son séjour n'est pas seulement transitoire.

Au cas où le contribuable aurait un domicile dans chacun des deux Etats, l'impôt sera perçu par chacun des Etats en proportion du séjour passé sur son territoire dans l'année à laquelle la contribution se rapporte.

Est à considérer, aux termes du présent article, comme domicile des personnes juridiques, pourvu qu'elles soient soumises à un impôt personnel sur le revenu total — le lieu où la personne juridique a son siège légal et, faute de siège, le lieu de son administration centrale.

Interest on bonds issued by the State or by public autonomous corporations or by joint stock companies, banks or other financial institutions, shall be taxed by the State paying such interest or by the State in whose territory the corporation paying the interest is situated, as the case may be.

The provisions of the preceding paragraph shall also apply to the taxation of interest on capital deposited in banks and other financial institutions in the form of savings deposits or on current account. Should the seat of the institution be situated in the territory of one of the Contracting States and one or more branch establishments be situated in the territory of the other, the interest on capital deposited in the branch establishments shall be taxed by the State in whose territory they are.

Article 7.

The tax on directors' fees shall only be levied by the State in whose territory the legal seat or the centre of management of the undertaking paying the said directors' fees is situated. Allowances in the nature of directors' fees paid in respect of certain functions exercised in a branch establishment shall be liable to the tax on directors' fees; this tax shall be levied by the State in whose territory the branch establishment in question is situated.

Should the legal seat of the undertaking be situated in one of the Contracting States and the centre of management in the other, the central financial authorities of the two States shall come to an agreement in each case as to the equitable allocation of the basis of the tax.

Article 8.

Impersonal taxes on life annuities shall be levied by the State in which the person receiving the income in question is domiciled.

Article 9.

Personal taxes on the taxpayer's total income in each of the Contracting States shall be levied in accordance with the following rules:

(1) Personal income derived:

(a) From immovable property

(b) From mortgage debts

(c) From industry or trade

(d) From work — including remuneration paid by public corporations —

shall be subject to the rules laid down in the preceding Articles for impersonal income derived from these taxable sources.

(2) Every other kind of income, in particular, dividends on shares, directors' fees, interest on bonds issued by public corporate bodies and companies and interest on deposits in banks or other credit institutions shall be taxed in the State in which the taxpayer has his domicile.

For the purposes of the present Convention domicile shall be taken to mean the place in which the taxpayer habitually resides in circumstances which warrant the presumption that he intends to continue to reside there, or the place in which the taxpayer resides in circumstances such as to warrant the supposition that his stay is not merely temporary.

Should the taxpayer possess a domicile in each of the two States, each State shall levy the tax in proportion to the length of stay in its territory during the year to which the tax relates.

For the purposes of the present Article, the domicile of corporate bodies — when the latter are subject to a personal tax on total income — shall be taken to be the place in which the corporate body has its legal seat and, failing such, the place in which its centre of management is situated.

Article 10.

L'impôt sur la fortune, qu'il soit de caractère permanent ou perçu une seule fois, déjà introduit ou à introduire à l'avenir dans les Etats contractants, frappe dans chacun des Etats les biens du contribuable qui se trouvent sur le territoire de cet Etat.

En ce qui concerne

- 1° Les biens immeubles ;
- 2° Les créances hypothécaires ;
- 3° Les entreprises industrielles ou commerciales,

sur le territoire de l'un ou de l'autre des Etats contractants sera, en vue de l'application de l'impôt sur la fortune, décidé par les principes déjà adoptés dans les articles précédents pour l'imposition réelle des revenus provenant de tels biens.

Pour tout autre espèce de biens, y compris les actions, les titres émis par des personnes morales publiques et sociétés, et les dépôts auprès de banques et autres instituts de crédit, seront appliquées les mêmes règles qui sont adoptées pour l'impôt personnel sur la totalité des revenus.

Article 11.

Les règles établies dans l'article 10 de la présente convention, en vue de l'impôt sur la fortune, s'appliquent également à l'impôt sur l'accroissement de la fortune, existant éventuellement dans un des Etats contractants ou qui pourrait y être introduit à l'avenir.

Article 12.

Les entreprises de navigation sur le Danube ne seront soumises aux impôts sur les revenus professionnels provenant de l'exploitation de leur entreprise que dans l'Etat où elles siègent.

En dehors du transport de personnes et marchandises, l'exploitation comprend également le transport des marchandises des magasins sur le bateau et inversement du bateau dans les magasins.

Le revenu professionnel des ouvriers salariés employés dans le service de la navigation desdites entreprises seront soumis aux impôts dans l'Etat, sur le territoire duquel le siège de l'entreprise se trouve.

Article 13.

Au point de vue des impôts, — y compris la procédure devant les autorités de contribution, les tribunaux de contribution et administratifs — les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les nationaux.

Les personnes morales, siégeant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront traitées, sur le territoire de l'autre, de la même manière que les propres contribuables.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter assistance mutuelle pour faciliter l'assiette et le recouvrement des impôts directs.

Article 15.

La présente convention sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 1928, relativement à l'année fiscale 1928 et les suivantes.

Article 10.

Any tax on total estate, whether of a permanent character or levied on a single occasion only, which has already been or may in future be imposed in the Contracting States, shall be levied in each State on the taxpayer's property situated in the territory of that State.

When the estate consists of :

- (1) Immovable property
- (2) Mortgage debts
- (3) Industrial or commercial undertakings

its existence in the territory of one or other of the Contracting States shall, so far as the levying of the tax on total estate is concerned, be determined according to the principles laid down in the preceding Articles for impersonal taxes on income derived from such property.

In the case of any other kind of property, including company shares, bonds issued by public corporate bodies or companies and deposits in banks or other credit institutions, the rules laid down for the personal taxation of total income shall apply.

Article 11.

The rules laid down in Article 10 of the present Convention with regard to the tax on total estate shall also apply to any tax on the increment of total estate which is already in force or may in future be introduced in either Contracting State.

Article 12.

Shipping undertakings on the Danube shall be liable to taxes on profits arising out of their shipping business only in the State in which the seat of the undertaking is situated.

Shipping business shall be held to include not only transport of persons and goods but also transport of goods from warehouses to the vessel and from the vessel to the warehouses.

The professional income of paid workers employed in the navigation service of the said undertakings shall be liable to taxation in the State in whose territory the seat of the undertaking is situated.

Article 13.

From the point of view of taxation, including proceedings before revenue authorities, revenue and administrative tribunals, the nationals of either Contracting Party shall be entitled, in the territory of the other Party, to the same treatment as nationals of the country.

Corporate bodies whose seat is in the territory of one of the Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party in the same manner as taxpayers of that other Party.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to assist each other with a view to the assessment and recovery of direct taxes.

Article 15.

The present Convention shall be applied as from January 1, 1928, for the financial year 1928 and the following years.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à la dénonciation par l'une des Parties contractantes. Au cas où la dénonciation de la convention aurait lieu avant le 1^{er} juillet d'une année, la convention cessera de produire ses effets le 1^{er} janvier de l'année suivante, autrement le 1^{er} janvier de la deuxième année qui suivra la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit. 6

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention conclue en date de ce jour entre LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE ROYAUME DE HONGRIE dans le but d'éviter la double imposition et de régler d'autres questions en matière de contributions directes, les plénipotentiaires soussignés ont fait d'entente les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même.

Ad article 3.

Seront également à considérer comme activité industrielle et commerciale, aux termes de l'article 3 de la convention, les sociétés d'assurance, de communication, de transport, financières et de crédit.

Sont également à considérer comme « établissement », aux termes de l'article 3 de la convention, outre le siège et le centre effectif de l'entreprise, les succursales, les dépôts, les usines, les ateliers et laboratoires, les établissements d'achat et de vente, les magasins et en général toute autre installation commerciale et industrielle ayant le caractère d'une organisation stable de la production ; et finalement les représentants permanents, pourvu qu'ils soient soumis à l'imposition selon les lois de cet Etat.

Ad Article 4.

Sont à considérer, en particulier, comme professions libres, aux termes de l'article 4 de la convention, spécialement les activités qui se rapportent aux sciences, aux arts et lettres, à l'enseignement ou à l'éducation, ainsi qu'à l'activité professionnelle des médecins, avocats, architectes et ingénieurs.

Seront également à considérer comme le revenu de travail les revenus des commis voyageurs étrangers provenant de leur activité exercée sur le territoire de l'autre Partie contractante, même si leur activité est de manière provisoire.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Budapest as soon as possible.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until denounced by one of the Contracting Parties. Should the denunciation take place before July 1 of any year, the Convention shall cease to take effect on January 1 of the following year; otherwise it shall cease to take effect on January 1st of the second year following denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

. Done at Belgrade in duplicate on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention concluded this day between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary for the prevention of double taxation and the settlement of other questions in the matter of direct taxes, the undersigned Plenipotentiaries have made the following joint declarations, which shall form an integral part of the Convention itself :

Ad Article 3.

For the purposes of Article 3 of the Convention, industrial and commercial activities shall be taken to include the activities of insurance, traffic, transport, finance and credit companies.

For the purposes of Article 3 of the Convention, " establishments " shall be taken to mean not only the seat and real business centre of the undertaking, but also the branches, depots, factories, workshops and laboratories, premises where purchases and sales are effected, warehouses, and, in general, any other commercial and industrial installation in the nature of a permanent productive organisation, and lastly, permanent representatives, provided that they are liable to taxation under the law of the State in question.

Ad Article 4.

For the purposes of Article 4 of the Convention, liberal professions shall be taken to mean more particularly scientific, artistic or literary occupations, teaching or education, and the professional activities of doctors, barristers, architects and engineers.

The income of foreign commercial travellers derived from their activities in the territory of the other Contracting Party, even if their activities are only temporary, shall also be regarded as earned income.

Ad Article 6.

Il est entendu que les impôts qui seront perçus sur les intérêts d'obligations et sur les intérêts de dépôts d'épargne ou de compte courant et lesquels, aux termes des prescriptions légales actuellement en vigueur dans l'un des Etats contractants ou dans les deux, sont à considérer comme taxes (*illetékek*), soient au point de vue de l'application de la présente convention considérés comme impôts réels jusqu'à ce que ces taxes soient déclarées impôts réels.

Ad Article 9.

Sera à considérer, au sens de l'article 9, comme le revenu total du contribuable le produit net provenant des sources se trouvant sur le territoire de l'Etat respectif ou bien de l'activité y exercée, sans décompte des intérêts passifs dus à l'étranger.

Ad Article 10.

Les règles établies dans l'article 10 ne seront pas applicables à l'impôt à percevoir une seule fois sur la fortune si tel impôt était introduit antérieurement à la présente convention, même dans le cas où le paiement de cet impôt serait encore en cours.

Pour éviter des doutes éventuels, on constate que les dispositions de la présente convention ne préjugent la jouissance de privilèges et exemptions majeures qui, ensuite des règles générales du droit international, sont déjà ou seraient dans l'avenir accordés aux représentants diplomatiques et consulaires.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les Parties contractantes sans autre ratification spéciale, seul par le fait de l'échange des documents de ratification de la convention à laquelle il se réfère.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 6 mars 1930.

D'ordre du Ministre conseiller :

D^r Svet Djoritch.

Ad Article 6.

It is agreed that taxes levied on interest on debentures and on interest on savings deposits or current accounts and which, under the legal provisions at present in force in one or both of the Contracting States, are regarded as taxes (*illetékek*) shall, for the purposes of the application of the present Convention, be regarded as impersonal taxes until such taxes are declared to be impersonal taxes.

Ad Article 9.

The total income of the taxpayer for the purposes of Article 9 shall be held to be the net revenue derived from sources in the territory of the State in question or from activities carried on therein, without allowing for interest due abroad.

Ad Article 10.

The rules laid down in Article 10 shall not be applicable to the single capital levy should such tax have been introduced prior to the present Convention, even should the payment of the tax be still in progress.

With a view to avoiding any doubts that might arise, it is hereby declared that the provisions of the present Convention shall not affect the right to enjoy more extensive privileges or exemptions which, in virtue of the general rules of international law, are now or may hereafter be granted to diplomatic and consular representatives.

The present Protocol shall be held to have been approved by the Contracting Parties, without further special ratification, by the mere fact of their having exchanged the documents of ratification of the Convention to which it refers.

Done at Belgrade in duplicate on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

N° 2306.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

**Convention concernant le règlement
des dettes et créances en anciennes
couronnes autrichiennes ou hon-
groises. Signée à Belgrade, le
22 février 1928.**

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

**Convention regarding the Settlement
of Debts and Claims expressed in
former Austrian or Hungarian
Crowns. Signed at Belgrade,
February 22, 1928.**

N° 2306. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désirant arriver à un accord pour le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le D^r VOÏSLAV MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron PAUL FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, et

M. ALFRED DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE SECTION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX DETTES ET CRÉANCES, LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES.

Article premier.

Les dispositions de la présente section ne seront applicables que faute d'accord amiable conclu ou à conclure entre créanciers et débiteurs. Les dettes et créances résultant d'accords conclus avant le 15 janvier 1919 restent cependant soumises au régime de la présente section.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 25 février 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2306. — CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of arriving at an agreement for the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade,
and

Monsieur Alfred DE NICKL, Consellor of Legation, Director of the Economic Section of
the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING DEBTS AND CLAIMS IN FORMER AUSTRIAN
OR HUNGARIAN CROWNS.

Article I.

The provisions of this Section shall apply only in the absence of an amicable agreement already concluded or to be concluded hereafter between creditors and debtors. Nevertheless debts and claims under agreements concluded before January 15, 1919, shall be governed by the provisions of the present Section.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, February 25, 1930.

Article 2.

Seront soumises au régime de la présente section, sans égard à leur échéance, les dettes et créances de droit civil, libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises (y compris les dettes hypothécaires, les dettes communales, les dettes dues par les associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et par les communes viticoles), dettes et créances nées jusqu'au 15 janvier 1919 inclusivement, en tant qu'elles subsistaient le 15 janvier 1919, et au moment de la mise en vigueur de la présente convention entre les personnes énumérées à l'article 3 et, en tant que lesdites dettes et créances n'ont pas été éteintes par paiement ou autrement, au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Dans le cas de dettes échues avant la mise en vigueur de la présente convention, le débiteur aura un délai de 180 jours à compter de la mise en vigueur de cette convention — pendant lequel il pourra régler les arriérés de sa dette, sans que le créancier puisse lui opposer les conséquences qui s'attachent au paiement tardif. Nonobstant cette disposition, le créancier aura le droit de réclamer des intérêts moratoires toutes les fois que le paiement de tels intérêts aurait été prévu par les parties intéressées.

Les intérêts, les commissions (provisions périodiques et autres accessoires) qui seraient dus sur les dettes visées à l'alinéa 1 de cet article, seront réglés conformément aux dispositions qui s'appliqueront, en vertu de la présente section, au règlement du capital. Le taux d'intérêt sera de 5% par an, sauf, si en vertu d'un contrat, le créancier devait recevoir un intérêt d'un taux différent.

Les dépôts judiciaires ou administratifs effectués — avant le 1^{er} septembre 1927 — en dinars, au taux de 1 dinar pour 4 couronnes anciennes, seront considérés comme paiement, dès le moment où la somme déposée sera à la libre disposition du créancier.

Les autres dépôts seront restitués au déposant sur sa demande. Le créancier sera invité à se prononcer sur cette demande et aura le droit de demander que la somme consignée soit retenue en garantie jusqu'à son acquittement total ou bien qu'elle soit versée entre ses mains à valoir sur sa créance.

Article 3.

Les dispositions de la présente section ne s'appliqueront qu'aux dettes et créances subsistant entre

D'une part :

A) Des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient ressortissants du Royaume de Hongrie, en vertu du Traité de Trianon, ou *ipso jure* ou par voie d'option, et dont la résidence était le 15 janvier 1919, sur le territoire actuel de la Hongrie, ou

B) Des personnes juridiques dont le siège était, le 15 janvier 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur le même territoire,

D'autre part :

a) Des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain, ou *ipso jure* ou par voie d'option, et dont la résidence était, le 15 janvier 1919, sur les territoires transférés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux termes desdits traités et des traités et conventions de délimitation conclus jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, ou

b) Des personnes juridiques dont le siège était, le 15 janvier 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur les territoires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déterminés dans le précédent paragraphe a).

Article 2.

Irrespective of the date on which they fall due, debts and claims in civil law expressed in former Austrian or Hungarian crowns (including mortgage debts, communal debts, sums owed by associations for hydraulic works or land improvement, and by wine-growing Communes), and contracted up to January 15, 1919, inclusive, shall be subject to the provisions of this Section if they existed on January 15, 1919, and still exist at the date when the present Convention comes into force, between any of the persons described in Article 3, and provided that the said debts or claims are not extinguished by payments or otherwise on the coming into force of the present Convention.

In the case of debts due before the coming into force of the present Convention, the debtor shall have a time-limit of 180 days reckoned from the date of the coming into force of the present Convention, during which period he may liquidate the arrears of his debt and the creditor shall not have the right to subject him to the consequences attaching to dilatory payment. Notwithstanding this provision, the creditor shall be entitled to claim interest on arrears in all cases where the parties concerned had made provision for the payment of such interest.

The interest and commission (periodical and other accessory payments) due in respect of the debts referred to in paragraph 1 of the present Article shall be paid in accordance with the provisions applicable, under the present Section, to the repayment of the capital. The rate of interest shall be 5% per annum, save in cases where the creditor was entitled in virtue of a contract to receive interest at a different rate.

Sums deposited in dinars in the Government deposit and consignment office or other administrative office before September 1, 1927, at the rate of 1 dinar to 4 former crowns, shall be considered as payment from such time as the sum thus deposited is placed at the full disposal of the creditor.

Other deposits shall be restored to the depositor at his request. The creditor shall be invited to give his opinion on such request, and shall be entitled to demand that the sum thus deposited be retained as security until the whole debt has been discharged or that it be remitted to him in part payment of his claim.

Article 3.

The provisions of this Section shall apply only to debts and claims existing between
on the one hand :

(A) Natural persons who at the date of the coming into force of the present Convention have become nationals of the Kingdom of Hungary under the Treaty of Trianon, either automatically or by the exercise of their right of option, and who on January 15, 1919, had their residence within the present territory of Hungary, or

(B) Juridical persons having their registered offices on January 15, 1919, and at the time of the coming into force of the present Convention within the said territory ;
and on the other hand :

(a) Natural persons who at the date of the coming into force of the present Convention have become nationals of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes under the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain, either automatically or by the exercise of their right of option, and who on January 15, 1919, had their residence within the territory ceded to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, under the terms of the said Treaties, and of the delimitation Treaties and Conventions concluded before the coming into force of the present Convention, or

(b) Juridical persons having their registered offices on January 15, 1919, and at the time of the coming into force of the present Convention within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as defined in paragraph (a) above.

Au cas où une personne physique aurait transféré son domicile du territoire de l'une des Parties contractantes sur celui de l'autre, à la suite d'une option ou d'un ordre des autorités respectives, elle sera censée avoir eu son domicile au 15 janvier 1919, sur ce dernier territoire.

Les dettes et créances en anciennes couronnes des succursales établies, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, par des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire de l'autre Partie, dettes et créances envers des personnes domiciliées, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, dans l'Etat où la succursale est établie, seront soumises au droit civil commun de l'Etat où la succursale est située et cela dans les mêmes conditions que les dettes et créances des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège dans cet Etat.

Pour l'application de la présente convention, les succursales établies sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes par des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire d'un tiers Etat, seront assimilées aux personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire de celle des deux Parties où se trouvent lesdites succursales. Les dispositions du présent alinéa, ainsi que de l'alinéa précédent ne portent aucune atteinte à l'exception stipulée au paragraphe 5 de l'article 11.

Article 4.

Les dettes soumises au régime de la présente section seront payées en dinars au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes.

Les dettes et créances libellées en anciennes couronnes et résultant de titres (tels que : actions, lettres hypothécaires, obligations, obligations communales, obligations partielles et autres titres) ou de parts de sociétés coopératives seront réglées dans la monnaie de celle des Parties contractantes, sur le territoire de laquelle le débiteur a son siège, et au même montant qui est dû, selon les lois nationales, aux ressortissants de cette Partie. Pour l'application de ces dispositions, il ne sera tenu compte ni du domicile du détenteur, ni du lieu fixé pour le paiement, ni de la date à laquelle lesdites dettes et créances ont été constituées.

En ce qui concerne les dépôts d'épargne, les déposants, ressortissants serbes-croates-slovènes devront, — dans un délai de douze mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention — présenter leurs livrets à l'institution financière respective, et produire les preuves que le livret était, le 15 janvier 1919 et au moment de sa présentation, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes remplissant les conditions posées à l'article 3.

Si les preuves produites par la personne qui prétend être propriétaire du livret n'étaient pas reconnues suffisantes, ladite personne pourra déclarer sous serment que le livret faisait propriété serbe-croate-slovène à la date du 15 janvier 1919, aussi bien qu'au moment de sa présentation et qu'elle ne possède aucune autre preuve pour prouver la propriété. Cette déclaration qui sera considérée comme preuve absolue, devra être faite devant le tribunal du district, dans lequel se trouve le domicile de la personne prétendant être propriétaire du dépôt.

Les livrets présentés après les douze mois, mais avant l'expiration d'un délai supplémentaire de 6 mois, ne pourront être refusés à cause de tardiveté, si le propriétaire du livret fournit la preuve que l'inobservation du délai primitif de douze mois ne peut être imputée ni à une faute ni à une négligence de sa part.

Les dépôts d'épargne pour lesquels le déposant serbe-croate-slovène a satisfait aux prescriptions qui précèdent, seront réglés conformément à l'alinéa premier du présent article. Dans le cas contraire, ces dépôts seront réglés comme les dépôts de ressortissants hongrois. Les dépôts d'épargne, pour lesquels le droit de propriété et de disposition est réservé, moyennant une clause expresse, à une personne déterminée, seront soumis, sans tenir compte de cet alinéa, aux dispositions générales de la présente section, en tant que les conditions stipulées dans cette Section seraient remplies.

Au cas où des conventions spéciales seraient établies entre les Parties contractantes qui préverraient l'application des dispositions de la présente convention aux livrets d'épargne traités par ces conventions spéciales, les délais fixés à l'alinéa précédent du présent article pourront y être modifiés.

Natural persons who have transferred their domicile from the territory of one Contracting Party to the territory of the other, in consequence of the exercise of the right of option or of an order of the competent authorities, shall be deemed to have had their domicile in the latter territory on January 15, 1919.

Debts in former crowns due by or to branches established in the territory of the one Contracting Party *vis-à-vis* juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of the other Party, and similarly debts and claims *vis-à-vis* persons domiciled, at the time of the coming into force of the present Convention, in the State in which the branch is established, shall be governed by the ordinary civil law of the State in which the branch is situated, under the conditions obtaining for debts and claims of juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in that State.

For the purposes of the execution of the present Convention, branches established in the territory of either Contracting Party by juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of a third State shall be assimilated to juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of the Party in whose country the said branches are established. The provisions of the present and preceding paragraphs shall be without prejudice to the exception named in paragraph 5 of Article 11.

Article 4.

Debts governed by the provisions of the present Section shall be paid in dinars at the rate of one dinar to four former crowns.

Debts and claims expressed in former crowns arising out of securities (such as shares, mortgage bonds, other ordinary bonds, communal bonds, partial bonds, and other securities) or out of holdings in co-operative societies, shall be repaid in the currency of the Contracting Party within whose territory the debtor has his registered offices, at the rate payable, under the municipal law, to the nationals of the said Party. In the application of the present provisions no account shall be taken of the domicile of the holder, the place fixed for payment or the date on which the debts and claims were contracted.

In the case of savings deposits, Serb-Croat-Slovene depositors shall, within a period of twelve months from the coming into force of the present Convention, present their pass-books to the competent financial institution, and shall furnish evidence that on January 15, 1919, and at the time of presentation, such pass-books were owned by Serb-Croat-Slovene nationals fulfilling the conditions laid down in Article 3.

Should the evidence produced by the person claiming ownership of the pass-book not be deemed adequate, the said person may declare on oath that the pass-book was Serb-Croat-Slovene property on January 15, 1919, as well as at the time of presentation, and that he can furnish no further proof of ownership. This declaration, which shall rank as absolute proof, must be made before the Court of the district in which the person claiming ownership of the deposit has his domicile.

Pass-books presented after the prescribed twelve months, but within a supplementary period of six months, may not be refused on the grounds of late delivery, if the owner of the pass-book can prove that the failure to observe the original time-limit of twelve months cannot be ascribed to fault or negligence on his part.

Savings deposits shall be repaid in conformity with paragraph (1) of the present Article if the Serb-Croat-Slovene depositor has complied with the foregoing regulations. Otherwise they shall be repaid in the same manner as the deposits of Hungarian nationals. Notwithstanding the present paragraph, savings deposits in respect of which the rights of ownership and disposal have been assigned, under a special clause, to a specific person shall be subject to the general provisions of the present Section, if the conditions laid down in the Section are fulfilled.

When special Conventions have been concluded between the Contracting Parties, providing for the application of the provisions of the present Convention to the savings-bank pass-books dealt with in the said special Conventions, the time-limits specified in the foregoing paragraph of the present Article may be amended.

Les prêts en anciennes couronnes, accordés en vue de souscrire aux titres de l'emprunt de guerre de l'Etat hongrois ou de l'Etat autrichien, constitués en gage desdits prêts, seront réglés en couronnes hongroises, au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne. Le créancier aura cependant la faculté de retenir en acquittement de sa créance les titres de guerre constitués en gage. De même les avances faites en anciennes couronnes par des ressortissants serbes-croates-slovènes, à valoir sur les titres du IX^e emprunt de guerre de l'Etat hongrois dont l'émission a été envisagée en 1918, avant la fin des hostilités, seront restituées aux ayants droit en couronnes hongroises au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne.

Article 5.

Les rentes viagères, les pensions alimentaires et les prestations périodiques d'un caractère analogue en anciennes couronnes tombent sous les dispositions de l'article 12.

SECTION II

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE DETTES HYPOTHÉCAIRES ET COMMUNALES, AINSI QUE DE DETTES DUES PAR LES ASSOCIATIONS SYNDICALES POUR LES TRAVAUX D'EAU OU L'AMÉLIORATION DU SOL ET PAR LES COMMUNES VITICOLES.

Article 6.

Les dettes libellées en anciennes couronnes, provenant d'emprunts hypothécaires ou communaux d'emprunts des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles, seront, en principe, réglées en espèces et en conformité avec les dispositions de la Section I, même si lesdits emprunts n'avaient pas été liquidés en argent comptant, mais en lettres hypothécaires, en obligations communales ou autres titres analogues.

Ce principe s'applique de même au règlement de celles des dettes énumérées à l'alinéa précédent qui pouvaient, — en vertu de la législation ancienne du Royaume de Hongrie, — servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou autres titres analogues. Les débiteurs serbes-croates-slovènes pourront, cependant, dans les limites de la présente section employer à l'acquittement de leurs dettes visées par le présent alinéa, les lettres hypothécaires obligations communales et autres titres analogues, ainsi que les coupons échus desdits titres émis par des établissements hongrois sur la base desdites dettes, en tant que ces titres étaient, le 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes et en tant qu'ils ont été recensés et déposés conformément au décret N^o VI/234 du 23 janvier 1925 du ministre du Commerce et de l'Industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Pourront également être employés à l'acquittement de dettes les lots des obligations à primes tirés avant le 26 juillet 1921. Les primes fixes, par contre, ne pourront pas être utilisés en vertu de la présente section.

Au cas où des conventions spéciales seraient établies entre les Parties contractantes qui préverraient la remise au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou à ses ressortissants de titres indiqués à l'annexe à la présente convention, ceux-ci pourront être utilisés, sans égard aux délais y fixés, au paiement des dettes visées au deuxième alinéa du présent article. L'exécution de l'alinéa 3 de l'article V de l'annexe susdite ne pourra pas être entravée par cette disposition.

Les dispositions concernant l'utilisation des lettres hypothécaires et autres titres analogues ne portent aucune atteinte aux clauses relatives au règlement des dettes et créances résultant de titres (article 4, alinéa 2), clauses qui régiront les titres et coupons qui, par n'importe quelle raison, n'ont pas été déclarés ou déposés pour être recensés, qui seraient retirés du dépôt, ou bien qui ne seraient pas reconnus comme remplissant les conditions établies dans cette section.

Loans in former crowns for the purpose of subscribing to war loan stock of the Hungarian or Austrian State, the stock itself constituting a pledge in respect of the said loans, shall be repaid in Hungarian crowns at the rate of one Hungarian crown to one former crown. The creditor (lender) shall, however, be entitled to retain the pledged war bonds in settlement of his claim. Similarly, advances paid in former crowns by Serb-Croat-Slovene nationals on account of the ninth war loan stock issue of the Hungarian State, which was under consideration in 1918 before the conclusion of hostilities, shall be refunded to the parties entitled thereto in Hungarian crowns at the rate of one Hungarian crown to one former crown.

Article 5.

Life annuities, maintenance allowances, and similar periodical payments in former crowns shall be governed by the provisions of Article 12.

SECTION II.

SPECIAL CLAUSES CONCERNING THE SETTLEMENT OF CERTAIN CATEGORIES OF MORTGAGE AND COMMUNAL DEBTS AND DEBTS DUE BY ASSOCIATIONS FOR HYDRAULIC WORKS OR LAND IMPROVEMENT OR BY WINEGROWING COMMUNES.

Article 6.

Debts expressed in former crowns arising out of mortgage or communal loans, loans by associations for hydraulic works or land improvement or by winegrowing communes shall, as a general rule, be settled in cash, in conformity with the provisions of Section I, even if the said loans were not paid in ready money but by means of mortgage bonds, communal bonds or other like securities.

This principle shall also apply to the settlement of those debts enumerated in the foregoing paragraph which could, under the former laws of the Kingdom of Hungary, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds or other like securities. Within the limits laid down in the present Section, Serb-Croat-Slovene debtors may, however, employ for the discharge of the debts referred to in the present paragraph, mortgage bonds, communal bonds and other like securities, as well as the matured coupons thereof issued by Hungarian establishments on the basis of the said debts, provided that such securities have been held by Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15, 1919, and have been registered and deposited in accordance with Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, of the Minister for Commerce and Industry of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Prizes on premium bonds, drawn before July 26, 1921, may also be used for the settlement of debts. Fixed premiums, however, may not be employed under the present Section.

If special Conventions have been concluded between the Contracting Parties providing for the handing over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes or to its nationals, of the securities mentioned in the Annex to the present Convention, such securities may be used for the settlement of the debts named in the second paragraph of the present Article, regardless of the time-limits therein specified. The present provision shall be without effect on the execution of paragraph (3) of Article V of the aforesaid Annex.

The provisions relating to the employment of mortgage bonds and other like securities shall be without prejudice to the clauses concerning the repayment of debts and claims arising out of securities (Article 4, paragraph 2), these clauses being applicable to securities and coupons which, for any reason, have not been declared or deposited for registration, have been withdrawn from deposit, or are not deemed to fulfil the conditions laid down in the present Section.

Article 7.

Les titres émis par l'établissement créancier pourront être employés jusqu'à concurrence de 80% et ceux émis par d'autres établissements que l'établissement créancier jusqu'à concurrence de 50% du montant de la dette subsistant au moment de l'acquittement. Dans ces limites, les titres recensés pourront être utilisés, sans tenir compte de leur catégorie, à l'acquittement de n'importe quelle dette visée à l'article 6 (alinéa 2).

Les titres sortis au tirage ou non, ainsi que les lots tirés avant le 26 juillet 1921 inclus seront calculés, lors de l'acquittement, selon leur valeur nominale, au taux de quatre-vingt couronnes anciennes pour cent couronnes anciennes.

Les coupons échus jusqu'au moment de l'emploi des titres (sortis au tirage ou non) seront calculés, sans tenir compte de la catégorie du titre, au taux de cent couronnes anciennes pour cent couronnes anciennes.

Pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, le paiement offert sera accepté sans avis ou dénonciation préalable. Pour ce même délai, la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite à 1%.

Article 8.

Les modalités de l'utilisation des titres et des détails techniques de l'exécution de la présente section sont réglés dans l'annexe à la présente convention.

Article 9.

Dans le cas où l'établissement ayant émis les titres recensés et déposés, refuserait de reconnaître que les titres remplissent les conditions posées dans la présente section, le déclarant (déposant) aura le droit de soumettre la déclaration refusée, — à l'exclusion de toute autre voie de droit et dans un délai de soixante jours à partir de la date où la lettre recommandée qui lui sera adressée à ce sujet aura été expédiée — à une commission composée de deux membres, dont l'un sera délégué par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, l'autre par le Gouvernement du Royaume de Hongrie.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, le différend sera décidé avec le concours d'un président qui sera élu, d'un commun accord, par les deux membres de la commission. Pour le cas où les deux membres de la commission ne pourraient tomber d'accord sur le choix du président, celui-ci sera désigné par le surarbitre prévu à l'article 18 de la présente convention.

Les décisions de la commission seront définitives et obligatoires pour toutes les parties intéressées et aucun recours ne sera admissible contre lesdites décisions.

La commission devra achever ses travaux et prononcer ses décisions avant l'expiration d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 10.

En ce qui concerne les dettes hypothécaires, les dettes communales, les dettes des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles qui pouvaient — en vertu de la législation ancienne respective — servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou autres titres analogues, les débiteurs hongrois auront le droit d'utiliser au règlement de leurs dettes ci-dessus déterminées des lettres hypothécaires, obligations communales et titres analogues en tant que les titres utilisés ont été émis par l'établissement créancier respectif et que la catégorie d'émission (lettres hypothécaires, obligations communales, etc.) et le taux d'intérêt desdits titres correspondent à la catégorie (dette hypothécaire, dette communale, etc.) et au taux d'intérêt de la dette à régler.

Article 7.

Securities issued by the creditor establishment may be employed up to the amount of 80%, and those issued by other establishments up to the amount of 50% of the debt outstanding at the time of payment. Within these limits, registered securities of any category may be employed in payment of any debt covered by Article 6 (paragraph 2).

Securities with or without drawings, and prize bonds drawn before July 26, 1921, inclusive shall be rated at the time of payment at their nominal value on the basis of 80 for every 100 former crowns.

Coupons matured prior to the employment of the securities (with or without drawings) shall be rated, whatever the category of the security, on the basis of 100 for every 100 former crowns.

During the twelve months following the coming into force of the present Convention, payment offered shall be accepted without previous notice or warning. During the same period the sum which may be claimed as compensation for cancellation shall be reduced to 1%.

Article 8.

The procedure for the employment of securities and the technical details relating to the application of the present Section shall be laid down in the Annex to the present Convention.

Article 9.

Should the establishment which issued the registered and deposited securities refuse to recognise that the securities comply with the conditions laid down in the present Section, the declarant (depositor) shall, to the exclusion of all other legal recourse and within a time-limit of sixty days from the despatch of the registered letter addressed to him on the subject, be entitled to submit the rejected declaration to a Commission consisting of two members, of whom one shall be appointed by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and the other by the Government of the Kingdom of Hungary.

Should the Commission be unable to arrive at a unanimous decision, the dispute shall be decided with the assistance of a President, who shall be elected by the two members of the Commission jointly. If the two members of the Commission are unable to agree on the choice of the President, the latter shall be appointed by the umpire provided for in Article 18 of the present Convention.

Decisions of the Commission shall be final and shall be binding on all the parties concerned; there shall be no appeal against such decisions.

The Commission shall complete its work and give its decisions before the expiry of one year as from the coming into force of the present Convention.

Article 10.

In the case of mortgage debts, communal debts and the debts of associations for hydraulic works or land improvement and of wine-growing communes, which could, under the former legislation of the country concerned, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds or other like securities, Hungarian debtors shall be entitled to employ mortgage bonds, communal bonds and like securities in settlement, provided that the securities thus employed were issued by the creditor establishment in question, and that the category of issue (mortgage bonds, communal bonds, etc.) and the rate of interest on the said securities correspond with the category (mortgage debt, communal debt, etc.) and the rate of interest on the debt to be repaid.

La valeur pour laquelle seront calculés les titres et les coupons utilisés, en vertu de cet article, à l'acquittement des dettes, sera déterminée selon les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 7.

Pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, le paiement offert sera accepté sans avis ou dénonciation préalable. Pour ce même délai, la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite de 1%.

Le présent article ne porte aucune atteinte aux droits qui seraient assurés au débiteur dans le contrat conclu avec l'établissement créancier et aux statuts dudit établissement.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 11.

Les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux catégories suivantes de dettes et créances :

1^o Aux dettes et créances de l'un des gouvernements des Parties contractantes ;

2^o Aux dettes et créances de la Caisse d'Épargne postale royale hongroise, le règlement desquelles est prévu par une convention spéciale ;

3^o Aux dettes et créances de la Banque d'Autriche-Hongrie, ainsi qu'aux dettes et créances transférées, au cours de la liquidation de ladite banque, aux États successeurs, dettes et créances visées dans la convention spéciale conclue avec les liquidateurs de la Banque d'Autriche-Hongrie ;

4^o Aux dettes et créances des Caisses de mineurs et interdits qui seront réglées par une convention spéciale ;

5^o Aux dettes et créances résultant d'un contrat d'assurance en général, y compris les assurances d'État et sociales, ainsi que les contrats de réassurance, la question des assurances étant réservée à une convention spéciale ;

6^o Aux dettes et créances des municipalités et communes, des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi qu'aux dettes et créances des sociétés privées de chemins de fer, dont le réseau ferroviaire a été partagé ou dont le siège a été séparé du réseau par ladite frontière, la question du règlement de ces dettes et créances étant réservée à des conventions spéciales.

L'application des dispositions de la présente convention pourrait tout de même être prescrite par les conventions visées aux paragraphes 4, 5 et 6.

Article 12.

Les dettes et créances de droit civil en anciennes couronnes qui ne tombent pas sous le régime de la Section I de la présente convention (la Section II ne visant que le mode d'un règlement spécial) et qui subsistent entre les ressortissants des Parties contractantes, seront réglées en espèces selon le droit civil commun.

Lors de l'application des dispositions de l'alinéa précédent, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne pourront réclamer en aucun cas une somme plus élevée que celle qui pourrait être réclamée, selon les lois de ladite Partie, par les ressortissants de l'autre à l'égard des créances du même genre.

The value at which the securities and coupons employed under the present Article for the payment of debts are to be computed shall be determined in conformity with the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 7.

During the twelve months following the coming into force of the present Convention, payment offered shall be accepted without previous notice or warning. During that same period the sum which may be claimed as compensation for cancellation shall be reduced to 1%.

The present Article shall affect neither the rights conferred on the debtor under the contract concluded with the creditor establishment nor the statutes of the said establishment.

SECTION III.

MISCELLANEOUS CLAUSES.

Article 11.

The provisions of the present Convention shall not apply to the following categories of debts and claims :

(1) To debts and claims against the Government of either of the Contracting Parties ;

(2) To debts and claims against the Royal Hungarian Post Office Savings Bank, which debts and claims shall be governed by a special Convention ;

(3) To debts and claims against the Austro-Hungarian Bank, and those transferred in the liquidation of the said Bank to the Succession States, such debts and claims being dealt with in the special Convention concluded with the liquidators of the Austro-Hungarian Bank ;

(4) To debts and claims against minors' funds and persons under legal disability, which debts and claims shall be dealt with in a special Convention ;

(5) To debts and claims arising out of insurance policies in general, including State and social insurance and re-insurance policies, the question of insurance being reserved for settlement by a special Convention ;

(6) To debts and claims against municipalities and communes, associations for hydraulic works or land improvement, and wine-growing communes, whose districts have been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, as also debts to and claims against private railway companies whose systems have been divided or whose administrative centres have been separated from their systems by the said frontier, the question of the settlement of such debts and claims being reserved for decision by special Conventions.

The application of the provisions of the present Convention may, nevertheless, be provided for in the Conventions referred to in paragraphs 4, 5 and 6.

Article 12.

Debts and claims in civil law, expressed in former crowns, between nationals of the Contracting Parties, which are not governed by the provisions of Section I of the present Convention (in as much as Section II deals only with the procedure for special settlement) shall be paid in cash in accordance with ordinary civil law.

In applying the provisions of the foregoing paragraph nationals of the one Contracting Party may in no case demand a sum higher than could be demanded in respect of like claims, under that Party's law, by nationals of the other Party.

Article 13.

Toute défense de paiement existant sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes concernant les dettes et créances visées par la présente convention est abrogée et aucune mesure ne sera prise qui pourrait en entraver le règlement selon les dispositions de cette convention.

Article 14.

Pour le cas où pendant la mise en application de la présente convention, des restrictions relatives au trafic des devises et à l'exportation des titres seraient en vigueur sur le territoire de l'une des deux Parties, les Parties contractantes s'engagent réciproquement à accorder toutes les facilités nécessaires pour assurer le règlement et le paiement des dettes et créances visées par la présente convention et à assurer au créancier, entre autres, la libre disposition des sommes que le débiteur aurait versées — avant la mise en vigueur de cette convention et à valoir sur sa dette — à un établissement bancaire en vue d'être transférées au créancier.

Article 15.

En ce qui concerne l'impôt sur l'intérêt du capital et sur les rentes, impôt à acquitter par le débiteur, les sommes dues par les ressortissants de l'une des Parties contractantes à des ressortissants de l'Autre ne pourront être grevées d'impôts plus onéreux que les sommes dues entre ressortissants de la même Partie.

Article 16.

Les quittances et généralement tous les actes établis devant les tribunaux, relatifs aux dettes et créances rentrant sous le régime de la présente convention, ne seront pas soumis à une légalisation ultérieure. Cette disposition s'applique également aux quittances et actes établis sous seing privé ou devant notaire public, en tant qu'ils auront été légalisés par un tribunal.

Les consentements de radiation visés à l'article V de l'annexe à cette convention ne seront soumis à aucune légalisation.

Article 17.

Sur le territoire des Parties contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion, ainsi que tous délais fixés pour remplir des formalités prescrites pour conserver ou faire valoir des droits, seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 1^{er} novembre 1918 et la date à laquelle expireront les trente jours suivants la mise en vigueur de la présente convention, en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créances visées par la présente convention. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente convention et ne pourront expirer avant douze mois après la mise en vigueur de la convention.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas où la prescription, la péremption, la forclusion ou la déchéance étaient achevées avant le 1^{er} novembre 1918.

Article 18.

Les litiges qui pourraient surgir entre les ressortissants des Parties contractantes au sujet des dettes et créances rentrant sous le régime de la présente convention (y compris les dettes et créances visées à l'article 12) seront soumis à un tribunal d'arbitrage. Seront exclues de la compétence de ce tribunal d'arbitrage les dettes indiquées dans l'article 5.

Article 13.

All prohibitions existing in the territory of either of the Contracting Parties, which are directed against the payment of the debts and claims dealt with in the present Convention, shall be withdrawn, nor shall any measures be taken that might impede a settlement in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 14.

Should there exist in the territory of either Party, while the present Convention is being put into force, any restrictions on dealings in foreign currency and the export of securities, the Contracting Parties shall undertake to afford each other all necessary facilities for ensuring the settlement and payment of the debts and claims covered by the present Convention and to ensure *inter alia*, that the sums paid by the debtor to a banking establishment for transfer to the creditor, in part payment of his debt, before the coming into force of the present Convention, shall be placed at the entire disposal of the creditor.

Article 15.

As regards taxes payable by the debtor on interest derived from capital and on annuities, the sums due by nationals of the one Contracting Party to nationals of the other shall not be subject to heavier taxes than sums due between nationals of the same Party.

Article 16.

Receipts and, generally speaking, deeds drawn up before the courts relating to the debts and claims covered by the present Convention shall not require further legislation. This provision shall apply also to private receipts and deeds and to those drawn up before a notary public, provided that they have been legalised by a court.

The certificates of cancellation by consent referred to in Article V of the Annex to the present Convention shall not require legalisation.

Article 17.

Within the territory of the Contracting Parties, all periods counting for prescription, limitation or foreclosure, and similarly the periods laid down for the formalities for the safeguarding or pursuit of claims, shall cease to run as between November 1, 1918, and the expiry of a period of thirty days after the coming into force of the present Convention, in so far as such periods relate to the debts and claims dealt with in the present Convention. These periods shall again begin to run as from the entry into force of the present Convention and may not attain completion within less than twelve months following that date.

This provision shall not apply in cases in which prescription, limitation or foreclosure had taken effect, or the due date occurred before November 1, 1918.

Article 18.

Disputes that may arise between nationals of the Contracting Parties with reference to debts and claims covered by the present Convention (including debts and claims mentioned in Article 12) shall be submitted to a Court of Arbitration. The debts mentioned in Article 5 shall be excluded from the latter's competence.

Ce Tribunal d'arbitrage se composera de deux arbitres. Chacune des Parties contractantes nommera un de ces arbitres.

Pour le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le litige, ils choisiront d'un commun accord et sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, un surarbitre, ressortissant d'un Etat non intéressé dont la décision restera définitive.

Dans le cas où les Parties contractantes ne pourraient tomber d'accord sur le choix du surarbitre, elles s'adresseront, pour la nomination du surarbitre au président de la Confédération suisse.

Le Tribunal d'arbitrage siègera alternativement à Belgrade et à Budapest.

Les règles de procédure seront établies par le Tribunal d'arbitrage. Les frais de procédure seront évalués par le Tribunal (le surarbitre) et mis à la charge des Parties selon les principes généraux y relatifs.

Les Parties contractantes s'engagent à donner au tribunal d'arbitrage et au surarbitre toute assistance judiciaire et toute facilité nécessaire pour suivre leurs enquêtes.

Les décisions du Tribunal d'arbitrage et du surarbitre seront définitives ; les Parties contractantes s'engagent à les rendre obligatoires pour leurs ressortissants respectifs, ainsi qu'à assurer leur exécution sans exequatur et sans citer les parties, dans les mêmes conditions que les sentences rendues par les autorités judiciaires indigènes.

Les dispositions du présent article n'affectent nullement le droit des parties intéressées de faire valoir leurs réclamations devant tout autre tribunal compétent. Toutefois, dès le moment où l'instance a été introduite devant l'un des tribunaux compétents, — y compris le tribunal d'arbitrage constitué par le présent article — la compétence du tribunal une fois saisie du litige sera exclusive et le même litige ne pourra plus être porté devant aucun autre tribunal.

En ce qui concerne les procès qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient en cours devant le tribunal autre que le tribunal d'arbitrage constitué par cet article, la partie requérante aura la faculté de se désister de sa requête et de porter le litige devant ledit tribunal d'arbitrage. Il est entendu que les procès en cours devront être décidés en tout cas conformément aux dispositions de la présente convention.

Article 19.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas aux dettes et créances subsistant entre ressortissants hongrois, d'une part. et ressortissants des anciens Royaumes de Serbie et de Monténégro, d'autre part.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Article 21.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

The said Court shall consist of two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall appoint one arbitrator.

Should the two arbitrators be unable to arrive at an agreement regarding the dispute, they shall select by common consent, and subject to the approval of their respective Governments, an umpire, who shall be a national of a State not concerned in the question ; the umpire's decision shall be final.

Should the Contracting Parties be unable to agree on the choice of an umpire, they shall request the President of the Swiss Confederation to appoint him.

The Court of Arbitration shall sit alternately at Belgrade and Budapest.

It shall establish its own rules of procedure. The costs of the proceedings shall be assessed by the Court (the umpire) and shall be borne by the Parties in accordance with the general principles governing the matter.

The Contracting Parties undertake to afford the Court of Arbitration and the umpire the necessary legal assistance and other facilities for the conduct of their inquiries.

The awards of the Court of Arbitration and of the umpire shall be final ; the Contracting Parties undertake to make them binding upon their respective nationals and to provide for their execution without a municipal order of enforcement and without summoning the parties to appear, on the same conditions as judgments rendered by the judicial authorities of the country.

The provisions of the present Article shall in no way affect the right of the parties concerned to enforce their claims before any other competent Court. Nevertheless, once the case has been brought before any competent Court — including the Court of Arbitration instituted under the present Article — the competence of that Court shall be exclusive and the dispute may not be brought before another court.

If, at the time of the coming into force of the present Convention, a case is before a Court other than the Court of Arbitration instituted under the present Article, the applicant party shall be entitled to withdraw it and to bring the dispute before the said Court of Arbitration. It is understood that cases pending shall always be decided in conformity with the provisions of the present Convention.

Article 19.

The provisions of the present Convention shall not apply to debts and claims between Hungarian nationals, of the one part, and nationals of the former Kingdoms of Serbia and Montenegro, of the other part.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 21.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two originals, February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

(L. S.) (Signed) NICKL.

ANNEXE

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES.

En vertu de la convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Hongrie concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises (désignée ci-après par les mots « la convention »), les dettes et créances — y compris les prêts hypothécaires et communaux, les prêts pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et les prêts accordés aux communes viticoles — seront réglées, en tant qu'elles subsistent encore, en dinars au taux de $\frac{1}{4}$ dinar (25 paras) pour 1 couronne ancienne. Toutefois, en ce qui concerne les prêts qui pouvaient servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, d'obligations communales et de titres analogues, y compris les titres émis sur la base du paragraphe 70 de la loi XXIII de 1898, les ressortissants serbes-croates-slovènes auront le droit d'employer au règlement de leurs dettes provenant de ces prêts, les titres émis sur la base desdits prêts. A cette fin, le ministre du Commerce et de l'Industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a ordonné, par décret N° VI/234 du 23 janvier 1925, le recensement des titres qui, en vertu de la convention, pourront être utilisés, à titre de paiement, à l'acquittement de dettes ; la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb a été chargée, en qualité de dépositaire officiel, de prendre en dépôt lesdits titres et la mise en dépôt des titres a été effectuée. Pour assurer, conformément à la Section II de la convention, le règlement des dettes et l'emploi des titres, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

Pourront être utilisés, à titre de paiement, les titres émis sur la base des dettes visées à l'alinéa 2 de l'article 6 de la convention (voir le préambule de cette Annexe), à savoir :

Les lettres de gage (*záloglevelek*), les obligations communales (*községi kötvények, községi kötelezők*), et les obligations (*kötvények*), les obligations pour la régénération des vignes (*szőlőfelújítási kötvények*), les obligations à primes (*nyereménykötvények*), les lettres de gage pour les travaux de défense contre les inondations et pour l'amélioration du sol (*vízszabályozási és talajjavítási kötvények*), en tant que lesdits titres étaient, le 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes. Le transfert de propriété entre ressortissants serbes-croates-slovènes ne sera pas considéré comme interruption et ce transfert est admissible même dans l'avenir.

Pour déterminer les titres qui pourront être employés au règlement de dettes, il sera procédé de la manière suivante :

Les titres déposés en vertu du décret N° VI/234 du 23 janvier 1925 seront inscrits dans une liste qui sera délivrée sans délai à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest. Dans les deux mois après la remise de cette liste les établissements ayant émis les titres désigneront par l'intermédiaire de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest, les titres reconnus conformes aux dispositions de l'alinéa premier du présent article et les titres qui ne seraient pas reconnus.

Les titres reconnus seront inscrits dans une « Liste A » et ceux qui seraient contestés dans une « Liste B ».

Les titres qui ne seraient pas reconnus conformes aux dispositions de l'alinéa premier du présent article seront notifiés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie qui en donnera acte aux déposants par lettre recommandée. Dans un délai de soixante jours à partir de l'expédition de ladite lettre recommandée, le déposant aura le droit de présenter à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie une demande en revision accompagnée de toutes les preuves éventuelles dont il appert que les titres étaient, le 15 janvier 1919 et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de

ANNEX

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS.

In virtue of the Convention between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns (referred to hereinafter as "the Convention"), debts and claims — including mortgage and communal loans, loans for hydraulic works or land improvement and loans granted to wine-growing communes — shall be paid, in so far as they are still outstanding, in dinars at the rate of one-fourth of a dinar (25 paras) for one former crown. Nevertheless, in the case of loans which could be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds and like securities, including securities issued in virtue of paragraph 70 of Law XXIII of 1898, Serb-Croat-Slovene nationals shall have the right to employ the securities issued against the said loans in settlement of their debts arising out of the loans. With this object the Minister for Commerce and Industry of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, ordered the registration of securities which, under the Convention, may be employed as a means of payment in the settlement of debts; the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb was instructed as official depository, to take into custody, the said securities, which were duly deposited. In order to provide for the settlement of debts and the employment of securities in conformity with Section II of the Convention, the Contracting Parties have agreed as follows:

Article I.

Securities issued against the debts referred to in paragraph 2 of Article 6 of the Convention (*vide* the Preamble to the present Annex), namely:

Mortgage bonds (*zaloglevelek*), communal bonds (*községi kötvények, községi kötelezők*), and other ordinary bonds (*kötvények*), bonds for the improvement of vine stocks (*szőlőfelújítási kötvények*), premium bonds (*nyereménykötvények*), mortgage bonds for safeguarding against floods and for land improvement (*vizszabályozási és talajjavítási kötvények*), may be employed as a means of payment, provided that the said securities have been held by Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15, 1919. The transfer of property as between Serb-Croat-Slovene nationals shall not be deemed an interruption, and such transfers shall still be permitted in the future.

The procedure for determining the securities that may be employed for the settlement of debts shall be as follows:

Securities deposited in virtue of Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, shall be entered on a list which shall be delivered immediately to the Association of Banks and Savings Banks at Budapest. During the two months following the delivery of this list the establishments which issued the securities, acting through the Association of Banks and Savings Banks at Budapest, shall specify which securities are recognised to be in conformity with the provisions of the first paragraph of the present Article and which securities are not so recognised.

Recognised securities shall be entered on List A and disputed securities on List B.

Securities which are not recognised to be in conformity with the provisions of the first paragraph of the present Article shall be notified to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, which shall duly inform the depositors by registered letter. Within a period of 60 days from the despatch of such letter, the depositor shall be entitled to submit to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia an application for re-examination, accompanied by all available evidence showing that the securities have been the property of Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15,

ressortissants serbes-croates-slovènes. Pourront servir de preuves : les documents relatifs à l'achat, les certificats de dépôt et autres preuves écrites. Dans les cas où ces preuves ne seraient pas suffisantes, le déposant pourra produire toute autre preuve admissible d'après la procédure civile. En dernier lieu, il pourra déclarer sous serment que les titres dûment recensés et déposés faisaient — à la date du 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, — propriété serbe-croate-slovène et qu'il ne possède aucune autre preuve pour prouver cette propriété. Cette déclaration qui sera considérée comme preuve absolue, devra être faite devant le tribunal du district dans lequel se trouve le domicile de la personne prétendant être propriétaire des titres. La Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie notifiera la demande en revision et les preuves à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest.

Les demandes en revision, auxquelles il ne serait pas donné suite par les établissements intéressés, seront portées devant la commission prévue à l'alinéa suivant. Dans le cas où la demande en revision et les preuves ne seraient pas présentées dans le délai susdit de soixante jours, la Commission décidera sur la base des documents qui seraient à sa disposition. Quant aux preuves produites après ce délai, il n'en sera tenu compte que lorsqu'elles seraient présentées avant la décision de la commission.

Une commission sera créée conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention pour établir les listes, pour examiner les titres non reconnus et pour effectuer les transcriptions de la « Liste B » dans la « Liste A ».

La commission se réunira alternativement à Budapest et à Belgrade ou à Zagreb.

Les titres et les coupons qui constituent la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes, mais qui n'auraient pas été déposés par l'intéressé (propriétaire, possesseur, détenteur) à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie ou bien qui seraient retirés du dépôt — ce qui entraînera la radiation dans la « Liste A » — et enfin les titres et coupons qui ne seraient pas reconnus, seront soumis au régime qui s'appliquera aux titres et coupons appartenant aux ressortissants hongrois.

Les titres appartenant aux ressortissants serbes-croates-slovènes qui auraient été déclarés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, mais qui ne seraient pas encore mis en dépôt, devront être déposés, le plus tard, dans un délai de trois mois. Devront également être déposés à ladite Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie, dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la Convention, les titres qui se trouvent auprès des autorités publiques serbes-croates-slovènes. Les titres qui ne seraient pas déposés dans lesdits délais seront soumis au régime régissant les titres appartenant aux ressortissants hongrois. La liste des titres qui, en vertu du présent alinéa, pourront encore être déposés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie sera communiquée à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne, le plus tard dans les quinze jours qui suivront les dites dates. Les déclarations qui ont été faites au sujet de titres non encore déposés — à l'exclusion des titres qui se trouvent auprès des autorités publiques — seront transmises à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne, le plus tard dans le délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Les titres déposés ailleurs qu'à Zagreb, pour le compte de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, seront considérés comme titres mis en dépôt à ladite Banque de Zagreb, en tant que cette banque reconnaîtra lesdits dépôts comme régulièrement effectués.

Il est entendu que le présent article ne porte aucune atteinte aux dispositions de l'article 6, alinéa 3, de la convention.

Article II.

Tous les établissements hongrois ayant émis les titres indiqués à l'article premier délivreront dans un délai de soixante jours à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, par l'intermédiaire de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest, à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb une liste exacte de leurs créances qui en vertu de l'article 6, alinéa 2, de la convention, rentrent sous le régime de cette annexe.

Article III.

Les débiteurs seront invités par la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb et à la fois par les établissements créanciers, à régler leurs dettes. Les débiteurs seront informés en même

1919. Deeds of purchase, deposit receipts and other evidence in writing shall be accepted as proof. In the event of the said evidence being inadequate, the depositor may produce any other evidence admissible in civil procedure. Lastly, he may declare on oath that the securities, duly registered and deposited, have been Serb-Croat-Slovene property without interruption since January 15, 1919, and that he can furnish no further proof of ownership. This declaration, which shall rank as absolute proof, must be made before the Court of the district in which the person claiming ownership of the securities has his domicile. The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall notify the Association of Banks and Savings Banks at Budapest of the application for re-examination and of the evidence.

Applications for re-examination not allowed by the establishments concerned shall be referred to the Commission provided for in the following paragraph. Should such application, together with the evidence, not be submitted within the aforesaid period of sixty days, the Commission shall reach a decision on the basis of the documents at its disposal. Evidence brought forward after the expiry of this time-limit shall not be allowed, unless it be tendered before the Commission reaches its decision.

A Commission shall be established, in conformity with the provisions of Article 9 of the Convention, for the purpose of drawing up the lists, examining rejected securities and effecting the necessary transfers from List B to List A.

The Commission shall sit alternatively at Budapest and at Belgrade or Zagreb.

Securities and coupons which are the property of Serb-Croat-Slovene nationals, but which have not been deposited with the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia by the party concerned (proprietor, owner, holder), or have been withdrawn from deposit — this involving deletion from List A — and lastly, securities and coupons which have not been recognised, shall be governed by the regulations applicable to securities and coupons belonging to Hungarian nationals.

Securities belonging to Serb-Croat-Slovene nationals, which have been declared to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia but which have not yet been handed in shall be deposited within a period of three months. Within six months as from the coming into force of the Convention, securities in the hands of Serb-Croat-Slovene public authorities shall also be deposited with the said Mortgage Bank of Croatia and Slavonia. Securities which have not been deposited within the said time-limits shall be subject to the regulations applicable to securities belonging to Hungarian nationals. The list of securities which may, under the present paragraph, still be deposited with the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, shall be communicated to the Association of Banks and Savings Banks not later than fifteen days after the aforesaid dates. Declarations relating to securities not yet deposited — excluding securities in the hands of public authorities — shall be forwarded to the Association of Banks and Savings Banks not later than thirty days after the coming into force of the Convention.

Securities deposited on account of the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia elsewhere than at Zagreb shall be regarded as securities handed in to the said Bank at Zagreb, in so far as the latter recognises that such deposits were effected in due form.

It is understood that the present Article shall be without prejudice to the provisions of paragraph 3 of Article 6 of the Convention.

Article II.

All Hungarian establishments having issued securities as indicated in Article I shall, within a time-limit of sixty days reckoned from the coming into force of the Convention, deliver to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb, through the Association of Banks and Savings Banks at Budapest, an accurate list of those of their claims which are covered by the present Annex in virtue of paragraph 2 of Article 6 of the Convention.

Article III.

The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb and the creditor establishments shall request debtors to pay their debts. Debtors shall at the same time be informed that payment

temps que le paiement pourra être fait par l'intermédiaire de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, que pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la convention des paiements d'amortissement anticipé pourront être effectués et que dans le cas de tels paiements la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite à 1%. Ce délai de douze mois pourra être prolongé d'un an, d'un commun accord, par la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest.

Pour le cas que la dette ne serait remboursée que pour partie, le paiement à valoir sur le capital devra comprendre les quote-parts d'amortissement d'une ou de plusieurs annuités.

Dans le cas où le non-paiement des annuités ou des intérêts aurait pour conséquence l'échéance immédiate de la totalité du capital non amorti, cette conséquence de l'échéance immédiate ne pourra se faire valoir que dans le cas où les arriérés des annuités ou des intérêts ne seraient pas réglés, dans un délai de 180 jours à partir de la mise en vigueur de la convention. Les Municipalités, les communes et les associations syndicales pour les travaux d'eau qui régleront les annuités arriérées, dans ledit délai de 180 jours, seront exonérés non seulement des conséquences de l'échéance immédiate, mais aussi du paiement des intérêts moratoires.

Article IV.

Le paiement des dettes, y compris les arriérés, se fera dans les conditions suivantes :

a) Selon la règle générale, les 20% de la dette seront payés en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne, et 80% en titres reconnus, émis par l'établissement créancier. Dans le cas où le paiement pourra s'effectuer en d'autres titres que ceux émis par l'établissement créancier, la quote-part à payer en espèces sera de 50% (voir l'article 7 de la convention et le paragraphe c) du présent article).

Les titres, sortis au tirage ou non, seront mis en compte au cours de 80%.

Ce cours s'appliquera également aux lots des obligations à primes tirés avant le 26 juillet 1921 inclus. Après cette date, les titres des ressortissants serbes-croates-slovenses seront admis au tirage des lots dans les mêmes conditions que les titres des ressortissants hongrois. Les titres employés à l'acquittement de dettes seront considérés, du point de vue de la participation au tirage des lots, comme titres sortis au tirage d'amortissement.

En ce qui concerne les primes fixes et les coupons, les titres employés à l'acquittement des dettes seront considérés comme titres non tirés. Par conséquent, les primes fixes ne pourront pas être employées à titre de paiement et ne seront pas mises en compte lors de l'emploi des titres. Les coupons, par contre, continueront à courir jusqu'au moment de l'emploi des titres, ils seront acceptés à titre de paiement, mais seulement avec les titres auxquels ils appartiennent et seront mis en compte au cours de 100%.

Les établissements hongrois ne pourront pas faire valoir l'exception de prescription, en ce qui concerne les coupons et les titres sortis au tirage qui, en vertu de cette annexe, pourront être utilisés à titre de paiement, sauf toutefois le cas où la prescription aurait été achevée avant le 1^{er} novembre 1918.

b) Dans le cas où le paiement serait effectué directement à l'établissement créancier, le paiement devra être fait entièrement en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne. Dans ce cas les titres qui pourraient être employés au paiement de la dette, seront demandés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie et seront mis en compte dans les conditions prévues au paragraphe a).

c) En ce qui concerne l'ordre à suivre lors de l'emploi des titres, la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie délivrera aux établissements créanciers, en premier lieu, les titres — sans tenir compte de leur catégorie — qui ont été émis par l'établissement respectif, en tant qu'il y aura de tels titres inscrits dans la « Liste A ». Les lots tirés des obligations à prime seront utilisés, en tout cas, au règlement des créances de l'établissement ayant émis lesdites obligations à prime. Dès que le stock des titres émis par l'établissement créancier respectif sera épuisé, pourront être utilisés les titres de tout autre établissement visé par cette annexe.

may be effected through the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, that during the twelve months following the coming into force of the Convention amortisation payments may be carried out before due date, and that in such cases the amount which may be claimed as compensation for cancellation will be reduced to 1%. The said period of twelve months may be extended for a further period of one year by mutual agreement between the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest.

If only a part of the debt is repaid, payment on account of capital shall include amortisation contributions in respect of one or more annual payments.

Where the non-payment of the annual sums or of the interest would mean that the entire unredeemed capital would be due, this consequence shall ensue only if the arrears of annual payments or interest are not settled within a period of 180 days reckoned from the coming into force of the Convention. Municipalities, communes, and associations for hydraulic works which repay arrears of annual payments within the said time-limit of 180 days shall be exempt not only from the effects of the capital, immediately becoming due but also from the payment of interest on arrears.

Article IV.

The repayment of debts, including arrears, shall be governed by the following conditions :

(a) In accordance with the general rule, 20% of the debt shall be paid in cash at the rate of 25 paras to one former crown, and 80% in recognised securities issued by the creditor establishment. In cases where payment is allowed in securities other than those issued by the creditor establishment, the proportion to be paid in cash shall be 50% (*vide* Article 7 of the Convention and paragraph (c) of the present Article).

Securities, whether drawn or not, shall be reckoned at 80% of their value.

This rate shall also apply to prize bonds drawn on or before July 26, 1921. After this date, the securities of Serb-Croat-Slovene nationals shall be accepted for drawing under the same conditions as the securities of Hungarian nationals. Securities employed in the discharge of debts shall be considered — from the point of view of participation in drawings — as securities drawn for amortisation.

As regards fixed premiums and coupons, securities employed in the discharge of debts shall rank as undrawn securities. Non-option stock may not therefore be employed for payment and shall not be taken into consideration when securities are so employed. Coupons, however, shall continue to run until the securities are employed and shall be accepted in payment, but only if accompanied by the securities to which they relate : they shall be reckoned at 100% of their value.

Hungarian establishments may not submit the plea of prescription in respect of coupons and drawn securities, which, in virtue of the present Annex, may be employed in payment, except in cases where the period of prescription would have expired before November 1, 1918.

(b) In the event of repayment being made direct to the creditor establishment, it shall be effected entirely in cash at the rate of 25 paras to one former crown. In such case, the securities which may be employed for the discharge of the debt shall be demanded from the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia and shall be reckoned as provided in (a).

(c) As regards the procedure for the employment of securities, the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall in the first place deliver to the creditor establishments the securities — irrespective of category — issued by the establishment concerned, provided always that such securities are entered in List A. Prize bonds drawn shall, in all cases, be used to settle the claims of the establishment which issued them. When the stock of securities issued by the creditor establishment concerned is exhausted, the securities of any other establishment referred to in the present Annex may be employed.

d) Les titres seront délivrés aux établissements créanciers en état négociable. Pour les titres mis hors de cours moyennant une clause spéciale (titres nominatifs, « Vinkulation »), il sera suffisant de produire les documents nécessaires à lever ladite clause pour que lesdits titres puissent être considérés négociables. Les litiges qui surgiraient à ce sujet, seront décidés par la commission prévue à l'article premier.

e) Les garanties déposées par le débiteur, au moment où l'emprunt a été contracté, seront imputées, par voie de compensation, sur les premiers paiements qui seront effectués après la mise en vigueur de la présente convention. Si la garantie a été déposée en anciennes couronnes, la somme déposée sera prise en compte au taux de 25 paras pour une couronne ancienne. Si par contre la garantie a été constituée en titres, ces titres seront calculés au cours de 80 couronnes anciennes pour 100 couronnes anciennes.

Article V.

Les consentements de radiation seront établis par les établissements créanciers, sans aucune clause de légalisation. Les établissements créanciers ne pourront être obligés d'acquitter le timbre de quittance qui, outre le timbre de quittance hongrois, pourrait être réclamé par l'Etat serbe-croate-slovène. Si le débiteur demande la légalisation du consentement de radiation, les frais qui en résulteraient seront à la charge du débiteur.

Dans les cas prévus aux paragraphes a) et b) de l'article IV et durant la période pendant laquelle les titres pourront être employés au règlement de dettes, les consentements de radiation ne pourront être inscrits dans le registre foncier que lorsque la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie les aurait munis d'une clause de contrôle, exempte de toute sorte de taxe. Il est entendu que pour les dettes qui ne rentrent pas sous les dispositions de cette Annexe, aucune clause de contrôle ne pourra être exigée. En ce qui concerne les hypothèques inscrites en garantie de telles dettes, la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie attestera, sur la demande du débiteur ou de l'établissement créancier, que la clause de contrôle n'est pas nécessaire à l'inscription de la radiation.

Les titres employés au règlement de dettes seront rayés de la « Liste A ». Dès qu'il sera constaté que tous les titres dûment déposés et reconnus auront été employés, un avis commun de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne et de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie sera publié à ce sujet dans les journaux officiels de Belgrade, de Zagreb et de Budapest. A partir de la publication dudit avis, la clause de contrôle ne pourra plus être exigée et les dettes qui seraient réglées après cette date, seront payées, pour leur totalité, en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne.

Article VI.

En ce qui concerne les créances provenant de prêts rentrant sous le régime de cette annexe et qui, par voie de cession, auraient été transférées par des établissements financiers ayant leur siège sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à des établissements financiers hongrois visés par cette annexe, les sommes qui auraient été ou seraient perçues par les établissements cédants, à titre d'annuités ou de paiements d'amortissement, seront réglées dans les mêmes conditions que les créances soumises à cette annexe.

Article VII.

Les dettes des municipalités, des communes et des associations syndicales pour les travaux d'eau dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, seront réglées par des conventions spéciales. Les dispositions de cette annexe s'appliqueront cependant à la quote-part desdites dettes qui, en vertu des conventions spéciales à conclure, serait mise à la charge de la partie fractionnée, située sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en tant que ladite quote-part sera soumise aux dispositions de la convention.

(d) Securities shall be issued to the creditor establishments in a negotiable form. In the case of securities whose circulation is restricted by a special clause (registered scrip, "Vinkulation") the production of the documents required for the removal of such clause shall be sufficient to render the securities negotiable. Any disputes that may arise in this connection shall be decided by the Commission provided for in Article I

(e) Guarantees deposited by the debtor at the time of contracting the loan shall be set off against the first payments to be effected after the coming into force of the present Convention. If the guarantee was deposited in former crowns, the sum deposited shall be reckoned at the rate of 25 paras to one former crown. If, on the other hand, it was in the form of securities, these shall be reckoned on the basis of 80 former crowns for 100 former crowns.

Article V.

Certificates of cancellation by consent shall be drawn up by the creditor establishments and shall not be subject to legalisation. Creditor establishments shall not be required to pay stamp duty on receipts, should this be demanded by the Serb-Croat-Slovene State in addition to the Hungarian stamp duty. In the event of the debtor requesting the legalisation of the certificate of cancellation by consent, he shall himself bear the cost.

In the cases provided for in paragraphs (a) and (b) of Article IV, and throughout the period during which the securities may be employed for the settlement of debts, certificates of cancellation by consent may not be entered in the land register, unless the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia has appended a verification clause which shall be exempt from fees of any kind. It is understood that no verification clause shall be required in the case of debts which are not subject to the provisions of the present Annex. In the case of mortgages registered as security for such debts, the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall certify, at the request of the debtor or of the creditor establishment, that the verification clause is not necessary for the registration of cancellation.

Securities employed for the settlement of debts shall be deleted from List A. As soon as it has been ascertained that all duly deposited and recognised securities have been employed, the Association of Banks and Savings Banks and the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall issue a joint notice to this effect in the official journals at Belgrade, Zagreb and Budapest. After the publication of such notice the verification clause may no longer be required, and debts settled after that date shall be payable in cash to the full amount at the rate of 25 paras for one former crown.

Article VI.

In the case of claims arising out of loans governed by the provisions of the present Annex which as the result of cession, have been transferred by financial establishments having their head-quarters in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to Hungarian financial establishments referred to in the present Annex, sums which have been or may hereafter be received by the establishments effecting the transfer, either as annual payments or as payments on account of amortisation, shall be repaid under the same conditions as claims covered by the present Annex.

Article VII.

The debts of municipalities, communes and associations for hydraulic works whose districts have been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, shall be settled in accordance with special Conventions. The provisions of the present Annex shall, however, apply to the proportion of the said debts which, in virtue of the special Conventions to be concluded, is chargeable to the part of the district situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in so far as such proportion is governed by the provisions of the Convention.

Article VIII.

La Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie recevra pour sa gestion une commission de 2% sur les créances perçues qui sera à la charge des établissements créanciers et une commission de 2% sur la contre-valeur desdits titres qui sera à la charge des déposants des titres.

Article IX.

Les litiges qui, au sujet de l'exécution de cette annexe, pourraient surgir entre la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, d'une part, et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest ou les établissements hongrois intéressés, d'autre part, seront décidés par le Tribunal d'arbitrage prévu à l'article 18 de la convention.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1^o Les dispositions de la convention ne portent aucune atteinte aux droits que confèrent aux parties intéressées les articles 249 et 250 du Traité de Trianon.

2^o Seront assimilées aux dettes libellées en anciennes couronnes et réglées conformément aux dispositions de la convention, les dettes en or, en argent ou en monnaies autres que l'ancienne couronne, toutes les fois qu'il s'agit de dettes représentées par titres ou de dettes découlant d'emprunts accordés par des institutions financières, pourvu que ces dettes réunissent les conditions stipulées dans ladite convention. La conversion en anciennes couronnes se fera au taux de change coté à la Bourse de Budapest à la date du 1^{er} juillet 1914, étant entendu que la couronne or ou argent sera considérée comme équivalent à une couronne ancienne.

Pour les autres dettes réunissant les conditions visées aux articles 2 et 3 de la présente convention et libellées en or, en argent ou en monnaie autre que l'ancienne couronne, chacune des Parties contractantes se réserve la faculté d'initier des négociations spéciales dans un an à partir de la mise en vigueur de cette convention.

3^o Conformément à l'article 3 de la présente convention, les dettes et créances contractées en anciennes couronnes par l'Institut central des Sociétés financières (*Pénzintézeteki Központ*) ou sa succursale à Zagreb seront réglées dans les mêmes conditions que les dettes et créances contractées par toute autre banque hongroise ou les succursales desdites banques.

L'Institut central des Sociétés financières aura le droit de retirer sa succursale de Zagreb sans être obligé de liquider au préalable les affaires de ladite succursale.

Dans le cas où l'Institut central des Sociétés financières retirerait sa succursale, il sera obligé, à son choix :

a) Ou d'assurer, par l'établissement principal, la liquidation des affaires de la succursale en comprenant les affaires qui ne seraient pas encore réglées, dans la gestion et l'administration dudit établissement principal.

b) Ou bien de céder et transférer les droits et obligations résultant des affaires de la succursale à un établissement financier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Dès que l'Institut central des Sociétés financières déclarera au Tribunal compétent, ou qu'il assurera l'administration des affaires de la succursale par l'établissement principal,

Article VIII.

The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall receive for the purposes of its administration a commission of 2% on collected claims, which shall be charged to the creditor establishments, and likewise a commission of 2% on the exchange value of the said securities, such commission being chargeable to the depositors thereof.

Article IX.

Disputes that may arise in regard to the execution of the present Annex between the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, of the one part, and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest or the Hungarian establishments concerned, of the other part, shall be decided by the Court of Arbitration provided for in Article 18 of the Convention.

PROTOCOL OF SIGNATURE

At the moment of signing the Convention of today's date regarding the settlement of debts and claims in former crowns, the Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The provisions of the Convention shall be without prejudice to the rights conferred upon the parties concerned under Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon.

(2) Debts in gold, silver, or currencies other than the former crown shall rank as debts in former crowns and shall be settled in conformity with the provisions of the Convention, in all cases where the said debts are represented by securities or arise out of loans granted by financial institutions, provided always that the debts satisfy the conditions laid down in the said Convention. Conversion into former crowns shall be effected at the rate of exchange quoted on the Budapest Stock Exchange on July 1, 1914, it being understood that one gold or silver crown shall rank as the equivalent of one former crown.

As regards other debts which satisfy the conditions referred to in Articles 2 and 3 of the present Convention, expressed in terms of gold, silver or currencies other than the former crown, each of the Contracting Parties reserves to itself the right to initiate special negotiations within a period of one year after the coming into force of the present Convention.

(3) In conformity with Article 3 of the present Convention, debts in former crowns due by or to the Central Institute of Financial Associations (*Pénzüntézet*) or its branch at Zagreb, shall be settled under the same conditions as debts and claims of any other Hungarian bank or any branch thereof.

The Central Institute of Financial Associations shall be entitled to remove its branch from Zagreb without being required previously to wind up the affairs of the said branch.

In the event of the Central Institute of Financial Associations removing its branch, it shall be given the choice of :

(a) Arranging for its head office to wind up the affairs of the branch business outstanding coming under the management and administration of the said head office ;

(b) Or ceding and transferring the rights and obligations arising out of the branch's affairs to a financial establishment of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

As soon as the Central Institute of Financial Association informs the competent tribunal, either that it will arrange for the branch's affairs to be administered by the

ou qu'il s'est mis d'accord avec un établissement financier serbe-croate-slovène en vue de céder et transférer lesdites affaires, la succursale et la raison sociale seront radiées sur le registre de commerce.

Il est entendu que l'Institut central des Sociétés financières ne pourra plus être tenu de remplir les engagements par lesquels il aurait promis d'employer, entièrement ou par partie, les revenus ou les bénéfices rendus par les transactions de sa succursale de Zagreb, à assainir les établissements financiers des anciens territoires de la Croatie et Slavonie.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la convention signée en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises et aura la même force que cette convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Dr V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES, SIGNÉE A BELGRADE LE 22 FÉVRIER 1928.

Prenant en considération que la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb, désignée d'après l'alinéa premier de l'Annexe à la Convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Hongrie concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, signée à Belgrade le 22 février 1928, comme dépositaire officiel serbe-croate-slovène des titres prévus par ce même alinéa, ait changé depuis la signature de ladite convention de personnalité juridique :

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus que la charge conférée par ladite Annexe à la Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie sera dorénavant assumée par la Banque Associée Yougoslave S. p. A. (*Jugoslovenska Udružena Banka A. D.*) — Zagreb — Belgrade, et la Banque Serbe S. p. a. (*Srpska Banka A. D.*) — Zagreb, étant entendu que ces deux Banques et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest se mettront d'accord sur les détails techniques résultant de cette disposition.

Le présent protocole aura la même force et valeur et la même durée que la convention susmentionnée relative au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Budapest en même temps que les ratifications de la convention mentionnée à l'alinéa précédent.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double original, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 6 mars 1930.

D'ordre du Ministre conseiller :

Dr Svet Djoritch.

(L. S.) Dr V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

head office or that it has reached an agreement with a Serb-Croat-Slovene financial establishment with a view to ceding and transferring the said affairs, the branch and the name of the firm shall be deleted from the commercial register.

It is understood that the Central Institute of Financial Associations may not be required to fulfil undertakings embodying a promise to employ all or part of the income or profits accruing from the transactions of its Zagreb branch for the reorganisation of financial establishments in the former territories of Croatia and Slavonia.

The present Protocol shall be ratified simultaneously with the Convention of today's date regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two original copies, February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

(L. S.) (Signed) NICKL.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS, SIGNED AT BELGRADE ON FEBRUARY 22, 1928.

Whereas the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb, which under the first paragraph of the Annex to the Convention signed at Belgrade on February 22, 1928, between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary, regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, was appointed as the official Serb-Croat-Slovene depository for the securities mentioned in the said paragraph, has changed its legal status since the signature of the present Convention :

The undersigned Plenipotentiaries have agreed that the office conferred upon the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia under the said Annex, shall henceforth be assumed by the Associated Yugoslav Bank Ltd. (*Jugoslovenska Udružena Banka A. D.*) at Zagreb and Belgrade, and by the Serbian Bank Ltd. (*Srpska Banka A. D.*) at Zagreb, on the understanding that these two Banks and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest shall come to an agreement concerning the technical details arising out of this provision.

The present Protocol shall have the same force and validity and shall be concluded for the same period as the above-mentioned Convention regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest at the same time as the ratifications of the Convention referred to in the preceding paragraph.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done at Belgrade in two original copies, July the fourth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

N° 2307.

AUTRICHE ET ITALIE

Accord concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes régulières. Signé à Rome, le 11 mai 1928.

AUSTRIA AND ITALY

Agreement regarding the Establishment and Operation of regular Air Lines. Signed at Rome, May 11, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2307. — ACCORDO FRA L'AUSTRIA E L'ITALIA, PER L'IMPIANTO E L'ESERCIZIO DI LINEE AEREE REGOLARI. FIRMATO A ROMA, L'11 MAGGIO 1928.

Textes officiels italien et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 31 mars 1930.

IL REGIO MINISTERO DELL'AERONAUTICA ITALIANO ed IL MINISTERO FEDERALE DEL COMMERCIO E DELLE COMUNICAZIONI AUSTRIACO, secondo l'art. I, alinea 2 della Convenzione Generale fra l'Italia e l'Austria relativa alla navigazione aerea, firmata in data di oggi, convengono per quanto concerne l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari quanto segue :

Articolo I.

1. Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni concederà ad una Impresa di Navigazione Aerea Italiana, da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica nei riguardi del territorio austriaco le autorizzazioni necessarie all'esercizio della linea aerea tra Vienna e Venezia con i seguenti servizi :

a) un servizio continuo per tutto l'anno con fermata obbligatoria a Graz ad ogni volo, e precisamente con frequenza di tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare per ciascun volo soltanto un apparecchio ;

b) oltre il servizio indicato come sopra durante l'orario estivo un servizio senza fermata intermedia costituito da tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni con l'obbligo di impiegare parimenti per ogni volo soltanto un solo apparecchio.

2. Il R. Ministero dell'Aeronautica concederà ad una impresa di navigazione aerea austriaca, da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni, nei riguardi del territorio italiano le autorizzazioni necessarie all'esercizio della seguente linea aerea tra Venezia e Vienna con i seguenti servizi :

a) un servizio continuo per tutto l'anno con fermata obbligatoria a Klagenfurt ad ogni volo e precisamente con frequenza di tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare per ciascun volo soltanto un apparecchio.

b) oltre il servizio indicato come sopra durante l'orario estivo, un servizio senza fermata intermedia costituito da tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare parimenti per ogni volo soltanto un solo apparecchio.

3. L'autorizzazione da parte del Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni menzionata sotto 1 b) si accorda nella presunzione che da parte del R. Ministero dell'Aeronautica sarà assicurato che l'orario per la comunicazione aerea tra Venezia e Roma sia fatta in guisa tale da rendere possibile per ciascuno dei voli menzionati sotto 1 b) e 2 b) dell'impresa italiana e rispetti-

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2307. — ÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN ÖSTERREICH UND ITALIEN ÜBER DIE ERRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTVERKEHRSLINIEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 11. MAI 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 31, 1930.

DAS KÖNIGLICHE ITALIENISCHE LUFTFAHRTMINISTERIUM und DAS ÖSTERREICHISCHE BUNDESMINISTERIUM FÜR HANDEL UND VERKEHR, kommen gemäss Artikel 1, Absatz 2 des am heutigen Tage gefertigten Vertrages zwischen Italien und Österreich über den Luftverkehr hinsichtlich der Errichtung und des Betriebes von regelmässigen Luftverkehrslinien wie folgt überein :

Artikel 1.

1. Das Bundesministerium für Handel und Verkehr wird einem italienischen, von königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit österreichisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe folgender Luftverkehrsverbindung zwischen Wien und Venedig mit folgenden Diensten erteilen :

a) ein ganzjähriger Flugdienst mit obligatorischer Zwischenlandung in Graz bei jedem Fluge und zwar wöchentlich drei Flüge in jeder der beiden Richtungen, wobei bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf, und

b) neben der vorstehenden Verbindung während des Sommerflugplanes ein Flugdienst ohne Zwischenlandung bestehend in wöchentlich drei Flügen in jeder der beiden Richtungen, wobei gleichfalls bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf.

2. Das königliche Luftfahrtministerium wird einem österreichischen vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit italienisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe folgender Luftverkehrsverbindungen zwischen Venedig und Wien mit folgenden Diensten erteilen :

a) ein ganzjähriger Flugdienst mit obligatorischer Zwischenlandung in Klagenfurt bei jedem Fluge und zwar wöchentlich drei Flüge in jeder der beiden Richtungen, wobei bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf, und

b) neben der vorstehend bezeichneten Verbindung während des Sommerflugplanes ein Flugdienst ohne Zwischenlandung bestehend in wöchentlich drei Flügen in jeder der beiden Richtungen, wobei gleichfalls bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf.

3. Die unter 1 b) erwähnte Bewilligung des Bundesministeriums für Handel und Verkehr erfolgt unter der Voraussetzung, dass seitens des königlichen Luftfahrtministeriums sichergestellt wird, dass der Flugplan für die Verbindung zwischen Venedig und Rom derart erstellt ist, dass bei jedem der unter 1 b) und 2 b) erwähnten Flüge des italienischen bzw. österreichischen

vamente dell'impresa austriaca nella stessa giornata, prima del cessare della luce del giorno, tra Vienna e Roma via Venezia.

L'autorizzazione da parte del R. Ministero dell'Aeronautica menzionata sotto 2 b) si accorda nella presunzione che il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni si adoprerà a rendere possibile, per i voli menzionati sotto 1 b) e 2 b), una comunicazione nella stessa giornata tra Berlino e Roma via Vienna e Venezia. In questo proposito il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni assume l'impegno di rendere possibile la predetta comunicazione nella stessa giornata tra Berlino e Roma obbligando l'impresa austriaca ad adattare il suo orario in modo da assicurare le relative coincidenze internazionali con Berlino, sempre che il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni non sia impedito da gravi ed evidenti difficoltà d'ordine internazionale.

Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni si impegna in pari modo ad obbligare la Società austriaca che esercita la linea Graz-Budapest ad adottare un orario in coincidenza con le fermate della Società italiana a Graz.

È inteso che ognuna delle due imprese esercenti i servizi di cui ad 1) avrà facoltà di adibire a tale servizio degli aeromobili del tipo che crederà più opportuno.

Per orario estivo s'intenderà, salvo convenzione diversa tra le Autorità aeronautiche dei due Stati, l'orario estivo fissato di volta in volta dalla *International Air Traffic Association* (I. A. T. A.)

Articolo 2.

1. Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni accorderà ad una impresa di navigazione aerea italiana da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica nei riguardi del territorio austriaco, le autorizzazioni necessarie per l'esercizio di un servizio aereo Monaco-Milano.

2. Il R. Ministero dell'Aeronautica accorderà ad un'impresa di navigazione aerea austriaca, da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni nei riguardi del territorio italiano, le autorizzazioni necessarie per l'esercizio di un servizio aereo tra Innsbruck e Lienz via Brennero e la Valle di Pusteria, non appena il divieto di sorvolo emanato anche per gli apparecchi commerciali italiani, che attualmente si oppone a tale concessione, sarà tolto dal R. Governo italiano per gli apparecchi commerciali italiani.

Articolo 3.

Il R. Ministero dell'Aeronautica prende atto del desiderio del Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni di concludere degli accordi concernenti l'impianto e l'esercizio di una linea aerea Innsbruck-Trento, da esercitarsi in comune da un'impresa italiana da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica e da un'impresa austriaca da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni; quando le condizioni lo permetteranno.

Articolo 4.

È inteso che presentemente la « Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea » in Venezia è da considerarsi l'impresa italiana da designarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica ai sensi dell'art. 1, 1) e la *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft in Wien I., Tegetthoffstrasse 7* l'impresa austriaca da designarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni ai sensi dell'art. 1, 2).

Luftfahrtunternehmens eine Tagesverbindung (vor Ende des Tageslichtes) zwischen Wien und Rom über Venedig möglich ist.

Die unter 2 b) erwähnte Bewilligung des königlichen Luftfahrtministeriums erfolgt unter der Voraussetzung, dass das Bundesministerium für Handel und Verkehr bestrebt sein wird, bei den unter 1 b) und 2 b) erwähnten Flügen eine Tagesverbindung zwischen Berlin und Rom über Wien und Venedig zu ermöglichen. Hiebei übernimmt das Bundesministerium für Handel und Verkehr die Verpflichtung, dass das österreichische Luftfahrtunternehmen zur Ermöglichung der vorerwähnten Tagesverbindung zwischen Berlin und Rom seinen Flugplan in Anpassung an die zwischenstaatlichen Anschlüsse mit Berlin entsprechend erstellt, sofern das Bundesministerium für Handel und Verkehr nicht durch bedeutende offensichtliche Schwierigkeiten internationaler Natur gehindert ist.

Unter den gleichen Voraussetzungen verpflichtet sich das Bundesministerium für Handel und Verkehr, das österreichische Luftfahrtunternehmen, das die Verbindung Graz-Budapest betreibt, zu verhalten, seinen Flugplan in Anpassung an die Landungen des italienischen Luftfahrtunternehmens in Graz zu erstellen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass jedes der beiden den Betrieb auf den unter 1 genannten Luftverkehrsverbindungen führenden Luftfahrtunternehmen bei diesem Verkehre Flugzeuge der Type einsetzen darf, die es als zweckmässig erachtet.

Unter Sommerflugplan ist, solange nichts anderes zwischen den Luftfahrtbehörden der beiden Staaten vereinbart wird, der jeweils von der *International Air Traffic Association* (I. A. T. A.) festgesetzte Sommerflugplan verstanden.

Artikel 2.

1. Das Bundesministerium für Handel und Verkehr wird einem vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machenden italienischen Luftfahrtunternehmen, soweit österreichisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe einer Luftverkehrsverbindung zwischen München und Mailand erteilen.

2. Das königliche Luftfahrtministerium wird einem österreichischen, vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit italienisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe einer Luftverkehrsverbindung zwischen Innsbruck und Lienz über den Brenner und das Pustertal erteilen, sobald das einer solchen Verbindung entgegenstehende, dermalen auch für italienische Verkehrsflugzeuge erlassene Überfliegungsverbot seitens der königlich-italienischen Regierung für italienische Verkehrsflugzeuge aufgehoben ist.

Artikel 3.

Das königliche Luftfahrtministerium nimmt den Wunsch des Bundesministeriums für Handel und Verkehr zur Kenntnis, Vereinbarungen betreffend die Errichtung und den Betrieb einer Verbindung zwischen Innsbruck und Trient in Gemeinschaft zwischen einem vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft gemachten italienischen und einem vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft gemachten österreichischen Unternehmen zu treffen, sobald es die Verhältnisse gestatten.

Artikel 4.

Es besteht Einverständnis darüber, dass dermalen die *Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea* in Venedig als das gemäss Artikel 1, 1), vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machende italienische Luftfahrtunternehmen und die « Österreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft » in Wien I, Tegethofstrasse 7, als das gemäss Artikel 1, 2) vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machende österreichische Luftfahrtunternehmen anzusehen ist.

Articolo 5.

Sarà cura delle due imprese di navigazione aerea menzionate sotto l'art. 1, par. 1) et 2) di accordarsi sul modo di esercitare la linea aerea di cui all'art. 1, par. 1) e 2) di intesa comune. Tali accordi saranno subordinati all'approvazione volta per volta concessa dal R. Ministero dell'Aeronautica e dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni.

Articolo 6.

Per le linee menzionate sotto l'art. 1, par. 1) e 2) e sotto l'art. 2, nonchè per le linee aeree da istituirsi in avvenire vale quanto segue :

Ognuna delle Imprese comunicherà alla competente Autorità dell'altro Stato, almeno quattro settimane prima della loro messa in vigore, gli orari e le possibilità di coincidenza con le altre linee, ed inoltre, per quanto riguarda le linee aeree di cui all'art. 2, la frequenza del servizio, ed in ogni caso almeno quattro settimane prima di farne uso, la specie del materiale da adoperare.

Articolo 7.

Le amministrazioni postali dei due Stati si intenderanno sull'uso delle linee per il trasporto di effetti postali.

Articolo 8.

Le concessioni accennate sotto gli articoli 1 e 2 del presente accordo resteranno in vigore fino al 23 aprile 1938.

Qualora la Convenzione Generale, relativa alla navigazione aerea decada (in seguito a denuncia pronunciata ai sensi dell'art. 21 della Convenzione stessa) anteriormente al 23 aprile 1938 le convenzioni di cui agli articoli 1 e 2 del presente accordo scadranno col giorno della scadenza della Convenzione.

Scaduto detto decennio, le concessioni di cui è parola si intenderanno rinnovate di cinque anni in cinque anni, sempre che il presente Accordo non venga per intero o in parte denunciato da una delle Parti contraenti, al più tardi un anno prima di scadere.

Articolo 9.

Ognuna delle due Parti contraenti ha facoltà di sostituire in ogni momento un'altra impresa da essa indicata per l'esercizio di una delle linee nominate.

Alla impresa aerea così ritirata dall'esercizio non spetta alcun diritto di indennizzo da far valere verso l'altra Parte contraente.

Articolo 10.

Le Società concessionarie sono obbligate di osservare e di far osservare al proprio personale ed ai passeggeri le norme contenute nelle leggi e nei regolamenti dei due Stati.

Artikel 5.

Beiden in Artikel 1, Punkt 1) und 2), erwähnten Luftfahrtunternehmen soll es überlassen sein, wegen der gemeinschaftlichen Durchführung des Betriebes der im Artikel 1, Punkt 1) und 2), erwähnten Luftverkehrslinie sich miteinander ins Einvernehmen zu setzen. Derlei Übereinkommen unterliegen jedesmal der Genehmigung des königlich-italienischen Luftfahrtministeriums und des Bundesministeriums für Handel und Verkehr.

Artikel 6.

Für die in Artikel 1, Punkt 1) und 2), und die in Artikel 2 angeführten oder die in Zukunft noch einzurichtenden Luftverkehrslinien gilt folgendes :

Die Flugpläne und die Anschlussmöglichkeiten an andere Luftverkehrslinien, bezüglich der in Artikel 2 angeführten Luftverkehrslinien überdies die Häufigkeit des Dienstes sind von jedem Luftfahrtunternehmen der zuständigen Behörde des anderen Staates wenigstens 4 Wochen vor Inkrafttreten mitzuteilen. Die Artikel des verwendeten Gerätes ist wenigstens 4 Wochen vor der Inbetriebnahme in allen Fällen mitzuteilen.

Artikel 7.

Die Postverwaltungen der beiden Staaten werden sich wegen der Nutzbarmachung der Linien für die Beförderung von Postsachen miteinander ins Einvernehmen setzen.

Artikel 8.

Die in Artikel 1 und 2 dieses Übereinkommens erwähnten Zulassungen bleiben bis zum 23. April 1938 in Geltung.

Erlischt der allgemeine Vertrag über den Luftverkehr infolge Kündigung gemäss seinem Artikel 21) vor dem 23. April 1938, so werden die in Artikel 1 und 2 erwähnten Zulassungen mit dem Tage des Ausserkrafttretens des allgemeinen Vertrages hinfällig.

Nach Ablauf der angeführten 10 Jahre gelten die in Rede stehenden Zulassungen als von 5 zu 5 Jahren erneuert, falls dieses Übereinkommen nicht spätestens 1 Jahr vor Ablauf seitens eines der beiden Vertragsteile ganz oder teilweise gekündigt wird.

Artikel 9.

Jeder der beiden Vertragsteile ist berechtigt, an Stelle des von ihm für den Betrieb einer der erwähnten Linien namhaft gemachten Unternehmens jederzeit ein anderes Unternehmen namhaft zu machen.

Dem auf diese Weise aus dem Betrieb zurückgezogenen Luftfahrtunternehmen steht keinerlei Schadenersatzanspruch gegenüber dem anderen Vertragsteile zu.

Artikel 10.

Die zugelassenen Luftfahrtunternehmen sind verpflichtet, sämtliche in den gesetzlichen und sonstigen Vorschriften der beiden Staaten enthaltenen Anordnungen zu beobachten und das eigene Personal und die Fluggäste zu ihrer Beobachtung zu verhalten.

Qualora nell'esercizio delle linee aeree fossero riscontrate ripetute contravvenzioni alle norme di cui di sopra, la suprema Autorità aerea dello Stato interessato è in diritto di chiedere la revoca dell'impiegato dell'impresa aerea colpevole.

Nei casi più gravi di contravvenzione alle norme di cui sopra, la suprema Autorità aerea interessata ha il diritto di ottenere la revoca delle concessioni fatte alla Società responsabile.

Articolo II.

Le più alte Autorità di navigazione aerea dei due Stati si intenderanno direttamente sulla esecuzione del presente Accordo e della Convenzione Generale relativa alla navigazione aerea fra l'Italia e l'Austria.

Fatto in doppio esemplare in lingua italiana e tedesca che avranno ambedue pari efficacia.

ROMA, li 11 maggio 1928.

(L. S.) *F.to* Italo BALBO.

(L. S.) *F.to* POESCHMANN.

Falls beim Betriebe der Luftverkehrlinien wiederholte Verstöße gegen die oberwähnten Vorschriften festgestellt werden, ist die oberste Luftfahrtbehörde des betroffenen Staates berechtigt, die Abberufung des schuldigen Angestellten des Luftfahrtunternehmens zu verlangen.

In Fällen schwererer Verstöße gegen die obenerwähnten Vorschriften ist die betroffene oberste Luftfahrtbehörde berechtigt, die Zurückziehung der dem verantwortlichen Luftfahrtunternehmen erteilten Zulassungen zu verlangen.

Artikel II.

Die obersten Luftfahrtbehörden beider Staaten werden sich zwecks Durchführung dieses Übereinkommens, sowie des allgemeinen Vertrages über den Luftverkehr zwischen Italien und Österreich unmittelbar verständigen.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in italienischer und deutscher Sprache, welche beide gleich authentisch sind.

In ROM, am 11. Mai eintausendneunhundertachtundzwanzig.

(L. S.) F. to Italo BALBO.

(L. S.) Unterscrieben : PÆSCHMANN.

Per copia conforme :

Il capo dell'ufficio Trattati
(R. Min. pl. de Marsanich).

¹ TRADUCTION.N^o 2307. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE CONCERNANT LA CRÉATION ET L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES. SIGNÉ A ROME, LE 11 MAI 1928.

LE MINISTÈRE ROYAL ITALIEN DE L'AÉRONAUTIQUE et LE MINISTÈRE FÉDÉRAL AUTRICHIEN DU COMMERCE ET DES COMMUNICATIONS, par application de l'alinéa 2 de l'article premier^c de la Convention générale entre l'Italie et l'Autriche relative à la navigation aérienne et signée en date de ce jour, conviennent de ce qui suit au sujet de la création et de l'exploitation de lignes aériennes régulières :

Article premier.

1. Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications accordera à une entreprise italienne de navigation aérienne, à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire autrichien, de la ligne aérienne entre Vienne et Venise, comprenant les services suivants :

a) Un service ininterrompu fonctionnant toute l'année et comportant, à chaque vol, un arrêt obligatoire à Graz, avec une fréquence de trois vols par semaine dans chacune des deux directions et l'obligation de n'employer qu'un appareil par vol ;

b) En plus du service susindiqué, pendant la durée de l'horaire d'été, un service sans arrêt intermédiaire, comportant trois vols par semaine dans chacune des deux directions, avec obligation de n'employer également pour chaque vol qu'un seul appareil.

2. Le Ministère royal de l'Aéronautique accordera à une entreprise autrichienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire italien, de la ligne aérienne suivante entre Venise et Vienne, comprenant les services ci-après :

a) Un service ininterrompu fonctionnant toute l'année et comportant, à chaque vol, un arrêt obligatoire à Klagenfurt, avec une fréquence de trois vols par semaine dans chacune des deux directions et l'obligation de n'employer qu'un appareil par vol ;

b) En plus du service susindiqué, pendant la durée de l'horaire d'été, un service sans arrêt intermédiaire, comportant trois vols par semaine dans chacune des deux directions, avec obligation de n'employer également pour chaque vol qu'un seul appareil.

3. L'autorisation du Ministère fédéral du Commerce et des Communications, mentionnée sous *1 b)*, sera accordée sous réserve que le Ministère royal de l'Aéronautique garantira que l'horaire des communications aériennes entre Venise et Rome sera établi de façon à permettre que chacun des vols mentionnés sous *1 b)* et *2 b)* puisse être effectué par les appareils de l'entreprise italienne et de l'entreprise autrichienne respectivement, dans la même journée, avant la tombée de la nuit, entre Vienne et Rome via Venise.

L'autorisation du Ministère royal de l'Aéronautique mentionnée sous *2 b)* sera accordée sous la réserve que le Ministère fédéral du Commerce et des Communications s'emploiera à rendre possible, pour les vols mentionnés sous *1 b)* et *2 b)*, une communication dans la même journée entre Berlin et Rome via Vienne et Venise. A cet effet, le Ministère fédéral du Commerce et des Communications

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2307. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND ITALY REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES. SIGNED AT ROME, MAY 11, 1928.

THE ROYAL ITALIAN AIR MINISTRY and THE AUSTRIAN FEDERAL MINISTRY OF COMMERCE AND COMMUNICATIONS, in pursuance of Article 1, paragraph 2, of the General Treaty between Italy and Austria relating to Air Navigation signed to-day, agree on the following provisions regarding the establishment and operation of regular air lines :

Article 1.

1. The Federal Ministry of Commerce and Communications shall grant to an Italian air navigation undertaking to be designated by the Royal Air Ministry the necessary authorisation, as far as Austrian territory is concerned to operate the air line between Vienna and Venice with the following services :

(a) A continuous service throughout the year three times per week in each direction with a compulsory landing at Graz on each flight and with the obligation to use only one aeroplane for each flight ;

(b) In addition to the above-mentioned service, for the period of the summer timetable, a non-stop service of three flights per week in each direction, also with the obligation to use only one aeroplane for each flight.

2. The Royal Air Ministry shall grant to an Austrian air navigation undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications the necessary authorisation as far as Italian territory is concerned, to operate the following air line between Venice and Vienna with the services set out below :

(a) A continuous service throughout the year three times per week in each direction, with a compulsory landing at Klagenfurt on each flight and with the obligation to use only one aeroplane for each flight ;

(b) In addition to the above-mentioned service, for the period of the summer timetable a non-stop service of three flights per week in each direction, also with the obligation to use only one aeroplane for each flight.

3. The authorisation of the Federal Ministry of Commerce and Communications mentioned in 1 (b) shall be granted on condition that the Royal Air Ministry guarantees that the time-table of air communications between Venice and Rome shall be established in such a manner as to permit of the flights mentioned in 1 (b) and 2 (b) being effected by machines of the Italian and Austrian undertakings respectively in the same day, before nightfall, between Vienna and Rome via Venice.

The authorisation of the Royal Air Ministry mentioned in 2 (b) shall be granted on condition that the Federal Ministry of Commerce and Communications shall endeavour, in respect of the flights mentioned in 1 (b) and 2 (b), to render possible communication in the same day between Berlin and Rome via Vienna and Venice. For this purpose, the Federal Ministry of Commerce

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

s'engage à rendre possible la susdite communication dans la même journée entre Berlin et Rome, en obligeant l'entreprise autrichienne à établir son horaire de façon à assurer les correspondances internationales nécessaires avec Berlin, à moins que le Ministère fédéral du Commerce et des Communications n'en soit empêché par des difficultés graves et évidentes d'ordre international.

Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications s'engage de même à obliger la Société autrichienne qui exploite la ligne Graz-Budapest à adopter un horaire qui corresponde avec les arrêts de la société italienne à Graz.

Il est entendu que chacune des deux entreprises assurant l'exploitation des services visés sous 1) pourra affecter à ces services des aéronefs du type qu'elle jugera le mieux approprié.

Par horaire d'été on entendra, sauf convention contraire entre les autorités aéronautiques des deux Etats, l'horaire d'été fixé de temps à autre par l'*International Air Traffic Association* (I. A. T. A.).

Article 2.

1. Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications accordera à une entreprise italienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire autrichien, d'un service aérien Munich-Milan.

2. Le Ministère royal de l'Aéronautique accordera à une entreprise autrichienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire italien, d'un service aérien entre Innsbruck et Lienz par le Brenner et la vallée de Pusteria, dès que l'interdiction de survol, frappant également les appareils commerciaux italiens et en vertu de laquelle une telle concession est aujourd'hui impossible, sera levée par le Gouvernement royal italien en ce qui concerne les appareils commerciaux italiens.

Article 3.

Le Ministère royal de l'Aéronautique prend acte du désir du Ministère fédéral du Commerce et des Communications de conclure des accords concernant la création et l'exploitation d'une ligne aérienne Innsbruck-Trente dont le service sera assuré en commun par une entreprise italienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique et par une entreprise autrichienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications, lorsque les conditions le permettront.

Article 4.

Il est entendu qu'actuellement la *Transadriatica Società Anonima di Navigazione Aerea* à Venise doit être considérée comme l'entreprise italienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique aux termes de l'article 1^{er} paragraphe 1^{er}, — et la *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft* à Vienne I, Tegetthoffstrasse 7, doit être considérée comme l'entreprise autrichienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications aux termes de l'article premier, paragraphe 2.

Article 5.

Il incombera aux deux entreprises de navigation aérienne mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, de s'entendre sur le mode d'exploitation de la ligne aérienne d'intérêt commun visée aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier. Les accords ainsi conclus devront être approuvés à la fois par le Ministère royal de l'Aéronautique et le Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Article 6.

Pour les lignes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier et à l'article 2, ainsi que pour les lignes aériennes qui seront créées à l'avenir, les dispositions suivantes sont valables :

and Communications undertakes to render possible the above-mentioned communication in the same day between Berlin and Rome by obliging the Austrian undertaking to establish its time-table in such a manner as to guarantee the necessary international connections with Berlin, unless the Federal Ministry of Commerce and Communications is prevented from so doing by serious and obvious difficulties of an international nature.

The Federal Ministry of Commerce and Communications similarly undertakes to oblige the Austrian company operating the Graz-Budapest route to adopt a time-table in which regard is had to the landings of the Italian company at Graz.

It is agreed that each of the two undertakings operating the services mentioned in 1) may employ for these services aeroplanes of the type which it considers most suitable.

Unless otherwise agreed by the air authorities of the two States, the summer time-table is understood to mean the summer time-table fixed from time to time by the International Air Traffic Association (I. A. T. A.).

Article 2.

1. The Federal Ministry of Commerce and Communications shall grant to an Italian air navigation undertaking to be designated by the Royal Air Ministry the necessary authorisation, as far as Austrian territory is concerned, to operate an air service between Munich and Milan.

2. The Royal Air Ministry shall grant to an Austrian air navigation undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications the necessary authorisation, as far as Italian territory is concerned, to operate an air service between Innsbruck and Lienz via the Brenner and the Val Pusteria, as soon as the prohibition to fly over the territory, which also affects Italian commercial aeroplanes and renders the grant of such a concession impossible at present, is removed by the Royal Italian Government in respect of Italian commercial aircraft.

Article 3.

The Royal Air Ministry notes the desire of the Federal Ministry of Commerce and Communications to conclude agreements, as soon as circumstances permit, regarding the establishment and operation of an air line between Innsbruck and Trento which will be undertaken jointly by an Italian undertaking to be designated by the Royal Air Ministry and an Austrian undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications.

Article 4.

It is agreed that at present the *Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea* of Venice shall be considered as the Italian undertaking to be designated by the Royal Air Ministry under Article 1, paragraph 1 and the *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft* of Tegetthoffstrasse 7, Vienna 1, shall be considered as the Austrian undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications under Article 1, paragraph 2.

Article 5.

The two air navigation undertakings mentioned in Article 1, paragraphs 1 and 2, shall come to an agreement as to the method of operating the air line of common interest referred to in Article 1, paragraphs 1 and 2. The agreements thus concluded must be approved both by the Royal Air Ministry and the Federal Ministry of Commerce and Communications.

Article 6.

The following provisions shall apply to the lines mentioned in Article 1, paragraphs 1 and 2, and in Article 2, and also to any air lines which may be hereafter established :

Chacune des entreprises fera connaître à l'autorité compétente de l'autre Etat, au moins quatre semaines avant leur mise en vigueur, les horaires et les possibilités de correspondance avec les autres lignes et, en outre, en ce qui concerne les lignes aériennes visées à l'article 2, la fréquence du service, et dans tous les cas, quatre semaines au moins avant d'en faire usage, la nature du matériel qui sera employé.

Article 7.

Les administrations postales des deux Etats s'entendront sur l'utilisation des lignes pour le transport des sacs postaux.

Article 8.

Les concessions visées aux articles 1 et 2 du présent accord resteront en vigueur jusqu'au 23 avril 1938.

Au cas où la convention générale relative à la navigation aérienne (à la suite d'une dénonciation signifiée aux termes de l'article 21 de ladite convention) prendrait fin avant le 23 avril 1938, les conventions visées aux articles premier et 2 du présent accord deviendront caduques le jour où la convention prendra fin.

A l'expiration de cette période de dix ans, les concessions en question seront renouvelées de cinq ans en cinq ans, tant que le présent accord ne sera pas, en totalité ou en partie, dénoncé par l'une des Parties contractantes, au plus tard un an avant son expiration.

Article 9.

Chacune des deux Parties contractantes peut substituer à tout moment une autre entreprise à l'entreprise indiquée pour l'exploitation de l'une des lignes désignées.

L'entreprise aérienne à laquelle l'exploitation aura été ainsi retirée, ne pourra faire valoir de droit à aucune indemnité de la part de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Les sociétés concessionnaires sont tenues d'observer et de faire observer à leur personnel et aux passagers les prescriptions des lois et règlements des deux Etats.

S'il se produit, au cours de l'exploitation des lignes aériennes, des infractions répétées aux prescriptions ci-dessus mentionnées, l'autorité aérienne suprême de l'Etat intéressé est en droit d'exiger de l'entreprise aérienne, la révocation de l'employé coupable.

Dans les cas d'infraction aux prescriptions ci-dessus mentionnées, présentant un caractère de gravité plus grande, l'autorité aérienne suprême peut obtenir le retrait des concessions accordées à la société responsable.

Article 11.

Les autorités suprêmes de navigation aérienne des deux Etats prendront en commun et directement les mesures nécessaires pour l'application du présent accord et de la Convention générale relative à la navigation aérienne, conclue entre l'Italie et l'Autriche.

Fait en double exemplaire, en langue italienne et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 11 mai 1928.

(L. S.) (Signé) Italo BALBO.

(L. S.) (Signé) POESCHMANN.

Each undertaking shall communicate to the competent authority of the other State the timetables and possibilities of connection with other lines at least four weeks before they come into force ; in respect of the air lines mentioned in Article 2 they shall also communicate the frequency of the service and, in all cases, the nature of the material to be employed, four weeks before it is actually used.

Article 7.

The postal administrations of the two countries shall come to an agreement regarding the utilisation of the lines for the conveyance of postal matter.

Article 8.

The concessions mentioned in Articles 1 and 2 of the present Agreement shall remain in force until April 23, 1938.

Should the General Treaty relating to Air Navigation be terminated (by denunciation in accordance with Article 21 of the said Treaty) before April 23, 1938, the concessions contained in Articles 1 and 2 of the present Agreement shall lapse on the day on which the Treaty expires.

On the expiry of this period of ten years, the concessions in question shall be renewed for successive periods of five years, provided the present Agreement is not entirely or partly denounced by either of the Contracting Parties not later than one year before its expiry.

Article 9.

Either Contracting Party may at any time substitute some other undertaking for that designated by it to operate one of the lines mentioned.

The air undertaking which has thus lost the right to operate may not claim any compensation from the other Contracting Party.

Article 10.

The concessionary companies shall be obliged to observe, and to ensure that their staffs and passengers observe, the provisions of the laws and regulations of the two States.

If in the operation of the air lines the above-mentioned provisions are repeatedly infringed, the highest air authority of the State concerned shall be entitled to require the air navigation undertaking to recall the guilty employee.

Should the infringement of the above-mentioned provisions be of a more serious nature, the highest air authority shall be entitled to obtain the withdrawal of the concessions granted to the responsible company.

Article 11.

The highest air navigation authorities of the two States shall come to a direct understanding for the purpose of applying the present Agreement and the General Treaty relating to Air Navigation concluded between Italy and Austria.

Done in duplicate in the Italian and German languages, both texts being authentic.

ROME, May 11, 1928.

(L. S.) (Signed) Italo BALBO.

(L. S.) (Signed) POESCHMANN.

N° 2308.

**VILLE LIBRE DE DANTZIG
ET NORVÈGE**

Echange de notes entre le Gouvernement polonais au nom de la Ville Libre de Dantzig et le Gouvernement norvégien comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des Passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Norvège. Oslo, les 20 février 1930 et 7 avril 1930.

**FREE CITY OF DANZIG
AND NORWAY**

Exchange of Notes between the Polish Government on behalf of the Free City of Danzig and Norway constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the Free City of Danzig and Norway. Oslo, February 20, 1930, and April 7, 1930.

N° 2308. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABROGATION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LA NORVÈGE. OSLO, LES 20 FÉVRIER 1930 ET 7 AVRIL 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} avril 1930.

LÉGATION DE POLOGNE.

OSLO, le 20 février 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Faisant suite à la lettre de Votre Excellence en date du 3 octobre dernier, au sujet de l'abolition du visa obligatoire pour les ressortissants de la Ville Libre de Danzig se rendant en Norvège et vice-versa, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la teneur de l'accord intervenu entre le Gouvernement de la République de Pologne au nom de la Ville Libre de Danzig et le Gouvernement royal de Norvège comme il suit :

1. Les ressortissants de Norvège et ceux de la Ville Libre de Danzig peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

2. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

¹ Le Secrétariat a enregistré le 1^{er} avril 1930 un échange de notes entre le Gouvernement royal de Norvège et le Gouvernement de la République polonaise, au nom de la Ville Libre de Dantzig, en date, à Oslo, des 3 octobre 1929 et 20 février 1930.

Par lettre du Ministère des Affaires étrangères de Norvège du 17 septembre 1930, le Secrétariat a été prié d'enregistrer une note adressée le 7 avril 1930 par le ministre des Affaires étrangères de Norvège au Chargé d'Affaires de Pologne à Oslo ; cette note devant remplacer celle du 3 octobre 1929 précitée, qui ne doit pas, de l'avis du Gouvernement norvégien, faire partie de l'accord intervenu.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2308. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE POLISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE FREE CITY OF DANZIG AND NORWAY. OSLO, FEBRUARY 20, 1930, AND APRIL 7, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 1st, 1930.

POLISH LEGATION.

OSLO, February 20, 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In reply to Your Excellency's letter dated October 3rd last, concerning the abolition of compulsory visas for citizens of the Free City of Danzig proceeding to Norway and *vice versa*, I have the honour to inform you of the terms of the agreement arrived at between the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig and the Royal Norwegian Government which are as follows :

(1) Nationals of Norway and those of the Free City of Danzig may at any time, enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations on condition that they hold a valid national passport proving their nationality beyond dispute, no visa from the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

(2) The present provisions shall in no way affect the provisions in force in the respective territories with regard to the prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by foreign labour.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The Secretariat registered on April 1st, 1930, an Exchange of Notes between the Royal Norwegian Government and the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig, dated Oslo, October 3, 1929, and February 20, 1930.

By letter from the Norwegian Ministry for Foreign Affairs dated September 17, 1930, the Secretariat was asked to register a note addressed on April 7, 1930, by the Norwegian Minister for Foreign Affairs to the Polish Chargé d'Affaires at Oslo; this note being intended to replace that of October 3, 1929, above mentioned, the latter, in the opinion of the Norwegian Government, not being intended to be part of the agreement concluded.

3. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays, qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

De même elles veilleront à ce que leurs ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

4. Les présentes stipulations seront appliquées à partir du 1^{er} décembre 1929.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Excellence les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) Leszek MALCZEWSKI.

S. Exc. Monsieur J. L. Mowinckel,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
à Oslo.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 septembre 1930.

Le Chef du Protocole a. i. :
André Dedekam.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 7 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 20 février dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de la République de Pologne au nom de la Ville Libre de Danzig consent à conclure un accord avec le Gouvernement norvégien concernant l'abolition du visa obligatoire pour les ressortissants de Danzig se rendant en Norvège et les Norvégiens qui se rendent à Danzig, dont la teneur suit :

I. Les ressortissants de Norvège et ceux de la Ville Libre de Danzig peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

II. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

III. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays, qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

(3) The competent authorities may expel from their territories nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

They shall also take steps to ensure that their nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to take up an employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official authorisation.

(4) The present stipulations shall come into force as from December 1, 1929.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Leszek MALCZEWSKI.

His Excellency
Monsieur J. L. Mowinckel,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, April 7, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter dated February 20th last, in which you were good enough to inform me that the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig, is willing to conclude an agreement with the Norwegian Government for the abolition of compulsory visas for citizens of Danzig proceeding to Norway and Norwegians proceeding to Danzig, worded as follows :

I. Nationals of Norway and those of the Free City of Danzig may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations on condition that they hold a valid national passport proving their nationality beyond dispute, no visa from the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

II. The present provisions shall in no way affect the provisions in force in the respective territories with regard to the prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by foreign labour.

III. The competent authorities may expel from their territories nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

De même, elles veilleront à ce que leurs ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

IV. Les présentes stipulations seront appliquées à partir du 1^{er} décembre 1929.
Par la réception de cette lettre ledit accord est établi.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :
(Signé) W. Foss.

Monsieur Malczewski,
Chargé d'Affaires de Pologne,
etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 septembre 1930.

Le Chef du Protocole a. i. :
André Dedekam.

They shall also take steps to ensure that their nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to take up an employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official authorisation.

IV. The present stipulations shall come into force as from December 1, 1929.

By the receipt of the present letter the said agreement is established.

I have the honour to be, etc.

Monsieur Malczewski
Polish Chargé d'Affaires,
etc., etc.

For the Minister :
(Signed) W. Foss.

N° 2309.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BOLIVIE, BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.**

**Convention générale de conciliation
interaméricaine. Signée à Wash-
ington, le 5 janvier 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA,
BOLIVIA, BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.**

**General Convention of Inter-Ameri-
can Conciliation. Signed at Wash-
ington, January 5, 1929.**

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2309. — CONVENCION¹ GENERAL DE CONCILIACION INTER-AMERICANA. FIRMADA EN WASHINGTON, EL 5 DE ENERO DE 1929.

No. 2309. — GENERAL CONVENTION¹ OF INTER-AMERICAN CONCILIATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5, 1929.

Textes officiels espagnol, anglais, portugais et français communiqués par le ministre du Chili en Belgique et en Suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 avril 1930. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 13 juin 1929.

LOS GOBIERNOS DE VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, ECUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MÉXICO, EL SALVADOR, LA REPÚBLICA DOMINICANA, CUBA Y ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, representados en la Conferencia de Conciliación y Arbitraje reunida en Washington conforme a la Resolución aprobada el 18 de febrero de 1928 por la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de la Habana ;

THE GOVERNMENTS OF VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERU, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, ECUADOR, COLOMBIA, BRAZIL, PANAMA, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, EL SALVADOR, THE DOMINICAN REPUBLIC, CUBA, and THE UNITED STATES OF AMERICA, represented at the Conference on Conciliation and Arbitration, assembled at Washington, pursuant to the Resolution adopted on February 18, 1928, by the Sixth International Conference of American States held in the City of Habana :

Deseosos de demostrar que la condenación de la guerra como instrumento de política nacional en sus relaciones mútuas, contenida en la Resolución antes mencionada, constituye una de las bases fundamentales en las relaciones interamericanas ;

Desiring to demonstrate that the condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, set forth in the above-mentioned resolution, constitutes one of the fundamental bases of inter-American relations ;

Animados del propósito de promover de todas las maneras posibles el desarrollo de los métodos internacionales para el arreglo pacífico de los conflictos entre los Estados ;

Animated by the purpose of promoting, in every possible way, the development of international methods for the pacific settlement of differences between the States ;

Convencidos de que el « Tratado² para evitar o prevenir conflictos entre los Estados Americanos » firmado en Santiago de Chile

Being convinced that the « Treaty² to Avoid or Prevent Conflicts between the American States », signed at Santiago de Chile, May

¹ Dépôt des ratifications : Etats-Unis d'Amérique, 27 mars 1929, Guatémala, 15 novembre 1929, Chili, 28 décembre 1929, Salvador, 28 décembre 1929, Mexique, 9 janvier 1930.

² Vol. XXXIII, page 25 ; vol. XXXIX, page 220 ; vol. LIV, page 399 ; vol. LXIX, page 80 ; et vol. LXXXVIII, page 323, de ce recueil.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2309. — CONVENÇÃO¹ GERAL DE CONCILIAÇÃO INTER-AMERICANA. ASSINADA EM WASHINGTON EM 5 DE JANEIRO DE 1929.

Nº 2309. — CONVENTION¹ GÉNÉRALE DE CONCILIATION INTERAMÉRICAINNE. SIGNÉE A WASHINGTON LE 5 JANVIER 1929.

Spanish, English, Portuguese and French official texts communicated by the Minister of Chile in Belgium and in Switzerland. The registration of this Convention took place April 4, 1930. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America June 13, 1929.

OS GOVERNOS DA VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, EQUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, SALVADOR, REPUBLICA DOMINICANA, CUBA e OS ETADOS UNI DOS DA AMERICA, representados na Conferencia de Conciliação e de Arbitragem reunida em Washington conforme a Resolução aprovada a 18 de fevereiro de 1928 pela Sexta Conferencia Internacional dos Estados Americanos celebrada na cidade da Havana,

Desejosos de demonstrar que a condemnação da guerra como instrumento de politica nacional nas suas relações mutuas, contida na Resolução mencionada, constitue uma das bases fundamentais das relações interamericanas ;

Animados do proposito de promover por todos os meios passíveis o desenvolvimento dos methodos internacionaes para a solução pacifica dos conflictos entre os Estados ;

Convencidos de que o « Tratado para evitar ou prevenir conflictos entre os Estados Americanos », ² assignado em Santiago do Chile a

LES GOUVERNEMENTS DU VENEZUELA, DU CHILI, DE LA BOLIVIE, DE L'URUGUAY, DE COSTA RICA, DU PÉROU, DE L'HONDURAS, DE GUATEMALA, D'HAÏTI, DE L'ÉQUATEUR, DE LA COLOMBIE, DU BRÉSIL, DU PANAMA, DU PARAGUAY, DU NICARAGUA, DU MEXIQUE, DU SALVADOR, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DE CUBA et DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représentés à la Conférence de conciliation et d'arbitrage réunie à Washington conformément à la Résolution adoptée le 18 février 1928, par la sixième Conférence internationale américaine qui eut lieu dans la ville de La Havane :

Désireux de montrer que la condamnation de la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, contenue dans la résolution mentionnée plus haut, constitue une des bases fondamentales des relations interaméricaines ;

Animés du désir de contribuer, par tous les moyens possibles, au développement des méthodes internationales pour le règlement pacifique des différends entre les Etats ;

Convaincus que le « Traité pour éviter ou prévenir les conflits entre les Etats américains », ² signé à Santiago-de-Chili le 3 mai 1923, constitue,

¹ Deposit of ratifications: United States of America, March 27, 1929; Guatemala, November 15, 1929; Chile, December 28, 1929; Salvador, December 28, 1929; Mexico, January 9, 1930.

² Vol. XXXIII, page 25; Vol. XXXIX, page 220; Vol. LIV, page 399; Vol. LXIX, page 80; and Vol. LXXXVIII, page 323, of this Series.

el 3 de Mayo de 1923, constituye una conquista preciosa en las relaciones interamericanas, que es necesario mantener prestigiando y fortaleciendo la acción de las comisiones estatuidas por los Artículos III y IV del tratado antes referido ;

Reconociendo la necesidad de dar forma convencional a estos propósitos, han resuelto celebrar la presente Convención para lo cual han nombrado los Plenipotenciarios que a continuación se expresan :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÍTÍ :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

3, 1923, constitutes a notable achievement in inter-American relations, which it is necessary to maintain by giving additional prestige and strength to the action of the commissions established by Articles III and IV of the aforementioned treaty ;

Acknowledging the need of giving conventional form to these purposes have agreed to enter into the present Convention, for which purpose they have appointed Plenipotentiaries as follows :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERU :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marco LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAITI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

3 de maio de 1923, constitue um progresso notavel nas relações interamericanas, que é necessario manter, prestigiando e fortalecendo a acção das commissões estabelecidas pelos Artigos 3 e 4 do tratado acima mencionado ;

Reconhecendo a necessidade de dar fórma convencional a estes propositos, concertaram a presente Convenção, para a qual nomearam os Plenipotenciarios seguintes :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÏTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

dans les relations interaméricaines, un progrès notable qu'il est nécessaire de maintenir en donnant plus de prestige et de force à l'action des commissions établies par les articles 3 et 4 du traité ci-dessus mentionné ;

Reconnaissant le besoin de donner une forme conventionnelle à ces intentions, sont d'accord pour conclure la présente convention et, à cet effet, ont nommé les plénipotentiaires suivants :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILI :

Manuel FOSTER RECABARREN
Antonio PLANET.

BOLIVIE :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PÉROU :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Romulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATÉMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÏTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRASIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MÉXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES H.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Quienes, después de haber depositado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma por la Conferencia, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a someter al procedimiento de conciliación que se crea por la presente Convención todas las controversias de cualquier naturaleza que por cualquier causa hayan surgido o surgieren entre ellas y que no haya sido posible resolver por la vía diplomática.

BRAZIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Jr.

DOMINICAN REPUBLIC :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Who, after having deposited their full powers, which were found to be in good and due form by the Conference, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties agree to submit to the procedure of conciliation established by this convention all controversies of any kind which have arisen or may arise between them for any reason and which it may not have been possible to settle through diplomatic channels.

BRASIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Junior.

REPUBLICA DOMINICANA :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Os quaes, depois de terem depositado os seus Plenos Poderes, que foram achados em bôa e devida fôrma pela Conferencia, concordaram nos seguintes artigos :

Artigo I.

As Altas Partes Contractantes obrigam-se a submeter aos processos de conciliação, creados pela presente convenção, todas as controversias, de qualquer natureza e causa que houverem surgido ou surgirem entre ellas e que se não tenha podido resolver por via diplomatica.

BRÉSIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXIQUE :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, fils.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme par la conférence, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à la procédure de conciliation établie par la présente convention toutes controverses, de quelque nature que ce soit, qui ont surgi ou qui pourraient surgir entre elles pour une raison quelconque et qu'il n'aurait pas été possible de régler par la voie diplomatique.

Artículo 2.

La Comisión de Investigación que se organice conforme a lo dispuesto en el Artículo IV del Tratado suscrito en Santiago de Chile el 3 de Mayo de 1923, tendrá también el carácter de Comisión de Conciliación.

Artículo 3.

Las Comisiones Permanentes creadas en cumplimiento del Artículo III del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923, tendrán la obligación de ejercer funciones conciliatorias ya sea por iniciativa propia cuando haya probabilidad de que se perturben las relaciones pacíficas o a petición de cualquiera de las Partes en desacuerdo, mientras no se constituya la Comisión de que trata el artículo anterior.

Artículo 4.

Las funciones conciliatorias de la Comisión mencionada en el Artículo 2 se ejercerán en las oportunidades que se enuncian a continuación :

(1) Será facultativo para la Comisión iniciar sus trabajos con una tentativa para procurar la conciliación de las diferencias sometidas a su examen, tendiente a obtener un arreglo entre las Partes.

(2) Será facultativo, asimismo, para dicha Comisión intentar la conciliación de las Partes en cualquier momento que a juicio de la Comisión sea propicio durante el proceso de investigación y dentro del plazo fijado para la misma en el Artículo V del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

(3) Finalmente, será obligatorio para la Comisión desarrollar su función conciliatoria dentro del plazo de seis meses a que se refiere el Artículo VII del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

Las Partes en controversia podrán, sin embargo, prorrogar este plazo si así lo acuerdan y lo comunican oportunamente a la Comisión.

Artículo 5.

La presente Convención no constituye obstáculo a que cualquiera o cualesquiera de

Article 2.

The Commission of Inquiry to be established pursuant to the provisions of Article IV of the Treaty signed in Santiago de Chile on May 3, 1923, shall likewise have the character of Commission of Conciliation.

Article 3.

The Permanent Commissions which have been established by virtue of Article III of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be bound to exercise conciliatory functions, either on their own motion when it appears that there is a prospect of disturbance of peaceful relations, or at the request of a Party to the dispute, until the Commission referred to in the preceding article is organized.

Article 4.

The conciliatory functions of the Commission described in Article 2 shall be exercised on the occasions hereinafter set forth :

(1) The Commission shall be at liberty to begin its work with an effort to conciliate the differences submitted to its examination with a view to arriving at a settlement between the Parties.

(2) Likewise the same Commission shall be at liberty to endeavour to conciliate the Parties at any time which in the opinion of the Commission may be considered to be favorable in the course of the investigation and within the period of time fixed therefor in Article V of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

(3) Finally, the Commission shall be bound to carry out its conciliatory function within the period of six months which is referred to in Article VII of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

The Parties to the controversy may, however, extend this time, if they so agree and notify the Commission in due time.

Article 5.

The present convention does not preclude the High Contracting Parties, or one or more

Artigo 2.

A Comissão de Investigação que se organizar conforme o disposto no Artigo IV do Tratado assignado em Santiago do Chile a 3 de maio de 1923 terá também o caracter de Comissão de Conciliação.

Artigo 3.

As Comissões Permanentes creadas em virtude do Artigo III do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923, terão a obrigação de exercer funcções conciliatorias, ou por iniciativa propria, quando haja probalidades de que se perturbem as relações pacificas, ou a pedido de qualquer das Partes em desaccordo até ao momento em que se constitua a Comissão de que trata o Artigo anterior.

Artigo 4.

A Comissão mencionada no Artigo 2 exercerá as suas funcções conciliatorias da maneira seguinte :

(1) A Comissão terá a faculdade de iniciar os seus trabalhos por uma tentativa para obter a conciliação das controversias submettidas a seu exame, tendo em vista chegar a um accordo entre as Partes ;

(2) A Comissão terá também a faculdade de promover a conciliação das partes em qualquer momento que, a juizo da Comissão, seja propicio durante o processo de investigação e dentro do prazo fixado para o mesmo no Artigo V do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

(3) A Comissão, finalmente, será obrigada a exercer as suas funcções conciliatorias dentro do prazo de seis mezes a que se refere o Artigo VII do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

As Partes em controversia poderão, não obstante, prorogar este prazo, se nisso concordarem e o communicarem no devido tempo á Comissão.

Artigo 5.

A presente Convenção não impede que qualquer ou quaesquer das Altas Partes Contratantes,

Article 2.

La commission d'enquête qui sera établie en vertu des dispositions de l'article IV du Traité signé à Santiago de Chili, le 3 mai 1923, aura également le caractère de commission de conciliation.

Article 3.

Les commissions permanentes établies en vertu de l'article III du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923, seront tenues d'exercer des fonctions de conciliation, soit d'office lorsqu'il y a probabilité de trouble dans les relations pacifiques, soit à la demande d'une des parties en litige, jusqu'au moment où la commission mentionnée dans l'article précédent sera constituée.

Article 4.

Les fonctions de conciliation de la commission prévue à l'article 2 seront exercées dans les cas suivants :

1^o La commission aura la faculté de commencer sa tâche par une tentative en vue de concilier les différends soumis à son examen afin d'arriver à un règlement entre les Parties.

2^o Ladite commission aura également la faculté de s'efforcer de concilier les Parties à tout moment qui, de l'avis de la commission, serait jugé propice au cours de l'investigation et dans la limite de temps fixée à cet effet par l'article V du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

3^o Enfin, la commission sera tenue de remplir ses fonctions de conciliation dans la période de six mois prévue à l'article VII du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

Les Parties en controverse peuvent, néanmoins, prolonger cette période d'un commun accord, et en informer la commission en temps voulu.

Article 5.

La présente convention n'empêche pas les Hautes Parties contractantes, ou une ou plu-

las Altas Partes Contratantes, conjunta o separadamente, por iniciativa propia o a requerimiento de una o más de las Partes en controversia, puedan ofrecer sus buenos oficios o su mediación; pero las Altas Partes Contratantes convienen en no hacer uso de esos medios de arreglo pacífico desde el momento en que se constituya la Comisión mencionada en el Artículo 2 hasta la firma del acta final a que se refiere el Artículo 11 de esta Convención.

Artículo 6.

La misión de la Comisión, como órgano de conciliación, en todos los casos especificados en el Artículo 2 de esta Convención, es la de procurar la conciliación de las diferencias sometidas a su examen, esforzándose en obtener un arreglo entre las Partes.

Cuando la Comisión se encuentre en el caso previsto en el inciso 3º del Artículo 4 de esta Convención hará un examen concienzudo e imparcial de las cuestiones que sean materia de la diferencia, consignará en un informe los resultados de sus labores y propondrá a las Partes las bases de arreglo para la solución equitativa de la controversia.

Artículo 7.

Salvo acuerdo en contrario de las Partes, las decisiones y recomendaciones de cualquiera de las Comisiones de Conciliación deberán adoptarse por mayoría de votos.

Artículo 8.

La Comisión mencionada en el Artículo 2 de esta Convención establecerá por sí misma las reglas de su procedimiento. A falta de acuerdo en contrario, regirá el procedimiento indicado en el Artículo IV del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

Cada Parte sufragará sus propios gastos y una parte igual de los gastos de la Comisión.

Artículo 9.

El informe y las recomendaciones de la Comisión, en cuanto actúe como órgano de

of them, from tendering their good offices or their mediation, jointly or severally, on their own motion or at the request of one or more of the Parties to the controversy; but the High Contracting Parties agree not to make use of those means of pacific settlement from the moment that the Commission described in Article 2 is organized until the final act referred to in Article 11 of this convention is signed.

Article 6.

The function of the Commission, as an organ of conciliation, in all cases specified in Article 2 of this convention, is to procure the conciliation of the differences subject to its examination by endeavoring to effect a settlement between the Parties.

When the Commission finds itself to be within the case foreseen in paragraph 3 of Article 4 of this convention, it shall undertake a conscientious and impartial examination of the questions which are the subject of the controversy, shall set forth in a report the results of its proceedings, and shall propose to the Parties the bases of a settlement for the equitable solution of the controversy.

Article 7.

Except when the Parties agree otherwise, the decisions and recommendations of any Commission of Conciliation shall be made by a majority vote.

Article 8.

The Commission described in Article 2 of this convention shall establish its rules of procedure. In the absence of agreement to the contrary, the procedure indicated in Article IV of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be followed.

Each party shall bear its own expenses and a proportionate share of the general expenses of the Commission.

Article 9.

The report and the recommendations of the Commission, insofar as it may be acting as an

tantes, conjunta ou separadamente, por iniciativa própria ou a pedido de uma ou varias Partes em controversia, possam offerecer os seus bons officios ou a sua mediação; mas as Altas Partes Contractantes concordam em não fazer uso desses meios de solução pacifica desde o momento em que se constitua a Commissão mencionada no Artigo 2 até á assignatura da acta final a que se refere o Artigo 11 desta Convenção.

Artigo 6.

A Commissão, como órgão de conciliação em todos os casos especificados no Artigo 2 desta Convenção, procurará conseguir a conciliação das controversias submettidas ao seu exame esforçando-se por obter a sua solução entre as Partes.

Comtudo, no caso previsto no paragrapho 3 do Artigo 4 desta Convenção, a Commissão procederá a um exame consciencioso e imparcial das questões que constituirem o objecto da controversia, consignará em um relatorio os resultados dos seus trabalhos e proporá ás Partes as bases de um accordo para a solução equitativa da controversia.

Artigo 7.

Salvo accordo das Partes em contrario, as decisões e recommendações de qualquer das Comissões de Conciliação deverão ser tomadas por maioria de votos.

Artigo 8.

A Commissão a que se refere o Artigo 2 desta Convenção estabelecerá as proprias regras do seu procedimento.

Em falta de accordo em contrario, regerá o procedimento indicado no Artigo IV do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

Cada uma das partes proverá ás suas proprias despesas e mais a uma percentagem das despesas geraes da Commissão.

Artigo 9.

O relatorio e as recommendações da Commissão, sempre que esta funcione como órgão

sieurs d'entre elles d'offrir leurs bons offices ou leur médiation, conjointement ou séparément, de leur propre initiative ou à la demande de l'une ou de plusieurs des Parties en controverse; mais les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas faire usage de ces moyens de règlement pacifique, à partir du moment où la commission prévue à l'article 2 est organisée jusqu'à la signature de l'acte final mentionné dans l'article 11 de la présente convention.

Article 6.

La fonction de la commission, comme organe de conciliation dans tous les cas spécifiés dans l'article 2 de la présente convention, est de procurer la conciliation des différends soumis à son examen en s'efforçant d'effectuer un règlement entre les Parties.

Lorsque la commission se trouve dans le cas prévu au paragrapho 3 de l'article 4 de la présente convention, elle procédera à un examen consciencieux et impartial des questions qui font l'objet de la controverse, consignera dans un rapport, les résultats de ses délibérations et proposera aux Parties les bases d'un règlement pour la solution équitable de la controverse.

Article 7.

Sauf accord contraire entre les Parties, les décisions et les recommandations d'une commission de conciliation quelconque seront prises à la majorité des voix.

Article 8.

La commission prévue à l'article 2 de la présente convention établira ses règles de procédure. En l'absence d'un accord contraire, la procédure indiquée à l'article IV du Traité de Santiago de Chili du 3 mai 1923, sera suivie.

Chaque Partie supportera ses propres dépenses et une part égale des frais généraux de la commission.

Article 9.

Le rapport et les recommandations de la commission, en tant qu'elle agit comme organe

conciliación, no tendrán carácter de sentencia ni de laudo arbitral y no serán obligatorios para las Partes ni en lo concerniente a la exposición o interpretación de los hechos ni en lo relativo a las cuestiones de derecho.

Artículo 10.

En el más breve plazo posible después de la terminación de sus labores, la Comisión transmitirá a las Partes copia auténtica del informe y de las bases de arreglo que proponga.

La Comisión al transmitir a las Partes el informe y las recomendaciones les fijará un término, que no excederá de seis meses, dentro del cual deberán pronunciarse sobre las bases de arreglo antes mencionadas.

Artículo 11.

Expirado el plazo fijado por la Comisión para que las Partes se pronuncien, la Comisión hará constar en un acta final la decisión de las Partes y, si se ha efectuado la conciliación, los términos del arreglo.

Artículo 12.

Las obligaciones estipuladas en la segunda parte del párrafo primero del Artículo I del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923, se extenderán hasta el momento de la firma del acta final a que se refiere el artículo precedente.

Artículo 13.

Una vez iniciado el procedimiento de conciliación sólo se interrumpirá por el arreglo directo entre las Partes o por el acuerdo de aceptar en absoluto la decisión *ex aequo et bono* de un Jefe de Estado americano o de someter la diferencia al arbitraje o a la justicia internacional.

Artículo 14.

En los casos en que por cualquier causa no pudiere aplicarse el Tratado de Santiago de

organ of conciliation, shall not have the character of a decision nor an arbitral award, and shall not be binding on the Parties either as regards the exposition or interpretation of the facts or as regards questions of law.

Article 10.

As soon as possible after the termination of its labors the Commission shall transmit to the Parties a certified copy of the report and of the bases of settlement which it may propose.

The Commission in transmitting the report and the recommendations to the Parties shall fix a period of time, which shall not exceed six months, within which the Parties shall pass upon the bases of settlement above referred to.

Article 11.

Once the period of time fixed by the Commission for the Parties to make their decisions has expired, the Commission shall set forth in a final act the decision of the Parties, and if the conciliation has been effected, the terms of the settlement.

Article 12.

The obligations set forth in the second sentence of the first paragraph of Article I of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall extend to the time when the final act referred to in the preceding article is signed.

Article 13.

Once the procedure of conciliation is under way it shall be interrupted only by a direct settlement between the Parties or by their agreement to accept absolutely the decision *ex aequo et bono* of an American Chief of State or to submit the controversy to arbitration or to an international court.

Article 14.

Whenever for any reason the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, does not apply,

de conciliação, não terão caracter de sentença nem de laudo arbitral e não serão obrigatorias para as Partes, nem no que se refere á exposição ou interpretação dos factos nem em relação ás questões de direito.

Artigo 10.

No mais breve prazo possível, depois da terminação dos seus trabalhos, a Comissão transmittirá ás Partes copia authentica do relatorio e das bases do accordo que propuzer.

Ao transmittir o relatorio e as recommendações ás Partes, a Comissão fixará um prazo, que não excederá seis mezes, dentro do qual deverão as Partes pronunciarem-se sobre as bases do accordo acima referido.

Artigo 11.

Expirado o prazo fixado pela Comissão para que as Partes se pronunciem, a Comissão fará constar em uma acta final a decisão das Partes e os termos do accordo, caso se tenha effectuado a conciliação.

Artigo 12.

As obrigações estabelecidas na segunda parte do paragrapho 1 do Artigo I do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923 extender-se-hão até ao momento da assignatura da acta final a que se refere o artigo precedente.

Artigo 13.

Uma vez iniciado o processo de conciliação, só poderá este ser interrompido se as Partes chegarem a um accordo directo, se aceitarem de fórma absoluta a decisão *ex aequo et bono* de um Chefe de Estado americano ou se concordarem em submeter a controversia á arbitramento ou á justiça internacional.

Artigo 14.

Sempre que por qualquer causa não se applique o Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de

de conciliation, n'auront pas le caractère d'une décision ou d'une sentence arbitrale et n'engageront les Parties ni en ce qui concerne l'exposé ou l'interprétation des faits, ni en ce qui concerne les questions de droit.

Article 10.

Aussitôt que possible après la conclusion de ses travaux, la commission transmettra aux Parties une copie certifiée conforme du rapport et des bases de règlement qu'elle pourrait proposer.

En transmettant le rapport et les recommandations aux Parties, la commission fixera une période de temps qui ne dépassera pas six mois, pendant laquelle les Parties devront se prononcer sur les bases de règlement mentionnées plus haut.

Article 11.

A l'expiration de la période de temps fixée par la commission pour que les Parties se prononcent, la commission constatera, dans un acte final, la décision des Parties, ainsi que les termes de l'arrangement, si la conciliation a été effectuée.

Article 12.

Les obligations prévues dans la deuxième phrase du premier paragraphe de l'article premier du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923, resteront en vigueur jusqu'à la signature de l'acte final mentionné dans l'article précédent.

Article 13.

Dès que la procédure de conciliation sera commencée, elle ne sera interrompue que par un arrangement direct entre les Parties ou par un accord en vue d'accepter sans réserve la décision *ex aequo et bono* d'un chef d'Etat américain ou de soumettre la controverse à l'arbitrage ou à un tribunal international.

Article 14.

Si, pour une raison quelconque, le Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923 n'est pas appli-

Chile de 3 de Mayo de 1923, se organizará la Comisión a que se refiere el Artículo 2 de la presente Convención a fin de que ejerza las funciones conciliatorias estipuladas en ella, procediéndose para la organización de la Comisión en forma igual a la prescrita en el Artículo IV de aquel Tratado.

En tales casos, la Comisión así constituida se regirá para su funcionamiento por las estipulaciones de la presente Convención relativas a la conciliación.

Artículo 15.

Se aplicará también lo estipulado en el artículo anterior respecto de las Comisiones Permanentes creadas por el referido Tratado de Santiago de Chile, a fin de que dichas Comisiones desempeñen las funciones conciliatorias estipuladas en el Artículo 3 de la presente Convención.

Artículo 16.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales, debiendo ratificar previamente el Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923 las que no lo hubiesen hecho.

La Convención original y los instrumentos de ratificación serán depositados en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile, que comunicará las ratificaciones por la vía diplomática a los demás Gobiernos signatarios, entrando la Convención en vigor entre las Altas Partes Contratantes en el orden en que vayan depositando sus ratificaciones.

Esta Convención regirá indefinidamente; pero podrá ser denunciada mediante aviso dado con un año de anticipación, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para los demás signatarios. La denuncia será dirigida al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile, que la transmitirá a los demás Gobiernos signatarios a los efectos consiguientes.

Los Estados americanos que no hayan suscrito esta Convención podrán adherirse a ella, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión al Ministerio de Rela-

the Commission referred to in Article 2 of this convention shall be organized to the end that it may exercise the conciliatory functions stipulated in this convention; the Commission shall be organized in the same manner as that prescribed in Article IV of said treaty.

In such cases, the Commission thus organized shall be governed in its operation by the provisions, relative to conciliation, of this convention.

Article 15.

The provisions of the preceding article shall also apply with regard to the Permanent Commission constituted by the aforementioned Treaty of Santiago de Chile, to the end that the said Commissions may exercise the conciliatory functions prescribed in Article 3 of this convention.

Article 16.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures, provided that they have previously ratified the Treaty of Santiago de Chile, of May 3, 1923.

The original convention and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which shall give notice of the ratifications through diplomatic channels to the other signatory Governments and the convention shall enter into effect for the High Contracting Parties in the order that they deposit their ratifications.

This convention shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other signatories. Notice of the denunciation shall be addressed to the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Any American State not a signatory of this convention may adhere to the same by transmitting the official instrument setting forth such adherence to the Ministry for Foreign

1923, a Comissão a que se refere o Artigo 2 da presente Convenção será organizada como fim de exercer as funções conciliatorias estipuladas nesta Convenção ; a Comissão deverá ser organizada da mesma maneira estabelecida no Artigo IV daquelle tratado.

Em taes casos, a Comissão assim constituída funcionará de conformidade com as estipulações da presente Convenção relativas á conciliação.

Artigo 15.

O disposto no Artigo precedente tambem se applica ás Comissões permanentes creadas pelo Tratado de Santiago do Chile, afim de que as referidas Comissões possam exercer as funções conciliatorias estipuladas no Artigo 3 da presente Convenção.

Artigo 16.

A presente Convenção sera ratificada pelas Altas Partes Contractantes de conformidade com os seus respectivos preceitos constitucionaes, com a condição de ratificarem previamente o Tratado de Santiago do Chile, de 3 de maio de 1923, as Partes que o não tiverem feito.

A Convenção original e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, que fará as convenientes communações por via diplomatica aos demais Governos signatarios, começando a vigorar a Convenção entre as Altas Partes Contractantes pela ordem em que forem depositadas as respectivas ratificações.

Esta Convenção vigorará indefinidamente ; pode ser denunciada e os seus effeitos cessarão para o denunciante um anno depois da notificação da denuncia, passado o qual cessará nos seus effeitos para o denunciante, e continuando em vigor para os demais signatarios. A denuncia será dirigida ao Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, que a notificará aos demais Governos signatarios, para os devidos effeitos.

Poderão adherir á presente Convenção os Estados americanos que a não tenham assignado enviando o instrumento official de adhesão ao Ministerio das Relações Exteriores da Repu-

quée, la Commission prévue à l'article 2 de la présente convention sera organisée afin qu'elle puisse exercer les fonctions de conciliation stipulées dans la présente convention ; la commission sera organisée de la même manière que celle prévue à l'article IV dudit traité.

Dans de tels cas, la commission ainsi organisée sera régie, dans ses fonctions, par les dispositions de la présente convention, relatives à la conciliation.

Article 15.

Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront également en ce qui concerne les commissions permanentes instituées par ledit Traité de Santiago-de-Chili, afin que lesdites commissions puissent exercer les fonctions conciliatoires prévues à l'article 3 de la présente convention.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives, pourvu qu'elles aient précédemment ratifié le Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

L'original de la présente convention et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de la République de Chili qui notifiera les ratifications par la voie diplomatique aux autres gouvernements signataires, et la convention entrera en vigueur pour les Hautes Parties contractantes dans l'ordre de dépôt de leur ratification.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle peut être dénoncée par un avis préalable d'un an ; à l'expiration de cette période, elle cessera d'être en vigueur pour ce qui concerne la Partie qui l'a dénoncée, mais restera en vigueur pour ce qui concerne les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé au Ministère des Affaires étrangères de la République de Chili qui le transmettra aux autres gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter.

Les Etats américains qui n'auront pas signé la présente convention, pourront y adhérer, en transmettant l'instrument official établissant leur adhésion au Ministère des Affaires étran-

ciones Exteriores de la República de Chile que lo notificará a las otras Altas Partes Contratantes en la forma antes expresada.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firman la presente Convención, en español, inglés, portugués y francés, y estampan sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los cinco días del mes de enero de mil novecientos veintinueve.

Affairs of the Republic of Chile which will notify the other High Contracting Parties thereof in the manner heretofore mentioned.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

Carlos F. GRISANTI.

(Seal)

Fr. ARROYO PAREJO.

Carlos F. GRISANTI.

Fr. ARROYO PAREJO.

Chile exceptúa en esta Convención las cuestiones que tengan origen en situaciones o hechos anteriores a ella¹.

A. PLANET.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Hernán VELARDE.

Victor M. MAÚRTUA.

Rómulo E. DURÓN.

M. López PONCE.

Adrián RECINOS.

José FALLA.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

S. Gurgel DO AMARAL.

A. ARAUJO-JORGE.

Manuel FOSTER.

E. Díez DE MEDINA.

José Pedro VARELA.

Manuel Castro QUESADA.

José TIBLE-MACHADO.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

A. BONAMY.

Raoul LIZAIRE.

Gonzalo ZALDUMBIDE.

Enrique OLAYA HERRERA.

C. ESCALLÓN.

(Seal)

(Seal)

¹ [Traduction de la réserve du Chili.] Le Chili exclut de la présente convention les questions qui peuvent surgir de situations ou d'actes antérieurs à ladite convention.

¹ [Translation of the reservation of Chile.] Chile makes exception in this convention of questions which may arise from situations or acts prior thereto.

blica do Chile, que a notificará ás outras Altas Partes Contractantes, na forma acima indicada.

Em testemunho do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignam a presente Convenção em portuguez, hespanhol, inglez e francez e nella appõem os seus sellos.

Dado na cidade de Washington, aos cinco dias do mez de janeiro de mil novecentos e vinte e nove.

R. J. ALFARO.

• Carlos L. LÓPEZ.

Eligio AYALA.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Cayetano OCHOA.

David ROSALES, hijo.

A. MORALES.

G. A. DÍAZ.

Orestes FERRARA.

Gustavo GUTIÉRREZ.

(Seal)

(Seal)

Es copia conforme :

J. Valdès Mende ville,

Ministro de Chile en Belgica y Suiza.

gères de la République du Chili, qui en informera les autres Hautes Parties contractantes de la manière mentionnée plus haut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention en français, en espagnol, en anglais, et en portugais et ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Washington, le cinquième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Máximo H. ZEPEDA.

Adrián RECINOS.

J. Lisandro MEDINA.

Fernando GONZÁLEZ ROA.

Benito FLORES.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Frank B. KELLOGG.

Charles Evans HUGUES.

N° 2310.

AUTRICHE ET EGYPTE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, le 27 février, et Vienne,
le 7 mars 1930.

AUSTRIA AND EGYPT

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, February 27, and
Vienna, March 7, 1930.

N^o 2310. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 27 FÉVRIER, ET VIENNE, LE 7 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 avril 1930.

I.

N^o 1—2/1 (13).

LE CAIRE, le 27 février 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre l'Autriche et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Autriche importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte d'arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 17 mars 1930. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Chancelier, les assurances de ma haute considération.

Le ministre des Affaires étrangères :
Wacyf Boutros GHALI.

Monsieur Jean Schober,
Chancelier fédéral de la
République d'Autriche.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2310. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND EGYPTIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 27, AND VIENNA, MARCH 7, 1930.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place April 12, 1930.

I.

No. 1-2/I (13).

CAIRO, February 27, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Austria and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Austria and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement shall come into force on March 17, 1930. It may be denounced by either of the contracting Parties at three month's notice.

I have the honour to be, etc.

Wacyf Boutros GHALI.
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur Johann Schober,
Federal Chancellor of the
Austrian Republic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

N° 123598-14A/1930.

VIENNE, le 7 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 13 (1-2/1) du 27 février 1930, ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre l'Autriche et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Autriche importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ce traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte d'arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur le 17 mars 1930. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus, et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le chancelier fédéral :

SCHÖBER.

Son Excellence

Wacyf Boutros Ghali Pacha,

Ministre des Affaires étrangères d'Egypte.

II.

No. 123598-14 A/1930.

VIENNA, *March 7, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 13 (1-2/1) dated February 27, 1930, which reads as follows :

“ With reference to the negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Austria and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Austria and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement shall come into force on March 17, 1930. It may be denounced by either of the contracting Parties at three months' notice.”

In reply I would confirm my Government's agreement on the above-mentioned basis and take this opportunity of renewing, etc.

SCHOBER.

Federal Chancellor,

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N° 2311.

AUTRICHE ET GRÈCE

Accord concernant le paiement des réclamations des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pendant la période de neutralité de la Grèce, avec annexe et protocole de signature. Signés à Vienne, le 27 décembre 1929.

AUSTRIA AND GREECE

Agreement concerning the Payment of Claims of Greek Nationals for Damage suffered during the Period of Neutrality of Greece, with Annex and Protocol of Signature. Signed at Vienna, December 27, 1929.

N° 2311. — ACCORD¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRÈCE CONCERNANT LE PAYEMENT DES RÉCLAMATIONS DES RESSORTISSANTS HELLÈNES RELATIVES AUX DOMMAGES SUBIS PENDANT LA PÉRIODE DE NEUTRALITÉ DE LA GRÈCE. SIGNÉ A VIENNE, LE 27 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 avril 1930.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de régler définitivement pour ce qui concerne l'Autriche et la Grèce, les questions qui faisaient l'objet de l'accord paraphé à Athènes, le 8 mai 1929, concernant les dommages subis par les ressortissants hellènes pendant la période de neutralité de la Grèce, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

M. le Docteur Richard SCHÜLLER, chef de Section à la Chancellerie fédérale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Jean G. POLITIS, ministre de Grèce ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Pour s'acquitter de la part qui lui incombe dans la réparation des dommages que les ressortissants hellènes ont subis pendant la période de neutralité de la Grèce et qu'ils ont fait valoir ou pourraient faire valoir ultérieurement auprès de l'arbitre institué aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, — ces dommages, en tant qu'il s'agit d'actes commis par l'ancien Gouvernement austro-hongrois, étant supportés par l'Autriche dans la proportion de 63,6 %, — le Gouvernement autrichien versera au Gouvernement hellénique une somme forfaitaire de huit millions de francs or suivant les modalités de paiement ci-après indiquées.

Dans ce montant forfaitaire sont compris, pour la même proportion de 63,6 %, les dommages causés par des sous-marins allemands sous pavillon austro-hongrois pour autant que ces dommages n'ont ou n'auront pas été mis à la charge de l'Allemagne par des sentences rendues ou à rendre par le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 mars 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2311. — AGREEMENT² BETWEEN AUSTRIA AND GREECE CONCERNING THE PAYMENT OF CLAIMS OF GREEK NATIONALS FOR DAMAGE SUFFERED DURING THE PERIOD OF NEUTRALITY OF GREECE. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 27, 1929.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of finally settling, as far as Austria and Greece are concerned, the questions forming the subject of the Agreement signed at Athens on May 8, 1929, concerning damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN FEDERAL REPUBLIC :

Dr. Richard SCHÜLLER, Head of Department at the Federal Chancellery.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Jean G. POLITIS, Minister of Greece.

Who, after communicating to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Austrian Government shall pay the Hellenic Government a lump sum of 8 million gold francs, according to the scheme of payments indicated below, in discharge of its share of the compensation for damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality, which the said nationals have claimed or may hereafter claim from the arbitrator appointed under the terms of paragraph 4 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, it being understood that where such compensation relates to acts committed by the former Austro-Hungarian Government it shall be borne by Austria in the proportion of 63.6 %.

The above-mentioned lump sum shall include, in the same proportion of 63.6%, compensation for damage caused by German submarines under the Austro-Hungarian flag, in as far as such compensation has not been or may not hereafter be made a charge on Germany in virtue of past or future awards of the Mixed Greco-German Arbitral Tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, March 31, 1930.

Par le paiement de la somme susmentionnée l'Autriche est entièrement et définitivement libérée de toute réclamation relative aux dommages subis par des ressortissants hellènes pendant la période de neutralité de la Grèce.

Article II.

La répartition de la somme susvisée parmi les ressortissants hellènes se fera conformément à des dispositions intérieures de la Grèce.

Article III.

Le paiement de la somme de huit millions de francs or sera effectué par les annuités suivantes :

Deux millions de francs or le 15 janvier 1931.

Un million de francs or le 15 janvier 1932.

Un million de francs or le 15 janvier 1933.

Un million de francs or le 15 janvier 1934.

Un million de francs or le 15 janvier 1935.

Un million de francs or le 15 janvier 1936.

Un million de francs or le 15 janvier 1937.

Le paiement se fera en dollars U. S. A. au taux de 0,19295 dollars U. S. A. pour un franc or.

Pour chacune de ces annuités le Gouvernement autrichien remettra au Gouvernement hellénique, au plus tard dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent accord, des bons de trésor libellés conformément à la formule ci-annexée.

Dans le cas où les paiements en question ne pourraient se faire par la Banque des règlements internationaux, ils seraient effectués par la Banque d'Angleterre, et le Gouvernement autrichien convient de remplacer dans ce cas les bons émis par des bons libellés en conséquence.

Article IV.

Les fonctions de l'arbitre institué aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Saint-Germain prendront fin dès la ratification du présent accord.

Article V.

Dans le cas où un différend surgirait sur l'interprétation ou l'application du présent accord et qu'il ne serait pas résolu à l'amiable dans le délai de trois mois à partir de la réception de sa notification de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre, le différend sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, par simple requête de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, dans le cas où le présent accord ne serait pas exécuté dans toutes ses dispositions, elles reviendraient, quant aux rapports qui font l'objet de cet accord, à leurs positions antérieures, telles qu'elles résultent du Traité de Saint-Germain.

Article VII.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Vienne, le 27 décembre 1929, en deux exemplaires dont l'un sera remis au Gouvernement autrichien, l'autre au Gouvernement hellénique.

Pour la République fédérale d'Autriche :
SCHÜLLER *m. p.*

Pour la République hellénique :
POLITIS *m. p.*

By the payment of the above sum, Austria shall be fully and finally exonerated from all claims in respect of damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality.

Article II.

The sum referred to above shall be distributed among Greek nationals according to internal regulations issued in Greece.

Article III.

The payment of the sum of 8 million gold francs shall be effected in annual instalments as follows :

Two million gold francs on January 15, 1931.

One million gold francs on January 15, 1932.

One million gold francs on January 15, 1933.

One million gold francs on January 15, 1934.

One million gold francs on January 15, 1935.

One million gold francs on January 15, 1936.

One million gold francs on January 15, 1937.

Payments shall be made in U. S. A. dollars at the rate of 0.19295 U. S. A. dollars for one gold franc.

In respect of each of these annual payments the Austrian Government shall remit to the Hellenic Government, not later than three months after the coming into force of the present Agreement, Treasury bonds, drawn in conformity with the annexed model.

Should it be impossible to effect the payments in question through the Bank for International Settlements, they shall be effected through the Bank of England, and the Austrian Government shall agree in that case to replace the bonds issued by other bonds drawn in appropriate form.

Article IV.

The functions of the arbitrator appointed under the terms of paragraph 4 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain shall terminate as soon as the present Agreement has been ratified.

Article V.

Should any dispute arise concerning the interpretation or application of the present Agreement, and should no amicable settlement be arrived at within a period of three months from the receipt of a notification of such dispute by one of the High Contracting Parties to the other, it shall be referred to the Permanent Court of International Justice at the request of one of the High Contracting Parties.

Article VI.

The High Contracting Parties agree that in the event of the present Agreement not being carried out in its entirety, they will revert, in regard to the matters dealt with therein, to their previous positions, as derived from the terms of the Treaty of Saint-Germain.

Article VII.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible,

It shall enter into force on the day of the exchange of ratifications.

Done at Vienna, on December 27, 1929, in two copies, one of which shall be transmitted to the Austrian Government and the other to the Hellenic Government.

For the Austrian Federal Republic :
(Signed) SCHÜLLER.

For the Hellenic Republic :
(Signed) POLITIS.

ANNEXE

BON DU TRÉSOR AUTRICHIEN.

Le présent bon donne droit au Gouvernement hellénique ou à celui à l'ordre de qui il sera cédé, de toucher le 15 janvier..... de la Banque des règlements internationaux la somme de :

.....

Vienne, le

Contresigné pour la Cour des Comptes.

Signé pour le Gouvernement autrichien.

Le Président :

Le Ministre fédéral des Finances :

.....

.....

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de la signature de l'accord précédent le délégué de l'Autriche déclare que le Gouvernement de l'Autriche se charge de s'entendre immédiatement avec le comité des Puissances créancières de la dette relief à Londres.

Le délégué de la Grèce prend acte de cette déclaration sans préjudice du point de vue juridique de son gouvernement.

VIENNE, le 27 décembre 1929.

Pour la République fédérale d'Autriche :

SCHÜLLER *m. p.*

Pour la République hellénique :

POLITIS *m. p.*

ANNEX.

AUSTRIAN TREASURY BOND.

The present bond confers upon the Hellenic Government, or any person to whose order it is endorsed the right to draw on January 15th..... from the Bank for International Settlements the sum of :

.....

Vienna, date

Countersigned on behalf of the Board of Auditors.

Signed on behalf of the Austrian Government.

The President :

The Federal Minister of Finance :

.....

.....

PROTOCOL FOR SIGNATURE.

When proceeding to sign the present Agreement, the Austrian delegate declared that the Austrian Government undertakes to come to an immediate agreement with the Committee of Creditor Powers in respect of Relief Debts in London.

The Greek delegate takes note of this declaration, without prejudice however to the legal stand-point of his own Government.

VIENNA, December 27, 1929.

For the Austrian Federal Republic :

(Signed) SCHÜLLER.

For the Hellenic Republic:

(Signed) POLITIS.

N° 2312.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PÉROU**

**Accord relatif au traitement des
voyageurs de commerce et de leurs
échantillons. Signé à Lima, le
31 décembre 1928.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PERU**

**Agreement relating to the Treatment
of Commercial Travellers and their
Samples. Signed at Lima, Decem-
ber 31, 1928.**

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2312. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PERUVIAN GOVERNMENT RELATING TO THE TREATMENT OF COMMERCIAL TRAVELLERS AND THEIR SAMPLES. SIGNED AT LIMA, DECEMBER 31, 1928.

Nº 2312. — CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DEL PERÚ SOBRE EL TRATO DE LOS AGENTES VIAJEROS DE COMERCIO Y SUS MUESTRAS. FIRMADO EN LIMA, EL 31 DE DICIEMBRE DE 1928.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN through His representative Lord Herbert HERVEY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and THE GOVERNMENT OF THE PERUVIAN REPUBLIC through its representative Dr. Pedro José RADA Y GAMIO, Minister of Foreign Relations, being desirous of fostering the development of commerce between Great Britain and Northern Ireland and Peru, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers, having reciprocally exhibited to each other their full powers, mutually agree as follows:

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ, representado por el Dr. Pedro José RADA Y GAMIO, Ministro de Relaciones Exteriores, y EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD BRITÁNICA, por medio de su Representante Sr. Lord Herbert HERVEY, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, deseosos de fomentar el desarrollo del comercio entre la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y el Perú, y de incrementar el intercambio de productos, facilitando la labor de los agentes viajeros comerciales, habiendo exhibido recíprocamente sus plenos poderes, convienen mutuamente en lo siguiente:

Article 1.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland, may operate in Peru, and reciprocally commercial travellers, representing persons, companies or firms carrying on business in Peru may operate in Great Britain and Northern Ireland upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence,

Artículo 1º

Los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en la Gran Bretaña o en el Norte de Irlanda, podrán actuar en el Perú, y recíprocamente los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en el Perú, podrán actuar en la Gran Bretaña y en el Norte de Irlanda, obteniendo de las autoridades compe-

if any, as may be required by the regulations in force. In the event of such a licence being required it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee and shall be valid throughout the whole of Peru or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies, or firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in either country as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted in the other as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence any samples the importation of which is not prohibited excepting fine jewellery.

Article 4.

Samples or specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited shall, when introduced by

tentes del país en el cual se proponen hacerlo, una licencia, si aquella fuese requerida por disposiciones vigentes. En el caso de que tal licencia fuese necesaria, el agente viajero de comercio la obtendrá mediante el pago de un derecho único y ella será válida en todo el territorio del Perú o de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda, según sea el caso de usarla.

Es entendido que los agentes viajeros de comercio que deseen realizar negocios conjuntamente en Gran Bretaña y Norte de Irlanda, relativos a vinos, licores, cerveza, tabaco o vajillas de oro o plata, necesitarán, no obstante los precedentes requisitos, obtener dos licencias por separado; una para la Gran Bretaña y otra para el Norte de Irlanda, y pagarán, por lo tanto, separadamente, dos derechos.

Artículo 2º

Para garantizar la licencia referida en el artículo 1º, de este Convenio se podrá exigir al postulante la obtención en el país de domicilio de las personas, compañías o firmas que represente, un certificado que acredite su calidad de agente viajero de comercio, el cual debe ser visado, si los reglamentos así lo requieren, por el funcionario consular del país en el que se propone actuar. A la presentación del certificado en debida forma las autoridades de este último país, le expedirán la licencia nacional según lo estipula el artículo 1º.

Las Cámaras de Comercio, así como las demás asociaciones industriales y comerciales en uno u otro país, reconocidas y autorizadas como tales, serán mutuamente aceptadas en el otro, como autoridades competentes para expedir los certificados requeridos para los fines de este Convenio.

Artículo 3º

Un agente viajero de comercio puede importar y vender sin necesidad de obtener licencia especial, cualquier muestra cuya importación no esté prohibida, con excepción de joyería fina.

Artículo 4º

Las muestras o modelos que estén sujetos a derechos de importación y cuya importación no esté prohibida, cuando sean introducidos

commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The period allowed for re-exportation shall be not less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular :

(1) The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs Authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case Customs verification

por los agentes viajeros de comercio que actúen bajo las condiciones establecidas en el presente Convenio, serán admitidos, provisionalmente, libres de derechos en el país en el cual los agentes se proponen actuar, con la condición de que la suma que represente el valor de los derechos de entrada sea depositada o se dé fianza, si fuera necesario, respecto al pago de ella.

El período permitido para la re-exportación no será menor de seis meses. A la expiración de este plazo de gracia, deben ser pagados los derechos correspondientes a las muestras o modelos que no hayan sido re-exportados o puestos en garantía.

Artículo 5º

Para el propósito de este Convenio, todos los objetos representativos de una categoría determinada de efectos, serán considerados como muestras o modelos siempre que reúnan las condiciones siguientes : Primero que dichos artículos sean de naturaleza tal que puedan debidamente identificarse al reexportarlos, y segundo, que los artículos así importados no sean ni por su calidad y valor tales que, tomados como un todo, no constituyan ya muestras en la verdadera acepción de la palabra.

Artículo 6º

Todas las formalidades aduaneras serán simplificadas tanto como sea posible, con el objeto de evitar demoras en el despacho y re-exportación de las muestras y modelos : En particular :

1º Las autoridades aduaneras del país importador reconocerán como suficiente para la futura identificación las marcas que hayan sido fijadas en las muestras o modelos, por las autoridades aduaneras del país exportador, con tal de que dichas marcas o modelos, estén acompañados de una lista descriptiva, certificada por las autoridades aduaneras del último. Marcas adicionales pueden ser, además, fijadas por las autoridades aduaneras del país importador en todos los casos en que el último juzgue indispensable esa garantía adicional, para asegurar la mejor identificación de las muestras o modelos al tiempo de su re-exportación. Exceptuando el último caso, el control de la aduana

shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

(2) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Custom House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

Article 8.

No licence shall be required of :

(a) Persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided that they do not make sales of merchandise ;

(b) Persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject ;

(c) Travellers who are exclusively buyers.

Article 9.

Nothing in this Agreement shall affect the application in Great Britain and Northern Ireland and Peru respectively of the conditions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 10.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Agreement that may

se circunscribirá a identificar las muestras y determinar el total de derechos y gabelas a que pueden estar sujetas eventualmente.

2º El reembolso de los derechos pagados sobre la importación o la cancelación de la fianza prestada en garantía del pago de estos derechos, se efectuará sin demora por cualquier aduana (no siendo necesario que lo sea por aquella por donde fuere importada) previa rebaja de los derechos que corresponden a las muestras o modelos que no se presenten para la re-exportación o que queden en garantía.

Artículo 7º

Los vendedores ambulantes, buhoneros y otros vendedores que expendan directamente al consumidor, aún cuando no tengan sede de negocios establecida en el país en el cual actúan, no serán considerados como agentes viajeros de comercio, sino que estarán sujetos, al pago de derechos de licencia determinados para la clase de negocios a que se dedican.

Artículo 8º

No necesitarán licencia :

(a) Las personas que viajen solamente para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, con tal de que no hagan venta de mercaderías ;

(b) Las personas que actúen por intermedio de agencias locales que paguen la patente u otros impuestos a que sus negocios están sujetos ;

(c) Los agentes viajeros que sean estrictamente compradores.

Artículo 9º

Nada en el presente Convenio, por todo el tiempo de su vigencia, afectará en la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y en el Perú, respectivamente, lo que esté estipulado respecto a la entrada, viajes y residencia de los extranjeros en general.

Artículo 10º

Toda concesión que afecte a cualquiera de las estipulaciones del presente Convenio, otor-

hereafter be granted in either country, whether by law or by treaty, convention or agreement, to any foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country.

gada en uno u otro país a un estado extranjero, ya sea por ley o por tratado, convención o arreglo será extendida inmediata e incondicionalmente, al otro país.

Article II.

The present agreement shall come into force immediately.

It shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either His Britannic Majesty's Government in Great Britain or the Government of Peru shall have denounced it.

Done in duplicate at Lima in the English and Spanish languages, the thirty-first of December, One thousand nine hundred and twenty-eight.

Artículo IIº

El presente Convenio entrará en vigencia inmediatamente. Quedará en vigencia hasta la expiración de seis meses contados desde la fecha en que el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña o el del Perú lo hayan denunciado.

Hecho por duplicado en los idiomas castellano e inglés el treintauno de Diciembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) Herbert HERVEY.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

Nº 2312. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PÉRUVIEN, RELATIF AU TRAITEMENT DES VOYAGEURS DE COMMERCE ET DE LEURS ÉCHANTILLONS. SIGNÉ A LIMA, LE 31 DÉCEMBRE 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, par l'intermédiaire de son représentant, Lord Herbert HERVEY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, par l'intermédiaire de son représentant, D^r Pedro José RADA Y GAMIO, ministre des Affaires étrangères, désirant développer les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Pérou, et augmenter les échanges de marchandises en facilitant la tâche de leurs voyageurs de commerce, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord peuvent travailler au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Pérou et, réciproquement, les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité au Pérou peuvent travailler en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à condition d'obtenir des autorités compétentes du pays dans lequel ils ont l'intention de travailler la licence exigée, le cas échéant, par les règlements en vigueur. Dans le cas où cette licence est nécessaire, le voyageur de commerce pourra l'obtenir moyennant le versement d'une taxe unique et cette licence sera valable sur tout le territoire du Pérou ou de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, selon le cas.

Il est entendu que les voyageurs de commerce qui désirent effectuer, à la fois en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, des opérations commerciales relatives aux vins, spiritueux, bières, tabacs ou vaisselle d'or et d'argent pourront être tenus, nonobstant les dispositions qui précèdent, de se procurer deux licences distinctes, l'une pour la Grande-Bretagne et l'autre pour l'Irlande du Nord, et d'acquitter, en conséquence, deux taxes distinctes.

Article 2.

Pour obtenir la licence mentionnée à l'article premier de cet accord, le postulant pourra être tenu de se procurer dans le pays du domicile des particuliers, sociétés ou entreprises qu'il représente, un certificat attestant sa qualité de voyageur de commerce, certificat légalisé, si les règles l'exigent, par un fonctionnaire consulaire du pays dans lequel le voyageur de commerce se propose de travailler. Sur le vu de ce certificat établi en bonne et due forme, les autorités dudit pays délivreront à l'intéressé la licence nationale mentionnée à l'article premier.

Les chambres de commerce ainsi que les autres associations de négociants et associations commerciales officiellement reconnues dans l'un et l'autre pays, et dûment autorisées à cet effet, seront considérées réciproquement comme autorités habilitées à délivrer les certificats exigibles aux fins du présent accord.

Article 3.

Un voyageur de commerce peut importer et vendre sans obligation d'obtenir une licence spéciale, tous les échantillons dont l'importation n'est pas interdite, à l'exception de la bijouterie fine.

Article 4.

Les échantillons ou modèles passibles des droits d'importation et dont l'importation n'est pas interdite bénéficieront, lorsqu'ils seront importés par des voyageurs de commerce agissant conformément aux dispositions du présent accord, de l'admission temporaire en franchise de tous droits dans le pays où ces voyageurs se proposent de travailler, moyennant dépôt des droits d'importation ou présentation d'une caution garantissant, s'il est nécessaire, le paiement de ces droits.

Le délai autorisé pour la réexportation ne sera pas inférieur à six mois. A l'expiration de cette période, le droit devra être acquitté sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été réexportés ou mis en entrepôt.

Article 5.

Aux fins du présent accord, tous les articles qui représentent une catégorie déterminée de marchandises seront considérés comme échantillons ou modèles, à condition : 1^o que ces articles puissent être dûment identifiés lors de la réexportation, et 2^o que la quantité ou la valeur globale des articles ainsi importés ne soit pas telle qu'ils ne constituent plus des échantillons au sens usuel de ce terme.

Article 6.

Toutes les formalités de douane seront simplifiées autant que possible afin d'éviter des retards dans le dédouanement et la réexportation des échantillons et modèles ; en particulier :

1^o Les autorités douanières du pays importateur reconnaîtront comme suffisantes, pour l'identification ultérieure des échantillons ou modèles, les marques qui auront été apposées par les autorités douanières du pays exportateur, à condition que ces échantillons

ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive dûment certifiée par les autorités douanières de ce dernier pays. Toutefois, des marques supplémentaires pourront être apposées sur les échantillons ou modèles par les autorités douanières du pays importateur, dans tous les cas où elles jugeront cette garantie additionnelle indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Ce cas excepté, les formalités de vérification en douane se borneront à l'identification des échantillons et à la détermination du total des droits et taxes à percevoir, s'il y a lieu ;

2° Le remboursement des droits acquittés à l'importation ou la décharge de la caution garantissant le paiement de ces droits s'effectuera sans retard dans n'importe quel bureau de douane (et non pas seulement dans celui par lequel les marchandises ont été importées) sous réserve de la déduction des droits à percevoir sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été présentés pour la réexportation ou mis en entrepôt.

Article 7.

Les colporteurs, vendeurs ambulants et autres marchands qui vendent directement au consommateur, même lorsqu'ils n'ont pas d'établissement dans le pays où ils travaillent, ne seront pas considérés comme voyageurs de commerce, mais ils paieront les droits de patente dont est passible la catégorie de leur commerce.

Article 8.

Il ne sera pas exigé de licence :

- (a) Des personnes qui voyagent à seule fin d'étudier le commerce et ses nécessités, même si elles établissent des relations commerciales, à condition, toutefois, qu'elles n'effectuent pas de vente de marchandises ;
- (b) Des personnes qui travaillent par l'intermédiaire d'agences locales payant les droits de patente ou autres impositions auxquelles se trouvent assujetties leurs opérations ;
- (c) Des voyageurs de commerce qui sont exclusivement acheteurs.

Article 9.

Aucune disposition du présent Accord n'affectera l'application en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ni au Pérou, respectivement, des dispositions et règlements en vigueur visant l'entrée, les déplacements et le séjour de tous les étrangers.

Article 10.

Toutes les concessions affectant les dispositions du présent accord qui pourront être ultérieurement accordées dans l'un ou l'autre pays, soit en vertu d'une loi, soit en vertu d'un traité, d'une convention ou d'un accord, à un autre Etat étranger, quel qu'il soit, seront immédiatement étendues, absolument et sans réserve, à l'autre pays.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur immédiatement.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle soit le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, soit le Gouvernement du Pérou, l'aura dénoncé.

Fait en double expédition à Lima, en langue anglaise et en langue espagnole, le trente et un décembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Herbert HERVEY.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

N° 2313.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord relatif à l'échange des colis postaux contre remboursement entre l'Allemagne et Ceylan, et règlement d'exécution y annexé. Signé à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement regarding the Exchange of Trade Charge Postal Parcels between Germany and Ceylon, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, May 27, 1929, and at Colombo, July 17, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2313. — ABKOMMEN BETREFFEND DEN AUSTAUSCH VON NACHNAMEPAKETEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND CEYLON, GEZEICHNET IN BERLIN AM 27. MAI 1929 UND IN COLOMBO AM 17. JULI 1929.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

DIE POSTVERWALTUNGEN VON DEUTSCHLAND und CEYLON kommen überein, einen regelmässigen, unmittelbaren Austausch von Postpaketen mit Nachnahme zwischen Deutschland und Ceylon einzuführen.

ABKOMMEN.

Artikel I.

GEBÜHREN UND BEDINGUNGEN-EINRICHTUNG.

I. Zwischen Deutschland und Ceylon können Postpakete mit Nachnahme ausgetauscht werden.

Der Betrag der Nachnahme muss sowohl auf den Paketen aus Deutschland als auch auf den Paketen aus Ceylon in englischer Sterlingwährung ausgedrückt werden.

Der Höchstbetrag der Nachnahme auf einem Paket nach Deutschland oder nach Ceylon wird auf 20£ festgesetzt. Der Nachnahmebetrag darf nicht auf Teilbeträge eines Penny lauten. Die beiden Verwaltungen lassen Nachnahmepakete im Durchgang durch ihre Länder zu. Die Abrechnungen über die eingezogenen

No. 2313. — AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF TRADE CHARGE POSTAL PARCELS BETWEEN GERMANY AND CEYLON. SIGNED AT BERLIN, MAY 27, 1929, AND AT COLOMBO, JULY 17, 1929.

German and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE POST OFFICES OF GERMANY and CEYLON agree to effect a regular direct exchange of Trade Charge parcels between Germany and Ceylon.

AGREEMENT.

Article I.

CHARGES AND CONDITIONS—SETTLEMENT.

I. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Germany and Ceylon.

The amount of the Trade Charges shall be expressed in British sterling currency on parcels originating in Ceylon and in Germany.

The maximum amount of a Trade Charge of a parcel for delivery either in Germany or in Ceylon shall be fixed at £20 sterling. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny shall be ignored.

The two Administrations agree to admit Trade Charge parcels in transit through their

Nachnahmebeträge werden zwischen dem Accountant, General Post Office in Colombo und dem Reichspostzentralamt (Postrechnungsamt) Berlin C 2 ausgetauscht und ausgeglichen.

2. Nachnahmepakete unterliegen derselben Behandlung und denselben Gebühren wie gewöhnliche Pakete und gegebenenfalls wie Wertpakete nach den Vorschriften des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon. Der Absender zahlt ausserdem eine von der Aufgabeverwaltung festzusetzende besondere Gebühr, welche nicht übersteigen darf :

a) 15 Cents für je 15 Rupien oder Teile von 15 Rupien des Betrags der Nachnahme bei Paketen, die in Ceylon aufgeliefert werden ;

b) 10 Rpf für je 20 RM oder Teile von 20 RM des Betrags der Nachnahme bei Paketen, die in Deutschland aufgeliefert werden.

3. Die eingezogenen Nachnahmebeträge werden mit Nachnahme-PAnw gebührenfrei übersandt.

Artikel 2.

EINLIEFERUNGS- UND AUSHÄNDIGUNGSGEBÜHR.

1. Ausser der im vorhergehenden Artikel festgesetzten besonderen Gebühr darf die Postverwaltung des Aufgabelandes eines Nachnahmepakets von dem Absender eine Einlieferungsgebühr und die Postverwaltung des Bestimmungslandes eines Nachnahmepakets vom Empfänger eine Aushändigungsgebühr erheben.

2. Die Einlieferungsgebühr darf nicht übersteigen :

a) Für Pakete aus Deutschland eine feste Gebühr von je 40 Rpf.

b) Für Pakete aus Ceylon je 10 Rupie-Cents.

3. Eine Aushändigungsgebühr wird

a) In Deutschland vorläufig : nicht erhoben ;

b) In Ceylon beträgt die Aushändigungsgebühr 20 Rupie-Cents für jedes Paket.

services. The accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled through the offices of exchange of the respective administrations.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed in the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon for ordinary or for insured parcels as the case may be. In addition the sender shall pay a special fee which shall be fixed by the office of origin and shall not exceed :

(a) 15 cents for each 15 Rupees or fraction of 15 Rupees to be collected in the case of parcels posted in Ceylon.

(b) In the case of a Trade Charge parcel posted in Germany 10 Reichs pfennings for every twenty Reichsmarks or part thereof of the amount of the Trade Charge value shall be levied.

(3) The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order issued free of all charges.

Article 2.

POSTING AND DELIVERY FEES.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding article the Post Office of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee must not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in Germany a fixed fee of 40 Reichspfennings.

(b) In the case of a parcel posted in Ceylon 10 (rupee) cents per parcel.

3. The delivery fee must not exceed :

(a) In the case of a parcel delivered in Germany there shall be no charge.

(b) In the case of a parcel delivered in Ceylon 20 (rupee) cents per parcel.

*Artikel 3.*STREICHUNG ODER AENDERUNG
DES NACHNAHMEBETRAGS.

Streichungen oder Aenderungen des Nachnahmebetrags sind nach Auflieferung des Nachnahmepakets nicht zulässig.

*Artikel 4.*VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST,
BERAUBUNG ODER BESCHÄDIGUNG.

Bei Verlust, Beraubung oder Beschädigung eines Nachnahmepakets sind die Postverwaltungen unter den Bedingungen in Art. 22 bis 28 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon verantwortlich.

*Artikel 5.*ENTSCHÄDIGUNG BEI NICHT EINZIEHUNG, BEI
EINZIEHUNG EINES ZU GERINGEN BETRAGS
ODER BEI EINZIEHUNG DURCH EINEN BE-
TRÜGER.

Ist das Paket dem Empfänger ohne Einziehung des Nachnahmebetrags ausgehändigt worden, so hat der Absender Anspruch auf eine Entschädigung, wenn innerhalb eines Jahres vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet eine Nachfrage gehalten worden ist und die Unterlassung der Einziehung nicht auf eine Schuld oder Fahrlässigkeit von seiner Seite zurückzuführen ist. Dasselbe gilt, wenn die vom Empfänger eingezogene Summe niedriger ist als der angegebene Nachnahmebetrag oder wenn der Betrag von einem Betrüger eingezogen worden ist.

Die Entschädigung darf in keinem Fall den Nachnahmebetrag übersteigen.

Durch Zahlung des Ersatzbetrages tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Absenders ein bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger oder gegen Dritte.

Artikel 6.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zahlt die ordnungsmässig eingezogenen

*Article 3.*CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT,
OF TRADE CHARGE.

Erasures or alterations of the amounts recoverable on Trade Charge parcels shall not be permitted after posting.

*Article 4.*RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR
DAMAGE.

The Postal Service shall be responsible under the conditions fixed by Articles 22 to 28 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

*Article 5.*COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT
OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COL-
LECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period of one year from the day following the date of posting and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the indicated amount or if the collection has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

*Article 6.*FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT
OF TRADE CHARGES.

The payment by the Administration of origin of the amounts duly collected shall be

Beträge für Rechnung der Bestimmungsverwaltung. Ebenso erfolgt Zahlung der Entschädigung für Rechnung der Bestimmungsverwaltung falls letztere entschädigungspflichtig ist.

Die Bestimmungsverwaltung ist verantwortlich, wenn sie nicht nachweisen kann, dass der Fehler auf die Nichtbeachtung der Dienstvorschriften seitens der Aufgabeverwaltung zurückzuführen ist, oder dass auf dem Paket und der Paketkarte bei Ueberlieferung an die Bestimmungsverwaltung die Bezeichnungen gefehlt haben, die die Vollzugsordnung für Nachnahmepakete vorschreibt.

Die Bestimmungsverwaltung ist verpflichtet, die Summe, die die Absendungsverwaltung verauslagt hat, unter den im Art. 28 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon vorgesehenen Bedingungen zurückzahlen.

Artikel 7.

NACHNAHME. — POSTANWEISUNGEN.

Der Betrag einer Nachnahme-Postanweisung, der dem Empfänger aus irgendeinem Grunde nicht hat ausgezahlt werden können, kommt nicht der Aufgabeverwaltung der Postanweisung zugute, er wird vielmehr von der Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zur Verfügung des Empfangsberechtigten gehalten und fällt dieser Verwaltung nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist endgültig zu.

In jeder anderen Hinsicht unterliegen die Nachnahme-Postanweisungen vorbehaltlich der in der Vollzugsordnung vorgesehenen Ausnahmen den Bestimmungen des internationalen Postanweisungsabkommens.

Artikel 8.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

Die im Art. 2 erwähnten Einlieferungs- und Aushändigungsgebühren verbleiben voll und ganz der Verwaltung, die sie erhoben hat.

Artikel 9.

NACHNAHMEGEBÜHR.

Die im Artikel 1, § 2 erwähnte besondere Gebühr wird zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung geteilt.

made on behalf of the Administration of destination. Similarly payment of compensation shall be made on behalf of the office of destination if the latter is responsible.

Responsibility shall rest with the Administration of destination unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of origin or can establish that when handed over to its Service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Administration of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 28 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon the sum which has been advanced by the despatching Administration.

Article 7.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the office of issue. It shall be held at the disposal of the payee by the office of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that office at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement based on the regulations of the Universal Postal Union Convention.

Article 8.

MISCELLANEOUS FEE.

The Posting and Delivery fees referred to in Article 2 shall be retained in full by the office which has collected them.

Article 9.

TRADE CHARGE FEE.

The special fee mentioned in Article 1 Section 2 shall be shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination.

Artikel 10.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll an einem zwischen den beiden Verwaltungen zu vereinbarenden Zeitpunkt in Kraft treten und Gültigkeit behalten bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Tage, an dem eine Verwaltung der andern ihre Absicht, davon zurückzutreten, mitteilen wird.

Zu Urkund dessen haben die ordnungsmässig hierzu bevollmächtigten Unterzeichneten das gegenwärtige Abkommen unter Beidrückung ihrer Dienstsiegel vollzogen.

Doppelt ausgefertigt zu Berlin am 27. Mai 1929 und zu Colombo am 17. Juli 1929.

*Der Reichspostminister
Im Auftrag:
(Gezeichnet) HUBUER.*

*Acting Postmaster-General, Ceylon:
(Signed) Geo W. J. PRAAT.*

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM ABKOMMEN ÜBER DEN AUSTAUSCH VON POSTPAKETEN MIT NACHNAHME ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND CEYLON.

Artikel 1.

ART DER VERSENDUNG.

Die in einem Kartenschluss beförderten Nachnahmepakete sollen zusammen untergebracht werden und soweit als möglich in dem Sack, der die Frachtkarte und andere Papiere enthält. Wenn sie nicht alle in dem Sack untergebracht werden können, der die Frachtkarte enthält, sollen der oder die Säcke, in welchem sie befördert werden, mit einer unterscheidenden Fahne bezeichnet werden.

Article 10.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Colombo the 17th day of July 1929 and at Berlin the 27th day of May 1929.

*Acting Postmaster-General, Ceylon:
(Signed) Geo : W. J. PRAAT.*

*Der Reichspostminister
Im Auftrag
(Gezeichnet) HUBUER.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF TRADE CHARGE PARCELS BETWEEN GERMANY AND CEYLON.

Article 1.

METHOD OF TRANSMISSION.

The Trade Charge parcels forwarded in a mail shall be placed together, and as far as possible in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

Artikel 2.

ANGABE DES NACHNAHMEBETRAGS.

1. Pakete mit Nachnahme und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Aufschriftseite in deutlich hervortretender Weise den handschriftlichen oder gedruckten Vermerk « Remboursement » und danach die Angabe des Nachnahmebetrags tragen. Streichungen und Aenderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig.

2. Der Absender hat ferner auf dem Paket und auf der Vorderseite der Paketkarte seinen Namen und seine Anschrift in lateinischer Sprache anzugeben.

Artikel 3.

NACHNAHMEZETTEL.

Die Nachnahmepakete und die zugehörigen Paketkarten müssen einen orangefarbenen Zettel nach dem der Vollzugsordnung zum Weltpostvertrag beigefügten Muster tragen.

Artikel 4.

NACHNAHME-POSTANWEISUNG.

1. Jedem Nachnahmepaket wird eine Nachnahme-Postanweisung beigefügt. Dieser an der Paketkarte zu befestigende Vordruck muss die Angabe des Nachnahmebetrags in der Währung des Aufgabelandes unter gleichzeitiger Angabe des entsprechenden Gegenwerts in englischer Sterlingwährung tragen und in der Regel den Absender des Pakets als Empfänger der Postanweisung bezeichnen. Jede Verwaltung kann aber Postanweisungen zu eingelösten Paketen an die Aufgabe-Postanstalten der Pakete oder an andere Anstalten des Aufgabelandes der Pakete richten lassen. Auf dem Abschnitt der Postanweisung muss der Name und die Anschrift des Empfängers des Pakets sowie der Aufgabort und der Aufgabetag angegeben sein.

2. Bleistiftangaben sind auf Nachnahme-Postanweisungen nicht gestattet.

Article 2.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the word " Remboursement " written or printed boldly and after it the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 3.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention.

Article 4.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the Country of Origin with its equivalent in sterling and should show as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Administration is, however, free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Artikel 5.

UMRECHNUNG DES NACHNAHMEBETRAGS.

Die Nachnahmebeträge werden von der Verwaltung des Bestimmungslandes in die Währung dieses Landes umgerechnet, und zwar nach dem Umrechnungsverhältnis, das sie für Postanweisungen nach dem Aufgabeland der Pakete anwendet.

Artikel 6.

EINLÖSUNGSFRIST.

Der Nachnahmebetrag muss innerhalb der von dem Bestimmungsland festgesetzten Frist bezahlt werden.

Nach Ablauf dieser Frist wird das Paket gemäss den Vorschriften des Artikels 15 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon als unzustellbar behandelt.

Artikel 7.

NACHSENDUNG DER NACHNAHMEPAKETE.

1. Nachnahmepakete können nachgesandt werden, wenn das neue Bestimmungsland mit dem Aufgabeland einen Nachnahmepaketdienst unterhält. In diesem Falle werden den Paketen die von der Aufgabeverwaltung ausgestellten Nachnahme-Postanweisungen beigelegt. Die Verwaltung des neuen Bestimmungslandes wickelt die Nachnahmen ab, als ob die Pakete von vornherein an sie gerichtet gewesen wären.

2. Wenn Nachsendung nach einem Lande verlangt wird, das mit dem Ursprungslande keinen Austausch von Nachnahmepaketen unterhält, so werden die Pakete als unzustellbar behandelt.

*Artikel 8.*BEHANDLUNG DER NACHNAHME-
POSTANWEISUNG.

Sofort nach Einziehung des Nachnahmebetrags füllt die Bestimmungs-Postanstalt oder eine andere von der Bestimmungsverwaltung

*Article 5.*CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE
TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 6.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon.

Article 7.

RE-DIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be re-directed if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the service of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 8.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Adminis-

dazu bestimmte Dienststelle den Teil « Indications de service » der Nachnahme-Postanweisung aus, bedruckt die Postanweisung mit dem Tagesstempel und sendet sie durch ihre Auswechslungs-Postanstalt gebührenfrei an die Auswechslungs-Postanstalt des Aufgabelandes des Pakets zurück.

Die Nachnahme-Postanweisungen werden den Absendern der Pakete unter den von jeder Verwaltung festgesetzten Bedingungen ausbezahlt.

Artikel 9.

DURCHSTREICHUNG ODER ERSATZ VON VORDRUCKEN ZU NACHNAHME-POSTANWEISUNGEN.

1. Ein Formblatt zu einer Nachnahme-Postanweisung zu einem Paket, das aus irgend einem Grunde an den Absender zurückgesandt wird, muss von der Verwaltung, welche die Rücksendung besorgt, durchstrichen und der Paketkarte beigelegt werden.

2. Ist ein Formblatt zu einer Nachnahme-Postanweisung vor Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden, so fertigt die Bestimmungs-Postanstalt ein Doppel aus und versieht dieses mit den Angaben, die die Aufgabe-Postanstalt gemacht haben würde.

Artikel 10.

NACHNAHME-POSTANWEISUNGEN.

1. Eine Nachnahme-Postanweisung, die nach der Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden ist, wird durch ein Doppel oder durch eine Zahlungsermächtigung ersetzt, nachdem die beteiligten Verwaltungen festgestellt haben, dass die Postanweisung weder ausgezahlt noch zurückgezahlt worden ist.

2. Nachnahme-Postanweisungen, deren Auszahlung an den Empfänger innerhalb eines Jahres nicht möglich gewesen ist, werden nach Ablauf der Gültigkeitsdauer von der Postverwaltung, die sie in Händen hat, mit Empfangsbescheinigung versehen und der Verwaltung, die sie ausgefertigt hat, in Rechnung gestellt.

3. Nachnahme-Postanweisungen, die den Empfängern ausgehändigt worden sind, deren Beträge aber nicht innerhalb eines Jahres

of the place of destination shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Indications de Service" and after date stamping it, shall return it free of postage through its office of exchange to the office of exchange of the Administration of origin.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by each Administration.

Article 9.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination shall prepare a duplicate entering thereon the particulars which the despatching office would have furnished.

Article 10.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate or by an authority to pay, after proof by the two Administrations that the order had not been paid or refunded.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of one year, shall at the expiration of the period of validity, be received by the office of the country of payment and claimed from the office which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within

abgehoben worden sind, werden durch Zahlungsermächtigung ersetzt. Diese Zahlungsermächtigungen werden von der Postverwaltung, die die Nachnahme eingezogen hat, ausgestellt, und zwar sobald sie in der Lage gewesen ist, festzustellen, dass die Urschriften innerhalb der Gültigkeitsdauer nicht ausgezahlt worden sind. Die andere Verwaltung versieht die Zahlungsermächtigungen mit Empfangsbescheinigung und rechnet sie der Aufgabe-Postverwaltung in der nächsten Rechnung, die nach ihrem Eingang aufgestellt wird, an.

4. Nachnahme-Postanweisungen, die nicht ausgezahlt werden können, weil

- a) Name oder Wohnort der Empfänger ungenau, unzureichend oder zweifelhaft angegeben sind,
- b) Namen oder Beträge nicht übereinstimmen oder fehlen,
- c) Eintragungen gestrichen oder geändert sind,
- d) Stempelabdrücke, Unterschriften oder sonstige dienstlichen Vermerke fehlen,
- e) unvorschriftsmässige Formblätter verwendet worden sind,

müssen von der Postverwaltung, welche die Nachnahme-Postanweisungen ausgestellt hat, berichtigt werden.

Zu diesem Zwecke sind die Postanweisungen von der Bestimmungs-Postanstalt durch die eigene Auswechslungs-Postanstalt umgehend in einem eingeschriebenen Dienstbrief an die fremde Auswechslungs-Postanstalt zurückzusenden.

Artikel II.

NACHFRAGE NACH NACHNAHME- POSTANWEISUNGEN.

Zu den Nachfragen nach nicht zurückgekommenen Nachnahme-Postanweisungen dient ein Formblatt, das der entsprechenden Anlage zur Vollzugsordnung zum Postpaketabkommen des Weltpostvertrags ähnlich ist. Diese Nachfrageschreiben werden den von den beiden Verwaltungen bezeichneten Dienststellen übersandt, die im Benehmen miteinander die von den beiden Verwaltungen anzustellenden Ermittlungen vornehmen.

the period of one year shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Difference or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures of, or additions to, the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Post Office which has issued them.

For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the office of exchange.

Article II.

ENQUIRIES CONCERNING TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Artikel 12.

FRACHTKARTE.

1. Zurückzusendende und nachzusendende Nachnahme-Pakete sollen einzeln durch die absendende Auswechslungs-Postanstalt in eine Frachtkarte eingetragen werden, die dem der Vollzugsordnung zum Internationalen Postpaketabkommen beigefügten Muster ähnlich ist. Die Paketkarten, Nachnahme-Postanweisungen, Zollinhaltserklärungen, Gebührenzettel, Rückscheine usw. werden der Frachtkarte beigefügt.

2. Jede absendende Auswechslungs-Postanstalt muss die Frachtkarte in der linken oberen Ecke mit einer Nummer versehen, die für jede Bestimmungs-Postanstalt jährlich fortlaufen soll. Unter der Nummer ist möglichst der Name des zur Beförderung benutzten Schiffes anzugeben. Die letzte Nummer des Jahres muss in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres vermerkt werden.

*Artikel 13.*ABRECHNUNG ÜBER NACHNAHME-
POSTANWEISUNGEN.

1. Unmittelbar nach der Einziehung einer auf Sterling lautenden Nachnahme durch eine Postanstalt in Ceylon wird die Nachnahme-Postanweisung an den Accountant, General Post Office, in Colombo gesandt, der alle derartigen Postanweisungen dem Postamt 2 in München übersenden wird.

2. Unmittelbar nach der Einziehung einer Nachnahme durch eine Postanstalt in Deutschland wird die Nachnahme-Postanweisung dem Postamt 2 in München übersandt, das sie unter Umschlag an den Accountant, General Post Office, in Colombo weitersendet.

3. Jede Verwaltung trägt die für Rechnung der anderen Verwaltung ausgezahlten Postanweisungen nach der Buchstabenfolge der Einzahlungs-Postanstalten und nach der Reihenfolge der Aufgabenummern bei diesen Postanstalten in monatlich abzuschliessende Listen ein. Diese Listen zusammen mit den ausgezahlten und mit Empfangsbescheinigung versehenen Postanweisungen werden spätestens am Ende des auf den Abrechnungsmonat fol-

Article 12.

PARCEL BILL.

1. Returned and redirected Trade Charge parcels shall be entered individually by the Despatching office of exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs declarations, Franking Notes, Advices of Delivery etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the Parcel Bill on the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 13.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Immediately after the collection of a Trade Charge at an Office in Ceylon the Trade Charge Money Order if in sterling will be forwarded to the Accountant, General Post Office, Colombo, who will forward all such orders to the Post Office, Munich 2.

2. Immediately after the collection of a Trade Charge at an Office in Germany the Trade Charge Money Order will be forwarded to the Post Office, Munich 2 who will forward all such orders to the Accountant, General Post Office, Colombo.

3. The orders paid by each Administration on behalf of the other Administration will be summarised in alphabetical sequence of offices of issue and numerical sequence of their issue at those offices, and totalled on lists each month. These lists together with the paid and receipted orders will be forwarded to the Accountant, General Post Office, Colombo in the case of orders issued in Ceylon and to the Reichspostzentralamt (Postrechnungsamt) Ber-

genden Monats an den Accountant, General Post Office, in Colombo gesandt, wenn die Beträge aus Ceylon herrühren und an das Reichspostzentralamt (Postrechnungsamt) Berlin C 2, wenn die Beträge aus Deutschland herrühren. Liegen für eine Verwaltung ausbezahlte Postanweisungen nicht vor, so wird dieser eine Leerrechnung übersandt. In Ausführung des Artikels 9 des Abkommens wird $\frac{1}{2}$ v. H. von der Gesamtsumme dieser Liste abgezogen.

Artikel 14.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

Die Schlusssumme, die sich aus den in beiden Richtungen ausgetauschten Rechnungen für jeden Monat ergibt, soll durch einen auf Sterling lautenden Scheck beglichen werden.

Artikel 15.

INKRAFTTRETEN UND DAUER
DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gelangt mit dem Tage des Inkrafttretens des Nachnahme-Postpaketabkommens zur Ausführung und soll dieselbe Dauer wie dieses Abkommen haben. Die Verwaltungen stimmen jedoch überein, dass sie das Recht haben sollen, in gegenseitigem Einverständnis die Bestimmungen von Zeit zu Zeit zu ändern.

Doppelt ausgefertigt zu Berlin am 27. Mai 1929, zu Colombo am 17. Juli 1929.

Der Reichspostminister
Im Auftrag :
(Gezeichnet) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo W. J. PRAAT.

lin C 2, in the case of orders issued in Germany, not later than the end of the month following that to which they relate. A " Nil " list shall be prepared when there are no orders paid. In execution of Article 9 of the Agreement one half of one per cent will be deducted from the total of these lists.

Article 14.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The net amount due in respect of the lists exchanged in both directions during each month shall be settled by a draft in Sterling Currency.

Article 15.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF
THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Trade Charge Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Colombo the 17th day of July 1929 and at Berlin the 27th day of May 1929.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo : W. J. PRAAT.

Der Reichspostminister
Im Auftrag
(Gezeichnet) HUBUER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2313. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONTRE REMBOURSEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET CEYLAN. SIGNÉ A BERLIN, LE 27 MAI 1929, ET A COLOMBO, LE 17 JUILLET 1929.

Les administrations postales de l'Allemagne et de Ceylan conviennent d'instituer un échange direct et régulier de colis postaux contre remboursement entre les deux pays.

ACCORD

Article premier.

TAXES ET CONDITIONS. — RÉGLEMENT.

1. Des colis postaux grevés de remboursement peuvent être échangés entre l'Allemagne et Ceylan.

Le montant du remboursement doit être stipulé en monnaie sterling britannique, tant pour les colis en provenance d'Allemagne que pour ceux en provenance de Ceylan.

Le montant maximum du remboursement pour un colis à destination de l'Allemagne ou de Ceylan est fixé à £ 20. Le montant de remboursement ne doit pas comporter de fractions de penny. Les deux administrations acceptent le transit à travers *leurs territoires* de colis postaux grevés de remboursement. Les comptes afférents aux sommes perçues à titre de remboursement seront établis et réglés entre le *Accountant, General Post Office*, à Colombo et l'Office central des postes du Reich (*Postrechnungsamt*) à Berlin C. 2.

2. Les colis postaux grevés de remboursement sont soumis aux mêmes formalités et passibles des taxes prévues pour les colis postaux ordinaires ou pour les colis postaux à valeur déclarée, suivant le cas, par accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan.

L'expéditeur paiera, en outre, une taxe spéciale à fixer par l'administration postale du pays d'origine. Cette taxe ne dépassera pas :

a) 15 cents par 15 roupies ou fraction de 15 roupies du montant de remboursement pour les colis mis à la poste à Ceylan ;

b) 10 Rpf par 20 RM ou fraction de 20 RM du montant de remboursement pour les colis mis à la poste en Allemagne.

3. La remise des sommes perçues à titre de remboursement sera effectuée au moyen d'un mandat de remboursement exempt de tous frais.

Article 2.

TAXES D'EXPÉDITION ET DE LIVRAISON.

1. Outre la taxe spéciale fixée à l'article précédent, l'administration postale du pays dans lequel un colis postal grevé de remboursement est mis à la poste peut exiger de l'expéditeur le paiement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'une taxe d'expédition, et l'administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

- a) Un droit fixe de 40 Rpf pour les colis en provenance de l'Allemagne ;
- b) Un droit de 10 centièmes de roupie pour les colis en provenance de Ceylan.

3. a) Il n'est pas perçu, pour le moment, en Allemagne de taxe de livraison ;
b) A Ceylan, la taxe de livraison est de 20 centièmes de roupie par colis.

Article 3.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'annulation ou la modification du montant du remboursement ne sera pas admise après la mise à la poste d'un colis postal grevé de remboursement.

Article 4.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, VOL OU AVARIE.

En cas de perte, de vol ou d'avarie d'un colis postal grevé de remboursement, les administrations postales sont responsables, dans les conditions fixées dans les articles 22 à 28 de l'accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan.

Article 5.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON PERCEPTION, DE PERCEPTION INCOMPLÈTE OU DE PERCEPTION FRAUDULEUSE DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Lorsqu'un colis postal est délivré au destinataire sans que le montant de remboursement soit perçu, l'expéditeur a droit à une indemnité, si une réclamation a été formulée dans un délai d'un an à partir du jour de la mise à la poste du colis, et si l'omission de la perception du montant du remboursement n'est pas due à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même lorsque la somme perçue du destinataire est inférieure au montant de remboursement indiqué ou lorsque ledit montant a été perçu frauduleusement.

En aucun cas, l'indemnité ne devra dépasser le montant de remboursement.

Par le paiement de l'indemnité, l'administration *responsable* est subrogée, jusqu'à concurrence du montant payé, dans les droits de l'expéditeur, en ce qui concerne tous les recours à exercer à l'encontre du destinataire ou de tiers.

Article 6.

ETABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS.

L'administration d'origine d'un colis postal grevé de remboursement effectue le paiement du montant régulièrement encaissé, pour le compte de l'administration de destination. Le paiement de l'indemnité due pour avarie est effectué de la même manière pour le compte de l'administration de destination, si cette dernière est responsable.

L'administration de destination est responsable, à moins qu'elle ne puisse établir que la faute de la non-observation des règlements de service est imputable à l'administration d'origine ou que le colis et le bulletin d'expédition ne portaient pas, au moment de leur remise à l'administration d'origine, les indications prescrites pour les colis postaux grevés de remboursement par le règlement d'exécution.

L'administration de destination est tenue de rembourser, aux conditions prescrites à l'article 28 de l'accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan, les sommes payées par l'administration d'origine.

Article 7.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour une raison quelconque, n'a pu être versé au bénéficiaire ne sera pas restitué au bureau d'émission. Il sera tenu à la disposition du bénéficiaire par le bureau d'origine du colis postal grevé de remboursement et sera définitivement acquis audit bureau à l'expiration du délai de prescription légal.

A tous autres égards, les mandats de remboursement seront soumis aux règles (de l'accord relatif aux mandats postaux conclu conformément aux dispositions) de la Convention de l'Union postale universelle sous réserve des exceptions prévues dans le règlement d'exécution.

Article 8.

TAXES DIVERSES.

Les taxes d'expédition et de livraison mentionnées à l'article 2 sont entièrement acquises à l'administration qui les a perçues.

Article 9.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe spéciale mentionnée au paragraphe 2 de l'article premier sera partagée entre l'administration d'origine et l'administration de destination.

Article 10.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur à une date à convenir entre les deux administrations et demeurera en force jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets officiels.

Fait en deux exemplaires à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

Le Ministre des Postes du Reich :
(Signé) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signé) Geo W. J. PRAAT.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DE L'ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET CEYLAN RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX
CONTRE REMBOURSEMENT.

Article premier.

MODE D'EXPÉDITION.

Les colis grevés de remboursement faisant partie d'un courrier devront être placés ensemble et, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. S'ils ne peuvent être tous mis dans le sac qui renferme la feuille de route, le ou les sacs contenant les colis devront porter une étiquette distinctive.

Article 2.

INDICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents devront porter du côté de l'adresse le mot « remboursement », écrit ou imprimé en caractères gras et suivi de l'indication du montant du remboursement sans ratures ni corrections, même certifiées.

2. L'expéditeur devra, en outre, inscrire sur le colis et sur le recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins.

Article 3.

ÉTIQUETTES DE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement et le bulletin d'expédition y afférent devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'application de la convention postale universelle.

Article 4.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Chaque colis postal grevé de remboursement sera accompagné d'un formulaire de mandat de remboursement. Ce formulaire sera joint au bulletin d'expédition et portera l'indication du montant du remboursement en monnaie du pays d'origine et son équivalent en monnaie sterling. En règle générale, l'expéditeur du colis sera mentionné comme le bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre, toutefois, de faire adresser les mandats concernant les colis mis à la poste dans ses bureaux, au bureau d'origine du colis ou à un autre bureau du pays d'origine. Le coupon du mandat devra porter le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de la mise à la poste.

2. Les indications au crayon ne sont pas admises sur les colis postaux grevés de remboursement.

Article 5.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Les montants perçus à titre de remboursement sont convertis en monnaie du pays de destination par l'administration de ce pays, qui devra appliquer à cet effet le même taux de conversion que celui dont il fait usage pour la conversion des mandats à destination du pays d'origine du colis.

Article 6.

DÉLAIS DE PAIEMENT.

Le montant du remboursement devra être payé dans le délai fixé par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis sera traité comme tombé en rebut conformément aux dispositions de l'article 15 de l'accord entre l'Allemagne et Ceylan, relatif au service des colis postaux.

Article 7.

RÉEXPÉDITION DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. On pourra faire suivre les colis grevés de remboursement si le nouveau pays de destination entretient un service de colis postaux grevés de remboursement avec le pays d'origine. Dans ce cas les colis accompagnés du formulaire de mandat de remboursement préparé par le service d'origine. Le nouveau bureau de destination agira pour le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été adressé directement dès le début.

2. Lorsqu'il est demandé de faire suivre un colis à destination d'un pays qui n'entretient pas de service de colis postaux grevés de remboursement avec le pays d'origine, le colis sera traité comme tombé en rebut.

Article 8.

EMISSION DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays de destination remplira la partie du formulaire de mandat de remboursement portant la rubrique « indications de service » et, après avoir apposé le timbre de date, le retournera sans frais par l'entremise de son bureau d'échange de l'administration d'origine.

Les mandats de remboursement seront payés aux expéditeurs des colis dans les conditions fixées par chaque administration.

Article 9.

ANNULATION ET REMPLACEMENT DES FORMULAIRES DE MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Le formulaire du mandat de remboursement concernant un colis qui, pour une raison quelconque a été retourné à l'expéditeur, sera annulé par le bureau qui retourne le colis et sera retourné en même temps que le bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'un formulaire de mandat de remboursement est égaré, perdu ou détruit avant l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination établira un duplicata sur lequel il fera figurer les indications que le bureau d'expédition lui aura communiqués.

Article 10.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Un mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du montant du remboursement sera remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement après que les deux administrations auront établi que le montant n'a été ni payé ni remboursé.

2. Les mandats de remboursement, qu'il n'aura pas été possible de payer aux bénéficiaires avant l'expiration d'un délai d'un an, seront, à l'expiration du délai de validité, acquittés par l'administration des postes qui les détient et portés en compte à l'administration qui les avait établis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux bénéficiaires, mais dont le montant n'a pas été encaissé avant l'expiration d'un délai d'un an, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces dernières seront établies par l'administration qui a encaissé le remboursement, aussitôt qu'elle aura été en mesure d'établir que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Les autorisations de paiement ainsi émis seront acquittées par l'autre administration et portées en compte à l'administration du pays d'émission dans le premier décompte établi après réception desdites autorisations de paiement.

4. Les mandats de remboursement dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des raisons suivantes :

- a) Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;
 - b) Parce que les noms ou les montants ne concordent pas ou ont été omis ;
 - c) Parce que des mentions ont été raturées ou modifiées ;
 - d) Parce qu'on a omis d'apposer des timbres, des signatures ou d'autres indications de services ;
 - e) Parce que des formulaires irréguliers ont été employés ;
- seront rectifiés par l'administration qui les aura émis.

A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats par l'entremise de son bureau d'échange, au bureau d'échange intéressé sous pli officiel recommandé.

Article 11.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les demandes de renseignements concernant les mandats de remboursement non rentrés, il sera fait usage d'un formulaire spécial analogue à celui qui est annexé au règlement d'application de la convention postale universelle. Les formulaires de demandes de renseignements seront adressés aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et lesdits bureaux procéderont à l'enquête réclamée conformément aux arrangements pris entre les deux administrations.

Article 12.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis postaux grevés de remboursement, retournés ou que l'on fait suivre, seront portés par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue au modèle annexé au règlement d'application de la Convention postale universelle. Les bulletins d'expédition, les mandats de remboursement, les déclarations en douane, les bulletins de taxes, les récépissés, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra inscrire dans le coin gauche supérieur de la feuille de route un numéro d'ordre, chacun des deux bureaux ouvrant une série nouvelle au début de chaque année. Au-dessous de ce numéro d'ordre, il conviendra d'indiquer autant que possible le nom du bateau transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année devra être indiqué sur la première feuille de route de la nouvelle année.

Article 13.

DÉCOMPTÉ DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Immédiatement après l'encaissement par un bureau de poste de Ceylan du montant d'un remboursement libellé en sterling, le mandat de remboursement sera envoyé au chef comptable

de l'Office central des postes à Colombo qui transmettra tous les mandats ainsi reçus au bureau de poste numéro 2 à Munich.

2. Immédiatement après l'encaissement par un bureau de poste en Allemagne du montant d'un remboursement, le mandat de remboursement sera envoyé au bureau de poste N° 2 à Munich qui transmettra tous les mandats ainsi reçus au chef comptable de l'Office central des postes à Colombo.

3. Chaque administration inscrira sur une liste établie mensuellement d'après l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et le numéro d'ordre des mandats émis par lesdits bureaux, tous les mandats payés par elle pour le compte de l'autre administration. Ces listes ainsi que les mandats payés et acquittés seront envoyés au plus tard à la fin du mois qui suit le mois de règlement, au chef comptable de l'Office central des postes à Colombo, si les mandats ont été émis à Ceylan, et à l'Administration centrale des postes (*Postrechnungsamt*) à Berlin C. 2., si les mandats ont été émis en Allemagne. S'il n'y a pas eu de mandats payés, il sera envoyé une liste portant la mention : *néant*. Il sera déduit $\frac{1}{2}$ % du total de ces listes en exécution des dispositions de l'article 9 de l'accord.

Article 14.

RÈGLEMENT DE COMPTES.

Le solde net de chaque mois résultant des listes ainsi échangées de part et d'autre sera réglé par un chèque en monnaie sterling.

Article 15.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'APPLICATION.

Le présent règlement sera applicable à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'accord relatif au service des colis postaux grevés de remboursements. Les deux administrations conviennent, toutefois, qu'elles auront le droit d'en modifier de temps à autre les dispositions d'un commun accord.

Fait en deux exemplaires à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

Le Ministre des Postes du Reich :
(Signé) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signé) Geo W. J. PRAAT.

N° 2314.

**FRANCE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Accord pour la réparation des dommages de guerre. Signé à Paris, le 2 août 1929.

**FRANCE
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRISH FREE STATE**

Agreement for the Compensation of War Damage. Signed at Paris, August 2, 1929.

N^o 2314. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, POUR LA RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE. SIGNÉ A PARIS, LE 2 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'une part, et LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, d'autre part, également désireux de s'assurer la réparation pour les dommages de guerre certains matériels et directs, ont décidé à cet effet de conclure l'accord suivant :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder, suivant les modalités fixées par le présent accord, à leurs ressortissants respectifs visés aux articles 2 et 3, victimes de dommages de guerre sur les territoires visés à ces articles, la réparation de ces dommages dans les conditions déterminées par les lois ou les règlements qui y sont en vigueur.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes produiront des pièces justificatives de leur état civil et de leurs qualités. Ces pièces seront transmises par la voie diplomatique, avec attestation que les intéressés sont ressortissants français ou ressortissants britanniques des territoires visés dans le préambule du présent accord.

Article 2.

Les ressortissants britanniques ayant subi sur le territoire métropolitain de la France des dommages de guerre causés aux biens, visés par la législation française et autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après, seront admis au bénéfice de ladite législation.

S'il s'agit d'immeubles par nature ou par destination, ou d'outillage professionnel, le bénéfice de la législation française ne sera acquise aux intéressés que sous la condition qu'ils affectent ou qu'ils aient affecté à la reconstitution ou à la remise en état des biens endommagés, ou, si le sinistré n'a pas la possibilité de faire cette reconstitution, à la reconstitution de biens ayant une affectation analogue, une somme équivalente à la totalité de l'indemnité versée par l'Etat français.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2314. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IN THE IRISH FREE STATE FOR THE COMPENSATION OF WAR DAMAGE. SIGNED AT PARIS, AUGUST 2, 1929.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, for the one part, and THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF THE IRISH FREE STATE, for the other part, being equally desirous of securing compensation for certain material and direct war damage, have decided for this purpose to conclude the following agreement :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to grant, according to the terms defined by the present agreement, to their respective nationals referred to in articles 2 and 3, sufferers from war damage on the territories referred to in these articles, compensation for this damage under the conditions laid down by the laws or regulations there in force.

The nationals of each of the Contracting Parties shall produce documents to prove their personal status and calling. These documents shall be forwarded through the diplomatic channel accompanied by an attestation that the parties concerned are French nationals or British nationals of the territories referred to in the preamble to the present agreement.

Article 2.

British nationals who have suffered on French home territory such war damage to property as is referred to in French legislation, exclusive of the damage mentioned in article 6 below, shall be admitted to the benefit of the said legislation.

As regards real property and appurtenances or professional equipment, the benefit of the French legislation shall not accrue to the parties concerned unless they allocate or have allocated to the reconstitution or putting into order of the damaged property or, if the war sufferer is not in a position to effect this reconstitution, to the reconstitution of properties for similar use, a sum equivalent to the total compensation paid by the French State.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Article 3.

Les ressortissants français ayant subi sur les territoires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou de l'Etat Libre d'Irlande des dommages autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après seront indemnisés, suivant le cas, par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou par le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande, dans les conditions appliquées par la *Royal Commission on Compensation for suffering and damage by enemy action* aux ressortissants britanniques.

Article 4.

En ce qui concerne spécialement le mobilier familial s'il n'est pas reconstitué dans le pays du lieu du dommage :

a) Les ressortissants britanniques visés à l'article 2 recevront en France le montant de la perte subie (valeur 1914) sous déduction des sommes qu'ils ont déjà reçues de leur gouvernement pour ces mêmes dommages.

b) Dans le même cas, les sinistrés français visés à l'article 3 auront droit dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat Libre d'Irlande à une indemnité allouée suivant les règles établies par la *Royal Commission on Compensation for suffering and damage by enemy action* pour les ressortissants britanniques.

Dans la cas où la reconstitution aura été affectuée dans le pays du lieu du dommage, chacune des Parties contractantes s'engage à traiter les ressortissants de l'autre dans les mêmes conditions que ses nationaux.

Article 5.

Le bénéfice des dispositions des articles précédents appartient également aux Sociétés de personnes ou de capitaux constitués dans les territoires visés aux articles 2 et 3 sous le régime des législations des Parties Contractantes.

Lesdites sociétés devront justifier de leur situation par la production de documents probants transmis dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article premier.

Article 6.

Sont exclus du droit à la réparation prévue par le présent accord :

- 1° Les amendes et peines pécuniaires infligées par l'ennemi ;
- 2° Les dommages relatifs au logement des troupes des Puissances alliées en marche ou au cantonnement, aux prestations militaires et aux réquisitions ;
- 3° Les dommages relatifs aux titres et coupons et valeurs au porteur de toute nature, y compris le numéraire.

Article 7.

Le montant des indemnités déjà versées aux ressortissants britanniques visés à l'article 2 par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Etat Libre d'Irlande au titre des dommages de guerre subis en France sera déduit du montant des versements à faire par le Trésor français pour les mêmes dommages sur la base du taux du change de l'époque des paiements effectués par les autorités britanniques. Le montant et la date des paiements seront notifiés au Gouvernement français dans un délai de six mois à partir de la date de la publication officielle du présent accord.

Article 3.

French nationals who have suffered in the territories of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or of the Irish Free State damage other than that mentioned in article 6 below, shall be compensated by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or by the Government of the Irish Free State, as the case may be, under the conditions applied by the " Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action " to British nationals.

Article 4.

As regards, in particular, household effects, if they have not been reconstituted in the country where the damage occurred :

- (a) The British nationals referred to in article 2 shall receive in France the amount of the actual loss (1914 value) after deduction of the sums which they have already received from their Government for the same damage ;
- (b) In the same case the French war sufferers referred to in article 3 shall have the right in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State to a compensation allocated according to the rules laid down by the " Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action " for British nationals.

In the event of the reconstitution having been effected in the country where the damage occurred, each of the Contracting Parties undertakes to treat the nationals of the other in the same conditions as its own nationals.

Article 5.

The benefit of the provisions of the preceding articles is likewise granted to private or joint-stock companies constituted in the territories referred to in articles 2 and 3 under the provisions of the legislation of the Contracting Parties.

The said companies shall be required to prove their situation by the production of conclusive documents transmitted under the conditions defined by the second paragraph of article 1.

Article 6.

No right to the compensation provided for in the present agreement shall exist in the case of :

- (1) Fines and pecuniary penalties inflicted by the enemy ;
- (2) Damage relating to the housing of troops of the Allied Powers on the march or in billets, to military intended supplies and requisitions ;
- (3) Damage relating to securities and coupons and bearer certificates of all kinds, including cash.

Article 7.

The amount of the compensation already paid to the British subjects referred to in article 2 by the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Irish Free State on account of war damage suffered in France shall be deducted from the amount of the payments to be made by the French Treasury for the same damage on the basis of the rate of exchange at the time when the payments were made by the British authorities. The amount and the date of the payments shall be notified to the French Government within a period of six months from the date of the official publication of the present agreement.

Article 8.

Les règlements d'indemnité seront effectués en France au profit des ressortissants britanniques visés à l'article 2 dans les conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés français.

Réciproquement les règlements d'indemnités seront effectués dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat Libre d'Irlande, au profit des ressortissants français visés à l'article 3, dans les mêmes conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés britanniques.

Article 9.

Les indemnités qui seront versées par le Gouvernement français ne seront toutefois productives d'intérêts dans les conditions prévues par la loi française des dommages de guerre, qu'à partir du 1^{er} janvier 1925.

Article 10.

Seront seules admises les demandes des ressortissants britanniques visés à l'article 2, qui auront été déjà déposées entre les mains des autorités françaises compétentes ou des autorités britanniques compétentes dans les délais prescrits par les lois ou règlements de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Les demandes d'indemnité des ressortissants britanniques visés à l'article 2, qui ont été portées directement devant leurs autorités, seront transmises dans un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord au Gouvernement français qui les soumettra aux organismes d'évaluation prévus par la législation française.

Les Français ayant subi des dommages de guerre dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou dans l'Etat Libre d'Irlande auront un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord pour faire parvenir leurs demandes d'indemnité aux autorités britanniques par l'entremise de l'Ambassade de France à Londres.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 2 août 1929.

Pour le Gouvernement de la République française :

(Signé) A. BRIAND.

*Pour le Gouvernement du Royaume de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :*

(Signé) TYRRELL OF AVON.

Pour le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande :

(Signé) P. Mc GILLIGAN.

Article 8.

The settlement of the compensation shall be effected in France for the benefit of the British nationals referred to in article 2 under the conditions and according to the terms of payment applicable to French war sufferers.

Reciprocally the settlement of compensation shall be effected in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State for the benefit of the French nationals referred to in article 3 under the same conditions and according to the terms of payment applicable to British war sufferers.

Article 9.

The compensation to be paid by the French Government shall not, however, bear interest under the conditions provided for by the French war damage law, except as from the 1st January, 1925.

Article 10.

The claims of the British subjects referred to in article 2 shall only be receivable if they have been already lodged with the competent French authorities or with the competent British authorities within the limits of time prescribed by the laws or regulations of one or other of the Contracting Parties.

Claims for compensation on the part of the British subjects referred to in article 2, which have been addressed directly to their authorities, shall be forwarded within a period of six months from the official publication of the present agreement to the French Government, which shall submit them to the organisations for assessment provided for by French legislation.

The French nationals who have suffered war damage in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or in the Irish Free State shall be allowed a period of six months from the official publication of the present agreement to place their claims for compensation in the hands of the British authorities through the French Embassy in London.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 2nd August, 1929.

For the Government of the French Republic :

(Signed) A. BRIAND.

*For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :*

(Signed) TYRRELL OF AVON.

For the Government of the Irish Free State :

(Signed) P. MCGILLIGAN.

ERRATUM

Volume XCIV, page 402, titre :

Au lieu de : « firmado en Lima el 3 de Octubre de 1928 »

Lire : « firmado en Lima el 3 de *Junio de 1929* ».

Volume XCIV, page 402, title :

• Instead of : “ firmado en Lima el 3 de Octubre de 1928 ”

Read : “ firmado en Lima el 3 de *Junio de 1929* ”.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)